# Extrait du REGISTRE des

# DÉLIBÉRATIONS du CONSEIL MUNICIPAL

## SÉANCE du jeudi 12 décembre 2024

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Le Conseil Municipal de la Commune de SENLIS (Oise), légalement convoqué le 6 décembre 2024 par Madame LOISELEUR, Maire, s'est assemblé le jeudi 12 décembre 2024 à 19h00 au lieu ordinaire de ses séances à l'Hôtel de Ville de Senlis, en vue de délibérer sur les affaires inscrites à l'ordre du jour.

Nombre de conseillers municipaux en exercice : 33 - Présents : 21 - Pouvoirs : 10 - Votants : 31 - Absents : 2

**Présents :** Mme LOISELEUR - Mme ROBERT - M. GAUDUBOIS - Mme SIBILLE - M. GUÉDRAS - M. NGUYEN PHUOC VONG - Mme PALIN SAINTE AGATHE - M. REIGNAULT - Mme MIFSUD - M. LECOMTE - Mme BALOSSIER - M. CURTIL - Mme GORSE CAILLOU - M. LEFEVRE - Mme MAUPAS - Mme GLASTRA - Mme DUBOIS - Mme PRUVOST-BITAR - Mme AUNOS - Mme REYNAL - Mme BENOIST - **Ont donné mandat de voter en leur nom :** Mme LUDMANN à M. LEFEVRE - M. GAUDION à Mme GLASTRA - M. DELACROY à Mme ROBERT - Mme BOUTEMY à Mme SIBILLE - Mme LEPITRE à M. GAUDUBOIS - Mme AIT M BARK à Mme LOISELEUR - M. CHAPUIS à M. REIGNAULT - M. FLEURETTE à Mme PRUVOST-BITAR - M. BOULANGER à Mme AUNOS - M. GEOFFROY à Mme BENOIST - **Absents :** Mme VALLER - M. DIEDRICH - **Secrétaire de séance :** Mme BENOIST - **Présidence de séance :** Mme LOISELEUR, Maire.

### N° 01 - Désignation du secrétaire de séance

**Madame le Maire expose :**

Conformément aux dispositions des articles L. 2121-15 et L. 2121-21 du Code Général des Collectivités Territoriales, il convient de procéder à la nomination du secrétaire de séance.

Il est d'usage de désigner le plus jeune membre présent du Conseil Municipal qui procédera ensuite à l'appel nominal des Conseillers Municipaux.

*L'exposé entendu,* ***Madame le Maire*** *a soumis au vote ce projet de délibération et* ***le Conseil Municipal*** *à main levée* ***(à la demande de l'unanimité du Conseil Municipal)*** *et* ***à l'unanimité,***

- a désigné Madame Magalie BENOIST secrétaire de séance.

*Le Secrétaire de Séance*
Magalie BENOIST

MAIRIE DE SENLIS (Oise)

*Le Maire*
Pascale LOISELEUR

Acte exécutoire le 19 DEC. 2024 - Reçu par la Préfecture le 19 DEC. 2024 et publié sur le site internet de la Ville le 19 DEC. 2024

*Cette délibération peut faire l'objet d'un recours dans un délai de deux mois à compter de sa publicité et de sa transmission au contrôle de légalité, par courrier adressé au Tribunal administratif d'Amiens, 14 rue Lemerchier, 80000 AMIENS, ou via l'application Télérecours citoyens, accessible via le site internet www.telerecours.fr.*

# Extrait du REGISTRE des

# DÉLIBÉRATIONS du CONSEIL MUNICIPAL

## SÉANCE du jeudi 12 décembre 2024

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Le Conseil Municipal de la Commune de SENLIS (Oise), légalement convoqué le 6 décembre 2024 par Madame LOISELEUR, Maire, s'est assemblé le jeudi 12 décembre 2024 à 19h00 au lieu ordinaire de ses séances à l'Hôtel de Ville de Senlis, en vue de délibérer sur les affaires inscrites à l'ordre du jour.

Nombre de conseillers municipaux en exercice : 33 - Présents : 21 - Pouvoirs : 10 - Votants : 31 - Absents : 2

**Présents :** Mme LOISELEUR - Mme ROBERT - M. GAUDUBOIS - Mme SIBILLE - M. GUÉDRAS - M. NGUYEN PHUOC VONG - Mme PALIN SAINTE AGATHE - M. REIGNAULT - Mme MIFSUD - M. LECOMTE - Mme BALOSSIER - M. CURTIL - Mme GORSE CAILLOU - M. LEFEVRE - Mme MAUPAS - Mme GLASTRA - Mme DUBOIS - Mme PRUVOST-BITAR - Mme AUNOS - Mme REYNAL - Mme BENOIST - **Ont donné mandat de voter en leur nom :** Mme LUDMANN à M. LEFEVRE - M. GAUDION à Mme GLASTRA - M. DELACROY à Mme ROBERT - Mme BOUTEMY à Mme SIBILLE - Mme LEPITRE à M. GAUDUBOIS - Mme AIT M BARK à Mme LOISELEUR - M. CHAPUIS à M. REIGNAULT - M. FLEURETTE à Mme PRUVOST-BITAR - M. BOULANGER à Mme AUNOS - M. GEOFFROY à Mme BENOIST - **Absents :** Mme VALLER - M. DIEDRICH - **Secrétaire de séance :** Mme BENOIST - **Présidence de séance :** Mme LOISELEUR, Maire.

## N° 02 - Adoption du procès-verbal de la séance du 16 octobre 2024

**Madame le Maire expose :**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L. 2121-23 et L. 2121-26,

Il convient de soumettre à l'approbation du Conseil Municipal l'adoption du procès-verbal de la réunion du mercredi 16 octobre 2024, qui a été transmis dans le cadre de cette réunion.

*L'exposé entendu,* ***Madame le Maire*** *a soumis au vote ce projet de délibération et* ***le Conseil Municipal*** *à main levée et* ***à l'unanimité des suffrages exprimés (1 abstention : Mme BALOSSIER, absente lors de la séance) ;***

- a approuvé le procès-verbal de la séance du 16 octobre 2024.

*Le Secrétaire de Séance*
Magalie BENOIST

MAIRIE DE SENLIS (Oise)

*Le Maire*
Pascale LOISELEUR

Acte exécutoire le 19 DEC. 2024 - Reçu par la Préfecture le 19 DEC. 2024 et publié sur le site internet de la Ville le 19 DEC. 2024

*Cette délibération peut faire l'objet d'un recours dans un délai de deux mois à compter de sa publicité et de sa transmission au contrôle de légalité, par courrier adressé au Tribunal administratif d'Amiens, 14 rue Lemerchier, 80000 AMIENS, ou via l'application Télérecours citoyens, accessible via le site internet www.telerecours.fr.*

# *PROCES-VERBAL*
# *DE LA SEANCE DU CONSEIL MUNICIPAL*
# *DU MERCREDI 16 OCTOBRE 2024 - 19h*

Le Conseil Municipal de la Commune de SENLIS (Oise), légalement convoqué le 10 octobre 2024 par Madame LOISELEUR, Maire, s'est assemblé le mercredi 16 octobre 2024 à 19h00 au lieu ordinaire de ses séances à l'Hôtel de Ville de Senlis, en vue de délibérer sur les affaires inscrites à l'ordre du jour.

Nombre de conseillers municipaux en exercice : 33 - Présents : 24 - Pouvoirs : 7 - Votants : 30 - Absents : 3

**Présents :** Mme LOISELEUR - Mme ROBERT - M. GAUDUBOIS - Mme SIBILLE (absente excusée pour la délibération n° 20) - M. GUÉDRAS - Mme LUDMANN - M. NGUYEN PHUOC VONG - Mme PALIN SAINTE AGATHE - M. REIGNAULT - Mme MIFSUD - M. LECOMTE - M. CURTIL - Mme GORSE-CAILLOU - M. LEFEVRE - Mme MAUPAS - M. DELACROY - Mme GLASTRA - Mme LEPITRE (pour les délibérations n°1 à 19) - Mme DUBOIS - M. FLEURETTE - Mme PRUVOST-BITAR - Mme AUNOS - Mme REYNAL - Mme BENOIST - **Ont donné mandat de voter en leur nom :** Mme BALOSSIER à M. LEFEVRE - M. GAUDION à M. REIGNAULT - Mme BOUTEMY à Mme SIBILLE - M. CHAPUIS à Mme ROBERT - M. BOULANGER à Mme PRUVOST-BITAR - M. GEOFFROY à Mme BENOIST - Mme LEPITRE à Mme GLASTRA (pour les délibérations n°19 à 25) - **Absents :** M. DIEDRICH- Mme AIT M BARK - Mme VALLER - M. GUÉDRAS (pour la délibération n°19) - Mme LEPITRE (pour les délibérations n° 16 et 17) - Mme BOUTEMY par le pouvoir donné à Mme SIBILLE (pour la délibération n°20) - **Secrétaire de séance :** Mme BENOIST - **Présidence de séance :** Mme LOISELEUR, Maire.

# ORDRE DU JOUR

## Information :

**Installation d'une nouvelle conseillère municipale, Madame Laure DUBOIS à la suite de la démission de Monsieur Jean-Marc BARON le 9 septembre 2024.**

**Conformément à l'article L.270 du Code électoral le remplacement d'un conseiller municipal démissionnaire est assuré par le candidat venant sur la liste immédiatement après le dernier élu, sauf refus exprès de l'intéressé.**

## Domaine : Instances

**N° 01 - Désignation du secrétaire de séance,**

**N° 02 - Adoption du procès-verbal de la séance du 4 juillet 2024,**

**N° 03 - Compte rendu des décisions du Maire prises en vertu de la délégation du Conseil Municipal en dates des 5 juillet 2020 et 16 décembre 2020.**

## Domaine : Affaires Générales

**N° 04 - Désignation au sein des Commissions Municipales,**

**N° 05 - Désignation au sein de la Commission Accessibilité pour tous,**

**N° 06 - Désignation au sein de l'ADTO-SAO.**

## Domaine : Techniques

**N° 07 - Rapport annuel du délégataire - Assainissement - Rapport Annuel du Délégataire (RAD) et Rapport sur le Prix et la Qualité du Service Public (RPQS) 2023,**

**N° 08 - Rapport annuel du délégataire - Eau Potable - Rapport Annuel du Délégataire (RAD) et Rapport sur le Prix et la Qualité du Service Public (RPQS) 2023,**

**N° 09 - Zonage des eaux pluviales- approbation après enquête publique.**

## Domaine : Action Sociale et proximité

**N° 10 - Convention de partenariat entre la Ville de Senlis et l'Etablissement français du sang Hauts de France Normandie et l'Association pour le Don de sang bénévole de Creil et sa région,**

## Domaine : Education, Jeunesse et petite enfance

**N° 11 - Délégation de service public – Gestion et Exploitation d'un multi accueil de jeunes enfants de 40 places - Rapport annuel du délégataire 2023,**

**N° 12 - Attribution de la concession de service public portant sur la gestion et l'exploitation de la crèche « Les Berceaux Brunehaut »,**

**N° 13 - Signature d'une convention de financement avec la Caisse d'Allocation Familiale pour les Accueils Collectif de Mineurs.**

## Domaine : Finances

**N° 14 - Aménagement d'un pôle multimodal sur le parvis de l'ancienne gare de Senlis – Attribution marchés de travaux,**

**N° 15 - Exploitation, maintenance préventive-curative et rénovation des installations d'éclairage public et de signalisation lumineuse tricolore – Attribution marchés de service,**

**N° 16 - Budget principal - Décision modificative n° 1**

**N° 17 - Budget annexe assainissement - Décision modificative n° 1**

**N° 18 - Réalisation par le Syndicat d'Energie de l'Oise des travaux d'enfouissement des réseaux | BT - EP - RT | Chaussée BRUNEHAUT**

**N° 19 - Utilisation du manège Ordener par le Lions Club dans le cadre de l'organisation du Salon du Vin : éditions 2024 et 2025**

**N° 20 - Utilisation du manège Ordener par le Kiwanis dans le cadre de l'organisation de la Brocante des enfants : éditions 2024 et 2025**

**N° 21 - Stationnement sur voirie - modification du zonage - Ajustement des tarifs et création d'abonnements**

**N° 22 - Parking les Jardins Brunehaut - Modification de la dénomination et création/modification des tarifs d'abonnements**

## Domaine : Culture

**N° 23 - Installation d'un conseil d'établissement au sein du conservatoire municipal de musique et de danse,**

## Domaine : Urbanisme

**N° 24 - Cession foncière AS 286 - Villevert - Rue du vieux chemin de Pont (Amathieu)**

**N° 25 - Dénomination de voie privée dans l'EcoQuartier**

## Domaine : Divers

**N° 26 - Questions orales conformément à l'article L. 2121-19 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT)**

Madame le Maire : « Bonsoir à tous. Préalablement à la désignation du secrétaire de séance et de l'appel, je souhaite vous communiquer deux informations. Tout d'abord, nous accueillons une nouvelle conseillère municipale pour le remplacement de Jean-Marc BARON qui a démissionné. Nous sommes heureux d'accueillir Laure DUBOIS qui a déjà eu une expérience de conseillère municipale dans une autre mandature. Elle connaît donc bien le fonctionnement des instances. Laure DUBOIS est également une personne très impliquée dans le milieu associatif puisqu'elle a notamment été pendant très longtemps présidente de l'association « La Mémoire Senlisienne » et en fait toujours partie. Nous sommes vraiment heureux de t'accueillir et je propose qu'on applaudisse ton installation au titre d'élue.
La deuxième information que je voulais vous communiquer concerne les inondations que nous avons subies ces derniers jours et que malheureusement, nous subissons encore, à Senlis et dans tout le bassin versant. Ces inondations sont dues à une pluviométrie absolument exceptionnelle. En une semaine, il est tombé 100 mm de pluie. Dans la seule journée de mercredi dernier, il est tombé 72 mm de pluie à Senlis, et 80 mm au Plessis Belleville.

Beaucoup de questions sont posées par les habitants. Nous sommes allés les rencontrer durant tout le week-end, les questions concernent essentiellement la vitesse d'écoulement de l'eau. Sachez que nous travaillons sur cette question et notamment avec l'Entente Oise Aisne, qui est l'organisme chargé de la prévention des inondations. Nous sommes activement à la recherche de solutions qui pourraient améliorer la vitesse de la décrue et de l'écoulement des eaux accumulées, car malheureusement ces situations risquent de se répéter. Je voulais particulièrement remercier les élus qui se sont relayés ce week-end pour aller à la rencontre des habitants, mais également la Gendarmerie, les Sapeurs-pompiers, le SISN, l'Entente Oise Aisne et les services municipaux.

## N° 01 - Désignation du secrétaire de séance

**Madame le Maire expose :**

Conformément aux dispositions des articles L. 2121-15 et L. 2121-21 du Code Général des Collectivités Territoriales, il convient de procéder à la nomination du secrétaire de séance.

Il est d'usage de désigner le plus jeune membre présent du Conseil Municipal qui procédera ensuite à l'appel nominal des Conseillers Municipaux.

*L'exposé entendu,* ***Madame le Maire*** *a soumis au vote ce projet de délibération et* ***le Conseil Municipal*** *à main levée* ***(à la demande de l'unanimité du Conseil Municipal)*** *et* ***à l'unanimité,***

- a désigné Madame Magalie BENOIST secrétaire de séance.

## N° 02 - Adoption du procès-verbal de la séance du 4 juillet 2024

**Madame le Maire expose :**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L. 2121-23 et L. 2121-26,

Il convient de soumettre à l'approbation du Conseil Municipal l'adoption du procès-verbal de la réunion du jeudi 4 juillet 2024, qui a été transmis dans le cadre de cette réunion.

Madame GORSE-CAILLOU : « Concernant mon intervention sur la piscine, je souhaite qu'un mot qui peut prêter à confusion soit supprimé en page 21. La phrase est celle-ci : « Je pense aussi que l'argument de la proximité des écoles était d'importance puisqu'il y a quatre ou cinq établissements scolaires qui dorénavant peuvent se rendre à la piscine. » Le dorénavant est de trop parce que bien sûr, ils y vont déjà à la piscine ».

Madame le Maire : « Oui, merci. Ce sera corrigé. Y a-t-il d'autres remarques ? »

*L'exposé entendu,* ***Madame le Maire*** *a soumis au vote ce projet de délibération et* ***le Conseil Municipal*** *à main levée et* ***à l'unanimité,***

- a approuvé le procès-verbal de la séance du 4 juillet 2024.

## N° 03 - Compte rendu des décisions du Maire prises en vertu de la délégation du Conseil Municipal en dates des 5 juillet 2020 et 16 décembre 2020

**Madame le Maire a rendu compte au Conseil Municipal des décisions suivantes, prises en vertu de la délégation qu'il lui a conférée :**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment ses articles L.2122-22 et suivants,

Vu la délibération n°7 du 5 juillet 2020 et la délibération n° 4 du 16 décembre 2020 portant délégations du Conseil Municipal consenties au Maire,

Considérant que le Maire de la commune peut recevoir délégation du Conseil Municipal afin d'être chargé, pour la durée

de son mandat, de prendre un certain nombre de décisions,

Considérant que les décisions prises dans le cadre de ces délégations sont signées personnellement par le Maire, à charge pour lui d'en rendre compte au Conseil Municipal en application de l'article L.2122-23 du CGCT,

Considérant que Madame le Maire a l'honneur de rendre compte des décisions ci-dessous énumérées prises en application de la délégation et invite le Conseil Municipal à prendre acte de cette communication.

## Décisions 2024

**193** du 19 juin : Passation d'un contrat avec Laurent Contamin (Senlis 60), pour l'animation de quatre ateliers d'écriture les samedis 9 novembre et 7 décembre 2024 de 9h30 à 12h et de 14h30 à 17h. Coût : 840€ TTC.

**194** du 19 juin : Modification n°1 du marché public relatif à la maîtrise d'œuvre conclu avec la société ARANA ENVIRONNEMENT (Aulnay-sous-Bois 93) pour la réalisation d'un piézomètre, l'étude de la qualité des eaux en pompages et le suivi annuel dans plusieurs points d'eau au captage de Bonsecours 1, portant ajout d'un poste de dépense pour réunions supplémentaires qui feront l'objet de passation de bons de commande au fur et à mesure des besoins du pouvoir adjudicateur avec un montant maximum de commandes de 4 000€ HT sur toute la durée du marché.

**195** du 19 juin : Conclusion d'un contrat avec la société LOGITUD (Mulhouse 68) concernant la maintenance des solutions GVS : Contrôle du stationnement payant et RAPO : Recours administratif préalable obligatoire. Le contrat prend effet à compter du 1er janvier 2024 pour une durée d'un an expirant le 31 décembre 2024 reconductible tacitement pour une période d'un an, deux fois maximum. Coût : 2 051.53€ HT soit 2 461.84€ TTC.

**196** du 19 juin : Modification n°3 du marché public conclus avec le groupement PATRIMOINE & PAYSAGES (Thiais 94) et les cotraitants bureau d'études EVA-MALETTE GRAPHIQUE, relatif à la mission de maîtrise d'œuvre pour le réaménagement du stationnement cours Thoré Montmorency et Opération Cœur de Ville. Le montant de la modification pour a tranche ferme « réaménagement du stationnement cours Thoré Montmorency et rue Thomas Couture » est de 12 800€ HT soit 15 360€ TTC. Le nouveau montant du marché est de 105 216.38€ HT soit 126 259.66€ TTC.

**197** du 20 juin : Mise à jour de la Régie de recettes Jeunesse auprès de la Ville de Senlis.

**198** du 20 juin : Convention de tournage avec la société Siècle Productions (Paris 75), pour le tournage d'un long-métrage intitulé « Les Rebelles, Les Aventures de la Jeune George Sand », sur la commune de Senlis les lundi 17, mardi 18, mercredi 19 et lundi 24 juin 2024. Recette : 8 514€.

**199** du 21 juin : Reprise Renault Master immatriculé 461 AVB 60, mise en circulation le 23/08/2005, par la société Renault TRUCK Lenormant SAS Beauvais. Le prix de reprise est de 1 250€ TTC.

**200** du 21 juin : La décision n°189 du 13 juin 2024 est annulée pour la partie marché de noël et intégrée au titre de la modification des tarifs au 1er juillet 2024.

**201** du 24 juin : Conclusion d'un marché public relatif à une mission de coordination SPS portant sur les travaux de mise en séparatif des réseaux d'assainissement et renouvellement du réseau d'eau potable Impasse du Courtillet avec la société ASSISTANCE CONSEIL INGENIERIE (ACI) (Boutavent 60). Le marché est conclu à compter de la date de notification. Coût : 2 295€ HT soit 2 754€ TTC.

**202** du 24 juin : Modification n°1 du marché public de maîtrise d'œuvre pour la réalisation des travaux de mise en séparatif des réseaux d'assainissement et renouvellement du réseau d'eau potable au centre-ville de Senlis avec AREA (Soissons 02). Les prix sont révisés, à la hausse ou à la baisse, par application du prix du marché d'un coefficient donné. Les dépenses seront imputées à 50% sur les crédits inscrits au budget Eau et à 50% au budget Assainissement.

**203** du 24 juin : Conclusion d'un contrat de redevance pour l'utilisation de la solution de gestion des rendez-vous en ligne ORION avec la société ESII (Laverune 34). Le contrat prend effet à compter de la date de notification, il est conclu pour une durée d'un an et pourra être reconduit tacitement pour une période annuelle, dans la limite de 2 fois. Redevance annuelle, hors SMS et email, est de 376.96€ HT soit 452.35€ TTC.

**204** du 24 juin : Avenant de transfert du marché public relatif à la réalisation du parking Saint-Lazare du quartier Ordener, lot n°3 : Electricité – Eclairage public – Gaz portant transfert de l'ensemble des droits et obligations de la société INEO

HAUTS DE France à la société INEO RESEAUX NORD EST (Dijon 21). Cette modification prend effet au 31 mai 2023 et n'a pas d'incidence financière sur le marché public.

**205** du 27 juin : Conclusion d'un marché relatif à l'exploitation du parking hors voirie de la ville de Senlis « Les Jardins de Brunehaut » avec la société INDIGO PARK (Puteaux 92). Le marché est conclu à partir du 1er juillet 2024 pour une période d'un an et pourra être reconduit tacitement pour une période annuelle, dans la limite de 2 fois. Le marché public comporte une partie forfaitaire et une partie à bons de commande : Partie A, sous la forme d'un marché ordinaire à prix global et forfaitaire pour un montant mensuel de 3 506.50€ HT soit 4 207.80€ TTC, soit un montant annuel de 42 078€ HT soit 50 493.60€ TTC et Partie B : Prestations à prix unitaires pour un montant maximum annuel de 15 000€ HT. Les dépenses seront imputées sur les crédits inscrits au budget général de la Ville.

**206** du 2 juillet : Passation d'un contrat avec la société UNIACCESS (Senlis 60), afin d'assurer la maintenance du voile coupe-feu du parking Brunehaut. Le présent contrat prend effet à compter du 1er janvier 2024 pour une durée d'un an. Coût annuel : 756€ HT soit 907.20€ TTC.

**207** du 2 juillet : Conclusion d'un marché public relatif à la vérification réglementaire des installations techniques des bâtiments communaux de Senlis avec ACEP CONTROLE (Compiègne 60), marché conclu à compter de sa notification pour une durée d'un an. Coût : 39 988€ HT.

**208** du 3 juillet : Modification n°1 du marché public relatif à l'entretien des arbres et espaces verts, travaux d'élagage et entretien phytosanitaire, Lot n°1 : Tonte des espaces engazonnés avec la société GARCIA (Andeville 60). Le montant de la modification annuel est de 12 000€ HT, le montant maximum annuel de commandes est de 132 000€ HT.

**209** du 4 juillet : Convention avec l'organisme B. Animation Visse Beatrice (Maignelay-Montigny 60) dans le cadre d'une représentation musicale, le 10 juillet 2024 de 14h30 à 16h00 à la résidence autonomie Thomas Couture. Coût : 250€ TTC.

**210** du 4 juillet : Convention relative à la participation de Secours 60 (Crépy-en-Valois) aux dispositifs prévisionnels de secours dans le cadre du feu d'artifice du 14 juillet 2024, tiré à 23h. Coût : 340€.

**211** du 5 juillet : Conclusion d'un marché public relatif à la dépose et au remplacement d'une passerelle et d'un belvédère au parc écologique de Bon Secours avec le société MARCANTERRA (Saint-Quentin-en –Tourmont 80), le marché entre en vigueur à compter de la notification, le délai d'exécution des travaux est de 4 mois. Le montant du marché est de 32 648€ HT soit 39 177.60€ TTC.

**212** du 5 juillet : Dans le cadre de la construction et de la réhabilitation d'un bâtiment public contribuant à une mission de service public d'intérêt local, la Ville de Senlis sollicite auprès de la Communauté de Commune Senlis Sud Oise un fonds de concours sur 2023 de 240 000€ afin de mener les diagnostics et les études de maîtrise d'œuvre de la Construction d'un conservatoire de musique et de danse dans l'ancien mess des officiers du quartier Ordener pour un coût total de 480 064€ HT.

**213** du 5 juillet : Dans le cadre de l'aménagement de ses espaces publics, des voiries et de leurs abords, la Ville de Senlis sollicite auprès de la Communauté de Commune Senlis Sud Oise un fonds de concours sur 2023 de 214 888€ afin de sécuriser des espaces piétons et voiries pour un coût total de 557 403.50€ HT.

**214** du 8 juillet : Saisine du Tribunal administratif d'Amiens aux fins de désignation d'un expert concernant les désordres constatés 10 rue Vieille de Paris à Senlis (Chapelle des Carmes).

**215** du 8 juillet : Reprise Renault Clio immatriculé DW 372 VG, mise en circulation le 23/10/2015, par le concessionnaire TOYOTA LEXUS (Saint Maximin 60). Le prix de reprise est de 2 000€ TTC.

**216** du 8 juillet : Reprise Renault Master immatriculé 734 AED 60, mise en circulation le 10/03/2004, par le concessionnaire TOYOTA LEXUS (Saint Maximin 60). Le prix de reprise est de 500€ TTC.

**217** du 8 juillet : Convention de mise à disposition de l'Espace Saint Pierre afin que l'association « Comité international du Bien-être » (Senlis 60) puisse y tenir le salon du Bien-être et du bio les 13 et 14 juillet 2024. Recette : 802€.

**218** du 9 juillet : Convention entre le collège Fontaine des Près et la Ville de Senlis pour l'utilisation de la piscine Yves Carlier, consentie pour l'année scolaire 2023/2024 et renouvelable deux fois par tacite reconduction. Recette : 36.40€ par séance.

**219** du 9 juillet : Convention entre le collège Albéric Magnard et la Ville de Senlis pour l'utilisation de la piscine Yves Carlier, consentie pour l'année scolaire 2023/2024 et renouvelable deux fois par tacite reconduction. Recette : 36.40€ par séance.

**220** du 9 juillet : Conclusion d'un marché public de travaux de fabrication et de pose de cabines sanitaires pour le groupe scolaire Anne de Kiev avec le société TRECCANI ET FILS (Le-Plessis-Bouchard 95). Le marché débute à compter de la notification de l'ordre de service et prend fin à l'achèvement des travaux, le montant de la prestation est de 42 523€ HT soit 51 027.60€ TTC.

**221** du 10 juillet : Convention entre la Ville de Barbery et la Ville de Senlis pour l'utilisation de la piscine Yves Carlier pour les lundis et mardis du 3 juin au 26 juin 2024de 14h35 à 15h15, Recette : 48€ par séance.

**222** du 11 juillet : Contrat avec le prestataire Production SAS Production Freddy Hanouna (Neuilly St Front 02), à l'occasion du spectacle de noël organisé par la Petite Enfance de la Ville de Senlis et à destination des enfants des haltes garderies et de la crèche familiale. Le spectacle se déroulera à la salle du Centre de rencontre de l'Obélisque le jeudi 4 décembre 2024 pour une représentation de 2 heures, début du spectacle à 16h. Coût : 527.50€ TTC.

**223** du 11 juillet : Contrat de prestation de services avec Monsieur Daniel DUBOIS (Chauvigny 02), pour le montage, l'exploitation et le démontage d'un parcours acrobatique, d'un petit manège et d'un toboggan, ainsi que pour un stand de friandises, dans le parc du Château Royal du samedi 17 au dimanche 25 août 2024, dans le cadre de la programmation des Lézards d'été 2024. Coût : 4 565€ et recette de 100.80€ correspondant au droit de place pour un stand de friandises. La Ville mettra à disposition 2 animateurs pour aider au montage-démontage et au bon fonctionnement des attractions.

**224** du 11 juillet : Convention de prestations de services avec Monsieur Aurélien COUVREUR (Jouy Sous Thelle 60), pour le montage et le démontage d'un manège enfantin sur le Cours Thoré Montmorency du 13 juillet au 13 août 2024 de 15h à 19h, dans le cadre des Lézards d'été 2024. Convention passée à titre gratuit, l'intervenant proposera des places de manège gratuites aux enfants des centres de loisirs et des structures petite enfance de la Ville.

**225** du 12 juillet : Avenant de transfert au contrat de maintenance de l'onduleur de la Mairie portant transfert de l'ensemble des droits et obligations de la société SCHNEIDER ELECTRIC IT FRANCE à la société SCHNEIDER ELECTRIC France (Rueil Malmaison 92). Cette modification prend effet au 2 avril 2024 et n'a pas d'incidence financière sur le marché public.

**226** du 16 juillet : Conclusion d'un marché public relatif aux travaux d'assainissement et de décontamination post sinistre incendie à la cathédrale Notre Dame avec la société AAD PHENIX II. Le marché débute à compter de la notification de l'ordre de service et prend fin à l'achèvement des travaux, le montant de la prestation est de 88 470€ HT soit 106 164€ TTC.

**227** du 16 juillet : Conclusion d'un marché public relatif à la gestion d'enlèvement et de mise en fourrière de véhicules pour la Ville de Senlis avec la société DEPANNAGE POTEAU (groupe BROMELIA FORCE) (Chamant 60). Le marché est conclu à compter du 16 juillet 2024 pour une période d'un an qui pourra être reconduit tacitement pour une période annuelle dans la limite de 3 fois. Le montant maximum annuel de commandes est de 10 000€ HT.

**228** du 16 juillet : Conclusion d'un marché public relatif à une mission de coordination SPS portant sur les travaux d'assainissement en amont de la station d'épuration de Senlis, route de Saint Léonard avec la société CFC (Ressous-sur-Matz 60). Le marché est conclu à compter de la date de notification, le montant des prestations s'élève à 2 544.75€ HT soit 3 053.70€ TTC.

**229** du 17 septembre : Acceptation du don de Monsieur Jean SARRAMÉA pour le don d'une médaille sur la Société d'Horticulture de Senlis et un poème en acrostiche, ces documents rejoindront le fonds patrimonial de la médiathèque de Senlis. Ce don est consenti *sine die* à titre gracieux.

**230** du 17 juillet : Convention avec Monsieur Rémi BENOIT pour l'animation de jeux de rôle, jeudi 1 août à la médiathèque Municipale de Senlis. Coût : 400€ TTC.

**231** du 17 juillet : Convention avec Monsieur Laurent CONTAMIN (Senlis 60) pour deux journées de rencontres dans les classes de Senlis les jeudi 3 et vendredi 4 octobre et de deux demi-journées de signatures à l'Espace Saint Pierre les 5 et 6 octobre dans le cadre du Salon du Livre 2024. Coût : 1 300.54€ TTC.

**232** du 17 juillet : Convention avec Madame Claire RENAUD (Paris 75) pour deux journées de rencontres dans les classes de Senlis les jeudi 3 et vendredi 4 octobre et d'une demi-journée de signatures à l'Espace Saint Pierre le 5 octobre dans le cadre du Salon du Livre 2024. Coût : 1 147.84€ TTC.

**233** du 17 juillet : Convention avec Madame Jeanne BOYER (Paris 75) pour une journée de rencontres dans les classes de Senlis le vendredi 4 octobre et d'une demi-journée de signatures à l'Espace Saint Pierre le 5 octobre dans le cadre du Salon du Livre 2024. Coût : 650€ TTC.

**234** du 17 juillet : Convention avec Madame Delphine CHEDRU (Paris 75) pour deux journées de rencontres dans les classes de Senlis le jeudi 3 et vendredi 4 octobre et de deux demi-journées de signatures à l'Espace Saint Pierre les 5 et 6 octobre dans le cadre du Salon du Livre 2024. Coût : 1 320.54€ TTC.

**235** du 17 juillet : Convention avec Monsieur Richard PETITSIGNE (Brehemont 37) pour deux journées de rencontres dans les classes de Senlis le jeudi 3 et vendredi 4 octobre et de deux demi-journées de signatures à l'Espace Saint Pierre les 5 et 6 octobre dans le cadre du Salon du Livre 2024. Coût : 1 248.93€ TTC.

**236** du 17 juillet : Convention avec Madame Chloé Du Colombier (Paris 75) pour deux journées de rencontres dans les classes de Senlis les jeudi 3 et vendredi 4 octobre et d'une demi-journée de signatures à l'Espace Saint Pierre le 5 octobre dans le cadre du Salon du Livre 2024. Coût : 1 169.84€ TTC.

**237** du 17 juillet : Convention avec Madame Myriam DOINET (Montrouge 92) pour deux journées de rencontres dans les classes de Senlis le jeudi 3 et vendredi 4 octobre et de deux demi-journées de signatures à l'Espace Saint Pierre les 5 et 6 octobre dans le cadre du Salon du Livre 2024. Coût : 1 300.54€ TTC.

**238** du 17 juillet : Convention avec Monsieur Pascal RUTER (Arbonne la Forêt 77) pour une journée de rencontres dans les classes de Senlis le vendredi 4 octobre et d'une demi-journée de signatures à l'Espace Saint Pierre le 5 octobre dans le cadre du Salon du Livre 2024. Coût : 650.27€ TTC.

**239** du 17 juillet : Convention avec Monsieur Olivier KARALI (Curvalle 81) pour deux journées de rencontres dans les classes de Senlis le jeudi 3 et vendredi 4 octobre et de deux demi-journées de signatures à l'Espace Saint Pierre les 5 et 6 octobre dans le cadre du Salon du Livre 2024. Coût : 1 753.90€ TTC.

**240** du 17 juillet : Convention avec Madame Stéphanie LEDU pour une journée de rencontre dans les classes de Senlis le vendredi 4 octobre et une demi-journée de signature à l'Espace Saint Pierre le 5 octobre dans le cadre du Salon du Livre 2024. Coût : 657.42€ TTC.

**241** du 17 juillet : Convention avec Madame Christelle ESPIE, pour deux journées de rencontre dans les classes de Senlis les jeudi 3 et vendredi 4 octobre et une demi-journée de signature à l'Espace Saint Pierre le 5 octobre dans le cadre du Salon du Livre 2024. Coût : 1 149.84€ TTC.

**242** du 17 juillet : Convention avec Monsieur Olivier MULLER, pour deux journées de rencontre dans les classes de Senlis les jeudi 3 et vendredi 4 octobre deux demi-journées de signature à l'Espace Saint Pierre le samedi 5 et dimanche 6 octobre dans le cadre du Salon du Livre 2024. Coût : 1 311.54€ TTC.

**243** du 18 juillet : Acceptation du don à la Ville de Senlis de M. Jacques BASCHER, d'un ouvrage de textes et illustrations de Jean-Louis Mirabel « Nos chien de chevreuil », cet ouvrage rejoindra le matériel d'étude du musée de la Vénerie. Ce don est consenti *sine die* à titre gracieux.

**244** du 18 juillet : Contrat de cession des droits d'exploitation du spectacle avec la Compagnie AFAG Théâtre (Rouen 76), dans le cadre de la programmation des Lézards d'été, pour une représentation du spectacle « La Vraie Vie des Pirates », précédé d'un temps d'atelier d'1h30, le samedi 20 juillet 2024, après-midi dans le parc du Château Royal. Coût : 2 199.99€ auxquelles s'ajouteront les frais de repas et collation pour 4 personnes.

**245** du 18 juillet : Convention avec la compagnie d'Arc du Montauban (Senlis 60), dans la programmation des Lézards d'été 2024, pour des initiations tir à l'arc au sein du Château Royal de Senlis et la cour du Prieuré Saint Maurice les jeudis 18 et 25 juillet puis 1er août 2024 de 15h à 19h. Convention passée à titre gracieux.

**246** du 18 juillet : Convention avec le club de Modélisme Naval Senlisien (Senlis 60), dans le cadre de la programmation des Lézards d'été 2024, pour deux journée de démonstration et atelier de modélisme naval au sein du parc du Château Royal de Senlis, le samedi 10 août 2024 de 14h à 19h et le dimanche 11 août 2024 de 10h à 12h puis de 14h à 18h. Coût : 155.90€ TTC.

**247** du 18 juillet : Convention avec l'association senlisienne Les Joueurs Nés, dans le cadre de la programmation des Lézards d'été 2024, pour des animations « jeux de société » au sein du Jardin du Roy les 20, 21 et 27,28 juillet puis les 3,4 et 10,11 août 2024 de 14h à 18h. Convention passée à titre gracieux.

**248** du 18 juillet : Convention avec le club d'échecs senlisien, dans le cadre de la programmation des Lézards d'été 2024, pour des initiations et jeux d'échecs au sein du parc du Château Royal de Senlis les 20, 21 et 27,28 juillet et 3,4,10,11 et du 15 au 18 août 2024 de 11h à 13h et de 14h à 19h sauf les samedis de 14h à 19h. Convention passée à titre gracieux.

**249** du 19 juillet : Convention de tournage avec la société LB Production (Paris 78), pour le tournage d'un long métrage intitulé « Projet D Love Story », sur la commune de Senlis, le lundi 22 juillet 2024. Recette : 3 877€.

**250** du 19 juillet : Contrat de prestation de spectacle avec Rémy Marvely Magic (Saint Genies 24), dans le cadre de la programmation des Lézards d'été 2024, pour une représentation d'un spectacle de magie en lien avec les JO, précédé d'un temps d'atelier d'1h le dimanche 28 juillet 2024 après-midi, dans le parc du Château Royal. Coût : 1 150€ auxquelles s'ajouteront les frais de collation pour 1 personne.

**251** du 19 juillet : Convention avec l'association « de Philatélie », dans le cadre de la programmation des Lézards d'été 2024, pour l'animation « découverte de la philatélie » le vendredi 9 août 2024 2024 de 15h à 17h au sein du Jardin du Roy. Convention passée à titre gracieux.

**252** du 22 juillet : Convention avec le cinéma de Senlis et l'association Boîte à son et image, dans le cadre de la programmation des Lézards d'été 2024, pour la mise en place d'une séance de cinéma de plein air, le jeudi 25 juillet 2024 en soirée, au sein du parc du Château Royal. Coût : la Ville versera à l'association la Boîte à son et image les frais relatifs à la location du matériel de projection. La Ville mettra gracieusement à disposition le lieu de projection ainsi que l'alimentation électrique, une tente, des tables et chaises.

**253** du 19 juillet : Conclusion d'un marché subséquent relatif à la réalisation de travaux d'adduction d'eau potable et de réhabilitation d'un réseau d'eaux usées rue Notre-Dame de Bonsecours et carrefour de l'Obélisque avec COLAS (Senlis 60). Le marché entre en vigueur à compter de la notification de l'ordre de service et prend fin à l'achèvement des prestations, le montant du marché est de 744 625.54€ HT soit 893 550.65€ TTC.

**254** du 23 juillet : Passation d'un avenant pour chaque équipement d'accueil de jeunes enfants (EAJE) avec la CAF de l'Oise reprenant l'ensemble des nouvelles mesures qui vont être mise en place sur la période de la Convention d'Objectifs et de Gestion 2023-2027. Ces avenants précisent que les modalités techniques de calcul de subvention Prestation de Service Unique et des bonus associés seront communiqués ultérieurement aux gestionnaires par l'envoi d'addenda venant ainsi préciser les modalités de mise en place des mesures nouvelles. Les EAJE concernés par un avenant sont : la crèche familiale, la halte-garderie Val d'Aunette, la halte-garderie Brichebay. Ces avenants prennent effet au 1er janvier 2024 jusqu'à la date d'échéance de chaque convention d'objectif de financement des EAJE concernés, soit jusqu'au 31 décembre 2024.

**255** du 23 juillet : Demande de subvention auprès de la Caisse d'Allocations Familiales à hauteur de 1 232€ pour l'année 2024, dans le cadre de l'appel à projet Réseau d'Ecoute, d'Appuie et d'Accompagnement des Parents afin de réaliser les actions suivantes : proposer aux parents de réaliser des activités avec leurs enfants, ateliers partagés parents/enfants/assistantes maternelle, conférences et cycle de conférence débat, ciné-débat.

**256** du 23 juillet : Modification n°1 du marché public relatif à la fourniture et à la livraison de repas en liaison froide dans la cadre de la restauration scolaire, périscolaire, extrascolaire et municipale, lot n°2 : fourniture et livraison de repas en liaison froide pour personnes âgées avec la société DUPONT RESTAURATION (Libercourt 62), le montant de la modification annuelle est de 8 000€ HT. Le montant maximum annuel de la présente modification est de 24 000€ HT correspond aux trois années restantes de l'accord-cadre.

**257** du 23 juillet : Conclusion d'un marché public relatif à l'assistance à maîtrise d'ouvrage pour le suivi du marché public global de performance pour l'exploitation et la maintenance des installations de chauffage, ventilation et climatisation avec la société SAGE SERVICES ENERGIE (Neuilly-sur-Seine 92). Le marché est passé à compter de la date de notification pour une période d'un an et pourra être reconduit tacitement pour une période annuelle, dans la limite de 2 fois. Le montant de la prestation est de 10 440€ HT soit 12 528€ TTC.

**258** le 25 juillet : Convention de mise à disposition de l'Espace Saint Pierre afin que le Père Pierre LÉ puisse y célébrer les messes et célébrations les 21, 27, 28 juillet et 4 août 2024. Recette : 1 604€.

**259** du 26 juillet : Passation de mécénat financier avec le Lions Club Senlis Trois Forêts (Senlis 60), dans le cadre de l'édition 2024 du Salon du livre organisé par la Médiathèque municipale de la Ville de Senlis, en partenariat avec les librairies Saint-Pierre et Le Verbe et l'Objet du mercredi 2 au dimanche 6 octobre 2024. La Ville et le mécène fixe par la signature de cette

convention, les conditions du soutien financier consenti ainsi, le don accordé par le mécène de 1000€ est exclusivement destiné au financement de l'opération.

**260** du 26 juillet : Conclusion du marché subséquent relatif à la réalisation d'un sondage au niveau du caniveau d'amenée des eaux de la station d'épuration de Senlis avec COLAS (Senlis 60). Le marché entre en vigueur à compter de la notification de l'ordre de service et prend fin à l'achèvement des prestations. Le montant du marché est de 18 916.04€ HT soit 22 699.25€ TTC.

**261** du 29 juillet : Passation de mécénat financier avec l'entreprise PROMEO AFPI PICARDIE (Senlis 60), dans le cadre de l'édition 2024 du Salon du livre organisé par la Médiathèque municipale de la Ville de Senlis, en partenariat avec les librairies Saint-Pierre et Le Verbe et l'Objet du mercredi 2 au dimanche 6 octobre 2024. La Ville et le mécène fixe par la signature de cette convention, les conditions du soutien financier consenti ainsi, le don accordé par le mécène de 1000€ est exclusivement destiné au financement de l'opération.

**262** du 31 juillet : Mise à jour de la régie de recettes pour l'encaissement des droits d'entrée au musée de la Vénerie.

**263** du 1er août : Avenant à la convention avec Madame Suzanne KANKOLONGO pour la période du vendredi 9 août 9h au dimanche 11 août 2024 9h. Cet avenant concerne des modifications sur l'article 2 de la convention sur les créneaux d'utilisation de l'Espace Saint Pierre modifiant le titre de paiement à la somme de 2 283€.

**264** du 2 août : Avenant à la convention de prestations de services avec Monsieur Aurélien COUVREUR (Jouy sous Thelle 60), dans le cadre de la programmation des Lézards d'été 2024, cet avenant prolonge la période du manège de M. COUVREUR du 14 au 28 août 2024 de 15h à 19h.

**265** du 6 août : Modification n°1 du marché public relatif à une mission de maitrise d'œuvre pour la réalisation des travaux d'assainissement en amont de la station d'épuration de Senlis au niveau des Jardins Familiaux et de la route de Saint-Léonard avec la société BECG (Arras 62) portant validation des études d'avant-projet définitif et fixation du forfait de rémunération du maître d'œuvre. Le coût prévisionnel définitif des travaux est arrêté à 411 182€ HT soit 493 418€ TTC.

**266** du 8 août : Révision des tarifs des locations de salles au 1er septembre 2024.

**267** du 8 août : Convention avec l'association senlisienne « Art et Amitié », dans le cadre de la programmation des Lézards d'été 2024, pour la mise en place d'un atelier découverte et création autour de l'arbre, le samedi 10 août 2024 de 15h à 17h, au sein du Jardin du Roy. Convention passée à titre gracieux.

**268** du 8 août : Convention de résidence artistique avec la compagnie des Lucioles (Compiègne 60), à partir du lundi 9 septembre 2024 jusqu'au festival Senlis fait son théâtre 2025. Cette convention est passée pour la mise à disposition du Prieuré Saint Maurice à titre gracieux pour la résidence de création d'un texte de Stéphane JAUBERTIE du 9 au 15 septembre 2024, avec une collation qui sera proposé aux artistes. Cette création sera jouée 1 à 2 reprises.

**269** du 9 août : Mise à disposition d'un agent de sécurité de la société Moderne Sécurité (Caufry 60), afin de filtrer les entrées dans l'Espace Saint Pierre à l'occasion du Salon du Livre de Senlis le samedi 5 octobre 2024 de 14h à 19h et le dimanche 6 octobre 2024 de 14h à 18h. Coût : 336€ TTC.

**270** du 9 août : Convention pour l'occupation temporaire du stade de football de Senlis au profit de l'Union Sportive de Chantilly en vue des matchs de Nationale 2. Cette convention est conclue pour la saison 2024/2025 débutant le 15 août 2024 jusque fin juin 2025 et pour un maximum de 15 matchs joués. La redevance pour la mise à disposition est de 4 000€ par match.

**271** du 12 août : Passation de mécénat financier avec Aubarne Promotion Immobilière (Senlis 60), la convention est établie dans le cadre de l'édition 2024 du Salon du Livre par la Médiathèque municipale de Senlis, en partenariat avec les librairies Saint-Pierre et Le Verbe et l'Objet du mercredi 2 au dimanche 6 octobre 2024. Le don accordé par le mécène est de 500€.

**272** du 14 août : Convention avec l'association Musical Jazzin'Time Association (Compiègne 60), dans le cadre d'une représentation musicale le 11 septembre 2024 de 14h30 à 16h30 à la Résidence Autonomie Thomas Couture. Coput : 300€ TTC.

**273** du 19 août : Modification n°2 du marché public relatif à la réalisation du parking Saint-Lazare du Quartier Ordener, lot n°5 : Aménagement paysager conclu avec la société IDVERDE (Amiens 80), pour non réalisation des prestations

d'installation de bornes en bois. Le montant des travaux en moins-value s'élève à -18 104.00€ HT soit -21 714.80€ TTC. Le nouveau montant du marché public est de 113 485.91€ HT soit 136 183.09€ TTC.

**274** du 19 août : Passation d'un avenant n°1 au contrat d'assurance « dommages aux biens » conclu avec la compagnie d'assurance GROUPAMA (Olivet 45), portant modification des conditions tarifaires du contrat à compter du 1er janvier 2025. La cotisation annuelle TTC est portée à 124 844.13€ pour une surface immobilière assurée de 143 499m². La cotisation annuelle TTC indiquée est susceptible d'être ajustée en fonction de la surface immobilière déclarée au 31 décembre 2024.

**275** du 20 août : Convention d'occupation du Prieuré Saint Maurice afin que l'association « Art et Amitié » puisse y tenir une exposition d'art. Convention établie à titre gracieux pour la période du 1er au 7 octobre 2024.

**276** du 21 août : Conclusion d'un marché public relatif aux travaux d'installation de toilettes à nettoyage automatique anti-vandalisme à la cathédrale Notre-Dame avec la société MPS (Josse 40). Le marché débute à compter de la notification du bon de commande comprenant les plans validés et les choix des parements pour un délai d'exécution maximal de 14 semaines. Le montant total de la prestation est de 56 330.00€ HT soit 67 596.00€ TTC.

**277** du 24 août : Passation d'une convention avec Monsieur Guy CHATEIGNER, pour l'animation d'ateliers informatiques, les jeudis matin du 5 au 26 septembre 2024, du 10 au 31 octobre 2024, du 7 au 21 novembre 2024, du 28 novembre au 12 décembre 2024, du 9 au 23 janvier 2025, du 30 janvier au 6 février 2025, du 27 février au 13 mars 2025, du 20 mars au 3 avril 2025 et les 15 et 22 mai 2025 à la Médiathèque Municipale de Senlis. Convention passée à titre gracieux.

**278** du 26 août : Dans le cadre de la mise en valeur des formes urbaines, de l'espace public et du patrimoine, la Ville de sollicite auprès de la Région Hauts-de-France, via le fonds Action Cœur de Ville dédié aux collectivités du dispositif pour la période 2023-2026, une subvention à hauteur de 250 000€, pour les travaux d'aménagement et de mise en valeur de la Cave de la Vénerie, 1ère étape de la réalisation du projet « Voyage au temps des premiers rois de France ».

**279** du 28 août : Convention d'occupation du Prieuré Saint Maurice afin que l'association SENLIS QUILTS puisse y tenir une exposition. Convention établie à titre gracieux pour la période du 26 au 30 septembre 2024.

**280** : décision annulée.

**281** du 28 août : Dans le cadre de la mise en valeur des formes urbaines, de l'espace public et du patrimoine, la Ville de Senlis sollicite auprès de la Banque des Territoires, partenaire du dispositif Action Cœur de Ville, une subvention d'un montant de 10 250€ pour la réalisation d'une étude de programmation scénographique au Château Royal de Senlis.

**282** du 29 août : Conclusion d'un marché public 2024/50 relatif aux travaux d'assainissement en amont de la station d'épuration de Senlis, route de Saint Léonard avec la société COLAS FRANCE (Senlis 60), pour un an à compter de la notification de l'ordre de service prescrivant de commencer l'exécution des travaux, le marché n'est pas reconductible. Le marché public est conclu pour un montant de 423 919.00€ HT soit 508 703.88€ TTC.

**283** du 29 août : La sollicitation d'une aide financière auprès de l'Agence de l'Eau Saine Normandie (Compiègne 60), pour permettre la réalisation des travaux de mise en place d'une canalisation d'assainissement en amont de la station d'épuration de Senlis, au niveau des jardins familiaux, route de Saint Léonard. Le montant total de cette opération (étude et travaux) s'élève à 494 697.87€ HT, le montant de la subvention demandée s'élève à 40% du montant total de l'opération, soit 197 879.15€ HT. La validité de la subvention correspond à la durée indiquée dans la convention d'attribution de la subvention transmise par l'Agence de l'eau sous réserve de son acceptation.

**284** du 30 août : Convention de mise à disposition de l'Espace Saint Pierre avec l'association ADAIS afin qu'il puisse y tenir l'exposition « SENLIS ART EN FETE », pour une période de neuf jours à compter du dimanche 1er septembre 2024 jusqu'au lundi 9 septembre 2024. Recette : 1 195€.

**285** du 2 septembre : Conclusion du contrat de renouvellement aux services du logiciel CYBERWATCH avec la société CYBERWATCH (Paris 75), qui prend effet à compter du 14 septembre 2024 pour une période d'un an reconductible tacitement pour une période annuelle dans la limite de trois fois. Coût du support et de la maintenance : 5 814.00€ HT soit 6 976.80€ TTC.

**286** du 2 septembre : Conclusion d'un contrat de maintenance et d'assistance pour le logiciel CIRIL France avec la société CIRIL GROUP (Villeurbanne), qui prend effet à compter du 22 octobre 2024 pour une période d'un an reconductible tacitement pour une période annuelle dans la limite de trois fois. Coût : 8 864.00€ HT soit 10 636.80€ TTC.

**287** du 2 septembre : Convention avec la société ADTO-SAO (Beauvais 60), pour la mission d'assistance à l'élaboration du Rapport annuel sur le Prix et la Qualité du Service Publics (RPQS) d'assainissement pour l'année 2023. La convention prend effet à compter de sa signature pour la durée nécessaire à l'accomplissement de la mission et se terminera à la remise du rapport final. Coût : 1 250€ HT soit 1 500€ TTC.

**288** du 2 septembre : Convention avec la société ADTO-SAO (Beauvais 60), pour la mission d'assistance à l'élaboration du Rapport annuel sur le Prix et la Qualité du Service Publics (RPQS) d'eau potable pour l'année 2023. La convention prend effet à compter de sa signature pour la durée nécessaire à l'accomplissement de la mission et se terminera à la remise du rapport final. Coût : 1 250€ HT soit 1 500€ TTC.

**289** du 5 septembre : Convention de mise à disposition de la salle de l'Obélisque afin que l'association « CPIE » puisse y tenir le séminaire Biodiversité Entomologique du mercredi 9 octobre 2024, 9h au jeudi 10 octobre 2024, 20h. Convention établie à titre gracieux.

**290** du 5 septembre : Convention de mise à disposition du manège du Quartier Ordener pour que l'association CPIE puisse y tenir le séminaire Biodiversité Entomologique, pour une période de 6 jours à compter du 9 octobre jusqu'au 14 octobre 2024. Convention établie à titre gracieux.

**291** du 6 septembre : Acceptation du don à la Ville de Senlis de Mme Dominique PÉDRON de six livres. Ces livres rejoindront les bibliothèques des musées de Senlis. Ce don manuel est consenti sine die à titre gracieux.

**292** Décision annulée.

**293** du 9 septembre : Conclusion d'un marché public 2024/56 relatif aux contrôles extérieurs portant sur les travaux d'assainissement en amont de la station d'épuration de Senlis, route de Saint Léonard avec la société NORD CONTROLE ASSAINISSEMENT (Grande-Synthe 59). Le marché est conclu à compter de la date de notification. Le montant des prestations s'élève à 3 492.00€ HT soit 4 190.40€ TTC.

**294** du 10 septembre : Conclusion d'un marché public relatif à la création et installation de deux pistes de padel avec le groupe SAE TENNIE D'AQUITAINE (Ambares-et-Lagrave 33). La durée du marché public débute à compter de la notification de l'ordre de service et prend fin à l'achèvement des travaux. Le marché public est conclu pour un montant total de 141 857.00€ HT soit 170 228.40€ TTC.

**295** du 10 septembre : Convention de mise à disposition de la salle de l'Obélisque afin que le Centre National de la Fonction Publique Territoriale puisse y tenir une conférence spectacle, le jeudi 21 novembre 2024 de 8h à 23h. Convention établie à titre gracieux.

**296** du 12 septembre : Contrat avec l'association PICARESK (Amiens 80), dans le cadre de la programmation des Journées Européennes du Patrimoine 2024, pour 2 représentations du spectacle « Les Oubliés des Cathédrales, le dimanche 22 septembre 2024, à 14h30 et à 16h00, sur la Place Notre-Dame. Coût : 1 710€ TTC.

**297** du 16 septembre : Conclusion d'un marché public relatif à la rédaction/production de photos/visuels d'illustration avec la société RDVA (Domont 95) pour un montant maximum annuel de 20 000€ HT HT, distribution du magazine municipal avec la société CHAMPAR (Garges-les-Gonesse 95) pour un montant maximum annuel de 4 500€ HT et régie publicitaire du magazine municipal avec la société LVC COMMUNICATION (Trembay-en-France 93) le taux à verser à la Ville de Senlis est de 57%, le minimum garanti de réversion au trimestre à chaque page de publicité est de 855.00€ HT. Le marché est conclu de la date de notification pour une période d'un an reconductible tacitement pour une période annuelle dans la limite de trois fois.

**298** du 16 septembre : Conclusion d'un marché subséquent n°3 relatif à la création d'un plateau surélevé route de Creil à Senlis avec la société COLAS (Senlis 60). Le marché entre en vigueur à compter de la notification de l'ordre de service et prend fin à l'achèvement des prestations, la durée prévisionnelle des travaux est de 9 jours ouvrés. Le montant du marché de base est de 81 260.56€ HT soit 97 512.68€ TTC.

**299** du 16 septembre : Conclusion d'un marché subséquent n°4 relatif au réaménagement de voirie à la Rotonde/Bonsecours à Senlis avec la société DEGAUCHY (Cannectancourt 60). Le marché entre en vigueur à compter de la notification de l'ordre de service et prend fin à l'achèvement des prestations, la durée prévisionnelle des travaux est de 5 semaines. Le montant total du marché est de 114 587.50€ HT soit 137 505.00€ TTC décomposé comme suit : travaux de base/hors option : 75 132.50€ HT soit 90 159.00€ TTC et option voirie/parking et trottoirs en enrobés : 39 455.00€ HT soit 47 346.00€ TTC.

300 du 16 septembre : La conclusion d'un marché subséquent n° 5 relatif à la réfection de la voirie entre la rue du Moulin Saint Rieul et la RD 1017, avenue du Maréchal Joffre à Senlis avec la société OISE TP (Beauvais 60). Le marché entre en vigueur à compter de la notification de l'ordre de service et prend fin à l'achèvement des prestations, la durée prévisionnelle des travaux est de 4 semaines. Le montant du marché de base est de 170 478.00€ HT soit 204 573.60€ TTC.

Madame PRUVOST-BITAR : « Nous avons remarqué que beaucoup de décisions concernaient les travaux sur le réseau d'eau potable et sur le réseau d'assainissement, ce qui est somme toute une bonne chose, car on a justement souvent déploré qu'il n'y ait pas plus d'intérêt à présenter ce sujet ... »

Madame le Maire : « As-tu des questions sur les décisions ? »

Madame PRUVOST-BITAR : « Oui, tout à fait. La décision n° 253 pose problème parce qu'elle arrive en contradiction avec une délibération qui a été votée en début de mandature. La délibération n° 7 du 5 juillet 2020, qui porte sur les délégations consenties aux Maires par le Conseil Municipal. Cette délibération autorise le Maire à prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement de tout marché dans la limite des seuils réglementaires et lorsque les crédits sont inscrits au budget, exception faite pour les marchés de travaux, ce qui est bien le cas, dont le montant est quant à lui plafonné à 500 000 € HT. Or, dans la décision n° 253 le montant des travaux est supérieur à 500 000 € HT ».

Madame le Maire demande à Monsieur le Directeur Général des Services de bien vouloir expliquer cette décision.

Monsieur le Directeur Général des Services : « Bonsoir. Il s'agit d'un marché subséquent. On a passé la délibération relative à un appel d'offres pour les travaux de voirie et ensuite on passe des marchés subséquents. Donc ils ne repassent pas au conseil municipal. On a déjà délibéré sur les marchés de travaux de voirie ».

Madame le Maire : « Merci pour cette explication technique. Y a-t-il d'autres questions ? Madame REYNAL ? ».

Madame REYNAL : « Bonjour à tous, j'ai une question relative à la décision n° 194 du 19 juin concernant le marché public portant sur la réalisation d'un piézomètre pour l'étude de la qualité des eaux en pompage et le suivi annuel dans plusieurs points d'eau au captage de Bonsecours 1. Il y a une modification du marché public. Tout d'abord, ma première question, est : quelle est cette modification ? Est-ce qu'elle a un impact financier ? Ce n'était pas clair sur la décision. Et deuxièmement, il était annoncé que les résultats de ces études du piézomètre nous parviendraient au mois d'octobre. Qu'en est-il ? Est-ce qu'on les recevra bientôt ou est-ce que l'étude se poursuit ? »

Madame le Maire : « Je laisse Daniel GUÉDRAS vous répondre. »

Monsieur GUÉDRAS : « Vous avez eu les résultats de la première étude relative à la mise en place des cinq piézomètres. La conclusion avait été qu'il fallait remettre un piézomètre parce qu'on voulait connaitre exactement le point de dépollution d'origine, cela a conduit à une modification du marché. Les prochains résultats seront livrés dans un an. Ce suivi annuel nous a semblé court. Aussi, a-t-on souhaité des réunions supplémentaires qui viennent se rajouter. Donc, pour 800 € la réunion et pour un montant maximum de 4 000 € pour toute la durée du contrat, c'est à dire 5 réunions. »

Madame REYNAL : « D'accord, ok. Évidemment, c'est utile, ces piézomètres. Donc c'est bien celui qui concerne l'analyse de la pollution en hydrocarbures... »

Monsieur GUÉDRAS : « Absolument. Les 5 piézomètres ont déterminé la zone de concentration parce qu'on n'est pas sur toute la ville. Et parce que dans les nappes phréatiques il y a aussi du courant, les piézomètres permettront de dire s'il y a un glissement ? »

Madame REYNAL : « D'accord. Et les mesures de ce piézomètre, donc, elles sont en cours et elles sont relevées par vous-même et par l'ARS sur une fréquence qui est ? »

Monsieur GUÉDRAS : « C'est le maître d'œuvre qui est en charge de ce dossier. Il vient tous les mois faire un prélèvement envoyé au laboratoire pour analyse ».

Madame REYNAL : « D'accord. Merci. »

Madame REYNAL : « J'ai une question aussi pour la décision n° 196. Il s'agit d'un marché un petit peu plus élevé qui est de 126 000 € TTC. Il s'agit donc de la modification n° 3 du marché public conclu avec le groupe Patrimoine et Paysage et d'autres sous-traitants relatifs à la mission de maîtrise d'œuvre pour le réaménagement du stationnement Cours Thoré

Montmorency et Opération Cœur de Ville. Ce qu'on comprend, c'est qu'il s'agit des travaux de la quote-part de la mission de maîtrise d'œuvre par rapport aux travaux sur le réaménagement du stationnement Cours Thoré Montmorency, dont on sait qu'il a fait l'objet de plusieurs travaux. Ce qu'on aimerait connaître par rapport à ce nouveau montant de marché, dont les honoraires de la maîtrise d'œuvre pour ce réaménagement sont de 126 000 €, c'est quel est le montant total des travaux pour le réaménagement du stationnement Cours Thoré Montmorency notamment après l'installation de la fête de Saint Rieul et la réorganisation du stationnement Cours Thoré Montmorency? »

Madame le Maire : « On vous communiquera le montant total. »

Madame REYNAL : « Normalement, la maîtrise d'œuvre, c'est un pourcentage du total des travaux, logiquement ? Je fais un petit calcul, si on est sur 8 %.... »

Madame le Maire : « On va vous répondre. »

Monsieur GAUDUBOIS : « Le montant de cette AP concerne les dépenses qui figurent dans la délibération n° 16. Il s'agit d'1 690 000 €. Sachant pour rappel, que nous disposons de 897 000 € en recettes. »

Madame REYNAL : « De subventions. »

Monsieur GAUDUBOIS : « De subventions. »

Madame REYNAL : « Merci. »

Madame le Maire : « Est-ce que vous avez d'autres questions ? Oui. Véronique PRUVOST-BITAR. »

Madame PRUVOST-BITAR : « Si je comprends bien, c'est 1 600 000 € de travaux en plus des 1 200 000 € ? »

Madame le Maire : « Non, pas du tout. Cela fera l'objet de la décision modificative qui va être présentée dans quelques instants. »

Madame PRUVOST-BITAR : « Ok. J'ai d'autres questions à poser à propos de la décision n° 205. Quelles sont les recettes du parking Brunehaut en 2023 ? »

Madame le Maire : « On te communiquera la réponse. Nous n'avons pas avec nous les éléments. »

Madame PRUVOST-BITAR : « Concernant la décision n° 213 dans le cadre de l'aménagement des espaces publics, de quels espaces publics s'agit-il ? Je sais que la ville a demandé un fonds de concours à la Communauté de Communes, mais quels espaces publics a-t-on ciblé ? »

Monsieur GAUDUBOIS : « Le fonds de concours a été demandé pour 2023 à la Communauté de Communes. Sont concernées les poches de stationnement, la rue des jardiniers. Concernant le programme de voirie, nous avons intégré la sécurisation et la réfection des trottoirs rue Carnot, la Chaussée Pontpoint, la Chaussée route d'Aumont, La Chaussée rue André Maginot, le Carrefour rue du Quémiset et le ralentisseur, la création d'une voirie sur l'avenue de Beauval, cela représente 240 000 €. »

Madame le Maire : « Oui, Madame REYNAL. »

Madame REYNAL : « Sur la décision n° 202, je ne vois pas de montant indiqué. En fait, il s'agit de la modification d'un marché public de maîtrise d'œuvre pour la réalisation des travaux de mise en séparatif des réseaux d'assainissement et de renouvellement de l'eau potable au centre-ville et les prix sont révisés à la hausse ou à la baisse par application d'un prix de marché. Mais je ne vois pas d'implication financière ni de montant de marché. Donc, je voudrais que vous nous rappeliez le montant de ce marché. »

Monsieur GUÉDRAS : « Non, effectivement il n'y a pas de montant puisse qu'il s'agit simplement d'une nouvelle répartition d'affectation sur la part de l'eau et la part de l'assainissement. »

Madame REYNAL : « Donc ça va être 50/50 sur l'eau et l'assainissement. »

Monsieur GUÉDRAS : « C'est ça. »

Madame REYNAL : « C'était comment avant ? »

Monsieur GUÉDRAS : « Ce n'était pas indiqué, il y avait un global. »

Madame REYNAL : « Et évidemment sur ces travaux, on est en mise séparative eau et assainissement sur toute une canalisation. »

Monsieur GUÉDRAS : « Oui, absolument. On ne fait plus rien maintenant sur les canalisations sans procéder à la séparation. »

Madame REYNAL : « J'ai une autre question sur la décision n° 207, conclusion d'un marché public relatif à la vérification réglementaire des installations techniques des bâtiments communaux avec ACEP CONTROLE pour 39 988 €.
Qu'est-ce donc que ces installations techniques ? S'agit-il des chaudières ? »

Monsieur GUÉDRAS : « Non, c'est la vérification réglementaire des bâtiments, aussi bien de l'électricité que du gaz, tous ces contrôles réglementaires qu'on doit faire et présenter. »

Madame REYNAL : « D'accord. »

Madame le Maire : « Y a-t-il d'autres questions ? »

Madame PRUVOST-BITAR : « Il y a plusieurs décisions qui concernent les rencontres des auteurs dans des classes de Senlis. Dans quelles écoles se sont rendus les auteurs ? »

Madame ROBERT : « Les auteurs se sont rendus dans toutes les écoles élémentaires de la ville, également dans les collèges. Dans les deux. Non, je ne sais pas s'il y a eu les trois. »

Madame MIFSUD : « Albéric Magnard sûr. »

Madame ROBERT : « Je ne suis pas sûr pour Fontaine des Prés. »

Madame MIFSUD : « Et dans les lycées. »

Madame REYNAL : « J'ai une question sur la décision n° 214, c'est la saisine du Tribunal Administratif d'Amiens au fin de désignation d'un expert concernant les désordres constatés 10 rue Vieille de Paris à Senlis. Donc c'est sur la chapelle des Carmes. »

Madame le Maire : « Oui. »

Madame REYNAL : « Alors sur cette chapelle , il y a une situation qui pourrait entraîner un arrêté de péril. Je ne sais pas s'il a été pris ou pas. »

Madame le Maire : « Oui, il s'agit d'un arrêté de mise en sécurité qui a bien été pris. Cela conduit par ailleurs à une décision modificative qui sera présentée à la suite, puisque nous n'avions malheureusement pas prévu le coût de la sécurisation de la toiture. Il s'agit de sécuriser cette toiture qui présente un danger pour les passants et éventuellement pour certains habitants et riverains. La ville prend la main pour la sécurisation de la toiture. Charge ensuite à la ville d'envoyer la facture au propriétaire qui n'a pas voulu sécuriser lui-même. »

Madame REYNAL : « D'accord. Et la saisine du Tribunal Administratif ? ... »

Madame le Maire : « C'est pour la désignation d'un expert judiciaire. »

Madame REYNAL : « D'accord. »

Madame REYNAL : « On s'était posé la question pour d'autres bâtiments privés, par exemple l'ancien cinéma, est-ce qu'il y a des situations qui sont similaires ? ... »

Madame le Maire : « Non, pas du tout. D'autant plus que là, en l'occurrence, il y a des propriétaires qui ont du répondant. »

Madame REYNAL : « D'accord. »

Madame REYNAL : « J'ai une autre question sur la décision n° 226 : c'est la conclusion d'un marché public relative aux travaux d'assainissement et de décontamination post sinistre incendie à la Cathédrale Notre Dame. Le marché a un montant de prestations de 88 000 € HT, 106 000 € TTC. J'aurais voulu connaitre le coût total des travaux : partie travaux d'assainissement, de décontamination avec le coût des travaux pour le sinistre électrique qui avait entraîné l'impossibilité d'utiliser la Cathédrale ?

Monsieur GUÉDRAS : « Effectivement, le montant de la prestation est de 88 470 HT. »

Madame REYNAL : « D'accord. Et c'est pour l'assainissement et la décontamination. »

Monsieur GUÉDRAS : « C'est pour la décontamination, ils ont tout lavé à l'intérieur de la Cathédrale, vous l'avez vu, y compris les vitraux, et aussi pour les petits travaux d'assainissement qu'il avait fallu faire. »

Madame REYNAL : « D'accord, et la rénovation électrique et l'ensemble des travaux se montent à combien ? »

Madame le Maire : « On est en train de chercher pour vous répondre. »

Madame REYNAL : « Merci. »

Madame le Maire : « Pendant ce temps-là, je propose que Patrick GAUDUBOIS vous réponde sur les recettes 2023 du parking souterrain. »

Monsieur GAUDUBOIS : « Les recettes qui ont été constatées entre le 1er juillet 2023 et le 30 juin 2024, sur une année, sont de 23 521 € et correspondent à une fréquentation d'un peu plus de 6 000 véhicules. »

Madame le Maire : « Merci Patrick. Marie-Christine ROBERT, le Premier Adjoint, avait une précision à vous apporter sur la question précédente qui concernait les interventions d'auteur dans les écoles senlisiennes. »

Madame ROBERT : « Ces interventions d'auteur dans les établissements scolaires ont touché 2 160 élèves et 80 ateliers ont été organisés. »

Madame REYNAL : « Merci. »

Monsieur GUÉDRAS : « J'ai les chiffres qu'on vient de me communiquer pour la cathédrale, le total est de 190 912€ TTC »

Madame REYNAL : « Et ça c'est pour l'ensemble des rénovations de la Cathédrale. Merci. »

Madame PRUVOST-BITAR : « Toujours à propos de cette décision, est ce qu'il y a une partie qui sera remboursée par l'assurance ? »

Monsieur GUÉDRAS : « Oui. »

Madame PRUVOST-BITAR : « Et on sait à peu près combien.»

Madame le Maire : « C'est en cours d'instruction. Donc pour l'instant, je ne peux pas vous répondre. »

Monsieur CURTIL : « Je souhaite préciser que les travaux qui ont été entrepris ont été soumis à l'accord préalable des experts, notamment des assureurs. Donc, il y a de fortes chances qu'une large partie de ces 190 000 € soit remboursée à la ville.»

Madame le Maire : « Merci pour cette précision. »

Madame REYNAL : « J'ai besoin d'une petite précision sur la décision n° 294. En fait, je n'étais pas sûre de bien lire le montant des travaux sur la troisième ligne. Il s'agit de la création des deux pistes de padel en collaboration avec l'association de tennis, le marché public est conclu pour un montant total de ? »

Madame LUDMANN : « 141 857€. »

Madame REYNAL : « D'accord. »

Madame LUDMANN : « Et ces travaux sont subventionnés. Il s'agit d'une subvention de l'ANS à hauteur de 53 000 €, et d'une participation du Tennis Club à hauteur de 38 500 €. Le coût net pour la ville sera de 50 357 €. »

Madame REYNAL : « Merci Véronique. J'ai une dernière question sur la dernière décision, c'est la n° 300. C'est le marché de réfection de la voirie entre le Moulin Saint Rieul et la RD 1017 avenue du Maréchal Joffre à Senlis. De mémoire, je n'ai pas vu ces travaux, donc je voulais savoir quand est-ce qu'ils allaient commencer ? Demain ? »

Madame le Maire : « Non pas demain. On vient de terminer la rue Notre-Dame de Bonsecours. Il faut nous laisser un peu de répit. »

Madame REYNAL : « Mais c'est important de savoir pour les riverains, on arrive à trouver notre chemin dans cette rue-là, la rue Joffre, elle est importante pour éviter parfois les embouteillages, donc quand les travaux auront-ils lieu ? »

Madame le Maire : « Je vais laisser Daniel répondre, mais eu égard à l'état de l'avenue Joffre, il s'agit une rénovation lourde. »

Monsieur GUÉDRAS : « Oui, assez lourde, la rue est étroite et il n'y a pas beaucoup de dégagement, cela ne va pas être simple. Les travaux sont prévus l'année prochaine. »

Madame REYNAL : « L'année prochaine. D'accord. »

Madame PRUVOST-BITAR : « A propos de cette rue, à quelle date a-t-elle été refaite parce qu'il me semble qu'elle a été déjà rétrécie et refaite avec des paysagers il n'y a pas si longtemps ? »

Monsieur GUÉDRAS : « Cela fait beaucoup plus longtemps. Une partie des grilles avait été refaite. »

Madame PRUVOST-BITAR : « Il n'y a pas que l'avenue du Maréchal Joffre. Une dernière petite question c'est à propos de la n° 263 on parle d'une convention avec Madame Suzanne KANKOLONGO. De quoi s'agit-il ? »

Madame ROBERT : « Madame KANKOLONGO, est une personne qui a loué l'espace Saint-Pierre pour un mariage, le samedi et le dimanche, et qui a souhaité le louer également pour le vendredi, ce qui a entraîné une augmentation du prix de location. »

Madame PRUVOST-BITAR : « Donc, c'était un mariage. »

## N° 04 - Désignation au sein des Commissions Municipales

**Madame le Maire expose :**

Considérant l'article L. 2121-22 du code général des collectivités territoriales prévoyant la création de commissions chargées d'étudier les questions soumises au conseil municipal,

Considérant que le Maire est président de droit des commissions municipales et que les différentes commissions municipales doivent être composées de façon à respecter le principe de la représentation proportionnelle, il appartient au conseil municipal de rechercher la pondération qui reflète le plus fidèlement possible la composition politique de son assemblée ; chacune des tendances représentées devant pouvoir disposer au moins d'un représentant,

Vu la délibération n° 8 du 5 juillet 2020 portant sur la création et désignation des membres du Conseil Municipal pour les commissions municipales,

Vu la lettre transmise par Monsieur Jean-Marc BARON, portant démission de ses fonctions de conseiller municipal, datée du 4 septembre 2024 et enregistrée par nos services le 9 septembre 2024,

Il convient de procéder à une nouvelle désignation d'un représentant du groupe « Continuons Ensemble » pour chacune des commissions municipales suivantes : Commission Aménagement, Urbanisme et Transition Ecologique, Commission Travaux, Voiries, Réseaux et Bâtiments, Commission Education, Jeunesse et Petite Enfance et Commission Sports.

*L'exposé entendu,* ***Madame le Maire*** *a soumis au vote ce projet de délibération et* ***le Conseil Municipal*** *à main levée et* ***à l'unanimité,***

- a procédé à la désignation d'un nouveau membre dans les commissions municipales, comme suit :

| | |
|---|---|
| **Commission Aménagement, Urbanisme et Transition Ecologique**<br>Désignation 1 titulaire : Mme Laure DUBOIS<br>Liste « Continuons ensemble » | ***Commission Travaux, Voiries, Réseaux et Bâtiments***<br>Désignation 1 titulaire : Mme Laure DUBOIS<br>Liste « Continuons ensemble » |
| **Commission Education, Jeunesse et Petite Enfance**<br>Désignation 1 suppléant : M. Emmanuel DELACROY<br>Liste « Continuons ensemble » | **Commission Sports**<br>Désignation 1 titulaire : M. Emmanuel DELACROY<br>Liste « Continuons ensemble » |

## N° 05 - Commission communale pour l'accessibilité pour tous - Désignation d'un délégué

**Madame le Maire expose :**

L'article L. 2143-3 du CGCT indique que dans les communes de 5 000 habitants et plus, il est créé une commission communale pour l'accessibilité composée notamment des représentants de la commune, d'associations ou organismes représentant les personnes handicapées pour tous les types de handicap, notamment physique, sensoriel, cognitif, mental ou psychique, d'associations ou organismes représentant les personnes âgées, de représentants des acteurs économiques ainsi que de représentants d'autres usagers de la ville.

La commission a pour mission notamment de dresser le constat de l'état d'accessibilité du cadre bâti existant, de la voirie, des espaces publics et des transports. Elle détaille l'accessibilité aux personnes handicapées ou à mobilité réduite, en fonction du type de handicap, des principaux itinéraires et cheminements dans un rayon de deux cents mètres autour des points d'arrêt prioritaires au sens de l'article L. 1112-1 du code des transports. Elle établit un rapport annuel présenté en conseil municipal et fait toutes propositions utiles de nature à améliorer la mise en accessibilité de l'existant.

Considérant l'article L. 2121-22 du code général des collectivités territoriales prévoyant la création de commissions chargées d'étudier les questions soumises au conseil municipal,

Considérant que le Maire est Président de droit des commissions municipales et que les différentes commissions municipales doivent être composées de façon à respecter le principe de la représentation proportionnelle, il appartient au conseil municipal de rechercher la pondération qui reflète le plus fidèlement possible la composition politique de son assemblée ; chacune des tendances représentées devant pouvoir disposer au moins d'un représentant,

Vu la lettre transmise par Monsieur Jean-Marc BARON, portant démission de ses fonctions de conseiller municipal, datée du 4 septembre 2024 et enregistrée par nos services le 9 septembre 2024,

Il convient de procéder à une nouvelle désignation d'un suppléant du groupe « Continuons Ensemble » au sein de la commission communale pour l'accessibilité pour tous.

*L'exposé entendu,* ***Madame le Maire*** *a soumis au vote ce projet de délibération et* ***le Conseil Municipal*** *à main levée et* ***à l'unanimité,***

- a procédé à la désignation d'un nouveau membre dans les commissions municipales, comme suit :

**Commission Accessibilité pour tous**

Désignation 1 titulaire : Mme Laure DUBOIS

Liste « Continuons ensemble »

## N° 06 - Assistance pour les Territoires de l'Oise (ADTO-SAO) - Désignation d'un délégué

**Madame le Maire expose :**

La mission de l'Assistance Départementale pour les Territoires de l'Oise (ADTO-SAO) se caractérise par une assistance générale à caractère administratif, financier et technique apportée aux collectivités maîtres d'ouvrage dans toutes les phases de l'opération sous forme de proposition, conseil, d'organisation d'élaboration d'outils, de suivi, ....

Considérant qu'en sa qualité d'adhérente la ville de Senlis doit être représentée au sein des Assemblée Générale des actionnaires et Spéciale des actionnaires minoritaires de l'ADTO-SAO,

Vu les délibérations du Conseil Municipal en date du 21 juillet 2020 portant désignation de Monsieur Jean-Marc BARON comme délégué local élu représentant la commune au sein des assemblées de l'Assistance Départementale pour les Territoires de l'Oise et de la Société d'aménagement de l'Oise (SAO),

Vu la lettre transmise par Monsieur Jean-Marc BARON, portant démission de ses fonctions de conseiller municipale, datée du 4 septembre 2024 et enregistrée par nos services le 9 septembre 2024,

Il convient de procéder à une nouvelle désignation d'un suppléant du groupe « Continuons Ensemble » au sein des assemblées de l'ADTO-SAO afin de nommer un suppléant à monsieur Daniel GUEDRAS titulaire.

*L'exposé entendu,* ***Madame le Maire*** *a soumis au vote ce projet de délibération et* ***le Conseil Municipal*** *à main levée et* ***à l'unanimité,***

- a désigné Monsieur CURTIL comme représentant **suppléant** siégeant aux **Assemblées Générales** de l'ADTO-SAO, doté des mêmes pouvoirs,

- a désigné Monsieur CURTIL comme représentant **suppléant** aux **Assemblées spéciales** des actionnaires minoritaires avec faculté d'accepter toute fonction dans ce cadre, sachant qu'il ne sera pas suppléant de la fonction d'administrateur le cas échéant.

## N° 07 - Délégation de service public - Assainissement - Rapport Annuel du Délégataire (RAD) et Rapport sur le Prix et la Qualité du Service Public (RPQS) – Exercice 2023

**Monsieur GUÉDRAS expose :**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L. 1413-1, L. 1411-3 et L. 2224-5,

Vu l'ordonnance n° 2016-65 du 29 janvier 2016 relative aux contrats de concession et notamment son article 52,

Vu le décret n° 2016-86 du 1er février 2016 relatif aux contrats de concession,

Vu le décret 2007-675 du 2 mai 2007 pris pour l'application de l'article L. 2224-5 et modifiant les annexes V et VI du Code Général des Collectivités Territoriales.

Vu le contrat de Délégation de Service Public du Service Public de l'Assainissement Collectif sur le territoire de la Ville de Senlis en date du 24 janvier 2012,

Vu la présentation du rapport sur le Prix et la Qualité du Service Public de l'eau potable (RPQS) de l'exercice 2023, lors de la Commission Consultative des Services Publics Locaux (CCSPL) réunie le 25 septembre 2024,

Vu la présentation faite lors de la commission travaux du 03 octobre 2024,

La société des Eaux et de l'Assainissement de l'Oise (SEAO), délégataire du service public de l'assainissement, a transmis son Rapport Annuel du Délégataire (RAD 2023), à partir duquel a été établi le rapport sur le Prix et la Qualité du Service public de l'eau potable (RPQS 2023).

Ce rapport permet d'apprécier les conditions d'exécution de la délégation du service d'assainissement pour l'année 2023.

Le rapport RPQS ainsi que le rapport du délégataire (RAD), annexés à la présente et portés à la connaissance de l'ensemble des conseillers municipaux, contient les indicateurs techniques et financiers du service, les faits marquants de l'année 2023 ainsi que les orientations pour l'avenir.

En application du décret n° 2007-675 du 2 mai 2007, ces rapports sont tenus à la disposition du public pour consultation.

Ces rapports sont portés à la connaissance des membres du Conseil Municipal.

Monsieur GUÉDRAS : « Avez-vous des questions ? »

Madame REYNAL : [inaudible- micro éteint] « Il y a à peu près 7 - 8 cm de documents, cela représente plusieurs milliers de pages, c'est vraiment difficile quand on les reçoit, quatre ou cinq jours avant le conseil de pouvoir prendre connaissance de tout. On a déjà eu beaucoup de questions. »

Madame le Maire : « Comme vous le dites, cela représente de très grandes quantités de feuilles et ce n'est pas très respectueux de l'environnement. Serait-il serait possible, de transmettre à votre groupe, un voire deux exemplaires de l'intégralité des annexes du conseil municipal et non à chaque membre ? C'est une proposition. Nous avons tous accès, par ailleurs, à ces documents sur nos tablettes ou sur nos ordinateurs. C'est aussi très chronophage pour les services. Est-ce que vous pourriez, pour la prochaine fois, y réfléchir et essayer de vous organiser entre vous pour éviter cette masse énorme de papier ? »

Madame REYNAL : « Je veux bien qu'on en reparle. Je les lis entre 2 h et 3 h du matin.

Madame le Maire : « Justement, peut-être que les autres les lisent dans la journée. »

Madame REYNAL : « C'est compliqué de le partager avec les autres. »

Madame le Maire : « Je ne vous demande pas de lire ensemble, mais peut être de vous organiser pour éviter cette gabegie. »

Madame REYNAL : « Par rapport aux coûts que coûtent à la collectivité l'assainissement et l'eau, je pense que les impressions ici..., mais j'entends par rapport au temps. »

Madame le Maire : « Je vous parle d'économie de papier et du temps des services. »

Madame REYNAL : « J'entends, on pourra y réfléchir. Pour revenir au sujet, Monsieur GUÉDRAS, vous avez répondu à beaucoup de questions. J'ai néanmoins besoin de quelques précisions sur les autorisations de déversement d'effluents industriels. Ce sont les entreprises qui sont autorisées à déverser dans le système de l'eau des effluents industriels. Il est indiqué dans le rapport qu'il y en a trois et puis une. J'aurais voulu savoir si c'était trois ou une, et puis quel était l'entreprise qui avait cette autorisation-là ? »

Monsieur GUÉDRAS : « La réponse est trois. »

Madame REYNAL : « Pourtant en page 37 il est indiqué une et en page douze, il est indiqué trois. »

Monsieur GUÉDRAS : « Je ne rentre pas dans le détail, mais vous avez peut-être un parce que c'est seulement pour un type de pollution, un type de reversement, mais normalement c'est trois. On sait qu'il y en a une qui a été rajoutée, c'est peut-être ça. »

Madame REYNAL : « D'accord, on passe d'un à trois, il faudra qu'on vérifie ensemble. »

Monsieur GUÉDRAS : « L'entreprise se trouve rue Etienne Audibert. »

Madame REYNAL : « D'accord. Ensuite, et ce qui est impressionnant, ce sont les changements climatiques et leur impact sur la pluviométrie à Senlis. Entre 2020 et 2023, c'est les chiffres que j'ai trouvés, les millimètres de pluie à Senlis sont passés de 55 cm à, à peu près, 135 cm, donc 1,35 mètre à Senlis. C'est assez impactant et en trois ans de temps. »

Monsieur GUÉDRAS : « Regardez ce qui vient d'arriver, 100 mm en trois jours. »

Madame REYNAL : « C'est assez impressionnant. Effectivement on a ces données-là ? »

Madame le Maire : « C'est 1000 millimètres en 2024 contre 650 mm l'année dernière. »

Madame REYNAL : « Et je voulais revenir sur le nettoyage des réseaux parce que, page 17 du rapport sur l'assainissement, on voit qu'il y a un curage des réseaux qui est fait sur les eaux usées mais ce qu'on voit aussi, c'est que les réseaux d'eau propre et les réseaux unitaires ne sont pas curés. »

Monsieur GUÉDRAS : « L'eau potable ne passe pas dans les tuyaux d'eaux usées. »

Madame REYNAL : « On est d'accord. »

Monsieur GUÉDRAS : « Les réseaux unitaires font aussi partie du nettoyage parce que c'est regroupé et mélangé, l'eau devient usée et est conduite à l'usine de traitement. »

Madame REYNAL : « Alors il y a peut-être un problème sur le tableau page 18 parce le tableau indique zéro sur toute la ligne sur l'hydro curage préventif du réseau unitaire. Peut-être il y a une erreur dans le tableau ? Je sais que la priorité c'est le réseau des eaux usées mais là où c'est unitaire, j'imagine qu'il y a quand même des travaux de curage ? »

Monsieur GUÉDRAS : « Dans les opérations de curage, vous avez deux façons de faire. Vous avez d'abord un métrage qui est demandé dans le marché qui impose de curer tant de mètres par an. Ils ont beaucoup curé les années d'avant et il est possible qu'ils soient arrivés aux chiffres du marché. Par contre, vous avez un autre système qui ne vient pas dans vos statistiques, ils nous demandent, à nos frais, du curage pour des problèmes particuliers avant ou après des travaux. Par exemple à Bonsecours, le réseau d'assainissement sera doublé à l'intérieur par une gaine, ce qui nécessite de le curer avant. Cela se fera à nos frais et ne sera pas dans les statistiques. »

Madame REYNAL : « D'accord, ce tableau page 18 n'a peut-être pas les bons chiffres. Le dernier point que j'avais, c'est dans le rapport qui est assez long, page 26, il y a les indicateurs de connaissance et gestion patrimoniales du réseau, il y a un barème de 120 points sur lequel le délégataire obtient 15 points. C'est le plus bas des collectivités auditées, est-ce que cela veut dire qu'on connait assez mal ce réseau ? Je sais qu'il y a beaucoup de travail qui est fait, mais est-ce que c'est un objectif d'essayer de mieux connaître ce réseau pour essayer d'empêcher les fuites et de l'améliorer ? »

Monsieur GUÉDRAS : « C'est un objectif, pour lequel le travail est déjà en cours. La société AMOnia travaille sur la connaissance exacte des réseaux. »

Madame REYNAL : « D'accord. L'an prochain, on peut espérer que ce résultat qui est de 15 sur 120, augmentera ? »

Monsieur GUÉDRAS : « On l'espère. On connaît le kilométrage, on sait où il passe, mais néanmoins on n'est pas du tout sûr de l'état réel du réseau. Il est enterré. Ensuite, on n'est pas tout à fait sûr de la manière dont il est constitué. Actuellement, quand on refait un réseau, on garantit la sécurité en prenant de la fonte, des longueurs de six mètres, avec des joints en caoutchouc qui permettent un mouvement. Dans les anciens réseaux il y a encore des tuyaux en fibre ciment avec un joint ciment trop rigide. Les études en cours vont nous aider dans les travaux à faire. »

Madame REYNAL : « Ce qui ressort de tous ces rapports qui sont par ailleurs très détaillés, c'est qu'il reste encore, sur la partie notamment des réseaux unitaires, beaucoup de travaux, que le réseau a été amélioré et il continue de nécessiter énormément d'investissement. Si le prix, à la fois du mètre cube d'eaux traitées et le prix du mètre cube d'eau potable, sont restés à Senlis relativement peu chers par rapport aux autres collectivités similaires de l'Oise, il reste néanmoins dans le futur pas mal de travaux pour en faire un réseau moderne. Il faut éventuellement s'attendre quand même à ce que cette situation qui nous place bien par rapport aux autres collectivités soit un peu moins favorable dans les années qui viennent. »

Monsieur GUÉDRAS : « Ce qui affecte le réseau unitaire se situe principalement dans le centre-ville. Jusqu'à maintenant, j'attendais qu'une rue soit refaite pour pouvoir refaire la canalisation dessous, on sera peut-être obligé de faire le contraire, mais c'est très onéreux et il faut l'accord de l'architecte de Bâtiments de France. L'exemple des travaux sur l'impasse du Courtillet est parlant. Il y aura des coûts renforcés d'investissement sur le futur. »

Madame REYNAL : « Dernière question, on en a parlé à la commission mais c'est important pour les Senlisiens, il reste encore 161 branchements en plomb dans notre commune. »

Monsieur GUÉDRAS : « Oui, c'est-à-dire 2,03%. »

Madame REYNAL : « Les branchements en plomb, c'est obsolète, c'est polluant, mais la Ville ne peut pas les changer sans l'accord des propriétaires. »

Monsieur GUÉDRAS : « On peut les changer jusqu'aux limites des propriétés, toute l'installation de la maison qui est après le compteur, si elle est en plomb, on ne peut pas y toucher. Là aussi, la difficulté est la même, les 161 branchements qui restent sont essentiellement sur le centre-ville et demande de gros travaux.»

Madame REYNAL : « Merci. »

Madame le Maire : « Pas d'autre question ? »

*L'exposé entendu,* ***Madame le Maire*** *a soumis au vote ce projet de délibération et* ***le Conseil Municipal*** *à main levée et* ***à l'unanimité,***

- a pris acte du rapport annuel du délégataire et du rapport sur le prix et la qualité du service public de l'assainissement pour l'année 2023.

## N° 08 - Délégation de service public - Eau potable - Rapport Annuel du Délégataire (RAD) et Rapport sur le Prix et la Qualité du Service Public (RPQS) – Exercice 2023

**Monsieur GUÉDRAS expose :**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L. 1413-1, L. 1411-3 et L. 2224-5,

Vu l'ordonnance n° 2016-65 du 29 janvier 2016 relative aux contrats de concession et notamment son article 52,

Vu le décret n° 2016-86 du 1er février 2016 relatif aux contrats de concession,

Vu le décret 2007-675 du 2 mai 2007 pris pour l'application de l'article L. 2224-5 et modifiant les annexes V et VI du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le contrat de Délégation de Service Public du Service Public de production et de distribution de l'eau potable sur le territoire de Senlis en date du 25 janvier 2012,

Vu la présentation du rapport sur le Prix et la Qualité du Service Public de l'eau potable (RPQS) de l'exercice 2023, lors de la Commission Consultative des Services Publics Locaux (CCSPL) réunie le 25 septembre 2024,

Vu la présentation faite lors de la commission travaux du 03 octobre 2024,

La société des Eaux et de l'Assainissement de l'Oise (SEAO), délégataire du service public de l'eau potable, a transmis son Rapport Annuel du Délégataire (RAD 2023), à partir duquel a été établi le rapport sur le Prix et la Qualité du Service public de l'eau potable (RPQS 2023).

Ce rapport permet d'apprécier les conditions d'exécution de la délégation du service public d'eau potable pour l'année 2023.

Le rapport RPQS ainsi que le rapport du délégataire (RAD), annexés à la présente et portés à la connaissance de l'ensemble des conseillers municipaux, contiennent les indicateurs techniques et financiers du service, les faits marquants de l'année 2023 ainsi que les orientations pour l'avenir.

En application du décret n° 2007-675 du 2 mai 2007, ces rapports sont tenus à la disposition du public pour consultation.

Ces rapports sont portés à la connaissance des membres du Conseil Municipal.

Madame REYNAL : « Juste une petite question concernant l'eau, il y a une chose qui nous tient à cœur et on en a parlé régulièrement. C'est le nouveau forage, parce qu'on sait que sur trois forages à l'heure actuelle, certains sont plus anciens que d'autres et peuvent être en fin de vie. L'ensemble étant pollué, des pollutions traitées pour certaines, cependant les eaux pompées restent quand même pour certaines polluées. Je vais bien répéter, pour être sûre qu'on ne soit pas anxiogène que la totalité des eaux distribuées sont des eaux potables et qu'il n'y a pas de pas de soucis à leur potabilité. Néanmoins, la ressource en eau est quand même quelque chose qui est important et donc ce nouveau forage qu'on attend, c'est quelque chose qu'on espère pouvoir sécuriser. On se rend compte que c'est dans la communauté de communes, et on a vu avec les soucis qu'il y a eu à Mont l'Evêque et puis peut être dans d'autres villages alentour. De plus en plus de villages pourraient se tourner vers nous pour être interconnectés. Dans ces cas-là, on aurait intérêt à avoir un quatrième forage. Le deuxième point que je voulais signaler, c'est dans la documentation qui nous a été donnée, il y a le rapport d'enquête publique sollicité par la commune de Senlis dans la perspective de l'établissement de son zonage des eaux pluviales. C'est une enquête publique qui a eu lieu en juillet. »

Monsieur GUÉDRAS : « Oui, c'est l'objet de la prochaine délibération. »

Madame REYNAL : « Ils ont parlé dans cette enquête publique de l'état du système par rapport aux pluies décennales. Je fais une petite lecture de la dernière partie qui est que, « en matière hydraulique, il faut faire preuve de beaucoup de lucidité, d'anticipation. Contrairement au feu, un torrent d'eau ne peut pas être arrêté et bien entendu, les gros travaux se

heurtent à de nombreuses contraintes mais chaque fois que cela est possible, je pense qu'il faut faire preuve d'opportunisme en surdimensionnant tel ou tel ouvrage ou telle canalisation ». Ce n'est pas moi qui le dis, c'est le commissaire enquêteur qui a réalisé cette enquête publique pour le compte de la ville de Senlis. En tout cas, on compte sur la ville de Senlis et les services de la Ville pour bien dimensionner, voire surdimensionner les équipements de façon à ce que si effectivement arrive la fameuse pluie décennale, voire la pluie centennale, qu'on ne se retrouve pas dans une situation compliquée. On a vu ces derniers jours alors qu'on n'est pas dans une pluie décennale, il y a déjà quelques petits hics donc pour les travaux, je pense qu'il faut malheureusement voir assez grand pour essayer d'éviter les catastrophes. »

Monsieur GUÉDRAS : « Il y a beaucoup de choses dans vos questions qui intéressent à la fois Senlis mais débordent largement aussi. En ce qui concerne les trois forages de Senlis, on les suit de très près, ils sont encore utilisables pour un moment. Comme tous forages, ils s'usent par colmatage. On a déjà commencé à faire une étude sur un nouveau forage, on a déterminé un certain nombre de points où pourrait se faire ledit forage. Nous étudions actuellement le meilleur endroit. Nous approvisionnons Mont l'Evèque et une partie de Chamant. Nous avons d'autres contrats pour l'assainissement. C'est vrai qu'il y a des villages tout près qui ont de gros problèmes de chloridazone mais c'est très difficile parce que cela implique de fortes longueurs de tuyauterie et d'installer périodiquement des stations de relevage, de pompage. C'est assez difficile de devenir le fournisseur d'une zone. »

*L'exposé entendu,* ***Madame le Maire*** *a soumis au vote ce projet de délibération et* ***le Conseil Municipal*** *à main levée et* ***à l'unanimité,***

- a pris acte du rapport annuel du délégataire et du rapport sur le prix et la qualité du service public de l'eau potable pour l'année 2023.

## N° 09 - Zonage des eaux pluviales - Approbation après enquête publique

**Monsieur GUÉDRAS expose :**

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment l'article L. 2224-10 qui prescrit aux communes ou à leurs établissements publics de coopération de délimiter et d'approuver un zonage d'assainissement des eaux usées et un zonage de gestion des eaux pluviales urbaines, après enquête publique ;

**Vu** le code de l'environnement et notamment les articles L. 123-1 et suivants concernant les enquêtes publiques ;

**Vu** la délibération du Conseil Municipal en date du 03 avril 2024, portant lancement de l'enquête publique relative au zonage des eaux pluviales ;

**Vu** la décision du Tribunal Administratif d'Amiens en date du 15 avril 2024, désignant le commissaire enquêteur titulaire et le commissaire enquêteur suppléant ;

**Vu** l'arrêté municipal n°278 du 15 mai 2024 prescrivant l'enquête publique relative au projet de zonage des eaux pluviales ;

**Vu** l'avis de l'enquête publique affiché 15 jours avant l'ouverture de l'enquête et pendant toute sa durée soit du 20 mai 2024 au 10 juillet 2024 :

- Devant la Mairie de Senlis ;
- Sur le site de la Ville ;
- Sur les panneaux d'affichage de la Ville.

**Vu** les publications légales faites :

- Picardie media : 1ère apparition le 21/05/2024 et la 2ème apparition le 08/06/2024.
- Le parisien : 1ère apparition le 21/05/2024 et 2ème apparition le 08/06/2024.

**Vu** le dossier d'enquête publique téléchargeable sur le site de la Ville de Senlis : www.ville-senlis.fr et sur une plateforme dématérialisée https: //www.registredemat.fr/zonage-eauxpluviales et mis à disposition pour consultation à l'accueil de la Mairie, pendant la durée de l'enquête, du 06 juin 2024 au 09 juillet 2024. ;

**Vu** le zonage des eaux pluviales joint en annexe ;

**Vu** procès-verbal du 11 juillet 2024 établi par le commissaire enquêteur relatif aux questions posées lors de l'enquête ;

**Vu** les réponses de la Ville de Senlis du 25 juillet 2024 au procès-verbal du commissaire enquêteur ;

**Vu** le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur du 08 août 2024, présentant un avis favorable ;

**Vu** la présentation faite lors de la commission travaux du 03 octobre 2024,

**Considérant** que le zonage des eaux pluviales constitue la traduction concrète de la stratégie de gestion des eaux pluviales retenue par la Ville en règles et recommandations, afin d'assurer la maîtrise de ruissellement, de lutter contre les inondations et de protéger le milieu naturel ;

**Considérant** que le zonage des eaux pluviales met en place une réglementation et des recommandations concernant la gestion des eaux de pluie pour tout nouvel aménagement ;

**Considérant** que ce zonage des eaux pluviales, qui deviendra opposable aux tiers après l'enquête publique, sera annexé au Plan Local d'Urbanisme (PLU) en cours de révision. Ce PLU sera lui-même soumis à enquête publique ;

**Le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur sont consultables sur le site internet www.ville-senlis.fr et sur une plateforme dématérialisée https: //www.registredemat.fr/zonage-eauxpluviales et mis à la disposition du public pendant un an.**

Monsieur GUÉDRAS : « Avez-vous des questions ? »

Madame REYNAL : « Je vous ai posé la question sur le dimensionnement des installations. Il y a aussi un point que je n'ai toujours pas compris. Dans ce rapport, on voit que le devenir du bassin d'orage de la piscine, qui est celui situé sous l'ancienne piscine d'été, c'est une déconnexion et donc une fin d'utilisation. Or, on nous a dit par ailleurs qu'il va continuer à être utilisé donc je n'ai pas compris s'il va continuer à être utilisé ou non, et qu'est ce qui va le remplacer ? Parce que vu sa capacité, il semble quand même assez utile. »

Monsieur GUÉDRAS : « Ce bassin d'orage fonctionne à l'envers, on le sait depuis le départ, il a été mal fait. On a toujours eu des ennuis. Actuellement, on travaille sur la zone d'activité ainsi que sur l'écoquartier. On ne sait pas exactement quelles solutions on va prendre. Il est probable qu'on l'utilise pour les eaux usées et qu'on continue de l'utiliser en réparant à l'intérieur le bon sens des eaux, mais il ne sera pas utilisé pour le pluvial. Les études sont menées par la maîtrise d'œuvre. Je vous donnerai le résultat dès réception. »

*L'exposé entendu,* ***Madame le Maire*** *a soumis au vote ce projet de délibération et* ***le Conseil Municipal*** *à main levée et* ***à l'unanimité,***

- a approuvé l'avis favorable du commissaire enquêteur suite à l'enquête publique relative au zonage d'eaux pluviales,
- a approuvé le zonage et le règlement des eaux pluviales de la Ville de Senlis, tels que joints en annexe,
- a décidé que le zonage sera annexé au Plan local d'urbanisme (PLU) à l'occasion de sa révision,
- a autorisé Mme le Maire à signer tous les actes se rapportant à la mise en œuvre de la présente délibération.

## N° 10 – Convention de partenariat entre la Ville de Senlis et l'Etablissement français du sang Hauts de France Normandie et l'Association pour le Don de sang bénévole de Creil et sa région

**Madame PALIN SAINTE AGATHE expose :**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code de la Santé Publique, notamment ses articles L 1222-1 et suivants ;

Vu le Code de la Santé Publique, notamment ses articles D1221-1 et suivants ;

Vu le Code Civil, notamment son article 9 ;

Vu la loi n°98-535 du 1er juillet 1998 relative au renforcement de la veille sanitaire et du contrôle de la sécurité sanitaire des produits destinés à l'homme (portant création de l'EFS) ;

Vu l'avis de la commission Action sociale et Proximité en date du 3 octobre 2024,

La Ville de Senlis organise depuis plusieurs années en lien avec l'association pour le Don de sang bénévole de Creil et sa région 6 collectes par an, salle de l'Obélisque, en lien avec la direction de l'action sociale.

En février 2022, le service culturel de la Ville a organisé en lien avec l'Etablissement Français du sang, 2 nouvelles collectes au sein des musées de la Ville avec une proposition de visite guidée à heure fixe du musée concerné pour les donneurs intéressés.

Considérant, le besoin de formaliser ce partenariat, la Ville de Senlis, l'Etablissement français du Sang Hauts de France Normandie et l'association pour le Don de sang bénévole de Creil et sa région, souhaitent passer une convention de partenariat. Cette convention a pour objet de définir les engagements de chaque partie pour la communication et l'organisation des collectes ainsi que les conditions de mise en œuvre et de renouvellement de celle-ci. Cette convention prendra effet à compter de la date de signature pour une durée de 4 ans.

La ville aura ainsi le label de « Commune partenaire du don de sang » et confirme ainsi sa volonté de rendre accessible sur son territoire, ce geste citoyen et solidaire en faveur de la santé publique.

Un bilan des dons réalisés lors des collectes sera effectué par l'Etablissement français du Sang Hauts de France Normandie.

Madame le Maire : « Je souhaite préciser que c'est depuis 2022 que nous organisons des collectes annuelles dans le musée d'art et d'archéologie. Une collecte est déjà programmée pour le 3 février 2025. L'originalité de ces collectes réside dans le fait précisément qu'elles se font dans un lieu très agréable, et qu'elles sont couplées avec des visites du musée proposées aux donneurs de sang. Cette démarche remporte un grand succès à la fois au près du public qui vient donner son sang, mais aussi auprès des bénévoles des associations. »

Madame PALIN SAINTE AGATHE : « On pourrait prévoir de faire la signature lors de cette collecte en février, puisque ce sera au musée. »

Madame le Maire : « Très bonne idée. »

*L'exposé entendu,* ***Madame le Maire*** *a soumis au vote ce projet de délibération et* ***le Conseil Municipal*** *à main levée et* ***à l'unanimité,***

- a approuvé le projet de convention de partenariat entre la Ville et l'Etablissement français du sang Hauts de France Normandie et l'Association pour le Don de sang bénévole de Creil et sa région

- a autorisé Madame le Maire ou l'élu délégué à signer ce projet de convention et tous les avenants et tout document afférents liés à cette convention.

## N° 11 - Délégation de service public - Gestion et Exploitation d'un multi accueil de jeunes enfants de 40 places - Rapport annuel du délégataire 2023

**Madame SIBILLE expose :**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.1411-3 et L.1413-1,

Vu le Code Général de la Commande Publique, notamment son article L.3131.5,

Vu la délibération n°14 du Conseil municipal en date du 4 juillet 2019 approuvant le choix de la société LPCR en qualité de concessionnaire chargé de la gestion du multi accueil de 40 places, situé dans l'ÉcoQuartier, et autorisant Madame le Maire à signer le contrat de concession du service public, pour une durée de 5 ans, à compter du 2 janvier 2020 jusqu'au 31 décembre 2024,

Vu le contrat de Délégation de Service public notifié le 2 août 2019,

Vu l'article 18-2 du contrat relatif à la redevance d'intéressement pour la ville (M2) prévoyant que « Si la marge financière du délégataire excède le niveau initialement arrêté, alors le délégataire applique, pour l'année en question, à la Ville une réduction correspondant à 30% du différentiel entre le résultat net de l'année réellement constatée et le résultat prévisionnel. »,

Etant donné, l'ouverture du multi-accueil « Les Berceaux Brunehaut » le 27 janvier 2020,

La société Les Petits Chaperons Rouges (LPCR), délégataire du service en charge de la gestion et de l'exploitation du multi accueil de jeunes enfants de 40 places, a transmis son rapport annuel du délégataire 2023,

Considérant la présentation de ce rapport lors de la Commission Consultative des Services Publics Locaux (CCSPL) réunie le 24 septembre 2024,

Vu la présentation faite lors de la commission Education et petite enfance en date du 1er octobre,

Ce rapport permet d'apprécier les conditions d'exécution de la délégation du service.

Ce rapport, annexé à la présente et porté à la connaissance de l'ensemble des conseillers municipaux, contient les indicateurs techniques et financiers du service, les faits marquants ainsi que les orientations pour les années à venir.

*L'exposé entendu,* ***Madame le Maire*** *a soumis au vote ce projet de délibération et* ***le Conseil Municipal*** *à main levée et* ***à l'unanimité,***

- a pris acte des rapports du délégataire 2023, produits au titre de la Délégation de Service Public pour la gestion et l'exploitation d'un multi accueil de jeunes enfants de 40 places.
- a pris acte du calcul de la redevance d'intéressement (M2) en application de l'article 18-2 du contrat, suivant :

| M2 (partage marge) | Prévisionnel | Réalisé | Ecart | |
|---|---|---|---|---|
| Exercice 2023 | 20 750 € | 179 637 € | 158 887 € | X 30% = 47 666 € |

Au titre du partage de la marge de l'exercice 2023, 47 666€ doivent être reversés à la Ville de Senlis.

## N° 12 - Attribution de la concession de service public portant sur la gestion et l'exploitation de la crèche « Les Berceaux Brunehaut »

**Madame SIBILLE expose :**

Par délibération 14 en date du 14/12/2023, le Conseil Municipal a approuvé le principe d'une concession de service public portant sur la gestion et l'exploitation de la crèche « LES BERCEAUX BRUNEHAUT » d'une capacité de 40 places.

Conformément aux dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales et du Code de la Commande publique, un avis de concession a été publié le 02/02/2024 au journal LE PARISIEN.

Trois candidats ont remis leurs candidatures et leurs offres dans les délais fixés dans l'avis de concession et rappelés dans le règlement de la consultation des candidatures et des offres, publié sur la plateforme dématérialisée achatpublic.com.

La commission de Délégation de service publics s'est réunie le 13/03/2024 pour l'ouverture et l'approbation des candidatures reçues, puis s'est réunie le 04/04/2023 pour examiner les offres.

Au vu de l'avis et du classement opéré par ladite Commission, l'autorité territoriale a ainsi décidé d'engager des négociations avec les trois candidats admis. Au cours de ces négociations, les trois soumissionnaires ont répondu à un certain nombre de questions et ont proposé des offres optimisées tant sur les plans techniques que financier.

Dans la continuité de l'avis formulé par la Commission de Délégation de Service Public, madame le Maire propose de retenir la Société LA MAISON BLEUE classée en première position à l'issue du classement des offres finales, et de lui confier la concession de service public pour une durée d'exploitation de 5 ans et 8 mois à compter du 1er janvier 2025, pour les motifs de choix énoncés dans son rapport en date du 05/09/2024.

Ainsi,

Vu les dispositions des articles L. 1411-1 et suivants du code général des collectivités territoriales,

Vu les articles L.1121-1, L.3120-1 et suivants, R.3121-1 à R.3125-7 du Code de la Commande Publique,

Vu la Délibération 14 du conseil municipal du 14 décembre 2023, par laquelle le conseil municipal a approuvé le principe de la concession de service public pour la gestion de la crèche « LES BERCEAUX BRUNEHAUT » pour une durée de 5 ans et 8 mois,

Vu, ci-annexé, l'avis du 04/04/2023 de la Commission de Délégation des Services Publics,

Vu, ci-annexé et établi sur le fondement des dispositions du deuxième alinéa du I de l'article L. 1411-5 du code général des collectivités territoriales, le rapport du 19/07/2024 par lequel Madame le Maire rend compte du déroulement des procédures de consultation et présente les motifs du choix du candidat retenu, et enfin expose l'économie générale du projet de contrat de concession,

Vu la présentation faite lors de la commission Education et petite enfance en date du 1er octobre,

Vu la présentation faite lors de la commission Finances en date du 9 octobre,

Vu le projet de contrat de délégation de service public et ses annexes transmis aux Conseillers Municipaux le 30 septembre 2024 conformément à l'article L.1411-5 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Considérant qu'il revient au Maire de saisir l'assemblée délibérante du choix du concessionnaire et de l'approbation du contrat de concession de service public,

Madame le Maire : « Est-ce que vous avez des questions ? »

Madame PRUVOST-BITAR : « Je n'ai pas de questions, mais je souhaite expliquer le sens de notre vote, qui sera contre cette délibération. Il y a cinq ans, nous avions voté contre le choix d'une gestion de la crèche en délégation de service public. Nous souhaitons que cette crèche continue à être gérée en gestion municipale. On a bien vu, Elisabeth, les louanges que tu as faites sur la gestion des Petits Chaperons Rouges, on ne comprend pas pourquoi, d'un seul coup, on nous propose un autre délégataire étant donné que les Petits Chaperons Rouges ont l'air d'avoir donné satisfaction. Il y a quelques années, on a vu une crèche municipale qui était gérée en régie par du personnel municipal qui était tout à fait qualitative et dont l'objectif était uniquement le bien être des petits, leur éveil et leur évolution vers l'école maternelle. Vous avez choisi un système où l'impératif financier prend le pas sur la qualité de service et où la priorité est l'optimisation des coûts par tous les moyens. Depuis la dernière délibération, il y a cinq ans, les reportages et les livres réalisés par des journalistes d'investigation ne font que confirmer cette logique de rentabilité financière comme moteur de ces différents groupes et ceci a été confirmé par des rapports de l'Inspection Générale des Affaires Sociales pointant les effets pervers des entreprises privées en charge des services publics. On commence à dénoncer la financiarisation de la santé. Cela continue après la financiarisation de la prise en charge des personnes âgées, celle des bébés et maintenant, on commence à regretter la financiarisation de la santé. On répète toujours dans la même chose, on regrette mais on continue. Que ce soit les journalistes ou les inspecteurs de l'Inspection Générale des Affaires Sociales, tous dénoncent les moyens qui sont mis en place pour optimiser les coûts et rémunérer au mieux les investisseurs. Des taux d'occupation au maximum, une surcharge de travail qui entraîne un turnover et un absentéisme important. Des économies faites sur les couches, sur les repas, sur le matériel de puériculture et toutes ces économies sont faites au détriment de la qualité du service pour les enfants. Les Senlisiens nous ont donné par leur vote, la responsabilité de la gestion d'un certain nombre de services publics, en particulier la prise en charge de la petite enfance qui est un sujet particulièrement sensible. Par conséquent, nous nous sentons dans l'obligation de prendre en compte les expériences malheureuses qui ont été vécues par les enfants et les parents ces dernières années, et tout ce qui a été relaté par les médias au cours de ces dernières années qui concerne toutes crèches confondues. Les unes comme les autres, elles sont toutes incriminées dans le rapport de l'Inspection Générale des Affaires Sociales. En totale responsabilité de notre rôle d'élus, nous voterons contre cette délibération puisque nous souhaitons une gestion en régie municipale. »

Madame le Maire : « Nous nous attendions à cette intervention. Je vais laisser Elisabeth SIBILLE te répondre puisqu'il se trouve qu'elle a lu les ouvrages auxquels tu fais référence, y compris le rapport de l'IGAS. »

Madame SIBILLE : « Les ouvrages auxquelles tu fais référence décrivent une situation inadmissible qui concerne un des délégataires, mais on n'est pas du tout dans ce cas de figure puisque ce n'est pas une crèche privée, c'est une crèche qui relève d'une délégation de service public. C'est un service qui est encadré par un contrat. J'ai expliqué qu'on avait des moyens de pouvoir vérifier et contrôler ce qui se passe par cette plateforme. Il y a des rapports qui sont faits, on peut en avoir un ou deux par an, et on peut savoir très exactement ce qui se passe et la manière dont c'est géré. Il y a un contrôle qui est effectué sur la gestion de la crèche. Un contrôle qui est réalisé par les services municipaux, par le service responsable de la petite enfance et des services finances de la Ville, que je remercie d'ailleurs pour le travail énorme qu'ils font pour suivre cette DSP. D'ailleurs, les responsables des Petits Chaperons Rouges qui sont venus présenter le rapport ont souligné la manière dont la DSP a été suivie à Senlis. Nous ne sommes pas dans le cas. Une crèche d'entreprise où tout est laissé au délégataire. Là, on a un contrat qui encadre tout, les taux d'occupation, le nombre de personnels qui encadre les enfants, la qualité des achats, etc. La Crèche des berceaux de Brunehaut n'a jamais été gérée en régie, cela a toujours été en DSP. On ne gère pas une crèche de quatorze berceaux comme on gère une crèche de 40 berceaux. On voit déjà les difficultés quand on a du personnel absent dans nos haltes garderie, ce qui est très rare, mais qui peut se produire. Quand

on a quinze équivalents temps plein et qu'il faut faire fonctionner un établissement comme celui-là, on a vraiment besoin de se garantir des capacités d'aller chercher soit dans leurs écoles de formation, soit dans leur vivier de professionnels. Pour ce qui était des objectifs pédagogiques, je ne suis pas du tout d'accord avec toi. On a un projet pédagogique très intéressant et qui est très abouti. La Maison Bleue s'est appropriée en plus, la crèche, les locaux et le contexte dans lequel il était implanté. Le critère financier prépondérant, j'ai bien expliqué tout à l'heure, il se situait en quatrième position ce n''est pas ce qui nous a animé dans la sélection de ce délégataire. On a 93 % de satisfaction. Les familles sont très contentes de la prestation et on ne se fie pas uniquement aux questionnaires adressés par LPCR. On se fie aussi à ce qu'on voit, c'est à dire : les agents municipaux qui sont dans les mêmes locaux que le multi-accueil, qui ont l'occasion de voir ce qui s'y passe. Encore une fois, la responsable du service passe régulièrement contrôler le nombre d'enfants, les commandes, etc. Moi-même je passe aussi, de manière inopinée, pour voir comment les enfants sont accueillis et si tout se passe bien. On a également des familles qu'on connaît très bien, qui ont leurs enfants qui sont inscrits et qui savent nous dire si tout se passe bien. On n'est pas du tout dans la situation qui est décrite dans ce livre, là ce qu'on décrit surtout, c'est la gestion financière du groupe lui-même et pas nécessairement de tel ou tel établissement. Il y a un opérateur qui est ciblé dans ce livre. Dans le rapport de l'IGAS, ce qui est souligné c'est qu'il faut s'assurer que le taux d'encadrement soit correct, que le nombre de personnes de catégorie 1 soit là, que la direction de crèche soit opérationnelle. La Maison Bleue propose, en plus de la directrice, que le poste d'infirmière soit pour la moitié du temps dédié pour la gestion du multi-accueil. Ainsi, dans l'éventualité d'une absence de la directrice, l'infirmière est formée, et est capable de remplacer la directrice et d'assurer l'animation, l'encadrement des équipes pour que les enfants soient accueillis dans les meilleures conditions possibles. On a été satisfaits de la prestation des Petits Chaperons Rouges, mais avec la nouvelle DSP avec la Maison Bleue, on est certain qu'on va avoir un service de meilleure qualité. »

Madame le Maire : « Je te remercie Elisabeth pour toutes ces précisions extrêmement importantes parce qu'en résumé, on ne peut pas tout mettre dans le même panier et je pense que c'est réducteur de s'en tenir à des structures 100 % privées, ce n'est pas le cas et la situation est complètement sous contrôle, comme tu viens de l'expliquer. »

Madame SIBILLE : « En effet Pascale, dans le rapport de l'IGAS, il est bien indiqué que même s'il y a des éléments qui sont soulignés avec des pistes de réflexion et d'amélioration, il ne faut pas prétendre que tous les délégataires et tous les professionnels ne font pas correctement leur travail et ne sont pas impliqués. »

Madame PRUVOST-BITAR : « Je souhaiterais répondre à Elisabeth. Elle a certainement fait référence au dernier livre qui s'appelle « Les Ogres » et qui fait référence à la façon de se comporter du groupe People et Baby et, en effet, il fait partie des trois concurrents et Dieu merci, ce n'est pas celui qui a été choisi. Je crois que celui-là, c'est le pire de tous. Il n'empêche que tu as peut-être lu « Les Ogres », mais il y en avait d'autres livres aussi à lire, « Le prix du berceau » par exemple, et « Bas Business » également qui ne font pas du tout référence à un opérateur, mais qui font référence à tous. Ils les mettent tous dans le même panier, avec une logique de rentabilité financière et d'économie sur les couches, sur les repas, sur le matériel, etc... Dire que cela ne concerne qu'un opérateur et un groupe, c'est faux. Le rapport de l'IGAS reprend également tous les opérateurs. Dire que nous c'est différent parce qu'on est en DSP, je regrette, tous les groupes travaillent en DSP avec les mairies ou alors avec des entreprises. Où ils gèrent des crèches d'entreprises où ils travaillent en DSP. »

Madame le Maire : « C'est faux. Certains groupes ne travaillent pas du tout en délégation de service public. Par exemple, Les Petites Canailles ne travaillent pas en DSP. C'est un fait, nous n'avons pas la même approche, le même avis. Le rapport de l'IGAS est beaucoup plus nuancé que ce que tu prétends. Comme Elisabeth vient de te l'expliquer, je pense qu'on connait la teneur de votre vote. »

Madame PRUVOST-BITAR : « L'IGAS propose de modifier la législation pour augmenter le taux d'encadrement des enfants et la compétence du personnel d'encadrement. »

Madame le Maire : « Un des points qu'Elisabeth vient d'expliquer, c'est la question du taux d'encadrement. Le contrôle qui est exercé par la Ville est exemplaire. Je t'invite, si tu veux, à participer à ce contrôle. »

Madame PRUVOST-BITAR : « Il y a un tas de villes qui ont pris ces groupes comme délégataire et qui se sont rendues compte de ce qui se passait bien après les phénomènes qui sont arrivés. »

Madame le Maire : « Nous connaissions ta position il y a cinq ans, elle n'a pas changé. Nous maintenons notre position avec un contrôle qui sera toujours très rigoureux. »

Madame PRUVOST-BITAR : « Cela veut dire que les autres villes n'ont pas fait de contrôle ? »

Madame le Maire : « Toutes les villes ne renoncent pas à faire appel à des délégataires, c'est complètement faux. La plupart des villes font exactement la même chose que nous, pour diverses raisons. »

Madame PRUVOST-BITAR : « Bien sûr, la raison est que ça coûte moins cher et que c'est plus simple pour les élus. Il n'y a aucune responsabilité. »

Madame le Maire : « Pas du tout, ce n'est pas le cas. C'est faire offense à une adjointe extrêmement présente, extrêmement rigoureuse et au service petite enfance. »

Madame PRUVOST-BITAR : « Ah bon ? Ce n'est pas le service petite enfance qui gère la crèche. »

Monsieur REIGNAULT : « Le service petite enfance est à l'intérieur de la crèche. Ils ont quand même un regard et une vue sur ce qu'il s'y passe. »

Madame GORSE-CAILLOU : « Je pense que la possibilité de pouvoir remplacer du personnel qui est en arrêt de travail est importante parce que la crèche ne pourrait pas ouvrir s'il y a deux ou trois personnes. La possibilité de remplacement immédiate de quelqu'un en arrêt de travail me paraît essentielle sinon la crèche devrait fermer un jour, deux jours, trois jours, une semaine. »

Madame le Maire : « C'est ce qui arrive dans certaines crèches parisiennes malheureusement. »

Madame GORSE-CAILLOU : « La Mairie ne pourrait pas assurer des remplacements d'une, deux ou trois personnes, surtout en période hivernale. »

Madame PRUVOST-BITAR : « Elle le faisait bien avant. »

Madame le Maire : « Je propose maintenant que nous passions au vote. »

*L'exposé entendu,* ***Madame le Maire*** *a soumis au vote ce projet de délibération et* ***le Conseil Municipal*** *à main levée et* ***à la majorité (7 contre : M. FLEURETTE, Mme PRUVOST-BITAR, Mme AUNOS, Mme REYNAL, Mme BENOIST, M. BOULANGER par pouvoir donné à Mme PRUVOST-BITAR et M. GEOFFROY par pouvoir donné à Mme BENOIST),***

- a approuvé la décision de retenir la société LA MAISON BLEUE, pour la concession de service public relative à l'exploitation de la crèche municipale à compter du 1er janvier 2025 et pour une durée de 5 ans et 8 mois.

- a autorisé Madame le Maire à signer le contrat de concession de service public, tous les documents y afférents et à accomplir les dernières formalités de la procédure de passation de ce contrat.

Par ailleurs, il est précisé que le dispositif de la présente délibération fera l'objet d'un avis d'attribution au BOAMP et ce, conformément aux dispositions de l'article L 2121-24 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Madame le Maire : « Oui, Magalie ? »

Madame BENOIST : « C'est pour répondre à Isabelle qui dit que quand il manque du personnel municipal dans les crèches... Dans les écoles maternelles, quand les ATSEM sont absentes, vous faites appel au centre de gestion ? »

Madame SIBILLE : « Il nous arrive qu'on nous réponde qu'il n'y a personne, surtout en période hivernale. Une classe peut fonctionner sans ATSEM ; par contre, si on n'a pas le taux d'encadrement nécessaire dans la crèche, on ne peut pas fonctionner. C'est la différence. »

[Inaudible]

Madame le Maire : « C'est une possibilité mais comme l'a dit Elisabeth, malheureusement les centres de gestion ne sont pas pourvus de tous les profils qualifiés. Par exemple à Paris, malheureusement, il y a des familles qui se retrouvent en difficulté parce que les crèches ne peuvent plus être ouvertes tous les jours à cause d'un défaut d'encadrement. »

## N° 13 - Signature d'une convention de financement avec la Caisse d'Allocation Familiale pour les Accueils Collectif de Mineurs.

**Madame SIBILLE expose :**

Vu le Décret n°2013-77 du 24 janvier 2013 portant sur la réforme des rythmes scolaires,

Vu le Code de Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code de l'Action Sociale et des Familles,

Vu l'avis de la Commission Education, Jeunesse et Petite Enfance du 1er octobre 2024,

Dans le cadre de leur politique d'action sociale, les Caisses d'Allocations Familiales contribuent au développement et au fonctionnement d'équipements et de services, notamment en matière d'accueils de loisirs sans hébergement.

Vu la délibération du Conseil Municipal de la séance du 5 novembre 2020, une convention d'objectifs et de financement a été signée pour trois ans en partenariat avec la Caisse d'Allocation Familiale.

La convention de financement qui associe la Caisse Nationale des Allocations Familiales et la ville, a pour objectif de déterminer les modalités d'attribution et de versement de la prestation de service ordinaire (PSO). La précédente convention ayant expirée le 31 décembre 2023, la CAF nous propose la signature d'une nouvelle convention selon les modalités définies par la Convention d'Objectifs et de Gestion (COG) 2023-2027 de la branche famille de la CAF. Cette nouvelle convention reprend l'ensemble des nouvelles mesures qui vont être mises en place sur la période de la COG.

Le soutien financier et technique que nous sommes en mesure de solliciter auprès de la CAF nécessite la passation d'une nouvelle convention d'objectifs et de financement pour chaque structure municipale proposant un accueil de loisirs périscolaire et extrascolaire sans hébergement.

Les présentes conventions définissent et encadrent les modalités d'intervention et de versement de la prestation de service Accueil de Loisirs Sans Hébergement (ALSH) EXTRASCOLAIRE (vacances) et PERISCOLAIRE.

La municipalité propose des accueils conformément au tableau ci-dessous :

| Structure | Accueil Collectif de Mineurs périscolaire | Accueil Collectif de Mineurs extrascolaire |
|---|---|---|
| Orion | ✓ | |
| Argilière | ✓ | ✓ |
| Séraphine Louis | ✓ | |
| Anne Kiev | ✓ | |
| Beauval | ✓ | |
| Brichebay | ✓ | ✓ |

Ces conventions sont signées pour la période du 1er janvier 2024 au 31 décembre 2026.

*L'exposé entendu,* ***Madame le Maire*** *a soumis au vote ce projet de délibération et* ***le Conseil Municipal*** *à main levée et* ***à l'unanimité,***

- a autorisé Madame le Maire ou l'adjoint délégué à l'Education à signer les conventions d'objectifs et de financement, conformément au modèle joint et tout avenant concernant ces conventions d'objectifs et de financement.

## N° 14 - Aménagement d'un pôle multimodal sur le parvis de l'ancienne gare de Senlis - Attribution

**Monsieur GUÉDRAS expose :**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L. 2122-21 et suivants,

Vu le Code de la Commande Publique,

Vu la délibération n° 7 du 5 juillet 2020 portant les délégations consenties au Maire par le Conseil Municipal, qui « autorise le Maire à prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement de tous marchés dans la limite des seuils réglementaires et lorsque les crédits sont inscrits au budget, exception faite pour les marchés de travaux dont le montant est quant à lui plafonné à 500 000 euros H.T. et lorsque les crédits sont inscrits au budget. »,

Vu l'avis de la Commission Travaux en date du 3 octobre 2024,

Vu l'avis de la Commission Finances en date du 9 octobre 2024,

Considérant que la ville de Senlis souhaite engager une opération consistant en l'aménagement d'un pôle multimodal sur le parvis de l'ancienne gare de Senlis,

Considérant que les prestations sont réparties en 2 lots :

- Lot n° 1 : Voiries, réseaux divers et éclairages
- Lot n°2 : Espaces verts

Considérant que pour le lot n°2, le marché comprend des prestations supplémentaires obligatoires :

- Prestation supplémentaire n°1 : Défrichage – débroussaillage – nettoyage – abattage
- Prestation supplémentaire n°2 : Transplantation, mise en jauge et entretien des végétaux en jauge
- Prestation supplémentaire n°3 : Aire de jeux

Considérant qu'en application des articles L2123-1 1° et R2123-1 1° du Code de la commande publique, le marché public est passé en procédure adaptée,

Considérant que le marché public est conclu à compter de la notification de l'ordre de service au titulaire et prendra fin à l'achèvement des travaux par la Ville,

Considérant que les délais d'exécution sont ceux fournis par le titulaire dans son planning prévisionnel détaillé par phase transmis dans son offre, la réception des travaux devant intervenir au plus tard le 29 août 2025,

Considérant que, pour 2024, les crédits sont inscrits au budget de la ville de Senlis,

Madame le Maire : « Y a-t-il des questions ? »

Madame REYNAL : « Merci pour la présentation du PEM, il s'agit d'un gros dossier de 4 millions d'euros TTC. Les questions qui nous viennent sont générales et puis philosophiques. On est sur un pôle multimodal qu'on construit à l'intérieur de la ville. La plupart des pôles multimodaux sont construits, à l'heure actuelle, soit dans des agglomérations où il y a des trains, soit pour les villes un peu plus modestes à l'extérieur de la ville. Le choix d'un pôle multimodal à l'intérieur de la ville est un choix qui vous appartient, c'est un sujet que vous aviez porté depuis 2020. Nos questions concernent la pérennité de ces quinze lignes dont on parlait en faisant cette présentation. On sait qu'il y a quelque chose d'important, c'est cette ligne 630 qui fait Creil, Senlis, Roissy. J'ai bien entendu qu'il y a de la part de l'exécutif senlisien une volonté de garder cette ligne. N'étant pas dans les discussions avec la Région, je ne suis pas certaine des retours qu'il y a eu sur la pérennité de cette ligne après l'installation du barreau Creil Roissy. La question, c'est aussi dans cette rénovation de 4 millions d'euros, rénove-t-on les bâtiments annexes de la gare qui sont dans un état que tout le monde connaît et qui, au fur et à mesure, sont de plus en plus décrépis et ne donnent pas une bonne image de la ville pour les gens qui arrivent en bus ? Sur le 630, a-t-on l'assurance qu'elle va bien rester en centre-ville ? Parce qu'on a vu les travaux qui ont été faits à Chamant. Il est légitime de se demander si le bus qui va de Creil à Roissy, un jour, ne déciderait pas qu'il serait beaucoup plus simple si on s'arrêtait vers Charmant plutôt que s'arrêter au centre-ville de Senlis. J'espère que l'on pourra tous aller en délégation pour réclamer que le bus reste bien là. Si vous avez besoin de notre aide, on le fera parce que c'est un service qui est rendu à la population de Senlis et des environs. Est-ce qu'enfin, on peut espérer, puisque les travaux sont programmés sur 2024-2025, qu'en 2025, les bâtiments annexes seront réparés ? »

Monsieur GUÉDRAS : « D'abord, il y a une vérité première que vous oubliez, le PEM est à l'intérieur de la ville parce qu'il s'agit d'une gare, ensuite parce qu'il s'agit d'une zone d'échange et n'oubliez pas que ce n'est pas seulement la ligne Creil, Senlis, Roissy, vous avez aussi Chantilly, vous avez Orry- la-Ville en direct, vous avez Compiègne, vous avez Pont-Sainte-Maxence... »

Madame REYNAL : « Je prends le bus, Daniel, je sais. »

Monsieur GUÉDRAS : « Vous avez surtout tous les transports scolaires. »

Madame le Maire : « Et le TUS. »

Monsieur GUÉDRAS : « Il y a une chose aussi qu'il ne faut pas oublier, malheureusement pour nous, la CSSSO n'a pas compris exactement la notion de transport et n'a pas voté la loi LOM. »

Madame le Maire : A la CCSSO, nous avions bien voté le transfert, mais il y a quelques communes qui n'ont pas voté, ce qui a bloqué le transfert ... »

Monsieur GUÉDRAS : « En ce qui concerne la ligne de Senlis-Roissy, la Région nous a assurés de son maintien. Nous sommes en contact parce qu'ils vont doubler la ligne Creil-Senlis. Les utilisateurs ou utilisatrices pourraient en parler, nous avons fait des modifications sur une ligne du TUS qui se prolonge jusqu'à Amazon. Comme la plupart des usagers viennent de Creil, ils utilisent donc cette liaison Creil-Senlis. Le TUS est extrêmement fréquenté. Au dernier recensement, on avait plus de 300 000 utilisateurs, ce qui est une belle performance et supérieure aux autres transports urbains de l'Oise. On était classé en premier. Le chantier sera conséquent. Toutes les précautions possibles seront prises notamment pour ne jamais couper la circulation. Il y aura beaucoup de quais aménagés de façon à multiplier d'autant les positions pour les bus. Autre point, les bâtiments vont être restaurés. Celui sur la gauche, le plus petit, va être restauré en premier, il servira pour les voyageurs et on y installera des toilettes. De l'autre côté, il y a un projet, qui concernera le vélo. »

Madame le Maire : « Concernant le calendrier, les travaux pour la restauration des annexes commencent en novembre. »

Monsieur GAUDUBOIS : « La deuxième annexe qui se trouve à droite de la gare sera effectivement une batterie de services aux usagers du vélo que nous comptons implanter. Nous sommes en discussion avec un certain nombre d'opérateurs qui pourraient louer cette annexe une fois qu'elle aura été restaurée par la Ville et y implanter un certain nombre de services vélos que sont la location courte durée, longue durée de vélo classique, de vélo à assistance électrique, un atelier de réparation ou d'auto réparation, un guichet d'information sur les possibilités d'utilisation du vélo dans la région. Nous pensons aussi à développer d'autres types de services tels que les navettes ou vélo cargo, etc. On est en discussion avec l'ensemble des opérateurs connus qui ont déjà travaillé avec nous il y a deux ans sur le projet dit Coopter. On le reprend, on devrait être prêt au moment où le pôle d'échange multimodal sera réalisé et disponible à peu près de manière simultanée, fin 2025. »

Madame REYNAL : « J'ai une dernière question, il y a un volet sur le deuxième lot Espace vert de transplantation, mise en jauge et entretien des végétaux, on ne coupe pas d'arbres Square de Verdun ? »

Monsieur GUÉDRAS : « On ne coupe pas d'arbre sauf s'il est malade. De toute façon, à chaque fois qu'on coupe un arbre, on le remplace à minima. »

Madame REYNAL : « Non mais je pensais aux arbres remarquables dans l'alignement du square de Verdun. Merci. »

Madame PRUVOST-BITAR : « Et le plan de financement ? »

Madame le Maire : « Je souhaite vous préciser que nous avions obtenu une subvention très conséquente du Syndicat Mixte des Transports en Commun de l'Oise. Mais finalement, le syndicat n'a pas pu donner suite, parce que nous ne sommes plus autorité organisatrice de mobilité depuis la loi sur les mobilités. Néanmoins, c'est un équipement qui est bien subventionné. »

Monsieur GUÉDRAS : « Le plan de financement n'est pas finalisé. »

Madame le Maire : « Il y a quand même quelques certitudes. Il y aura un fonds de concours important de la communauté de communes. Un important financement du Conseil Départemental a également été acté. Pour les annexes, nous avons obtenu dans le cadre d'Action Cœur de Ville, une subvention importante de la part de la Région. »

Madame REYNAL : « Sur les 4 millions, le reste à charge de la Ville serait de ? »

Madame le Maire : « A peu près 50 % de subvention. »

Madame REYNAL : « Merci, pourrez-vous nous envoyer le tableau de financement ? »

Madame le Maire : « Oui bien sûr. Concernant le Conseil Régional l'enveloppe Action Cœur de Ville sollicitée est de 500 000 €. D'ailleurs, vous n'avez pas posé de questions à ce sujet, c'est pourtant dans les décisions de ce jour. Une sollicitation

auprès de la Région pour les annexes et également pour l'aménagement de la cave de la Vénerie ont été faites. La Région est également sollicitée au titre de sa compétence Transports. »

*L'exposé entendu,* ***Madame le Maire*** *a soumis au vote ce projet de délibération et* ***le Conseil Municipal*** *à main levée et* ***à l'unanimité des suffrages exprimés (7 abstentions : M. FLEURETTE, Mme PRUVOST-BITAR, Mme AUNOS, Mme REYNAL, Mme BENOIST, M. BOULANGER par pouvoir donné à Mme PRUVOST-BITAR et M. GEOFFROY par pouvoir donné à Mme BENOIST),***

- a approuvé l'attribution des lots aux soumissionnaires dont l'offre est économiquement la plus avantageuse et satisfait au mieux l'ensemble des critères d'attribution du marché comme suit :

- Lot n°1 : Voiries, réseaux divers et éclairages : groupement COLAS France, établissement de Senlis, 13 rue Gaston de Parseval – 60300 SENLIS (mandataire) / OISE ENVIRONNEMENT TRAVAUX PUBLIC (cotraitant), pour un montant de 2 576 116,28 € H.T., soit 3 091 339,54 € T.T.C. pour l'offre de base ;

- Lot n°2 : Espaces verts : HIE PAYSAGE, Le Bouquy – RN31 – 60880 JAUX, pour un montant de 272 221,38 € H.T., soit 326 665,66 € T.T.C., les trois (3) prestations supplémentaires retenues incluses.

- a autorisé Madame le Maire, ou l'Adjoint délégué, à signer le marché public et toutes pièces afférentes à l'« Aménagement d'un pôle multimodal sur le parvis de l'ancienne gare de Senlis » et aux lots qu'il comporte susvisés, incluant les éventuels avenants à intervenir.

## N° 15 - Exploitation, maintenance préventive/curative et rénovation des installations d'éclairage public et de signalisation lumineuse tricolore - Attribution

**Monsieur GUÉDRAS expose :**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L. 2122-21 et suivants,

Vu le Code de la Commande Publique, notamment les articles L. 2124-1, L. 2131-1, R. 2124-2 1°, R. 2151-8 à R. 2151-11 et R. 2161-2 à R. 2161-5,

Vu la délibération n° 7 du 5 juillet 2020 portant les délégations consenties au Maire par le Conseil Municipal, qui « autorise le Maire à prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement de tous marchés dans la limite des seuils réglementaires et lorsque les crédits sont inscrits au budget, exception faite pour les marchés de travaux dont le montant est quant à lui plafonné à 500 000 euros H.T. et lorsque les crédits sont inscrits au budget. »,

Vu le rapport d'attribution de la Commission d'appel d'offres en date du 23 septembre 2024,

Vu l'avis de la Commission Finances en date du 9 octobre 2024,

Considérant que le marché public d'exploitation, maintenance préventive/curative et rénovation des installations d'éclairage public et de signalisation lumineuse tricolore arrive à échéance le 7 novembre 2024 et doit être renouvelé,

Considérant que le marché public est passé en procédure d'appel d'offres ouvert, conclu à compter de la date de notification pour une période d'un (1) an reconductible tacitement pour une période annuelle, dans la limite de cinq (5) fois,

Considérant que les prestations donnent lieu à un marché à prix mixtes comme suit :

- Pour les prestations Audit-inventaires des installations, les prix du poste G2 (maintenance préventive et curative des installations) et du poste G6 (partie A) rénovation et travaux neufs sont traités à prix forfaitaires ;

- Les prestations des postes G3 (interventions ponctuelles et sinistres), G5 (gestion des illuminations de fin d'année), G6 (parties A et B) pourront être commandées et feront l'objet de bons de commande au fur et à mesure des besoins. Ces prestations seront traitées à prix unitaires, comportant les montants suivants :

    - Pour le poste G3 (interventions ponctuelles et sinistres), le montant maximum annuel de commandes est de 100 000 euros HT. Il n'est pas prévu de montant minimum ;

- Pour le poste G5 (gestion des illuminations de fin d'année), le montant maximum annuel de commandes est de 50 000 euros HT. Il n'est pas prévu de montant minimum ;

- Pour le poste G6 (rénovation et travaux neufs), le montant maximum annuel de commandes est de 200 000 euros HT. Il n'est pas prévu de montant minimum.

Considérant que, pour 2024, les crédits sont inscrits au budget de la ville de Senlis,

Considérant le rapport d'attribution du marché public d'exploitation, maintenance préventive/curative et rénovation des installations d'éclairage public et de signalisation lumineuse tricolore, attribuant au soumissionnaire dont l'offre est économiquement la plus avantageuse et satisfait au mieux l'ensemble des critères d'attribution du marché comme suit :

- EIFFAGE ENERGIE SYSTEMS – INFRA NORD pour l'offre de base : G6 avec un renouvellement du parc de 20 %, agence de Nogent-sur-Oise, 15 ter des frères Péraux – 60180 NOGENT-SUR-OISE, aux montants suivants :

  - Poste Audit - Audit-inventaires des installations : 5 784,40 € H.T., soit 6 941,28 € T.T.C. ;

  - Poste G2 - Maintenance préventive et curative des installations : forfait annuel de 135 166,70 € H.T., soit de 162 200,04 € T.T.C. ;

  - Poste G6 (partie A) - Rénovation et travaux neufs : le coût forfaitaire annuel est défini en fonction des programmes proposés par le titulaire pour mise en conformité et économies d'énergie, par application des prix indiqués dans le bordereau des prix unitaires du poste G6 ;

  - Poste G3 : Interventions ponctuelles et sinistres : le montant maximum annuel de commandes est de 100 000 euros HT. Il n'est pas prévu de montant minimum ;

  - Poste G5 : Gestion des illuminations de fin d'année : le montant maximum annuel de commandes est de 50 000 euros HT. Il n'est pas prévu de montant minimum ;

  - Poste G6 : Rénovation et travaux neufs : le montant maximum annuel de commandes est de 200 000 euros HT. Il n'est pas prévu de montant minimum.

*L'exposé entendu,* ***Madame le Maire*** *a soumis au vote ce projet de délibération et* ***le Conseil Municipal*** *à main levée et* ***à l'unanimité,***

- a autorisé Madame le Maire, ou l'Adjoint délégué, à signer le marché public et toutes pièces afférentes au marché public d'exploitation, maintenance préventive/curative et rénovation des installations d'éclairage public et de signalisation lumineuse tricolore, incluant les éventuels avenants à intervenir.

## N° 16 - Budget principal Ville - Décision modificative n° 1 - AP/CP Modifications

**Monsieur GAUDUBOIS expose :**

Vu le code Général des Collectivités Territoriales,

Vu l'instruction codificatrice M57,

Vu le règlement budgétaire et financier adopté le 8 février 2024,

Vu les délibérations du 3 avril 2024 approuvant le budget primitif de l'exercice 2024, ainsi que les autorisations de programme,

Vu l'avis de la commission des finances réunie le 9 octobre 2024,

Considérant les nécessaires adaptations pour optimiser les places de parking sur l'opération Poches de stationnement et la reprise partielle des travaux afin d'augmenter la capacité du stationnement intermittent de la poche centrale, améliorer ponctuellement le système de giration à l'intérieur des parkings afin de faciliter la circulation et le stationnement des véhicules, et de remplacer le mobilier urbain voire paysager initialement prévu par un mobilier urbain amovible mieux adapté aux contraintes événementielles,

Considérant l'expertise constatant que le l'immeuble dit « la Chapelle du Couvent des Carmes » situé 10 rue Vieille de Paris présente un péril grave et imminent et la possibilité de refacturer les travaux exécutés d'office,

Considérant l'intérêt de réaliser des travaux prévus en investissement par du personnel rémunéré directement par la commune, qui met en œuvre des moyens en matériel et outillage acquis ou loués par elle, ainsi que des fournitures acquises par elle,

Considérant la proposition d'équilibre de la section d'investissement par la prévision de crédits supplémentaires sur les taxes d'aménagement pour 100 000 € en sus,

*L'exposé entendu,* ***Madame le Maire*** *a soumis au vote ce projet de délibération et* ***le Conseil Municipal*** *à main levée et* ***à l'unanimité des suffrages exprimés (7 abstentions : M. FLEURETTE, Mme PRUVOST-BITAR, Mme AUNOS, Mme REYNAL, Mme BENOIST, M. BOULANGER par pouvoir donné à Mme PRUVOST-BITAR et M. GEOFFROY par pouvoir donné à Mme BENOIST),***

- a adopté la décision modificative n° 1 du budget principal qui s'équilibre aussi bien en recettes qu'en dépenses en section d'investissement pour 530 000 € et en section de fonctionnement pour 56 000 €,

**Section de fonctionnement**

| Chap. | Fonc. | Nat. | désignation contenu | DEPENSES | RECETTES |
|---|---|---|---|---|---|
| 11 | 20 | 60632 | Travaux en régie - Fournitures, petits équipements | 36 000 € | |
| 012 | 020 | 64111 | Travaux en régie - Rémunération de personnel | 20 000 € | |
| 042 | 20 | 722 | Travaux en régie - Immobilisations corporelles | | 56 000 € |
| **TOTAL** | | | | **56 000,00 €** | **56 000,00 €** |

**Section d'investissement**

| Chap. | Fonc. | Nat. | désignation contenu | DEPENSES | RECETTES |
|---|---|---|---|---|---|
| 23 | 845 | 2315 | Opération 2104 AP/CP Poches de stationnement | 310 000 € | |
| 21 | 847 | 2152 | Parkings en enclos | -210 000 € | |
| 10 | 01 | 10226 | Taxes aménagement | | 100 000,00 € |
| 454111 | 020 | 454111 | Travaux effectués d'office pour le compte de tiers – Opération « la Chapelle du Couvent des Carmes » | 430 000 € | |
| 454121 | 020 | 454121 | Refacturation de Travaux effectués d'office pour le compte de tiers – Opération « la Chapelle du Couvent des Carmes » | | 430 000,00 € |
| 040 | 20 | 2313 | Travaux en régie (éclairage basse consommation, aménagements de bâtiments, portails, cimaise) | 56 000 € | |
| 21 | 321 | 21351 | Eclairage basse consommation LED- Salle d'escrime | -6 900 € | |
| 21 | 211 | 21351 | Eclairage basse consommation LED- Ecole Beauval - Orion - Brichebay | -10 000 € | |
| 21 | 4238 | 21351 | Aménagement d'une buanderie résidence autonomie | -13 500 € | |
| 21 | 025 | 21316 | Remplacement des portails coté Carlier et Pasteur de l'ancien cimetière | -15 510 € | |
| 21 | 314 | 2188 | Fabrication de cimaises mobiles pour les expositions du Musée | -5 490 € | |
| 21 | 11 | 21351 | Travaux aménagement Police municipale | -4 600 € | |
| **TOTAL** | | | | **530 000,00 €** | **530 000,00 €** |

- a modifié l'Autorisation de Programme n°2104 Poches de stationnement en dépenses et ajuster les Crédits de Paiement comme suit :

| 2104 POCHES DE STATIONNEMENT | Prévu dép. | 2022 | 2023 | 2024 |
|---|---|---|---|---|
| **Autorisation de programme** | **1 380 000,00** | 12 508,23 | 562 982,22 | 804 509,55 |

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| | **Décision modificative** | | | **310 000,00** |
| **Modification AP Dépenses** | **1 690 000,00** | **12 508,23** | **562 982,22** | **1 114 509,55** |
| | **Prévu rec.** | **2022** | **2023** | **2024** |
| **AP Recettes pour rappel** | **897 762,00** | 18 400,00 | 94 798,00 | 784 564,00 |

- et a autorisé Madame le Maire à signer tout acte y afférent

## N° 17 - Budget annexe Assainissement - Décision modificative n° 1 et modification des AP/CP

**Monsieur GAUDUBOIS expose :**

Vu le code Général des Collectivités Territoriales,

Vu l'instruction comptable M49,

Vu la délibération du 4 avril 2024 approuvant le budget annexe de l'assainissement de l'exercice 2024,

Vu l'avis de la commission des finances réunie le 9 octobre 2024,

Considérant l'insuffisance de crédits au chapitre 20 Immobilisations corporelles et l'ajustement nécessaire de l'autorisation de programme AP/CP N° 2001- Diagnostic réseau assainissement,

*L'exposé entendu,* ***Madame le Maire*** *a soumis au vote ce projet de délibération et* ***le Conseil Municipal*** *à main levée et* ***à l'unanimité,***

- a adopté la décision modificative n°1 du budget annexe Assainissement qui s'équilibre en section d'investissement en dépenses comme suit :

| Chap. | Nat. | Désignation Contenu | DÉPENSES | RECETTES |
|---|---|---|---|---|
| 21 | 21532 | Réseaux d'assainissement (travaux divers extension) | -2 700 € | |
| 20 | 2031 | Frais d'études | 2 700 € | |
| | | | **0 €** | |

- a ajusté l'AP/CP N° 2001- Diagnostic réseau assainissement comme suit :

| Année | Prévu dép. | dm sur échéancier CP2024 | total AP/CP | Prévu rec. Pour rappel |
|---|---|---|---|---|
| Total | 407 000,00 | | 409 700,00 | 307 924,00 |
| 2021 | 2 400,00 | 0,00 | 2 400,00 | 153 962,00 |
| 2022 | 139 764,69 | 0,00 | 139 764,69 | 0,00 |
| 2023 | 234 076,15 | 0,00 | 234 076,15 | 0,00 |
| 2024 | 30 759,16 | 2 700,00 | 33 459,16 | 153 962,00 |

- a autorisé Madame le Maire à signer tout acte y afférent.

## N° 18 - Réalisation par le SE60 des travaux d'enfouissement des réseaux | BT - EP - RT | Chaussée BRUNEHAUT

**Monsieur GUÉDRAS expose :**

Vu le Code Général des Collectivités Locales, notamment son article L. 5212-26,

Vu les statuts du Syndicat d'Énergie de l'Oise (SE60) en date du 5 février 2020, et le barème des aides du SE60 en vigueur,

Considérant le programme réhabilitation et la nécessité de procéder aux travaux de mise en Souterrain BT - EP - RT Chaussée BRUNEHAUT,

Considérant qu'en application de l'article L.5212-26 un fonds de concours peut être versé entre le SE60 et les communes ou les établissements publics de coopération intercommunale membres, par délibérations concordantes, pour financer la réalisation ou le fonctionnement d'un équipement public local en matière de distribution publique d'électricité, de développement de la production d'électricité par des énergies renouvelables, de réduction des émissions polluantes ou de gaz à effet de serre, de maîtrise de la consommation d'énergie concernant notamment les investissements en éclairage public .

Considérant que le fonds de concours destiné à la réalisation d'un équipement est imputé directement en section d'investissement, sur l'article 2041582 « Subventions d'équipement versées aux groupements de collectivités Bâtiments et installations », amortissables sur une durée maximale de 15 ans.

Considérant la proposition financière du Syndicat d'Electricité de l'Oise (SE60) de procéder aux travaux d'enfouissement des réseaux Basse Tension – Eclairage Public – Réseau Téléphonique chaussée BRUNEHAUT pour un coût total prévisionnel des travaux TTC, établi au 25 septembre 2024, **d'un montant de 105 830,11 €** (valable 3 mois), sachant que l'exécution des travaux dépendra du calendrier de priorisation des travaux examiné par le SE60 en commission d'attribution, en fonction des crédits budgétaires disponibles, de l'impact environnemental et économique, de la concertation et de la coordination avec les différents partenaires et des délais relatifs à la commande de matériel.

Considérant que le montant total du fonds de concours envisagé s'élève à 60 675,91 € (avec subvention),

Vu l'avis favorable de la commission Travaux en date du 3 octobre 2024,

Vu l'avis favorable de la commission des finances en date du 9 octobre 2024.

*L'exposé entendu,* ***Madame le Maire*** *a soumis au vote ce projet de délibération et* ***le Conseil Municipal*** *à main levée et* ***à l'unanimité, a décidé :***

- de demander au Syndicat d'Electricité de l'Oise (SE60) de programmer et de réaliser les travaux de : Mise en Souterrain BT - EP – RT de la chaussée BRUNEHAUT et prendre acte que les travaux se réaliseront suivant le calendrier d'instruction de l'appel à projets en cours et de priorisation établi par le SE60.

- de demander au SE60 de solliciter l'aide financière du Conseil Départemental de l'Oise.

- d'acter que le montant total des travaux pourra être réévalué en fonction du taux d'actualisation en vigueur à la date de réalisation des travaux.

- d'autoriser le versement comme suit d'un fonds de concours au SE60 pour un total prévisionnel de 60 675,91 € correspondant pour les dépenses afférentes aux travaux à 54 061,53 € (montant prévisionnel du fonds de concours sans frais de gestion et avec subvention) et correspondant pour les dépenses relatives aux frais de gestion à 6 614,38 €) :

Pour 50% avant commencement des travaux

- Le solde après achèvement des travaux

- d'inscrire au Budget communal de l'année 2025, les sommes qui seront dues au SE 60, selon le plan de financement prévisionnel joint.

## N° 19 - Utilisation du manège Ordener par l'association Lions Club Senlis Trois Forêts dans le cadre de l'organisation du salon des Vins 2024 et 2025

**Monsieur GAUDUBOIS expose :**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu l'avis de la commission Action sociale et Proximité en date du 2 octobre 2024,

Vu l'avis de la commission Finances en date du 9 octobre 2024,

Depuis plusieurs années, l'association Lions Club Senlis Trois Forêts organise différents événements sur la Ville de Senlis pour collecter des fonds et en faire bénéficier les enfants et familles en difficultés à travers différentes actions et partenariats. Une des actions majeures est celle du Salon des Vins, organisée en novembre, dont la 30ème édition aura lieu cette année au manège Ordener.

Considérant que cet événement permet de contribuer à la mise en place par le club service de plusieurs actions à caractère social et caritatif, sur le territoire local,

Considérant que l'association peut justifier de l'utilisation des bénéfices obtenus lors de la réalisation du Salon des Vins,

A ce titre, par dérogation, une mise à disposition du manège du quartier Ordener est proposée à titre exceptionnel et gratuit.

*L'exposé entendu,* ***Madame le Maire*** *a soumis au vote ce projet de délibération et* ***le Conseil Municipal*** *à main levée et* ***à l'unanimité :***

- a accordé la mise à disposition gratuite du manège Ordener à l'association Lions Club Senlis Trois Forêts pour l'organisation du Salon des Vins, édition 2024 et édition 2025.

- a autorisé Madame le Maire ou l'élu délégué à signer tout document lié à cette décision.

## N° 20 - Utilisation du manège Ordener par l'association Kiwanis Club des Trois Forêts dans le cadre de l'organisation de la brocante des enfants édition 2024 et 2025

Madame SIBILLE : « Je vais sortir puisque je suis intéressée. »

Madame le Maire : « Oui, Elisabeth SIBILLE faisant partie des Kiwanis va sortir pour éviter tout conflit d'intérêt puisqu'il s'agit d'une proposition identique à la précédente au prêt de salle au Kiwanis. »

**Monsieur GAUDUBOIS expose :**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu l'avis de la commission Action sociale et Proximité en date du 2 octobre 2024,

Vu l'avis de la commission Finances en date du 9 octobre 2024,

Depuis plusieurs années l'association Kiwanis Club des Trois Forêts organise différents événements sur la Ville de Senlis pour collecter des fonds et en faire bénéficier les enfants et familles en difficultés à travers différentes actions et partenariats. La brocante des enfants est une action importante pour l'association. Cet événement prenant de plus en plus d'ampleur, il n'est plus possible de l'organiser au Complexe des Trois Arches pour des raisons de sécurité.

Considérant que cet événement permet de contribuer à la mise en place par le club service de plusieurs actions à caractère social et caritatif, sur le territoire local,

Considérant que l'association peut justifier de l'utilisation des bénéfices obtenus lors de la réalisation de la brocante des enfants,

A ce titre, par dérogation, une mise à disposition du manège du quartier Ordener ainsi que la vente au déballage sont proposés à titre exceptionnel et gratuit.

*L'exposé entendu,* ***Madame le Maire*** *a soumis au vote ce projet de délibération et* ***le Conseil Municipal*** *à main levée et* ***à l'unanimité des suffrages exprimés (1 abstention de conseiller intéressé : Mme SIBILLE),***

- a accordé la mise à disposition gratuite du manège Ordener à l'association Kiwanis Club les Trois Forêts pour l'organisation de la brocante des enfants, édition 2024 et édition 2025.

- a accordé à titre gracieux la vente au déballage à l'association Kiwanis Club les Trois Forêts pour l'organisation de la brocante des enfants, édition 2024 et édition 2025.

- a autorisé Madame le Maire ou l'élu délégué à signer tout document lié à cette décision.

## N° 21 - Stationnement sur voirie : Modification du zonage - Ajustement des tarifs et création d' abonnements

**Monsieur GAUDUBOIS expose :**

Vu la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique et d'affirmation des métropoles (dite Loi MAPTAM), et notamment les dispositions de l'article 63,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment les dispositions de l'article L. 2333-87 relatif au stationnement payant à durée limitée sur voirie,

Vu le décret n° 2015-557 du 20 mai 2015 relatif à la redevance de stationnement des véhicules sur voirie prévue à l'article L. 2333-87 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le décret n° 2015-1474 du 12 novembre 2015 relatif au recouvrement du forfait de post-stationnement impayé et de la majoration qui lui est appliquée,

Vu la délibération n°17 en date du 14 décembre 2017 portant sur le zonage du stationnement payant à durée limitée et la grille tarifaire applicable aux zones rouge et verte,

Vu l'avis émis par la commission des finances en séance du 09 octobre 2024,

Vu le Code de la Route,

Depuis le 1er janvier 2018, la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique et d'affirmation des métropoles, a donné des compétences supplémentaires aux collectivités territoriales, via notamment la mise en œuvre d'une stratégie en matière de tarification, favorisant une meilleure rotation du stationnement par l'incitation au paiement et par un renforcement de la surveillance.

Il est proposé de modifier les zones rouges et vertes, comme suit (selon le plan annexé) :

| ZONE ROUGE | ZONE VERTE |
|---|---|
| Rue Sainte-Geneviève (placette) | Place Lavarande |
| Place Henri IV | Parking place de la sous-préfecture |
| Rue Odent | Parking rue des Bordeaux |
| Place de la Halle | Parking place de l'Hôtel des Postes |
| Rue du Chatel jusqu'au croisement de la rue de la Tonnellerie | Rue du Chatel depuis la place Aulas de la Bruyère jusqu'à l'impasse Baumé |
| Place Aulas de la Bruyère | Rue Léon Fautrat |
| Rue Bellon à l'ouest de la rue de la République | Rue Sainte-Geneviève (depuis la placette) |
| Rue Saint-Hilaire | Square des Etas-Unis |
| Rue du Chancelier Guerin | Rue vieille de Paris à proximité du square des Etats-Unis |
| | Rue Saint Jean |
| | Place Saint-Pierre |
| | Place André Malraux |

| | |
|---|---|
| | Avenue du Général Leclerc + parkings |
| | Place Notre Dame |
| | Place Saint-Frambourg |

Il est proposé de créer un abonnement « résident » limité aux zones vertes selon le plan annexé. Il n'y a pas d'abonnement sur les zones rouges. Le périmètre de la zone « résident » en centre-ville est compris à l'intérieur du centre-ville historique. C'est-à-dire pour les habitants vivant à l'intérieur du périmètre suivant :

- Boulevard Pasteur,
- Cours Thoré Montmorency,
- Cours Bouteville,
- Place du 3ème Houzards,
- Remparts de l'Escalade,
- Remparts Bellevue,
- Passage des Carmes,
- Boulevard des otages,
- Boulevard du Montauban,
- Avenue Felix Vernois.

Concernant les tarifs, il est proposé de passer la période de gratuité de 15 à 30 minutes en zone rouge et en zone verte et de créer un tarif pour les abonnements des résidents selon la grille tarifaire suivante :

| Durée | | Tarif en € TTC | |
|---|---|---|---|
| | | Zone Rouge | Zone Verte |
| Courte durée | 15 min | 0,00 € | 0,00 € |
| | 30 min | 0,00 € | 0,00 € |
| | 45 min | 1,00 € | 0,80 € |
| | 60 min | 1,50 € | 1,20 € |
| | 75 min | 2,00 € | 1,50 € |
| | 90 min | 2,50 € | 1,80 € |
| | 105 min | 3,00 € | 2,10 € |
| | 120 min | 4,00 € | 2,40 € |
| | 135 min | 5,00 € | 2,70 € |
| Longue durée | 150 min | 20,00 € | 3,00 € |
| | 165 min | | 3,30 € |
| | 180 min | | 3,60 € |
| | 195 min | | 3,90 € |
| | 210 min | | 4,20 € |
| | 225 min | | 4,50 € |
| | 240 min | | 4,80 € |
| | 255 min | | 5,10 € |
| | Abonnement résident 1 mois | | 40,00 € |
| | Abonnement résident 1 an | | 400,00 € |
| Post paiement | Durée max de la zone | 20,00 € | 20,00 € |

Il est proposé de maintenir le stationnement payant à durée limitée dans ces deux zones, du lundi au samedi, de 8 heures à 19 heures hors jours fériés.

Le montant du forfait post-stationnement dans les zones vertes et rouges est maintenu à 20 euros ;

*L'exposé entendu,* ***Madame le Maire*** *a soumis au vote ce projet de délibération et* ***le Conseil Municipal*** *à main levée et* ***à la majorité (7 contres : M. FLEURETTE, Mme PRUVOST-BITAR, Mme AUNOS, Mme REYNAL, Mme BENOIST, M. BOULANGER par pouvoir donné à Mme PRUVOST-BITAR et M. GEOFFROY par pouvoir donné à Mme BENOIST), à décidé :***

- de modifier les zones rouges et vertes selon le plan annexé,

- de créer un abonnement « résident » limité à la zone verte selon le périmètre défini dans le plan annexé,
- d'approuver la grille tarifaire susvisée,
- de dire que ces modifications entreront en vigueur à compter du 1er janvier 2025.

## N° 22 - Parking Brunehaut : Modification de la dénomination et création/Modification des tarifs abonnements

**Monsieur GAUDUBOIS expose :**

Vu la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique et d'affirmation des métropoles (dite Loi MAPTAM), et notamment les dispositions de l'article 63,
Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment les dispositions de l'article L. 2333-87 relatif au stationnement payant à durée limitée sur voirie,

Vu le décret n° 2015-557 du 20 mai 2015 relatif à la redevance de stationnement des véhicules sur voirie prévue à l'article L. 2333-87 du Code Général des Collectivités Territoriales,
Vu le décret n° 2015-1474 du 12 novembre 2015 relatif au recouvrement du forfait de post-stationnement impayé et de la majoration qui lui est appliquée,

Vu la délibération n°11 en date du 8 juillet 2021 portant création des tarifs pour le parking Les Jardins Brunehaut,

Vu la délibération n°18 en date du 29 septembre 2022 portant sur la modification tarifaire du parking Les Jardins Brunehaut,

Vu l'avis émis par la commission des finances en séance du 09 octobre 2024,

Vu le Code de la Route,

Il est proposé de modifier le nom du parking Brunehaut. Il est proposé de nommer désormais ce parking : « **Parking de la Gare** ».

Il est proposé de créer un abonnement « résident » pour les habitants et professionnels vivants à l'intérieur du périmètre suivant (selon plan annexé n° 1) :

- Cours Bouteville,
- Avenue de Montlevéque,
- Rue Daniel Boulanger,
- Avenue Georges Clémenceau depuis le croisement avec la Chaussée Brunehaut, jusqu'au croisement avec l'avenue du Général de Gaulle,
- Avenue du Maréchal Foch.

Il est proposé d'élargir l'octroi de l'abonnement « résident » aux résidents et professionnels travaillant dans le périmètre « Centre-ville »,

Il est proposé d'approuver la grille tarifaire des abonnements suivante :

| | | |
|---|---|---|
| Abonnement Tout utilisateur | Hebdomadaire du lundi 6h00 au vendredi 21h00<br>Mensuel<br>Mensuel H24 | 30,00 € TTC<br>50,00 € TTC<br>75,00 € TTC |

| | | |
|---|---|---|
| Abonnement Résident et Professionnel | Mensuel H24<br>Annuel H24 | 30,00 € TTC<br>300,00 € TTC |

Madame PRUVOST-BITAR : « On se demandait si on ne changerait pas aussi le nom de la crèche, puisque le parking change de nom, non ?

Madame le Maire : « C'est pour plus de visibilité, et je pense que la dénomination « crèche de la gare » est peu satisfaisante ... »

*L'exposé entendu,* ***Madame le Maire*** *a soumis au vote ce projet de délibération et* ***le Conseil Municipal*** *à main levée et* ***à l'unanimité, à décidé :***

- d'approuver la nouvelle dénomination suivante : « Parking de la Gare »
- d'approuver la création d'un abonnement pour les résidents et professionnels du secteur de la gare selon le plan annexé n°1,
- d'approuver l'extension du bénéfice de l'abonnement « résident » aux résidents et professionnels du secteur « centre-ville » selon le plan annexé n°2,
- d'approuver la grille tarifaire des abonnements susvisée,
- d'autoriser Madame Le Maire à modifier le règlement du parking de la gare en conséquence,
- de dire que ces modifications entreront en vigueur à compter du 1er janvier 2025.

Madame le Maire : « Donc il vous plait le nom ? »

Monsieur FLEURETTE : « Bien sûr. »

## N° 23 - Installation d'un conseil d'établissement au sein du conservatoire municipal de musique et de danse

**Madame ROBERT expose :**

Vu le décret du 12 octobre 2006 relatif au classement des établissements d'enseignement public de la musique, de la danse et de l'art dramatique,

Vu l'arrêté du 15 décembre 2006 fixant les critères du classement des établissements d'enseignement public de la musique, de la danse et de l'art dramatique,

Vu le décret du 19 décembre 2023 fixant les critères du classement des établissements d'enseignement public de la musique, de la danse et de l'art dramatique,

Considérant la délibération 28 du 13 décembre 2022 adoptant le projet d'établissement du conservatoire de musique et de danse pour la période 2022-2027,

Considérant la délibération n° 6 du 30 mai 2024 relative à la demande de classement du conservatoire municipal de musique et de danse en en Conservatoire à rayonnement communal (CRC) auprès des services de l'Etat, Ministère de la culture, DRAC Hauts-de-France,

Considérant la nécessité de procéder à l'installation d'un conseil d'établissement au sein de l'établissement pour répondre aux critères d'éligibilité à la labellisation,

Le Conservatoire Municipal de Musique et Danse de Senlis accueille à ce jour 500 élèves, encadrés par 24 professeurs. La qualité des enseignements et des concerts et spectacles ont permis à l'établissement d'accroître sa notoriété au niveau départemental.

Un dossier de demande de classement en CRC (Conservatoire à Rayonnement Communal) a été déposé auprès de la DRAC des Hauts de France, suite à la délibération du conseil municipal du 30 mai 2024.

L'obtention de ce classement est conditionnée, entre autres critères, à la mise en place d'un Conseil d'Etablissement au sein de la structure.

*« Instance de consultation, d'échange et de proposition, le conseil d'établissement joue un rôle essentiel : il se prononce sur les textes cadres et le projet d'établissement ; il soutient et suit l'action et les initiatives de l'établissement, tant dans la période de leur élaboration qu'au moment du bilan. Il se réunit au moins deux fois par an, et aussi souvent que nécessaire selon l'urgence des dossiers. Ses séances font l'objet de comptes rendus diffusés à l'ensemble de ses membres »* (SNOP, Schéma National d'Orientation Pédagogique de l'enseignement public spécialisé de la danse, de la musique et du théâtre, Code de l'éducation, Article L216-2).

Le Conseil d'Etablissement se compose :

de l'Elu(e) à la Culture de la ville

du Directeur(trice) des affaires culturelles de la ville

du Conseiller(ère) à la Musique de la DRAC des Hauts-de-France ou de son représentant

- 6 personnes de la direction et des personnels, dont le référent handicap, chaque spécialité de l'offre d'enseignement étant représentée
- 6 usagers (2 parents d'élèves, 2 élèves majeurs, 2 élèves mineurs de plus de 15 ans)

Peuvent être associés :

- un représentant de l'Education Nationale
- des personnalités ou des partenaires appartenant à d'autres structures ou d'autres collectivités

Les représentants sont élus pour une durée de 3 ans.

*L'exposé entendu,* ***Madame le Maire*** *a soumis au vote ce projet de délibération et* ***le Conseil Municipal*** *à main levée et* ***à l'unanimité :***

- a approuvé la mise en place d'un conseil d'établissement au conservatoire municipal de musique et de danse pour répondre aux critères de la labellisation en conservatoire à rayonnement communal (CRC) auprès des services du Ministère la culture, Direction Régionale des Affaires Culturelles Hauts-de-France.

## N° 24 - Cession foncière AS 286 - Villevert - Rue du vieux chemin de Pont (Amathieu)

**Madame le Maire expose :**

Vu le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques, notamment ses articles L 1111-1 à 4,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, en particulier les articles 1311-9 à 11, et 2241-1 et suivant,

Vu la délibération n°14 du conseil municipal du 06 septembre 2023 approuvant la cession de la parcelle AS 286 au profit des époux du Roizel,

Vu l'avis du pôle d'évaluation domaniale n° 2024-60612-67671 en date du 24 septembre 2024 estimant la parcelle AS286 à 210€. L'avis estime que cette transaction de régularisation effectuée à 1 € net n'appelle pas d'observation.

Vu l'avis favorable de la Commission Aménagement, Urbanisme et Transition Ecologique réunie le 7 octobre 2024,

Depuis la délibération du conseil municipal du 06 septembre 2023 approuvant la cession de la parcelle AS 286, les époux du Roizel ont cédé la maison jouxtant la parcelle à Monsieur Amathieu, et ont convenu avec l'acquéreur qu'il bénéficierait de la cession de la parcelle par la Ville.

Monsieur Amathieu nous a, dans ce sens, fait parvenir un courrier daté du 25 mai 2024, dans lequel il affirme souhaiter se substituer aux époux du Roizel comme bénéficiaire de la cession prévue.

*L'exposé entendu,* ***Madame le Maire*** *a soumis au vote ce projet de délibération et* ***le Conseil Municipal*** *à main levée et* ***à l'unanimité :***

- a autorisé Madame le Maire à procéder à :

  → La cession de la parcelle AS 286 à l'euro symbolique au bénéfice de Monsieur Amathieu se substituant aux époux du Roizel ;

- a autorisé Madame le Maire à signer tous actes, à intervenir en ce sens, notamment les actes notariés.

## N° 25 - Dénomination de voie privée dans l'ÉcoQuartier

**Madame le Maire expose :**

Vu les dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les article L2121-29 et L2121-30,

Vu le plan de localisation des futures voiries de l'ÉcoQuartier annexé,

Vu la Commission d'Aménagement, Urbanisme et Transition Écologique en date du 7 octobre 2024,

La dénomination d'une voie relève de la compétence du conseil municipal qui, en vertu de l'article L2121-29 du Code Général des Collectivités Territoriales, règle par ses délibérations les affaires de la commune et de l'article L2121-30 du même code, procède à la dénomination des voies et lieux-dits, y compris les voies privées ouvertes à la circulation.

L'aménagement des espaces publics de la ZAC de l'ÉcoQuartier prévoit deux futurs espaces publics d'importance, déjà dénommés par le conseil municipal en janvier 2024 : le square Le Bouteiller, et la rue des silos à blé.

Au sein de l'îlot au nord de l'avenue Clémenceau, réalisé par le promoteur Demathieu et Bard Immobilier, une voie non rétrocédée est prévue. Cette voie interne desservira les logements gérés par Clésence, et des logements en accession.

La désignation de ce futur espace privé avant la finalisation des travaux permettra de créer les adresses postales et de valider des demandes de raccordement aux réseaux par les constructeurs aux concessionnaires.

Il est proposé au Conseil Municipal de dénommer cette voie en hommage à une résistante senlisienne, Jacqueline CABRE épouse LEROY (1924-2021), qui s'est illustrée à Senlis au sein du groupe de résistants DECATOIRE. Agent de liaison dès 1943, à 18 ans, sous le pseudonyme la Cabrette elle a contribué à diffuser des journaux clandestins, à fabriquer des faux papiers, à cacher et évacuer des soldats et aviateurs alliés.

Elle a reçu de nombreux hommages pour son engagement, y compris la Légion d'Honneur qui lui a été remise en 2019 à l'hôtel de ville.

Elle a de façon continue travaillé à transmettre la mémoire de la Résistance, et jusqu'à un âge avancé faisait encore des interventions dans les collèges et lycées.

Madame le Maire : « Avez-vous des questions ? »

Madame REYNAL : « Ce n'est pas une question, c'est d'abord des remerciements. Je voulais dire que donner un nom de femme à une nouvelle voie c'est quelque chose de militant. Aussi je souhaitais vous remercier pour cela. »

Madame le Maire : « C'est également la raison de ma proposition. »

Madame REYNAL : « Le fait que ce soit le nom de Jacqueline Cabre, c'est aussi une reconnaissance du rôle qu'elle a joué. Elle était responsable du Secours National, c'est un établissement qui a permis d'héberger des pilotes américains et étrangers abattus par l'aviation allemande et qui ont pu en réchapper en étant cachés dans l'établissement du Secours National qui se trouvait rue du Châtel. Jacqueline Cabre était la directrice du Secours National, je voulais aussi en profiter pour mentionner ses deux assistantes qui étaient Paulette Thomas et Marguerite Gronier. Alors Jacqueline Cabre a reçu la Légion d'Honneur, mais Paulette Thomas et Marguerite Gronier n'ont jamais eu ce type d'honneur. Pourtant, toutes les trois, qui ont hébergé des combattants étrangers, étaient passibles de la peine de mort si elles avaient été découvertes. Elles ont pris toutes les trois de grands risques et je voulais profiter de cette opportunité pour mentionner aussi le nom de Paulette Thomas et de Marguerite Gronier. En tout cas, merci d'avoir choisi ce nom pour cette nouvelle voie à Senlis. »

Madame le Maire : « Je pense qu'on peut tous s'en féliciter. C'est une proposition que nous vous avons faite lors de la commission aménagement et qui a été très bien accueillie. Il y avait aussi le choix avec d'autres résistants, et il est vrai que je faisais partie des élus qui penchaient pour donner un nom féminin, parce que finalement, il n'y a pas tant de rues qui portent un nom féminin à Senlis et je vous rejoins pour dire que cela est important et aussi un juste retour des choses. »

Monsieur GUÉDRAS : « Je tenais beaucoup aussi d'avoir une femme. On a déjà un homme, Amyot d'Inville. Je veux revenir sur un petit désaccord. Pour moi, Marguerite Gronier, c'était la directrice et ce n'était pas Jacqueline Cabre. »

*L'exposé entendu,* ***Madame le Maire*** *a soumis au vote ce projet de délibération et* ***le Conseil Municipal*** *à main levée et* ***à l'unanimité :***

- a nommé cette future voie privée de l'ÉcoQuartier, « rue Jacqueline CABRE-LEROY » telle que localisée sur le plan en annexe.

## N° 26 - Questions orales conformément à l'article L. 2121-19 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT)

Vu l'article L. 2121-19 du Code Général des Collectivités Territorial et le règlement intérieur du Conseil Municipal, adopté par

délibération n° 4 du 5 novembre 2020, qui prévoient que :

- *« Les conseillers municipaux ont le droit d'exposer en séance du conseil des questions orales ayant trait aux affaires de la commune. Dans les communes de 1 000 habitants et plus, le règlement intérieur fixe la fréquence ainsi que les règles de présentation et d'examen de ces questions. A défaut de règlement intérieur, celles-ci sont fixées par une délibération du conseil municipal. »*
- *« Les questions orales portent sur des sujets d'intérêt général. »*
- *« Le texte des questions est adressé au Maire par courrier postal ou par mail et fait l'objet d'un avis de réception. »*
- *« Le Maire se réserve la possibilité, en cas de délai court, d'apporter les éléments de réponse aux questions orales lors de la séance ultérieure la plus proche. »*
- *« Les questions orales sont traitées à la fin de chaque séance. Elles ne donnent pas lieu à des débats. »*
- *« Le Maire peut transmettre les questions orales, pour examen préalable, aux commissions permanentes concernées. »*

Le groupe « SENLIS c'est Vous » pose les questions suivantes :

**Question n° 1**

**« PLU : Depuis plusieurs mois presque un an nous sommes en attente d'une commission aménagement pour nous présenter les avancées du PLU. Une date est-elle prévue ? Pourquoi ce retard ? Une réunion publique est-elle prévue ? »**

La dernière réunion publique à ce jour a eu lieu fin janvier 2024, après deux autres en 2023, qui avaient présenté le diagnostic territorial de la ville, l'élaboration et les orientations proposées du PADD (Projet d'Aménagement et de Développement Durable), puis les OAP (Orientations d'Aménagement et de Programmation, sectorielles et thématiques) et enfin les emplacements réservés, les orientations pour le projet de texte réglementaire et le plan de zonage.

Nous en sommes désormais à la phase de travail en bureau d'étude pour caler les plans de zonage, mais aussi élaborer et réécrire les règlements, zone par zone. Ensuite, le document devra faire l'objet d'un rapport de présentation, puis de la réalisation d'une évaluation environnementale du document global, nécessaire à l'arrêt du projet de PLU.

Dès qu'une nouvelle étape le justifiera, par sa nouveauté de contenu, ou bien par la nécessité d'arbitrage en instances municipales, les commissions *ad hoc* seront bien entendu organisées. Enfin, à l'issue de l'enquête publique, une réunion publique sera bien sûr organisée.

**Question n° 2**

**« Stade de foot : Le stade de foot est régulièrement utilisé par l'équipe de chantilly nécessitant des travaux d'aménagement du terrain et de son éclairage. Qui finance ces travaux ? Des compensations financières sont-elles prévues à l'utilisation du stade ? »**

Le stade n'a été utilisé cette année que pour un entrainement d'une heure vendredi 4 octobre et un match officiel le samedi 5. La mise à disposition se fait sous convention à titre payant (4 000 € par match). En outre, Chantilly prend en charge les frais supplémentaires d'entretien de terrain (environ 3 000 €) pour 5 matchs. Les travaux d'éclairage, pris en charge par la Ville, étaient déjà programmés.

**Question n° 3**

**« SMUR : Lors de la campagne électorale de juin dernier à l'occasion des élections législatives, Mr Woerth et Mme Ludmann sa suppléante, adjointe au sport et à la santé de la ville, ont promis le retour de la ligne de SMUR à Senlis en octobre et ensuite la réouverture des urgences. Pourrait-on nous en préciser la date ? »**

Permettez-moi tout d'abord de vous manifester mon étonnement quant à cette question qui s'adresse en réalité au député de la circonscription et à sa suppléante, et non aux membres du conseil municipal. Je pense qu'il aurait été plus judicieux de vous adresser aux intéressés directement. Ce sujet, vital pour notre population, mérite sans doute mieux que de faire l'objet d'une instrumentalisation politique.

J'ai reçu très récemment le directeur du GHPSO, qui m'a indiqué que la ligne SMUR ré-ouvrira mi-novembre (8h - 20h, 7 jours sur 7 ; avec si possible, une évolution vers du H24). La direction de l'hôpital travaille toujours sur la réouverture des urgences, notamment sur la possibilité de réouverture d'ici un an.

Question n° 4

**« Parking de l'hôpital : Une partie du parking a été refaite mais devant la clinique du Valois on ne peut que déplorer des ornières larges et profondes rendant ce parking impraticable pour les automobilistes et les piétons. Est-il prévu des travaux en continuité de ceux déjà réalisés, voir après accord avec le ministère des armées si nécessaire ? »**

Ce parking est en effet en partie privé. Toutefois, les services municipaux interviennent régulièrement pour reboucher les trous. Le coût prévisionnel de remise en état de ce parking sera établi dans le cadre du budget 2025.

Question n° 5

**« Parking Cours Thoré-Montmorency : Quel est le coût des travaux réalisés depuis le départ des forains il y a 5 mois ? Quand ce parking sera-t-il ouvert aux usagers dans sa totalité ? »**

Je vais vous apporter des réponses concises et factuelles car nous avons eu à de multiples reprises l'occasion d'évoquer ce sujet en conseil municipal. Le coût des travaux s'élève à 8 127 €. Le parking sera totalement ouvert aux usagers fin novembre.

Question n° 6

**« Pénalités de retard : D'après une consultation des métiers du BTP des hauts de France, la ville de Senlis affiche un retard de paiement de ses factures inacceptable entraînant des pénalités de retard de 2 millions d'euros pour l'année 2023. Le confirmes tu ? Est-ce prévu dans le budget 2024 ? »**

A l'instar d'autres maires ou présidents d'intercommunalités cités dans ce classement de la Fédération Régionale des Travaux Publics des Hauts de France, nous nous interrogeons sur le chiffre cité. D'autant plus que nous n'avons pas versé de pénalités en 2023, ni à ce jour pour l'exercice 2024 et aucune demande de pénalités ne nous a été transmise.

Nous n'avons pas par ailleurs été saisis par la Fédération dans une vision contradictoire sur cette question des délais de paiement. La Fédération dit se fonder sur la réalité de factures qui leur ont été transmises dans leur étude. Il pourrait être intéressant de confronter les délais que leur ont fait remonter les entreprises et les raisons de ces retards de paiements.

Question n° 7

**« Incivilité insécurité : Des habitants de Bonsecours et de Brichebay se sont plaints cet été de ne pas pouvoir passer leur nuit dans le calme et la sécurité: Entrée d'immeuble occupée, bruit, bagarres, trafic en tout genre.... Des mesures sont-elles prises pour éviter que cela ne se renouvelle ?**
**La surveillance policière aux alentours du foyer de l'enfance est-elle adaptée aux risques encourus par des jeunes mineurs fragiles théoriquement en sécurité dans ces structures ? »**

Je tiens tout d'abord à vous rappeler le bilan très positif que le Procureur de la République, le Sous-Préfet de Senlis, la Commandante de la compagnie de gendarmerie et moi-même avons pu tirer lors de la clôture du GLTD (Groupe Local de Traitement de la Délinquance) le 19 septembre dernier, qui était dédié à la délinquance des mineurs. Nous avons pu constater une nette baisse de la délinquance sur la commune, qui se concrétise par une réduction de -25 % des atteintes aux biens, dont 53 cambriolages en moins par rapport à 2023, soit une diminution de 58% de cambriolages. Nous sommes également parvenus à une baisse de -32% des comportements portant atteinte à la tranquillité publique (atteintes aux biens et dégradations volontaires, comportements dangereux ou gênants, faits de violences urbaines). Pour ce qui concerne les atteintes aux personnes (faits qui concernent les majeurs et les mineurs), nous notons une diminution d'environ -15%.

De nombreux dispositifs opérationnels ont été déployés sur la commune en décembre 2023, puis en janvier, en avril et durant l'été 2024, avec notamment une présence renforcée de la police municipale et de la gendarmerie sur la voie publique. Par exemple, entre le 1er décembre 2023 et le 31 août 2024, les gendarmes ont assuré 2 700 heures de patrouille supplémentaires à Senlis par rapport à la même période l'année précédente.

Cette présence a été complétée, tout au long de l'année, par de nombreuses opérations de contrôle de grande ampleur dans les quartiers senlisiens, dans les transports en commun, ainsi qu'au sein et aux abords des établissements scolaires.

Je vais réunir fin novembre le Conseil Intercommunal de Sécurité et de Prévention de la Délinquance (CISPD), qui rassemble élus de la communauté de communes Senlis Sud Oise et les représentants des forces de l'ordre, afin d'assurer la continuité de notre action en matière de sécurité.

Enfin, lors de mes réunions hebdomadaires avec la police municipale et la gendarmerie, nous faisons un point systématiquement sur le Foyer de l'Enfance, qui est particulièrement surveillé. A l'exception des fugues de mineurs à chaque fois rattrapés par les forces de l'ordre, la situation au sein du Foyer est calme. Ce que me confirment la nouvelle

directrice du Foyer et la Présidente du Conseil départemental que je rencontre fréquemment.

Madame le Maire : « Pour clore ce Conseil Municipal, je voudrais vous annoncer la date de la prochaine séance qui se tiendra le 12 décembre si je ne m'abuse c'est un jeudi. Je vous souhaite une bonne soirée et je vous dis à très bientôt. Merci à tous. La séance est levée. »

**L'ordre du jour étant épuisé, Madame le Maire a levé la séance à 22h35.**

*Le Secrétaire de Séance*
Magalie BENOIST

MAIRIE DE SENLIS (Oise)

*Le Maire*
Pascale LOISELEUR

# Extrait du REGISTRE des

# DÉLIBÉRATIONS du CONSEIL MUNICIPAL

## SÉANCE du jeudi 12 décembre 2024

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Le Conseil Municipal de la Commune de SENLIS (Oise), légalement convoqué le 6 décembre 2024 par Madame LOISELEUR, Maire, s'est assemblé le jeudi 12 décembre 2024 à 19h00 au lieu ordinaire de ses séances à l'Hôtel de Ville de Senlis, en vue de délibérer sur les affaires inscrites à l'ordre du jour.

Nombre de conseillers municipaux en exercice : 33 - Présents : 21 - Pouvoirs : 10 - Votants : 31 - Absents : 2

**Présents :** Mme LOISELEUR - Mme ROBERT - M. GAUDUBOIS - Mme SIBILLE - M. GUÉDRAS - M. NGUYEN PHUOC VONG - Mme PALIN SAINTE AGATHE - M. REIGNAULT - Mme MIFSUD - M. LECOMTE - Mme BALOSSIER - M. CURTIL - Mme GORSE CAILLOU - M. LEFEVRE - Mme MAUPAS - Mme GLASTRA - Mme DUBOIS - Mme PRUVOST-BITAR - Mme AUNOS - Mme REYNAL - Mme BENOIST - **Ont donné mandat de voter en leur nom :** Mme LUDMANN à M. LEFEVRE - M. GAUDION à Mme GLASTRA - M. DELACROY à Mme ROBERT - Mme BOUTEMY à Mme SIBILLE - Mme LEPITRE à M. GAUDUBOIS - Mme AIT M BARK à Mme LOISELEUR - M. CHAPUIS à M. REIGNAULT - M. FLEURETTE à Mme PRUVOST-BITAR - M. BOULANGER à Mme AUNOS - M. GEOFFROY à Mme BENOIST - **Absents :** Mme VALLER - M. DIEDRICH - **Secrétaire de séance :** Mme BENOIST - **Présidence de séance :** Mme LOISELEUR, Maire.

## N° 03 - Compte rendu des décisions du Maire prises en vertu de la délégation du Conseil Municipal en dates des 5 juillet 2020 et 16 décembre 2020

**Madame le Maire a rendu compte au Conseil Municipal des décisions suivantes, prises en vertu de la délégation qu'il lui a conférée :**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment ses articles L.2122-22 et suivants,

Vu la délibération n°7 du 5 juillet 2020 et la délibération n° 4 du 16 décembre 2020 portant délégations du Conseil Municipal consenties au Maire,

Considérant que le Maire de la commune peut recevoir délégation du Conseil Municipal afin d'être chargé, pour la durée de son mandat, de prendre un certain nombre de décisions,

Considérant que les décisions prises dans le cadre de ces délégations sont signées personnellement par le Maire, à charge pour lui d'en rendre compte au Conseil Municipal en application de l'article L.2122-23 du CGCT,

Considérant que Madame le Maire a l'honneur de rendre compte des décisions ci-dessous énumérées prises en application de la délégation et invite le Conseil Municipal à donner acte de cette communication.

### Décisions 2024

**301** du 16 septembre : Contrat avec la société Tohu Bohu (14 Caen), pour l'organisation d'une soirée théâtrale coorganisée par le service de la Petite Enfance de la Ville de Senlis et la Communauté de Communes Senlis Sud Oise, à destination notamment des assistantes maternelles de la crèche familiale, le jeudi 21 novembre 2024 au cinéma Jeanne d'Arc de Senlis à partir de 19h30 pour une durée d'une heure avec un temps de discussion à la fin de la représentation. Coût : 315 € TTC.

**302** du 19 septembre : Convention avec l'association « La Bibliothèque pour Tous » (60 Senlis), pour la lecture de contes dans le cadre du Salon du livre de Senlis, à la salle du Valois, les 5 et 6 octobre 2024. Convention passée à titre gracieux.

**303** du 19 septembre : Convention avec l'association « Lire et Faire Lire » (60 Beauvais), pour la lecture de contes dans le cadre du Salon du livre de Senlis, à la salle du Valois, les 5 et 6 octobre 2024. Convention passée à titre gracieux.

**304** du 20 septembre : Convention avec l'association « L'autre côté du miroir » (60 Senlis), pour la mise à disposition de l'Espace Saint-Pierre, de l'Obélisque, du Prieuré Saint-Maurice, du Manège Ordener, d'une prairie à proximité, de l'espace Clémenceau ainsi que du matériel nécessaire, du 19 au 22 septembre 2024, afin d'y tenir le festival des 50 ans du jeu de rôle dans le cadre des Journées Européennes du Patrimoine 2024. Convention passée à titre gracieux.

Acte exécutoire le 19 DEC. 2024 - Reçu par la Préfecture le 19 DEC. 2024 et publié sur le site internet de la Ville le 19 DEC. 2024

**305** du 23 septembre : Cession à Monsieur David KORCHIA (60 Senlis), d'un véhicule motorisé 3,5 T type nacelle immatriculé 6997 ZQ 60, en raison de son inutilisation possible par les services, compte tenu de sa vétusté et de son immobilisation depuis quelques années. Montant de la cession : 500 €.

**306** du 24 septembre : Contrat d'assistance à maitrise d'ouvrage avec la société Sage Services Energie (92 Neuilly-sur-Seine) pour le suivi du contrat d'exploitation et maintenance des installations de chauffage, ventilation et climatisation des bâtiments. Le contrat prend effet à partir du 1er juillet 2024 pour une durée d'un an renouvelable deux fois. Le prix est non révisable pour la première saison (du 1er juillet 2024 au 30 juin 2025). Montant annuel : 10 440 € HT soit 12 528 € TTC.

**307** du 24 septembre : Contrat de maintenance de l'ascenseur de l'Hôtel de Ville avec la société Schindler (59 Wambrechies). Le contrat prend effet à partir du 1er janvier 2024 pour une durée de 5 ans. A la fin de la première période de maintenance, le contrat sera tacitement reconduit tous les 5 ans. Montant annuel : 1 402,72 € HT soit 1 683,27 € TTC.

**308** du 24 septembre : Contrat de maintenance pour l'ascenseur hydraulique Easylife modèle L du Musée d'Art et d'Archéologie avec la société CAURET S.A.R.L. (49 Ecouflant). Le contrat prend effet à partir du 1er janvier 2024 pour une durée de 1 an renouvelable par tacite reconduction au 1er janvier de chaque année dans la limite de 3 ans sauf en cas de préavis donné par écrit dans un délai de 3 mois avant l'expiration d'une période ou chacune des suivantes. Montant annuel : 1 482,58 € HT soit1 564,12 € TTC. Une révision de prix s'appliquera au 1er janvier de chaque année.

**309** du 24 septembre : Contrat de maintenance pour la plateforme VIMEC modèle A20.160 du Musée d'Art et d'Archéologie avec la société CAURET S.A.R.L. (49 Ecouflant). Le contrat prend effet à partir du 1er janvier 2024 pour une durée de 1 an renouvelable 3 fois par tacite reconduction au 1er janvier de chaque année sauf en cas de dénonciation par l'une ou l'autre des parties par lettre recommandée avec accusé de réception expédiée 3 mois avant l'expiration d'une période quelconque. Montant annuel : 1 756,10 € HT soit 2 107,44 € TTC. Une révision de prix s'appliquera au 1er janvier de chaque année.

**310** du 19 septembre : Convention avec l'association « Les Amis de la bibliothèque de Senlis » (60 Senlis), pour l'organisation à la médiathèque municipale, d'une exposition de photos du 9 au 26 octobre 2024 et l'animation d'un atelier le samedi 12 octobre 2024. Convention passée à titre gracieux.

**311** du 25 septembre : Convention avec Monsieur Arnaud BOUTIN (03 Vivhy), pour une journée de rencontres dans les classes de Senlis, le vendredi 4 octobre 2024, et d'une demi-journée de signatures à l'Espace Saint-Pierre, le samedi 5 octobre 2024, dans le cadre du Salon du livre 2024. Coût : 650,27 € TTC.

**312** du 26 septembre : Convention de mécénat financier avec la société PERCOT (60 Senlis), dans le cadre de l'édition 2024 du Salon du livre organisé par la Médiathèque municipale de la Ville de Senlis, en partenariat avec les librairies Saint-Pierre et Le Verbe et l'Objet du mercredi 2 au dimanche 6 octobre 2024. La Ville et le mécène fixent par la signature de cette convention, les conditions du soutien financier consenti ainsi, le don accordé par le mécène de 1000€ est exclusivement destiné au financement de l'opération.

**313** du 5 août : Convention de partenariat, avec le Département de l'Oise par l'intermédiaire de la Médiathèque Départementale de l'Oise (MDO), relative au partage de l'accès des offres de la MDO aux habitants de la commune par l'intermédiaire de la médiathèque de Senlis. Convention valable 1 an à compter de la date de signature des deux parties et fera l'objet annuellement d'une évaluation commune pour assurer son renouvellement. Coût : paiement d'une participation financière d'un montant de 0,20 € TTC par habitant de la Ville de Senlis correspondant au coût de fonctionnement de « Ma Médiathèque numérique ».

**314** du 8 octobre : Contrat d'abonnement avec à la plateforme WEBDETTE (64 Bidart), afin de recourir aux services en gestion de la dette, associés au logiciel. Le présent contrat prend effet à compter du 1er janvier 2025 pour une durée d'un an, renouvelable tacitement trois fois. Coût annuel : 1 680 € HT soit 2 016 € TTC.

**315** du 2 octobre : Convention de mécénat financier avec la société Krys (60 Senlis), dans le cadre de l'édition 2024 du Salon du livre organisé par la Médiathèque municipale de la Ville de Senlis, en partenariat avec les librairies Saint-Pierre et Le Verbe et l'Objet du mercredi 2 au dimanche 6 octobre 2024. La Ville et le mécène fixe par la signature de cette convention, les conditions du soutien financier consenti ainsi, le don accordé par le mécène de 600€ est exclusivement destiné au financement de l'opération.

**316** du 2 octobre - Demande de subvention auprès de l'Etat au titre de la Dotation de Soutien à l'Investissement Local, pour les travaux d'aménagement du Pôle d'Echanges Multimodal sur le parvis de la gare et les avenues Lattre de Tassigny et Mont l'Evêque. Montant de la demande de subvention 520 000 €.

**317** du 2 octobre : Demande d'un fond de concours sur 2024 auprès de la Communauté de Communes Senlis Sud Oise d'une subvention de 940 000 € afin de mener les travaux de réhabilitation - construction d'un conservatoire de musique et de danse dans l'ancien mess des officiers du Quartier Ordener pour un coût total de 5 425 194 € HT (phase travaux et maîtrise d'œuvre suivi des travaux).

**318** du 2 octobre : Convention avec l'association « Art et Amitié » (60 Senlis), pour la mise à disposition du local situé 8 rue de la Chapelle, pour une durée d'un an, renouvelable tacitement chaque année à date anniversaire sans pour autant dépasser deux renouvellements. Convention passée à titre gracieux.

**319** du 3 octobre : Décision de ne pas user du « droit de préemption » pour les déclarations d'intention d'aliéner des biens suivants :

au titre du D.P.U. du secteur sauvegardé - site patrimonial remarquable :

- 4 rue du Four et 9 rue Léon Fautrat
- 3 à 7 rue de Villevert
- 12/14 rue de Meaux, 26 rue de la **Poterne** et 8 bis rue de la Cognée
- 52 rue Vieille de Paris
- 16 rue de l'Apport au Pain
- 31 rue de Meaux
- 7 rue de la Tonnellerie
- 3 place Saint Maurice
- 49 place de la Halle
- 1 rue Saint Hilaire
- 23-25 place de la Halle

au titre du D.P.U. extra-muros :

- 33 avenue Albert 1er
- Le Moulin Saint Rieul (AV336)
- 9 rue du Moulin du Gué de Pont
- 19 rue André Maginot
- 7A rue de la Passerelle
- 39 avenue du Maréchal Foch
- 19 rue André Maginot
- 3 square du Champ Pivonnet
- 18 place Saint Martin
- 6 et 8 avenue de Creil
- 5 rue du Moulin du Roy
- 5 allée des Marcassins
- 50 avenue du **Général** de Gaulle
- 9 rue de la Double Haie
- 73 rue du Moulin Saint Tron
- 30f avenue de la Muette
- 1 rue du Moulin Saint Rieul
- 40 rue du Faubourg Saint Martin
- 7avenue Félix Vernois
- 26 avenue de la Fontaine des Rainettes
- 3 avenue du Pré de l'Evêque
- 1 place de Villemétrie
- 2 square de Pontpoint
- 20 rue de la Carrière
- 21 rue du Moulin du Roy
- 24 rue de la Hallebarde
- 18 rue du Moulin Saint Etienne
- 7 rue de la Champignonnière
- 95 rue du Moulin Saint Tron

**320** du 3 octobre - Contrat avec la société BERGER LEVRAULT (92 Boulogne Billancourt), pour la fourniture de « MonPortail RH e.sedit RH », solution permettant l'utilisation des interfaces distantes du logiciel de gestion des Ressources Humaines e.sedit (accès au dossier individuel, demandes RH dématérialisées), pour une durée de 36 mois. Coût : Montant mensuel : 270 € HT soit 324 € TTC au titre de l'abonnement de l'applicatif. Montant forfaitaire : 2 165 € HT soit 2 598 € TTC au titre des prestations d'installation, de paramétrage et d'accompagnement.

**321** du 4 octobre : Renouvellement du contrat de maintenance pour l'ascenseur de la Bibliothèque Municipale avec la société OTIS, Agence Picardie (80 Camon). Le contrat prend effet à compter du 1er janvier 2024 pour une durée d'un an expirant le 31 décembre 2024. Le contrat est renouvelable par reconduction tacite pour des périodes successives d'une durée d'un an. Montant annuel : 3 738,13 € HT soit 4 485,76 € TTC.

**322** du 4 octobre : Renouvellement du contrat de maintenance pour le monte-charge au Centre de l'Obélisque avec la société OTIS, Agence Picardie (80 Camon). Le contrat prend effet à compter du 1er janvier 2024 pour une durée d'un an expirant le 31 décembre 2024. Le contrat est renouvelable par reconduction tacite pour des périodes successives d'une durée d'un an. Montant annuel : 3 108,62 € HT soit 3 730,34 € TTC.

**323** du 10 octobre : Conclusion d'un marché relatif à la mission de coordination SPS pour les travaux d'aménagement d'un pôle d'échange multimodal sur le parvis de la gare de Senlis et la rénovation de ses deux annexes avec la société CFC (60 Ressons sur Martz). Le marché est conclu à compter de sa date de notification soit le 10 octobre 2024 et prend fin à l'achèvement de l'ensemble des travaux d'aménagement et de rénovation. Le marché public comporte deux opérations : Opération 1 - mission de coordination SPS pour les travaux d'aménagement du pôle d'échange multimodal sur le parvis de la gare pour un montant de 10 980 € HT soit 13 176 € TTC et Opération 2 - mission de coordination SPS pour les travaux de rénovation des 2 annexes de la gare pour un montant de 7 920 € HT soit 9 504 € TTC. Montant total : 18 900 € HT soit 22 680 € TTC.

**324** du 10 octobre : Convention avec Madame Anne DIDIER (45 Orléans), pour une demi-journée de signatures, le 5 octobre 2024, à l'Espace Saint-Pierre, dans le cadre du Salon du livre 2024. Coût : 155,70 € TTC.

**325** du 10 octobre : Convention avec Madame Carina ROZENFELD (75 Paris 15ème), pour deux journées de rencontres dans les établissements scolaires de Senlis, les jeudi 3 et vendredi 4 octobre 2024 et de deux demi-journées de signatures, le samedi 5 et le dimanche 6 octobre 2024, à l'Espace Saint-Pierre, dans le cadre du Salon du livre 2024. Coût : 1 300,54 € TTC.

**326** du 10 octobre : Convention avec Monsieur Olivier DELOYE (33 Cenon), pour une journée de rencontres dans les établissements scolaires de Senlis, le vendredi 4 octobre 2024 et d'une demi-journée de signatures, le samedi 5 octobre 2024, à l'Espace Saint-Pierre, dans le cadre du Salon du livre 2024. Coût : 715,27 € TTC.

**327** du 10 octobre : Convention avec Madame Brigitte LANNAUD LEVY (75 Paris 5ème), pour l'animation d'un atelier de peinture sur le parvis de l'Espace Saint-Pierre, le dimanche 6 octobre 2024, dans le cadre du Salon du livre 2024. Coût : 350 € TTC.

**328** du 10 octobre : Conclusion d'un marché relatif à la mission d'ordonnancement, de pilotage et de coordination pour les travaux d'aménagement d'un pôle d'échange multimodal sur le parvis de la gare de Senlis et la rénovation de ses deux annexes avec la société CFC (60 Ressons sur Martz). Le marché est conclu à compter de sa date de notification soit le 10 octobre 2024 et prend fin à l'achèvement de l'ensemble des travaux d'aménagement et de rénovation, lesquels qui comportent une période de préparation d'un moi et une durée prévisionnelle des travaux de huit mois. Le marché public comporte deux opérations : Opération 1 - mission OPC pour les travaux d'aménagement du pôle d'échange multimodal sur le parvis de la gare pour un montant de 13 320 € HT soit 15 984 € TTC et Opération 2 - mission OPC pour les travaux de rénovation des 2 annexes de la gare pour un montant de 9 270 € HT soit 11 124 € TTC. Montant total : 22 590 € HT soit 27 108 € TTC.

**329** du 10 octobre : Modification n°1 du marché public relatif aux travaux d'entretien courant des voiries et réseaux communaux conclu avec la société OISE TP, Etablissement de LHOTELLIER TRAVAUX PUBLICS (60 Beauvais) portant ajout au bordereau des prix unitaires de postes majorant les travaux pour réalisation de nuit. Toutes les autres clauses du marché initial demeurent applicables.

**330** du 10 octobre : Modification n°2 du marché public relatif à l'exploitation des transports publics urbains conclu avec la société KEOLIS OISE (60 Senlis) celui-ci est modifié de la façon suivante : La proposition d'amélioration de la desserte Fours-à-Chaux – Bordeaux-Odent, issue de la modification n°1, est supprimée ; La proposition d'amélioration de la desserte Fours-à-Chaux – Bordeaux-Odent les jours de marché, issue de la modification n°1, correspond à 1 577 km / an. Le montant de 7 112 € H.T. est inchangé ; Il est créé une amélioration des dessertes vers le nouvel arrêt pôle AMAZON comprenant 10 courses entre la gare et le site à compter du 14 octobre 2024. Le montant de la modification n°2, incluant les rectifications de l'acte modificatif n°1, est de 81 107,00 € H.T., soit 89 217,70 € T.T.C. pour 17 984 km commerciaux supplémentaires. Le nouveau total annuel du marché est de 1 000 000,47 € H.T., soit 1 100 000,52 € T.T.C., dont le prix est réglé en fonction du nombre de kilomètres réellement parcourus. Le kilométrage cumulé sur toute la durée du marché est porté de 1 222 476 km initiaux à 1 282 986 km, soit un écart de + 4,95 %.

**331** du 11 octobre : Demande de subvention auprès de la Région Hauts-de-France, dans le cadre de l'enveloppe dédiée « Action Cœur de Ville », dans le cadre de la mise en valeur des formes urbaines, de l'espace public et du patrimoine ainsi que dans l'objectif de favoriser, à terme, le développement des mobilités. La présente sollicitation à hauteur de 230 000 € porte sur les travaux de restauration des annexes (est et ouest) de l'ancienne gare ferroviaire de Senlis, inscrit au titre des Monuments Historique.

**332** du 9 octobre : Demande de subvention auprès de la Direction Régionale des Affaires Culturelles pour l'organisation du Salon du Livre de la Médiathèque du se tiendra du 2 au 6 octobre 2024. Montant de la subvention : 6 000 €.

**333** du 16 octobre : Modification n°1 du marché public relatif à la finalisation des missions de la révision du Plan Local de l'Urbanisme conclu avec la société ATOPIA (75 Paris 9ème ) Les articles 9 « Paiement » de l'acte d'engagement, 10.5 « Acompte » du C.C.P., 13.2 « Echelonnement du règlement » du C.C.P. sont modifiés selon les stipulations de l'acte modificatif. La présente modification n'a aucune incidence financière sur le montant du marché public.

**334** du 10 octobre : Modification n°1 du marché public conclu avec la société COLAS France (60 Senlis) relatif au réaménagement des stationnements cours Thoré-Montmorency, Lot n°1 : Voirie et réseaux divers, tranche ferme et tranche optionnelle. Le montant de la modification est de 250 804,96 € H.T., soit 300 965,95 € T.T.C.

**335** du 10 octobre : Modification n°1 du marché public relatif aux travaux d'entretien courant des voiries et réseaux communaux conclu avec la société DEGAUCHY TP (60 Cannectancourt) portant ajout au bordereau des prix unitaires de postes majorant les travaux pour réalisation de nuit. Toutes les autres clauses du marché initial demeurent applicables.

**336** du 10 octobre : Modification n°1 du marché public relatif aux travaux d'entretien courant des voiries et réseaux communaux conclu avec la société COLAS FRANCE (60 Senlis) portant ajout au bordereau des prix unitaires de postes majorant les travaux pour réalisation de nuit. Toutes les autres clauses du marché initial demeurent applicables.

**337** du 16 octobre - Contrat de services Bles BL Connect Sedit avec la société BERGER LEVRAULT (31 Labege), pour le progiciel de gestion des Ressources Humaines BL Connect données social Sedit RH, pour une durée de 36 mois à compter du 1er novembre 2024 jusqu'au 31 octobre 2027. Coût : Montant annuel : 1 694,20 € HT soit 2 033,04 € TTC. Les dépenses seront imputées sur les crédits inscrits au budget principal de la Ville.

**338** du 13 novembre : Convention de prestation de service avec Monsieur Olivier COSTE (26 Valence), pour 4 cours de danse jazz, le samedi 23 et dimanche 24 novembre 2024, salle de l'Obélisque, dans le cadre de la programmation « Senlis mène la

danse 2024 ». Coût : 781 € TTC auxquels s'ajouteront les frais de restauration, d'hébergement et de transport aller-retour de Roissy TGV à Senlis.

**339** du 17 octobre : Convention d'accueil avec la Ligue de l'Enseignement, pour la mise à disposition des locaux du groupe scolaire Brichebay afin d'organiser deux stages de formation générale B.A.F.A et la prise en charge des frais de stage pour les habitants de Senlis, du lundi 19 octobre au samedi 2 novembre 2024. Les stagiaires senlisiens bénéficieront d'une prise en charge totale ou partielle du montant du stage, cette somme sera versée directement par la Ville à la Ligue de l'Enseignement (formation générale BAFA 450 €, formation approfondissement BAFA 370 €).

**340** du 20 octobre : Contrat de cession de droits d'exploitation avec Incidence chorégraphique (91 Vert le Grand) pour deux représentations, le samedi 23 novembre 2024 à 20h30 et le dimanche 24 novembre 2024 à 18h30, au sein du Manège Ordener, dans le cadre de Senlis fait son théâtre 2024. Coût : La Ville de Senlis versera à la compagnie la somme de 11 960 € net auxquels s'ajouteront les repas, collations, hébergement et le transport.

**341** du 22 octobre : Convention de mutualisation des ressources de formation du moniteur aux maniement des armes (catégorie B) entre la Mairie de Nanteuil le Haudouin et la Ville de Senlis afin de préciser les conditions et les modalités de cette mutualisation pour encadrer les séances d'entrainement au tir des policiers municipaux de la ville de Senlis. Les séances de formation à l'entrainement aux maniements des armes s'effectueront au stand de tir de Senlis (rue du clos de la santé 60300 Senlis). La convention prend effet à compter du 1er novembre 2024 jusqu'au 31 octobre 2025.

**342** du 24 octobre : Convention de tournage avec l'association Les Film du masque (60 Montataire), pour le tournage d'un court métrage « LA FORÊT » et l'utilisation d'une salle municipale du 25 au 28 octobre 2024 sur la commune de Senlis, conformément aux tarifs municipaux en vigueur. Convention passée à titre gracieux.

**343** du 25 octobre : Convention d'occupation d'une salle municipale avec l'association « Comité des Fêtes » (60 Senlis) pour la mise à disposition de l'Espace Saint-Pierre afin d'y tenir le salon du chocolat, du 1er au 3 novembre 2024 de 10h à 20h. Recette : 1 350 €.

**344** du 31 octobre : Modification n°4 du marché public relatif à la maîtrise d'œuvre pour l'aménagement d'un pôle d'échanges multimodal sur le parvis de l'ancienne gare de Senlis, tranche ferme « Missions portant sur les ouvrages d'infrastructure » conclu avec le groupement AXP URBICUS (mandataire) / cabinet MERLIN / SOJA ARCHITECTURE (co-traitants) (78 Versailles). Le coût prévisionnel des travaux de la tranche ferme « Missions portant sur les ouvrages d'infrastructure » est arrêté à 2 760 786,96 € HT décomposé comme suit : Lot n°1 : Voirie, réseau divers et éclairages : 2 434 945,60 € HT. Lot n°2 : Espaces verts et mobiliers : 325 841,36 € HT comprenant les prestations supplémentaires suivantes : Prestation supplémentaire n°1 : Défrichage – débroussaillage – nettoyage – abattage, Prestation supplémentaire n°2 : Transplantation, mise en jauge et entretien des végétaux en jauge, Prestation supplémentaire n°3 : Aire de jeux. Le nouveau montant du forfait définitif de rémunération du maître d'œuvre pour la tranche ferme correspondant à la mission de base s'élève à 165 647,22 € HT soit 198 776,66 € TTC. Le nouveau montant total du marché s'élève à 181 737,22 € HT soit 218 084,66 € TTC (+25,83%). Toutes les autres clauses du marché initial demeurent applicables.

**345** du 5 novembre : Contrat avec The New English Ballet Theater (Londres, Angleterre), pour un extrait du spectacle « Avez-vous vu mon chapeau ? » (23 min), le dimanche 24 novembre 2024 à 18h30, au sein du Manège Ordener, dans le cadre de la programmation « Senlis mène la danse 2024 ». Coût : 3 000 € TTC auxquels s'ajouteront les repas et collations pour 8 personnes.

**346** du 5 novembre : Contrat de cession du droit d'exploitation d'un spectacle avec la société Dream Box (95 Roissy-en-France), pour 3 sets de « Jazz Band Noël », le dimanche 8 décembre 2024 entre 14h30 et 17h30, lors du Marché de Noël 2024. Coût : 1 877,90 € TTC.

**347** du 5 novembre : Marché subséquent n°6 relatif à l'aménagement de la rue du Haut de Villevert avec la société DEGAUCHY (60 Cannectancourt). Le marché entre en vigueur à compter de la notification de l'ordre de service et prend fin à l'achèvement des prestations. Le calendrier prévisionnel des travaux est le suivant : Pour la 1ère partie « Renouvellement du réseau d'eau potable », les travaux débuteront par une période de préparation d'un mois du 13 janvier 2025 au 7 février 2025, ensuite les travaux dureront 12 semaines soit 3 mois. Le commencement des travaux prévisionnel est le 10 février 2025 soit une livraison de chantier le 2 mai 2025. Pour la 2ème partie « Aménagement de la voirie » les travaux débuteront par une période de préparation d'un mois du 7 avril 2025 au 2 mai 2025, ensuite les travaux dureront 12 semaines soit 3 mois. Le commencement des travaux prévisionnel est le 5 mai 2025 soit une livraison de chantier le 25 juillet 2025. Le montant total du marché est de 490 447,24 € HT soit 588 536,69 € TTC décomposé comme suit : Travaux d'entretien de la voirie : 298 970,50 € HT soit 358 764,60 € TTC. Renouvellement du réseau d'eau potable : 173 383,00 € HT soit 208 059,60 € T.T.C. Chemisage sur le réseau d'eaux usées : 18 093,74 € HT soit 21 712,49 € TTC. La prestation supplémentaire éventuelle « Réfection de voirie rue du Pont de Pierre » n'est pas retenue.

**348** du 7 novembre : Convention d'occupation temporaire du domaine privé communal avec la société « EURL GARANCE PREPPY » (60 Senlis), pour la mise à disposition du Prieuré Saint-Maurice afin d'y tenir le vernissage et une exposition vente des créations de la joaillerie et créatrice Janine RENARD, le 29 et 30 novembre 2024. Recette : 831 €.

**349** du 8 novembre : Convention d'occupation temporaire du domaine privé communal avec l'association « Comité International du Bien être » (60 Senlis) pour la mise à disposition de l'Espace Saint-Pierre afin d'y tenir le salon du bien être et du bio, les 16 et 17 novembre 2024. Recette : 900 €.

**350** du 8 novembre : Convention avec l'association Music'Anim (77 Meaux), dans le cadre d'une représentation musicale à la résidence autonomie Thomas Couture pour la journée du 13 novembre 2024 de 14h30 à 16h00. Coût : 250 € TTC.

**351** du 12 novembre : Conclusion d'un marché public relatif à la location et maintenance de terminaux de paiement électroniques pour la piscine, la bibliothèque, et les Musées de Senlis avec la société JDC (33 Burges). Le marché prend effet à compter du terme du précédent contrat de location pour une durée d'un an. Il pourra être reconduit tacitement pour une période annuelle, dans la limite de trois fois. Montant pour la location de l'ensemble des terminaux : 120,60 € HT soit 144,72 € TTC. Les frais de dossier sont de 12,00 € HT soit 14,40 € TTC.

**352** du 12 novembre : Contrat d'abonnement PRTG NETWORK Monitor pour 2 500 capteurs avec la société BY THE WAY (59 Vendeville). Le contrat prend effet à compter du 17 novembre 2024 pour une durée d'un an. Il pourra être reconduit tacitement pour une période annuelle, dans la limite de deux fois. Montant annuel : 4 900 € HT soit 5 880 € TTC.

**353** du 14 novembre : Convention d'occupation temporaire du domaine privé communal avec l'association Lions Club de Senlis Trois Forêts (60 Senlis) pour la mise à disposition du Manège du Quartier Ordener afin d'y tenir le 30ème salon des Vins, du 15 au 17 novembre 2024. Convention passée à titre gracieux.

**354** du 14 novembre : Contrat de cession du droit d'exploitation d'un spectacle et d'une annexe avec le Centre Chorégraphique National Rennes et de Bretagne (35 Rennes), pour une représentation en version courte du spectacle « Wild Cat », le dimanche 24 novembre 2024 entre 10h et 11h30, au gymnase Anne de Kiev, dans le cadre de la programmation de « Senlis mène la danse 2024 ». Coût : 3 709,80 € TTC auxquels s'ajouteront les repas, collations, hébergement et transport dans Senlis et jusqu'à une gare.

**355** du 14 novembre : Convention de partenariat avec le Comité de Jumelage (60 Senlis) afin d'offrir un verre de l'amitié à tous les participants lors du marché de Noël, dans le cadre du Senlis en fête. Convention passée à titre gracieux.

**356** du 19 novembre : Convention d'occupation d'une salle municipale avec l'association « Paroisse St Rieul » (60 Senlis) pour la mise à disposition du Prieuré Saint Maurice afin d'y tenir un concert de la maitrise des enfants suivi d'un goûter de l'Avent, le 1er décembre 2024. Convention passée à titre gracieux.

**357** du 20 novembre : Autorisation du CCAS de la Ville de Senlis à procéder à la dématérialisation des actes administratifs et budgétaires soumis au contrôle de légalité via le portail Fast mis en œuvre par la Ville de Senlis vers la Préfecture de l'Oise (60 Beauvais) - Aucune incidence financière.

**358** du 20 novembre : Révision des tarifs repas mensuel au vu de l'organisation du repas de Noël de la Résidence Autonomie Thomas Couture, le tarif sera actualisé pour la mois de décembre 2024 à 30 €.

**359** du 21 novembre : Convention avec l'association Nan ! (95 Pontoise), dans le cadre d'une représentation musicale à la résidence autonomie Thomas Couture pour la journée du 18 décembre 2024 de 12h30 à 14h30. Coût : 300 € TTC.

*L'exposé entendu,* ***Madame le Maire*** *a soumis ce projet de délibération au* ***Conseil Municipal*** *qui* a pris acte des décisions susvisées.

*Le Secrétaire de Séance*
Magalie BENOIST

MAIRIE DE SENLIS (Oise)

*Le Maire*
Pascale LOISELEUR

*Cette délibération peut faire l'objet d'un recours dans un délai de deux mois à compter de sa publicité et de sa transmission au contrôle de légalité, par courrier adressé au Tribunal administratif d'Amiens, 14 rue Lemerchier, 80000 AMIENS, ou via l'application Télérecours citoyens, accessible via le site internet www.telerecours.fr.*

# Extrait du REGISTRE des

# DÉLIBÉRATIONS du CONSEIL MUNICIPAL

## SÉANCE du jeudi 12 décembre 2024

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Le Conseil Municipal de la Commune de SENLIS (Oise), légalement convoqué le 6 décembre 2024 par Madame LOISELEUR, Maire, s'est assemblé le jeudi 12 décembre 2024 à 19h00 au lieu ordinaire de ses séances à l'Hôtel de Ville de Senlis, en vue de délibérer sur les affaires inscrites à l'ordre du jour.

Nombre de conseillers municipaux en exercice : 33 - Présents : 21 - Pouvoirs : 10 - Votants : 31 - Absents : 2

**Présents :** Mme LOISELEUR - Mme ROBERT - M. GAUDUBOIS - Mme SIBILLE - M. GUÉDRAS - M. NGUYEN PHUOC VONG - Mme PALIN SAINTE AGATHE - M. REIGNAULT - Mme MIFSUD - M. LECOMTE - Mme BALOSSIER - M. CURTIL - Mme GORSE CAILLOU - M. LEFEVRE - Mme MAUPAS - Mme GLASTRA - Mme DUBOIS - Mme PRUVOST-BITAR - Mme AUNOS - Mme REYNAL - Mme BENOIST - **Ont donné mandat de voter en leur nom :** Mme LUDMANN à M. LEFEVRE - M. GAUDION à Mme GLASTRA - M. DELACROY à Mme ROBERT - Mme BOUTEMY à Mme SIBILLE - Mme LEPITRE à M. GAUDUBOIS - Mme AIT M BARK à Mme LOISELEUR - M. CHAPUIS à M. REIGNAULT - M. FLEURETTE à Mme PRUVOST-BITAR - M. BOULANGER à Mme AUNOS - M. GEOFFROY à Mme BENOIST - **Absents :** Mme VALLER - M. DIEDRICH - **Secrétaire de séance :** Mme BENOIST - **Présidence de séance :** Mme LOISELEUR, Maire.

## N° 04 - Avenant n° 4 au contrat de délégation du service public de production et de distribution de l'eau potable

**Monsieur GUÉDRAS expose :**

Vu le Code de la commande publique et notamment son article L 1121-3 ;

Vu l'article L 1411-6 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu la délibération du 19 janvier 2012 attribuant à la société SEAO VEOLIA EAU, la Délégation du Service Public pour le service public de production et de distribution de l'eau potable à compter du 1er février 2012 ;

Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 25 septembre 2014, relative à l'avenant n°1 au contrat de délégation du service public de production et de distribution de l'eau potable ;

Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 15 décembre 2021, relative à l'avenant n°2 au contrat de délégation du service public de production et de distribution de l'eau potable ;

Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 13 décembre 2022, relative à l'avenant n°3 au contrat de délégation du service public de production et de distribution de l'eau potable ;

Vu la présentation faite lors de la commission travaux en date du 28 novembre 2024 ;

Vu le projet d'avenant et ses annexes joints à la présente et portés à la connaissance de l'ensemble des conseillers municipaux,

Considérant l'avenant n° 3 de la DSP eau potable intègre les travaux de traitement de l'eau sur le forage d'Aumont, suite non-conformités détectées sur les nouveaux métabolites dont le Desphényl-chloridazone (DPC) et le Méthyl desphényl-chloridazone (MDPC);

Considérant que l'hydrogéologue agrée dans le cadre de son étude a émis un avis réservé sur le projet de la construction de l'unité de traitement d'Aumont prévue dans le cadre de l'avenant n°3, et plus particulièrement sur la réalisation d'une lagune dans le périmètre immédiat du captage d'Aumont ;

Considérant qu'une nouvelle solution a été proposée afin de remplacer la lagune. Cette solution concerne le raccordement des eaux de lavage de l'unité de traitement au réseau d'assainissement. Une canalisation sera réalisée, pour relier l'unité

Acte exécutoire le 19 DEC. 2024 - Reçu par la Préfecture le 19 DEC. 2024 et publié sur le site internet de la Ville le 19 DEC. 2024

de traitement au réseau d'assainissement et ainsi envoyer l'eau de lavage jusqu'au réseau d'assainissement, d'une longueur de 430 m au niveau de la route d'Aumont.

Considérant l'avis favorable de l'ARS en date du 28 juin 2024 sur la nouvelle solution ;

Considérant les charges nouvelles qui incombent au délégataire pour la réalisation de ces travaux, le Délégataire percevra une nouvelle rémunération ;

Ces travaux à la charge financière du Délégataire seront rémunérés sur le prix de l'eau comme défini dans le tableau ci-dessous;

Conformément à l'article 40, 1er alinéa du contrat, les parties se sont accordées pour adapter les stipulations contractuelles, réviser la rémunération pour tenir compte de ces nouvelles obligations et conclure le présent avenant n° 4 ;

*L'exposé entendu,* ***Madame le Maire*** *a soumis au vote ce projet de délibération et* ***le Conseil Municipal*** *à main levée et* ***à l'unanimité des suffrages exprimés (7 abstentions : M. FLEURETTE par le pouvoir donné à Mme PRUVOST-BITAR, Mme PRUVOST-BITAR, Mme AUNOS, Mme REYNAL, Mme BENOIST, M. BOULANGER par pouvoir donné à Mme AUNOS et M. GEOFFROY par pouvoir donné à Mme BENOIST),***

- a approuvé le projet d'avenant n° 4 sur le contrat de délégation du service public de production et de distribution de l'eau potable,
- a autorisé Madame le Maire à signer cet avenant et tous actes et documents afférents,
- a autorisé Madame le Maire à effectuer toutes diligences nécessaires pour rendre exécutoire l'avenant au contrat,
- a autorisé Madame le Maire à modifier la part proportionnelle « Ro » du tarif de base, définie à l'article 32-1 du contrat, en valeur de base au 1er septembre 2011, et acter l'impact financier de l'avenant comme suit :

| PARTIE PROPORTIONNELLE = prix en € hors taxes par mètre cube | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Tranche de consommation | Tarifs de base (en valeur 01/09/2011) | Tarifs avenant n°1 (en valeur 01/09/2011) | Tarifs avenant n°2 (en valeur 01/09/2011) | Tarifs de base actuels avenant n°3 (en valeur 01/09/2011) | Incidence du présent avenant sur tarifs de base | Tarifs avenant n°4 (en valeur 01/09/2011) |
| De 0 à 30 m³ | 0,1000 € HT/m³ | 0,2140 € HT/m³ | 0,2140 € HT/m³ | 0,3815 € HT/m³ | 0,0246 € HT/m³ | **0,4061 € HT/m3** |
| De 31 à 120 m³ | 0,1850 € HT/m³ | 0,2990 € HT/m³ | 0,3150 € HT/m³ | 0,4825 € HT/m³ | 0,0246 € HT/m³ | **0,5071 € HT/m3** |
| > 120 m³ | 0,2241 € HT/m³ | 0,3381 € HT/m³ | 0,3541 € HT/m³ | 0,5216 € HT/m³ | 0,0246 € HT/m³ | **0,5462 € HT/m3** |

La surtaxe communale ne sera pas modifiée.

*Le Secrétaire de Séance*
Magalie BENOIST

MAIRIE DE SENLIS (Oise)

*Le Maire*
Pascale LOISELEUR

*Cette délibération peut faire l'objet d'un recours dans un délai de deux mois à compter de sa publicité et de sa transmission au contrôle de légalité, par courrier adressé au Tribunal administratif d'Amiens, 14 rue Lemerchier, 80000 AMIENS, ou via l'application Télérecours citoyens, accessible via le site internet www.telerecours.fr.*

Acte exécutoire le 19/12/2024
Reçu par la Préfecture le 19/12/2024
Publié sur le Site Internet de la Ville le 19/12/2024

Conseil Municipal du 12 décembre 2024
Délibération n°4 - Annexe 1

# DEPARTEMENT DE L'OISE

# AVENANT N°4
# AU CONTRAT DE DÉLÉGATION
# DU SERVICE PUBLIC DE PRODUCTION ET DE DISTRIBUTION DE L'EAU POTABLE

Exemplaires destiné à :

- la Collectivité,

- la Préfecture,

- la DDFIP,

- la S.E.A.O.

**DEPARTEMENT DE L'OISE**

# Ville de SENLIS

---

## AVENANT n°4

**AU CONTRAT DE DÉLÉGATION DU SERVICE PUBLIC DE PRODUCTION ET DISTRIBUTION D'EAU POTABLE**

---

**Modifications des modalités de rejet de l'unité de traitement des pesticides d'Aumont**

Projet

# DEPARTEMENT DE L'OISE

# Ville de SENLIS

---

# AVENANT n°4

**AU CONTRAT DE DÉLÉGATION DU SERVICE PUBLIC DE PRODUCTION ET DISTRIBUTION D'EAU POTABLE**

---

## Modifications des modalités de rejet de l'unité de traitement des pesticides d'Aumont

Projet

Entre :
La **Ville de Senlis**, représentée par son Maire, Madame Pascale LOISELEUR, dûment habilité à la signature des présentes par délibération du Conseil Municipal en date du 05 juillet 2020 et désignée dans ce qui suit par « la Collectivité »,

*d'une part,*

**et**

La **Société des Eaux et de l'Assainissement de l'Oise**, Société en Commandite par Actions, dont le siège social est à Beauvais (60000), 1 rue du Thérain, représentée par son Gérant, Monsieur Philippe FOREY, agissant au nom et pour le compte de ladite Société et désignée dans ce qui suit par « le Délégataire »,

*d'autre part,*

(La Collectivité et le Délégataire étant désignés les « Parties »)

**Il a été exposé ce qui suit :**

## EXPOSE PRELIMINAIRE

La Ville de Senlis (Collectivité) a confié au Délégataire la gestion de son service public de l'eau potable par un Contrat de délégation de service public visé en Sous-Préfecture le 25 janvier 2012 (« le Contrat ») modifié par 2 avenants :

- L'avenant n° 1, visé le 24 janvier 2015, porte sur la réalisation par le délégataire d'une unité de traitement du trichloréthylène et du tétrachloroéthylène.
- L'avenant n° 2, visé le 13 janvier 2022, porte sur l'intégration des réseaux d'alimentation d'eau potable et ses équipements de la zone d'activités des « Portes de Senlis » et du Quartier Ordener.
- L'avenant n° 3, visé le 14 décembre 2022, porte sur l'intégration de travaux concessifs relatifs à : la construction d'une unité de traitement des pesticides, travaux de raccordement de Bonsecours 2 à l'unité de traitement de Bonsecours 1, mise en place de 4 débitmètres, travaux de sécurisation du réservoir du Tombray et du forage d'Aumont, réalisation d'une modélisation hydraulique, réalisation d'un suivi analytique des CVM, ainsi que la mise en application de la loi portant sur l'autorisation d'intervention à proximité des réseaux (A.I.P.R)

La durée de l'affermage est fixée initialement à douze (12) ans, a été prolongée de 8 ans. Le contrat prendra fin le 31 janvier 2032.

## ARTICLE 1 - EVOLUTION DU CONTRAT

L'article 40 du contrat définit les possibilités de révision du contrat, comme suit :

- Après cinq ans depuis la date de prise d'effet du contrat ou depuis la révision des prix en application du présent article.
- En cas de variation de plus de 20 % du volume annuel global facturé, calculé sur la moyenne des trois dernières années depuis la dernière révision
- En cas de révision du périmètre délégué, notamment par application de l'article 9. Si le tarif du Délégataire a varié de plus de 12% par rapport au prix constaté lors de l'établissement du contrat ou au moment de la dernière révision.
- **En cas de modification substantielle des ouvrages et des procédés de production et de traitement.**
- Si une taxe, un impôt, une redevance ou des analyses sont mis à la charge du Délégataire ou si de tels montants, à la charge du Délégataire, varient de façon significative par rapport aux conditions initiales du contrat ou de la dernière révision.
- En cas de variation significative (plus de 30%) des volumes d'eau achetés ou vendus en dehors du périmètre de délégation.
- En cas de mise en service de nouvelles installations.
- En cas de modification des conditions d'exploitation suite à un changement de la réglementation.
- En cas de modification des conditions financières de fourniture d'eau.

Conformément à l'article 40, l'adaptation du procédé de traitement de l'unité d'Aumont prévue dans le cadre de l'avenant n°3, et plus particulièrement de rejet des eaux de lavage est intégrée au contrat par voie d'avenant.

Ainsi, compte tenu de ces éléments, les parties se sont rapprochées en vue d'établir le présent avenant, en application des stipulations de l'article 40 du Contrat, ainsi que dispositions de l'article L.3135-1 du code de la commande publique.

## ARTICLE 2 - REJET DES EAUX DE LAVAGE AU RÉSEAU D'ASSAINISSEMENT

Suite à l'avis réservé de l'hydrogéologue sur le projet de construction de l'unité de traitement d'Aumont prévue dans le cadre de l'avenant n°3, et plus particulièrement sur la réalisation d'une lagune dans le périmètre immédiat du captage

Projet

d'Aumont, la Collectivité a décidé de modifier le projet afin de rejeter les eaux de lavage de l'unité de traitement dans le réseau d'assainissement.

La lagune est alors remplacée par une cuve en béton de 35 m3 sous la dalle du bâtiment pour le stockage des eaux qui seront rejetées via 2 pompes dans le réseau d'assainissement. Une canalisation sera réalisée, pour relier l'unité de traitement au réseau d'assainissement et ainsi envoyer l'eau de lavage jusqu'au réseau d'assainissement, d'une longueur de 430 m au niveau de la route d'Aumont.

La description du projet technique figure dans la note présentée en annexe 1 du présent avenant.

Toutes les clauses et dispositions de l'avenant n°3 relatif à la construction de l'unité de traitement d'Aumont non expressément modifiées par les présentes demeurent intégralement applicables.

## ARTICLE 3 - FINANCEMENT DES TRAVAUX

Conformément à la demande de la collectivité, le délégataire s'engage à réaliser et financer les travaux de raccordement des eaux de lavage au réseau d'assainissement.

Ces travaux d'un montant de **160 998 € HT** à la charge financière du Délégataire sont rémunérés sur le prix de l'eau ; le coût intègre la moins-value relative à la non réalisation de la lagune.

Ce prix est ferme et prend en compte les études de conception, les études préalables et les travaux.

Les stipulations du présent article sont sans préjudice de toute indemnité dont la Collectivité pourrait également être redevable envers le Délégataire en cas de résiliation pour motif d'intérêt général.

## ARTICLE 4 - IMPACT TARIFAIRE DE L'AVENANT N°4

Compte tenu des charges nouvelles qui lui incombent comme indiquées dans aux articles 2 et 3 du présent avenant, le Délégataire percevra une nouvelle rémunération :

| Désignation | Annuité investissement € HT | Part variable investissement | Part variable exploitation | Impact total en € HT/m3 |
|---|---|---|---|---|
| Rejet eaux de lavage au réseau d'assainissement | 25 983 € HT | 0,0240 €HT/m3 | 0,0006 €HT/m3 | 0,0246 € HT/m3 |

## ARTICLE 5 - MODIFICATION DU TARIF DE BASE

A compter de la prise d'effet du présent avenant, en contrepartie des nouvelles charges incombant au Délégataire définies aux articles du présent texte, les tarifs de base de la part proportionnelle « Ro » définies à l'article 32-1 du Contrat, en valeur de base au 01 septembre 2011, sont redéfinis comme suit :

| PAR FIXE = prix en € Hors Taxes |
|---|

| Part fixe | Diamètres des compteurs d'eau | Base Contrat | Avenant 2 | Avenant 3 |
|---|---|---|---|---|
| | | | Intégration quartier Ordener et ZAC Portes de Senlis | Modifications du contrat de délégation du service public d'eau potable et travaux de traitement des pesticides |
| Semestrielle | Ø 15 mm | 5,00 € | 5,00 € | 5,00 € |
| | Ø 20 mm | 5,00 € | 5,00 € | 5,00 € |
| | Ø 30 mm | 40,00 € | 40,00 € | 40,00 € |
| | Ø 40 mm | 65,00 € | 65,00 € | 65,00 € |
| | Ø 50 mm | 110,00 € | 110,00 € | 110,00 € |
| | Ø 60 mm | 160,00 € | 160,00 € | 160,00 € |
| | Ø 80 mm | 275,00 € | 275,00 € | 275,00 € |
| | Ø 100 mm | 375,00 € | 375,00 € | 375,00 € |
| | Ø 150 mm | 750,00 € | 750,00 € | 750,00 € |

| PARTIE PROPORTIONNELLE = prix en € hors taxes par mètre cube | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| Tranche de consommation | Tarifs de base (en valeur 01/09/2011) | Tarifs avenant n°1 (en valeur 01/09/2011) | Tarifs avenant n°2 (en valeur 01/09/2011) | Tarifs avenant n°3 (en valeur 01/09/2011) | Tarifs avenant n°4 (en valeur 01/09/2011) |
| De 0 à 30 m³ | 0,1000 € HT/m³ | 0,2140 € HT/m³ | 0,2140 € HT/m³ | 0,3815 € HT/m³ | 0,4061 € HT/m3 |
| De 31 à 120 m³ | 0,1850 € HT/m³ | 0,2990 € HT/m³ | 0,3150 € HT/m³ | 0,4825 € HT/m³ | 0,5071 € HT/m3 |
| > 120 m³ | 0,2241 € HT/m³ | 0,3381 € HT/m³ | 0,3541 € HT/m³ | 0,5216 € HT/m³ | 0,5462 € HT/m3 |

Les tarifs non modifiés par le présent texte demeurent intégralement applicables.

L'ensemble des tarifs continue d'être actualisé par application de la formule d'indexation « K1 » définie à l'article 33 du Contrat.

Projet

## ARTICLE 6 - PRISE D'EFFET

Le présent avenant prendra effet au 1er janvier 2025 ou à la date à laquelle il aura acquis son caractère exécutoire.

Toutes les dispositions du Contrat et de ses avenants successifs non expressément abrogées ou modifiées par les présentes demeurent intégralement applicables.

## ARTICLE 7 - CONDITIONS SUSPENSIVES

Les parties ne seront tenues par les stipulations du présent avenant qu'à la condition expresse d'absence de tout recours, gracieux ou contentieux, à l'encontre du présent avenant ou de la délibération autorisant sa conclusion dans les délais de recours, et expiration du délai pendant lequel le présent avenant pourrait faire l'objet d'un retrait administratif.

En cas de recours exercé par un tiers à l'encontre du présent avenant ou de la délibération autorisant sa conclusion, les parties conviennent de se rencontrer sans délai pour examiner ensemble l'impact correspondant sur les conditions techniques et financières d'exécution du présent avenant.

## ARTICLE 8 - ANNEXES

Sont annexés au présent avenant :

- ✓ Annexe 1 : note technique modificative refoulement Aumont
- ✓ Annexe 2 : devis relatif au détail des prestations à mettre place.

| | |
|---|---|
| **Madame Le Maire de Senlis,** | **Le Gérant de la SEAO,** |
| **Fait à Senlis, le :** | **Fait à Beauvais, le :** |
| **Pascale LOISELEUR** | **Philippe FOREY** |

Projet

Acte exécutoire le 19/12/2024
Reçu par la Préfecture le 19/12/2024
Publié sur le Site Internet de la Ville le 19/12/2024

Conseil Municipal du 12 décembre 2024
Délibération n°4 - Annexe 1

# DEPARTEMENT DE L'OISE

# AVENANT N°4
# AU CONTRAT DE DÉLÉGATION
# DU SERVICE PUBLIC DE PRODUCTION ET DE DISTRIBUTION DE L'EAU POTABLE

Exemplaires destiné à :

- la Collectivité,

- la Préfecture,

- la DDFIP,

- la S.E.A.O.

**DEPARTEMENT DE L'OISE**

# Ville de SENLIS

---

## AVENANT n°4

**AU CONTRAT DE DÉLÉGATION DU SERVICE PUBLIC DE PRODUCTION ET DISTRIBUTION D'EAU POTABLE**

---

**Modifications des modalités de rejet de l'unité de traitement des pesticides d'Aumont**

Projet

# DEPARTEMENT DE L'OISE

# Ville de SENLIS

---

# AVENANT n°4

**AU CONTRAT DE DÉLÉGATION DU SERVICE PUBLIC DE PRODUCTION ET DISTRIBUTION D'EAU POTABLE**

---

## Modifications des modalités de rejet de l'unité de traitement des pesticides d'Aumont

Projet

Entre :
La **Ville de Senlis**, représentée par son Maire, Madame Pascale LOISELEUR, dûment habilité à la signature des présentes par délibération du Conseil Municipal en date du 05 juillet 2020 et désignée dans ce qui suit par « la Collectivité »,

*d'une part,*

**et**

La **Société des Eaux et de l'Assainissement de l'Oise**, Société en Commandite par Actions, dont le siège social est à Beauvais (60000), 1 rue du Thérain, représentée par son Gérant, Monsieur Philippe FOREY, agissant au nom et pour le compte de ladite Société et désignée dans ce qui suit par « le Délégataire »,

*d'autre part,*

(La Collectivité et le Délégataire étant désignés les « Parties »)

**Il a été exposé ce qui suit :**

## EXPOSE PRELIMINAIRE

La Ville de Senlis (Collectivité) a confié au Délégataire la gestion de son service public de l'eau potable par un Contrat de délégation de service public visé en Sous-Préfecture le 25 janvier 2012 (« le Contrat ») modifié par 2 avenants :

- L'avenant n° 1, visé le 24 janvier 2015, porte sur la réalisation par le délégataire d'une unité de traitement du trichloréthylène et du tétrachloroéthylène.
- L'avenant n° 2, visé le 13 janvier 2022, porte sur l'intégration des réseaux d'alimentation d'eau potable et ses équipements de la zone d'activités des « Portes de Senlis » et du Quartier Ordener.
- L'avenant n° 3, visé le 14 décembre 2022, porte sur l'intégration de travaux concessifs relatifs à : la construction d'une unité de traitement des pesticides, travaux de raccordement de Bonsecours 2 à l'unité de traitement de Bonsecours 1, mise en place de 4 débitmètres, travaux de sécurisation du réservoir du Tombray et du forage d'Aumont, réalisation d'une modélisation hydraulique, réalisation d'un suivi analytique des CVM, ainsi que la mise en application de la loi portant sur l'autorisation d'intervention à proximité des réseaux (A.I.P.R)

La durée de l'affermage est fixée initialement à douze (12) ans, a été prolongée de 8 ans. Le contrat prendra fin le 31 janvier 2032.

## ARTICLE 1 - EVOLUTION DU CONTRAT

L'article 40 du contrat définit les possibilités de révision du contrat, comme suit :

- Après cinq ans depuis la date de prise d'effet du contrat ou depuis la révision des prix en application du présent article.
- En cas de variation de plus de 20 % du volume annuel global facturé, calculé sur la moyenne des trois dernières années depuis la dernière révision
- En cas de révision du périmètre délégué, notamment par application de l'article 9. Si le tarif du Délégataire a varié de plus de 12% par rapport au prix constaté lors de l'établissement du contrat ou au moment de la dernière révision.
- **En cas de modification substantielle des ouvrages et des procédés de production et de traitement.**
- Si une taxe, un impôt, une redevance ou des analyses sont mis à la charge du Délégataire ou si de tels montants, à la charge du Délégataire, varient de façon significative par rapport aux conditions initiales du contrat ou de la dernière révision.
- En cas de variation significative (plus de 30%) des volumes d'eau achetés ou vendus en dehors du périmètre de délégation.
- En cas de mise en service de nouvelles installations.
- En cas de modification des conditions d'exploitation suite à un changement de la réglementation.
- En cas de modification des conditions financières de fourniture d'eau.

Conformément à l'article 40, l'adaptation du procédé de traitement de l'unité d'Aumont prévue dans le cadre de l'avenant n°3, et plus particulièrement de rejet des eaux de lavage est intégrée au contrat par voie d'avenant.

Ainsi, compte tenu de ces éléments, les parties se sont rapprochées en vue d'établir le présent avenant, en application des stipulations de l'article 40 du Contrat, ainsi que dispositions de l'article L.3135-1 du code de la commande publique.

## ARTICLE 2 - REJET DES EAUX DE LAVAGE AU RÉSEAU D'ASSAINISSEMENT

Suite à l'avis réservé de l'hydrogéologue sur le projet de construction de l'unité de traitement d'Aumont prévue dans le cadre de l'avenant n°3, et plus particulièrement sur la réalisation d'une lagune dans le périmètre immédiat du captage

Projet

d'Aumont, la Collectivité a décidé de modifier le projet afin de rejeter les eaux de lavage de l'unité de traitement dans le réseau d'assainissement.

La lagune est alors remplacée par une cuve en béton de 35 m3 sous la dalle du bâtiment pour le stockage des eaux qui seront rejetées via 2 pompes dans le réseau d'assainissement. Une canalisation sera réalisée, pour relier l'unité de traitement au réseau d'assainissement et ainsi envoyer l'eau de lavage jusqu'au réseau d'assainissement, d'une longueur de 430 m au niveau de la route d'Aumont.

La description du projet technique figure dans la note présentée en annexe 1 du présent avenant.

Toutes les clauses et dispositions de l'avenant n°3 relatif à la construction de l'unité de traitement d'Aumont non expressément modifiées par les présentes demeurent intégralement applicables.

## ARTICLE 3 - FINANCEMENT DES TRAVAUX

Conformément à la demande de la collectivité, le délégataire s'engage à réaliser et financer les travaux de raccordement des eaux de lavage au réseau d'assainissement.

Ces travaux d'un montant de **160 998 € HT** à la charge financière du Délégataire sont rémunérés sur le prix de l'eau ; le coût intègre la moins-value relative à la non réalisation de la lagune.

Ce prix est ferme et prend en compte les études de conception, les études préalables et les travaux.

Les stipulations du présent article sont sans préjudice de toute indemnité dont la Collectivité pourrait également être redevable envers le Délégataire en cas de résiliation pour motif d'intérêt général.

## ARTICLE 4 - IMPACT TARIFAIRE DE L'AVENANT N°4

Compte tenu des charges nouvelles qui lui incombent comme indiquées dans aux articles 2 et 3 du présent avenant, le Délégataire percevra une nouvelle rémunération :

| Désignation | Annuité investissement € HT | Part variable investissement | Part variable exploitation | Impact total en € HT/m3 |
|---|---|---|---|---|
| Rejet eaux de lavage au réseau d'assainissement | 25 983 € HT | 0,0240 €HT/m3 | 0,0006 €HT/m3 | 0,0246 € HT/m3 |

## ARTICLE 5 - MODIFICATION DU TARIF DE BASE

A compter de la prise d'effet du présent avenant, en contrepartie des nouvelles charges incombant au Délégataire définies aux articles du présent texte, les tarifs de base de la part proportionnelle « Ro » définies à l'article 32-1 du Contrat, en valeur de base au 01 septembre 2011, sont redéfinis comme suit :

| PAR FIXE = prix en € Hors Taxes |
|---|

| Part fixe | Diamètres des compteurs d'eau | Base Contrat | Avenant 2 | Avenant 3 |
|---|---|---|---|---|
| | | | Intégration quartier Ordener et ZAC Portes de Senlis | Modifications du contrat de délégation du service public d'eau potable et travaux de traitement des pesticides |
| Semestrielle | Ø 15 mm | 5,00 € | 5,00 € | 5,00 € |
| | Ø 20 mm | 5,00 € | 5,00 € | 5,00 € |
| | Ø 30 mm | 40,00 € | 40,00 € | 40,00 € |
| | Ø 40 mm | 65,00 € | 65,00 € | 65,00 € |
| | Ø 50 mm | 110,00 € | 110,00 € | 110,00 € |
| | Ø 60 mm | 160,00 € | 160,00 € | 160,00 € |
| | Ø 80 mm | 275,00 € | 275,00 € | 275,00 € |
| | Ø 100 mm | 375,00 € | 375,00 € | 375,00 € |
| | Ø 150 mm | 750,00 € | 750,00 € | 750,00 € |

| PARTIE PROPORTIONNELLE = prix en € hors taxes par mètre cube | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| Tranche de consommation | Tarifs de base (en valeur 01/09/2011) | Tarifs avenant n°1 (en valeur 01/09/2011) | Tarifs avenant n°2 (en valeur 01/09/2011) | Tarifs avenant n°3 (en valeur 01/09/2011) | Tarifs avenant n°4 (en valeur 01/09/2011) |
| De 0 à 30 m³ | 0,1000 € HT/m³ | 0,2140 € HT/m³ | 0,2140 € HT/m³ | 0,3815 € HT/m³ | 0,4061 € HT/m3 |
| De 31 à 120 m³ | 0,1850 € HT/m³ | 0,2990 € HT/m³ | 0,3150 € HT/m³ | 0,4825 € HT/m³ | 0,5071 € HT/m3 |
| > 120 m³ | 0,2241 € HT/m³ | 0,3381 € HT/m³ | 0,3541 € HT/m³ | 0,5216 € HT/m³ | 0,5462 € HT/m3 |

Les tarifs non modifiés par le présent texte demeurent intégralement applicables.

L'ensemble des tarifs continue d'être actualisé par application de la formule d'indexation « K1 » définie à l'article 33 du Contrat.

Projet

## ARTICLE 6 - PRISE D'EFFET

Le présent avenant prendra effet au 1er janvier 2025 ou à la date à laquelle il aura acquis son caractère exécutoire.

Toutes les dispositions du Contrat et de ses avenants successifs non expressément abrogées ou modifiées par les présentes demeurent intégralement applicables.

## ARTICLE 7 - CONDITIONS SUSPENSIVES

Les parties ne seront tenues par les stipulations du présent avenant qu'à la condition expresse d'absence de tout recours, gracieux ou contentieux, à l'encontre du présent avenant ou de la délibération autorisant sa conclusion dans les délais de recours, et expiration du délai pendant lequel le présent avenant pourrait faire l'objet d'un retrait administratif.

En cas de recours exercé par un tiers à l'encontre du présent avenant ou de la délibération autorisant sa conclusion, les parties conviennent de se rencontrer sans délai pour examiner ensemble l'impact correspondant sur les conditions techniques et financières d'exécution du présent avenant.

## ARTICLE 8 - ANNEXES

Sont annexés au présent avenant :

- ✓ Annexe 1 : note technique modificative refoulement Aumont
- ✓ Annexe 2 : devis relatif au détail des prestations à mettre place.

| | |
|---|---|
| **Madame Le Maire de Senlis,** | **Le Gérant de la SEAO,** |
| **Fait à Senlis, le :** | **Fait à Beauvais, le :** |
| **Pascale LOISELEUR** | **Philippe FOREY** |

Projet

# Extrait du REGISTRE des

# DÉLIBÉRATIONS du CONSEIL MUNICIPAL

## SÉANCE du jeudi 12 décembre 2024

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Le Conseil Municipal de la Commune de SENLIS (Oise), légalement convoqué le 6 décembre 2024 par Madame LOISELEUR, Maire, s'est assemblé le jeudi 12 décembre 2024 à 19h00 au lieu ordinaire de ses séances à l'Hôtel de Ville de Senlis, en vue de délibérer sur les affaires inscrites à l'ordre du jour.

Nombre de conseillers municipaux en exercice : 33 - Présents : 21 - Pouvoirs : 10 - Votants : 31 - Absents : 2

**Présents :** Mme LOISELEUR - Mme ROBERT - M. GAUDUBOIS - Mme SIBILLE - M. GUÉDRAS - M. NGUYEN PHUOC VONG - Mme PALIN SAINTE AGATHE - M. REIGNAULT - Mme MIFSUD - M. LECOMTE - Mme BALOSSIER - M. CURTIL - Mme GORSE CAILLOU - M. LEFEVRE - Mme MAUPAS - Mme GLASTRA - Mme DUBOIS - Mme PRUVOST-BITAR - Mme AUNOS - Mme REYNAL - Mme BENOIST - **Ont donné mandat de voter en leur nom :** Mme LUDMANN à M. LEFEVRE - M. GAUDION à Mme GLASTRA - M. DELACROY à Mme ROBERT - Mme BOUTEMY à Mme SIBILLE - Mme LEPITRE à M. GAUDUBOIS - Mme AIT M BARK à Mme LOISELEUR - M. CHAPUIS à M. REIGNAULT - M. FLEURETTE à Mme PRUVOST-BITAR - M. BOULANGER à Mme AUNOS - M. GEOFFROY à Mme BENOIST - **Absents :** Mme VALLER - M. DIEDRICH - **Secrétaire de séance :** Mme BENOIST - **Présidence de séance :** Mme LOISELEUR, Maire.

## N° 05 - Réforme de la redevance de l'agence de l'eau - Fixation des contre-valeurs au titre des redevances pour la performance des réseaux d'assainissement

**Monsieur GUÉDRAS expose :**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L. 2224-12-2 à L. 2224-12-4 ;

Vu le Code de l'environnement, notamment ses articles L. 213-10-1 à L. 213-10-6, D. 213-48-12-1 à D. 213-48-12-13 ;

Vu l'article 101 de la loi n° 2023-1322 du 29 décembre 2023 de finances pour 2024, portant sur la transformation du dispositif de redevances des agences de l'eau, instaure à compter du 1er janvier 2025 la redevance pour la performance du systèmes d'assainissement collectif auxquelles sont assujetties les communes ou leurs établissements publics compétents en matière d'assainissement des eaux usées ;

Vu l'arrêté du 5 juillet 2024 relatif aux modalités d'établissement de la redevance sur la consommation d'eau potable et des redevances pour la performance des réseaux d'eau potable et pour la performance des systèmes d'assainissement collectif;

Vu la délibération n° CB 24-07 du 2 juillet 2024 du conseil d'administration de l'Agence de l'eau Seine Normandie portant avis favorable sur les taux de redevances des années 2025 à 2030 ;

Vu le contrat de délégation de service public pour la gestion du service d'assainissement attribué à la société SEAO VEOLIA EAU à compter du 1er février 2024 et notamment son article sur le recouvrement et le reversement de la part collectivité ;

Vu la présentation faite lors de la commission travaux en date du 28 novembre 2024 ;

Vu l'avis de la commission des finances en date du 03 décembre 2024 ;

Considérant qu'en application du Décret n° 2024-787 du 9 juillet 2024, portant modifications des dispositions relatives aux redevances des agences de l'eau et dans le cadre du contrat de délégation d'assainissement, la commune doit définir la contre-valeur de la redevance pour la performance des réseaux répercutée sur chaque usager du service public de d'assainissement sous la forme d'un supplément au prix du mètre cube d'eau vendu ;

Considérant que la Ville en sa qualité d'assujettie à la redevance pour la performance des réseaux d'assainissement, sera redevable envers l'agence de l'eau d'un montant égal:

Acte exécutoire le 19 DEC. 2024 - Reçu par la Préfecture le 19 DEC. 2024 et publié sur le site internet de la Ville le 19 DEC. 2024

**M= volumes facturés aux abonnés assainissement x tarif fixé par l'agence de l'eau pour la performance x coefficient de modulation**

Considérant que l'Agence de l'eau Seine Normandie a fixé un tarif de 0,089 €HT par mètre cube pour la redevance pour la performance des réseaux d'assainissement pour l'année 2025 ;

Considérant que le coefficient de modulation correspondant à la performance du réseau d'assainissement est fixé pour l'année 2025 à la valeur de 0,3 (valeur maximale) ;

Considérant que pour l'année 2025, la réduction de la redevance est au montant maximal soit la performance est à 70% pour l'assainissement;

Considérant que la collectivité doit délibérer annuellement sur le montant de la contre-valeur qui sera appliqué à l'usager (la valeur de la contre-valeur correspond au tarif fixé par l'agence de l'eau X Coefficient de Modulation),

*L'exposé entendu,* ***Madame le Maire*** *a soumis au vote ce projet de délibération et* ***le Conseil Municipal*** *à main levée et* ***à l'unanimité,***

- a fixé pour l'année 2025 le montant de la contre-valeur de la redevance pour la performance des réseaux d'assainissement devant être répercutée sur chaque usager du service public d'assainissement sous la forme d'un supplément au prix du mètre cube d'eau vendu à 0,0267 € HT / m³ soit 0,089 €HT x 0,3 ;

- a précisé que cette contre-valeur est assujettie à la TVA selon la réglementation en vigueur ;

- a autorisé le délégataire à accomplir toutes les actions nécessaires à l'application de la réforme de l'agence de l'eau;

- a autorisé le délégataire à accomplir les actions nécessaires pour l'encaissement et reversement à la collectivité ;

- a autorisé Madame le Maire à signer tous actes et documents administratifs nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération.

*Le Secrétaire de Séance*
Magalie BENOIST

MAIRIE DE SENLIS (Oise)

*Le Maire*
Pascale LOISELEUR

*Cette délibération peut faire l'objet d'un recours dans un délai de deux mois à compter de sa publicité et de sa transmission au contrôle de légalité, par courrier adressé au Tribunal administratif d'Amiens, 14 rue Lemerchier, 80000 AMIENS, ou via l'application Télérecours citoyens, accessible via le site internet www.telerecours.fr.*

# Extrait du REGISTRE des

# DÉLIBÉRATIONS du CONSEIL MUNICIPAL

## SÉANCE du jeudi 12 décembre 2024

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Le Conseil Municipal de la Commune de SENLIS (Oise), légalement convoqué le 6 décembre 2024 par Madame LOISELEUR, Maire, s'est assemblé le jeudi 12 décembre 2024 à 19h00 au lieu ordinaire de ses séances à l'Hôtel de Ville de Senlis, en vue de délibérer sur les affaires inscrites à l'ordre du jour.

Nombre de conseillers municipaux en exercice : 33 - Présents : 21 - Pouvoirs : 10 - Votants : 31 - Absents : 2

**Présents :** Mme LOISELEUR - Mme ROBERT - M. GAUDUBOIS - Mme SIBILLE - M. GUÉDRAS - M. NGUYEN PHUOC VONG - Mme PALIN SAINTE AGATHE - M. REIGNAULT - Mme MIFSUD - M. LECOMTE - Mme BALOSSIER - M. CURTIL - Mme GORSE CAILLOU - M. LEFEVRE - Mme MAUPAS - Mme GLASTRA - Mme DUBOIS - Mme PRUVOST-BITAR - Mme AUNOS - Mme REYNAL - Mme BENOIST - **Ont donné mandat de voter en leur nom :** Mme LUDMANN à M. LEFEVRE - M. GAUDION à Mme GLASTRA - M. DELACROY à Mme ROBERT - Mme BOUTEMY à Mme SIBILLE - Mme LEPITRE à M. GAUDUBOIS - Mme AIT M BARK à Mme LOISELEUR - M. CHAPUIS à M. REIGNAULT - M. FLEURETTE à Mme PRUVOST-BITAR - M. BOULANGER à Mme AUNOS - M. GEOFFROY à Mme BENOIST - **Absents :** Mme VALLER - M. DIEDRICH - **Secrétaire de séance :** Mme BENOIST - **Présidence de séance :** Mme LOISELEUR, Maire.

## N° 06 - Réforme de la redevance de l'agence de l'eau - Fixation des contre-valeurs au titre des redevances pour la performance des réseaux d'eau potable

**Monsieur GUÉDRAS expose :**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L. 2224-12-2 à L. 2224-12-4 ;

Vu le Code de l'environnement, notamment ses articles L. 213-10-1 à L. 213-10-6, D. 213-48-12-1 à D. 213-48-12-13 ;

Vu l'article 101 de la loi n° 2023-1322 du 29 décembre 2023 de finances pour 2024, portant sur la transformation du dispositif de redevances des agences de l'eau, instaure à compter du 1er janvier 2025 la redevance pour la performance des réseaux d'eau potable auxquelles sont assujetties les communes ou leurs établissements publics compétents en matière de distribution d'eau potable;

Vu l'arrêté du 5 juillet 2024 relatif aux modalités d'établissement de la redevance sur la consommation d'eau potable et des redevances pour la performance des réseaux d'eau potable et pour la performance des systèmes d'assainissement collectif;

Vu la délibération n° CB 24-07 du 2 juillet 2024 du conseil d'administration de l'Agence de l'Eau Seine Normandie portant avis favorable sur les taux de redevances des années 2025 à 2030 ;

Vu le contrat de délégation de service public pour la gestion du service eau potable attribué à la société SEAO VEOLIA EAU à compter du 1er février 2012 et notamment son article sur le recouvrement et le reversement de la part collectivité ;

Vu la présentation faite lors de la commission travaux en date du 28 novembre 2024 ;

Vu l'avis de la commission des finances en date du 03 décembre 2024 ;

Considérant qu'en application du Décret n° 2024-787 du 9 juillet 2024, portant modification des dispositions relatives aux redevances des agences de l'eau et dans le cadre du contrat de délégation de service public d'eau potable, la commune doit définir la contre-valeur de la redevance pour la performance des réseaux répercutée sur chaque usager du service public de distribution d'eau potable sous la forme d'un supplément au prix du mètre cube d'eau vendu ;

Considérant que la Ville en sa qualité d'assujettie à la redevance pour la performance des réseaux d'eau potable, sera redevable envers l'Agence de l'Eau d'un montant égal :

**M= volumes facturés aux abonnés eau potable x tarif fixé par l'agence de l'eau x coefficient de modulation**

Acte exécutoire le 19 DEC. 2024 - Reçu par la Préfecture le 19 DEC. 2024 et publié sur le site internet de la Ville le 19 DEC. 2024

Considérant que l'Agence de l'eau Seine Normandie a fixé un tarif de 0,085 €HT par mètre cube pour la redevance relative à la performance des réseaux eau potable ;

Considérant que le coefficient de modulation correspondant à la performance du réseau d'eau potable est fixé pour l'année 2025 à la valeur de 0,2 (valeur maximale) ;

Considérant que pour l'année 2025, la réduction de la redevance est au montant maximal soit la performance est au 80% pour l'eau potable ;

Considérant que la collectivité doit délibérer annuellement sur le montant de la contre-valeur qui sera appliqué à l'usager (la valeur de la contre-valeur correspond au tarif fixé par l'agence de l'eau X Coefficient de Modulation) ;

*L'exposé entendu,* ***Madame le Maire*** *a soumis au vote ce projet de délibération et* ***le Conseil Municipal*** *à main levée et* ***à l'unanimité,***

- a fixé pour l'année 2025 le montant de la contre-valeur de la redevance pour la performance des réseaux d'eau potable devant être répercutée sur chaque usager du service public de distribution d'eau potable sous la forme d'un supplément au prix du mètre cube d'eau vendu à 0,017 € HT / m³ soit 0,085 € HT / m³ x 0,2 ;

- a précisé que cette contre-valeur est assujettie à la TVA selon la réglementation en vigueur ;

- a autorisé le délégataire à accomplir toutes les actions nécessaires à l'application de la réforme de l'agence de l'eau ;

- a autorisé le délégataire à accomplir les actions nécessaires pour l'encaissement et reversement à la collectivité ;

- A autorisé Madame le Maire à signer tous actes et documents administratifs nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération.

*Le Secrétaire de Séance*
Magalie BENOIST

MAIRIE DE SEES (61)

*Le Maire*
Pascale LOISELEUR

*Cette délibération peut faire l'objet d'un recours dans un délai de deux mois à compter de sa publicité et de sa transmission au contrôle de légalité, par courrier adressé au Tribunal administratif d'Amiens, 14 rue Lemerchier, 80000 AMIENS, ou via l'application Télérecours citoyens, accessible via le site internet www.telerecours.fr.*

# Extrait du REGISTRE des

# DÉLIBÉRATIONS du CONSEIL MUNICIPAL

## SÉANCE du jeudi 12 décembre 2024

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Le Conseil Municipal de la Commune de SENLIS (Oise), légalement convoqué le 6 décembre 2024 par Madame LOISELEUR, Maire, s'est assemblé le jeudi 12 décembre 2024 à 19h00 au lieu ordinaire de ses séances à l'Hôtel de Ville de Senlis, en vue de délibérer sur les affaires inscrites à l'ordre du jour.

Nombre de conseillers municipaux en exercice : 33 - Présents : 21 - Pouvoirs : 10 - Votants : 31 - Absents : 2

**Présents :** Mme LOISELEUR - Mme ROBERT - M. GAUDUBOIS - Mme SIBILLE - M. GUÉDRAS - M. NGUYEN PHUOC VONG - Mme PALIN SAINTE AGATHE - M. REIGNAULT - Mme MIFSUD - M. LECOMTE - Mme BALOSSIER - M. CURTIL - Mme GORSE CAILLOU - M. LEFEVRE - Mme MAUPAS - Mme GLASTRA - Mme DUBOIS - Mme PRUVOST-BITAR - Mme AUNOS - Mme REYNAL - Mme BENOIST - **Ont donné mandat de voter en leur nom :** Mme LUDMANN à M. LEFEVRE - M. GAUDION à Mme GLASTRA - M. DELACROY à Mme ROBERT - Mme BOUTEMY à Mme SIBILLE - Mme LEPITRE à M. GAUDUBOIS - Mme AIT M BARK à Mme LOISELEUR - M. CHAPUIS à M. REIGNAULT - M. FLEURETTE à Mme PRUVOST-BITAR - M. BOULANGER à Mme AUNOS - M. GEOFFROY à Mme BENOIST - **Absents :** Mme VALLER - M. DIEDRICH - **Secrétaire de séance :** Mme BENOIST - **Présidence de séance :** Mme LOISELEUR, Maire.

## N° 07 - Convention générale de maitrise d'ouvrage pour les travaux d'investissement à réaliser sur le domaine public routier départemental en agglomération - Avenue de Creil

**Monsieur GUÉDRAS expose :**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L 1615-2, L2212-2, L2213-1 et L3221- 4 ;

Vu le Code de la voirie routière et notamment ses articles L.131-2 à L.131-7 ;

Vu la loi n° 85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique modifiée ;

Vu le règlement de voirie départementale approuvé par arrêté du Président du conseil départemental le 4 mars 2016 ;

Vu le Code de l'environnement et notamment ses articles L 228-2, L554-1 à L 554-5 et R 554-1 à R554-38 ;

Vu la décision II-01 de la commission permanente en date du 19 novembre 2012 portant approbation de la convention type générale de maîtrise d'ouvrage pour les travaux d'investissement à réaliser sur le domaine public routier départemental en agglomération ;

Vu l'article 4-1 de la convention dans le cadre de la Loi LAURE (Loi sur l'Air et l'Utilisation Rationnelle de l'Energie) n° 96-1236 du 30 décembre 1996, article 20, codifié au Code de l'Environnement par l'article L.228-2 ;

Vu la Loi n° 2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances;

Vu la présentation faite lors de la commission travaux du 28 novembre 2024,

Considérant la nécessité de réaliser la continuité cyclable prévue dans le schéma cyclable de la ville entre l'avenue de Beauséjour et l'avenue de la Fontaine des Renettes et d'améliorer la sécurité de la circulation aux abords de l'école élémentaire Anne de Kiev, la ville décide de mettre en place un plateau ralentisseur.

Les travaux consistent à mettre en place un plateau surélevé d'une longueur de 50 mètres, permettant le ralentissement des véhicules sur cette portion de l'avenue et assurant une meilleure sécurité des piétons. Il complétera également le schéma des parcours cyclables de la Ville.

Acte exécutoire le 19 DEC. 2024 - Reçu par la Préfecture le 19 DEC. 2024 et publié sur le site internet de la Ville le 19 DEC. 2024

Le projet global consiste donc en :

- Création d'un plateau ralentisseur d'une longueur de 53.61 mètres hors rampants, 56.41 mètres avec rampants, et de 6.65 mètres de largeur en fil d'eau.
- Les rampants auront une pente à 7 %, en raison du passage de plus de 10 transports en commun par jour et par sens.
- Mise en place d'enrobés porphyres noirs 0/10 sur une épaisseur de 10 cm.
- Mise en place de deux avaloirs de réception des eaux pluviales côté Senlis juste avant le futur plateau.
- La mise en place de la signalisation réglementaire verticale et horizontale.
- La mise en place des logos « vélos » sur le plateau afin d'assurer la continuité du schéma cyclable de la ville de Senlis.

Considérant que les travaux de création d'un plateau ralentisseur, avenue de Creil sur la RD 330 doivent faire l'objet d'une convention générale de maîtrise d'ouvrage pour les travaux d'investissement à réaliser sur le domaine public routier départemental en agglomération avec le Conseil départemental.

*L'exposé entendu,* ***Madame le Maire*** *a soumis au vote ce projet de délibération et* ***le Conseil Municipal*** *à main levée et* ***à l'unanimité,***

- a approuvé la convention avec le Conseil Départemental de l'Oise,

- a autorisé Mme le Maire à signer tous les actes se rapportant à la mise en œuvre de la présente délibération.

*Le Secrétaire de Séance*
Magalie BENOIST

MAIRIE DE SENLIS (Oise)

*Le Maire*
Pascale LOISELEUR

*Cette délibération peut faire l'objet d'un recours dans un délai de deux mois à compter de sa publicité et de sa transmission au contrôle de légalité, par courrier adressé au Tribunal administratif d'Amiens, 14 rue Lemerchier, 80000 AMIENS, ou via l'application Télérecours citoyens, accessible via le site internet www.telerecours.fr.*

# Extrait du REGISTRE des

# DÉLIBÉRATIONS du CONSEIL MUNICIPAL

## SÉANCE du jeudi 12 décembre 2024

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Le Conseil Municipal de la Commune de SENLIS (Oise), légalement convoqué le 6 décembre 2024 par Madame LOISELEUR, Maire, s'est assemblé le jeudi 12 décembre 2024 à 19h00 au lieu ordinaire de ses séances à l'Hôtel de Ville de Senlis, en vue de délibérer sur les affaires inscrites à l'ordre du jour.

Nombre de conseillers municipaux en exercice : 33 - Présents : 21 - Pouvoirs : 10 - Votants : 31 - Absents : 2

**Présents :** Mme LOISELEUR - Mme ROBERT - M. GAUDUBOIS - Mme SIBILLE - M. GUÉDRAS - M. NGUYEN PHUOC VONG - Mme PALIN SAINTE AGATHE - M. REIGNAULT - Mme MIFSUD - M. LECOMTE - Mme BALOSSIER - M. CURTIL - Mme GORSE CAILLOU - M. LEFEVRE - Mme MAUPAS - Mme GLASTRA - Mme DUBOIS - Mme PRUVOST-BITAR - Mme AUNOS - Mme REYNAL - Mme BENOIST - **Ont donné mandat de voter en leur nom :** Mme LUDMANN à M. LEFEVRE - M. GAUDION à Mme GLASTRA - M. DELACROY à Mme ROBERT - Mme BOUTEMY à Mme SIBILLE - Mme LEPITRE à M. GAUDUBOIS - Mme AIT M BARK à Mme LOISELEUR - M. CHAPUIS à M. REIGNAULT - M. FLEURETTE à Mme PRUVOST-BITAR - M. BOULANGER à Mme AUNOS - M. GEOFFROY à Mme BENOIST - **Absents :** Mme VALLER - M. DIEDRICH - **Secrétaire de séance :** Mme BENOIST - **Présidence de séance :** Mme LOISELEUR, Maire.

## N° 08 - Stationnement sur voirie : Modification de la délibération n° 21 du 16 octobre 2024

**Monsieur GAUDUBOIS expose :**

Vu la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique et d'affirmation des métropoles (dite Loi MAPTAM), et notamment les dispositions de l'article 63,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment les dispositions de l'article L. 2333-87 relatif au stationnement payant à durée limitée sur voirie,

Vu l'article L241-3-2 du code de l'action sociale et des familles,

Vu le décret n° 2015-557 du 20 mai 2015 relatif à la redevance de stationnement des véhicules sur voirie prévue à l'article L. 2333-87 du Code Général des Collectivités Territoriales,
Vu le décret n° 2015-1474 du 12 novembre 2015 relatif au recouvrement du forfait de post-stationnement impayé et de la majoration qui lui est appliquée,

Vu la délibération n°17 en date du 14 décembre 2017 portant sur le zonage du stationnement payant à durée limitée et la grille tarifaire applicable aux zones rouge et verte,

Vu le Code de la Route,

Il convient de modifier la délibération n°21 du 16 octobre 2024.

Les évolutions sont les suivantes :

- L'abonnement résidents en zone verte passe de 40 à 20 euros par mois et de 400 à 200 euros par an.
- Le montant de l'abonnement pour un second véhicule est fixé à 10 euros par mois et à 100 euros par an.
- La durée initiale de gratuité passe d'1/2 heure à 1 heure, en zone rouge comme en zone verte. Cette heure gratuite est valable une fois par jour et par véhicule et n'est pas sécable.
- L'abonnement résidents donne aussi accès au parking de la Gare pour 1 véhicule ;
- L'abonnement résidents au parking de la Gare passe de 30 à 20 euros par mois et de 300 à 200 euros par an. Il est valable pour les résidents du périmètre « centre-ville » et du périmètre « gare » ;
- Un abonnement journalier à 5 euros est créé en zone verte.

Acte exécutoire le 19 DEC. 2024 - Reçu par la Préfecture le 19 DEC. 2024 et publié sur le site internet de la Ville le 19 DEC. 2024

- Le stationnement en zones rouge et verte est gratuit pour les personnes à mobilité réduite. La durée maximale de stationnement est de 12 heures ;
- Le stationnement en zones rouge et verte est gratuit pour les professionnels de santé et les professionnels des organismes délivrant des soins à domicile. La durée de ce droit sera valable 1 an à renouveler. Les justificatifs à produire sont les suivants :
    - Preuve d'inscription à un ordre (à l'exception des orthophonistes), afin de justifier de l'exercice ;
    - Feuille de soins attestant de la qualité du demandeur ;
    - Certificat d'immatriculation, au nom du professionnel libéral ;
    - Carte professionnelles de l'année en cours ou de l'extrait d'inscription au fichier ADELI de l'année en cours justifiant de l'inscription à un ordre médical ;

Il est proposé d'arrêter la modification des zonages du stationnement payant sur voirie (verte et rouge), ainsi que le périmètre des « résidents » centre-ville, selon le plan joint en annexe de la présente délibération (**Annexe 1**).

| TARIF ROUGE | TARIF VERT |
|---|---|
| Rue Sainte-Geneviève (placette) | Place Lavarande |
| Place Henri IV | Parking place de la sous-préfecture |
| Rue Odent | Parking rue des Bordeaux |
| Place de la Halle | Parking place de l'Hôtel des Postes |
| Rue du Chatel jusqu'au croisement de la rue de la Tonnellerie | Rue du Chatel depuis la place Aulas de la Bruyère jusqu'à l'impasse Baumé |
| Place Aulas de la Bruyère | Rue Léon Fautrat |
| Rue Bellon à l'ouest de la rue de la République | Rue Sainte-Geneviève (depuis la placette) |
| Rue Saint-Hilaire | Square des Etats-Unis |
| Rue du Chancelier Guerin | Rue vieille de Paris à proximité du square des Etats-Unis |
| | Rue Saint Jean |
| | Place Saint-Pierre |
| | Place André Malraux |
| | Avenue du Général Leclerc + parkings |
| | Place Notre Dame |
| | Place Saint-Frambourg |

Il est proposé de maintenir le stationnement payant à durée limitée dans ces deux zones, du lundi au samedi, de 8 heures à 19 heures. Le stationnement est gratuit le dimanche et les jours fériés.

Le stationnement payant est instauré sur ces zones sur l'ensemble de l'année.

Le montant du forfait post-stationnement dans les zones verte et rouge est maintenu à 20 euros.

La grille tarifaire pour la zone verte et la zone rouge est la suivante :

| Durée | | | Tarif en € TTC | |
|---|---|---|---|---|
| | | | Zone Rouge | Zone Verte |
| **Gratuité** | **1 heure 1 fois/jour/Véhicule non sécable** | | | |
| Courte durée | 15 min | | 0,20 € | 0,20 € |
| | 30 min | | 0,50 € | 0,50 € |
| | 45 min | | 1,00 € | 0,80 € |
| | 60 min | | 1,50 € | 1,20 € |
| | 75 min | | 2,00 € | 1,50 € |
| | 90 min | | 2,50 € | 1,80 € |
| | 105 min | | 3,00 € | 2,10 € |
| | 120 min | | 4,00 € | 2,40 € |
| | 135 min | | 5,00 € | 2,70 € |
| Longue durée | 150 min | | 20,00 € | 3,00 € |
| | 165 min | | | 3,30 € |
| | 180 min | | | 3,60 € |
| | 195 min | | | 3,90 € |
| | 210 min | | | 4,20 € |
| | 225 min | | | 4,50 € |
| | 240 min | | | 4,80 € |
| | 255 min | | | 5,10 € |
| | 270 min | | | 20,00 € |
| | Abonnement résident 1er véhicule | 1 mois | | 20,00 € |
| | | 1 an | | 200,00 € |
| | Abonnement résident 2eme véhicule | 1 mois | | 10 € |
| | | 1 an | | 100 € |
| | Abonnement résident journalier | | | 5 € |
| | | | | |
| Post paiement | Durée max de la zone | | 20,00 € | 20,00 € |

*L'exposé entendu,* ***Madame le Maire*** *a soumis au vote ce projet de délibération et* ***le Conseil Municipal*** *à main levée et* ***à la majorité des suffrages exprimés (7 contres : M. FLEURETTE par le pouvoir donné à Mme PRUVOST-BITAR, Mme PRUVOST-BITAR, Mme AUNOS, Mme REYNAL, Mme BENOIST, M. BOULANGER par pouvoir donné à Mme AUNOS et M. GEOFFROY par pouvoir donné à Mme BENOIST), a décidé :***

- de maintenir le stationnement payant sur la zone verte et la zone rouge du lundi au samedi, de 8 heures à 19 heures, gratuit le dimanche et jours fériés, pour l'ensemble de l'année,
- d'instituer la première heure de stationnement gratuite (1 fois par véhicule et par jour et non sécable), sur les zones vertes et rouges,
- d'instituer des abonnements « résident » mensuels et annuels sur la zone verte uniquement,
- d'instituer un abonnement « résident » journalier sur la zone verte uniquement,
- de maintenir le forfait de post-stationnement à 20 euros dans la zone verte et la zone rouge de stationnement payant,
- d'approuver la grille tarifaire instaurée pour la zone rouge et la zone verte de stationnement payant, ainsi que les abonnements « résident » sur la zone verte,

- d'instituer que l'abonnement pour le 1er véhicule à 20€ par mois et 200 € par an, ouvre également un droit de stationnement dans le parking de la Gare,
- d'autoriser Madame Le Maire à signer l'ensemble des documents affairant à ces modifications.

*Le Secrétaire de Séance*
Magalie BENOIST

MAIRIE DE SENLIS (Oise)

*Le Maire*
Pascale LOISELEUR

*Cette délibération peut faire l'objet d'un recours dans un délai de deux mois à compter de sa publicité et de sa transmission au contrôle de légalité, par courrier adressé au Tribunal administratif d'Amiens, 14 rue Lemerchier, 80000 AMIENS, ou via l'application Télérecours citoyens, accessible via le site internet www.telerecours.fr.*

Conseil Municipal du 12 décembre 2024
Délibération n°8 - Annexe 1

Acte exécutoire le 19/12/2024
Reçu par la Préfecture le 19/12/2024
Publié sur le Site Internet de la Ville le 19/12/2024

**Légende**

- Zone rouge
- Zone verte
- Zone de stationnement gratuit
- Limite du périmètre résidents du centre-ville
- Limite du périmètre résidents du parking de la Gare
- Principaux stationnements gratuits

**Tarifs pour les résidents du centre-ville, limités aux zones vertes. Deux formules :**

Abonnement :

- **1ère voiture :**
  20 € par mois ou 200 € par an
  + accès au parking de la Gare inclus
- **2e voiture :**
  10 € par mois ou 100 € par an

Forfait journalier :

- 5 € par jour *uniquement via les applications : Indigo, Pay by phone ou Flowbird*

**Abonnements du parking de la Gare :**

**Tout utilisateur :**

**hebdomadaire :**
du lundi 6h au vendredi 21h • 30 €

**mensuel :**
6h-21h • 50 €
H24 • 75 €

**Résidents :**
« centre-ville » et « quartier de la Gare »
• mensuel H24 • 20 €
• annuel H24 • 200 €

**Professionnels :**
« centre-ville » et « quartier de la Gare »
• mensuel H24 • 20 €
• annuel H24 • 200 €

# Extrait du REGISTRE des

# DÉLIBÉRATIONS du CONSEIL MUNICIPAL

## SÉANCE du jeudi 12 décembre 2024

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Le Conseil Municipal de la Commune de SENLIS (Oise), légalement convoqué le 6 décembre 2024 par Madame LOISELEUR, Maire, s'est assemblé le jeudi 12 décembre 2024 à 19h00 au lieu ordinaire de ses séances à l'Hôtel de Ville de Senlis, en vue de délibérer sur les affaires inscrites à l'ordre du jour.

Nombre de conseillers municipaux en exercice : 33 - Présents : 21 - Pouvoirs : 10 - Votants : 31 - Absents : 2

**Présents :** Mme LOISELEUR - Mme ROBERT - M. GAUDUBOIS - Mme SIBILLE - M. GUÉDRAS - M. NGUYEN PHUOC VONG - Mme PALIN SAINTE AGATHE - M. REIGNAULT - Mme MIFSUD - M. LECOMTE - Mme BALOSSIER - M. CURTIL - Mme GORSE CAILLOU - M. LEFEVRE - Mme MAUPAS - Mme GLASTRA - Mme DUBOIS - Mme PRUVOST-BITAR - Mme AUNOS - Mme REYNAL - Mme BENOIST - **Ont donné mandat de voter en leur nom :** Mme LUDMANN à M. LEFEVRE - M. GAUDION à Mme GLASTRA - M. DELACROY à Mme ROBERT - Mme BOUTEMY à Mme SIBILLE - Mme LEPITRE à M. GAUDUBOIS - Mme AIT M BARK à Mme LOISELEUR - M. CHAPUIS à M. REIGNAULT - M. FLEURETTE à Mme PRUVOST-BITAR - M. BOULANGER à Mme AUNOS - M. GEOFFROY à Mme BENOIST - **Absents :** Mme VALLER - M. DIEDRICH - **Secrétaire de séance :** Mme BENOIST - **Présidence de séance :** Mme LOISELEUR, Maire.

## N° 09 - Stationnement parking de la Gare : Modification de la délibération n° 22 du 16 octobre 2024

**Monsieur GAUDUBOIS expose :**

Vu la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique et d'affirmation des métropoles (dite Loi MAPTAM), et notamment les dispositions de l'article 63,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment les dispositions de l'article L. 2333-87 relatif au stationnement payant à durée limitée sur voirie,

Vu le décret n° 2015-557 du 20 mai 2015 relatif à la redevance de stationnement des véhicules sur voirie prévue à l'article L. 2333-87 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le décret n° 2015-1474 du 12 novembre 2015 relatif au recouvrement du forfait de post-stationnement impayé et de la majoration qui lui est appliquée,

Vu la délibération n°11 en date du 8 juillet 2021 portant création des tarifs pour le parking Les Jardins Brunehaut,

Vu la délibération n°18 en date du 29 septembre 2022 portant sur la modification tarifaire du parking Les Jardins Brunehaut,

Vu le Code de la Route,

Il convient de modifier la délibération n°22 du 16 octobre 2024

**Concernant les abonnements :**

L'abonnement résidents en zone verte du centre-ville donne aussi accès au parking de la Gare pour 1 véhicule.

Acte exécutoire le - Reçu par la Préfecture le et publié sur le site internet de la Ville le

Les nouveaux tarifs sont les suivants :

| | | |
|---|---|---|
| Abonnement Tout utilisateur | Hebdomadaire du lundi 6h00 au vendredi 21h00<br>Mensuel (6h00 21h00)<br>Mensuel H24 | 30,00 € TTC<br>50,00 € TTC<br>75,00 € TTC |

| | | |
|---|---|---|
| Abonnement Résidents « centre-ville » et « quartier de la gare » | Mensuel H24<br>Annuel H24 | 20,00 € TTC<br>200,00 € TTC |
| Abonnement Professionnels « Centre-ville » et « quartier de la gare » | Mensuel H24<br>Annuel H24 | 20,00 € TTC<br>200,00 € TTC |

**Mesure temporaire**

Durant les travaux du Pôle d'Echange Multimodal, il est proposé de permettre aux résidents de l'Avenue de Montleveque et de l'avenue du Maréchal de Lattre de Tassigny de bénéficier de la gratuité du parking.

Les professionnels situés sur ces deux rues, ainsi que ceux de la crèche et de la Gare, pourront également bénéficier de cette gratuité.

Cette gratuité est limitée à 1 seule véhicule par foyer. Afin d'éviter la saturation du parking, les bénéficiaires accéderont à cette offre alternativement, en fonction des différentes phases de travaux. Ainsi, les résidents de l'avenue de Montleveque pourront bénéficier de la gratuité lors de la première phase et ainsi de suite.

*L'exposé entendu,* ***Madame le Maire*** *a soumis au vote ce projet de délibération et* ***le Conseil Municipal*** *à main levée et* ***à la majorité des suffrages exprimés (5 Abstentions : M. FLEURETTE par le pouvoir donné à Mme PRUVOST-BITAR, Mme PRUVOST-BITAR, Mme AUNOS, M. BOULANGER par le pouvoir donné à Mme AUNOS et Mme REYNAL), 2 « contre » : Mme BENOIST et M. GEOFFROY par pouvoir donné à Mme BENOIST,***

- a autorisé le principe de gratuité dans le parking de la Gare, pour une période limitée aux travaux avec un planning en fonction des différentes phases,
- a approuvé les nouveaux tarifs d'abonnement pour les résidents et professionnels.

*Le Secrétaire de Séance*
Magalie BENOIST

MAIRIE DE SENLIS (Oise)

*Le Maire*
Pascale LOISELEUR

*Cette délibération peut faire l'objet d'un recours dans un délai de deux mois à compter de sa publicité et de sa transmission au contrôle de légalité, par courrier adressé au Tribunal administratif d'Amiens, 14 rue Lemerchier, 80000 AMIENS, ou via l'application Télérecours citoyens, accessible via le site internet www.telerecours.fr.*

Conseil Municipal du 12 décembre 2024
Délibération n°9 - Annexe 1

Acte exécutoire le 19/12/2024
Reçu par la Préfecture le 19/12/2024
Publié sur le Site Internet de la Ville le 19/12/2024

**Légende**

- Zone rouge
- Zone verte
- Zone de stationnement gratuit
- Limite du périmètre résidents du centre-ville
- Limite du périmètre résidents du parking de la Gare
- Principaux stationnements gratuits

**Tarifs pour les résidents du centre-ville, limités aux zones vertes. Deux formules :**

Abonnement :
- **1ère voiture :**
  20 € par mois ou 200 € par an
  + accès au parking de la Gare inclus
- **2e voiture :**
  10 € par mois ou 100 € par an

Forfait journalier :
- 5 € par jour *uniquement via les applications : Indigo, Pay by phone ou Flowbird*

**Abonnements du parking de la Gare :**

**Tout utilisateur :**

**hebdomadaire :**
du lundi 6h au vendredi 21h • 30 €

**mensuel :**
6h-21h • 50 €
H24 • 75 €

**Résidents :**
« centre-ville » et « quartier de la Gare »
- mensuel H24 • 20 €
- annuel H24 • 200 €

**Professionnels :**
« centre-ville » et « quartier de la Gare »
- mensuel H24 • 20 €
- annuel H24 • 200 €

# Extrait du REGISTRE des

# DÉLIBÉRATIONS du CONSEIL MUNICIPAL

## SÉANCE du jeudi 12 décembre 2024

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Le Conseil Municipal de la Commune de SENLIS (Oise), légalement convoqué le 6 décembre 2024 par Madame LOISELEUR, Maire, s'est assemblé le jeudi 12 décembre 2024 à 19h00 au lieu ordinaire de ses séances à l'Hôtel de Ville de Senlis, en vue de délibérer sur les affaires inscrites à l'ordre du jour.

Nombre de conseillers municipaux en exercice : 33 - Présents : 21 - Pouvoirs : 10 - Votants : 31 - Absents : 2

**Présents :** Mme LOISELEUR - Mme ROBERT - M. GAUDUBOIS - Mme SIBILLE - M. GUÉDRAS - M. NGUYEN PHUOC VONG - Mme PALIN SAINTE AGATHE - M. REIGNAULT - Mme MIFSUD - M. LECOMTE - Mme BALOSSIER - M. CURTIL - Mme GORSE CAILLOU - M. LEFEVRE - Mme MAUPAS - Mme GLASTRA - Mme DUBOIS - Mme PRUVOST-BITAR - Mme AUNOS - Mme REYNAL - Mme BENOIST - **Ont donné mandat de voter en leur nom :** Mme LUDMANN à M. LEFEVRE - M. GAUDION à Mme GLASTRA - M. DELACROY à Mme ROBERT - Mme BOUTEMY à Mme SIBILLE - Mme LEPITRE à M. GAUDUBOIS - Mme AIT M BARK à Mme LOISELEUR - M. CHAPUIS à M. REIGNAULT - M. FLEURETTE à Mme PRUVOST-BITAR - M. BOULANGER à Mme AUNOS - M. GEOFFROY à Mme BENOIST - **Absents :** Mme VALLER - M. DIEDRICH - **Secrétaire de séance :** Mme BENOIST - **Présidence de séance :** Mme LOISELEUR, Maire.

## N° 10 - Création d'un tarif pour les sanitaires publics

**Madame le Maire expose :**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu l'avis de la Commission des Finances en date du 3 décembre 2024,

Considérant la mise en œuvre de toilettes automatiques et anti-vandalisme en lieu et place des sanitaires existants place de la Cathédrale et d'un dispositif similaire sur le Pôle d'Echange Multimodal,

*L'exposé entendu,* ***Madame le Maire*** *a soumis au vote ce projet de délibération et* ***le Conseil Municipal*** *à main levée et* ***à l'unanimité,***

- a approuvé la création d'un tarif de 1 € pour l'accès aux sanitaires publics automatiques et munis d'un système anti-vandalisme.

*Le Secrétaire de Séance*
Magalie BENOIST

MAIRIE DE SENLIS (Oise)

*Le Maire*
Pascale LOISELEUR

Acte exécutoire le 19 DEC. 2024 - Reçu par la Préfecture le 19 DEC. 2024 et publié sur le site internet de la Ville le 19 DEC. 2024

*Cette délibération peut faire l'objet d'un recours dans un délai de deux mois à compter de sa publicité et de sa transmission au contrôle de légalité, par courrier adressé au Tribunal administratif d'Amiens, 14 rue Lemerchier, 80000 AMIENS, ou via l'application Télérecours citoyens, accessible via le site internet www.telerecours.fr.*

# Extrait du REGISTRE des

# DÉLIBÉRATIONS du CONSEIL MUNICIPAL

## SÉANCE du jeudi 12 décembre 2024

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Le Conseil Municipal de la Commune de SENLIS (Oise), légalement convoqué le 6 décembre 2024 par Madame LOISELEUR, Maire, s'est assemblé le jeudi 12 décembre 2024 à 19h00 au lieu ordinaire de ses séances à l'Hôtel de Ville de Senlis, en vue de délibérer sur les affaires inscrites à l'ordre du jour.

Nombre de conseillers municipaux en exercice : 33 - Présents : 21 - Pouvoirs : 10 - Votants : 31 - Absents : 2

**Présents :** Mme LOISELEUR - Mme ROBERT - M. GAUDUBOIS - Mme SIBILLE - M. GUÉDRAS - M. NGUYEN PHUOC VONG - Mme PALIN SAINTE AGATHE - M. REIGNAULT - Mme MIFSUD - M. LECOMTE - Mme BALOSSIER - M. CURTIL - Mme GORSE CAILLOU - M. LEFEVRE - Mme MAUPAS - Mme GLASTRA - Mme DUBOIS - Mme PRUVOST-BITAR - Mme AUNOS - Mme REYNAL - Mme BENOIST - **Ont donné mandat de voter en leur nom :** Mme LUDMANN à M. LEFEVRE - M. GAUDION à Mme GLASTRA - M. DELACROY à Mme ROBERT - Mme BOUTEMY à Mme SIBILLE - Mme LEPITRE à M. GAUDUBOIS - Mme AIT M BARK à Mme LOISELEUR - M. CHAPUIS à M. REIGNAULT - M. FLEURETTE à Mme PRUVOST-BITAR - M. BOULANGER à Mme AUNOS - M. GEOFFROY à Mme BENOIST - **Absents :** Mme VALLER - M. DIEDRICH - **Secrétaire de séance :** Mme BENOIST - **Présidence de séance :** Mme LOISELEUR, Maire.

## N° 11 - Attribution de la concession de services ayant pour objet la mise à disposition, l'installation, la maintenance, l'entretien et l'exploitation de mobiliers urbains pour la commune de Senlis

**Madame ROBERT expose :**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 1411-4, L. 1411-5 et L. 1411-7 ;

Vu le code de la commande publique et notamment les articles L. 1120 et suivants, L.3120-1 et suivants, et R. 3121-1 à R. 3125- 7 ;

Vu les articles L. 581-1 à L. 581-45 du code de l'environnement ;

Vu l'avis de concession publié le 5 août 2024 au journal d'annonce légale LE PARISIEN ;

Vu les procès-verbaux de la commission de délégation de service public en date du 9 octobre 2024 ;

Vu le rapport d'analyse des candidatures, le rapport d'analyse des offres initiales et le rapport d'analyse des offres finales ;

Vu le projet de contrat de concession, d'une durée de douze (12) ans à compter du 1er janvier 2025, et ses annexes ;

Vu l'avis de la Commission Finances en date du 3 décembre 2024,

Considérant que le rapport d'analyse des offres finales indique que l'entreprise PHILIPPE VEDIAUX PUBLICITE a remis l'offre économiquement la plus avantageuse au regard des critères de sélection énoncés dans le règlement de la consultation ;

Considérant que cette offre est en effet la plus conforme aux exigences de l'autorité concédante et aux exigences de qualité du service ;

Considérant que le concessionnaire versera annuellement à la Commune de Senlis une redevance d'occupation d'un montant forfaitaire de 33 500 euros par an. Le concessionnaire versera également un intéressement calculé sur la différence entre le chiffre d'affaires prévisionnel et le chiffre d'affaires effectivement réalisé par le concessionnaire dans le cadre de l'activité concédée ;

Acte exécutoire le 19 DEC. 2024 - Reçu par la Préfecture le 19 DEC. 2024 et publié sur le site internet de la Ville le 19 DEC. 2024

Considérant qu'il revient au Maire de saisir l'assemblée délibérante du choix du concessionnaire et de l'approbation du contrat de concession de service public ;

*L'exposé entendu,* ***Madame le Maire*** *a soumis au vote ce projet de délibération et* ***le Conseil Municipal*** *à main levée et* ***à l'unanimité des suffrages exprimés (7 abstentions : M. FLEURETTE par le pouvoir donné à Mme PRUVOST-BITAR, Mme PRUVOST-BITAR, Mme AUNOS, Mme REYNAL, Mme BENOIST, M. BOULANGER par pouvoir donné à Mme AUNOS et M. GEOFFROY par pouvoir donné à Mme BENOIST),***

- a approuvé la décision de retenir l'entreprise PHILIPPE VEDIAUD PUBLICITE comme concessionnaire pour la mise à disposition, l'installation, l'entretien et l'exploitation de mobiliers urbains sur le domaine communal ;

- a approuvé le projet de contrat de concession et ses annexes ;

- a autorisé Madame le Maire à signer le contrat de concession avec l'entreprise PHILIPPE VEDIAUD PUBLICITE et à le notifier au concessionnaire ;

- a autorisé Madame le Maire à signer tout document nécessaire à l'exécution de la présente délibération ;

*Le Secrétaire de Séance*
Magalie BENOIST

MAIRIE DE SENLIS (Oise)

*Le Maire*
Pascale LOISELEUR

*Cette délibération peut faire l'objet d'un recours dans un délai de deux mois à compter de sa publicité et de sa transmission au contrôle de légalité, par courrier adressé au Tribunal administratif d'Amiens, 14 rue Lemerchier, 80000 AMIENS, ou via l'application Télérecours citoyens, accessible via le site internet www.telerecours.fr.*

Conseil Municipal du 12 décembre 2024
Délibération n° 11 - Annexe 1



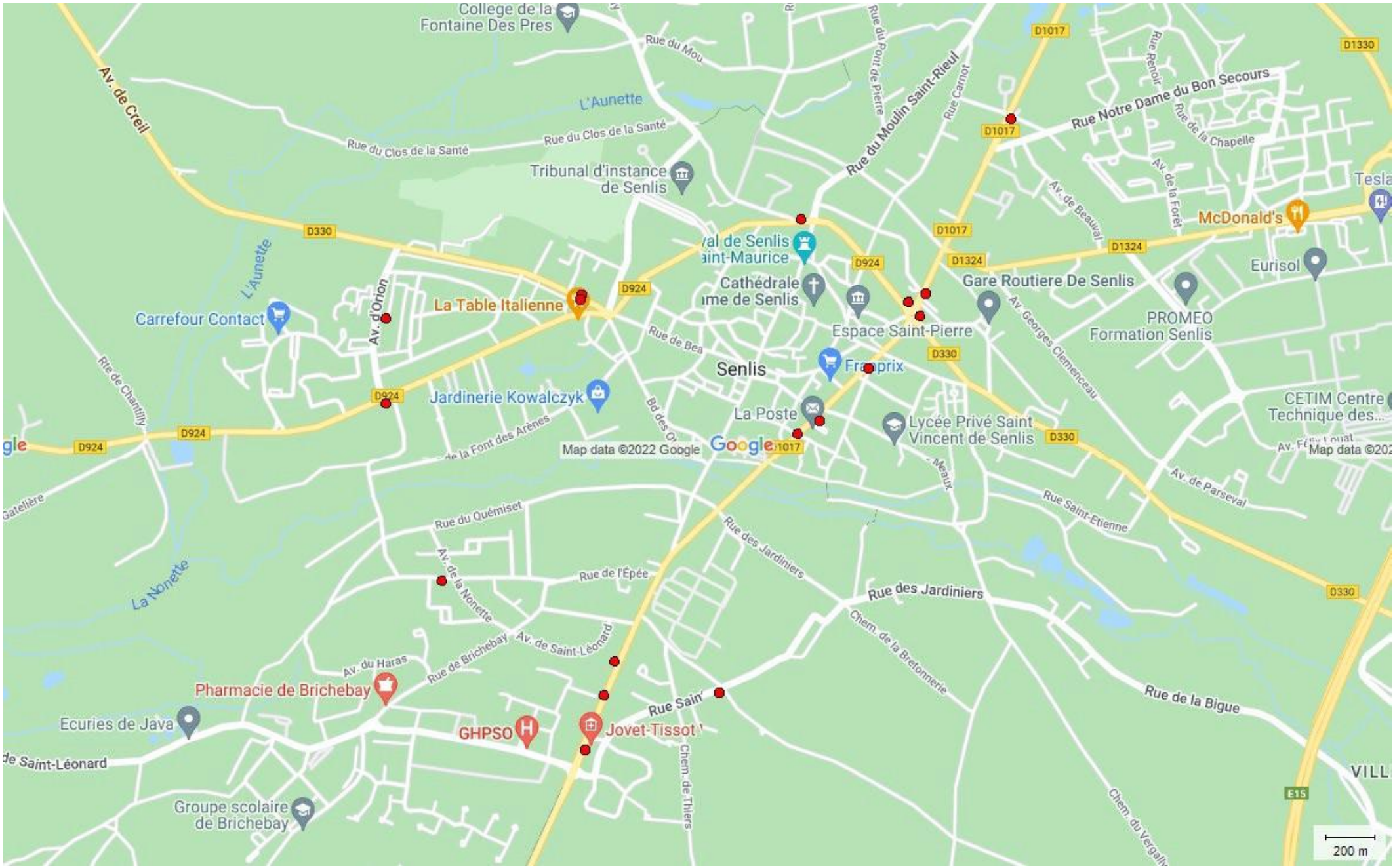
Acte exécutoire le 19/12/2024
Reçu par la Préfecture le 19/12/2024
Publié sur le Site Internet de la Ville le 19/12/2024

# FICHES MOBILIER

## POUR 18 CADRE(S)

**MOBILIERS VILLE DE SENLIS**

18 FACE(S)




CARTOGRAPHIE NON CONTRACTUELLE

# FICHE MOBILIER

AB 10000

Mobilier Pub / Non Pub : Non Pub

Sous-Famille AB AUVENT

Type empl. Public

Rang H

Rang V

Commentaire

**SENLIS**

**RUE D'ORION**

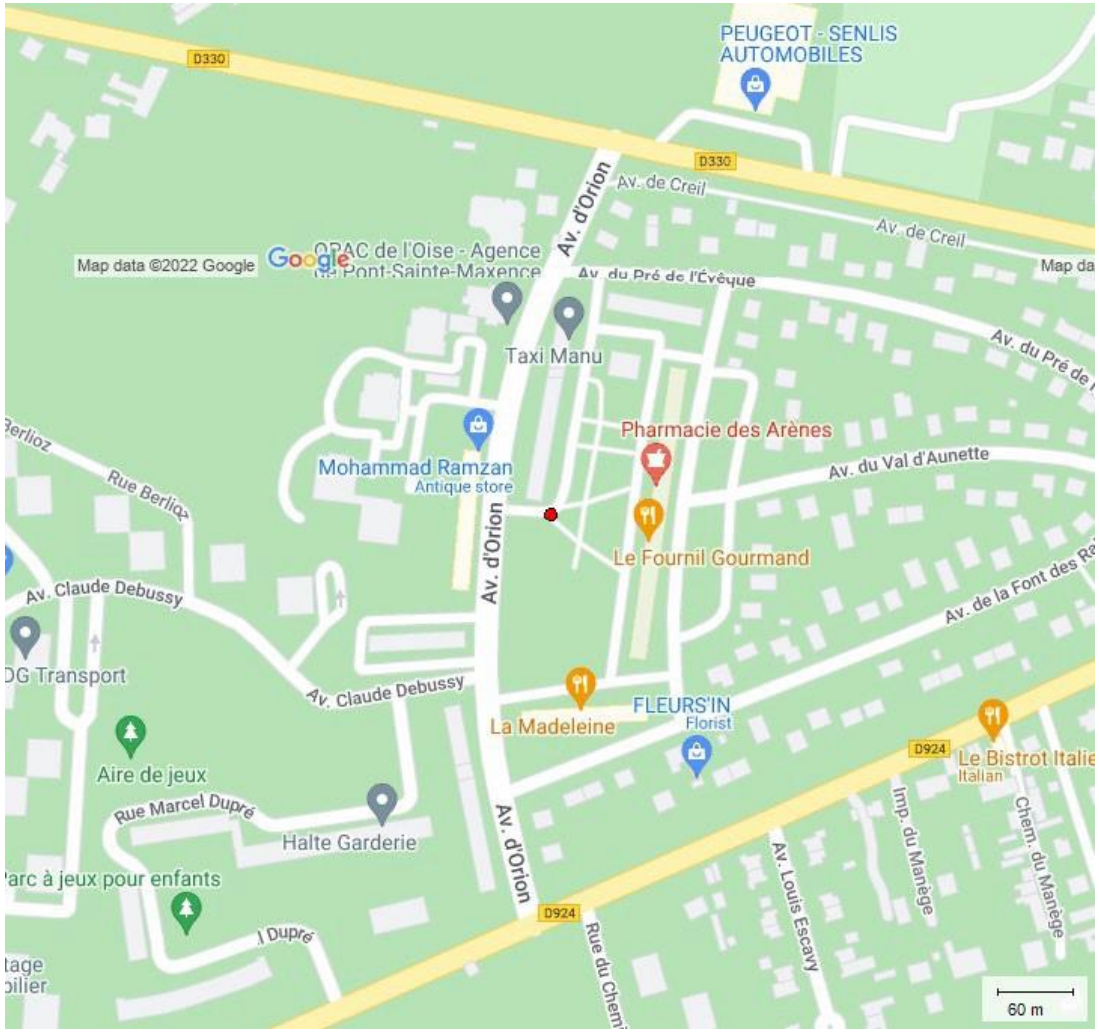



PHOTO NON CONTRACTUELLE

LT2E : 617037,3 2467646

CARTOGRAPHIE NON CONTRACTUELLE

# FICHE MOBILIER

AB 10001

Mobilier Pub / Non Pub : Non Pub

Sous-Famille AB AUVENT

Format

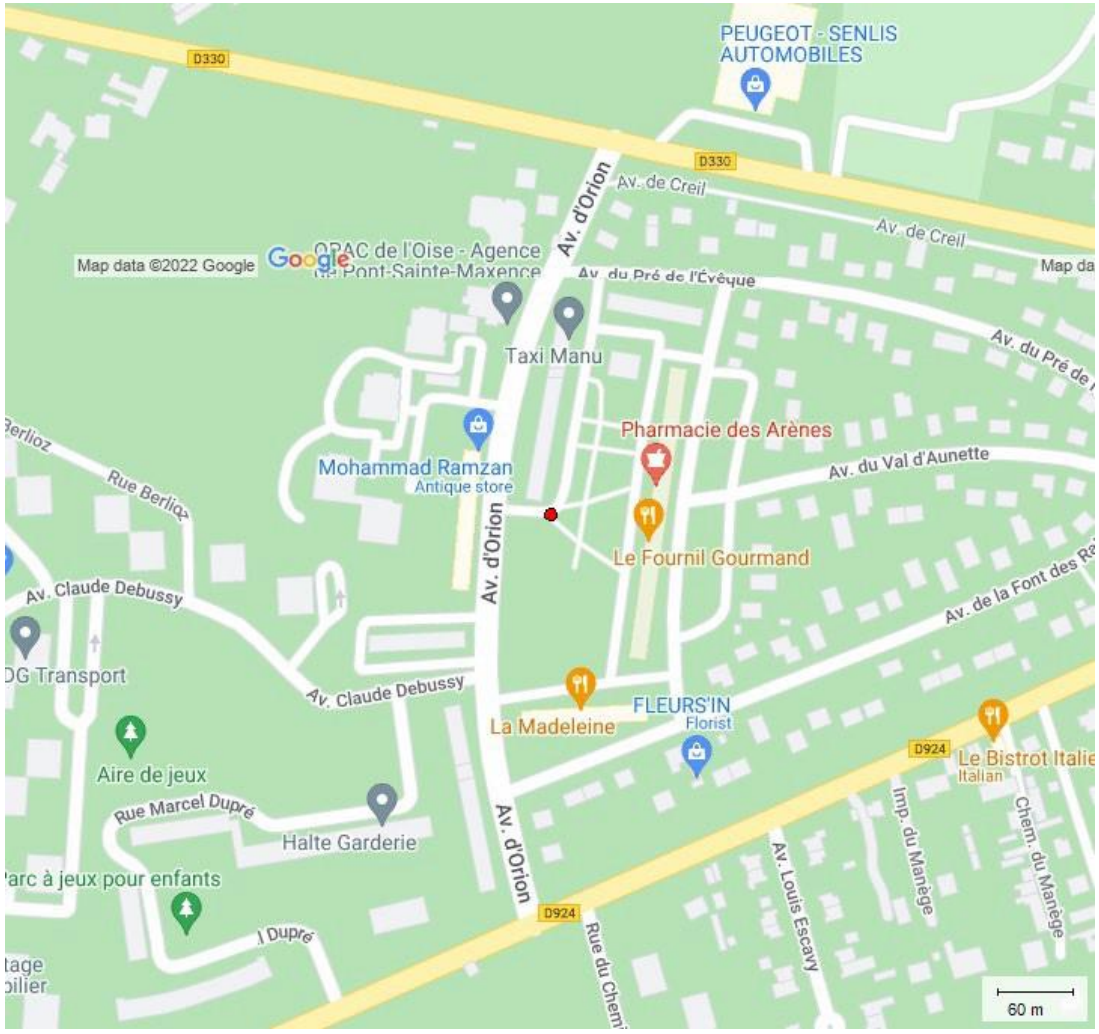
**SENLIS**

**RUE D'ORION**

Commentaire



PHOTO NON CONTRACTUELLE




LT2E : 617037,3 2467646

CARTOGRAPHIE NON CONTRACTUELLE

# FICHE MOBILIER



AB 00001

Mobilier Pub / Non Pub : Pub
Sous-Famille AB TRAFIC PUB 2FF
Format 2M
Type de contrat
Contrat Père
Contrat
Type empl.
Rang H
Rang V e

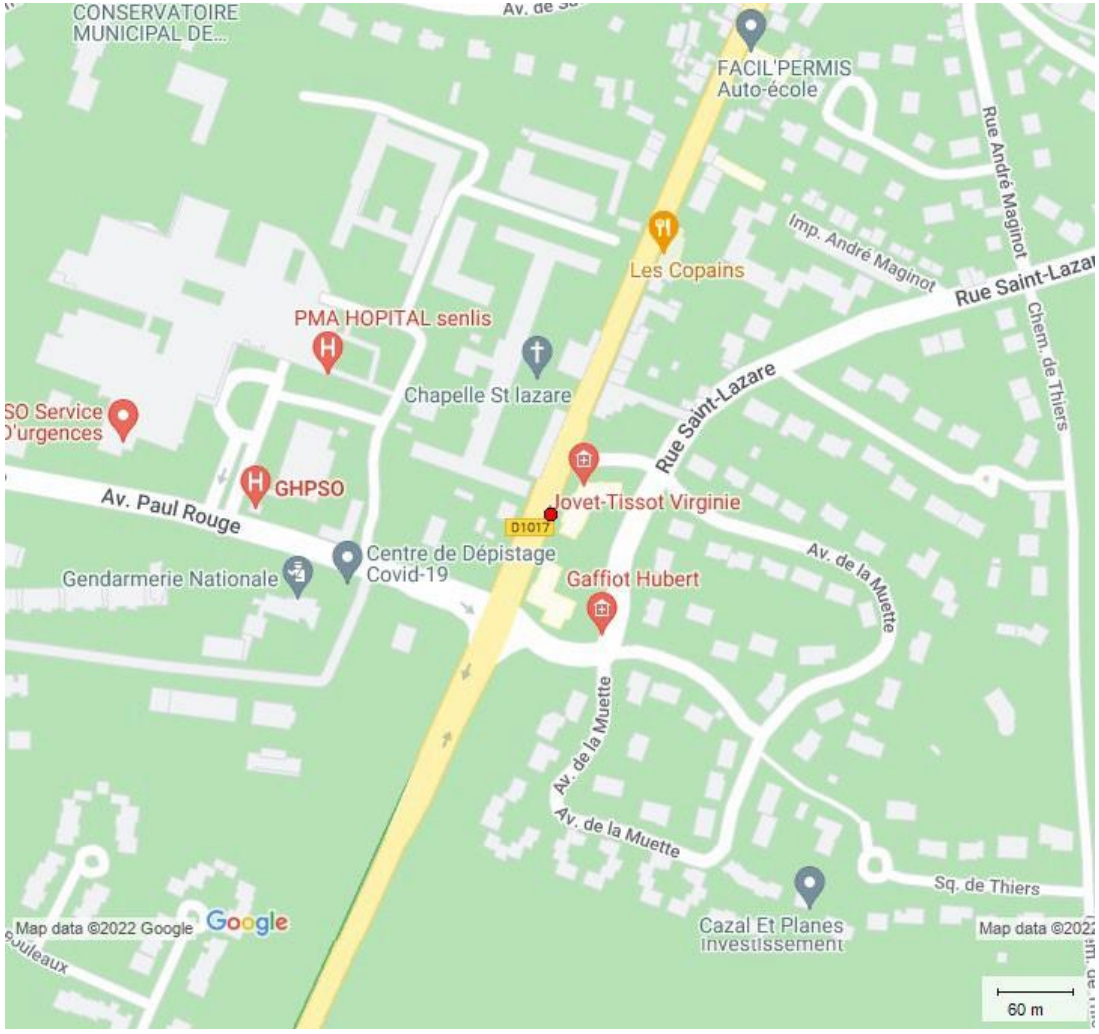
Commentair




**SENLIS**

**RN 77, FACE HOPITAL AVANT CHEMIN ST LAZARRE, A 20M**

DIRECTION VILLE




LT2E : 617574,3 2466488

CARTOGRAPHIE NON CONTRACTUELLE

# FICHE MOBILIER

AB



00005

Mobilier Pub / Non Pub : Pub
Sous-Famille AB TRAFIC PUB 2FF
Format 2M
Type de contrat
Contrat Père
Contrat e
Type empl.
Rang H
Rang V

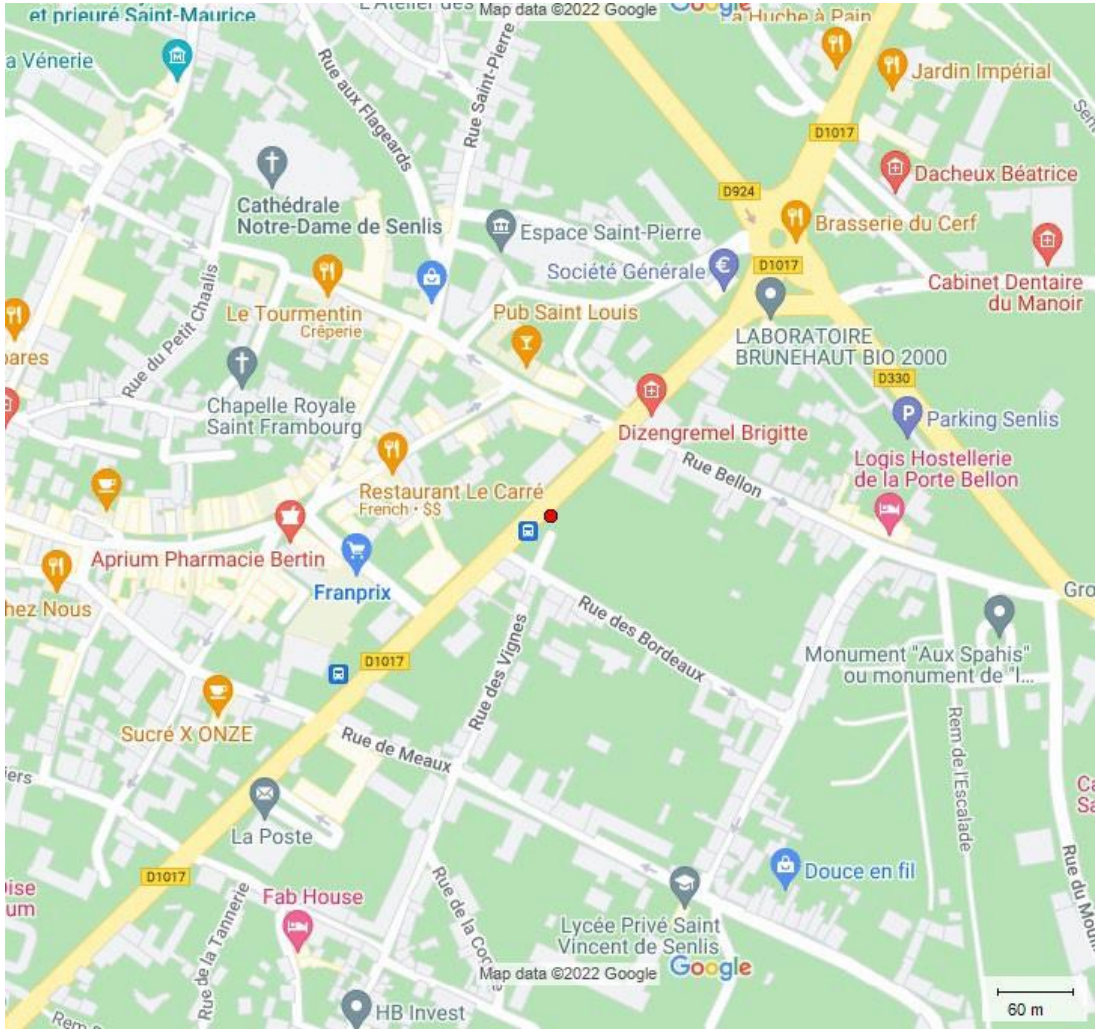
Commentair



**SENLIS**

**RUE REPUBLIQUE ANG RUE BORDEAU DIRECTION AUTOROUTE**

DEVANT RUE DES BORDEAUX ANGLE RUE DES BORDEAUX, A 10 M




LT2E : 618331 2467516

CARTOGRAPHIE NON CONTRACTUELLE

# FICHE MOBILIER



AB 00007

Mobilier Pub / Non Pub : Pub
Sous-Famille AB TRAFIC PUB 2FF
Format 2M
Type de contrat
Contrat Père
Contrat
Type empl.
Rang H
Rang V e

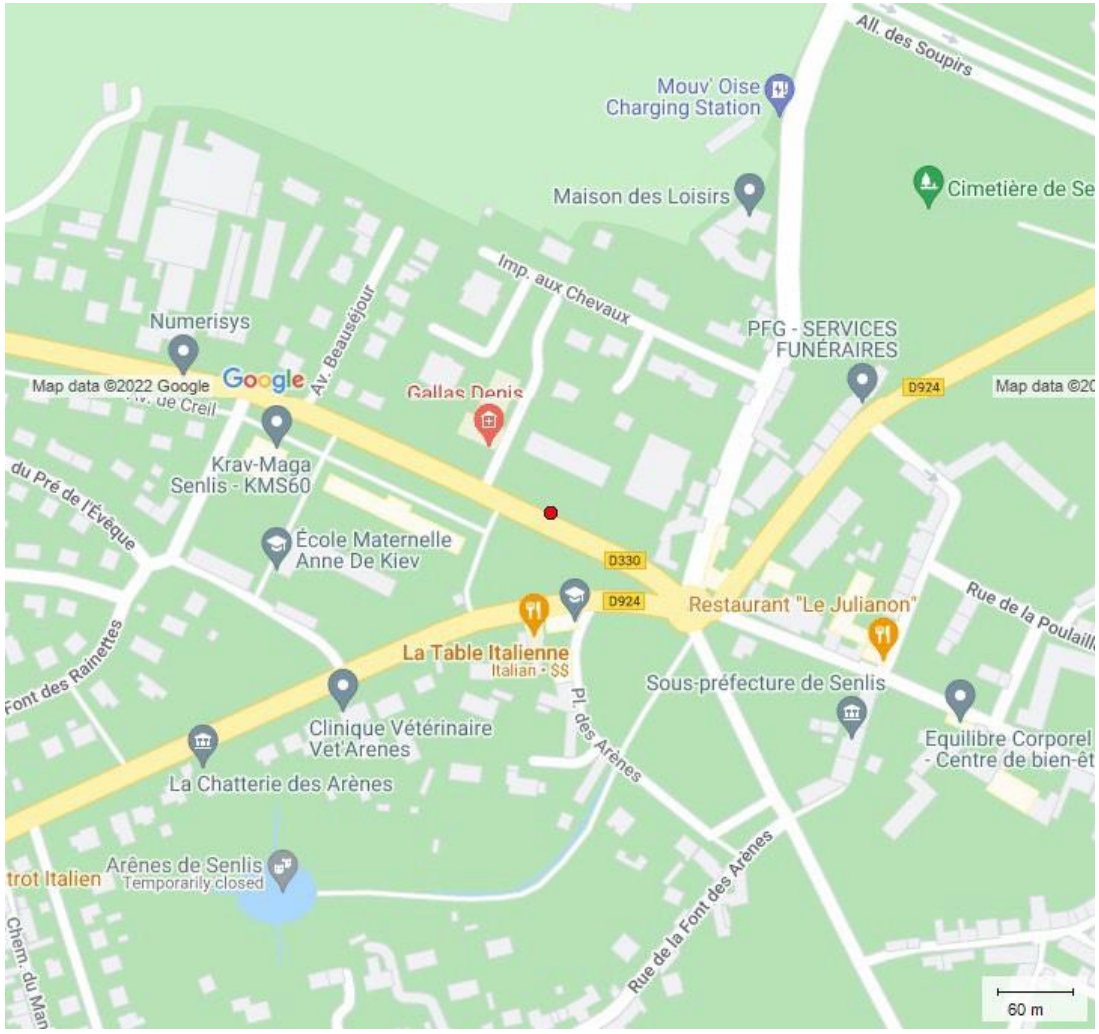
Commentair



**SENLIS**

**ROUTE DE CREIL RN 330 DIRECTION BANLIEUE**

DEVANT CENTRALE TELEPHONIQUE ROUTE NATIONALE 330




LT2E : 617562,4 2467710

CARTOGRAPHIE NON CONTRACTUELLE

# FICHE MOBILIER



AB 00009

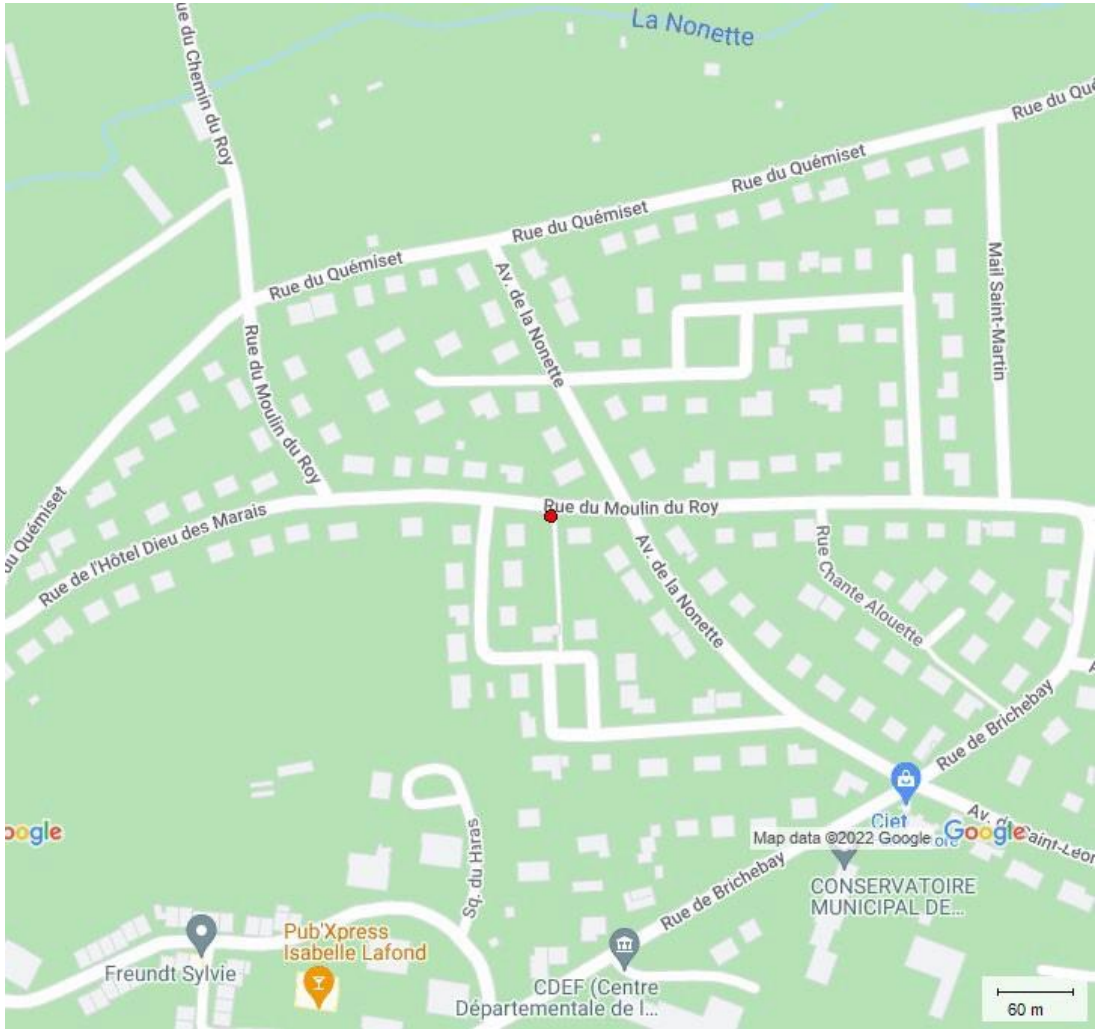
Mobilier Pub / Non Pub : Pub
Sous-Famille AB TRAFIC PUB 2FF
Format 2M
Type de contrat
Contrat Père
Contrat
Type empl.
Rang H
Rang V
e
Commentair

**SENLIS**

**RUE MOULIN DU ROY, DEVANT N°42 AVANT ANGLE AV DE NOUETTE, 20M**
DIRECTION CENTRE VILLE




PH




LT2E : 617188,8 2466941

CARTOGRAPHIE NON CONTRACTUELLE

# FICHE MOBILIER



AB 00011

**SENLIS**

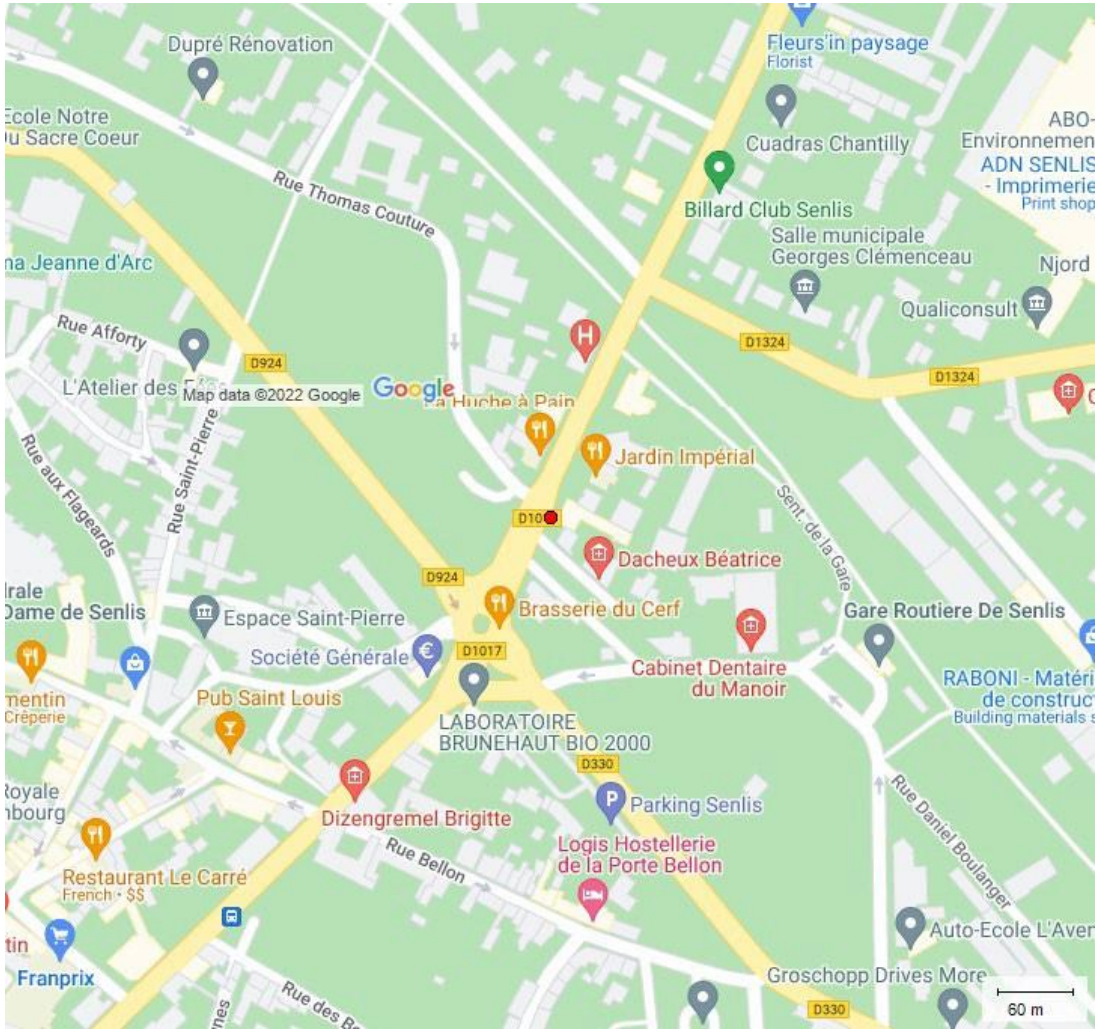
**AV MAL FOCH ANG RUE BOUTTEVILL ANGLE RUE DE BOUTTEVILLE, 80 M**

DIRECTION COMPIEGNE

Mobilier Pub / Non Pub : Pub
Sous-Famille AB TRAFIC PUB 2FF
Format 2M
Type de contrat
Contrat Père
Contrat
Type empl.
Rang H
Rang V e

Commentair






LT2E : 618485,9 2467715

CARTOGRAPHIE NON CONTRACTUELLE

# FICHE MOBILIER



AB 00010

Mobilier Pub / Non Pub : Pub
Sous-Famille AB TRAFIC PUB 2FF
Format 2M
Type de contrat
Contrat Père
Contrat
Type empl.
Rang H e
Rang V

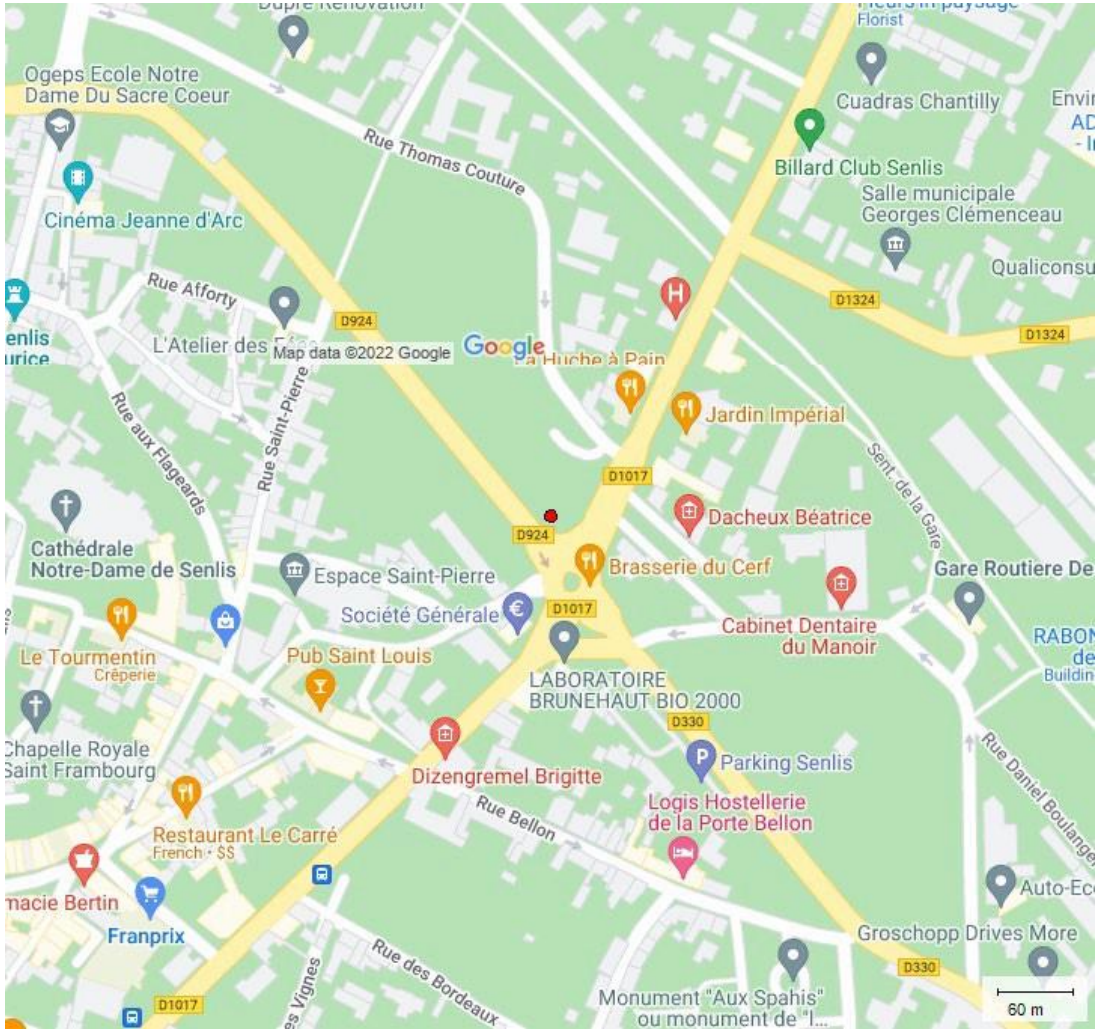
Commentair



**SENLIS**

**AV MAL FOCH ANG MONTMORENCY ANGLE RUE DE MONTMORENCY**

DIRECTION PARIS




LT2E : 618438,3 2467694

CARTOGRAPHIE NON CONTRACTUELLE

# FICHE MOBILIER



AB 00008

Mobilier Pub / Non Pub : Pub
Sous-Famille AB TRAFIC PUB 2FF
Format 2M
Type de contrat
Contrat Père
Contrat
Type empl.
Rang H
Rang V e

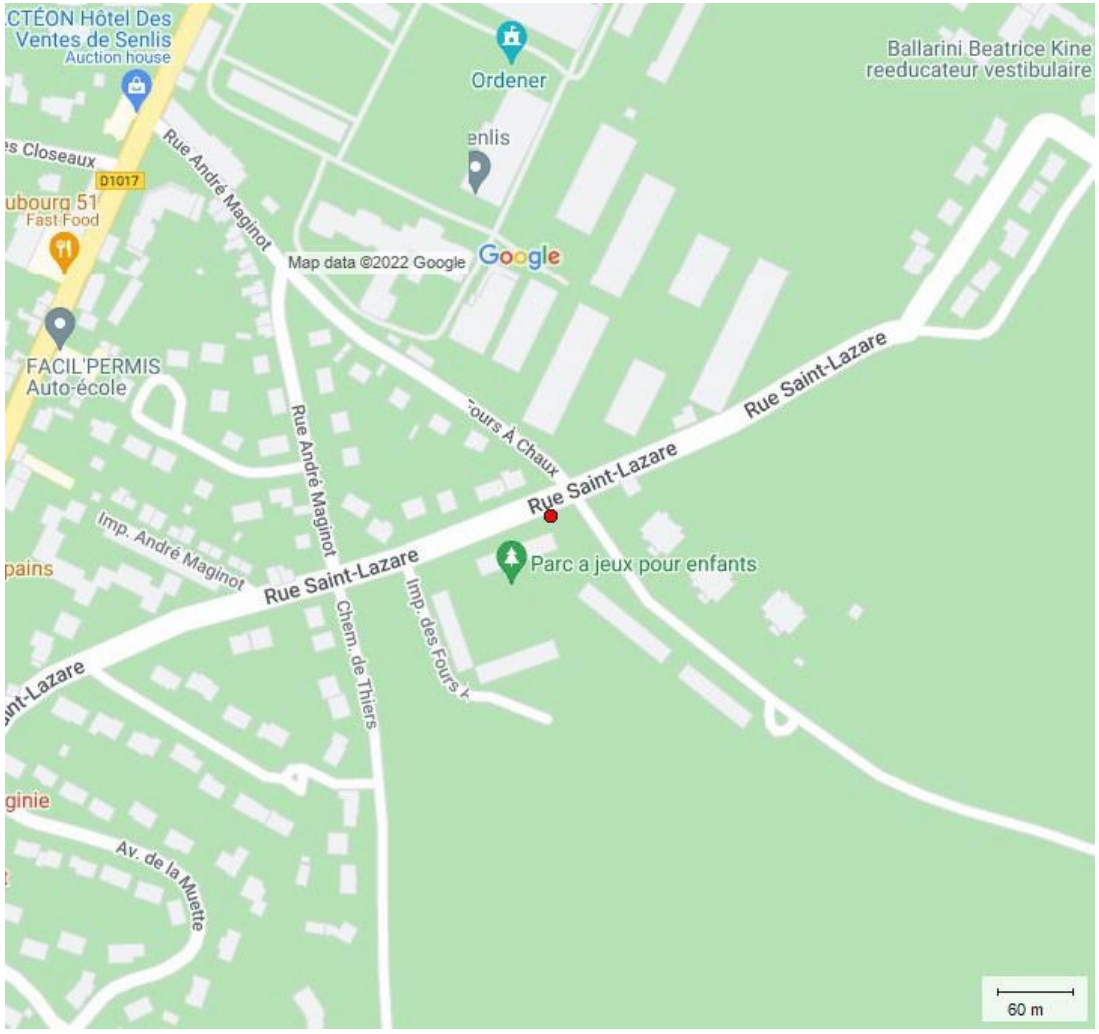
Commentair




**SENLIS**

**CHEMIN DE ST LAZARRE, DVT N°42 AVANT RUE DE FOURS A CHAUX, 5M**

DIRECTION BANLIEUE ANGLE ROUTE NATIONALE 77




LT2E : 617933,5 2466644

CARTOGRAPHIE NON CONTRACTUELLE

# FICHE MOBILIER



AB 00006

| | |
|---|---|
| Mobilier Pub / Non Pub : | Pub |
| Sous-Famille | AB TRAFIC PUB 2FF |
| Format | 2M |
| Type de contrat | CONVENTION |
| Contrat Père | |
| Contrat | |
| Type empl. | |
| Rang H | |
| Rang V | |
| | e |
| Commentair | |

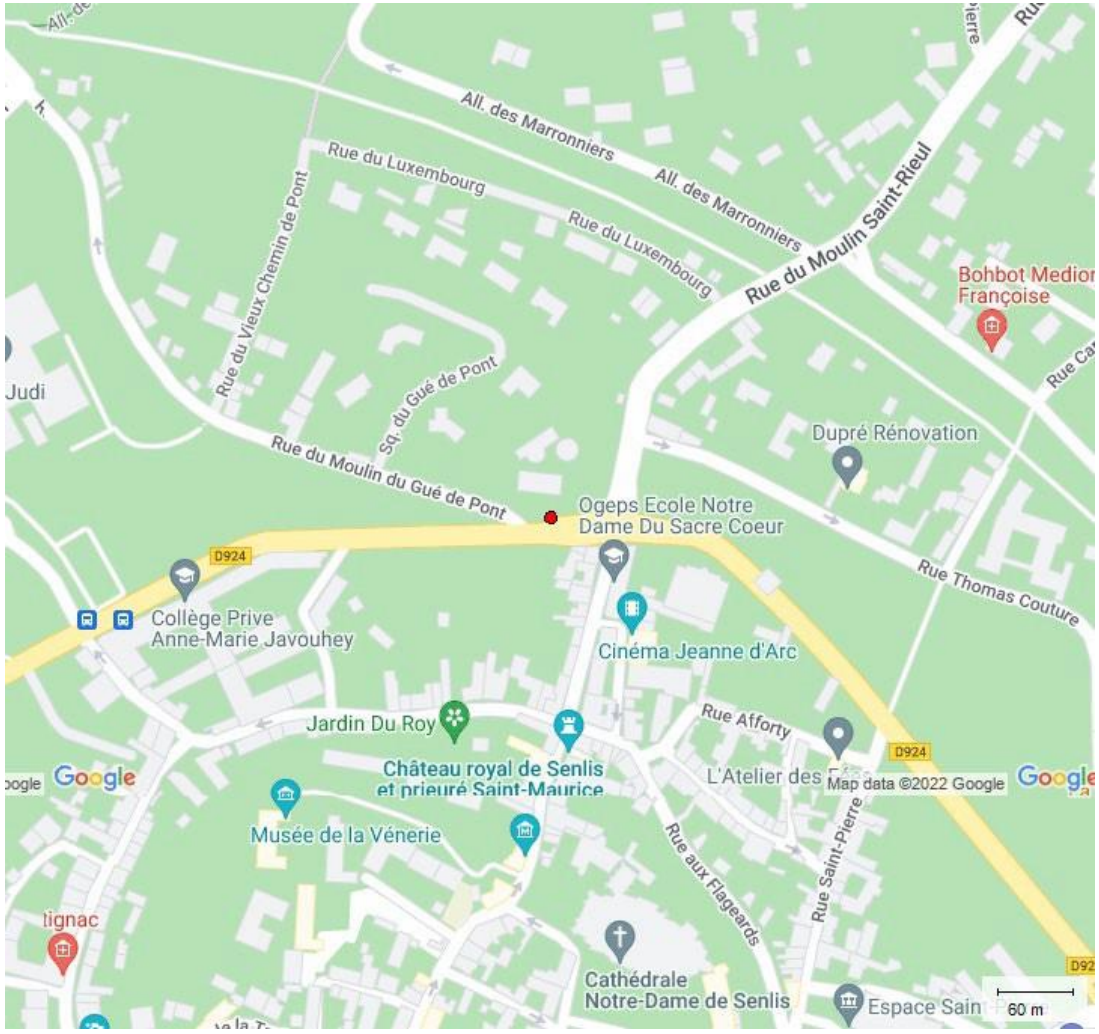
**SENLIS**

**RUE DU MOULIN DU GUE DU PONT DIRECTION BANLIEUE**

FACE USINE DES EAUX ANGLE BOULEVARD PASTEUR



PH




LT2E : 618149,4 2467916

CARTOGRAPHIE NON CONTRACTUELLE

# FICHE MOBILIER



AB 00002

Mobilier Pub / Non Pub : Pub
Sous-Famille AB TRAFIC PUB 2FF
Format 2M
Type de contrat
Contrat Père
Contrat
Type empl.
Rang H e
Rang V

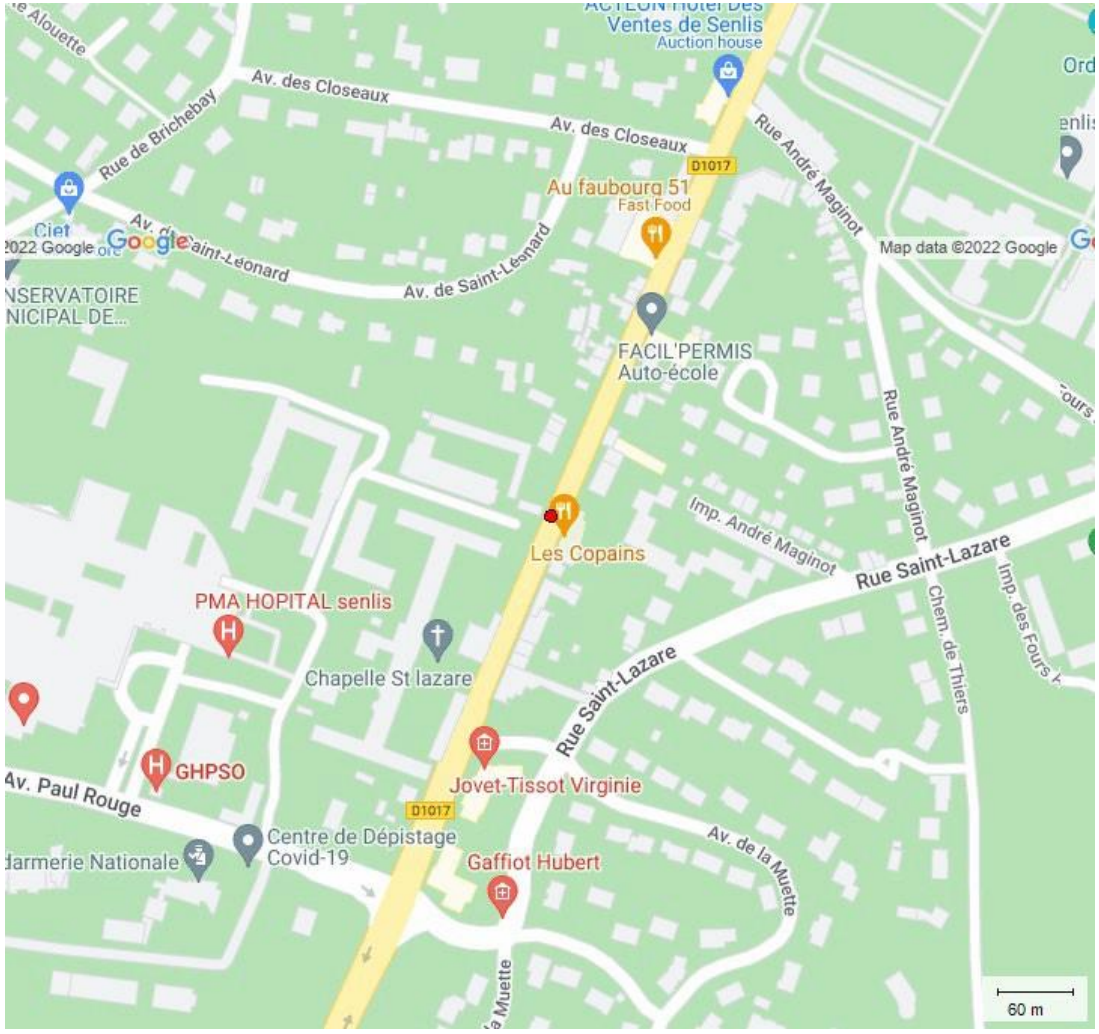
Commentair



**SENLIS**

**RUE FBG ST MARTIN,DVT HOPITAL 400M. ANGLE AVENUE CLOSEAUX**

DIRECTION BANLIEUE FACE STATION SERVICE,




LT2E : 617625,1 2466635

CARTOGRAPHIE NON CONTRACTUELLE

# FICHE MOBILIER



AB 00003

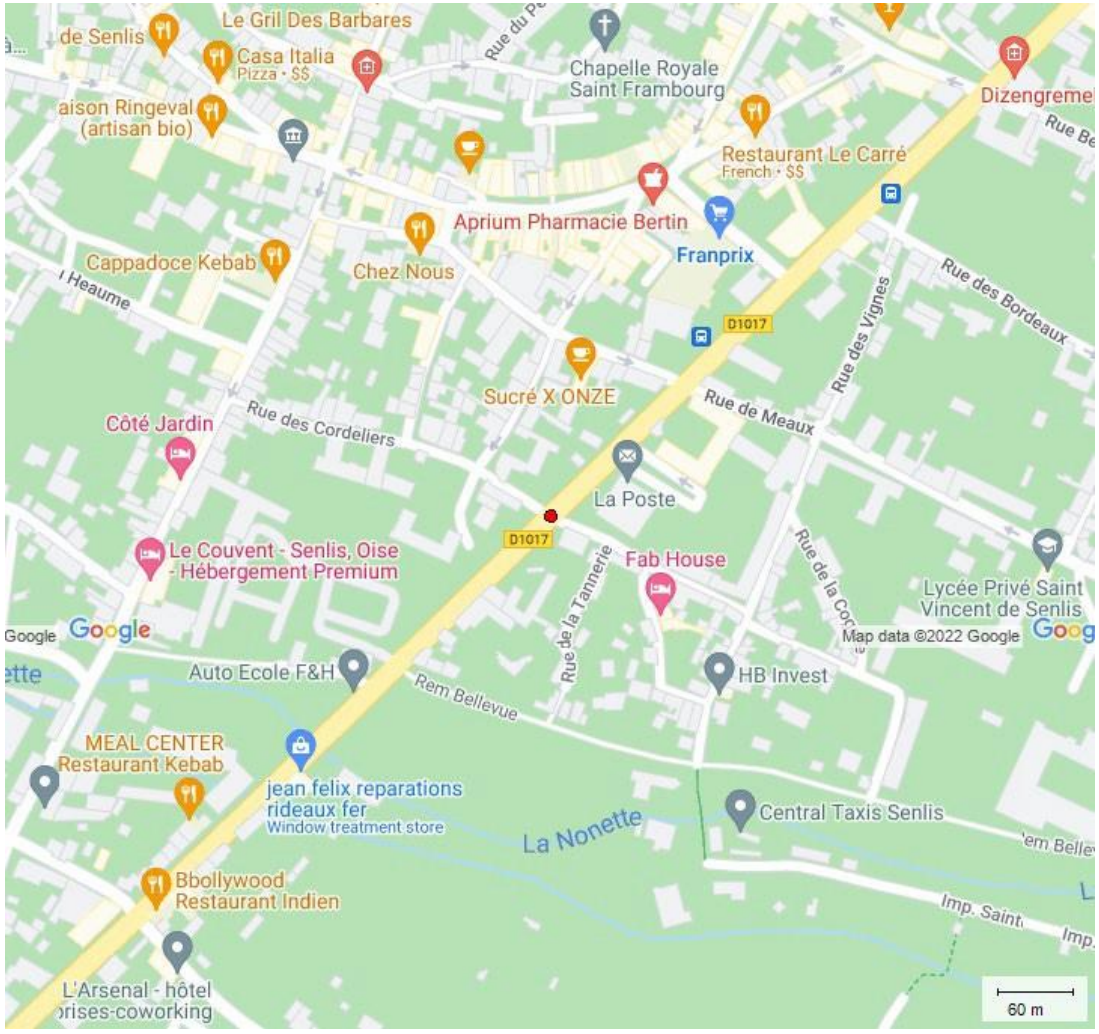
Mobilier Pub / Non Pub : Pub
Sous-Famille AB TRAFIC 1 CAIS ARR PUB SF
Format 2M
Type de contrat
Contrat Père
Contrat
Type empl.
Rang H e
Rang V

Commentair

**SENLIS**

**RUE DE LA REPUBLIQUE FACE 16 ANG RUE BRETONNERIE, A 100 M**




LT2E : 618143,5 2467339

CARTOGRAPHIE NON CONTRACTUELLE

# FICHE MOBILIER



MU 00001

Mobilier Pub / Non Pub : Mixte Pub / non Pub
Sous-Famille MU PARIS 2
Format 2M
Type de contrat
Contrat Père
Contrat
Type empl. e
Rang H
Rang V

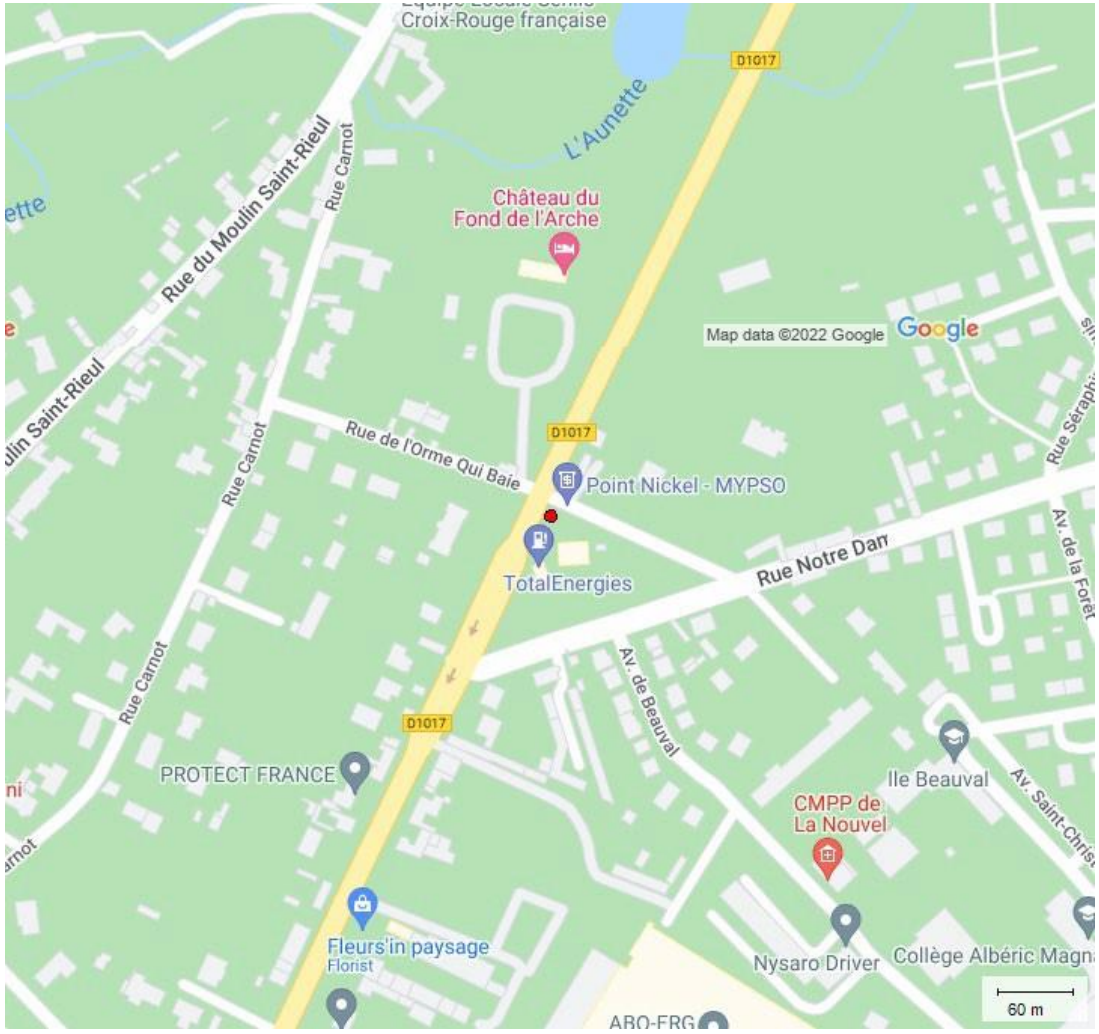
Commentair




**SENLIS**

**AVENUE FOCH, DEVANT TOTAL DE BONSECOURS**

DIRECTION N 17, ANGLE CHEMIN




LT2E : 618711,4 2468187

CARTOGRAPHIE NON CONTRACTUELLE

# FICHE MOBILIER



MU 00006

Mobilier Pub / Non Pub : Mixte Pub / non Pub
Sous-Famille MU PARIS 2
Format 2M
Type de contrat
Contrat Père
Contrat
Type empl.
Rang H e
Rang V

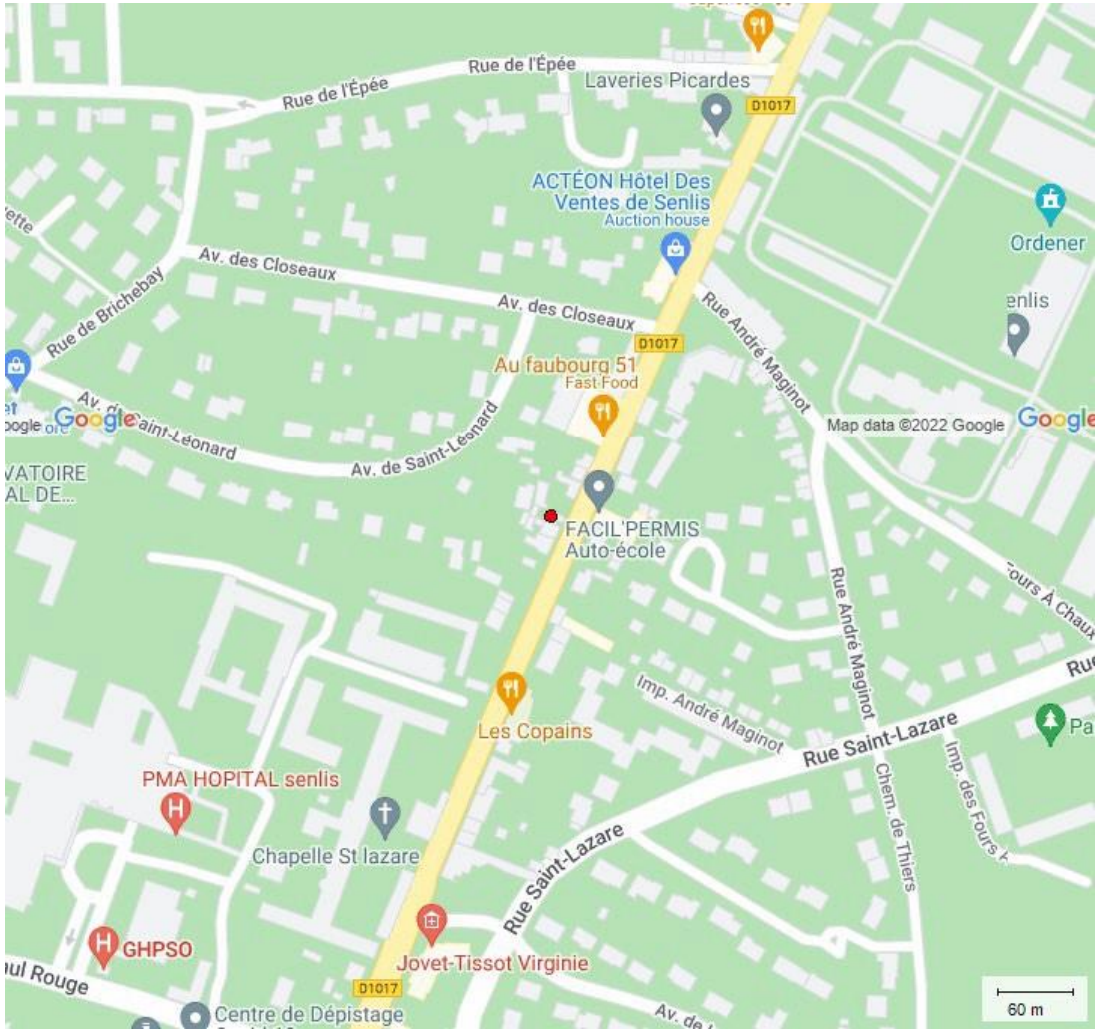
Commentair




**SENLIS**

**RUE DU FBG ST MARTIN, DVT N°43**

DIRECTION PARIS




LT2E : 617652,6 2466728

CARTOGRAPHIE NON CONTRACTUELLE

# FICHE MOBILIER



MU 00005

Mobilier Pub / Non Pub : Mixte Pub / non Pub
Sous-Famille MU PARIS 2
Format 2M
Type de contrat
Contrat Père
Contrat
Type empl.
Rang H e
Rang V

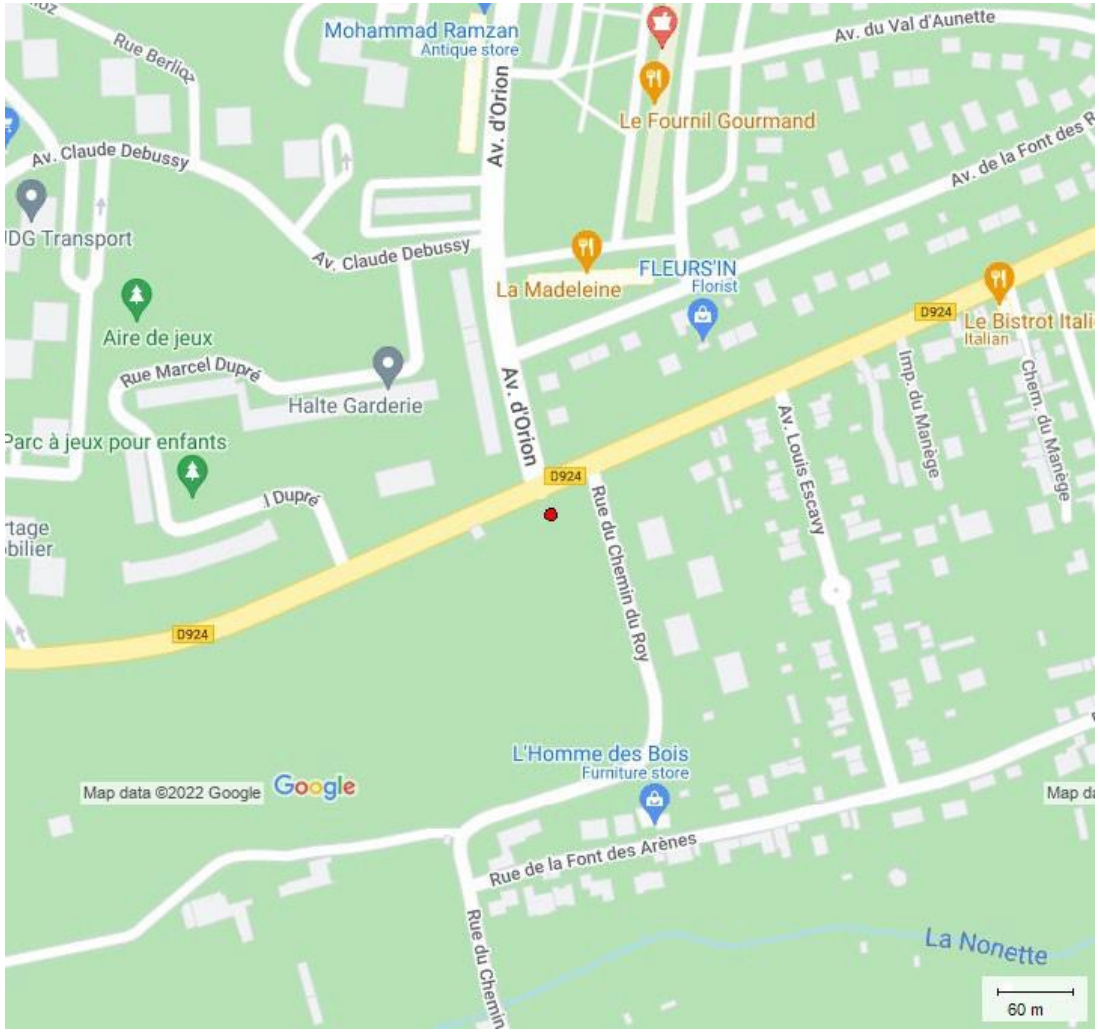
Commentair



**SENLIS**

**ROUTE DE CHANTILLY, FACE N°48 ANGLE CHEMIN DU ROY, A 20 M.**

DIRECTION CENTRE VILLE




LT2E : 617035,4 2467419

CARTOGRAPHIE NON CONTRACTUELLE

# FICHE MOBILIER



MU 00002

Mobilier Pub / Non Pub : Mixte Pub / non Pub
Sous-Famille MU PARIS 2
Format 2M
Type de contrat
Contrat Père
Contrat
Type empl.
Rang H e
Rang V

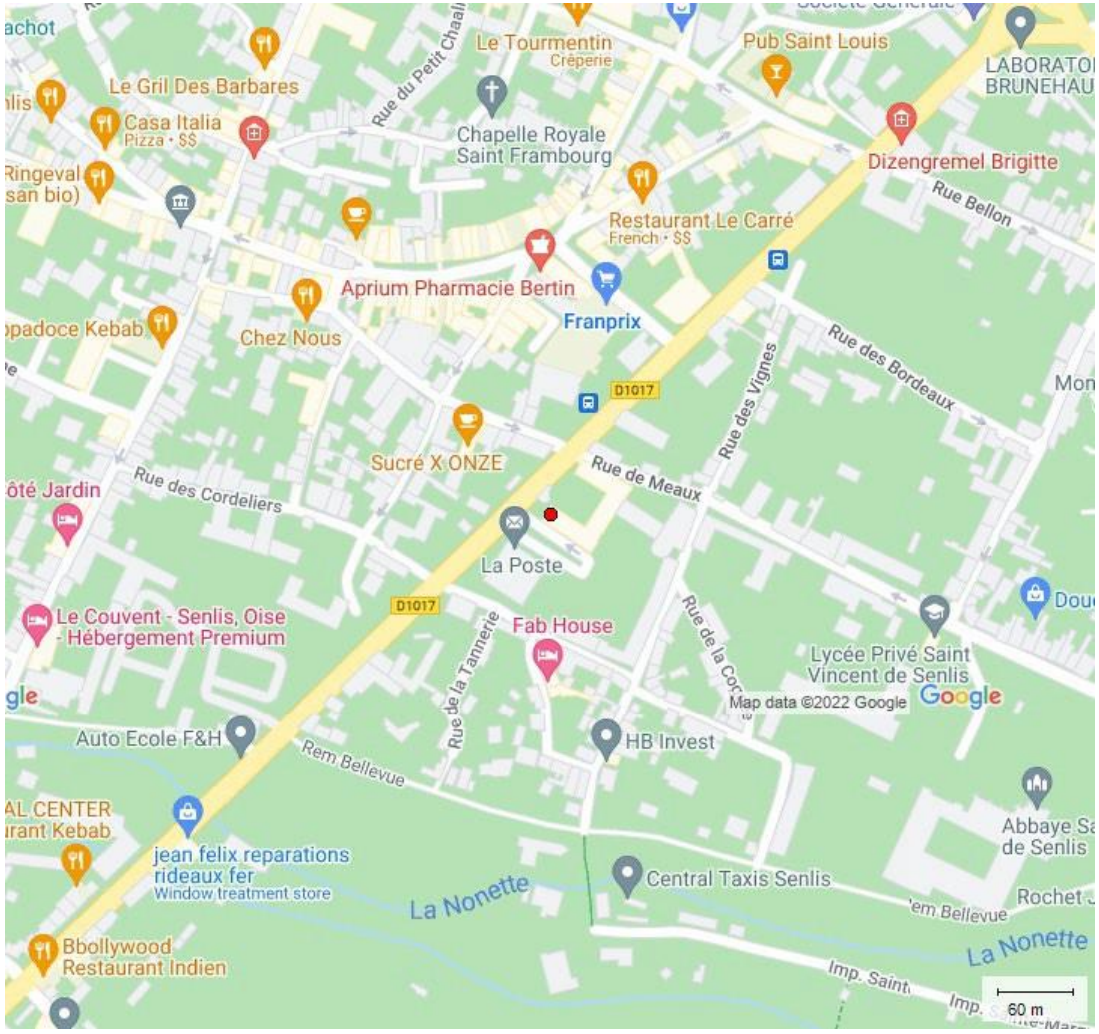
Commentair




**SENLIS**

**RUE DE LA REPUBLIQUE, DVT N°48 ANGLE REMPART BELLEVUE**

DIRECTION CENTRE VILLE




LT2E : 618202 2467375

CARTOGRAPHIE NON CONTRACTUELLE

# FICHE MOBILIER



MU 00004

Mobilier Pub / Non Pub : Mixte Pub / non Pub
Sous-Famille MU PARIS 2
Format 2M
Type de contrat
Contrat Père
Contrat
Type empl.
Rang H e
Rang V

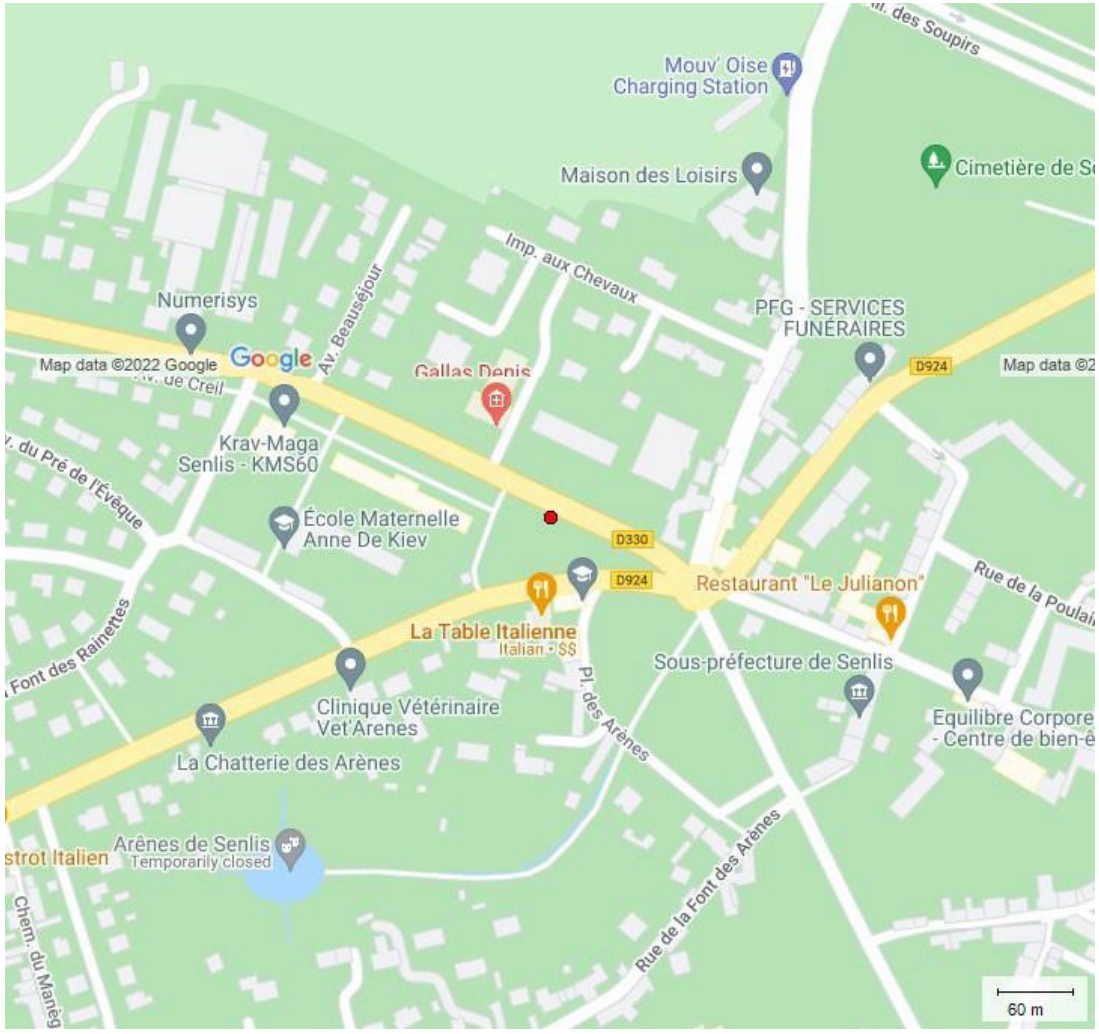
Commentair




**SENLIS**

**ROUTE DE CREIL AVANT PLACE DE CREIL A 50 M.**

DIRECTION CENTRE VILLE




LT2E : 617558,4 2467697

CARTOGRAPHIE NON CONTRACTUELLE

# FICHE MOBILIER



MU 00003

Mobilier Pub / Non Pub : Mixte Pub / non Pub
Sous-Famille MU ANGLIA
Format 2M
Type de contrat
Contrat Père
Contrat
Type empl.
Rang H e
Rang V

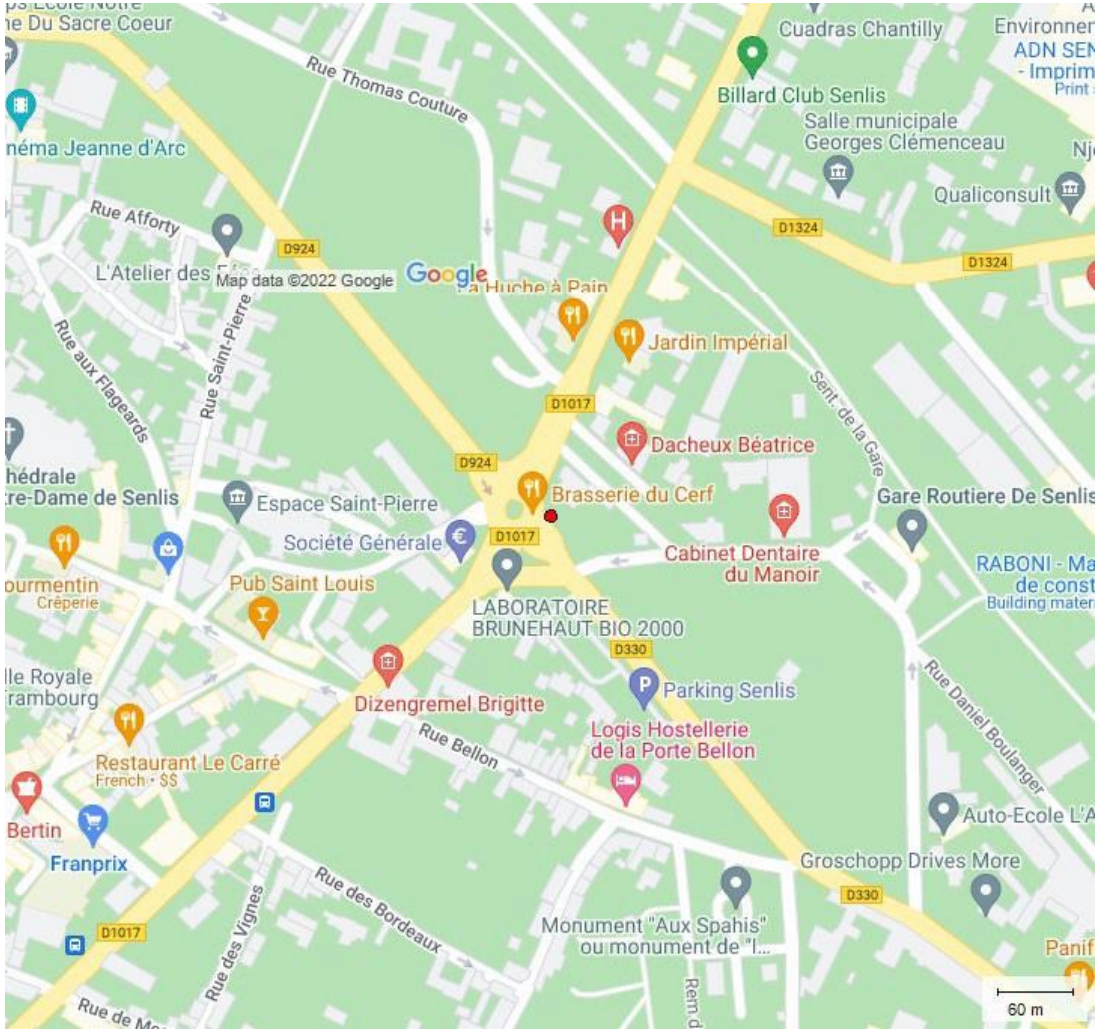
Commentair




**SENLIS**

**AV. MARECHAL FOCH**

DEVANT LE CHALET DE SYLVIE




LT2E : 618468,9 2467656

CARTOGRAPHIE NON CONTRACTUELLE

Philippe VEDIAUD Signature numérique de Philippe VEDIAUD
Date : 2024.11.05 11:24:03 +01'00'

Acte exécutoire le 19/12/2024
Reçu par la Préfecture le 19/12/2024
Publié sur le Site Internet de la Ville le 19/12/2024

Conseil Municipal du 12 décembre 2024
Délibération n° 11 - Annexe 2

**PROJET DE CONTRAT**

**CONCESSION DE SERVICES**

---

# Concession de mobiliers urbains destinés à l'affichage publicitaire et non publicitaire de la Commune de Senlis

---

**Commune de Senlis**
Hôtel de ville
3 place Henri IV
60300 SENLIS

## PREAMBULE – DEFINITIONS

**« Annexe »** désigne une annexe du présent contrat ;

**« Autorité concédante** » désigne la Ville de Senlis ;

**« Concessionnaire »** désigne la société attributaire du présent contrat de concession ;

**« Contrat de concession »** désigne le contrat de concession, ses annexes et ses avenants, conclu entre l'Autorité concédante et le Concessionnaire ;

**« Emplacement »** désigne l'emplacement d'un mobilier correspondant à son lieu d'implantation précisément déterminé ;

**« Mobilier »** désigne l'intégralité des mobiliers objets du présent contrat.

**"Redevance annuelle "** : montant versé à la Ville par le concessionnaire sur la base du Compte d'exploitation prévisionnel

## Sommaire


- *CHAPITRE I – DISPOSITIONS GENERALES.....5*
- *Article 1- FORMATION DU CONTRAT .....5*
- *Article 2- OBJET DE LA CONCESSION.....5*
- *Article 3- DUREE.....7*
- *CHAPITRE II - PÉRIMÈTRE DE LA PRESTATION.....7*
- *Article 4- DEFINITION DU PERIMETRE .....7*
- *Article 5– APPROVISIONNEMENT ET SOUS-CONTRATS.....8*
- *Article 6 - EMPLACEMENT DES MOBILIERS .....9*
- *Article 7- CONTRAINTES PARTICULIÈRES.....10*
- *Article 8– SPÉCIFICITÉS TECHNIQUES GÉNÉRALES.....11*
- *Article 9 – PRESTATION D'IMPRESSION ET D'AFFICHAGE .....14*
- *Article 10 – PROPRIETE DES MOBILIERS INSTALLÉS.....16*
- *Article 11 – DROIT DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE.....16*
- *CHAPITRE III - CARACTÉRISTIQUES DES MOBILIERS .....18*
- *Article 12 - MOBILIERS D'INFORMATION MUNICIPALE DOUBLE FACE (2m²).....18*
- *Article 13 - DISPOSITIONS RELATIVES AUX MATS D'AFFICHAGE NON PUBLICITAIRES .....19*
- *Article 14 - PANNEAUX D'AFFICHAGE LIBRE.....20*
- *Article 15 – COLONNE D'AFFICHAGE NON PUBLICITAIRE.....20*
- *Article 16 –ABRIS-VOYAGEURS PUBLICITAIRES SIMPLES ET DOUBLES.20*
- *Article 17 – JOURNAUX ÉLECTRONIQUES D'INFORMATION .....25*
- *Article 18 – FLECHES DE JALONNEMENT.....26*
- *Article 19 – MOBILIERS SUR PLATINE DE 2 M² .....26*
- *CHAPITRE IV- EXECUTION DE LA CONCESSION.....27*
- *Article 20 – MISE EN SERVICE .....27*
- *Article 21 – GESTION DES TRAVAUX .....27*
- *Article 22 ENTRETIEN ET DEPLACEMENT DU MOBILIER.....30*
- *Article 23 – TARIF DE LA CONSOMMATION ELECTRIQUE ET VARIATION DU PRIX.....34*
- *Article 24 – RÉFECTION DU SOL .....35*
- *CHAPITRE V – RÉGIME DES BIENS ET DU PERSONNEL.....35*

- *Article 25 – BIENS NÉCESSAIRES À L'EXPLOITATION DU SERVICE.....35*
- *Article 26 – RÉGIME DU PERSONNEL ET ENGAGEMENTS EN FAVEUR DE L'EMPLOI ET DE L'INSERTION .....36*
- *CHAPITRE VI - DISPOSITIONS FINANCIERES.....38*
- *Article 27 – CONTREPARTIE .....38*
- *Article 28 - MODALITES D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC COMMUNAL.....39*
- *Article 29 – CHARGES CONTRACTUELLES D'EXPLOITATION.....42*
- *CHAPITRE VII – OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES DU CONCESSIONNAIRE 43*
- *Article 30 – INDEPENDANCES DES CLAUSES.....43*
- *Article 31 - RESPONSABILITE DU CONCESSIONNAIRE.....43*
- *Article 32 Confidentialité.....45*
- *Article 33 – COORDINATION CONCESSIONNAIRE/VILLE .....45*
- *Article 34 – RÉUNION DE SUIVI DE L'EXPLOITATION .....45*
- *Article 35 – DROIT DE CONTRÔLE DE LA VILLE .....46*
- *Article 36 – RAPPORT ANNUEL DU CONCESSIONNAIRE (RAC) .....48*
- *Article 37 – CONSTATATION DE L'EXECUTION.....51*
- *Article 38- PENALITES.....52*
- *Article 39– RÉSILIATION DE LA CONCESSION.....54*
- *Article 40 – CONTINUITÉ DU SERVICE EN FIN DE CONTRAT .....56*
- *Article 41 - DÉPOSE EN FIN DE CONTRAT .....56*
- *Article 42 – REMISE DES PLANS ET DES DOCUMENTS RELATIFS AU SERVICE .....57*
- *Article 43 – PERSONNEL DU CONCESSIONNAIRE .....57*
- *Article 44 – RÉVERSIBILITÉ.....58*
- *Article 45 – RECOURS ET TRIBUNAL COMPETENT.....58*
- *Article 46 - ANNEXES.....60*

# - CHAPITRE I – DISPOSITIONS GENERALES

## - Article 1- FORMATION DU CONTRAT

Le présent contrat est formé entre :

**La Ville de Senlis,**
Représentée par son Maire en exercice Pascale LOISELEUR, dûment habilité par délibération du Conseil municipal en date du ,

Ci-après dénommée « l'autorité concédante » ou « l'autorité concédante » d'une part ;

Et,

PHILIPPE VEDIAUD PUBLICITE au capital de 8012000 euros, immatriculée au R.C.S de Pontoise sous le numéro 751065715, ayant pour siège social 53 rue Corbier Thiébaut 60270 Gouvieux , représentée par Philippe Vediaud, ci-après désigné « le Concessionnaire »,

Ci-après dénommée le « concessionnaire », d'autre part.

## - Article 2- OBJET DE LA CONCESSION

### 2-1 Présentation générale

Le présent projet de contrat de concession fixe les conditions de fourniture, d'installation et d'entretien et d'exploitation commerciale de mobiliers urbains destinés à la Ville de Senlis.

Ces nouveaux mobiliers restent propriété du titulaire du marché, à charge pour lui de financer la globalité de sa prestation par l'exploitation publicitaire de ces mobiliers.

### 2-2 Contenu du contrat de concession

Le présent contrat de concession de services est un contrat par lequel la Ville transfère au Concessionnaire le risque lié à l'exploitation des équipements et du service, en contrepartie de l'autorisation d'en assurer une exploitation publicitaire.

La Collectivité ne participe pas au financement du service et ne verse aucun prix en contrepartie de l'exécution des prestations.

Le Concessionnaire est maître d'ouvrage chargé d'établir, à ses frais et risques, l'ensemble des ouvrages nécessaires au service.

Le Concessionnaire est notamment chargé de :

- la gestion du service et l'exploitation des installations,
- la prise en charge de l'affichage publicitaire,
- l'impression et la pose des affiches municipales
- l'acquisition et la fourniture de l'ensemble des équipements neufs,
- la pose des installations et leurs branchements sur les réseaux divers nécessaires au fonctionnement du service ainsi que la prise en charge de l'ensemble des consommations électriques des mobiliers urbains,
- la dépose, la destruction des panneaux d'affichage libre appartenant à la Ville, de 7 abris-voyageurs non publicitaires (6 simples et 1 double) appartenant à la ville et leur traitement dans les filières de recyclage conformément à la réglementation en vigueur,
- l'exécution des travaux et la remise en état des trottoirs et des chaussées à l'identique lors de la pose initiale, des déplacements et en fin de contrat,
- la perception des recettes commerciales et de toute recette annexe liée à l'exploitation du service concédé,
- le nettoyage de l'ensemble du parc de mobiliers urbains publicitaires et non publicitaires, objets du présent contrat,
- la maintenance préventive et curative des mobiliers publicitaires et non publicitaires, objets du présent contrat,
- la rénovation de la peinture des mobiliers dès que nécessaire et en tout état de cause dès la demande formulée par le concessionnaire,
- le renouvellement du matériel et des équipements qui viendraient à être détériorés ou défectueux,
- l'évolution technologique des dispositifs numériques pour éviter toute obsolescence technologique en cours de contrat,
- la gestion administrative et financière du service,
- la mise à disposition de l'ensemble des mobiliers d'information qui portera l'information municipale, institutionnelle et associative.

La concession comprend l'ensemble des prestations, fournitures et travaux. Elle comprend en outre :

- les études techniques,
- les déclarations et demandes d'autorisations diverses,
- les études esthétiques et de design,
- les implantations, pose, enlèvement en fin de marché et les déclarations auprès des gestionnaires des réseaux et le cas échéant auprès de l'Architecte des bâtiments de France,
- les terrassements généraux, les mouvements de terre, les démolitions nécessaires
- l'évacuation des déblais,
- les remises en état de sol, les finitions
- les recherches de domanialité et les questions de délimitation,
- le nettoyage des équipements installés,

Toutes les suggestions nécessaires au bon fonctionnement des équipements projetés (c'est-à-dire : l'entretien courant et la réparation des dégradations résultant d'accidents ou d'actes de vandalisme ainsi que les modifications nécessaires pour la mise aux normes des équipements).

## - Article 3- DUREE

La durée du contrat de concession est fixée à 12 ans à partir de sa notification pour l'ensemble des prestations y compris les mobiliers installés en cours d'exécution.

Le présent contrat prendra effet à compter du XX-XX-20XX.

Date d'installation du mobilier : **au plus tard** sous deux mois à compter de la réception de l'ordre de service précisant l'ensemble des informations nécessaires à la conception, la livraison et l'installation des mobiliers.

# - CHAPITRE II - PÉRIMÈTRE DE LA PRESTATION

## - Article 4- DEFINITION DU PERIMETRE

Le périmètre géographique du contrat correspond au territoire de la Ville de Senlis (85400).

Les mobiliers urbains sont installés sur des emplacements sélectionnés d'un commun accord par l'autorité concédante et le concessionnaire, sur le domaine public.

Le concessionnaire installe et exploite les mobiliers suivants :

| | |
|---|---|
| Mobilier d'information municipale publicitaire 2 m² | **21** |
| Abris-voyageurs publicitaires simple | **20** |
| Abris-voyageurs publicitaires double | **3** |
| Journal électronique d'information | **4** |
| Colonne d'affichage non-publicitaire | **1** |
| Panneaux affichage libre | **12** |
| Mâts non publicitaires porte affiche | **15** |
| Flèches de jalonnement | **10** |
| Mobiliers sur platine de 2 m² | **10** |

Les caractéristiques des supports sont précisées ci-dessous.

Au cours du contrat, au regard de l'évolution des besoins de la Ville, le Concessionnaire modifie l'implantation des mobiliers urbains (ajout, suppression ou déplacement de mobiliers) sur demande de l'autorité concédante. Ces modifications sont exécutées aux frais du Concessionnaire dans la limite des seuils suivants :

- Ajout de 2 panneaux d'affichage libre 2 m² dans le futur Ecoquartier et le secteur Ordener

- Ajout de 2 mâts porte-affiche non publicitaires dans le futur Ecoquartier et le parvis de la Gare dans le cadre du chantier PEM
- Déplacement de 4 abris-voyageurs publicitaires pendant toute la durée du contrat
- Déplacement de 4 mobiliers d'information publicitaires pendant toute la durée du contrat
- Déplacement de 5 mobiliers non publicitaires pendant toute la durée du contrat

# - Article 5 – APPROVISIONNEMENT ET SOUS-CONTRATS

## 5.1. Contrats de travaux, de fournitures ou de services avec des tiers

Le Concessionnaire est responsable de la gestion des approvisionnements, en conformité aux lois et règlements en vigueur.

Le Concessionnaire prend toutes précautions utiles dans la conclusion de ses contrats de travaux, de fournitures et de services pour garantir la continuité du service et le meilleur rapport qualité-prix de ces prestations.

Le Concessionnaire informe la Ville, dans le cadre du rapport annuel, de l'ensemble des contrats de prestations conclus avec des entreprises tierces.

## 5.2. Sous-traitance dans le cadre de l'exploitation du service

La Ville autorise le Concessionnaire à sous-traiter une partie des services qui font l'objet du présent contrat. La sous-traitance totale de l'exploitation du service est interdite.

Le concessionnaire est tenu d'obtenir l'agrément de son sous-traitant et de ses conditions de paiement conformément aux dispositions du code de la commande publique.

En cas de méconnaissance de cette procédure, les pénalités prévues au présent contrat s'appliquent. En cas de manquements répétés à cette obligation, le contrat de concession est résilié.

Lorsque des prestations sont sous-traitées à des tiers, les conditions d'attribution et de paiement doivent garantir la transparence des opérations. Les contrats de sous-traitance sont tenus à la disposition de la Ville. Le Concessionnaire fait son affaire des paiements liés aux contrats de sous-traitance.

Les contrats de sous-traitance ne peuvent avoir une échéance postérieure à la date de fin du contrat. En cas de résiliation anticipée du présent contrat, les éventuels contrats de sous-traitance ou d'affrètement ne sont pas transférés à la Ville.

Dans tous les cas, le Concessionnaire reste totalement responsable de l'exécution du service et des biens du service vis-à-vis de la Ville, des usagers et des tiers. Cette responsabilité couvre notamment, et non limitativement, la responsabilité civile, les clauses découlant de l'application du présent contrat, et la conformité des prestations sous-traitées à la législation en vigueur. Les cas de grève subis par le sous-traitant n'exonèrent pas le Concessionnaire de ses obligations contractuelles. Il est de la responsabilité du Concessionnaire de contrôler la réalité et la qualité des services sous-traités et le respect des obligations contractuelles par les sous-traitants. Les sous-traitants exécutent le service sous la direction du Concessionnaire et ne pourront se retourner contre la Ville pour quelque motif que ce soit.

En cas de défaillance d'un sous-traitant, le Concessionnaire met tout en œuvre pour pourvoir à son remplacement. Le Concessionnaire supporte toutes les dépenses pour assurer la continuité du service.

## - Article 6 - EMPLACEMENT DES MOBILIERS

Les dispositifs seront installés sur le domaine public. A ce titre, le Concessionnaire fait son affaire de l'obtention des autorisations d'occupation du domaine public municipal et départemental nécessaires à l'implantation des mobiliers objet du présent contrat.

La dépose d'un partie des anciens mobiliers est à la charge des titulaires des contrats précédents, qui laisseront sur place les massifs en béton, fourreaux, câbles et mobiliers, sous réserve qu'ils soient identifiés par la Ville et le Concessionnaire comme pouvant être réutilisés.

A titre exceptionnel, à la demande expresse de la Ville, le concessionnaire pourra être amené à déposer les mobiliers d'information municipale de 2 m² en place et propriété d'autres opérateurs. Dans ce contexte, le concessionnaire prendra en charge leur destruction et recyclage.

Les colonnes d'affichage libre et les horloges publicitaires, propriété de la Ville seront déposées et détruites par le concessionnaire. La destruction se fera selon la réglementation en vigueur et dans le respect des filières de recyclage.

Les mobiliers urbains font l'objet d'une conception spécifique de nature à s'intégrer de manière harmonieuse à l'environnement urbain de la Ville.

Les nouveaux sites d'implantation sont choisis conformément aux besoins exprimés par la Ville en accord avec le Concessionnaire, qui précise l'implantation préconisée **en Annexe 3.**

Une cartographie des emplacements préconisés est produite en annexe 7 du présent Contrat. Le Concessionnaire ne pourra modifier l'affectation des dispositifs, ni intervenir sur la structure des

équipements sans avoir au préalable recueilli l'accord de la Ville. Ce changement sera défini par voie d'avenant au présent contrat.

La Ville est en droit de modifier le périmètre du contrat au cours de son exécution pour tout motif d'intérêt général.

## - Article 7- CONTRAINTES PARTICULIÈRES

L'exploitation publicitaire du mobilier doit répondre aux prescriptions du code de l'environnement et aux décrets pris pour son application. Le titulaire du contrat reconnaît avoir pris connaissance de l'ensemble des contraintes réglementaires en consultant notamment les documents d'urbanisme de la Commune de Senlis en vigueur et en demandant, si besoin est, communication des actes administratifs à la commune.

L'adaptation du mobilier urbain à tout changement de normes nationales applicables est à la charge du Concessionnaire.

Le service doit tenir compte de l'adoption du règlement local de publicité intercommunal, approuvé le 19 juillet 2018 par le conseil communautaire.

La publicité doit être dynamique et permettre une information commerciale sur les produits et les services. La ville se réserve le droit d'émettre un avis défavorable sur certaines campagnes publicitaires qu'elle jugerait inopportunes.

Le concessionnaire doit porter une attention particulière à l'intégration du mobilier dans l'environnement existant. Labellisée Ville et Pays d'Art d'Histoire, la Ville de Senlis est une commune dotée de nombreux monuments classés ou immeubles à forte valeur architecturale, fruit d'une Histoire riche depuis l'époque gallo-romaine.

La Ville compte à ce jour 34 immeubles classés à l'inventaire des monumentas historiques dont la cathédrale Notre-Dame, le parc du château royal, l'abbaye Saint-Vincent et les fortifications médiévales ainsi que 44 éléments de patrimoine inventoriés au titre de l'article L.123.1.5§7 du Code de l'urbanisme.

Au regard de son patrimoine architectural, la Ville est également un Site Patrimonial Remarquable et fait partie du Parc Naturel Régional Oise- Pays de France.

La Ville de Senlis souhaite donc préserver, à travers son mobilier urbain, un développement équilibré et harmonieux, associant dynamisme économique et valorisation de son patrimoine naturel et culturel.

Pour ce faire, les éléments suivants doivent notamment être pris en compte lors du choix de l'implantation :

- L’esthétique et l’insertion architectural du projet ;
- La protection contre le bruit ;
- Les aménagements paysagers ;
- Les usages piétons existants ;
- Les normes PMR ;
- La pollution visuelle et les économies d’énergie ;
- La visibilité de la face dédiée à l’information municipale ;
- La sécurité routière.

Les produits utilisés, notamment dans l’entretien du mobilier, doivent intégrer des préoccupations d’ordre environnemental.

Le Concessionnaire s’engage à adopter une démarche respectueuse du développement durable, notamment en matière d’économie d’énergie et de recyclage des matériaux en fin de vie.

Le Concessionnaire prend toutes les précautions pour installer le mobilier sur des emprises publiques et vérifie par conséquent, que les mobiliers n’empiètent pas sur des propriétés privées.

## - Article 8 – SPÉCIFICITÉS TECHNIQUES GÉNÉRALES

### 8.1. Visibilité

Les mobiliers d’affichage et d’informations contribuent à rendre un espace public et des services de qualité aux usagers. Ils doivent garantir :

- une diffusion des informations municipales la plus large possible ;
- une visibilité de l’information, qui devra être repérable facilement par les usagers.

L’information municipale doit bénéficier des mêmes conditions de visibilité que les faces publicitaires. Les faces attribuées à l’exploitation publicitaire et à la Ville sont fixées d’un commun accord entre le concessionnaire et le concédant 15 jours après la notification du contrat.

### 8.2. Matériaux constitutifs

Le matériel est neuf.

Les matériaux et matériels doivent être aisément disponibles sur le marché fournisseur.

La nature et les principales caractéristiques des matériaux concernant la résistance au feu, aux chocs et rayures, aux dégradations et au vandalisme sont décrites dans le mémoire technique du concessionnaire annexé au présent contrat. Ces matériaux permettent aux mobiliers de :

- présenter un comportement au feu conforme à la réglementation qui s'applique pour les espaces publics ;
- être résistants aux chocs et rayures ;
- être naturellement anti-corrosion par des procédés et produits non polluants. Les pièces mécaniques (fermetures, charnières, fixations) seront anti-corrosion et présenteront toutes les garanties quant à la pérennité de leur fonctionnement ;
- présenter toutes les garanties de maintien de leur état de surface extérieure et intérieure et de stabilité de leurs couleurs dans le temps ;
- être résistants au vandalisme et adaptés aux différents procédés de désaffichage et dégraffitage ;
- être conçus pour minimiser les interventions de remise en état de propreté.

Toutes les pièces sont constituées et assemblées de telle sorte que leur remplacement s'opère sans remettre en cause le besoin d'information institutionnelle.

### 8.3. Fixation et scellement

Le dispositif de scellement dans le sol n'est pas apparent. Il doit tenir compte du profil en long et de la pente en travers du trottoir.

Compte tenu de la présence de réseaux souterrains, la profondeur maximale des scellements à prendre en compte est limitée à +/- 400 mm.

Dans le cas où la profondeur des scellements est supérieure à la profondeur maximale indiquée, le concessionnaire devra s'assurer de l'application de la règlementation relative aux travaux réalisés à proximité des ouvrages (Articles L. 554-1 à L. 554-4 du code de l'environnement).

Le système de fixation au sol doit permettre le retrait provisoire ou définitif du mobilier, ainsi que son remplacement en limitant les reprises de revêtements. Les mobiliers d'affichage devront être posés en fonction des sens de circulation de voirie afin de valoriser l'affichage informatif de la Ville.

Les mobiliers devront assurer une résistance mécanique au vent, à la neige et à la pluie.

### 8.4. Esthétique et insertion des mobiliers

Le mobilier est facilement identifiable et d'une grande qualité esthétique.

De par leur design, les mobiliers urbains répondent aux enjeux de mobilité, de protection de l'environnement, d'information, de visibilité, d'identité locale, d'intégration dans l'espace public.

Le mobilier doit présenter un design épuré.

La couleur utilisée par la Ville sur le mobilier espace public est le RAL 8014 brun Sepia.

### 8.5. Caractéristiques pour la sécurité

Les mobiliers sont conformes aux normes en vigueur et aux prescriptions des services en charge de la sécurité publique.

Les mobiliers doivent résister aux agressions extérieures (intempéries, vandalisme, etc.).

Les équipements électriques de l'ensemble des mobiliers seront inaccessibles au public et conformes aux normes en vigueur. Les dispositifs raccordés seront pourvus d'équipements de protection et de sécurité conformément aux normes en vigueur, en vue de garantir la sécurité des utilisateurs de la voie publique. Tous les mobiliers raccordés devront être mis à la terre. Une protection dans le mobilier devra être prévue. Le Concessionnaire fournira pour chaque type de mobilier le certificat d'agrément de conformité technique établi par un organisme de contrôle agréé.

### 8.6. Accessibilité et visibilité pour les PMR

Les mobiliers prennent en compte impérativement les règlements de voirie et les normes d'accessibilité pour les personnes à mobilité réduite conformément à la réglementation en vigueur.

Les mobiliers sont facilement repérables dans l'espace public par les personnes déficientes visuelles.

### 8.7. Modalités de mise en œuvre des interruptions temporaires du service

Des aléas prévisibles ou non, résultant des difficultés issues de l'exploitation, de situations d'urgence ou de contraintes de service non imputables au Concessionnaire, peuvent nécessiter des interruptions temporaires du service.

Dans les cas de situations d'urgence et d'imprévus, les interruptions temporaires du service sont exécutées par le Concessionnaire qui en informe la Ville par courriel dans les trois (3) heures suivant leur survenance. Cet envoi est doublé d'un courrier recommandé avec accusé de réception. La Ville peut alors exiger des adaptations de ces interruptions.

Les interruptions temporaires du service prévues à l'avance, liées notamment à des travaux ou à des manifestations (hors cas de situation d'urgence et d'imprévus) à l'initiative de la Ville sont notifiées au Concessionnaire par courriel et s'imposent à lui.

### 8.8. Modalités de mise en œuvre des interruptions de longue durée du service

En cas de réalisation de travaux d'une durée supérieure à un (1) mois et selon l'ampleur des travaux, le Concessionnaire est informé dans un délai raisonnable de la programmation envisagée par la Ville, afin de lui permettre de mettre en œuvre les solutions les moins pénalisantes pour l'organisation de l'exploitation.

En cas d'impact significatif sur la visibilité des affichages publicitaires et non publicitaires constatée dans les espaces concernés par les travaux pendant la période de ceux-ci, le Concessionnaire et la Ville se rencontrent pour convenir ensemble des adaptations nécessaires.

La Ville pourra autoriser la pose de mobiliers d'information municipale publicitaires sur platine pour compenser l'impact significatif sur la visibilité des affichages publicitaires et non publicitaires.

L'impact sera considéré comme significatif en cas de diminution de la visibilité de la publicité durant les deux (2) mois suivant les travaux.

## - Article 9 – PRESTATION D'IMPRESSION ET D'AFFICHAGE

### 9.1. Impression

L'impression des affiches municipales est à la charge du concessionnaire quel que soit le support concerné.

### 9.2 Affichage publicitaire

Le Concessionnaire sera seul responsable de la gestion de ses espaces publicitaires. A aucun moment, la Ville ne pourra être considérée comme responsable dans la gestion commerciale des faces publicitaires du Concessionnaire.

Les publicités devront être conformes aux lois et règlements locaux et/ou nationaux en vigueur.

Le Concessionnaire s'engage à retirer une campagne publicitaire qui pourrait présenter des caractères outrageants, et ce dans un délai de 24 heures après information donnée par la Ville par tout moyen (mail, appel téléphonique, courrier), quels que soient les engagements économiques pris avec les annonceurs.

Le Concessionnaire propose une Charte en annexe n°4 du présent Contrat afin de garantir que les publicités :

- Ne présentent pas de caractère sexiste ;
- Ne présentent pas de caractère discriminatoire ;
- Soient adaptées à leur environnement (écoles, lieux de culte…).

Il est précisé que le concessionnaire pourra également exploiter publicitairement le futur kiosque à journaux qui sera acquis par la Ville. Ce kiosque sera installé dans le centre historique de la Ville, place de la Halle, et sera le seul mobilier urbain dont la publicité est autorisée par le règlement local de publicité.

**9. 3 Affichage municipal**

9.3.1. Dispositions générales

Le concessionnaire aura la charge de la pose des affiches municipales. La pose se fera sur la base de 52 campagnes municipales par an.

L'affichage se fera selon la procédure décrite dans le mémoire technique annexé au présent contrat (annexe n°1) concernant la transmission des visuels, leur validation, l'impression, la pose et la dépose des affiches de la Ville.

Les jours d'affichage des campagnes municipales seront fixés par la Ville.

Le planning et les modalités d'affichage feront l'objet d'une réunion de cadrage dans le mois suivant la notification du contrat. En tout état de cause, le délai de pose des affiches est de 3 jours ouvrés à compter de la date de demande d'affichage par la ville.

9.3.2. Réalisation et affichage des campagnes événementielles

Le concessionnaire aura en charge la conception et la réalisation d'une campagne événementielle.
Il proposera et réalisera toute stratégie de communication (habillage de mobiliers d'information ville, d'abris-voyageurs, QRCode….) permettant de valoriser l'événement qui sera choisi par la Ville.

La stratégie de communication et les réalisations prises en charge par le concessionnaire seront décrites dans le mémoire technique.

9.3.3. Mise à disposition d'un réseau d'affichage

Afin de permettre un rayonnement territorial à deux événements phares de la Ville et un événement optionnel, le concessionnaire mettra à disposition un réseau commercial en Région Ile-de-France ou dans le département de l'Oise qui permettra d'augmenter la fréquentation desdits événements.

## - Article 10 – PROPRIETE DES MOBILIERS INSTALLÉS

L'ensemble du mobilier installé dans le cadre du présent contrat relève de la propriété du Concessionnaire pendant toute la durée du contrat.

A l'issue du contrat, l'ensemble du mobilier reste propriété du Concessionnaire. Les modalités éventuelles de reprise par la commune en fin de contrat sont mentionnées *infra.*

La décomposition des biens et leur catégorisation sont présentées dans une Annexe.

## - Article 11 – DROIT DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

### 11.1. Concession de droits d'utilisation sur les résultats

Le Concessionnaire concède, à titre non exclusif et gratuit, à la Ville le droit d'utiliser ou de faire utiliser les résultats (les dessins, modèles et logiciels développés spécifiquement pour l'exploitation du service objet du présent contrat), en l'état ou modifiés, de façon permanente ou temporaire, en tout ou partie, par tous moyens et sous toutes formes. Cette concession ne vaut que pour les besoins découlant de l'objet du contrat et pour le territoire de la Ville.

Cette licence produira ses effets pendant toute la période d'exécution du contrat et à son issue pour toute la durée légale des droits de propriété intellectuelle attachés aux résultats.

### 11.2. Résultats protégés par un droit de propriété littéraire ou artistique

Le Concessionnaire concède à titre non exclusif à la Ville les droits patrimoniaux de propriété littéraire et artistique afférents aux résultats, pour les besoins découlant de l'objet du contrat.

Cette concession des droits couvre les résultats à compter de leur livraison et sous condition résolutoire de la réception des prestations pour la durée légale des droits d'auteur ou des droits voisins du droit d'auteur.

Ces droits comprennent, dans le respect des droits moraux, l'ensemble des droits patrimoniaux de reproduction, de représentation et de distribution, et notamment les droits d'utiliser, d'incorporer, d'intégrer, d'adapter, d'arranger, de corriger, de traduire les résultats,

en tout ou en partie, en l'état ou modifiés pour les besoins découlant de l'objet du contrat, conformément aux dispositions du code de la propriété intellectuelle.

Le droit de reproduction comporte, dans le respect des droits moraux, notamment le droit de reproduire les résultats, sans limitation de nombre, en tout ou partie, en l'état ou modifiés, par tous procédés et sur tous supports, pour les besoins découlant de l'objet du contrat.

Le droit de représentation et de distribution comporte, dans le respect des droits moraux, notamment le droit de communication au public et de mise à disposition du public des résultats, en tout ou partie, en l'état ou modifiés, par tous moyens, modes et procédés, dans le respect des droits moraux, pour les besoins découlant de l'objet du contrat et notamment à des fins d'information et de promotion.

Dans la mesure du possible, tout acte d'exploitation des résultats mentionnera le nom du Concessionnaire ou de tout autre auteur.

Les droits portant sur les résultats qui ont la forme de logiciels comportent, dans le respect des droits moraux, le droit d'exécuter, d'afficher, de stocker, de dupliquer, d'évaluer, d'observer, de tester, d'analyser, de décompiler pour les besoins découlant de l'objet du contrat.

Les codes sources et la documentation nécessaire à la mise en œuvre des droits sur les logiciels livrés au titre du contrat sont livrés simultanément à la remise du code objet. Les codes sources et la documentation sont confidentiels.

### 11.3. Garantie des droits

Le Concessionnaire garantit à la Ville la jouissance pleine et entière, et libre de toute servitude, des droits concédés aux termes du contrat.

A ce titre, il garantit :

- qu'il est propriétaire ou détient les droits concédés sur les résultats ;
- qu'il indemnise la Ville, en l'absence de faute qui lui serait directement imputable, sans bénéfice de discussion ni de division, de toute action, réclamation, revendication ou opposition de la part de toute personne invoquant un droit auquel l'utilisation des résultats du Concessionnaire aurait porté atteinte.

Si la Ville est poursuivie pour contrefaçon, concurrence déloyale ou parasitisme sans faute de sa part, du fait de l'utilisation des résultats et des connaissances antérieures du Concessionnaire, elle en informe sans délai ce dernier qui pourra alors intervenir à l'action judiciaire. Dans cette hypothèse, il apporte à la Ville toute l'assistance nécessaire à ses frais.

Enfin, le Concessionnaire s'engage :

- soit à modifier ou à remplacer les éléments objets du litige, de manière qu'ils cessent de tomber sous le coup de la réclamation, tout en restant conformes aux spécifications du contrat,
- soit à faire en sorte que la Ville puisse utiliser les éléments en litige sans limitation ni frais supplémentaires,
- soit dans le cas où l'une de ces solutions ne peut être raisonnablement mise en œuvre, à rembourser à la Ville les sommes payées au titre des éléments objets du litige et à l'indemniser du préjudice subi.

Dans ces hypothèses, le Concessionnaire prendra à sa charge tous dommages et intérêts auxquels la Ville, en l'absence de faute qui lui serait directement imputable, serait condamnée à raison d'un acte de contrefaçon, de concurrence déloyale ou de parasitisme, du fait de l'utilisation des résultats, dès lors que la condamnation les prononçant devient exécutoire.

Le Concessionnaire s'engage à garantir les droits concédés afférents aux résultats à la Ville lors de toute cession ou concession de droits portant sur les résultats.

La responsabilité du Concessionnaire ne sera pas engagée pour toute allégation concernant :

- les connaissances antérieures que la Ville a fournies au Concessionnaire pour l'exécution du contrat,
- les éléments incorporés dans les résultats à la demande expresse de la Ville,
- les modifications ou adaptations apportées aux résultats, si la cause de l'allégation trouve son fondement dans une modification ou une adaptation apportée par la Ville ou à sa demande expresse.

# - CHAPITRE III - CARACTÉRISTIQUES DES MOBILIERS

## - Article 12 - MOBILIERS D'INFORMATION MUNICIPALE DOUBLE FACE (2m² )

La concession intègre :

- 21 mobiliers publicitaires, double face, composés de deux faces fixes ou d'une face fixe et une face déroulante. Dans cette dernière hypothèse, le train déroulant devra comporter un visuel destiné à la Ville. Le nombre de mobiliers pouvant être dotés d'un affichage déroulant est limité à 5 et ces derniers devront être exclusivement installés sur la zone commerciale de Villevert et la zone d'activité.

Ce mobilier devra concilier esthétisme, ergonomie et sécurité.

Structure : En acier traité comprenant une embase pour fixation et un caisson d'affichage. Enjoliveurs et éléments décoratifs et fonderie en aluminium.

Caisson d'affichage : destiné à recevoir des affiches d'un format de 2m² , constitué de deux ouvrants équipés de verre *sécurit* sans aspérité ni coupure.

Le système d'ouverture se fera par vérins et sera doté d'un système de verrouillage.

Un système de pattes intérieures devra faciliter la pose des affiches d'informations municipales.

Éclairage : L'éclairage se fait par transparence, les équipements électriques seront inaccessibles au public et conformes à la norme NFC 15- 100.

Le concessionnaire devra mentionner la consommation électrique des mobiliers d'information municipale ainsi que les systèmes mis en place pour réduire leur consommation électrique.

## - Article 13 - DISPOSITIONS RELATIVES AUX MATS D'AFFICHAGE NON PUBLICITAIRES

Les quinze (15) mâts porte-affiche sont des mobiliers neufs.

Ces panneaux d'affichage, réservés à l'affichage municipal, double face et équipés d'un éclairage si l'équipement des lieux le permet, peuvent recevoir des affiches de 1,20 m x 1,75 m. La hauteur doit respecter la réglementation en vigueur notamment celle concernant l'accessibilité de la voirie aux personnes à mobilité réduite (arrêté du15 janvier 2007 portant application du décret n° 2006-1658 du 21 décembre 2006 relatif aux prescriptions techniques pour l'accessibilité de la voirie et des espaces publics).

Chaque ouvrant est équipé de vérins permettant son maintien en position ouverte, avec un système de sécurité de blocage, pendant la pose des affiches.

Ces panneaux sont équipés d'une vitre et l'affichage se fait grâce à la pose d'aimants ce qui permettra une actualisation et des changements d'affiches rapides. Les panneaux doivent avoir une esthétique comparable avec celles des autres mobiliers urbains dans la concession.

Le concessionnaire est chargé de l'affichage mais remettra à la Ville le matériel nécessaire à l'ouverture des panneaux.

L'éclairage se réalise par transparence. Les équipements électriques sont inaccessibles au public et conformes à la norme NFC15 — 100 et de classe 2.

Si besoin, le concessionnaire réalise une liaison équipotentielle entre le mobilier installé et

tout élément métallique scellé au sol.

L'aspect devra être en cohérence avec l'ensemble des mobiliers urbains implantés à Senlis et en harmonie avec l'environnement urbain.

## - Article 14 - PANNEAUX D'AFFICHAGE LIBRE

Le concessionnaire doit procéder à l'installation de 12 (douze) panneaux d'affichage libre.

Ces panneaux seront simple face, de format 2 m² format portrait.

Ils devront permettre un affichage colle et devront faire apparaître la mention « Affichage libre » de manière à être visible par toute personne passant devant le panneau quel que soit son mode de déplacement.

Ces panneaux ne seront pas rétroéclairés.

Le concessionnaire aura la charge de l'entretien régulier de ces panneaux (dépose des affiches dont les événements sont échus, nettoyage des résidus de colle sur le mobilier et au sol ….)

## - Article 15 – COLONNE D'AFFICHAGE NON PUBLICITAIRE

La colonne d'affichage culturel implantée est celle qui aura été choisie par le Concédant parmi les modèles proposés par le Concessionnaire dans son mémoire technique annexé au présent contrat Ce mobilier est une structure de forme haute et cylindrique et branchée sur le réseau électrique ou le réseau d'éclairage public, vitrée sur sa partie liée à l'affichage et scellée au sol, recevant des affiches d'un format qui sera proposé par le concessionnaire dans son mémoire technique et à valider par l'autorité concédante.

Cette structure est équipée d'un système de verrouillage antivol.
La colonne sera installée au niveau du rond-point du cours Thoré-Montmorency.

## - Article 16 –ABRIS-VOYAGEURS PUBLICITAIRES SIMPLES ET DOUBLES

### 16.1. Caractéristiques générales des abris-voyageurs

*16.1.1 - Caractéristiques générales des abris-voyageurs*

Les abris sont des mobiliers neufs.

Les abris qui appartiennent à la Ville devront être déposés par le concessionnaire qui prendra également en charge leur traitement par les filières de recyclage et remplacés par les abris prévus au présent contrat.

*16.1.2 - Dimensionnement des abris*

La configuration des abris voyageurs peut varier en fonction des contraintes techniques d'implantation et des caractéristiques de l'environnement des arrêts et principalement des fréquentations par les usagers.

Ces différentes modularités seront à proposer par le prestataire qui devra se rapprocher des transporteurs publics afin de connaître précisément les fréquentations des arrêts.

Les dimensions actuelles des abris simples seront a minima conservées. 3 (trois) abris doubles publicitaires seront proposés pour être installés devant les lycées et collège.

*16.1.3 - Signalétique des abris*

Les plaques de nom d'arrêt et les numéros de ligne des transporteurs, ainsi que les logos de celles-ci doivent pouvoir être apposées sur les toitures des abris.

Le prestataire doit installer des pattes de fixation sur la toiture des abris afin d'intégrer les bandeaux frontaux et latéraux d'indice de ligne selon les prescriptions habituelles des transporteurs publics.

Le prestataire se rapprochera des transporteurs publics pour obtenir les dimensions des entraxes pour les fixations des pattes.

Lors de l'installation de l'abri-voyageur publicitaire, le concessionnaire aura en charge la dépose de l'éventuel poteau d'arrêt, propriété de la Ville. Ce poteau d'arrêt sera remis aux services techniques de la Ville.

*16.1.4 - Informations des voyageurs*

**Bornes d'information SIEL**

Les abris sont susceptibles d'être équipés de bornes d'information voyageurs (système SIEL ou autre système au gré de la volonté du concessionnaire de transport). Le concessionnaire devra, le cas échéant, installer les interfaces mécaniques, électriques et étanches devant supporter ces bornes. En particulier, un fourreau pour l'alimentation électrique de la borne de\ira être prévu. Le concessionnaire se rapprochera du concessionnaire de transport pour connaître précisément le positionnement de la borne sur l'abri, ainsi que les caractéristiques techniques de l'interface.

Les équipements techniques (équerres de fixation...) nécessaires à la mise en place des bornes d'information voyageurs seront fournis et installés par le prestataire.

Les abris devront être conçus pour éviter tout ruissellement des eaux provenant du toit de l'abri sur la borne d'informations voyageurs ainsi que sur les voyageurs assis sur le banc ou en station debout sous l'abri.

**Panneau d'information réservé au transporteur**

Les abris voyageurs devront comporter un panneau d'information destiné à l'information voyageurs, à fixer par le concessionnaire en fond d'abri, positionné sur la vitre située à droite du banc, hors du débattement des éventuels cadres publicitaires sur un percement de 4 trous de 50 mm x 50 mm.

Les dimensions des cadres d'informations seront de nature à pouvoir supporter 15 affiches A4 et une affiche A3)

Le cadre doit être traité anti-buée, anti-graffiti et anti-reflet. Il doit également être conçu de manière à assurer un changement rapide et simple des documents d'information.

Le concessionnaire se rapprochera du transporteur afin de connaître précisément l'implantation des réservations à réaliser pour la fixation des cadres. La hauteur de lecture du cadre d'informations voyageurs ne doit pas dépasser 1,40 m pour que les personnes à mobilité réduite puissent lire les informations.

**Prises USB**

Chaque abri devra être doté de prises USB permettant aux usagers de recharger leurs téléphones portables ou tout autre appareil électronique fonctionnant avec ce type de prises

*16.1.5- Implantation des abris voyageurs*

Sauf contraintes liées aux largeurs des trottoirs, les abris voyageurs comporteront un banc, d'une longueur minimale de 1 mètre, situé prioritairement sous la vitre centrale, ne permettant pas la station couchée. Ce banc ne devra pas être positionné sous le cadre d'informations pour les voyageurs.

Les abris seront implantés de façon à permettre le déplacement des personnes à mobilité réduite.

Une distance de passage de 0.90 mètre au minimum doit être disponible entre le nez de la bordure et le retour de l'abri pour accéder au quai.

Un cheminement piéton d'1,40 mètres au minimum devra être préservé à l'arrière de l'abri.

*16.1.6 - Modèles des abris voyageurs*

Le concessionnaire proposera, si possible, plusieurs designs. Un seul design sera choisi par la Ville par souci d'uniformisation et de cohérence esthétique.

Les designs proposés devront être en parfaite harmonie avec l'environnement urbain des différents quartiers de Senlis.

L'espace entre les glaces du fond et le toit doit être réduit au minimum afin d'empêcher les eaux pluviales de s'infiltrer à l'intérieur de l'abri voyageurs.

Pour que le concessionnaire adapte son offre de mobilier à l'environnement urbain de ces quartiers, il lui est recommandé d'effectuer une visite des sites et de contacter, si nécessaire les responsables des services techniques afin d'obtenir des renseignements.

Le concessionnaire présentera dans son mémoire les caractéristiques techniques, esthétiques et les plus-values de ses abris.

*16.1.7 - Éclairage des abris voyageurs*

Au-delà du simple éclairage du caisson publicitaire pour les abris publicitaires, les abris devront être éclairés, de manière à obtenir un éclairement minimum au sol de 25 lux. L'éclairage sera obligatoirement intégré à l'abri et les luminaires seront protégés des actes de vandalisme avec un indice IK élevé. Le panneau d'information sera éclairé spécifiquement avec des lampes orientées sur lui.

Le concessionnaire devra mentionner la consommation électrique des abris ainsi que les systèmes mis en place pour réduire leur consommation électrique.

Le raccordement sera réalisé, aux frais du titulaire par une entreprise agréée, sur l'éclairage public. Les coffrets électriques seront intégrés dans la structure du mobilier ou dans le sol.

Les équipements électriques sont inaccessibles au public et conformes à la norme NFC 15-100 ou équivalent de classe 2.

Dans le cadre de la politique de développement durable de la Ville, les candidats devront proposer en outre des options visant à optimiser les consommations électriques (systèmes d'éclairage autonomes, éclairage avec détecteur de présence)

16.2. Caractéristiques particulières des abris voyageurs

Ils seront constitués obligatoirement :

- d'un toit situé au moins à 2,20 m du sol en sous face, la surface du toit dépendant de la surface au sol disponible ;

- d'une paroi arrière, en verre sécurit, translucide et transparente de préférence, avec les panneaux d'informations décrits ci-dessus ;

- d'un banc, conçu pour s'asseoir uniquement et pour éviter toute stagnation d'eau.

Et pourront être équipés :

- d'une paroi latérale, en verre sécurit, transparente avec bandes de signalement ;

- d’un caisson d'affichage double face affecté à la publicité, exploitable par le concessionnaire. Pour les abris doubles, un deuxième caisson publicitaire en fond d’abri est autorisé, conformément aux dispositions de l’article R 581-43 du code de l’environnement.

## - Article 17 – JOURNAUX ÉLECTRONIQUES D’INFORMATION

17.1. Caractéristiques techniques

Les écrans digitaux d’information implantés sont ceux qui auront été choisis par le Concédant parmi les modèles proposés par le Concessionnaire dans son mémoire technique annexé au présent contrat.

Ils présentent les prescriptions techniques suivantes :

- Simple face
- Écran d’une surface d’environ 2 m²
- Les mobiliers sont sur mât, hauteur supérieure ou égal à 2 200mm.

La qualité de l’écran est de haute résolution (technologie LCD ou équivalent), capable d’afficher des textes dans un premier temps. Il n’est pas exclu, qu’au cours du marché, les journaux électroniques puissent diffuser des images statiques. Ce mobilier sera destiné à diffuser des messages institutionnels. L’intensité lumineuse devra être paramétrable et posséder une gestion individuelle et automatisée en fonction de la luminosité extérieure, afin de ne pas occasionner de nuisance.

Les mobiliers doivent être visibles et lisibles sur l’espace public, même en plein soleil, sans constituer une nuisance pour l’usager ou les riverains. La lisibilité des informations doit pouvoir se faire jusqu’à 20 mètres de distance.

Ces écrans sont dotés d’un système de contrôle de la luminosité pour éviter les nuisances et une horloge interne pour mettre en veille l’appareil.

La maintenance du mobilier et des logiciels appartient au concessionnaire, la mise à jour des informations et des flux de diffusion sera sous la responsabilité de la Direction de la communication de la Ville.

Ces dispositifs devront, au cours du contrat, s’adapter aux évolutions technologiques. Le concessionnaire devra mettre tout en œuvre pour éviter leur obsolescence, ce qui comprend le changement de l’écran dès que nécessaire.

Ils seront connectés par GSM ou fibre optique.

17.2. Outil de pilotage des mâts digitaux

Le Concessionnaire donne à la Ville, un accès à distance permettant le pilotage à distances des écrans digitaux par la ville. Il doit assurer, pour ce faire, la formation des équipes de la Ville dédiées

Un seul logiciel devra permettre le pilotage de tous les dispositifs numériques pour éviter le millefeuille applicatif. Ce logiciel devra être accessible sur tout support (tablettes, smartphones, ordinateurs Mac ou PC…).

Le concessionnaire devra s'assurer que le système de pilotage proposé respecte toutes les normes de cybersécurité et, le cas échéant, le référentiel SecNumCloud.

## - Article 18 – FLECHES DE JALONNEMENT

Les flèches de jalonnement temporaire sont destinées à indiquer la localisation d'événements temporaires afin d'amener le plus grand nombre vers ces événements.

La prestation concerne :
- la fourniture des 10 (dix) flèches directionnelles,
- leur système d'accroche permettant des poses sur des candélabres et mâts déjà existants
- La fourniture des adhésivages correspondant auxdits événements. La pose des adhésivages sera réalisée par les équipes techniques de la Ville après formation délivrée par le concessionnaire

Les flèches seront conservées dans les locaux techniques de la Ville. Les équipes techniques de la Ville auront en charge la pose et la dépose desdites flèches au gré des événements organisés.

Un fichier sous format png ou équivalent sera transmis au concessionnaire pour impression de l'adhésivage selon une procédure fixée par les parties.

Les flèches seront en en profil aluminium, acier ou équivalent, et dotées d'un film rétroréfléchissant ainsi que d'un système de protection anti-graffiti. Les flèches seront conformes à la norme NF EN 12899-1 avec des niveaux de performance (résistance aux vents, sous charges ponctuelles et à la corrosion) conformes aux exigences RNER (Réglementation Nationale des Equipements de la Route) en date du 30 septembre 2011.
Leur dimension devra permettre une bonne visibilité par les usagers de la voirie et n'excèdera pas 200x800 mm.

## - Article 19 – MOBILIERS SUR PLATINE DE 2 M²

Les mobiliers urbains d'information municipale sur platine sont destinés à être installés deux fois par an dans le cadre d'événements organisés par la Ville.
Ils présentent les prescriptions techniques minimales suivantes :
- Surface : 2 m² ;
- Double face fixes ;

- Système d'ouverture par clé, sécurisé : chaque ouvrant est équipé de glace et de vérins permettant son maintien en position ouverte, avec un système de sécurité de blocage, pendant la pose des affiches. ;
- Platine suffisamment solide et lourde pour éviter toute chute du mobilier (le concessionnaire devra développer dans son mémoire technique les qualités techniques du mobilier quant à sa résistance et sa solidité) ;
- Résistance au vent et au vandalisme ;

Si cela est possible techniquement, deux des mobiliers sur platine pourront être installés via des fourreaux lorsque le système de platine ne pourra pas être viable en termes de stabilité au regard du nivellement du sol.

Le Concessionnaire prend en charge leur pose et dépose selon les prescriptions de la Ville. Tout retard dans l'exécution entraînera l'application des pénalités

# - CHAPITRE IV- EXECUTION DE LA CONCESSION

## - Article 20 – MISE EN SERVICE

L'ensemble des dispositifs sera installé selon le planning en annexe n°6 au présent contrat.

En tout état de cause, le délai de mise en service des dispositifs débute à la réception de l'ordre de service précisant l'ensemble des informations nécessaires à la conception, la livraison et l'installation des mobiliers et devra être achevé huit (8) semaines plus tard.

La pose sera faite en veillant à limiter au maximum la nuisance aux usagers. L'objectif sera de ne pas laisser un site plus de 48h00 sans mobilier en fonction des calendriers de dépose et de pose validés par la Ville.

Avant l'intervention du Concessionnaire, les mobiliers actuels à remplacer ont été enlevés par l'ancien prestataire.

## - Article 21 – GESTION DES TRAVAUX

### 21.1 Dispositions générales

Le Concessionnaire et la Ville appliquent les règles suivantes pour la réalisation des travaux entrant dans le cadre du présent contrat :

- les travaux et installations réalisés par le Concessionnaire sont exécutés dans les règles de l'art et respectent, lorsqu'elles existent, les normes et prescriptions techniques d'origine réglementaire ou spécifiées par les constructeurs et fournisseurs.

Le Concessionnaire applique, s'il y a lieu, les règles relatives à la coordination en matière d'hygiène et de sécurité sur les chantiers ;

- préalablement à la réalisation des travaux, le Concessionnaire doit adresser à la commune une déclaration d'intention de commencements de travaux et obtenir l'arrêté municipal correspondant, le cas échéant ;
- le Concessionnaire transmet automatiquement à la Ville dans un délai de trente (30) jours les factures correspondant à tous les travaux réalisés dans le cadre du contrat et le montant détaillé de ces opérations, chantier par chantier ; il met à sa disposition l'ensemble de ces factures à tout moment ;
- lorsque les travaux sont sous-traités à des tiers, les conditions d'attribution et de paiement doivent garantir la transparence des opérations et être conformes aux règles en vigueur. Si ces travaux ne font pas l'objet d'une mise en concurrence, les justifications du prix fixé sont tenues à la disposition de la Ville.

Le Concessionnaire devra s'acquitter de toutes les obligations et autorisations nécessaires auprès des autorités compétentes, exploitant du réseau de transport, Concessionnaire réseaux, services techniques, *etc*., avant la pose du mobilier.

Durant les travaux, le Concessionnaire ne devra gêner en aucun cas la circulation des piétons, les cyclistes et les accès des riverains. Il devra mettre en œuvre toutes les mesures propres à assurer la sécurité des usagers de la voie publique.

Le Concessionnaire prendra à son compte toutes les dispositions nécessaires pour protéger ses travaux et installations contre les chocs ou détériorations quelconques. Il restera responsable des dégâts résultant de l'inobservation de cette clause, sauf en cas de force majeure.

Il devra, le cas échéant, tenir compte des mesures particulières édictées par le gestionnaire de la voirie.

Le pilotage et la coordination de chaque chantier relèvent de l'entière responsabilité du Concessionnaire.

**21.2 Gestion des réseaux**

Les mobiliers sont raccordés et alimentés par le réseau d'éclairage public.

Le Concessionnaire fait son affaire des demandes d'autorisation, d'accès au réseau, de plan de prévention et de déclarations auprès des administrations et des gestionnaires de réseau concernés par le présent contrat, avant toute intervention pour le raccordement au réseau d'éclairage public de la Ville, et procédera aux déclarations de puissances de consommations attendues avant tout raccordement et installation du nouveau matériel.

Il devra notamment respecter toutes les démarches prévues par la règlementation applicable et prendre en considération le fait que le service éclairage public de la Ville peut pratiquer de l'abaissement de tension à l'armoire.

Le Concessionnaire prendra à sa charge exclusive tout le génie civil des installations : les différents branchements et raccordements (quel que soit le linéaire à réaliser) aux divers réseaux, les fouilles, l'évacuation des déblais, les scellements et la remise en état des sols à l'identique à la fin du chantier, conformément aux pratiques habituelles de la Ville.

Il prendra également à sa charge la maintenance, le remplacement et la création le cas échéant du câblage à réaliser du point de jonction au mobilier.

Ces prestations s'appliquent à la mise en place initiale des mobiliers ainsi qu'aux déplacements et nouvelles installations au cours du contrat. Ces prestations s'appliquent également au déplacement de 9 abris-voyageurs simples non publicitaires appartenant à la Ville, au démontage définitif de deux abris-voyageurs simples non publicitaires. Le Concessionnaire prendra en charge le traitement desdits abris par la filière de recyclage.

Le Concessionnaire est considéré comme exploitant de réseaux et doit appliquer les modalités de cette fonction en conformité à la réglementation DT-DICT.

En cas de manquement, les pénalités du présent contrat s'appliquent.

Avant tout nouveau raccordement sur le réseau d'éclairage public, le Concessionnaire devra installer ou faire installer un organe de coupure et un boîtier classe 2 au niveau du point de jonction dans le pied de mât à ses frais.

Dans tous les cas, un disjoncteur différentiel est à installer au droit du raccordement dans le mobilier pour isoler tout problème sur le mobilier par rapport au réseau d'éclairage public.

Tout au long de la durée du contrat, le Concessionnaire exploite et entretient cette partie du réseau électrique (du candélabre au mobilier raccordé). Il réalise les plans de récolement précis (classe A), câbles de jonction et réalise les déclarations et demandes d'autorisations diverses auprès du gestionnaire du domaine public et des gestionnaires de réseaux (permission de voirie, autorisation d'occupation du domaine public, déclarations de travaux DT/DICT, et toutes autres formalités à réaliser).

A la fin du contrat, la Ville redevient gestionnaire du réseau électrique concédé sans aucune contrepartie.

Tous les mobiliers raccordés électriquement devront être mis à la terre. Les équipements électriques seront inaccessibles au public et la sécurité des utilisateurs de la voie publique sera garantie.

Le Concessionnaire s'assure du respect de toutes les dispositions liées à la sécurité lors du déploiement, de l'exécution et de la fermeture du chantier. Ces dispositions s'appliquent lors de la mise en place initiale de mobiliers, ainsi que lors de déplacements éventuels et nouvelles installations au cours du contrat.

Les mobiliers seront numérotés et positionnés sur un plan de récolement remis à la Ville sous format numérique et SIG (.pdf ; excel ; .shp .dwg ou .dxf) et papier.

La remise sera opérée dès l'achèvement des travaux et avant la réception de ceux-ci. En tout état de cause, en l'absence de communication de ces informations, passé un délai de trois (3) mois suivant l'achèvement des travaux, le Concessionnaire sera regardé comme défaillant et pourra faire l'objet des pénalités prévues au présent contrat.

Le plan sera actualisé après chaque modification d'implantation.

Le Concessionnaire fournira chaque année un bilan de ses interventions techniques sur les mobiliers dans le rapport annuel.

## - Article 22 ENTRETIEN ET DEPLACEMENT DU MOBILIER

### 22.1. Dispositions générales

L'entretien, la maintenance, le remplacement, les déplacements dans les conditions spécifiées dans le présent contrat et la gestion des mobiliers sont à la charge exclusive du Concessionnaire et sous son entière responsabilité pendant toute la durée du présent contrat.

Le Concessionnaire est tenu d'assurer, à ses seuls frais, jusqu'au terme du présent contrat de service, l'entretien, la maintenance et le renouvellement de toutes les parties intérieures et extérieures des mobiliers et conserve la charge de tous les travaux qu'exigent la disponibilité et la bonne conservation des mobiliers, quelle que soit la cause du dommage, y compris en cas de vandalisme.

Il ne pourra élever aucune réclamation à l'encontre de la Ville, à raison de ses obligations d'entretien et de maintenance.

Les éléments du mobilier qui seraient trop salis ou endommagés pour pouvoir être nettoyés doivent être repeints ou changés à l'identique.

Ces obligations sont valables pour tous les éléments du mobilier, sans distinction relative aux différents matériaux ou fonctionnalités les composant. Pour la prestation de nettoyage du mobilier, le Concessionnaire utilise des produits biodégradables et non polluants.

**22.2 : Entretien et maintenance du mobilier**

Le Concessionnaire opère, à ses frais, un entretien, une maintenance préventive et une maintenance curative, de façon à ce que le mobilier soit à tout moment accessible, disponible dans son état optimal d'utilisation et en parfait état.

Le contrôle pour les prestations d'entretien et de maintenance porte notamment sur :

- L'état général du mobilier ;
- Les fixations de chaque constituant des mobiliers ;
- La vérification nocturne des équipements lumineux et le traitement de toute défaillance. Le personnel intervenant sur le matériel lumineux, qu'il soit sous tension ou non, doit être titulaire des habilitations électriques réglementaires ;
- Le bon fonctionnement de tous les accessoires.

De manière générale, il appartient au concessionnaire de procéder à une rénovation peinture des mobiliers pendant la durée du contrat, dès que nécessaire afin de garantir la même qualité de service aux usagers.

Afin de permettre à la Ville de garantir un niveau de service uniforme sur le territoire, le concessionnaire aura en charge l'entretien des 18 abris-voyageurs non publicitaires et du futur kiosque à journaux appartenant à la Ville. Concernant ces derniers, la maintenance sera à la charge de la Ville.

**Fréquence de l'entretien/nettoyage des mobiliers**

| Désignations | Délai maximum |
|---|---|
| Mobiliers d'information municipale publicitaires 2 m² | 2 interventions par semaine et dès que nécessaire |
| –Abris- voyageurs publicitaires simples et doubles | 2 interventions par semaine et dès que nécessaire |
| –Abris- voyageurs non-publicitaires (16 abris simples de type Urbaneo et 2 abris doubles à venir sur le parvis de la gare dans le cadre du chantier PEM) | 2 interventions par semaine et dès que nécessaire |
| Journaux électroniques d'information | 2 interventions par semaine et dès que nécessaire |

| | |
|---|---|
| Colonne d'affichage non-publicitaire | 2 interventions par semaine et dès que nécessaire |
| Panneaux affichage libre | 2 interventions par semaine et dès que nécessaire |
| Mâts non publicitaires porte affiche | [2 interventions par semaine et dès que nécessaire |
| Flèches de jalonnement | 2 interventions par semaine et dès que nécessaire |
| Mobiliers sur platine de 2 m² | 2 interventions par semaine et dès que nécessaire |
| Mise en sécurité en cas de danger pour l'usager (bris de verre, etc.) | Mise en sécurité y compris bris de glace dans un délai immédiat, soit dans l'heure maximum. |
| Délai d'Intervention sur demande de la Ville sans danger pour l'usager | Mise en sécurité y compris bris de glace dans un délai immédiat, soit dans l'heure maximum. |
| Kiosque à journaux appartenant à la Ville | 2 interventions par semaine et dès que nécessaire |

La maintenance préventive des mobiliers sera effectuée par le Concessionnaire aux fréquences indiquées ci-dessous. Cette maintenance consiste en la vérification complète du bon fonctionnement des mobiliers urbains et aux contrôles réglementaires. Elle devra être périodique.

Le Concessionnaire procède, à ses frais, à la maintenance préventive des mobiliers selon un plan de maintenance.

Le Concessionnaire s'engage à remplacer les pièces défectueuses des mobiliers par des pièces d'origine que ce soit le remplacement du matériel défaillant, détérioré ou volé de sorte que le mobilier conserve son état initial. Cette obligation vaut également pour tous les cas de vandalisme, dont les frais sont intégralement supportés par le Concessionnaire.

A défaut, les pénalités visées au présent contrat seront appliquées.

Il prend toutes les mesures pour disposer en permanence en stock des pièces nécessaires à la maintenance et au remplacement d'éléments du mobilier.

Le contrôle électrique sera réalisé conformément au plan de maintenance.

**Fréquence de la maintenance préventive des mobiliers**

| Désignations | Délai maximum |
|---|---|
| Mobiliers d'information municipale publicitaires 2 m² | Maintenance légère préventive : 4 fois par mois Contrôle sécurité électrique : 2 fois par an<br>Contrôle éclairage : Permanent.<br>Changement des tubes LED défectueux sous 24h et dès que nécessaire |
| –Abris- voyageurs publicitaires simples et doubles | Maintenance légère préventive : 4 fois par mois Contrôle sécurité électrique : 2 fois par an<br>Contrôle éclairage : Permanent.<br>Changement des tubes LED défectueux sous 24h et dès que nécessaire |
| Journaux électroniques d'information | Maintenance légère préventive : 4 fois par mois Contrôle sécurité électrique : 2 fois par an<br>Contrôle éclairage : Permanent.<br>Changement des tubes LED défectueux sous 24h et dès que nécessaire |
| Colonne d'affichage non-publicitaire | Maintenance légère préventive : 4 fois par mois Contrôle sécurité électrique : 2 fois par an<br>Contrôle éclairage : Permanent.<br>Changement des tubes LED défectueux sous 24h et dès que nécessaire |
| Panneaux affichage libre | Maintenance légère préventive : 4 fois par mois |
| Mâts non publicitaires porte affiche | Maintenance légère préventive : 4 fois par mois |
| Flèches de jalonnement | Maintenance légère préventive : 4 fois par mois |
| Mobiliers sur platine de 2 m² | Maintenance légère préventive : 4 fois par mois |
| Mise en sécurité en cas de danger pour l'usager (bris de verre, etc.) | Délai immédiat, soit dans l'heure maximum. |
| Délai d'Intervention sur demande de la Ville sans danger pour l'usager | Dans l'heure |

La maintenance curative sera réalisée par le Concessionnaire avec l'engagement de réactivité suivant dès notification par les services municipaux (par courriel) ou dès identification par le Concessionnaire lui-même. Cette maintenance consiste à assurer à l'ensemble des réparations nécessaires pour assurer le bon fonctionnement des mobiliers urbains.

**Fréquence de la maintenance curative des mobiliers**

| Désignations | Délai maximum |
|---|---|
| Mise en sécurité en cas de danger pour l'usager (bris de verre, etc.) | Dans un délai immédiat, soit dans l'heure maximum |
| Réparation légère (changement de vitre, etc.) | Dans l'heure maximum. |
| Réparation lourde | Réparations lourdes sous 2 heures.à compter du signalement |
| Remplacement de mobilier en cas de vandalisme ou accident | Remplacement du mobilier sous 12 heures (sur massif existant) et 3 à 5 jours sur massif neuf (suivant temps de séchage). |

Le non-respect des délais de maintenance donne lieu à l'application des pénalités.

En cas de force majeure conduisant à l'impossibilité de respecter le délai d'intervention, le Concessionnaire devra le justifier et en informer la Ville.

En cas de carence de l'entretien ou de la maintenance, et après mise en demeure infructueuse du Concessionnaire, l'Autorité Concédante se réserve le droit de faire effectuer l'entretien par une société spécialisée aux frais du Concessionnaire.

Ce dernier se verra en sus appliquer les pénalités prévues à l'Article 35 du présent contrat.

## - Article 23 – TARIF DE LA CONSOMMATION ELECTRIQUE ET VARIATION DU PRIX

Les consommations énergétiques des mobiliers raccordés à l'éclairage public, ainsi que les abonnements et consommations téléphoniques éventuelles, sont à la charge du Concessionnaire.

Le mode de calcul du montant annuel est le suivant :

*T.E = Puissance en KW du mobilier * Nombre d'heures de fonctionnement * prix moyen du KWH de la Ville*

La puissance consommée par le mobilier urbain sera celle mentionnée dans le mémoire technique du Concessionnaire.

Le prix moyen du KWh sera estimé sur les bases des factures d'électricité associées à l'éclairage public et aux mises en valeur par la formule suivante :

- Somme des factures d'électricité associées à l'éclairage public et aux mises en valeurs payées l'année N-1.
- Somme des consommations d'énergie associée à l'éclairage public et aux mises en valeur
- Le nombre d'heures de fonctionnement sera calculé en tenant compte des extinctions pratiquées par la Ville.

La Ville recouvrera ce coût par l'émission d'un titre de recettes.

### - Article 24 – RÉFECTION DU SOL

La réfection définitive du sol est à la charge du titulaire avec des matériaux de surfaces identiques à ceux existants pour le mobilier urbain et les tranchées de passage réseaux.

A défaut d'une remise en état réalisée dans un délai de deux mois suivant mise en demeure, la ville applique les pénalités mentionnées à l'article 35 et fait réaliser les travaux aux frais et risques du concessionnaire.

La durée de validité de cette clause perdure pendant deux années à compter de l'expiration de la durée exprimée à l'article 3 du présent contrat.

## - CHAPITRE V – RÉGIME DES BIENS ET DU PERSONNEL

### - Article 25 – BIENS NÉCESSAIRES À L'EXPLOITATION DU SERVICE

Le concessionnaire met à disposition de la Ville, pendant la durée du contrat, les biens nécessaires à la réalisation du service.

Il en assume la responsabilité, le financement et l'exploitation.

Le Concessionnaire amortit ces biens dans les charges du présent contrat, de manière que ces biens soient intégralement amortis au terme du contrat, d'un point de vue comptable.

Un inventaire des biens mis à disposition par le Concessionnaire est fourni par le Concessionnaire dans un délai d'un (1) mois après l'entrée en vigueur du contrat. Après approbation par la Ville, il est joint au présent contrat.

L'inventaire a pour objet de dresser la liste des équipements, installations et matériels, du service concédé financés par le Concessionnaire.

Il mentionne les biens mobiliers ou immobiliers nécessaires à l'exploitation dont le Concessionnaire est propriétaire.

Cet inventaire est mis à jour au fur et à mesure des évolutions de ces biens et fourni à la Ville dans le cadre de la remise du rapport annuel. Il présente :

- la liste complète des équipements, installations et matériels exploités par le Concessionnaire, comprenant une description sommaire de chacun d'eux ainsi que leur date de mise en service ;
- la valeur de remplacement estimée des ouvrages dont le Concessionnaire est chargé du renouvellement ainsi que leur durée de vie résiduelle prévisible et leur vétusté ;
- les nouveaux aménagements, équipements, installations et matériels achevés ou acquis depuis l'inventaire initial ou la dernière mise à jour ;
- les évolutions concernant les équipements, installations et matériels déjà répertoriés à l'inventaire (renouvellement, *etc*.) ;
- les équipements, installations et matériels mis hors service, démontés ou abandonnés.

Le Concessionnaire s'engage à assurer une parfaite transparence dans l'établissement de l'inventaire des biens qu'il met à disposition.

Les coûts correspondant à ces biens sont clairement identifiés dans le détail des charges contractuelles par le Concessionnaire.

Le Concessionnaire laisse un libre accès de la Ville à toutes les pièces comptables correspondantes.

## - Article 26 – RÉGIME DU PERSONNEL ET ENGAGEMENTS EN FAVEUR DE L'EMPLOI ET DE L'INSERTION

Le Concessionnaire affecte le personnel qualifié nécessaire à l'exécution du service. Il est l'employeur de son personnel et en assume toutes les responsabilités (contrats de travail, accords d'entreprise et négociations collectives, formation, embauches, licenciements, avancements, promotions, sanctions).

Il remet à la Ville, lors de l'entrée en vigueur du présent contrat, les statuts applicables au personnel du service concédé ou les références à la convention collective à laquelle il adhère.

Le Concessionnaire ne pourra invoquer le manque de personnel pour justifier une interruption d'exploitation du service. La grève du personnel du Concessionnaire ne pourra être considérée comme un cas de force majeure exonératoire de ses engagements à l'égard de la Ville.

Il fixe les rémunérations du personnel conformément aux usages de la profession et à la convention dont il relève, à savoir : Convention collective nationale de la Publicité et Assimilés.

Le Concessionnaire est garant du respect des dispositions du présent contrat par son personnel et veille à sa bonne tenue et à sa parfaite correction. Il s'engage à prendre toute mesure en cas de manquements ou de faute grave pour éviter le renouvellement des faits signalés.

La liste du personnel prévu pour l'exploitation et la maintenance des équipements du service sera transmise par le Concessionnaire à la Ville et annexée au contrat. Elle fera apparaître la répartition des emplois avec les qualifications correspondantes, en indiquant les emplois à temps complet et à temps non complet, ainsi que les fourchettes de rémunérations applicables. Les incidences financières résultant du personnel sont détaillées dans le cadre financier.

Le Concessionnaire s'engage à communiquer à la Ville toute modification de la liste mentionnée au présent article et à transmettre l'ensemble des documents mis à jour avec notice explicative des principales conséquences en termes de gestion du personnel et de masse salariale.

De plus, le Concessionnaire transmettra la liste du personnel par qualification et par nombre de postes une (1) fois par an dans le cadre du rapport annuel tel que décrit au présent contrat.

Le Concessionnaire doit informer la Ville, selon les formes décrites ci-après, de toute augmentation du nombre d'équivalents temps plein (sur le volume horaire global) de plus de 10 % par rapport à celui prévu initialement dans le compte prévisionnel.

Lorsqu'il envisage de conclure un contrat entrant dans le champ d'application de la présente clause, le Concessionnaire adresse à la Ville, par lettre recommandée avec accusé de réception, le projet de contrat, tel qu'il est proposé au candidat pressenti et accepté par lui, assorti d'une note. Celle-ci présentera les circonstances dans lesquelles s'inscrit le projet de recrutement envisagé et expliquant les motifs, tenant notamment à la nécessité de poursuivre

l'exploitation du service concédé dans les conditions de performance et de qualité requises, pour lesquelles l'effectif existant est insuffisant au regard des contraintes d'exploitation.

Les agents du Concessionnaire doivent être munis d'un signe distinctif et porteurs d'une carte mentionnant leurs fonctions.

Tous les agents en contact avec le public devront faire preuve d'une attitude commerciale et de la plus grande courtoisie ainsi que :

- être vêtu d'une tenue sobre, décente et conforme à la réglementation en vigueur;
- faire preuve de courtoisie et de politesse ;
- faire respecter le règlement de service.

Le Concessionnaire veille à faire appliquer les mêmes dispositions aux entreprises de sous-traitance. En cas de manquement, la Ville pourra suspendre l'agrément du sous-traitant.

Le Concessionnaire s'engage à procéder à la formation de ses agents suivant un plan de formation par un organisme agréé.

Un bilan des actions de formation de l'année, ainsi qu'une programmation pour l'année suivante, sont transmis annuellement à la Ville dans le cadre du rapport annuel.

Le Concessionnaire est tenu d'exploiter les ouvrages et installations du service en conformité avec la législation et la réglementation relatives aux conditions de travail des salariés. Il est seul responsable de l'application des conditions de travail et notamment des règles relatives à l'hygiène et la sécurité.

# - CHAPITRE VI - DISPOSITIONS FINANCIERES

## - Article 27 – CONTREPARTIE

Les prestations objets de ce contrat ne donnent pas lieu au versement d'un prix par la Ville.

En contrepartie des prestations ainsi réalisées (impression, exécution, installation d'affiches pour le compte de la Ville), le Concessionnaire dispose d'un droit exclusif d'exploitation commerciale des dispositifs installés sur le territoire de la Ville.

# - Article 28 - MODALITES D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC COMMUNAL

Le Concessionnaire verse à la Ville une redevance au titre de l'exploitation des biens mobiliers et immobiliers mis à sa disposition.

Conformément aux dispositions de l'article L. 2125-3 du Code général de la propriété des personnes publiques, les redevances dues pour l'occupation ou l'utilisation du domaine public tiennent compte des avantages de toutes natures procurées au titulaire de l'autorisation.

La mise à disposition des espaces donne lieu à une redevance d'occupation du domaine public (RODP) comprenant :

- une redevance fixe
- une redevance d'intéressement, variable en fonction de l'activité

### 28.1 Redevance annuelle

.

Une redevance annuelle pour mise à disposition des espaces publics est versée par le concessionnaire au concédant, au titre de chaque exercice de la concession, en application de l'article L. 2125-1 du Code général de la propriété des personnes publiques.

La redevance annuelle due par le Concessionnaire pour l'occupation du domaine public et l'exploitation des biens mobiliers et immobiliers est égale, en année pleine d'exécution, à 33 500 euros hors taxes (€ valeur date de notification du contrat), étant précisé qu'elle ne peut être inférieure à 10 000 euros hors taxes.

La redevance est payée annuellement à la date anniversaire du contrat, le montant est révisé annuellement dans les conditions de l'article 25.3 du présent contrat. La redevance relative au dernier exercice sera versée dans les trente (30) jours à compter de la date d'émission du titre exécutoire. En cas de non-versement par le Concessionnaire des montants dus, la redevance porte intérêt au taux légal majoré de deux points jusqu'à la date de mise à disposition des fonds.

La redevance due à la Ville est assujettie à la TVA, selon le taux légal en vigueur.

En cas du non-respect des délais de paiement de la redevance, les pénalités s'appliquent.

### 28.2 Redevance d'intéressement

Le Concessionnaire s'engage à intéresser financièrement le concédant à toute amélioration de la performance financière du Contrat, par rapport à la performance prévisionnelle telle qu'elle ressort du compte d'exploitation prévisionnel figurant en annexe au mémoire technique du titulaire (annexe 1), ceci dans les conditions et selon les modalités du présent Article.

Cet intéressement prend la forme d'un pourcentage sur la différence, si elle est positive entre :

- CArn = chiffre d'affaires réel de l'année n constaté dans les comptes transmis par le Concessionnaire ;
- CApn = chiffre d'affaires prévisionnel de l'année n inscrit au CEP figurant en annexe au mémoire technique du titulaire (annexe 1), actualisé par application de la formule indiquée au présent article

A partir de la deuxième année du Contrat suivant la date d'effet du contrat, si le chiffre d'affaires réalisé est supérieur au chiffre d'affaires prévu sur la même période au titre du compte d'exploitation prévisionnel, le Concessionnaire verse au Concédant un intéressement I calculé comme suit :

$$I = y\% \times (CA_{rn} - CA_{pn})$$

Avec y% déterminé comme suit :

| **Ratio [($CA_{rn}$/($Ca_{pn}$) -1]** | **Taux d'intéressement annuel appliqué (y%)** | **Plafond annuel d'intéressement (en €)** |
|---|---|---|
| < 5% | **70%** | **pas de plafond** |
| < 10% | **70%** | **pas de plafond** |
| < 15% | **70%** | **pas de plafond** |
| < 20% | **70%** | **pas de plafond** |
| >= 20% | **70%** | **pas de plafond** |

L'intéressement est calculé au plus tard le 30 juin de chaque année dans le cadre de la remise du rapport annuel défini à l'article 35. Le calcul du Concessionnaire fera l'objet d'un document remis à l'Autorité concédante précisant les modalités de calcul. Sauf désaccord, le Concédant établit le titre de recettes correspondant. L'intéressement est payé dans un délai de trente (30) jours suivant la notification du titre de recettes.

### 28.3. Révision du montant de redevance et du chiffre d'affaires prévisionnel

La révision du montant de la redevance et du chiffre d'affaires prévisionnel s'effectue chaque année à la date d'anniversaire du contrat, en fonction du dernier indice publié. L'indice de référence est l'indice INSEE IPC – Indice des prix à la consommation - ensemble des ménages - ensemble hors tabac - Base 100 en 2015, publié au Moniteur des travaux Publics. L'indice de référence servant de base à l'indexation est le dernier indice publié à la date de remise des offres à savoir Mars 2023

Les montants de référence sont révisés au mois de janvier de chaque année par application de la formule suivante :

$P_n = P_{n-1} \times (0{,}20 + 0{,}80 \times \frac{IPCn}{IPCn-1})$

Où :

- Pn représente la redevance révisée due pour l'année n ;
- Pn-1 représente la redevance, le chiffre d'affaires prévisionnel de l'année n-1 ;
- IPCn représente l'indice des prix à la consommation connu au mois de janvier pour l'année n ;
- IPCn-1 représente l'indice des prix à la consommation connu au mois de janvier n pour le mois de janvier l'année n-1. Le calcul de révision est communiqué à l'autorité concédante pour l'émission des titres de recettes.

Le calcul de révision (et des montants indexés de la redevance fixe et du chiffre d'affaires prévisionnels) est communiqué à l'Autorité concédante pour l'émission des titres de recettes.

En cas de disparition ou de non-publication de cet indice, la Ville et le Concessionnaire se mettent d'accord, par avenant, sur son remplacement par un paramètre équivalent. Le Concessionnaire indique à l'autorité concédante la valeur et le mode de calcul du coefficient de raccordement entre l'ancien et le nouvel indice.

Lorsque l'INSEE propose un indice de remplacement de l'indice non publié, les cocontractants se mettent d'accord par courrier recommandé sur son utilisation. Cette procédure se fait sans avenant.

Le calcul de la révision de la redevance ne peut être négatif pendant toute la durée du contrat.

### 28.4. Révision des dispositions financières

Pour tenir compte de l'évolution des conditions économiques et techniques d'exécution du présent contrat, imprévisibles au moment de sa passation, les conditions financières du présent contrat peuvent être revues à la hausse ou à la baisse, et dans les cas suivants :

- En cas de modification significative dans la politique de la Ville entraînant une variation des recettes d'exploitation de la Concession de ± 20 % d'un exercice à l'autre ;
- En cas d'évènement irrésistible et extérieur aux Parties entraînant une variation des recettes d'exploitation de la Concession de ± 20 % d'un exercice à l'autre ;
- En cas de changement dans la réglementation produisant ses effets pendant la durée du contrat ;
- En cas d'intégration de nouveaux mobiliers urbains non prévus au contrat ;
- En cas de décalage significatif dans le planning prévisionnel, du fait de la Ville ou de causes extérieures à la volonté des Parties, et ayant un impact, à la hausse comme à la baisse, supérieur à 20 % sur les recettes d'exploitation ou sur les charges d'exploitation, d'un exercice à l'autre ;
- Dans l'hypothèse où, postérieurement à la réalisation de l'état des lieux contradictoire, des travaux de mise aux normes non prévus devaient être réalisés ;
- Si des dispositions légales ou réglementaires rendent impossible l'application intégrale de la formule de révision.

Le réexamen peut avoir lieu à la demande de la Ville ou du Concessionnaire, sur production de pièces justificatives et d'une demande argumentée.

Le réexamen des conditions financières peut avoir des conséquences à la hausse comme à la baisse sur le montant de la redevance et d'intéressement versés à la Ville ainsi que sur la structure de la formule d'indexation définie ci-dessus.

Le Concessionnaire produit les comptes de l'exploitation, programme d'investissement, l'évaluation de l'impact de l'évolution des conditions techniques et économiques d'exécution du contrat sur ses charges et ses recettes réelles. Cet impact est déterminé par comparaison entre l'évolution des recettes et des charges sur une période d'observation qui ne saurait être inférieure à six mois et celle constatée sur une période de référence de même durée (en excluant d'éventuelles mesures promotionnelles menées par le Concessionnaire et sur la base de données similaires d'exploitation).

Les Parties se concerteront pour procéder au réexamen et trouver un accord, dans un délai de six (6) mois à compter de la saisine, sur les éventuelles modifications à apporter par avenant aux documents contractuels. À défaut, le différend est soumis au Tribunal administratif territorialement compétent par la partie la plus diligente.

### 28. 5. Dispositions financières complémentaires concernant le « droit d'entrée » compte tenu du choix du matériel abris voyageurs

Le CEP et l'offre financière ayant été émis compte tenu de la valorisation de l'abri voyageurs le plus onéreux, le concessionnaire propose à la ville de lui verser le delta de la valeur des abris voyageurs choisis en mise au point de contrat comme suit :

- Choix abri Seven : versement de la somme de 10400 euros à la ville
- Choix abri City Zen : versement de la somme de 5200 euros à la ville
- Choix abri moleskin : pas de versement à la ville

Le concédant aura en charge l'émission du titre correspondant aux sommes avancées et proposées.

## - Article 29 – CHARGES CONTRACTUELLES D'EXPLOITATION

Le concessionnaire supporte l'ensemble des charges d'exploitation du service objet du présent contrat, de manière que l'autorité concédante ne puisse être inquiétée, ni sa responsabilité recherchée à ce sujet.

La décomposition des charges prévisionnelles du concessionnaire figure en Annexe 8 de ce contrat.

# - CHAPITRE VII – OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES DU CONCESSIONNAIRE

## - Article 30 – INDEPENDANCES DES CLAUSES

Les présentes stipulations contractuelles expriment l'intégralité des obligations des Parties. Ces clauses prévalent sur celles qui figurent sur tous les documents adressés par le candidat titulaire lors de sa réponse à la consultation, y compris sur d'éventuelles conditions générales de vente.

De même, le Concessionnaire ne peut faire valoir, en cours d'exécution du contrat, aucune nouvelle condition générale ou spécifique, sans la conclusion d'un avenant.

Si l'une des stipulations du contrat est déclarée nulle ou inapplicable, ou fait l'objet d'une requalification par un tribunal, ladite stipulation sera réputée non écrite et les autres stipulations du contrat continueront à produire tous leurs effets.

Néanmoins, les Parties négocieront de bonne foi, dans un délai de trois (3) mois à compter de la survenance d'un tel évènement, pour convenir d'une clause mutuellement satisfaisante visant à remplacer la stipulation du contrat déclarée nulle ou non applicable.

## - Article 31 - RESPONSABILITE DU CONCESSIONNAIRE

En toutes circonstances, le concessionnaire demeure le seul responsable de tous les dommages ou accidents causés à des tiers ou à des biens, lors de l'exécution des travaux.

Le concessionnaire souscrit un contrat d'assurance en responsabilité civile professionnelle en sa qualité d'exploitant. La responsabilité du concessionnaire s'étend :

- Aux dommages causés par ses agents ou préposés dans l'exercice de leurs fonctions ainsi qu'à l'égard de tous incidents pouvant engager sa responsabilité civile de chef d'entreprise ;

- Aux dommages causés par ses matériels ou du fait de leur utilisation dans le cadre de l'accomplissement de ses missions.

Le concessionnaire devra faire preuve à l'autorité concédante à la demande de celle-ci, qu'il a contracté toutes assurances pour les risques d'accident pouvant survenir du fait de l'utilisation et de l'installation de son matériel éventuel.

Le concessionnaire est tenu de signaler sans délai à l'autorité concédante, dès qu'il en a connaissance, par écrit, tout risque de nature à mettre en jeu la responsabilité de l'autorité concédante.

Dans un délai de quinze jours après l'entrée en vigueur du présent contrat, le concessionnaire présente à l'autorité concédante les diverses attestations d'assurance dont il n'était pas titulaire au moment de l'établissement de son offre et ensuite, périodiquement, au moment de la remise du rapport annuel. A défaut, le concessionnaire s'expose à une pénalité définie à l'article 35.

Le concessionnaire fera son affaire personnelle de tous les risques et litiges pouvant provenir du fait de son exploitation. La responsabilité de l'autorité concédante ne pourra être recherchée à l'occasion d'un litige provenant de la gestion du concessionnaire.

Le concessionnaire sera seul responsable vis-à-vis des tiers de tous accidents, dégâts et dommages de quelque nature que ce soit. Il lui appartient de conclure les assurances qui couvriront ces différents risques et qui correspondent aux risques normaux de ce type d'exploitation.

Il est convenu dès à présent que les compagnies d'assurances auront communication des termes spécifiques du présent contrat afin de rédiger en conséquence leurs garanties.

Le concessionnaire s'engage à garantir l'autorité concédante contre tous recours découlant de l'application du présent contrat. Le concessionnaire est responsable, tant vis-à-vis de l'autorité concédante que vis-à-vis des usagers et des tiers des dommages occasionnés par le fonctionnement du service.

Toutefois, sa responsabilité ne saurait être engagée lorsque :
- le dommage résulte d'une faute commise par l'autorité concédante ;
- la défaillance est due à l'inexécution d'une obligation mise à la charge de l'autorité concédante par le présent contrat.

La responsabilité du concessionnaire et de son assureur recouvre notamment :
- vis-à-vis de l'autorité concédante, des usagers et des tiers, l'indemnisation des dommages corporels, matériels et financiers qu'il est susceptible de causer lors de l'exercice de ses activités telles que définies par le présent contrat ;

- vis-à-vis des tiers, et en cas de défaillance du concessionnaire dans sa mission de contrôle du service, l'indemnisation de tous dommages résultant des personnes étrangères au service public ;

- vis-à-vis de l'autorité concédante, l'indemnisation et la réparation des dommages causés aux installations du service délégué que ceux-ci résultent du fait de son activité d'utilisateur ou de ses préposés ainsi que d'événements fortuits tels que, par exemple, l'incendie, le dégât des eaux, l'explosion, la foudre, les attentats, les accidents causés par des tiers, les actes de vandalisme et les catastrophes naturelles au sens de la jurisprudence et de la législation en vigueur.

Le concessionnaire dispose de toutes possibilités de recours contre les tiers dont la responsabilité pourrait être engagée. Il se trouve, par ailleurs, subrogé dans les droits de l'autorité concédante pour les dommages causés aux biens dont il assume la réalisation et le financement conformément aux dispositions du présent contrat.

### - Article 32 Confidentialité

Le Concessionnaire et la Ville qui, à l'occasion de l'exécution du contrat, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents ou d'éléments de toute nature, signalés comme présentant un caractère confidentiel et relatifs notamment aux moyens à mettre en œuvre pour son exécution, au fonctionnement des services du Concessionnaire ou de la Ville, sont tenus de prendre toutes mesures nécessaires, afin d'éviter que ces informations, documents ou éléments ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître. Aucune des Parties ne peut demander la confidentialité d'informations, de documents ou d'éléments qu'elle a elle-même rendus publics.

## CHAPITRE VIII - CONTROLE DU CONCESSIONNAIRE PAR LE CONCEDANT

### - Article 33 – COORDINATION CONCESSIONNAIRE/VILLE

Afin d'assurer une parfaite coordination entre l'exploitation et la maîtrise d'ouvrage du service concédé, le Concessionnaire se tient en permanence à la disposition de la Ville pour faire le point sur les conditions de l'exploitation et organiser autant de réunion que de besoin.

### - Article 34 – RÉUNION DE SUIVI DE L'EXPLOITATION

Le Concessionnaire transmettra, mensuellement, à la Ville, les fiches d'intervention concernant l'affichage, l'entretien et la maintenance des mobiliers objets du présent contrat. Ces fiches devront mentionner les mobiliers concernés, les dates et heures d'interventions, les types d'intervention, la nature des dysfonctionnements ( cause de la panne, type de vandalisme….)

Le Concessionnaire organisera dans les locaux de la Ville et avec les services concernés au moins une réunion annuelle et en tant que de besoin, de suivi de l'exploitation. La date de la réunion devra être validée préalablement par la Ville. Elle aura lieu, à titre indicatif, au mois d'avril de chaque année.

Au cours de ces réunions, le point sera fait sur les conditions d'exploitation, les incidents, les travaux en cours, les travaux projetés et les opérations de renouvellement motivées et hiérarchisées.

Un projet d'ordre du jour accompagné de l'ensemble des documents nécessaires est proposé par le Concessionnaire dix (10) jours francs avant la date de la réunion et comprendra *a minima* l'examen du rapport annuel de suivi de la Concession pour la période correspondante. La Ville dispose d'un délai de cinq (5) jours francs pour procéder à des amendements à l'ordre du jour.

A l'issue de ces réunions, un compte-rendu sera rédigé par le Concessionnaire et transmis à la Ville dans un délai d'un (1) mois suivant la tenue de la réunion.

# - Article 35 – DROIT DE CONTRÔLE DE LA VILLE

Les modalités de contrôle et de suivi d'exécution du présent contrat sont susceptibles d'être modifiées en cas d'évolutions technologiques permettant un suivi automatisé.

### 35.1. Objet du contrôle

La Ville dispose d'un droit de contrôle permanent sur l'exécution technique et financière du présent contrat par le Concessionnaire, ainsi que sur la qualité du service rendu aux usagers.

Ce contrôle, organisé librement par la Ville, comprend notamment :

- un droit d'information sur la gestion du service concédé ;
- le pouvoir de prendre toutes les mesures prévues par le présent contrat lorsque le Concessionnaire ne se conforme pas aux obligations stipulées à sa charge.

### 35.2 Exercice du contrôle

La Ville peut confier l'exécution du contrôle soit à ses propres agents, soit à des organismes qu'elle choisit. Elle peut, à tout moment, en modifier l'organisation. Les agents désignés disposent des pouvoirs de contrôle les plus étendus tant sur pièces que sur place.

La Ville exerce son contrôle dans le respect des réglementations relatives à la confidentialité (vie privée, droits de propriété intellectuelle et industrielle du Concessionnaire dûment justifiés par celui-ci). Elle doit veiller à la qualification et à la déontologie des personnes chargées du contrôle et s'assurer qu'il ne perturbe pas le bon fonctionnement et la sécurité du service.

La Ville se rapprochera du Concessionnaire pour que ce dernier lui spécifie les informations relevant du secret des affaires ; informations que la Ville s'engage à ne pas divulguer.

### 35.3 Données financières et certification annuelle

Le concessionnaire transmet annuellement, au plus tard le 1er juin de chaque année :

- Une certification annuelle du montant du chiffre d'affaires réalisé par un commissaire aux comptes ;

- Le compte annuel de résultat de l'exploitation de la Concession qui présente le résultat issu de la différence entre l'ensemble des produits d'exploitation et l'ensemble des charges (d'exploitation, calculées et de structure) après prise en compte du résultat financier.

### 35.4 Obligations du Concessionnaire

Le Concessionnaire facilite l'accomplissement du contrôle. A cet effet, il doit notamment :

- Prêter son concours aux agents de la Ville ou à ceux de l'organisme qui l'assiste en leur facilitant l'accomplissement de leur mission et en leur fournissant tous les documents nécessaires ;
- Fournir à la Ville toutes les informations nécessaires en cas de plainte d'un ou plusieurs usagers ;
- Porter à la connaissance de la Ville en temps réel tout incident grave ou accident ;
- Informer la Ville sans délai du déplacement de panneaux d'affichage rendu nécessaire par l'application de la réglementation ou l'exécution de travaux publics ;
- Justifier auprès de la Ville des informations qu'il aura fournies, notamment dans le cadre du rapport annuel, par la production de tout document utile ;
- Désigner un ou plusieurs représentants compétents pour répondre aux questions posées par la Ville.
- Assurer une mission d'assistance de la Ville à l'exercice de son devoir de contrôle de la bonne exécution du service.

Le Concessionnaire s'engage à répondre par écrit aux questions de la Ville, d'une part, et à lui transmettre les documents qu'elle aura demandés, d'autre part, dans un délai n'excédant pas quinze (15) jours à compter de la date de réception de la demande.

En cas d'entrave par le Concessionnaire à l'exercice du contrôle, notamment en cas de refus de communiquer les pièces prévues au contrat ou de délais de réponse manifestement excessifs, la Ville peut appliquer une pénalité prévue au contrat.

# - Article 36 – RAPPORT ANNUEL DU CONCESSIONNAIRE (RAC)

### 36.1 Dispositions diverses

Le concessionnaire satisfait au principe de transparence du service concédé par la transmission au concédant du rapport annuel du concessionnaire (RAC) au plus tard le 1er Juin de de l'année N+1.

Le RAC comporte l'ensemble des informations requises par la réglementation en vigueur et, en particulier, toutes celles prévues à l'article R. 1411-7 du Code général des collectivités territoriales.

Sont notamment incluses au RAC :

**Des données organisationnelles :**

- les organigrammes nominatifs à jour ;
- les plannings de l'année passée ;
- les effectifs présentés par ETP et par agent : diplômes, type de contrat ;
- les détails annuels sur l'absentéisme et les accidents du travail ;
- la liste des arrêts longue maladie et maternité, avec le détail des remplacements afférents ;
- la liste des démissions et licenciements (*le cas échéant*), avec le détail des remplacements afférents ;
- le cas échéant, les observations de l'inspection du travail ;
- la liste des avantages sociaux en vigueur ;

**Des données techniques :**

- la cartographie et la base de données actualisées des mobiliers du contrat ;
- les éléments relatifs à la stratégie de commercialisation de l'année (nombres de campagnes, nombre de faces vendus par campagne, nombre de semaines de campagnes…) ;
- les effectifs employés ;
- les travaux d'entretien, de réparation ou de remplacement effectués et un état des travaux à engager ;
- les déplacements de mobiliers effectués ;
- les justificatifs d'assurance de l'année - un état des sinistres ou contentieux (y compris fiscaux et sociaux) survenus dans le courant de l'exercice et leurs conséquences financières ;
- une analyse de la qualité du service.

**Des données comptables et financières :**

- les tarifs moyens appliqués aux annonceurs ;
- une analyse des conditions économiques générales de l'année d'exploitation ;

- une présentation du CARE (compte annuel de résultat de l'exploitation) sur deux (2) années (année du rapport et précédente) ;
- une comparaison du CARE avec le compte d'exploitation prévisionnel (le Concessionnaire justifiera les modalités retenues pour cette actualisation) ;
- le détail du calcul des recettes du CARE : le montant précis et le détail de tous les produits de l'exercice présentés avec commentaires sur les différences enregistrées depuis l'exercice précédent et les écarts éventuels par rapport au compte d'exploitation prévisionnel ;
- le détail du calcul des charges du CARE de l'année en cours : les différents postes de dépenses tels qu'ils figurent sur le compte d'exploitation prévisionnel, avec commentaires sur les différences enregistrées depuis l'exercice précédent et les écarts éventuels par rapport au compte d'exploitation prévisionnel. Une note exhaustive sera produite sur les modalités de détermination :
  - des charges réparties (frais généraux, frais de siège, frais de direction régionale...);
  - des charges calculées (amortissements industriels ou de caducité, provisions...), calcul et de répartition des charges communes, frais de personnel (coûts directs, direction, administratif).
- un état actualisé des amortissements et des éventuels financements externes engagés (modalités de remboursement, durée, taux...) ;
- une note sur les variations du patrimoine immobilier et mobilier du service concédé avec le détail des dépenses de renouvellement / réparations effectuées sur le dernier exercice ;
- la nature et le montant des travaux, des prestations et des fournitures confiés à des tiers en précisant ceux qui sont confiés à des sociétés appartenant au même groupe que les actionnaires de la société titulaire du présent contrat, ainsi que les modalités de mise en concurrence des différents prestataires potentiels.

**36.2- Le reporting trimestriel**

Outre la remontée d'informations prévue à l'article 22.5, le concessionnaire remonte trimestriellement au concédant les informations suivantes :

- les incidents survenant sur le service ;
- l'inventaire du matériel réparé ou remplacé ;
- plus généralement, tout renseignement demandé par la Ville permettant de suivre la bonne marche du service.
- les modifications d'effectifs ;

Les données devront être transmises avant le 31 du mois suivant la clôture du trimestre.

**36.3 - Conservation des documents**

Le concessionnaire conserve pendant toute la durée du contrat et pendant une durée de 3 ans après l'expiration de celui-ci, les documents nécessaires au contrôle et présentant un intérêt significatif pour la gestion du service concédé.

**36.4 - Contrôle exercé par le concédant**

Le concédant contrôle le service lui-même ou éventuellement par l'intermédiaire d'un tiers mandaté par lui, et peut s'assurer à tout moment que le service est effectué avec diligence par le concessionnaire.

Le concessionnaire doit prêter son concours au concédant pour qu'il accomplisse sa mission de contrôle, en lui fournissant tous les documents nécessaires, ou en donnant accès à l'équipement à lui ou aux structures mandatées par lui à cet effet.

Le référent du concédant ou son représentant peuvent se faire présenter toutes pièces et tous documents nécessaires à l'exercice du droit de contrôle du concédant ; il peut procéder à toute vérification utile pour s'assurer que le service concédé est exploité dans les conditions prévues au présent contrat et que les intérêts contractuels du concédant sont sauvegardés.

Il en va ainsi également pour tout tiers que le concédant chargerait d'une mission d'audit des conditions d'exécution du présent contrat.

Les résultats de ces contrôles sont susceptibles de donner lieu à application des mises en demeure et sanctions prévues du présent contrat.

# CHAPITRE IX – DISPOSITIONS DIVERSES

## - Article 37 – CONSTATATION DE L'EXECUTION

Les opérations qualitatives et quantitatives ont pour objet de permettre à la Ville de contrôler notamment que le Concessionnaire a mis en œuvre les moyens indiqués dans le présent contrat, conformément aux prescriptions qui y sont fixées.

Le Concessionnaire sera informé des jours et heures fixés pour les vérifications, afin de lui permettre de s'y rendre ou de se faire représenter.

Une réception a lieu à la fin des travaux d'installation ou de déplacement du mobilier dans les conditions suivantes :

- Le Concessionnaire avise la Ville de la date à laquelle les travaux ont été achevés ou le seront. La Ville procède alors, après avoir convoqué le Concessionnaire, aux opérations préalables à la réception.
- Si les ouvrages sont achevés conformément aux stipulations du contrat, la Ville procède à la réception des installations et fixe la date de réception des travaux.

La réception ne pourra, toutefois, être prononcée que si l'emplacement des mobiliers a été validé par la Ville conformément aux stipulations contractuelles.

La Ville dispose d'un délai de quinze (15) jours à compter de la demande formulée par le Concessionnaire pour prononcer la réception ou la refuser. Le silence gardé par la Ville vaut réception tacite des mobiliers.

En cas d'inexécution des prestations prévues au contrat, de malfaçons ou d'imperfections soit la réception sera refusée, soit la Ville prononcera une réception avec réserve. Le délai de garantie de parfait achèvement est d'un an à compter de la réception avec ou sans réserve. Durant cette période, le Concessionnaire doit remédier aux malfaçons ou imperfections dans le délai fixé par la Ville.

Le Concessionnaire devra alors solliciter une nouvelle fois la réception des travaux dès qu'il estime que les conditions sont réunies.

Si les travaux ne sont pas exécutés dans les délais prescrits, la Ville peut les faire exécuter aux frais et risques du Concessionnaire.

En l'absence de réception des mobiliers, la Ville sollicite la dépose définitive ou temporaire ou le déplacement de ces mobiliers. Ces opérations de dépose ou de déplacement seront réalisées aux frais du Concessionnaire. Le Concessionnaire ne pourra émettre aucune réclamation ou contestation à ce titre ni solliciter aucune compensation ou modification de son contrat.

Le Concessionnaire doit procéder aux travaux de reprise ou à la communication des informations nécessaires dans les meilleurs délais.

## - Article 38- PENALITES

En cas de manquement à ses obligations au titre du présent contrat, des pénalités sont appliquées dans les conditions fixées au présent article.

Toute pénalité constatée est due.

En tout état de cause, le concessionnaire procède aux rectifications nécessaires dans les meilleurs délais, dès la constatation des éventuels manquements. Les pénalités sont cumulables et non libératoires.

Ces sanctions pécuniaires ne sont pas exclusives des indemnités ou dommages et intérêts que le concessionnaire peut être amené à verser à des tiers par suite de manquement aux mêmes obligations. Leur paiement n'exonère pas le concessionnaire de son éventuelle responsabilité civile ou pénale vis-à-vis de l'autorité concédante, des commerçants et des tiers. L'autorité concédante peut en outre réclamer au concessionnaire les sommes correspondant aux frais engagés pour pallier les défaillances de ce dernier, notamment en cas de non réalisation d'une prestation prévue par le présent contrat.

Les pénalités sont les suivantes :

| **Pénalités** | **Occurrence** | **Valeurs** |
|---|---|---|
| Retard dans l'installation du mobilier | Journalière | 200 € HT par mobilier |
| Retard ou manquement aux obligations de propreté, d'entretien ou de maintenance des mobiliers (matériel défectueux) | Journalière | 200 € HT par mobilier |
| Retard dans l'installation des affiches | Journalière | 300 € HT par affiche |
| Implantation d'un mobilier à un emplacement non prévu sans accord formel de l'autorité concédante | Journalière | 300 € HT par mobilier |

| | | |
|---|---|---|
| En cas de pose d'une affiche publicitaire sur une face dédiée à l'information de la Ville sans autorisation donnée au préalable par elle à ce titre | Journalière | 100 € HT par affiche |
| En cas de non-respect du délai d'affichage des campagnes d'information municipale et/ou en cas de non-respect de la fréquence de renouvellement des visuels publicitaires | Journalière | 500 € HT |
| Exécution insuffisante des réfections du domaine public (trottoir) | Journalière | 300 € HT par mobilier |
| Non communication des attestations d'assurance | Journalière | 500 € HT |
| Non communication du rapport annuel du concessionnaire, ou rapport non conforme | Journalière | 500 € HT |
| Pénalité pour retard dans le paiement de la redevance | Journalière | 500 € HT |
| En cas de méconnaissance de la procédure de sous-traitance | Journalière | 500 € HT |
| En cas de manquement aux obligations en matière de raccordement et d'alimentation des mobiliers au réseau d'éclairage public | Journalière | 500 € HT |
| Retard dans la remise en état suivant mise en demeure | Journalière | 10 000 € HT |
| Non communication des pièces prévues au contrat ou délais de réponse manifestement excessifs | Journalière | 200 € HT |

# - Article 39 – RÉSILIATION DE LA CONCESSION

Le présent Contrat de concession est un contrat administratif. Il prend notamment fin dans les cas suivants :

- à la date de l'échéance contractuelle ;
- en cas de résiliation de plein droit dans les conditions détaillées ci-dessous ;
- en cas de résiliation à l'initiative de la Ville dans les conditions détaillées ci-dessous.

### 39.1 : Motifs de résiliation

Sans préjudice des pénalités versées à l'autorité concédante la résiliation de la concession pourra être prononcée dans les cas suivants d'inexécution des clauses substantielles du présent contrat, notamment :

- retard dans l'installation préjudiciable à la bonne exécution du contrat
- inobservation grave ou répétée des clauses de la présente concession

La ville de Senlis met en demeure le concessionnaire de remplir ses obligations par courrier recommandé avec accusé de réception. La résiliation sera notifiée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de deux mois après une mise en demeure restée sans effet. Le délai court à l'expiration du délai donné au concessionnaire de remplir ses obligations.

Le concessionnaire ne pourra prétendre qu'à l'indemnisation de la valeur nette comptable des mobiliers non encore amortis, dans la limite des montants figurant dans le plan d'amortissement des installations.

Le concessionnaire sera redevable envers le groupement d'autorités concédantes d'une indemnité qui doit couvrir le préjudice financier et matériel subi par le concédant. Cette indemnité sera déduite du montant dû au titre de la valeur nette comptable des mobiliers, le cas échéant.

### 39.2 Résiliation de plein droit

En cas de force majeure ou d'événements extérieurs aux Parties assimilables à la force majeure, rendant impossible l'exécution du contrat, la résiliation peut être prononcée, à la demande du Concessionnaire, à la suite de la transmission, par envoi postal en recommandé avec accusé de réception, d'un rapport détaillé qui détaille les conditions de survenance de ce qu'il estime constituer un cas de force majeure.

La Ville dispose d'un délai d'un (1) mois pour notifier au Concessionnaire son accord sur le bien-fondé de cette prétention ou son refus, dans une décision motivée.

Si les biens ont été détruits ou endommagés, il est procédé à une expertise.

La résiliation de plein droit peut également être prononcée par la Ville en cas de faillite ou de disparition de la société opérant la gestion du service.

### 39.3 : Résiliation pour motif d'intérêt général

L'autorité concédante peut mettre fin au contrat avant le terme prévu pour un motif d'intérêt général. L'autorité concédante notifie sa décision au concessionnaire par courrier recommandé avec accusé de réception ou par huissier avec un préavis minimal de six mois.

Le concessionnaire a droit à une indemnité compensant le préjudice subi correspondant à :

- L'indemnité pour manque à gagner,
- Si la durée de l'amortissement comptable est supérieure à la durée de la concession, la valeur nette comptable qui résulterait de l'amortissement des biens de retour sur la durée du contrat.

Pour leurs calculs, sont pris en compte les éléments suivants :

Concernant l'indemnité pour manque à gagner :

- Cas n°01 : Si la résiliation est prononcée avant la fin de la 3ème année d'exploitation, l'indemnité est calculée par référence au résultat moyen du compte d'exploitation prévisionnel multiplié par le nombre d'années restant à courir dans la limite de 3 années.
- Cas n°02 : Si la résiliation est prononcée après la fin de la 3ème année d'exploitation, l'indemnité est calculée par référence au résultat moyen réalisé sur les trois années écoulées (en excluant des produits et des charges tous les éléments exceptionnels) multiplié par le nombre d'années restant à courir dans la limite de 3 années.
- Cas n°03 : Si la résiliation est prononcée deux années avant la fin du présent contrat, l'indemnité est calculée par référence au résultat moyen réalisé sur les trois années écoulées (en excluant des produits et des charges tous les éléments exceptionnels) multiplié par le nombre d'années restant à courir.

Dans les cas n°02 et n°03, le montant de l'indemnité est plafonné au bénéfice escompté tel qu'il résulte des chiffres mentionnés dans le compte prévisionnel d'exploitation.

Concernant la valeur nette comptable, l'indemnité correspond à la valeur non amortie des biens du Délégataire.

Le concessionnaire ne sera pas indemnisé de la valeur non amortie des mobiliers dont il reste propriétaire à l'issue du contrat. La valeur non amortie sera majorée, le cas échéant, de la TVA à reverser au Trésor public.

## - Article 40 – CONTINUITÉ DU SERVICE EN FIN DE CONTRAT

La Ville a la faculté, sans qu'il en résulte un droit à indemnité pour le Concessionnaire, de prendre pendant les six (6) derniers mois du contrat toute mesure qu'elle estime nécessaire pour assurer la continuité du service, en réduisant autant que possible la gêne qui en résulte pour le Concessionnaire.

La Ville peut décider d'organiser des visites des installations du service pour permettre aux divers candidats d'en acquérir une connaissance suffisante, garantissant une égalité de traitement dans le cadre de la consultation.

La Ville réunit les représentants du Concessionnaire ainsi que, le cas échéant, ceux du nouvel exploitant, pour organiser le transfert de l'exploitation du service concédé et notamment pour permettre au Concessionnaire d'exposer les principales consignes et les modes opératoires à suivre pour le fonctionnement des ouvrages, équipements et installations du service concédé.

Six (6) mois au moins avant la fin du contrat, le Concessionnaire remet à la Ville une liste de tous les contrats d'approvisionnement, de fournitures, de location ou de services qui détaille les éléments principaux de chaque contrat (objet, fournisseur, conditions financières) afin de permettre à la Ville ou au nouvel exploitant d'en obtenir le transfert ou la résiliation suite à la fin du contrat de concession.

## - Article 41 - DÉPOSE EN FIN DE CONTRAT

En fin de contrat, la dépose du matériel est à la charge du concessionnaire et doit intervenir selon un échéancier établit conjointement avec les services de la Ville.

La dépose de l'ensemble du mobilier sera effectuée dans les trois (3) mois qui précèdent l'échéance du présent contrat sur la base d'un ordre de service décidant l'engagement des travaux de dépose.

Durant les trois mois de dépose, le Titulaire fera son affaire des engagements commerciaux qu'il aura contracté avec les annonceurs publicitaires.

A la fin du marché et quelle qu'en soit la cause, le Titulaire a l'obligation, à sa charge, de démonter les mobiliers mis en place et de remettre les lieux en état, dans les règles de l'Art, de les enlever et de remettre en état initial les sols, sous-sols et réseaux existants, y compris dépose des massifs d'ancrage, sur lesquels étaient positionnés ces équipements et à ses frais.

Les travaux de dépose devront être réalisés dans des conditions permettant d'assurer la continuité du service public de transport et d'information des usagers et de causer le minimum de gêne aux usagers des services et du domaine public.

La sécurité aux abords des zones de travaux de dépose sera assurée dans les même conditions que les travaux de pose.

Toute indication et plan prenant en compte le positionnement des mobiliers, raccordement divers, travaux exécutés par le titulaire y compris toute triangulation pour repérage précis seront remis au pouvoir adjudicateur dans un délai d'un mois suivant la demande par lettre recommandée avec accusé de réception du pouvoir adjudicateur.

## - Article 42 – REMISE DES PLANS ET DES DOCUMENTS RELATIFS AU SERVICE

Sans préjudice du respect des clauses du présent contrat, le Concessionnaire remet une version à jour des documents suivants à la Ville un (1) mois au moins avant la date d'expiration du contrat :

- liste des installations du service ;
- notices techniques des constructeurs et fournisseurs ;
- dossier des ouvrages exécutés pour les investissements réalisés par le Concessionnaire avec le référencement géographique sous format SIG (.shape) ;
- tous documents exigés par la réglementation.

## - Article 43 – PERSONNEL DU CONCESSIONNAIRE

Un (1) an avant la date d'expiration du présent contrat, le Concessionnaire communique à la Ville les renseignements non nominatifs suivants concernant les personnels affectés au service concédé et sous réserve que les conditions de l'article L. 1224-1 du Code du travail soient remplies :

- nature du contrat ;
- âge ;
- niveau de qualification professionnelle ;
- ancienneté ;
- tâche assurée ;
- temps d'affectation sur le service ;
- convention collective ou statut applicables ;
- montant total de la rémunération pour l'année civile précédente (charges comprises) ;
- existence éventuelle, dans le contrat ou le statut, d'une clause ou d'une disposition pouvant empêcher le transfert du contrat de l'intéressé à un autre exploitant.

La Ville n'est pas partie prenante des éventuels litiges pouvant survenir entre le Concessionnaire et l'exploitant suivant, quel que soit l'intérêt qu'elle porte à cette question.

En cas de résiliation ou à l'expiration de la Convention, la Ville et le Concessionnaire conviennent de se rapprocher pour examiner la situation des personnels concernés.

Toute embauche supplémentaire de personnel dans les douze (12) mois précédant le terme de la présente Concession doit être dûment justifiée.

## - Article 44 – RÉVERSIBILITÉ

Six (6) mois au moins avant l'échéance du contrat, le Concessionnaire devra remettre à la Ville l'ensemble des données numériques collectées dans le cadre de l'exécution du présent contrat, dans un format compatible avec les installations de la Ville.

Le Concessionnaire prend à sa charge l'intégralité des prestations relatives à la « réversibilité » laquelle désigne l'opération de retour de responsabilité technique, par lequel la Ville reprend les prestations qu'il avait confiées au titulaire du contrat arrivant à terme.

Pendant la période de mise en œuvre de la réversibilité, le Concessionnaire fournit, selon le cas, à la Ville ou au nouveau titulaire, dans la mesure du besoin, un accès aux matériels et aux logiciels, sous réserve que cet accès n'affecte pas l'aptitude du titulaire du Concessionnaire prenant fin à fournir les services objet du contrat.

Les frais qui devraient être mis en œuvre pour assurer cette opération de réversibilité sont intégralement pris en charge par le Concessionnaire.

Dans la mesure où il serait mis un terme anticipé au contrat ne permettant de respecter ce délai de six (6) mois, le Concessionnaire mettra en œuvre dans les meilleurs délais, adaptés aux circonstances, les moyens nécessaires pour assurer cette réversibilité ».

## - Article 45 – RECOURS ET TRIBUNAL COMPETENT

Les contestations qui s'élèveront entre le Concessionnaire et la Ville au sujet des dispositions du présent contrat, seront soumises au Tribunal Administratif dans le ressort duquel se trouve située l'autorité concédante.

A ce titre, le tribunal territorialement compétent est le :

Tribunal administratif d'Amiens

14, rue Lemerchier

CS 81114

80011 – Amiens Cedex 01

Tél : 03 22 33 61 70

Télécopie : 03 22 33 61 71

Courriel : greffe.ta-amiens@juradm.fr

## - Article 46 - ANNEXES

Le présent contrat comporte 9 annexes :

- le mémoire technique ;
- les anciens emplacements des mobiliers urbains ;
- le bordereau des prix unitaires ;
- la charte éthique ;
- la décomposition des biens propriété du concessionnaire ;
- le planning ;
- les nouveaux emplacements par typologie de mobiliers ;
- la décomposition des charges prévisionnelles du concessionnaire ;
- la liste des emplacements des abris voyageurs.

-

Le Concessionnaire

Nom du représentant habilité pour signer le contrat

Cachet et signature

À Senlis, le …

Signature de l'autorité concédante

Le Maire

Le représentant de l'autorité concédante certifie que le présent contrat a été reçu par le représentant de l'État le …

**Notification de la concession au Concessionnaire**

Remise contre récépissé, signature précédée de la mention « Reçu à titre de notification une copie du présent contrat »

A …

Le …

Cachet et signature

Remise par LRAR

Bordereau :

# ANNEXE 1 : MEMOIRE TECHNIQUE

## ANNEXE 2 : ANCIENS EMPLACEMENTS DES MOBILIERS URBAINS

# ANNEXE 3 : BORDEREAU DE PRIX UNITAIRES

## ANNEXE 4 : CHARTE ETHIQUE

# ANNEXE 5 : DECOMPOSITION DES BIENS PROPRIETE DU CONCESSIONNAIRE

## ANNEXE 6 : PLANNING

**ANNEXE 7 : NOUVEAUX EMPLACEMENTS PAR TYPOLOGIE DE MOBILIERS**

**ANNEXE 8 : DECOMPOSITION DES CHARGES PREVISIONNELLES DU CONCESSIONNAIRE**

# ANNEXE 9 : LISTE DES EMPLACEMENTS DES ABRIS VOYAGEURS

Conseil Municipal du 12 décembre 2024
Délibération n° 11 - Annexe 3

Acte exécutoire le 19/12/2024
Reçu par la Préfecture le 19/12/2024
Publié sur le Site Internet de la Ville le 19/12/2024

**Commission de délégation de service public**

**Réunion du mercredi 9 octobre 2024 à 12 heures**

Le mercredi 9 octobre 2024 à 12 heures, le membres composant la commission de de délégation de service public de la Ville de Senlis, se sont réunis dans la salle des Capétiens dans le cadre de la concession du mobilier urbain de la Ville.

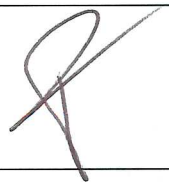
Florence MIFSUD préside la séance conformément aux dispositions de l'article L. 1411-5 du code général des collectivités territoriales.

Sont présents et ont signé le présent procès-verbal :

**Membres ayant voix délibérative**

| **Président de la commission** | **Signature** |
|---|---|
| Florence MIFSUD | |

| **Membres titulaires** | | **Membres suppléants** | |
|---|---|---|---|
| NOM | SIGNATURE | NOM | SIGNATURE |
| Daniel GUEDRAS | | Martine PALIN SAINTE AGATHE | Excusée |
| Elisabeth SIBILLE | | Patrice REIGNAULT | Excusé |

| | | | |
|---|---|---|---|
| Patrick GAUDUBOIS |  | Véronique LUDMANN | Excusé |
| Sophie REYNAL | Excusée | Rémi GEOFFROY | Excusé |
| Véronique PRUVOST-BITAR | Excusée | Bernard FLEURETTE | Excusé |

**Membres ayant une voix consultative**

| Qualité | Nom | Signature |
|---|---|---|
| Pole C de la directe des Hauts de France | | |
| Comptable assignataire | Christophe Dosimont | |
| Responsable des achats et Marchés publics | Sébastien KANIA |  |

La commission régulièrement constituée conformément aux dispositions de l'article L. 1411-5 du code général des collectivités territoriales, a pour objet d'émettre un avis sur les reçues dans le cadre de la procédure de publicité et de mise en concurrence. Pour donner suite à l'avis de la commission, les négociations pourront s'engager entre l'exécution de la Ville de Senlis et les candidats retenus.

**Rappel de la procédure**

La date limite de réception des candidatures était fixé le 16 septembre 2024 à 12 :00, et les candidats devaient remettre simultanément leur candidature et leur offre.

Lors de sa réunion du 9 octobre 2024 à 10 heures 30, la commission de délégation de service public a, au vu des garanties professionnelles et financières des candidats, dressé la liste des candidats admis à présenter une offre comme suit :

- Candidat 1 : Philippe Védiaud Publicité
- Candidat 2 : JC Decaux

Lors de sa séance du 9 octobre 2024 à 12 heures, la commission de délégation de service public a donc enregistré le 2 offres suivantes :

- Philippe Védiaud Publicité
- JC Decaux

La Commission a demandé aux service la Ville de Senlis de bien vouloir examiner ces offres.

**AVIS DE LA COMMISSION**

Au vu du rapport d'analyse joint au présent procès-verbal, la commission de délégation de service public de la Ville de Senlis rend l'avis suivant :

*Négociation avec les deux candidats.*

Conseil Municipal du 12 décembre 2024
Délibération n° 11 - Annexe 4

Acte exécutoire le 19/12/2024
Reçu par la Préfecture le 19/12/2024
Publié sur le Site Internet de la Ville le 19/12/2024

**Commission de délégation de service public**

**Réunion du mercredi 9 octobre 2024 à 10 heures 30**

Le mercredi 9 octobre 2024 à 10 heures 30, les membres composant la commission de délégation de service public de la Ville de Senlis, se sont réunis dans la salle des Capétiens dans le cadre de la passation de la concession du mobilier urbain de la Ville.

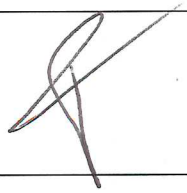
Florence MIFSUD préside la séance conformément aux dispositions de l'article L1411-5 du code général des collectivités territoriales.

Sont présents et ont signé le présent procès-verbal :

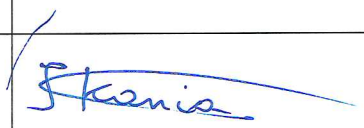
**Membres ayant voix délibérative**

| **Président de la commission** | **Signature** |
|---|---|
| Florence MIFSUD | |

| **Membres titulaires** | | **Membres suppléants** | |
|---|---|---|---|
| NOM | SIGNATURE | NOM | SIGNATURE |
| Daniel GUEDRAS | | Martine PALIN SAINTE AGATHE | Excusée |
| Elisabeth SIBILLE | | Patrice REIGNAULT | Excusé |

| | | | |
|---|---|---|---|
| Patrick GAUDUBOIS |  | Véronique LUDMANN | Excusée |
| Sophie REYNAL | Excusée | Rémi GEOFFROY | Excusé |
| Véronique PRUVOST-BITAR | Excusée | Bernard FLEURETTE | Excusé |

**Membres ayant une voix consultative**

| Qualité | Nom | Signature |
|---|---|---|
| Pole C de la directe des Hauts de France | | |
| Comptable assignataire | Christophe Dosimont | |
| Responsable des achats et Marchés publics | Sébastien KANIA |  |

La commission régulièrement constituée conformément aux dispositions de l'article L. 1411-5 du code général des collectivités territoriales, a pour objet d'émettre un avis sur les reçues dans le cadre de la procédure de publicité et de mise en concurrence. Pour donner suite à l'avis de la commission, les négociations pourront s'engager entre l'exécution de la Ville de Senlis et les candidats retenus.

**Rappel de la procédure**

La date limite de réception des candidatures était fixé le 16 septembre 2024 à 12 :00, et les candidats devaient remettre simultanément leur candidature et leur offre.

**AVIS DE LA COMMISSION**

*Après avoir débattu la grille d'analyse des candidatures, la commission considère que les candidats ci-dessous sont admis à déposer une offre.*

- *Candidat 1 : Philippe Védiaud Publicité*
- *Candidat 2 : JC Decaux*

Conseil Municipal du 12 décembre 2024
Délibération n° 11 - Annexe 5

Acte exécutoire le 19/12/2024
Reçu par la Préfecture le 19/12/2024
Publié sur le Site Internet de la Ville le 19/12/2024

Gérer la Cité

ORIER | AVOCATS

EOKOSMO

Ville de Senlis
www.ville-senlis.fr

---

**Concession de mobiliers urbains destinés à l'affichage publicitaire et non publicitaire de la Commune de Senlis**

---

# Rapport d'analyse des offres finales

## 13/11/2024

# I - SOMMAIRE

## Table des matières


I - SOMMAIRE ..... 2

I - RAPPEL DE LA PROCEDURE ..... 3

**II - ANALYSE DES OFFRES FINALES** ..... 4

**II.1 – CANDIDAT 1 : JCDecaux (JCD)** ..... 6

**1. Critère 1 : Critère technique** ..... 6

**a. Sous-critère 1.1 : Qualité technique et fonctionnelle du matériel proposé** ..... 6

**b. Sous-critère 1.2 : Moyens humains et matériels mis à disposition pour l'exploitation des mobiliers** ..... 9

**c. Sous-critère 1.3 : Innovation au service de l'expérience usager et de la qualité de l'information municipale** ..... 10

**d. Sous-critère 1.4 : Cohérence du planning de déploiement et des délais d'intervention** ..... 14

**2. Critère 2 : Critère financier** ..... 16

**a. Sous-critère 2.1 : Redevance fixe annuelle** ..... 16

**b. Sous-critère 2.2 : Redevance d'Intéressement** ..... 17

**c. Sous-critère 2.3 : Pertinence, transparence et cohérence du Compte d'Exploitation Prévisionnel** ..... 18

**II.2 – CANDIDAT 2 : PHILIPPE VEDIAUD PUBLICITE (PVP)** ..... 27

**1. Critère 1 : Critère technique** ..... 27

**a. Sous-critère 1.1 : Qualité technique et fonctionnelle du matériel proposé** ..... 27

**b. Sous-critère 1.2 : Moyens humains et matériels mis à disposition pour l'exploitation des mobiliers** ..... 30

**c. Sous-critère 1.3 : Innovation au service de l'expérience usager et de la qualité de l'information municipale** ..... 32

**d. Sous-critère 1.4 : Cohérence du planning de déploiement et des délais d'intervention** ..... 36

**2. Critère 2 : Critère financier** ..... 38

**a. Sous-critère 2.1 : Redevance fixe annuelle** ..... 38

**b. Sous-critère 2.2 : Redevance d'Intéressement** ..... 39

**c. Sous-critère 2.3 : Pertinence, transparence et cohérence du Compte d'Exploitation Prévisionnel** ..... 40

**IV – NOTATION DES OFFRES** ..... 47

**V - PROPOSITION FORMULEE À L'AUTORITÉ CONCÉDANTE** ..... 47

**VI- DECISION DU REPRESENTANT DE L'AUTORITÉ CONCÉDANTE** ..... 47

# I - RAPPEL DE LA PROCEDURE

**Objet :**

Conformément aux articles L.1121-1, L.1121-3 et R.3111-1 et suivants du code de la commande publique, la ville de Senlis a initié une consultation pour le renouvellement de la concession relative à la mise en place et à l'entretien du mobilier urbain sur le territoire de la commune.

L'objet du présent rapport est l'analyse des offres reçues.

**Valeur de la concession :**

La valeur estimée du contrat de concession est de 2 760 000 euros HT sur 12 ans, 3 450 000 euros HT sur 15 ans. Pour estimer la valeur du contrat de concession, l'autorité concédante a appliqué la méthode prévue par l'article R. 3121-2 du code de la commande publique.

**Mode de passation :**

Il s'agit d'un contrat de concession de services, tel que défini aux articles L. 1121-1 et L. 1121-3 du code de la commande publique.

**Délai d'exécution :**

La durée de la concession sera de douze ans (offre de base), ou de quinze ans (variante obligatoire), en fonction de l'offre retenue, à compter de sa notification au titulaire.

**Déroulement de la procédure :**

La date limite de remise des offres a initialement été fixée au lundi 16 septembre à 14h00.

Le délai de validité des offres a été fixé à 180 jours à compter de la date limite de réception des offres. Après analyse des candidatures reçues, et examen des garanties professionnelles et financières, du respect de l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés et de l'aptitude des candidats à assurer la continuité du service public et légalité des usagers devant le service public, la commission de délégation de service public a admis les soumissionnaires suivants, JCDECAUX et PHILIPPE VEDIAUD PUBLICITE, à présenter une offre, les autorisant ainsi à participer à la suite de la procédure de passation du contrat de concession.

Suite à l'analyse des offres initiales, la commission de délégation de service public a proposé d'engager les négociations avec les soumissionnaires suivants, JCDECAUX et PHILIPPE VEDIAUD PUBLICITE.

Après l'audition (négociation) du 23 octobre 2024, les candidats ont été invité à remettre une offre finale au plus tard le mardi 05 novembre 2024. Les candidats ont adressé leurs offres finales dans les délais impartis.

Le présent rapport a pour objet de présenter l'analyse des offres finales déposées dans le cadre de la présente procédure.

# II - ANALYSE DES OFFRES FINALES

## 1. Conformité du contenu des dossiers de l'offre

Les pièces suivantes ont été demandées au titre de l'offre :

| Libellés |
|---|
| **1.** Le projet de contrat.<br><br>**2.** **Un mémoire technique détaillé** respectant les exigences du projet de contrat comprenant :<br>• Partie 1 : Les caractéristiques des mobiliers<br>• Partie 2 : Protection de l'environnement.<br><br>**3.** L'annexe 1 correspondant au cadre financier de réponse complété sous format Excel avec cellules non protégées et formules apparentes.<br><br>**4.** Un mémoire financier présentant la pertinence générale du modèle économique comprenant **:**<br>• Note F1 : politique d'investissements et de financement (10 pages maximum) ;<br>• Note F2 : Détail des recettes attendues de l'exploitation du Contrat (10 pages maximum) ;<br>• Note F3 : Détail des charges attendues de l'exécution du Contrat (20 pages maximum). |

L'analyse a été effectuée sur la base des éléments remis par les candidats, conformes aux exigences du règlement de consultation.

## 2. Rappel des critères :

| Critères | Pondération |
|---|---|
| 1- Critère technique | 60.0 % |
| 1.1- Qualité technique et fonctionnelle du matériel proposé<br>● Qualité esthétique (intégration dans l'environnement et design) (10%)<br>● Robustesse et qualité des matériaux (10%)<br>● Action en faveur de la protection de l'environnement (10%) | *30.0 %* |
| 1.2- Moyens humains et matériels mis à disposition pour l'exploitation des mobiliers (pose/dépose, entretien, maintenance, impression et affichage) | *10.0 %* |
| 1.3. Innovation au service de l'expérience usager et de la qualité de l'information municipale | *10.0 %* |
| 1.4. Cohérence du planning de déploiement et des délais d'intervention | *10.0 %* |
| 2. Critère financier | 40.0 % |
| 2.1- Redevance fixe annuelle (montant € HT) : | *25.0 %* |
| 2.2 Redevance d'Intéressement :<br>● Taux d'intéressement proposé<br>● Plafond d'intéressement appliqué<br>● Respect de la formule | *10.0 %* |
| 2.3- Pertinence, transparence et cohérence du Compte d'Exploitation Prévisionnel :<br>● Respect du cadre financier transmis avec le DCE<br>● Cohérence des hypothèses (CAPEX, OPEX et recettes prévisionnelles) servant à la construction du compte d'exploitation prévisionnel | *5.0 %* |

## 3. Méthode de notation :

### 3.1. Critère valeur technique

Le critère valeur technique est apprécié en fonction de la méthode suivante :

La note technique de l'offre sera établie en relation avec le poids respectif de chacun des sous critères techniques (selon l'ordre de priorité sus indiqué : les sous critères sont listés par ordre décroissant d'importance).

### 3.2. Critère valeur financière

La note de la valeur financière sera établie en relation avec le poids respectif de chacun des sous critères financiers.

La méthode de calcul utilisée pour la notation du critère Prix des prestations est la suivante : *Note de l'offre = (Montant de l'offre moins-disante / Montant de l'offre à noter) * Base de notation*

Montant de l'offre moins-disante = correspond au prix de l'offre la moins chère (offres anormalement basses exclues).

Montant de l'offre à noter = correspond au prix de l'offre à évaluer.

Base de notation = correspond à la note maximale pouvant être obtenue.

Dans le cas où des erreurs purement matérielles (de multiplication, d'addition ou de report) seraient constatées dans l'offre du candidat, l'entreprise sera invitée à confirmer l'offre rectifiée ; en cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

# II.1 – CANDIDAT 1 : JCDecaux (JCD)

Pour rappel, le règlement de consultation prévoit les périmètres suivants :

- le premier avec une durée de contrat de 12 ans (l'offre de base) ;
- le second correspondant à une variante avec une durée de contrat de 15 ans (l'offre variante).

## 1. Critère 1 : Critère technique

### a. Sous-critère 1.1 : Qualité technique et fonctionnelle du matériel proposé

Il convient de noter que les designs proposés sont épurés quoi que manquant pour certains de modernité. Une personnalisation aux couleurs et logo de la Ville est possible.

Après négociation, deux modèles d'abris-voyageurs sont proposés. Si l'un (Modèle Traffic) manque cruellement de modernité et est d'un design vieillissant qui rappelle les premières générations d'abris-voyageurs tels qu'on les voyait dans les années 70-80, l'autre (Modèle Foster) s'avère beaucoup plus moderne.

Tous les mobiliers proposés sont conçus pour être conformes à l'arrêté du 15 janvier 2007 relatif aux prescriptions techniques pour l'accessibilité de la voirie et des espaces publics (décret n°2006-1958). Cependant, le design proposé pour les mobiliers d'information Ville qui est de type « monopied » nécessite, lorsque ledit mobilier est sur le cheminement piétonnier, l'ajout d'une réglette à l'aplomb du mobilier, détectable par une canne d'aveugle. Cela signifie une emprise supplémentaire sur le domaine public.

Hormis cet inconvénient, le design est moderne et intemporel. Il peut s'adapter à tous les types d'environnements urbains de la Ville. Il en est de même pour les mâts porte-affiches, les mâts numériques.

En revanche, les designs proposés pour les panneaux d'affichage libre et les mobiliers sur platine sont austères voire vieillots.

Le fait d'avoir des mobiliers sur platine d'un design différent des mobiliers d'informations municipale 2m² scellés au sol manque de cohérence et d'uniformité entre les différents supports destinés à la Communication de la Ville et à la valorisation de ses événements.

Les flèches temporaires pourront s'intégrer aux autres mobiliers urbains et leur modernité permettront une valorisation des événements temporaires tout en étant parfaitement fonctionnelles.

Enfin, le candidat propose un modèle « rétro » de colonne d'affichage culturel qui s'intègre parfaitement dans l'environnement urbain.

**Si la qualité esthétique des mobiliers est variable selon leur typologie, ils présentent tous, en revanche, de grandes qualités techniques.**

Ils ont une durée de vie de 30 ans et sont construits avec des matériaux nobles (fonte, acier inoxydable, verre trempé sécurit, aluminium,…) permettant une résistance aux UV, aux intempéries et au vandalisme. Toutes les normes PMR et de sécurité sont respectées pour garantir accessibilité et sécurisation de l'espace urbain.

Cette solidité est renforcée par des opérations d'entretien et de maintenance renforcées et régulières.

**En outre, de nombreuses actions en faveur de la sobriété énergétique et de la recyclabilité des mobiliers sont menées conduisant à une- diminution de l'impact environnemental.**

**Les abris-voyageurs ont un taux de recyclabilité de 80%, celui des mobiliers d'information Ville de 90 %.**

**D'ici 2030, l'ambition du candidat est que 40 % des nouveaux mobiliers analogiques et 70 % des nouveaux mobiliers digitaux déployés, soient composés de matériaux à faible émission carbone.**

Les mobiliers proposés sont éco-conçus et fabriqués pour résister aux contraintes suivantes :

- Résistance aux dégradations, au vandalisme,
- Résistance aux UV , au froid, à la chaleur,
- Résistance aux Intempéries (vent, neige….)
- Respect de toutes les normes de sécurité en vigueur.

Le candidat utilise des procédés de peinture permettant de garantir la durabilité des mobiliers tout en protégeant l'environnement.

La sélection des fournisseurs est rigoureuse. Le candidat privilégie les fournisseurs locaux (198 dans la Région Hauts-de-France) dont :

- DELMERLE
- LIBERTY DURISOTTI FRANCE
- URBAN PUB
- FLANDRIA WARNETON
- BLASUTTI PEINTURE

De manière générale le candidat travaille avec plus de 4000 fournisseurs et sous-traitants français dont 70% sont des PME qu'il forme lui-même aux objectifs de développement durable qui sont des critères de sélection desdits fournisseurs.

Tous les mobiliers proposés sont préparés ou pré-assemblés en France à partir de composants spécifiques produits chez les partenaires du candidat et à partir de composants du commerce :

- Les abris voyageurs sont préparés chez SR Montage en Seine et Marne
- Les JEI sont assemblés et testés sur le site technique JCDecaux de Maurepas, dans les Yvelines

• Tous les autres mobiliers sont préparés et qualifiés sur les sites techniques de JCDecaux dans les Yvelines

A cela s'ajoute, une limitation drastique des consommations d'énergie lors de l'exploitation des mobiliers.

JCDecaux a développé un nouveau système d'éclairage des mobiliers urbains basé sur plusieurs innovations :

- Depuis de nombreuses années déjà, remplacement des tubes fluorescents par des tubes LED pour les mobiliers rétro-éclairés non digitaux,
- Atténuation de l'éclairage (dimming) et extinction des caissons des mobiliers publicitaires dans certaines tranches horaires,
- Modulation automatique de la luminosité des mobiliers numériques en fonction de la luminosité ambiante.

-60% de consommation d'électricité pour les panneaux d'affichage 2 m² de consommation sur les 10 dernières années grâce à :

- L'utilisation de dispositifs LED de dernière génération assurant une grande qualité d'éclairage (uniformité et luminosité) la nuit.
- L'extinction du rétro-éclairage de minuit à 6h pilotable par horloge ou carte électronique.
- La modulation de l'intensité lumineuse (appelée dimming) entre 22h et 1h

| **Conclusion du sous-critère 1.1** |
|---|
| **Qualités esthétiques (intégration dans l'environnement et design) :**<br>Manque de choix de designs concernant les abris-voyageurs. Le design proposé manque de modernité et risque de mal vieillir en termes d'intégration environnementale, il en est de même pour, les dispositifs d'affichage libre et les mobiliers sur platine. Les designs proposés ne sont pas durables dans le temps et s'adaptent peu aux différentes caractéristiques de l'environnement urbain de Senlis qui comprend du patrimoine à forte valeur ajoutée. |
| **Robustesse et Qualité des matériels :**<br>Utilisation de matériaux durables, robustes et recyclables. Durée de vie 30 ans |
| **Action en faveur de la protection de l'environnement :**<br>Efforts sur la recyclabilité des mobiliers (90% recyclables pour les mobiliers d'information et 80 % pour les abris) et sur les consommations électriques<br>Efforts sur la consommation électrique des mobiliers<br>Extinctions automatiques de minuit à 6h |

### b. Sous-critère 1.2 : Moyens humains et matériels mis à disposition pour l'exploitation des mobiliers

Le candidat s'appuie sur une politique de proximité avec la ville de Senlis grâce à :

- une direction régionale basée la Gennevilliers et une agence légale à Neuilly-sur-Clermont 92 collaborateurs locaux
- 72 véhicules
- 7 000 m² de locaux avec 5 cuves de récupération d'eau de pluie de 10 000 l chacune, des zones de stockage pour les mobiliers, l'outillage et les produits de nettoyage.

L'équipe locale est composée de :

- un directeur régional,
- 5 collaborateurs à la direction du patrimoine,
- 66 collaborateurs à la direction d'exploitation qui a en charge l'organisation et la mise en œuvre de l'exécution technique du contrat,
- 4 collaborateurs à la direction administrative et financière,
- 15 collaborateurs à la direction commerce,
- avec le soutien 18 collaborateurs de l'équipe marketing public accompagnant la direction régionale dans l'exécution du contrat il a mise en œuvre de services innovants.

Pour l'installation et la maintenance curative le candidat propose l'équipe suivante :

- un directeur technique,
- un responsable technique un adjoint technique,
- 2 agents de maintenance et de rénovation une assistante technique.

Chaque équipe dispose d'un camion muni d'un atelier intégré et une grue auxiliaire pour le montage des mobiliers standard en parfaite autonomie. Chaque camion fait l'objet d'un aménagement spécifique avec tout l'outillage requis.

Pour l'entretien, l'affichage et la maintenance préventive, l'équipe dédiée est la suivante :

- un directeur technique,
- un adjoint d'exploitation,
- 2 agents polyvalents,
- une assistante technique.

2 véhicules utilitaires sont mis à disposition de l'équipe de terrain et sont dotés de tous les outillages et matériels requis.

Toutes les équipes locales sont soutenues par une organisation centrale (internalisation de l'impression des affiches, de leur transport, conditionnement par la direction des opérations, soutien de l'exploitation commerciale par direction commerciale…)

Les agents chargés de l'affichage disposent tous de lecteur de codes-barres, de smartphones et d'un bouquet applicatifs expert pour exécuter leurs tournées efficacement et dématérialiser leur compte-rendu d'intervention :

- Les affiches sont conditionnées en rouleaux qui intègrent toutes les informations clés pour éviter les erreurs lors de l'affichage (code agent, numéro de mobilier, Ville, répartition annonceurs, QRCode).
- Ces informations, scannées par l'agent, permettent la vérification de la concordance entre le planning et les affiches.
- Les mobiliers déroulants sont équipés nativement du dispositif « TMD » qui permet un monitoring continu. En cas de dysfonctionnement d'affichage, un message précisant la nature du dysfonctionnement est immédiatement envoyé par SMS à l'agent et à l'encadrant.

| **Conclusion du sous-critère 1.2** |
| --- |
| Très bon dimensionnement des équipes et des moyens matériels dédiés pour garantir un haut niveau de service à la Ville |

### c. <u>Sous-critère 1.3 : Innovation au service de l'expérience usager et de la qualité de l'information municipale</u>

Le candidat propose des innovations tant au service de l'expérience usager interne (services de la Ville) qu'au service de l'expérience usager externe (habitants, usagers de la route, des transports en commun…).

**<u>Sur l'expérience usager interne</u>**

Le candidat prévoit plusieurs innovations permettant à la Ville d'améliorer son expérience usager :

- **Utilisation de l'eau de pluie** pour l'entretien des mobiliers permettant de soulager le réseau d'eau de la Ville

- **Utilisation de produits écologiques et conformes à la réglementation REACH (CE) N°1907/2006 dans le cas de tâches persistantes :** Un shampoing universel spécifiquement développé pour le mobilier urbain ; Un solvant anti-graffiti non corrosif.

- **Utilisation d'une nouvelle technique de nettoyage développée en interne : la technique de nettoyage par pulvérisation qui permet de réduire de 80% la consommation d'eau.**

Même si les consommations électriques sont à la charge du concessionnaire, le candidat a mis en place des systèmes permettant de réduire ces dernières (extinction, dimming, LED) de l'ordre de 60%. Ce qui permet à la Ville d'avoir un écosystème de fournisseurs/concessionnaires respectueux des objectifs de développement durable et de s'inscrire dans les objectifs 2030 de l'ONU.

Le candidat propose à la Ville un portail unique « ConnectCity » qui, grâce à sa carte interactive et ses menus simplifiés, permet un accès facile et permanent à toutes les informations essentielles du contrat :

• État du parc

• Informations administratives
• Annuaire de vos contacts
• Accès aux modules de communication institutionnelle
• Fichiers de reporting sur les données d'intervention

Ce portail avait suscité quelques interrogations durant les négociations auxquelles le candidat a répondu.

- certes les données sont hébergées en France mais les hébergeurs des données sont-ils soumis à un droit extraterritorial ? les données sont soumises au droit extraterritorial américain.
Le système d'information de JCDecaux s'appuie néanmoins sur une stratégie d'hébergement hybride permettant de répondre aux différentes exigences opérationnelles et réglementaires :
• Sites d'hébergement internes en France,
• Sites colocalisés chez des hébergeurs spécialisés en France répondant aux normes strictes de sécurité (ISO 27001, ISO 9001, PCI DSS),
• Infrastructure Cloud régionalisée en Europe.

- Le système est-il interopérable avec le système d'information de la Ville ? et des API peuvent-elles être proposées le cas échéant et à quelles conditions ? Connect'City est interopérable avec la plupart des systèmes d'information des villes dans le but de simplifier et fluidifier le transfert d'informations entre les systèmes d'informations- Cette fonctionnalité d'interopérabilité peut être prévue, en fonction de conditions techniques et tarifaires à valider ensemble selon un cahier des charges transmis par la Ville.
En fin de contrat, les données sont-elles transmises à la Ville ? sous quel format ? En fin de contrat, les données sont transmises à la Ville au format classique CSV.

Il convient de noter que le candidat veille au bon respect du RGPD et a organisé les équipes dans ce sens avec des référents RGPD dans chaque direction ainsi que la création d'un comité de pilotage dédié aux sujets RGPD. Les innovations technologiques ne se font pas au détriment de la protection et de la sécurisation des données personnelles des usagers.

Enfin, le candidat propose une aide personnalisée à la constitution des réseaux Ville ainsi que les formations idoines à toutes les technologies proposées.

**<u>Sur l'expérience usager externe</u>**

Pour augmenter l'interaction avec la population, le candidat propose l'apposition de QRCode sur les mobiliers.
Un QR Code ou Quick Response Code est un code à deux dimensions qui peut être lu par des smartphones via une application spécialisée de lecture gratuite ou directement sur un iPhone. Il donne accès à un contenu en ligne au choix de la Ville :

• Très simple, visuel et pratique
• Économique à mettre en oeuvre
• Peut être apposé sur tous les mobiliers dans une taille adaptée

• Un renvoi direct sur le contenu une fois le QR Code flashé (une information, une application de la ville, un plan de ville, horaires de bus…)

Le lien vers les contenus peut être actualisé ou modifié simplement avec un même QR Code.

Enfin, le candidat propose 3 opérations évènementielles par an portant chacune sur un abri-voyageurs et un mobilier urbain d'information 2m², sur lesquels est adhésivé un covering pendant une semaine. Ces opérations s'appuient sur le département JCDecaux Live qui est dédié à la conception artistique, la réalisation technique et la mise en œuvre d'opérations événementielles, spectaculaires, interactives et digitales dans le prolongement des campagnes de communication extérieure.

Les prestations concerneront 1 abri-voyageur et 1 mobilier urbain 2 m² ce qui est faible malgré tout pour que de telles opérations événementielles soient impactantes.

Enfin, le candidat propose des réseaux supplémentaires destinés à la Ville en dehors de son territoire pour renforcer le rayonnement des événements municipaux.
Dans ce contexte, le candidat prend en charge 2 campagnes annuelles de 20 faces 2m² sur le périmètre nord-ouest parisien (impression et pose comprises) ainsi qu'une campagne optionnelle de 20 faces 2 m² sur le même territoire.

La collectivité définira une période et une zone cible pour afficher la campagne de communication. En fonction des disponibilités sur le territoire concerné, le candidat propose, à 10 jours du départ, les réseaux disponibles les plus pertinents.

**Sur la qualité de l'affichage**

Les emplacements sont cohérents.

La répartition des faces Ville se fait d'un commun accord avec les services de la Ville pour éviter que trop de faces Ville soient contraires au sens de la circulation.

Pour que la Ville bénéficie d'un affichage de qualité, JCDECAUX dispose de ses propres ateliers de conditionnement des affiches.

100 % des affiches papiers sont labellisées FSC ou PEFC, ce qui certifie que les forêts sont gérées durablement et exploitées raisonnablement

Depuis 2020, possibilité pour les clients de choisir du papier recyclé pour leurs campagnes.

100 % des imprimeurs référencés par le candidat sont labellisés Imprim'vert

A cela s'ajoute, une :

Bonne gestion des déchets (sécurisation du stockage des liquides ; non-utilisation de produits toxiques). Le candidat limite les déchets liés au conditionnement des affiches, au travers de divers gestes :

• Réceptions des affiches, par les imprimeurs, à plat sur des palettes en bois réutilisables

•Conditionnement de la totalité des productions à l'aide de papier provenant d'affiches d'entretien des campagnes publicitaires passées, à l'image des techniques de Furoshiki

• Utilisation de bacs réutilisables pour stocker et transporter les affiches.

L'atelier de préparation des affiches est certifié ISO 14001(système de management environnemental)._

80 % des imprimeurs sont situées à moins de 40 km des sites de production.

Pour renforcer la qualité de l'affichage, le candidat propose des systèmes de fixation des affiches et dispositifs d'éclairage étudiés pour assurer une excellente qualité de l'information municipale :

• Ventilation afin d'éviter l'apparition de buée à l'intérieur des panneaux,

• Aucun froissement du papier lié à l'humidité,

• Des tubes LED spécifiquement conçus pour JCDecaux avec des optiques devant chaque LED pour diffuser la lumière sur une zone précise
(pas de perte latérale comme dans certains tubes du commerce) et éviter l'effet « tubing »,

• Des supports d'affiche en verre feuilleté transparent, matériau indéformable dans le temps et laissant passer tout le flux lumineux (pas de perte comme avec les plaques diffusantes opalines).

| **Conclusion du sous-critère 1.3** |
| --- |
| Des innovations intéressantes sont proposées. Nous pouvons regretter que les innovations concernent plus l'usager VILLE et moins directement l'usager externe. L'étendue du total covering est très limitée et manque d'impact. |

### d. Sous-critère 1.4 : Cohérence du planning de déploiement et des délais d'intervention

Le planning du candidat prévoit un déploiement en 2 mois et demi (finitions comprises). Le projet de contrat, dans son article 20, prévoit un délai de 8 semaines à compter de l'ordre de service.

Lors des négociations, il a été rappelé que la Vile souhaitait avant tout obtenir un respect des délais mentionnés dans les offres. S'il fallait accorder plus de souplesse dans le cahier des charges, la Ville était prête à l'octroyer pourvu que les candidats présente des arguments solides pour justifier la cohérence de son planning.

A la suite des négociations, le candidat a confirmé son planning. Son offre prévoit bien un déploiement de 8 semaines. Le planning remis dans l'offre initiale comprend en effet une phase dite de « cadrage », qui correspond au temps d'échange nécessaire pour la précision des besoins de la Ville et la définition des personnalisations des mobiliers (couleur, typologie des lettres des noms d'arrêt, finalisation des fichiers sources pour les logos apposés sur les mobiliers,…). Cette phase permet de définir le contenu de l'ordre de service, qui est le point de départ du délai de déploiement de 8 semaines

Concernant les délais d'intervention :

Les délais d'entretien et de maintenance sont cohérents par rapport au dimensionnement de l'équipe et aux besoins à venir du terrain

**Délais d'entretien :**

| DÉSIGNATIONS | DÉLAI MAXIMUM |
|---|---|
| Mobiliers d'information municipale publicitaires 2 m² | 1 fois par semaine |
| Abris- voyageurs publicitaires simples et doubles | 1 fois par semaine |
| Abris- voyageurs non-publicitaires (16 abris simples de type Urbaneo et 2 abris doubles à venir sur le parvis de la gare dans le cadre du chantier PEM) | 1 fois par semaine |
| Journaux électroniques d'information | 1 fois par semaine |
| Colonne d'affichage non-publicitaire | 1 fois par semaine |
| Panneaux affichage libre | 1 fois par semaine |
| Mâts non publicitaires porte affiche | 1 fois par semaine |
| Flèches de jalonnement | A la demande de la Ville |
| Mobiliers sur platine de 2 m² | A chaque utilisation |
| Mise en sécurité en cas de danger pour l'usager (bris de verre, etc.) | 2 heures ouvrées à envoie d'une demande officielle |
| Délai d'Intervention sur demande de la Ville sans danger pour l'usager | 2h Ouvrées |

**Délais de maintenance préventive :**

| DÉSIGNATIONS | DÉLAI MAXIMUM |
|---|---|
| Mobiliers d'information municipale publicitaires 2 m² | 1 fois par semaine |
| Abris- voyageurs publicitaires simples et doubles | 1 fois par semaine |
| Journaux électroniques d'information | 1 fois par semaine |
| Colonne d'affichage non-publicitaire | 1 fois par semaine |
| Panneaux affichage libre | 1 fois par semaine |
| Mâts non publicitaires porte affiche | 1 fois par semaine |
| Flèches de jalonnement | A la demande |
| Mobiliers sur platine de 2 m² | A chaque utilisation |
| Mise en sécurité en cas de danger pour l'usager (bris de verre, etc.) | Délais précisés en maintenance curative |
| Délai d'Intervention sur demande de la Ville sans danger pour l'usager | 2h maximum |

**Délais de maintenance curative :**

| DÉSIGNATIONS | DÉLAI MAXIMUM |
|---|---|
| Mise en sécurité en cas de danger pour l'usager (bris de verre, etc.) | 2H ouvrées à compter du signalement |
| Réparation légère (changement de vitre, etc.) | 7H ouvrées à compter du signalement |
| Réparation lourde | 72h à compter du signalement |
| Remplacement de mobilier en cas de vandalisme ou accident | 72h à compter du signalement |

Il convient de noter que le candidat précise que la Ville peut demander un système d'astreinte et décrit la procédure idoine.

| **Conclusion du sous-critère 1.4** |
|---|
| Un planning qui respecte le délai de 8 semaines requis dans le projet de contrat. De plus amples informations ont été versées par le candidat pour pouvoir émettre un jugement définitif sur la cohérence du planning de déploiement.<br>Des délais d'entretien et de maintenance cohérents permettant d'assurer un haut niveau de service sans générer des coûts disproportionnés pour le candidat. |

## 2. Critère 2 : Critère financier

### a. Sous-critère 2.1 : Redevance fixe annuelle

Offre de base (12 ans) :

Le candidat s'engage à verser une redevance à la ville de 10 000 € par an. Il respecte le montant minimum inscrit dans le projet de contrat. Toutefois, le niveau de redevance du candidat représente 3,9 % du chiffre d'affaires moyen annuel du contrat. Ce taux apparait faible par rapport aux standards du marché.

Offre variante (15 ans) :

Le candidat propose le même niveau de redevance que pour l'offre de base (12 ans).

| **Conclusion du sous-critère 2.1** |
|---|
| **Offre de base :** la proposition est conforme au projet de contrat. En revanche, ce niveau est faible par rapport aux standards du marché.<br>**L'offre du candidat est la moins-disante en offre de base.** |
| **Offre variante :** la proposition est conforme au projet de contrat. En revanche, ce niveau est faible par rapport aux standards du marché.<br>**L'offre du candidat est la moins-disante en offre variante.** |

### b. Sous-critère 2.2 : Redevance d'Intéressement

Le projet de contrat prévoit que la ville de Senlis est intéressée à la performance du contrat. Cet intéressement prend la forme d'un pourcentage sur la différence, si elle est positive, entre :

- le chiffre d'affaires (CA) constaté dans les comptes transmis par le Concessionnaire ;
- le chiffre d'affaires prévu au CEP (CA prévisionnel) remis dans l'offre.

Pour l'offre de base et l'offre variante, le candidat s'engage sur les taux d'intéressement et plafonds annuels suivants :

| **Ratio [$(CA_{rn}/(Ca_{pn})$ -1]** | **Taux d'intéressement annuel appliqué (y%)** | **Plafond annuel d'intéressement (en €)** |
|---|---|---|
| < 5% | **0%** | **0 €** |
| < 10% | **5%** | **1 321 €** |
| < 15% | **10%** | **3 962 €** |
| < 20% | **15%** | **7 923 €** |
| >= 20% | **20%** | **13 205 €** |

La proposition du candidat est conforme au projet de contrat (respect de la formule). Il propose un taux d'intéressant croissant entre 0 % et 20% : ces niveaux sont faibles.

Le candidat plafonne le niveau maximum d'intéressement ; toutefois en appliquant le taux d'intéressement annuel, le plafond est uniquement atteignable dans le cas d'un résultat supérieur à 20 %. A l'exception de ce cas, le plafonnement est donc neutre pour la ville.

| **Conclusion du sous-critère 2.2** |
|---|
| **Offre de base et variante :** le niveau d'intéressement proposé dans l'offre du candidat est peu satisfaisant. |

### c. Sous-critère 2.3 : Pertinence, transparence et cohérence du Compte d'Exploitation Prévisionnel

#### *3.1.1* Politique d'investissement

Offre de base (12 ans) : le montant des investissements est de 721 976 €. Il correspond à l'achat du mobilier (80%) et à sa pose (20%). Le montant d'investissement est réparti ainsi :

| Plan prévisionnel des investissements | Nombre d'unités | Coût d'investissement unitaire | Montant total des investissements |
|---|---|---|---|
| Mobilier 2 m² fixe - publicitaire et municipale | **21** | 5 918 € | 124 274 € |
| Bus - abris voyageurs publicitaire simple | **20** | 9 375 € | 187 505 € |
| JEI texte | **4** | 24 645 € | 98 581 € |
| Colonne d'affichage non-publicitaire | **1** | 23 624 € | 23 624 € |
| Panneaux affichage libre | **14** | 2 602 € | 36 431 € |
| Mâts non publicitaires porte affiche | **15** | 7 430 € | 111 452 € |
| Bus - abris voyageurs publicitaire double | **3** | 20 298 € | 60 893 € |
| Flèches de jalonnement | **10** | 1 413 € | 14 126 € |
| Mobiliers sur platine de 2 m² | **10** | 746 € | 7 458 € |
| Renouvellement des pièces digitales du JEI Texte | **4** | 14 408 € | 57 633 € |

Offre variante (15 ans) : le montant des investissements est de 816 125 €€. Il correspond à l'achat du mobilier (80%) et sa pose (20%). Le montant d'investissement est réparti ainsi :

| Plan prévisionnel des investissements | Nombre d'unités | Coût d'investissement unitaire | Montant total |
|---|---|---|---|
| Mobilier 2 m² fixe - publicitaire et municipale | **21** | 5 127 € | 107 672 € |
| Bus - abris voyageurs publicitaire simple | **20** | 13 257 € | 265 135 € |
| JEI texte | **4** | 24 645 € | 98 581 € |
| Colonne d'affichage non-publicitaire | **1** | 23 624 € | 23 624 € |
| Panneaux affichage libre | **14** | 2 602 € | 36 431 € |
| Mâts non publicitaires porte affiche | **15** | 7 430 € | 111 452 € |
| Bus - abris voyageurs publicitaire double | **3** | 30 138 € | 90 414 € |
| Flèches de jalonnement | **10** | 1 413 € | 14 126 € |
| Mobiliers sur platine de 2 m² | **10** | 746 € | 7 458 € |
| Renouvellement des pièces digitales du JEI Texte | **4** | 15 308 € | 61 232 € |

**Périmètre :**

Concernant le périmètre, le candidat respecte le projet de contrat transmis par l'Autorité Délégante.

**Prix unitaire :**

Les coûts unitaires du candidat sont la fourchette haute des prix du secteur notamment pour les mobiliers d'affichage 2m².

Entre l'offre de base et variante, l'augmentation du coût des abris voyageurs s'explique par l'évolution du design d'abris proposé (Foster en offre variante). Pour le mobilier 2 m² fixe - publicitaire et municipale, le candidat n'explique pas la différence de coût entre l'offre de base et variante, le design est le même, seule la couleur du mobilier évolue.

**Financement :**

Les conditions de financement pour l'offre de base et l'offre variante sont identiques. Les ressources engagées pour le déploiement des investissements sont intégralement issues des fonds propres du groupe. L'autofinancement des investissements traduit une forte indépendance du groupe par rapport au secteur bancaire et une nette solidité financière. Néanmoins, le coût de rémunération des fonds propres est supérieur à celui d'un financement bancaire classique. Le candidat doit dégager un fort niveau de résultat pour rémunérer ses apports. La politique financière du groupe n'est pas la plus optimisée financièrement pour la ville.

### *3.1.2* Recettes du contrat

Le nombre de faces commerciales pour l'offre de base (12 ans) et pour l'offre variante (15 ans) sont identiques : 67 faces commerciales.

Les recettes d'exploitation correspondent en intégralité à la vente d'espaces publicitaires. Elles sont déterminées par le produit entre le nombre d'espaces publicitaires et le chiffre d'affaires à l'espace publicitaire.

Par type de mobilier, le chiffre d'affaires moyen par face est le suivant :

| Hypothèse de recettes - en € | Recettes annuelles moyennes / face commerciale |
|---|---|
| Mobilier 2 m² fixe - publicitaire et municipale | 3 942 € |
| Bus - abris voyageurs publicitaire simple | 3 942 € |
| Bus - abris voyageurs publicitaire double | 3 942 € |

**L'hypothèse se situe dans la fourchette haute des pratiques du secteur.**

Dans son mémoire financier, le candidat présente la construction de son chiffre d'affaires par format (2m²) et par modes de commercialisation avec de l'affichage temporaire (à la semaine) et long (à l'année). Il ne prévoit aucun affichage temporaire national : la commercialisation prévue est 100 % Dlocal. Le chiffre d'affaires par face selon le mode de commercialisation est repris dans le tableau ci-dessous :

| Type d'affichage | Nb faces | CA annuel / face année 6 | CA annuel (année 6) | CA total contrat (12 ans) | CA total contrat (15 ans) |
|---|---|---|---|---|---|
| 2m² - Affichage temporaire Local | 46 | 3 733 € | 172 k€ | 2 004 k€ | 2 519 k€ |
| 2m² - Longue conservation | 21 | 4 400 € | 92 k€ | 1 078 k€ | 1 356 k€ |
| Total format 2 m² papier | 67 | 3 942 € | 264 k€ | 3 082 k€ | 3 875 k€ |

Offre de base (12 ans) :

Le candidat valorise un chiffre d'affaires annuel de 257 K€ en année pleine (12 mois). Il valorise, 3 082K€ HT de chiffre d'affaires sur la durée du contrat.

Offre variante (15 ans) :

Avec un prix et un nombre de faces publicitaires équivalents à l'offre de base, le candidat valorise un chiffre d'affaires annuel équivalent. Avec une durée de 15 ans, le chiffre d'affaires total du contrat est de 3 875 K€ HT.

### *3.1.3* Charges du contrat

#### *3.1.3.1* Charges calculées

Les charges calculées se composent des dotations aux amortissements (qui correspond à la valeur annuelle de la dévalorisation d'un investissement, et qui est calculé en divisant la valeur initiale de l'investissement par sa durée d'utilisation) et aux frais de Gros Entretien et renouvellement des mobiliers.

- ***Dotations aux amortissements***

Le candidat amortit ces mobiliers sur la durée du contrat.

Offre de base (12 ans) :

Le candidat valorise une dépense de 722K€ sur la durée du contrat. Ce poste n'appelle pas de remarque.

Offre variante (15 ans) :

Avec une évolution du design des abris voyageurs et du coût des mobiliers 2m², le candidat valorise une dépense supérieure à l'offre de base, 816 K€ sur la durée du contrat. Ce poste n'appelle pas de remarque.

- ***Gros entretien et renouvellement***

Le candidat ne comptabilise pas de provision pour gros entretien. Pour le JEI le renouvellement est valorisé dans les charges d'investissements (amortissements).

#### *3.1.3.2 Charges d'exploitation*

Le montant des charges d'exploitation se compose à :

- 22% de charges de maintenance : ces charges correspondent au temps passé par les agents de JCDecaux dans le cadre des opérations de maintenance curative et aux pièces détachées. Les charges de personnel des agents de maintenance sont également renseignées dans les charges de maintenance plutôt que dans les dépenses d'entretien ;
- 19% de charges d'entretien : ces charges correspondent au temps passé par les agents de l'opérateur à nettoyer les mobiliers. Il s'agit des charges fixes proportionnelles au temps nécessaire pour maintenir propre l'ensemble des mobiliers. Sont également inclus les produits utilisés par l'entretien et le coût des véhicules de ces agents. Les charges de personnel des agents d'exploitation sont également renseignées dans les charges d'entretien plutôt que dans les dépenses de personnel ;

Ces charges sont établies sur la base des hypothèses suivantes :

| Hypothèses d'exploitation par type de mobilier et pour un mobilier - en € | Charges d'entretien courant / an | Charges de maintenance / an |
|---|---|---|
| Mobilier 2 m² fixe - publicitaire et municipale | 88 | 98 |
| Bus - abris voyageurs publicitaire simple | 294 | 242 |
| Bus - abris voyageurs non-publicitaire simple (entretien uniquement) | 134 | 240 |
| JEI texte | 56 | 708 |
| Colonne d'affichage non-publicitaire | 74 | 169 |
| Panneaux affichage libre | 134 | 30 |
| Bus - abris voyageurs publicitaire double | 588 | 242 |

Les prix du candidat sont dans la moyenne des pratiques du secteur à l'exception de l'affichage libre qui apparait élevé.

- 2% de charges de fluides (hors électricité) : ces charges correspondent aux consommations télécom des mobiliers JEI à texte.

- 5% de charges d'électricité : ces charges correspondent aux consommations électriques des mobiliers.

- 6 % de frais de déplacements de mobiliers en cours de contrat : cela correspond aux estimations de coûts associés aux déplacements demandés par la Ville à la charge du concessionnaire conformément à l'article 4 du projet de contrat.

- 11% à 9% de frais de dépose des mobiliers en fin de contrat : ces charges correspondent au coût de dépose estimée des mobiliers de la concession en fin de contrat. En offre variante, le coût est inférieur (99 K€ en offre variante contre 102 K€ en offre de base) car le coût de dépose des abris voyageurs est inférieur (1 457 € par abris voyageurs en offre variante contre 1 576 € en offre de base).

- 36 à 39% d'autres charges d'exploitation. .
  Ces autres charges comprennent essentiellement les frais (Véhicules, frais de déplacements, relations publiques etc.) des équipes commerciales, marketing et patrimoine (poste de dépenses « Frais divers marketing-commerce et patrimoine »), les frais de mise à disposition de mobiliers 2m² sur platine (347 € par mobilier et par an),les frais d'impression des affiches de campagnes municipales (21 faces 2m² et 3 faces sur la colonne culturelle) ou encore les frais d'entretien du kiosque (300 € par an).

<u>Offre de base (12 ans) :</u>

Le candidat valorise une dépense annuelle de 69  K€ en année pleine (12 mois).

Offre variante (15 ans) :

Avec les mêmes hypothèses de recettes et de charges, le candidat valorise un niveau de dépense annuel équivalent.

#### *3.1.3.3 Charges de personnel*

Le montant des charges de personnel se compose des charges de salaires et de charges sociales sur la base des hypothèses suivantes :

Dans l'offre de base sur 12 ans :

| Charges de personnel | Nombre d'ETP par an | Coût moyen annuel |
|---|---|---|
| Agent de Préparation d'affiches | 0,03 | 1 810 € |
| Agent pluri-métier (part affichage) | 0,17 | 7 592 € |
| Direction Marketing-Commerce | 0,37 | 26 552 € |
| Direction Patrimoine | 0,05 | 3 893 € |
| Direction Régionale | 0,19 | 13 876 € |

Le candidat valorise une dépense annuelle de 54 K€. Le coût annuel moyen par ETP varie entre 45 K € pour un agent pluri-métier et 81 K€ pour la Direction Patrimoine.

Dans l'offre variante sur 15 ans :

| Charges de personnel | Nombre d'ETP par an | Coût moyen annuel |
|---|---|---|
| Agent de Préparation d'affiches | 0,03 | 1 810 € |
| Agent pluri-métier (part affichage) | 0,17 | 7 592 € |
| Direction Marketing-Commerce | 0,37 | 26 552 € |
| Direction Patrimoine | 0,05 | 3 893 € |
| Direction Régionale | 0,19 | 13 876 € |

Le candidat valorise une dépense annuelle équivalent à l'offre de base.

#### *3.1.3.4 Frais généraux*

Les frais généraux intègrent les postes des assurances, des impôts et taxes (hors IS), les fonctions supports et d'autres charges (créances irrécouvrables et charges d'agence locale).

Le candidat n'a pas chiffré les frais d'assurance car ses primes d'assurance ne sont pas exclusivement déterminées en fonction du nombre d'actifs couverts. Il les a intégrés dans les Frais de siège de JCDecaux France.

Les Impôts et taxes correspondent à :

- la Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises (CVAE) correspond à 0,31% de la Valeur ajoutée, et estimé à 0,27% du Chiffre d'affaires,
- la Contribution Sociale de Solidarité des Sociétés (C3S), correspondant à 0,16% du Chiffre d'affaires.

Les Fonctions supports correspondent aux :

- Frais de siège, notamment les fonctions centrales rattachées aux sièges administratif (Neuilly-sur-Seine) et opérationnel (Plaisir). Elles comprennent les fonctions de Direction Générale, Direction Financière et SI, Direction Juridique, Direction des Ressources Humaines, Direction des Exploitations, Direction Santé Sécurité Environnement, Direction de la communication. Ils correspondent à 7% du chiffre d'affaires de JC Decaux. JCDecaux ne précise pas le principe de la répartition des frais de siège ;
- Prestations apportées par JCDecaux SE (Management Fees) : ces charges correspondent aux coûts de Recherche et Développement, Direction des Etudes des Projets, Direction du Développement Durable et de la Qualité, Direction des achats, Direction Finance Corporate, Direction Fiscale. Ils correspondent à 2,3% du chiffre d'affaires.

Le niveau de charges de fonctions supports est dans la fourchette haute des standards du secteur

Les Créances Irrécouvrables correspondent à une quote-part estimée à 0,18% du chiffre d'affaires.

Les charges Agence locales correspondent aux coûts annexes liés au fonctionnement de l'agence locale (coût des locaux, véhicule de l'encadrement de proximité, matériel informatique…).

Hors impôts et taxes, les frais généraux représentent environ 13 % des charges totales pour l'offre de base et 14 % pour l'offre variante. Ce ratio est dans la fourchette haute pour ce type de charge.

#### *3.1.3.5* **Redevance**

Cette charge correspond à la redevance versée par le candidat à l'Autorité Délégante. Ce montant est de 10 000 € par an (pour une année pleine) pour l'offre de base et pour l'offre variante.

### *3.1.4* Rémunération

Offre de base (12 ans) :

Le candidat affiche un taux de rentabilité moyen de 9,7% avant impôt et de 7,2% après impôt, soit un résultat après impôt de 18,4 K€ en moyenne par an. Ce niveau est dans la fourchette basse des standards du marché.

Offre variante (15 ans) :

Le candidat affiche un taux de rentabilité moyen de 12,7% avant impôt et de 9,4% après impôt, soit un résultat après impôt de 23 K€ par an en moyenne. Ce niveau est dans la fourchette moyenne des standards du marché.

L'amélioration de la rentabilité par rapport à l'offre de base s'explique par une dotation annuelle aux amortissements plus faible, en raison d'un amortissement sur 15 ans plutôt que sur 12 ans (- 5,7 K € HT par an en moyenne).

| **Conclusion du sous-critère 2.3** |
| --- |
| **Offre de base et variante :** L'offre intègre l'essentiel des paramètres économiques et financiers nécessaires à son étude. |

# II.2 – CANDIDAT 2 : PHILIPPE VEDIAUD PUBLICITE (PVP)

Pour rappel, le règlement de consultation prévoit les périmètres suivants :

- le premier avec une durée de contrat de 12 ans (l'offre de base) ;
- le second correspondant à une variante avec une durée de contrat de 15 ans (l'offre variante).

## 1. Critère 1 : Critère technique

### a. Sous-critère 1.1 : Qualité technique et fonctionnelle du matériel proposé

Il convient de noter que les designs proposés sont épurés et apportent une véritable modernisation des supports de communication. Une personnalisation aux couleurs et logo de la Ville est possible. Le candidat s'est appuyé sur l'expertise du cabinet de design Sovann Kim pour ce faire. Il propose en outre une décoration personnalisée sous forme de motif identitaire apposé sur tous les mobiliers et s'inspirant de la cathédrale Saint Front. S'il est vrai qu'une sérigraphie des vitres d'abris-voyageurs est très esthétique, attention cependant aux délais d'intervention et coût de la maintenance puisque chaque vitre cassée devra être sérigraphiée au préalable. Des questions sur ces derniers éléments méritent d'être posées dans le cadre des futures négociations.

De manière générale, un bon équilibre entre la transparence et la matière est assuré sur l'ensemble des mobiliers.

Nous constatons une modernisation générale de l'ensemble du parc et une harmonisation qui va dans le sens de l'égalité de traitement des usagers et d'une amélioration du service rendu à ces derniers.

Trois modèles d'abris-voyageurs sont proposés. Tous toit transparent mais avec des formes de toit différentes allant du plus incurvé (modèle 1) au plus droit (modèle 3). Le dernier modèle est le plus massif. La forme du toit apporte une certaine lourdeur à l'ensemble.

Trois modèles sont proposés pour les panneaux d'information municipale : deux modèles « monopieds » et un modèle avec « jupe » (pleine ou ajourée). L'ensemble des mobiliers proposés forment une gamme cohérente sur le plan esthétique. Tous s'adaptent bien à l'environnement urbain, quel que soit les typologies d'habitats ou de monuments (historiques, immeubles collectifs, zones industrielles/économiques, habitat ancien ou moderne) et permettent une meilleure valorisation de la communication Ville.

Il convient de noter que le design est pensé pour être conforme à l'arrêté du 15 janvier 2007 relatif aux prescriptions techniques pour l'accessibilité de la voirie et des espaces publics (décretv2006-1958), dès sa conception avec la mise en place de profilés de part et d'autre du mobilier permettant la détection de celui-ci par la canne d'une personne malvoyante. Cette conception évite ainsi l'ajout de plot de détection et une emprise supplémentaire sur l'espace public.

Le design proposé pour les panneaux d'affichage libre est nettement plus qualitatif que le parc actuellement existant.

Le design des mâts porte-affiche est très épuré, permettant une valorisation optimale de la communication Ville. La faible emprise au sol permet une occupation efficiente du domaine public routier.

Il en est de même pour les dispositifs numériques dont le design est en parfaite harmonie avec le reste du parc proposé.

Les mobiliers sur platine s'intègrent également à l'environnement urbain puisqu'ils ont le même design que les mobiliers scellés au sol. La platine allie stabilité/solidité et esthétisme pour ne pas avoir un socle disproportionné par rapport au mobilier.

Les flèches temporaires pourront s'intégrer aux autres mobiliers urbains et leur modernité permettront une valorisation des événements temporaires tout en étant parfaitement fonctionnelles.

Enfin, le candidat propose deux modèles de colonne d'affichage culturel : l'un étant plus « rétro », s'inspirant de la colonne Morris que l'autre. Les deux modèles peuvent bien s'intégrer dans l'environnement urbain.

**Outre leur qualité esthétique, les mobiliers proposés présentent de grandes qualités techniques.**

D'une durée de vie moyenne de 20 ans (à l'exception des mâts numériques en raison de composants électroniques), ils sont construits avec des matériaux nobles (fonte, acier inoxydable, verre trempé sécurit, aluminium,…) permettant une résistance aux UV, aux intempéries et au vandalisme. Toutes les normes PMR et de sécurité sont respectées pour garantir accessibilité et sécurisation de l'espace urbain.

Cette solidité est renforcée par des opérations d'entretien et de maintenance renforcées et régulières.

**En outre, de nombreuses actions en faveur de la sobriété énergétique et de la recyclabilité des mobiliers sont menées conduisant à une- diminution de l'impact environnemental.**

Pour l'ensemble des gammes proposées, les proportions de matériaux recyclés dans les matières premières utilisées pour leur production sont les suivantes :

- Aluminium : 55%
- Acier : 82% (44% de ferrailles issues de la démolition, 38% du broyage, 10% de recyclage interne, 8% de chutes du secteur automobile)
- Verre trempé : 40%
- Matériaux électriques : 75%
- Composants électroniques : 78%
- Tubes fluorescents : 82%
- Matière plastique : 91%

Les mobiliers sont recyclables à 93 %.

Les mobiliers proposés sont éco-conçus et garantis pour une période de vingt ans suivant les contraintes suivantes :

- Résistance aux dégradations
- Durabilité
- Implantation sur environnements variés (air salin, sec, …)
- Résistance aux Intempéries

Le candidat utilise le procédé du Thermolaquage qui permet de ne pas recourir aux solvants.

La sélection des peintres est rigoureuse. Le candidat travaille avec des sociétés connues dans le milieu pour leur professionnalisme (peintres de JCDecaux, entre autres) : Offredy (Ozoir laFerrière – 77) et Eprolor (Laneuveville-devant-Nancy – 54). Elles font partie des organisations professionnelles de leur profession et sont qualifiées AFTA Thermolacier (peinture sur acier) et Qualicoat (peinture sur aluminium). Ces deux entreprises sont certifiées ISO et respectent les procédures.

A cela s'ajoute, une limitation drastique des consommations d'énergie lors de l'exploitation des mobiliers.

PHILIPPE VEDIAUD PUBLICITE a développé un nouveau système d'éclairage des mobiliers urbains basé sur une triple innovation :

- Développement de systèmes d'éclairage sous la forme de bandes LED fixées sur les parois intérieures des caissons permettant un éclairage homogène de la surface d'affichage
- Mise en place de ces bandes LED en sous face de toiture pour éclairage de courtoisie
- Mise en place de tubes LED bi-face pour les mobiliers grand format Triple avantage à cette technologie :
    - ✓ Durée de vie plus longue (huit fois la durée de vie d'un tube classique), nécessitant moins de prestations de maintenance
    - ✓ Un gain en consommation d'énergie de 75%
    - ✓ Recyclage plus aisé que les tubes fluorescents

Résultats : la Consommation des caissons d'affichage des abribus et des mobiliers urbains d'affichage publicitaires a été diminuée de 70%. Elle est passé de 1,74 kWh / jour à 0,58 kWh / jour (rapport aux systèmes d'éclairage utilisant des ballasts électroniques).

Au total une baisse annuelle des émissions de 1,5 tonnes de $Co^2$ pour la ville grâce aux éclairages LED. La durée de vie de ces dispositifs est 8 fois plus longue que les tubes fluorescents classiques (100.000 heures).

En plus de la mise en place de systèmes d'éclairage à basse consommation, PHILIPPE VEDIAUD PUBLICITE équipe chacun de ses mobiliers éclairés d'horloges internes permettant de réguler la durée d'éclairage journalière.

Il convient de noter que le candidat utilise pour la pose des mobiliers du ciment décarboné et propose l'équipement des abris, mobiliers d'information Ville 2 $m^2$ et des mâts numériques de panneaux solaires pouvant les rendre hybrides voire autonomes sur le plan énergétique.

Le candidat souligne le respect des dispositions de la loi AGEC à travers différents points :

- **Mettre l'économie circulaire au coeur de la commande publique**

Les acheteurs de l'État, des collectivités territoriales et de leurs groupements doivent désormais acquérir des biens issus du réemploi ou de la réutilisation, ou comportant des matières recyclées,

dans des proportions fixées entre 20 et 100 % selon le type de produits (fournitures de bureau, articles textiles, appareils électroniques, etc). Le métier du candidat fait état d'une obligation de l'ordre de 20% des matières issues du réemploi ou intégrant des matières recyclées, et il faut au minimum 5% de réemploi ou réutilisation**. Le candidat se conforme à la règle avec une moyenne de 43% dans le cadre de ses productions**.

- **Faciliter la réparation et favoriser l'utilisation de pièces détachées issues de l'économie circulaire**

L'ensemble des productions du candidat sont standardisées. Il s'efforce de mettre en pièces détachées au fur et à mesure des vandalismes / accidents sur mobiliers, les constituants encore en état pour pouvoir les réutiliser dans le cadre de son activité.

L'origine des mobiliers est 100 % française même pour les modules LED dont la provenance est Vendéenne pour ne plus dépendre du marché asiatique.

| **Conclusion du sous-critère 1.1** |
|---|
| **Qualités esthétiques (intégration dans l'environnement et design) :**<br>Une très bonne intégration environnementale avec une finesse des design proposés<br>Adaptation aux différents quartiers de la Ville (historiques, zones économiques et industrielles, résidentiel…) |
| **Robustesse et Qualité des matériels :**<br>Utilisation de matériaux durables, robustes et recyclables. Garantie 20 ans |
| **Action en faveur de la protection de l'environnement :**<br>Efforts sur la recyclabilité des mobiliers (93% recyclables) et sur les consommations électriques<br>Panneaux solaires possibles pouvant rendre certaines typologies de mobiliers autonomes<br>Utilisation de ciment décarboné – procédé de peinture sans solvants<br>Extinctions automatiques de minuit à 6h avec possibilité de s'adapter à la politique de la Ville en matière d'éclairage nocturne |

### b. Sous-critère 1.2 : Moyens humains et matériels mis à disposition pour l'exploitation des mobiliers

Le candidat prévoit la création d'une agence locale à Senlis (page 28 du document « moyens et matériels ») avec pour équipe dédiée :

- 1 chef de secteur
- 1 assistant polyvalent
- 5 commerciaux cellule nationale dédiés
- 5 commerciaux locaux
- 35 agents de maintenance, d'affichage et d'entretien polyvalents

Cette équipe sera renforcée par 8 personnes du siège situé dans le Val d'Oise.

Pour garantir une meilleure efficacité , les agents sont internalisés et spécialisés :

- Par type de prestations
- Par catégorie de mobiliers (abris voyageurs, journaux électroniques, panneaux déroulants…)

• Par missions (agents de maintenance et d'intervention, agents de montage, agents d'entretien qualifié)

Des agents polyvalents sont prévus en renfort pour garantir la continuité du service.

Les collaborateurs ont en moyenne entre 10 et 15 ans d'ancienneté et 90% d'entre eux sont originaires de la région dans laquelle ils travaillent.

Le candidat dispose de 45 véhicules spécialisés, adaptés à chaque type de prestation et dotés d'un matériel spécifique pour une réactivité optimale des agents

Chaque agent est doté des EPI réglementaires et d'un outillage adapté pour chaque type de prestations (lavage, traitement de l'affichage sauvage…) avec des produits d'entretien écologiques adaptés aux différents types de prestations, dégradations.

Pour la gestion du contrat, les collaborateurs utilisent un logiciel dédié GEOLC ainsi que l'application MaintSolutions qui est installé sur les terminaux des agents permettant un suivi des interventions et de fluidifier la relation avec la ville qui a accès au portail.

Ce portail présente l'avantage d'être le point d'entrée unique pour à la fois accéder au monitoring du contrat, aux bases de données, aux statistiques relatives au parc mais aussi le pilotage des panneaux numériques

Le candidat prévoit également la mise à disposition d'une application LUMIPLAY, qui permettrait d'agréger et de centraliser les données de la Ville et d'améliorer l'interaction avec les usagers avec notamment la possibilité de signaler les dysfonctionnements liés au mobilier urbain. Cette application permet également le pilotage des dispositifs numériques.

Cette application est présentée par le candidat comme étant à la fois un lien direct avec les usagers, une plateforme de gestion des demandes en temps réel et un outil d'analyse statistique permettant de mieux connaître le territoire et les besoins éventuels des usagers.

Le système de stockage des données relève du droit français et n'est soumis à aucun droit extraterritorial. La réglementation sur le traitement des données personnelles et les normes de sécurité sont respectées.

| **Conclusion du sous-critère 1.2** |
| --- |
| Les moyens humains et matériels sont en adéquation avec le haut niveau de service demandé par la Ville. Le candidat joue la carte de la proximité et met les moyens pour atteindre cet objectif. |

### c. Sous-critère 1.3 : Innovation au service de l'expérience usager et de la qualité de l'information municipale

Le candidat propose des innovations tant au service de l'expérience usager interne (services de la Ville) qu'au service de l'expérience usager externe (habitants, usagers de la route, des transports en commun…).

**Sur l'expérience usager interne**

Le candidat prévoit plusieurs innovations permettant à la Ville d'améliorer son expérience usager :

- **Utilisation de l'eau de pluie** pour l'entretien des mobiliers permettant de soulager le réseau d'eau de la Ville
- **En cas d'épuisement des réserves en eau de pluie des différentes agences et suivant les saisons plus ou moins pluvieuses, utilisation de l'eau pure** afin de nettoyer les mobiliers. Il s'agit d'utiliser de l'eau déminéralisée pour le nettoyage des surfaces qui sera pulvérisé au moyen de lances de nettoyage sur les différentes parties de structure des mobiliers. Le nettoyage est ensuite appliqué au moyen d'une brosse spécifique et adaptée. Le principal atout de l'eau pure est d'absorber les éléments minéraux qui sont en contact. Ainsi, un mobilier nettoyé à l'eau pure n'a pas de marque d'éclaboussures ou de coulures blanches (issus du calcaire ou de produits utilisés). **L'utilisation de l'eau pure permet de limiter la quantité d'eau utilisée** car le nettoyage ne se fait qu'en un temps au lieu de deux pour un nettoyage classique avec application d'un shampooing. Il n'y a donc aussi plus d'utilisation de détergent sauf dans le cas de tâches persistantes.
  Là encore, en cas de tâches persistantes, utilisation de produits écologiques de type Arbre Vert.

Même si les consommations électriques sont à la charge du concessionnaire, l'éclairage solaire des abris-voyageurs, des panneaux d'information permet à la Ville d'avoir des prestataires/concessionnaires ayant un faible impact sur l'environnement et d'emmener tout son écosystème vers les objectifs de développement durable 2030 de l'ONU.

En outre, la mise à disposition d'un nouvel outil accessible via le portail de la Ville MaintSolutions, nommé « Net Zero Cloud » permettra à la Ville de mesurer « en direct » l'ensemble de l'impact carbone de l'activité du concessionnaire, ce qui est particulièrement utile dans le cadre de l'élaboration de son rapport RSE.

Le candidat propose également un accompagnement personnalisé pour la construction des réseaux ainsi que pour la gestion des plannings par la mise à disposition de son outil de planification des campagnes Solution Sales Force. Une question devra être posée sur l'interopérabilité de cette solution avec le SI de la Ville. Si besoin, il faudra que le candidat soit en mesure de fournir une API.

La Ville peut bénéficier d'un accompagnement pour la création de visuels. Au sein de l'entreprise, deux personnes sont dédiées à la mise en place des BAT « analogiques » dont une qui a en charge la vérification finale des BAT avant envoi final en impression afin de vérifier leur bon cadrage.

Ces deux employés auront en charge la mise en place des BAT pour SENLIS et de les accompagner pour la formation des équipes à la bonne utilisation des supports (maquettes, présentation …).

**Sur l'expérience usager externe**

Le candidat prévoit la fourniture de plans de Ville. Outre le fait qu'il ne s'agit pas d'une innovation, il convient de préciser que les plans de Ville ont de moins en moins d'utilité avec la généralisation des smartphones et constituent autant de faces en moins destinées à l'impact de la communication Ville. Si la Ville entend se passer de plans de Ville, il conviendra au candidat de réviser son offre e adéquation (y compris sur le plan financier)

Pour augmenter l'interaction avec la population, le candidat propose une application LUMIPLAY qui s'apparente à une application Ville permettant aux habitants de signaler des dysfonctionnements liés au mobilier urbain. Cette innovation a fait l'objet de remarques concernant les moyens humains et matériels. La question de la sécurisation et de l'hébergement des données demeure, de même que la réelle nécessité d'une telle innovation.

Concernant les abris-voyageurs, un port USB est prévu sur le banc pour permettre le rechargement de téléphones portables, tablettes en attendant l'arrivée des transports en commun. Cette innovation est conforme aux prescriptions du projet de contrat.

Divers équipements sont proposés comme des cendriers amovibles s'intégrant assez bien à la structure de l'abri et ne constituant pas d'emprise supplémentaire sur le domaine public.

Le candidat propose des abris-voyageurs avec un toit en verre trempé transparent, recouvert d'un filtre UV qui évite l'effet « puits de chaleur » l'été, en cas d'ensoleillement.

Le candidat propose une végétalisation des toits. Une telle innovation n'est pas conseillée dans la mesure où l'impact sur l'environnement est minime, que le coût d'investissement et d'entretien est bien plus élevé qu'un abri-voyageur classique. Le bilan coût -avantage est négatif avec ce genre de dispositifs.

L'intégration de capteurs de contrôle de la qualité de l'air, de défibrillateurs, de QRCode ou tag NFC et du wifi est proposée par le candidat.

Les QRCode ou tag NFC Un tag NFC peuvent être reliés à des informations telles qu'une page Web, des réseaux sociaux et toutes sortes d'autres informations de la Ville en général. Ces technologies font le lien entre le monde physique et le monde virtuel et rendent les mobiliers interactifs.

Concernant le wifi, le candidat propose de mettre en place un routeur outdoor sans fil de la marque Archer permettant de donner le Wifi Outdoor aux usagers ainsi que la mise en place de Ibeacon autonomes dans la structure des mobiliers pour diffuser de l'information en push sur les terminaux mobiles. Il conviendra à la Ville si cette option était retenue, de fixer les modalités de sécurisation et d'accès aux informations (sujet des mineurs et du contrôle parental).

La Solution MyBus est proposée afin de rendre les déplacements plus simples. Cette solution logicielle s'appuie sur le smartphone du conducteur. L'intérêt est de pouvoir renvoyer ainsi des données qui vont servir :

- aux usagers , afin de visualiser leur transport en vrai temps réel ;

• à l'opérateur, pour superviser l'exploitation en pilotant en temps réel les véhicules, en fonction du contexte (trafic, incidents,…), mais aussi de visualiser et d'analyser des données de mobilité collectées (régularité, trajectoire, fréquentation,…) ;

Il s'agit aux usagers de permettre la visualisation du moyen de transport en temps réel grâce aux terminaux qui sont dans les bus (smartphones ou tablettes) qui font office d'interface conducteur qui est géolocalisée en temps réel et transmis à un serveur relié à l'application MyBus qui retranscrira les informations aux usagers.

Enfin, le candidat propose du total covering 4 fois par an sur 4 abris, ce qui permet à la Ville d'avoir un véritable impact pour communiquer sur des temps forts de la Ville.

Le candidat met également à disposition de la Ville :

- des réseaux PVP invendus sur Senlis. Cette mise à disposition concerne 4 campagnes par an ainsi que l'impression, la pose/dépose des visuels.
- 150 faces 2 m² dans des réseaux extérieurs à Senlis à choisir parmi une liste de plus de 320 réseaux. Cette mise à disposition concerne 3 campagnes annuelles (impression et pose/dépose comprises)

**Sur la qualité de l'affichage**

Dans leur ensemble, les emplacements sont cohérents mais mériteraient d'être optimisés.

La proposition des emplacements des mâts porte-affiche ne semblent pas correspondre à des parkings ou places tels que demandés dans le projet de contrat.

Les panneaux d'affichage libre pourraient être mieux répartis au cœur des différents quartiers au lieu d'être, pour certains, sur des axes à forte circulation.

Au regard des plans proposés, trop de faces Ville sont contraires au sens de la circulation.

Pour que la Ville bénéficie d'un affichage de qualité, PHILIPPE VEDIAUD PUBLICITE dispose de ses propres ateliers d'impression intégrés, dotés de machines de dernière génération, favorisant efficacité et efficience écologique. Les prestations d'impression de visuels seront effectuées en interne.

Le candidat travaille sur le thème des impressions « éconologiques » favorisant une impression respectueuse de l'environnement en minimisant au maximum l'impact des impressions. Les impressions « éco-responsables » sont sans odeur, sans polluant atmosphérique, sèches et durables (utilisation d'encres végétales à base de latex synthétique résistant aux éraflures, aux salissures et à l'eau exemptes de substances toxiques, nocives et polluantes au contraire des encres UV et solvants - tirage en couleur). Les impressions ne présentent pas de polluants atmosphériques dangereux ; elles ne sont ni inflammables, ni combustibles. Les impressions sont effectuées en intérieur selon les critères environnementaux liés à la santé.

Le papier fourni pour l'affichage est un papier film PET extra-couché recyclable 150g, papier recyclé auprès de Vetaris, certifié « ange bleu ».

Cette méthode d'impression ainsi que les supports utilisés permettent au candidat d'appliquer des normes et procédures en faveur du développement durable, deux labels correspondent à cette démarche que le candidat soutient et met en place : Imprim'Vert et FSC.

Pour renforcer la qualité de l'affichage, le candidat propose des systèmes de fixation des affiches et dispositifs d'éclairage étudiés pour assurer une excellente qualité de l'information municipale :

- Ventilation afin d'éviter l'apparition de buée à l'intérieur des panneaux,
- Aucun froissement du papier lié à l'humidité,
- Aucune dérive des affiches pendant le défilement dans les mobiliers déroulants,
- Un éclairage avec des bandes et tubes LED afin d'obtenir une excellente résolution des couleurs,
- Une disposition des tubes et de bandes LED afin d'assurer une excellente homogénéité,
- Un nombre de tubes et bandes LED déterminé pour une juste mise en valeur des visuels (pas d'éblouissement) tout en optimisant les consommations électriques,
- Epaisseur des mobiliers étudiés pour concilier une épaisseur minimale et supprimer l'effet de barres lumineuses la nuit,
- Utilisation de condensateur permettant de faire varier l'intensité de l'éclairage.

| **Conclusion du sous-critère 1.3** |
| --- |
| De nombreuses innovations sont proposées permettant à la Ville de renforcer le rayonnement de sa communication tant en qualité qu'en quantité, que ce soit au sein de son territoire qu'à l'extérieur de ses frontières. Les innovations au profit direct des usagers externes sont également nombreuses et pertinentes permettant une véritable amélioration de l'expérience usager. A noter néanmoins, une orientation des faces Villes trop en sens contraire de la circulation qui n'œuvre pas pour un service innovant d'affichage |

### d. Sous-critère 1.4 : Cohérence du planning de déploiement et des délais d'intervention

Le planning du candidat prévoit un déploiement en 8 semaines.

Lors des négociations, il a été rappelé que la Vile souhaitait avant tout obtenir un respect des délais mentionnés dans les offres. S'il fallait accorder plus de souplesse dans le cahier des charges, la Ville était prête à l'octroyer pourvu que les candidats présentent des arguments solides pour justifier la cohérence de son planning.

A la suite des négociations, le candidat a confirmé que son offre prévoyait bien une installation en 8 semaines.

Concernant les délais d'intervention :

Les délais d'entretien et de maintenance semblent ambitieux.

| | |
|---|---|
| **Excellente réactivité aux demandes de la Ville** | **Intervention immédiate sur site en cas d'accident ou de vandalisme après information de la société (mise en sécurité de la voie publique et des mobiliers).** |
| **Fréquence d'entretien des mobiliers** | • Passage de contrôle : **3 fois par semaine minimum**<br>• Enlèvement des graffitis et des affichages sauvages : **1/2 heure**<br>• Entretien extérieur des mobiliers : **2 interventions par semaine et dès que nécessaire** |
| **Contact 24h/24 7j/7** | **Numéros d'appels 24h/24 – 7 jours/7 – Présence de personnel local**<br><br>Contact 24 heures / 24 et 7 jours / 7 – intervention rapide<br>Possibilité de signaler toute anomalie auprès de l'Agence locale et son responsable local<br><br>**Joaquim BAPTISTA**, responsable technique<br>07.71.76.48.76 – j.baptista@vediaud.net<br>Numéro d'astreinte : 01.34.19.76.77 - **Astreinte 100% 24/24 et 7j/7 sera mise en place pour tous type d'intervention – coordonnées à venir** |

Un entretien 2 fois par semaine semble disproportionné au regard des usages de la profession et de la bonne utilisation actuelle du mobilier urbain par les usagers.

De même que le nombre de passages de contrôle.

L'astreinte 100% nécessitera une équipe renforcée. Se pose la question de l'adéquation de l'équipe avec ce haut niveau de service.

L'enlèvement des graffitis en 30 minutes est cohérent avec la localisation de la Direction générale qui sera affectée à l'exécution du contrat (Gouvieux - moins de 30 minutes de Senlis)

La télésurveillance permet de garantir une certaine réactivité d'intervention.

Les tournées d'inspections semblent élevées (3 fois par semaine), il conviendra d'éclaircir ce point lors des négociations et de le rapprocher du chiffrage de l'exploitation.

| Type de maintenance | Opérations réalisées | Fréquence d'exécution |
|---|---|---|
| Télésurveillance | - Connexion à distance<br>- Vérification des principales fonctionnalités de l'électronique de gestion | A chaque envoi (automatisé) |
| Tournée d'inspection | - Contrôle visuel des mats<br>- Traitement des graffitis et affichage sauvage | Idem reste du mobilier<br>3 fois par semaine et dès que nécessaire |
| Nettoyage extérieur | - Traitement des graffitis et affichage sauvage<br>- Lavage des glasses exposées aux salissures<br>- Nettoyage du mobilier<br>- Retouches de peinture éventuelles | Idem reste du mobilier<br>2 fois par semaine et dès que nécessaire |
| Nettoyage intérieur | - Nettoyage des filtres de ventilation<br>- Nettoyage intérieur complet | Idem reste du mobilier<br>2 fois par semaine et dès que nécessaire |
| Contrôle de Sécurité et électricité | - Contrôle des trappes d'accès<br>- Contrôle de la résistance des jonctions mécaniques<br>- Mesure de continuité et d'isolement du câblage électrique<br>- Contrôle des disjoncteurs différentiels<br>- Tests de disjonction des disjoncteurs<br>- Contrôle des tensions 220 et basse tension à chaque entrée/sortie d'alimentation interne et externe au panneau | Idem reste du mobilier<br>2 fois par an et dès que nécessaire |

| **Conclusion du sous-critère 1.4** |
|---|
| Des engagements forts qui démontrent la volonté d'un service zéro défaut |

## 2. Critère 2 : Critère financier

### a. Sous-critère 2.1 : Redevance fixe annuelle

Offre de base (12 ans) :

Le candidat s'engage à verser une redevance à la ville de **33 500 € par an**. Il dépasse le montant minimum inscrit dans le projet de contrat (10 000 €). Le niveau de redevance du candidat représente 14,2 % du chiffre d'affaires moyen annuel du contrat. **Ce taux apparait cohérent par rapport aux standards du marché.**

Offre variante (15 ans) :

Le candidat s'engage à verser une redevance à la ville de **40 000 €,** soit 6 500 € de plus par an par rapport à l'offre de base. Le niveau de redevance du candidat représente 17 % du chiffre d'affaires moyen annuel du contrat. **Ce taux est dans la fourchette haute par rapport aux standards du marché.**

| **Conclusion du sous-critère 2.1** |
|---|
| **Offre de base :** la proposition est conforme au projet de contrat. Le niveau est conforme en termes de standards du marché.<br>**L'offre du candidat est la mieux-disante en offre de base.** |
| **Offre variante :** la proposition est conforme au projet de contrat. Le niveau se situe dans la fourchette haute par rapport aux standards du marché.<br>**L'offre du candidat est la mieux-disante en offre variante.** |

### b. Sous-critère 2.2 : Redevance d'Intéressement

Le projet de contrat prévoit que la ville de Senlis est intéressée à la performance du contrat. Cet intéressement prend la forme d'un pourcentage sur la différence, si elle est positive, entre :

- le chiffre d'affaires (CA) constaté dans les comptes transmis par le Concessionnaire ;
- le chiffre d'affaires prévu au CEP (CA prévisionnel) remis dans l'offre.

Pour l'offre de base et l'offre variante, le candidat s'engage sur les taux d'intéressement et plafonds annuels suivants :

| **Ratio [($CA_{rn}$/($Ca_{pn}$) -1]** | **Taux d'intéressement annuel appliqué (y%)** | **Plafond annuel d'intéressement (en €)** |
|---|---|---|
| < 5% | **70%** | **Pas de plafond** |
| < 10% | **70%** | **Pas de plafond** |
| < 15% | **70%** | **Pas de plafond** |
| < 20% | **70%** | **Pas de plafond** |
| >= 20% | **70%** | **Pas de plafond** |

La proposition du candidat est conforme au projet de contrat (respect de la formule). Il propose un taux d'intéressement fixe de 70%, sans plafond annuel d'intéressement. Ces taux sont particulièrement intéressants pour la ville de Senlis.

| **Conclusion du sous-critère 2.2** |
|---|
| **Offre de base et variante :** le niveau d'intéressement proposé dans l'offre du candidat est très satisfaisant. |

### c. Sous-critère 2.3 : Pertinence, transparence et cohérence du Compte d'Exploitation Prévisionnel

#### 3.2.1 Politique d'investissement

Offre de base (12 ans) : le montant des investissements est de 427 000 €. Il correspond à l'achat du mobilier (89%) et à sa pose (11%). Le montant d'investissement est réparti ainsi :

| Plan prévisionnel des investissements | Nombre d'unités | Coût d'investissement unitaire | Montant total |
|---|---|---|---|
| Mobilier 2 m² fixe - publicitaire et municipale | **21** | 2 500 € | 52 500 € |
| Bus - abris voyageurs publicitaire simple | **18** | 6 720€ | 120 960 € |
| JEI texte | **4** | 17 500 € | 70 000 € |
| Colonne d'affichage non-publicitaire | **1** | 26 200 € | 26 200 € |
| Panneaux affichage libre | **12** | 1 600 € | 19 200 € |
| Mâts non publicitaires porte affiche | **15** | 3 200 € | 48 000 € |
| Bus - abris voyageurs publicitaire double | **3** | 13 440 € | 40 320 € |
| Flèches de jalonnement | **10** | 1 200 € | 12 000 € |
| Mobiliers sur platine de 2 m² | **10** | 2 500 € | 25 000 € |
| Bus - abris voyageurs publicitaire simple pub de fond | **2** | 6 420 € | 12 840 € |

Offre variante (15 ans) : le montant des investissements est identique à l'offre de base.

**Périmètre :**

Concernant le périmètre, le candidat respecte l'investissement demandé dans le projet de contrat transmis par l'Autorité Délégante.

Par ailleurs, le candidat indique dans son mémoire financier qu'il intègre l'achat des 2 panneaux d'affichages libre supplémentaire dans ces frais de dépose des mobiliers existants (charges d'exploitation).

**Prix unitaire :**

Les coûts unitaires du candidat sont dans la norme du secteur, voir dans la fourchette basse de la moyenne à l'exception du coût unitaire de la colonne d'affichage qui est élevé.

La proposition technique du candidat prévoit plusieurs modèles pour un mobilier (3 modèles pour les abris voyageurs, 2 modèles pour les mobiliers 2m² etc).

**Financement :**

Les conditions de financement pour l'offre de base et l'offre variante sont identiques.

La pose est autofinancée. L'acquisition du matériel est financée par un prêt auprès de BNP Paribas, pour une durée de 7 ans. L'acquisition doit être fait dès la notification du marché et avec une mise en amortissement au 01/01/2025.

### 3.2.2 Recettes du contrat

Le nombre de faces commerciales pour l'offre de base et variante est de 75 faces commerciales.

Les recettes d'exploitation correspondent en intégralité à la vente d'espaces publicitaires. Elles sont déterminées par le produit entre le nombre d'espaces publicitaires et le chiffre d'affaires à l'espace publicitaire.

Par type de mobilier, le chiffre d'affaires moyen par face est le suivant :

| Hypothèse de recettes - en € | Recettes annuelles moyennes / face commerciale |
|---|---|
| Mobilier 2 m² fixe - publicitaire et municipale | 3 157 € |
| Bus - abris voyageurs publicitaire simple | 3 157 € |
| Bus - abris voyageurs publicitaire double | 3 157 € |
| Bus - abris voyageurs publicitaire simple pub de fond | 3 157 € |
| Kiosque | 3 157 € |

**L'hypothèse se situe dans la moyenne des pratiques du secteur.** Le candidat précise que la recette moyenne correspond à des villes comme Compiègne, Lamorlaye et Beauvais.

Dans son mémoire financier, il précise que la valorisation de ces recettes est basée sur la commercialisation de :

- 4 réseaux de 16 faces avec une recette moyenne de l'ordre de 62,44€ HT la face par semaine et un taux de remplissage de l'ordre de 48 semaines sur l'année soit un taux de remplissage de 92 %.
- 7 faces réservées à la longue conservation avec une valorisation de l'ordre de 2 998 € par an

<u>Offre de base (12 ans) :</u>

Le candidat valorise un chiffre d'affaires annuel de 237 K€, soit 2 831 K € sur la durée du contrat.

<u>Offre variante (15 ans) :</u>

Avec un prix et un nombre de faces publicitaires équivalents par rapport à l'offre de base, le candidat valorise le même chiffre d'affaires annuel. Avec une durée de 15 ans, le chiffre d'affaires total du contrat est de 3 541 K€.

### 3.2.3 Charges du contrat

#### 3.2.3.1 Charges calculées

Les charges calculées se composent des dotations aux amortissements (ces dépenses correspondent à la valeur de l'investissement divisée par une durée) et aux frais de Gros Entretien et renouvellement des mobiliers.

- **Dotations d'amortissement**

Il amortit ces mobiliers sur la durée du contrat.

Offre de base (12 ans) :
Le candidat valorise une dépense annuelle de 35,6 K€, pour un total de 427 K€.

Offre variante (15 ans) :
Avec un investissement de même montant que celui de l'offre de base, le candidat valorise une charge moindre de 29 K€ par an en moyenne pour un total de 427 K € sur la durée du contrat. La valeur moindre des dotations aux amortissements annuelles d'explique par l'allongement de la durée du contrat qui permet un amortissement sur une période plus longue.

- **Gros entretien et renouvellement**

Le candidat prévoit une dotation aux gros entretiens et renouvellement pour le remplacement de la dalle de la borne en 2033, ainsi qu'une remise en peinture de l'ensemble des mobiliers la même année. Ces charges sont amorties sur la durée restante du marché soit 5 ans sur l'offre de base et 8 ans sur la variante.

Offre de base (12 ans) :
Le candidat valorise une dépense annuelle de 13 824 € sur les cinq dernières années du contrat, soit 57 600 € au total.

Offre variante (15 ans) :
Le candidat valorise une dépense annuelle de 8 037 € sur les huit dernières années du contrat, soit 57 600 € au total.

La demande d'amortissement sur la durée du contrat adressée au candidat permettant ainsi de lisser la dépense n'a pas été prise en compte par ce dernier. L'impact financier est faible.

### 3.2.3.2 Charges d'exploitation

Le montant des charges d'exploitation se compose à :

- 13% de charges de maintenance : ces charges correspondent comprennent l'ensemble des éléments nécessaire pour maintenir le matériel en bon état de fonctionnement :
  - 75% de ce poste représente les pièces détachées,
  - 20% les équipements nécessaires (petit outillage, EPI, …),
  - 5% concernant les logiciels et la maintenance de la borne.

- 14 à 15 % de charges d'entretien : ces charges intègrent tous les éléments nécessaires à l'entretien complet de l'ensemble du parc de mobiliers urbains :
  - 55% représente l'outillage nécessaire pour l'entretien,
  - 5% les produits d'entretien,
  - 10% pour le petit outillage.

Ces charges sont établies sur la base des hypothèses suivantes :

| Hypothèses d'exploitation par type de mobilier et pour un mobilier - en € | Charges d'entretien courant / an | Charges de maintenance / an |
|---|---|---|
| Mobilier 2 m² fixe - publicitaire et municipale | 112 | 72 |
| Bus - abris voyageurs publicitaire simple | 254 | 147 |
| JEI texte | 89 | 985 |
| Colonne d'affichage non-publicitaire | 156 | 52 |
| Panneaux affichage libre | 65 | 32 |
| Mâts non publicitaires porte affiche | 112 | 72 |
| Bus - abris voyageurs publicitaire double | 508 | 294 |
| Flèches de jalonnement | 58 | 24 |
| Mobiliers sur platine de 2 m² | 112 | 72 |
| Bus - abris voyageurs publicitaire simple pub de fond | 224 | 137 |

Les prix du candidat sont dans la moyenne des pratiques du secteur. Le coût d'entretien des journaux électronique d'information comprend notamment le prix de la maintenance logiciel.

- 8% de charges de fluides (hors électricité), ils couvrent les frais de carburant, gaz et électricité de l'agence ainsi que l'eau.

- 10 à 11 % de charges d'électricité : ces charges correspondent aux consommations électriques des mobiliers électrifiés. Le poste électricité a été calculée sur la base des consommations annuelles avec un temps d'illumination de 5h en moyenne. Pour l'électricité, le candidat valorise tous les frais liés aux mobiliers.

- Moins de 1% de charges de déplacement de mobiliers.

- 3% de charges de dépose des mobiliers en fin de contrat.

- Environ 49% d'autres charges d'exploitation dans l'offre de base et dans l'offre variante : li s'agit essentiellement des frais de campagnes évènementielles (11,3 k€ par an en année pleine), les frais des campagnes proposées en dehors de Senlis sur les réseaux du candidat (11,3 k€ par an en année pleine) ou encore les frais d'entretien des abris voyageurs appartenant à la Ville (4,6 k€ par an en année pleine). De manière plus marginale, il s'agit également des frais de télécommunication, informatique, des locaux, d'engins et véhicules et de l'impression des affiches. Le candidat détaille ces postes dans son mémoire financier. Il valorise également les frais de dépose du mobilier existant (7 k€ en année 1).

Offre de base (12 ans) :
Le candidat valorise une dépense annuelle de 86 K€ en année pleine (12 mois).

Offre variante (15 ans) :
Avec les mêmes hypothèses de recettes et d'évolution des charges, le candidat valorise un niveau de dépense annuel (84 k€) équivalent à l'offre de base à l'exception des frais de déplacements des mobiliers.
On constate une erreur dans l'offre à 15 ans sur les frais d'entretien et de maintenance. Il ne valorise pas les frais pour les abris voyageurs publicitaire double et valorise des frais de maintenance pour le kiosque qui sont à la charge de la Ville. Ces erreurs matérielles ont un faible impact financier, elles pourront être traitées en mise au point du contrat le cas échéant.

#### 3.2.3.3 Charges de personnel

Les charges de personnel représentent entre 16 et 18 % du total des charges dans l'offre de base et de l'offre variante.

Le montant des charges de personnel se compose des charges de salaires et de charges sociales sur la base des hypothèses suivantes :

Dans l'offre de base sur 12 ans :

| Charges de personnel | Nombre d'ETP par an | Coût moyen annuel |
|---|---|---|
| Commercial | 0,20 | 8 800 € |
| Responsable technique | 0,02 | 880 € |
| Afficheur | 0,85 | 27 652 € |
| Encadrant | 0,04 | 1 440 € |

Le candidat valorise une dépense annuelle de 39 K€ en année pleine (12 mois). Le coût annuel moyen par ETP varie entre 32,5 K € pour un afficheur et 44 K € pour un commercial ou un responsable technique.

Dans l'offre variante sur 15 ans :
Avec les mêmes hypothèses que l'offre de base, le candidat valorise un niveau de charges identique.

#### 3.2.3.4 Frais généraux

Les frais généraux intègrent les postes des assurances, des impôts et taxes (hors IS), les fonctions supports et d'autres charges (créances irrécouvrables et charges d'agence locale).

Le candidat a prévu des frais d'assurance pour 1 713 € par an, soit environ 1% du total des ses charges. Ce taux n'appelle pas de remarques.

Les impôts et taxes (environ 1% du total des charges) intègrent la CVAE, la CFE et les charges fiscales sur le salaire. Elles sont calculées sur la base de la deuxième clef de répartition (au prorata du chiffre d'affaires prévisionnel sur le chiffre d'affaires réalisé de l'année antérieur). Ce taux n'appelle pas de remarques.

Les frais financiers intègrent les remboursements des intérêts bancaires pour le prêt utilisé pour l'achat du mobilier urbain. Ils représentent 2% des charges totales. La dépense est constatée sur les 7 premières années du contrat.

Les fonctions supports représentent 2% du total des charges. Elles sont calculées sur la base du chiffre d'affaires prévisionnel total de l'opérateur. Le niveau de charges de fonctions supports est dans la moyenne des standards du secteur. Elles couvrent les frais du :

- service patrimoine, en charge des demandes administratives pour la pose, le suivi des mobiliers et la géolocalisation des mobiliers dans les outils de l'opérateur ;
- services financiers, qui s'occupent de la facturation des clients, du suivi des achats, du règlement de la redevance et de la fourniture de l'ensemble des éléments financiers dans le cadre du suivi la concession ;
- service commercial, en charge de la commercialisation des faces dans les campagnes nationales et du suivi commercial global de la concession.

#### 3.2.3.5 Redevances

Cette charge correspond à la redevance versée par le candidat à l'Autorité Délégante. Ce montant est de 33 500 € dans l'offre de base et de 40 000 € par an pour l'offre variante.

### 3.2.4 Rémunération

Offre de base (12 ans) :

Le candidat affiche un taux de rentabilité moyen de 8,7 % avant impôt et de 6,2 % après impôt, soit un résultat après impôt de 14,6 K€ en moyenne par an. Ce niveau est dans la moyenne basse des standards du marché.

Offre variante (15 ans) :

Le candidat affiche un taux de rentabilité moyen de 11 % avant impôt et de 7,9% après impôt, soit un résultat après impôt de 18,7 K€ par an en moyenne. Ce niveau est dans la moyenne des standards du marché.

La rentabilité légèrement améliorée par rapport à l'offre de base s'explique par une dotation annuelle aux amortissements plus faible, en raison d'un amortissement sur 15 ans plutôt que sur 12 ans (- 7 K € HT par an en moyenne).

| **Conclusion du sous-critère 2.3** |
| --- |
| **Offre de base et variante :** L'offre intègre l'essentiel des paramètres économiques et financiers nécessaires à son étude. |

# IV – NOTATION DES OFFRES

En synthèse la notation des offres est la suivante :

| | | Offre de base - 12 ans | | Offre variante - 15 ans | |
|---|---|---|---|---|---|
| | | JCD | PVP | JCD | PVP |
| Critère 1.1 Qualité (…) du matériel | sur 30 | 26,00 | 28,00 | 26,00 | 28,00 |
| Critère 1.2 Moyens humains (…) | sur 10 | 9,00 | 9,00 | 9,00 | 9,00 |
| Critère 1.3 Innovations (…) | sur 10 | 7,00 | 8,00 | 7,00 | 8,00 |
| Critère 1.4 Cohérence du planning (.. | sur 10 | 10,00 | 10,00 | 10,00 | 10,00 |
| **Critère 1 - Valeur technique** | **sur 60** | **52,00** | **55,00** | **52,00** | **55,00** |
| Critère 2.1 Redevance annuelle | sur 25 | 7,46 | 25,00 | 6,25 | 25,00 |
| Critère 2.2 Redevance d'intéresseme | sur 10 | 6,67 | 10,00 | 6,67 | 10,00 |
| Critère 2.3 Pertinence (…) du CEP | sur 5 | 5,00 | 5,00 | 5,00 | 5,00 |
| **Critère 2 - Valeur financière** | **sur 40** | **19,12** | **40,00** | **17,92** | **40,00** |
| **Total** | **sur 100** | **71,12** | **95,00** | **69,92** | **95,00** |

# V - PROPOSITION FORMULEE À L'AUTORITÉ CONCÉDANTE

Sur la base de la notation des offres ci-dessus, il est proposé au représentant de l'autorité concédante, de retenir l'offre de base du candidat Philippe Védiaud Publicité.

# VI- DECISION DU REPRESENTANT DE L'AUTORITÉ CONCÉDANTE

A le,

Signature du représentant de

# Extrait du REGISTRE des

# DÉLIBÉRATIONS du CONSEIL MUNICIPAL

## SÉANCE du jeudi 12 décembre 2024

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Le Conseil Municipal de la Commune de SENLIS (Oise), légalement convoqué le 6 décembre 2024 par Madame LOISELEUR, Maire, s'est assemblé le jeudi 12 décembre 2024 à 19h00 au lieu ordinaire de ses séances à l'Hôtel de Ville de Senlis, en vue de délibérer sur les affaires inscrites à l'ordre du jour.

Nombre de conseillers municipaux en exercice : 33 - Présents : 21 - Pouvoirs : 10 - Votants : 31 - Absents : 2

**Présents :** Mme LOISELEUR - Mme ROBERT - M. GAUDUBOIS - Mme SIBILLE - M. GUÉDRAS - M. NGUYEN PHUOC VONG - Mme PALIN SAINTE AGATHE - M. REIGNAULT - Mme MIFSUD - M. LECOMTE - Mme BALOSSIER - M. CURTIL - Mme GORSE CAILLOU - M. LEFEVRE - Mme MAUPAS - Mme GLASTRA - Mme DUBOIS - Mme PRUVOST-BITAR - Mme AUNOS - Mme REYNAL - Mme BENOIST - **Ont donné mandat de voter en leur nom :** Mme LUDMANN à M. LEFEVRE - M. GAUDION à Mme GLASTRA - M. DELACROY à Mme ROBERT - Mme BOUTEMY à Mme SIBILLE - Mme LEPITRE à M. GAUDUBOIS - Mme AIT M BARK à Mme LOISELEUR - M. CHAPUIS à M. REIGNAULT - M. FLEURETTE à Mme PRUVOST-BITAR - M. BOULANGER à Mme AUNOS - M. GEOFFROY à Mme BENOIST - **Absents :** Mme VALLER - M. DIEDRICH - **Secrétaire de séance :** Mme BENOIST - **Présidence de séance :** Mme LOISELEUR, Maire.

### N° 12 - Protocole d'accord de sortie du contrat pour l'installation de mobilier urbain sur le domaine public de la commune avec JC DECAUX

**Madame ROBERT expose :**

Vu le code général des collectivités territoriale,

Vu le code de la commande publique et notamment son article L.3114-7,

Vu le contrat de concession du 25 janvier 1972,

Vu l'avis de la commission des finances du 3 décembre 2024,

Considérant que le 25 janvier 1972, la Commune a conclu un contrat avec la société J.C DECAUX Province, devenue JCDecaux France, pour l'installation de mobilier urbain sur le domaine public de la Commune aux termes duquel la société J.C DECAUX France fournissait la jouissance gratuite dudit mobilier urbain à la ville moyennant le droit de faire de la publicité en exclusivité sur ce mobilier.

Considérant qu'il résulte des dispositions de l'article L. 3114-7 du code de la commande publique que la durée du contrat de concession est limitée et non perpétuelle, la commune a prévu une entrée en vigueur d'un nouveau contrat de concession pour l'installation de mobilier urbain sur son domaine public au 1er janvier 2025. La Commune, par avis de concession publié le 1er août 2024, a lancé une procédure de publicité et de mise en concurrence conduisant au choix du concessionnaire, conformément aux dispositions du code de la commande publique.

Considérant qu'il convient donc de fixer par protocole les conditions de départ de l'Occupant du domaine public de la Commune. Que ledit protocole prévoit le terme du contrat de concession conclu avec l'Occupant le 25 janvier 1972 au 31 décembre 2024 et dispose d'une période de transition afin d'assurer la continuité de la mission de service public incombant à la Commune entre le terme de la concession actuelle et l'installation du mobilier urbain par l'attributaire de la nouvelle concession.

Acte exécutoire le 19 DEC. 2024 - Reçu par la Préfecture le 19 DEC. 2024 et publié sur le site internet de la Ville le 19 DEC. 2024

*L'exposé entendu,* ***Madame le Maire*** *a soumis au vote ce projet de délibération et* ***le Conseil Municipal*** *à main levée et* ***à l'unanimité des suffrages exprimés (7 abstentions : M. FLEURETTE par le pouvoir donné à Mme PRUVOST-BITAR, Mme PRUVOST-BITAR, Mme AUNOS, Mme REYNAL, Mme BENOIST, M. BOULANGER par pouvoir donné à Mme AUNOS et M. GEOFFROY par pouvoir donné à Mme BENOIST),***

- a approuvé le protocole d'accord de sortie du contrat pour l'installation de mobilier urbain sur le domaine public de la commune de Senlis tel qu'annexé

- a autorisé madame le maire à signer ledit protocole et toutes pièces s'y rapportant.

*Le Secrétaire de Séance*
Magalie BENOIST

MAIRIE DE SENLIS (Oise)

*Le Maire*
Pascale LOISELEUR

*Cette délibération peut faire l'objet d'un recours dans un délai de deux mois à compter de sa publicité et de sa transmission au contrôle de légalité, par courrier adressé au Tribunal administratif d'Amiens, 14 rue Lemerchier, 80000 AMIENS, ou via l'application Télérecours citoyens, accessible via le site internet www.telerecours.fr.*

Acte exécutoire le 19/12/2024
Reçu par la Préfecture le 19/12/2024
Publié sur le Site Internet de la Ville le 19/12/2024

# PROTOCOLE D'ACCORD DE SORTIE DU CONTRAT POUR L'INSTALLATION DE MOBILIER URBAIN SUR LE DOMAINE PUBLIC DE LA COMMUNE DE SENLIS

**ENTRE**

**La Commune de Senlis**, représentée par son Maire, Mme Pascale LOISELEUR, dûment habilitée par la délibération du Conseil municipal en date du 12 décembre 2024,

**Ci-après désignée « *la Commune* » d'une part**,

**ET**

**La société JCDECAUX France**, sise (à renseigner), représentée par son Directeur Droit Public et Appels d'Offres, Mme Ludivine MENCEUR, dûment habilité ;

**Ci-après désigné « *l'Occupant* » d'autre part,**

**Ci-après dénommées ensemble les « *Parties* » et individuellement une « *Partie* »**

PROJET

**Il a été exposé ce qui suit**

Le 25 janvier 1972, la Commune a conclu un contrat avec la société J.C DECAUX Province, devenue JCDecaux France, pour l'installation de mobilier urbain sur le domaine public de la Commune (**Annexe 1 – Contrat de concession**).

Ce contrat a été approuvé le 3 février 1972.

Le mobilier urbain concerné est inventorié dans le constat réalisé conjointement par la société J.C DECAUX, et la Commune (**Annexe 2 – Constat**).

Il résulte des termes dudit contrat que la société J.C DECAUX France fournissait la jouissance gratuite dudit mobilier urbain à la ville moyennant le droit de faire de la publicité en exclusivité sur ce mobilier.

La Commune prévoit une entrée en vigueur d'un nouveau contrat de concession pour l'installation de mobilier urbain sur son domaine public au 1er janvier 2025. La Commune, par avis de concession publié le 1er août 2024, a lancé une procédure de publicité et de mise en concurrence conduisant au choix du concessionnaire, conformément aux dispositions du code de la commande publique.

Il résulte des dispositions de l'article L. 3114-7 du code de la commande publique que la durée du contrat de concession est limitée et non perpétuelle. Il convient donc de fixer, par le présent protocole, les conditions de départ de l'Occupant du domaine public de la Commune.

C'est dans ces conditions que les Parties au présent protocole se sont rencontrées.

Sans aucune reconnaissance de responsabilité et dans un souci de rapidité et d'apaisement, il est convenu les articles suivants.

***Les Parties attestent de l'exactitude des informations indiquées dans le présent protocole, que ce dernier reflète fidèlement leur accord ainsi que leur libre consentement.***

***Elles déclarent avoir eu le temps nécessaire pour être conseillée et pour étudier, négocier et signer le présent protocole.***

**Cela étant exposé, il a été convenu ce qui suit**

**ARTICLE 1 – OBJET**

Le présent protocole a pour objet de mettre un terme au contrat de concession conclu avec l'Occupant le 25 janvier 1972 pour l'installation de mobilier urbain sur le domaine public de la Commune, et de fixer les modalités de départ de ce dernier.

**ARTICLE 2 – TERME DE LA CONCESSION**

Le contrat de concession conclu le 25 janvier 1972 entre la commune de Senlis et la société J.C DECAUX pour l'installation de mobilier urbain sur le domaine public de la commune prendra fin le 31 décembre 2024.

**ARTICLE 3 – MODALITÉS DE DÉPOSE DU MOBILIER URBAIN**

Afin d'assurer la continuité de la mission de service public incombant à la Commune, les parties conviennent d'une période de transition entre le terme de la concession actuelle et l'installation du mobilier urbain par l'attributaire de la nouvelle concession.

Ainsi à compter du 31 décembre 2024, le Concessionnaire disposera d'un délai de seize (16) semaines pour procéder à la dépose des mobiliers.

À moins d'un accord contraire de la Commune, l'Occupant ne devra pas démonter le mobilier urbain à la date du terme de la concession. Ainsi, les Parties conviennent que le mobilier urbain restera en place pendant une période déterminée par la Commune, sans excéder une durée de 12 mois.

La Commune notifiera à l'Occupant, par courrier recommandé avec accusé de réception, son obligation de démonter le mobilier urbain.

L'Occupant devra démonter le mobilier urbain à ses frais, celui-ci en restant propriétaire.

Dans l'hypothèse où l'Occupant déposerait le mobilier urbain avant l'échéance du contrat, celui-ci est redevable d'une pénalité d'un montant de trois cents (300) euros par jour et par mobilier, sans préjudice de toute action en réparation du préjudice subi par la Commune.

**ARTICLE 4 - INDIVISIBILITE**

Toutes les clauses du présent protocole se servent mutuellement de cause. Le présent accord constitue un tout indivisible, de sorte que l'inexécution de l'un des engagements prévus par l'une des Parties autoriserait l'autre à refuser ou à revenir sur l'exécution de ses propres engagements.

**ARTICLE 5 - EXECUTION DU PROTOCOLE D'ACCORD**

Les Parties s'engagent à exécuter de bonne foi le présent accord, qui forme un tout et reconnaissent, en le signant, qu'elles en ont saisi la nature et la portée.

A défaut de respect de l'une des clauses du présent protocole par l'une des Parties, l'autre Partie pourra faire valoir ses droits et recours en exécution des engagements ainsi pris.

PROJET

En cas de non-respect desdits clauses, les Parties pourront faire valoir leur droit devant qui de droit. Pour la violation d'une clause l'ensemble des clauses du présent protocole seront caduques.

**ARTICLE 6 - DATE D'EFFET**

Les Parties n'entendant pas conditionner leur engagement à un délai de réflexion, le présent protocole prend donc effet à la date de sa signature par l'ensemble des Parties.

**ARTICLE 7 - FRAIS ET HONORAIRES**

Chaque Partie supportera l'intégralité des honoraires, dépens et autres frais engagés avant la signature du présent protocole.

**ARTICLE 8 - LOI APPLICABLE ET JURIDICTIONS COMPÉTENTES**

**ARTICLE 8.1 - LOI APPLICABLE**

Les présentes sont soumises au droit français.

Le présent protocole d'accord est rédigé en langue française et les Parties déclarent en comprendre parfaitement le sens et la portée juridique.

Dans le cas où il serait traduit en une ou plusieurs langues tierces, seul le texte français ferait foi en cas de litige.

**ARTICLE 8.2 - JURIDICTIONS COMPÉTENTES**

Les contestations ou interprétations relatives aux présentes ou à leurs suites seront de la compétence des juridictions du ressort du Tribunal administratif d'Amiens.

**ARTICLE 9 – ÉLECTION DE DOMICILE**

Pour l'exécution des présentes et de leurs suites, les Parties font élection,

Pour la commune de Senlis, au lieu de son hôtel de Ville.
Pour la société JCDECAUX, au lieu de son siège social.

**Fait en un seul original comprenant 3 pages, sans ajout, ni retrait**

| | |
|---|---|
| **Pour la Commune** | **Pour l'Occupant** |
| **À Senlis** , **le** | **À Neuilly-sur-Seine**, **le** |
| **Mme Pascale LOISELEUR**<br>**Maire de SENLIS** | **Mme Ludivine MENCEUR**,<br>**Directeur Droit Public et Appels d'Offres** |

PROJET

**Annexe(s) :**

- Annexe 1 : contrat de concession ;
- Annexe 2 : Constat établi conjointement par JCDecaux France et la Commune

PROJET

# Extrait du REGISTRE des

# DÉLIBÉRATIONS du CONSEIL MUNICIPAL

## SÉANCE du jeudi 12 décembre 2024

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Le Conseil Municipal de la Commune de SENLIS (Oise), légalement convoqué le 6 décembre 2024 par Madame LOISELEUR, Maire, s'est assemblé le jeudi 12 décembre 2024 à 19h00 au lieu ordinaire de ses séances à l'Hôtel de Ville de Senlis, en vue de délibérer sur les affaires inscrites à l'ordre du jour.

Nombre de conseillers municipaux en exercice : 33 - Présents : 21 - Pouvoirs : 10 - Votants : 31 - Absents : 2

**Présents :** Mme LOISELEUR - Mme ROBERT - M. GAUDUBOIS - Mme SIBILLE - M. GUÉDRAS - M. NGUYEN PHUOC VONG - Mme PALIN SAINTE AGATHE - M. REIGNAULT - Mme MIFSUD - M. LECOMTE - Mme BALOSSIER - M. CURTIL - Mme GORSE CAILLOU - M. LEFEVRE - Mme MAUPAS - Mme GLASTRA - Mme DUBOIS - Mme PRUVOST-BITAR - Mme AUNOS - Mme REYNAL - Mme BENOIST - **Ont donné mandat de voter en leur nom :** Mme LUDMANN à M. LEFEVRE - M. GAUDION à Mme GLASTRA - M. DELACROY à Mme ROBERT - Mme BOUTEMY à Mme SIBILLE - Mme LEPITRE à M. GAUDUBOIS - Mme AIT M BARK à Mme LOISELEUR - M. CHAPUIS à M. REIGNAULT - M. FLEURETTE à Mme PRUVOST-BITAR - M. BOULANGER à Mme AUNOS - M. GEOFFROY à Mme BENOIST - **Absents :** Mme VALLER - M. DIEDRICH - **Secrétaire de séance :** Mme BENOIST - **Présidence de séance :** Mme LOISELEUR, Maire.

## N° 13 - Construction d'un conservatoire de musique et de danse dans l'ancien mess des officiers du quartier Ordener

**Madame ROBERT expose :**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L. 2122-21-6 et L. 2122-22-4°,

Vu le Code de la Commande Publique, notamment les articles L2123-1 1°, R2123-1 1° et R2122-2 3°,

Vu la délibération n° 7 du 5 juillet 2020 portant les délégations consenties au Maire par le Conseil Municipal, qui « autorise le Maire à prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement de tous marchés dans la limite des seuils réglementaires et lorsque les crédits sont inscrits au budget, exception faite pour les marchés de travaux dont le montant est quant à lui plafonné à 500 000 euros H.T. et lorsque les crédits sont inscrits au budget. »,

Vu l'avis de la Commission Finances en date du 3 décembre 2024,

Considérant que la ville de Senlis souhaite engager une opération consistant en la construction d'un conservatoire de musique et de danse dans l'ancien mess des officiers du quartier Ordener,

Considérant que les prestations sont réparties en 16 lots :

- Lot n° 1 : Curage – Démolitions – Désamiantage - Gros œuvre
- Lot n°2 : Charpente
- Lot n°3 : Couverture – Etanchéité
- Lot n°4 : Echafaudage - Ravalement – Restauration de maçonnerie
- Lot n°5 : Menuiseries extérieures - Occultations
- Lot n°6 : Serrurerie - Métallerie
- Lot n°7 : Doublages – Cloisons – Plafonds suspendus



Acte exécutoire le 19 DEC. 2024 - Reçu par la Préfecture le 19 DEC. 2024 et publié sur le site internet de la Ville le 19 DEC. 2024

- Lot n°8 : Menuiseries intérieures
- Lot n°9 : Revêtements de sols - Faïence
- Lot n°10 : Peintures – Nettoyage
- Lot n°11 : Electricité CFO / CFA
- Lot n°12 : Chauffage, Ventilation, Climatisation – Plomberie sanitaire
- Lot n°13 : Appareils élévateurs
- Lot n°14 : Voirie et Réseaux Divers
- Lot n°15 : Aménagements paysagers
- Lot n°16 : Enduits terre – Enduits chaux

Considérant que le marché public est passé en procédure adaptée,

Considérant que la procédure comprend des variantes facultatives pour le lot n°14 et des prestations supplémentaires obligatoires pour les lots n°12 et n°14,

Considérant que le marché public est conclu à compter de la notification et prendra fin à la réception du conservatoire par la Ville,

Considérant que, pour 2024, les crédits sont inscrits au budget général de la ville de Senlis,

*L'exposé entendu,* ***Madame le Maire*** *a soumis au vote ce projet de délibération et* ***le Conseil Municipal*** *à main levée et* ***à l'unanimité des suffrages exprimés (7 abstentions : M. FLEURETTE par le pouvoir donné à Mme PRUVOST-BITAR, Mme PRUVOST-BITAR, Mme AUNOS, Mme REYNAL, Mme BENOIST, M. BOULANGER par pouvoir donné à Mme AUNOS et M. GEOFFROY par pouvoir donné à Mme BENOIST),***

- a approuvé la procédure de passation du marché public de « Construction d'un conservatoire de musique et de danse dans l'ancien mess des officiers du quartier Ordener » et par là-même l'attribution des lots aux soumissionnaires dont l'offre est économiquement la plus avantageuse et satisfait au mieux l'ensemble des critères d'attribution du marché comme suit :

- Lot n°1 : ANDRE CONSTRUCTION, 19 bis route de Choisy – 60200 COMPIEGNE pour un montant de 1 530 988,00 € H.T., soit 1 837 185,60 € T.T.C.
- Lot n°2 : CHARPENTE MENUISERIE DEBRAINE pour un montant de 170 784,82 € H.T., soit 204 941,78 € T.T.C.
- Lot n°3 : UNION TECHNIQUE DU BATIMENT, 125 rue du Faubourg Saint-Jean 60000 BEAUVAIS, pour un montant de 274 746,95 € H.T., soit 329 696,34 € T.T.C.
- Lot n°5 : GLODT pour un montant de 352 320,55 € H.T., soit 422 784,66 € T.T.C.
- Lot n°6 : SERRURERIE DE BAETS, 16 rue des Allouettes - 60360 CREVECOEUR-LE-GRAND pour un montant de 84 034,55 € H.T., soit 100 841,46 € T.T.C.
- Lot n°7 : LES PLATRES MODERNES, 44 rue de Metz - 77260 SAMMERON pour un montant de 499 455,00 € H.T., soit 599 346,00 € T.T.C.
- Lot n°8 : GLODT, Menuiserie de l'Argentine, 50 bis rue Saint-Just en Chaussée - 60000 BEAUVAIS pour un montant de 299 981,16 € H.T., soit 359 977,39 € T.T.C.
- Lot n°10 : SPRID, 68 rue des 40 Mines, Zac de Ther – 60000 ALLONNE pour un montant de 59 819,06 € H.T., soit 71 782,87 € T.T.C.
- Lot n°11 : EIFFAGE ENERGIE SYSTEMES NORD, 36 avenue de l'étoile du sud - 80440 GLISY, pour un montant de 305 000,00 € H.T., soit 366 000,00 € T.T.C.
- Lot n°12 : BETTA, 62 boulevard de Beaubourg, ZI Paris Est Lot 10 – 77184 EMERAINVILLE pour un montant de 549 590,29 € H.T., soit 659 508,35 € T.T.C.
- Lot n°13 : OTIS, Tour Défense Plaza, 23-27 rue Delarivière Lefoullon – 92800 PUTEAUX, pour un montant de 34 300,00 € H.T., soit 41 160,00 € T.T.C.
- Lot n°14 : COLAS, établissement de Senlis, 13 rue Gaston de Parseval – 60300 SENLIS pour un montant de 247 143,59 € H.T., soit 296 572,31 € T.T.C., comprenant les variantes n°3 et n°4.
- Lot n°15 : IDVERDE, 23, rue de la Vassellerie - 80000 AMIENS, pour un montant de 114 757,59 € H.T., soit 137 709,11 € T.T.C.

- a autorisé Madame le Maire, ou l'Adjoint délégué, à signer le marché public et toutes pièces afférentes à la construction d'un conservatoire de musique et de danse dans l'ancien mess des officiers du quartier Ordener et aux lots qu'il comporte susvisés, incluant les éventuels avenants à intervenir.

*Le Secrétaire de Séance*
Magalie BENOIST

MAIRIE DE SENLIS (Oise)

*Le Maire*
Pascale LOISELEUR

*Cette délibération peut faire l'objet d'un recours dans un délai de deux mois à compter de sa publicité et de sa transmission au contrôle de légalité, par courrier adressé au Tribunal administratif d'Amiens, 14 rue Lemerchier, 80000 AMIENS, ou via l'application Télérecours citoyens, accessible via le site internet www.telerecours.fr.*

Conseil Municipal du 12 décembre 2024
Délibération n°13 - Annexe 1

Acte exécutoire le 19/12/2024
Reçu par la Préfecture le 19/12/2024
Publié sur le Site Internet de la Ville le 19/12/2024

# Création d'un conservatoire de musique et de danse dans l'ancien mess des officiers - SENLIS (60)

## Analyse des offres - ACT

Réalisé en Décembre 2024

## Rapport d'analyse des offres d'entreprises

NOTA : Le présent document constitue le rapport d'analyse des offres **après négociations**.

Dans un souci de clarté du rapport d'analyse, les commentaires du RAO avant négociations sont laissés en l'état en police noire. Suite aux négociations de nouveaux commentaires sont annotés, ceux-ci sont en gras et de couleur cyan.

Exemple avant négociation...
**Exemple après négociation...**

Il en est de même avec la notation aux différents critères. Les notes ayant évolué au cours des négociations sont portées en couleur cyan.

| Rédigé par | Vérifié par | PHASE | DATE | INDICE |
|---|---|---|---|---|
| NCO | CDS | ACT | 06/12/2024 | C |

| | |
|---|---|
| Référence Affaire : | 22_54 SENLIS CONSERVATOIRE |

# *Rappel des critères de notations des offres*

| | |
|---|---|
| ***Prix de l'offre*** | ***50*** |

Méthode de calcul du critère : N * (MD/O), où N = note maximale, MD = offre moins-disante et O = montant de l'offre

| | |
|---|---|
| ***Valeur technique*** | ***50*** |

***Explication de la cotation standard des critères techniques (note sur 10 à convertir selon la pondération du RC) :***

**10**

*Entre 8 et 10, il s'agit d'une offre complète, développée et pertinente, sur la forme et le fond, éventuellement avec quelques réserves mineures*

**8**

*Entre 6 et 8, il s'agit d'une offre satisfaisante sur la forme et le fond, complète et adaptée aux besoins exprimés dans le cahier des charges, présentant quelques défauts, erreurs ou lacunes*

**6**

*Entre 4 et 6, il s'agit d'une offre acceptable mais ne traitant pas ou pas bien l'ensemble des points correspondants au critère d'analyse*

**4**

*Entre 2 et 4, il s'agit d'une offre partiellement suffisante traitant de façon sommaire et/ou générale l'ensemble des points correspondants au critère d'analyse*

**2**

*Entre 0 et 2, il s'agit d'une offre insuffisante sur la forme et le fond, peu développée, peu intéressante, peu adaptée donc ne satisfaisant pas le besoin exprimé dans le critère d'analyse*

**0**

| ***Sous détail de la valeur technique*** | ***Pondération*** |
|---|---|
| Critère n°1 : Moyens humains et compétences mis en œuvre | |
| *- Organigramme de l'opération pour les études* | |
| *- Organigramme de l'opération pour les travaux* | **15** |
| *- Présentation et rôle des différents intervenants (études et travaux)* | |
| *- Qualification et CV des principaux intervenants* | |
| Critère n°2 : Méthodologie d'exécution des travaux, moyens matériels, méthodologie de réalisation des ouvrages et contrôle des prestations | |
| *- Calendrier des études et des travaux* | |
| *- Organisation du chantier* | |
| *- Plan d'installation du chantier* ***(pour le lot 1 uniquement)*** | **25** |
| *- Moyens matériels de chantier* | |
| *- Méthodologie d'exécution des ouvrages* | |
| *- Procédures et documents de contrôle qualité des ouvrages* | |
| *- Fiches techniques des matériaux/produits mis en œuvre* | |
| Critère n°3 : Sécurité du chantier et limitation des nuisances, dont les moyens mis en œuvre concernant la gestion du chantier propre (à faible nuisance et réduction des déchets de chantier) | |
| *- Sécurité du chantier, protections collectives et individuelles* | |
| *- Limitation des nuisances de chantier* | **10** |
| *- Gestion des déchets de chantier* | |
| *- Respect des objectifs de qualité de l'air intérieur* | |
| *- Procédure en phase de chantier pour assurer le respect des objectifs de qualité de l'air intérieur* | |

| N° Lot | Désignation | Estimation PRO/DCE Valeur Août 2024 (en € HT) | Offre moins disante (en € HT) | Moyenne (en € HT) | Offre plus disante (en € HT) | | Entreprise 1 | Entreprise 2 | Entreprise 3 | Entreprise 4 | Entreprise 5 | Entreprise 6 | Entreprise 7 | Entreprise 8 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 01 | CURAGE - DEMOLITIONS - DESAMIANTAGE - GROS-ŒUVRE | 1 575 340,92 | 1 090 773,00 | 1 586 670,00 | 2 138 249,00 | N° Pli | 14 | 17 | 23 | | | | | |
| | | | | | | Nom Entreprise | ANDRE CONSTRUCTION | MGC CONSTRUCTION | EOS CONSTRUCTION | | | | | |
| | | | | | | Ville | COMPIEGNE (60200) | NOGENT SUR OISE (60180) | BEAUVAIS (60000) | | | | | |
| | | | | | | Candidature | Conforme | Conforme | Conforme | | | | | |
| | | | | | | Offre | Conforme | Conforme | Conforme | | | | | |
| | | | | | | Montant offre (en € HT) | **1 530 988,00** | **1 090 773,00** | **2 138 249,00** | | | | | |
| 02 | CHARPENTE | 135 175,50 | 170 784,82 | 170 784,82 | 170 784,82 | N° Pli | 4 | | | | | | | |
| | | | | | | Nom Entreprise | CHARPENTERIE MENUISERIE DEBRAINE | | | | | | | |
| | | | | | | Ville | BRESLES (60510) | | | | | | | |
| | | | | | | Candidature | Conforme | | | | | | | |
| | | | | | | Offre | Conforme | | | | | | | |
| | | | | | | Montant offre (en € HT) | **170 784,82** | | | | | | | |
| 03 | COUVERTURE - ETANCHEITE | 342 027,36 | 274 746,95 | 316 578,98 | 373 000,00 | N° Pli | 4 | 10 | 24 | | | | | |
| | | | | | | Nom Entreprise | UTB | RAMERY ENVELOPPE | IDF TOITURE | | | | | |
| | | | | | | Ville | BEAUVAIS (60000) | BEAUVAIS (60000) | THIERS SUR THEVE (60520) | | | | | |
| | | | | | | Candidature | Conforme | Conforme | Conforme | | | | | |
| | | | | | | Offre | Conforme | Conforme | Conforme | | | | | |
| | | | | | | Montant offre (en € HT) | **274 746,95** | **301 990,00** | **373 000,00** | | | | | |
| 04 | ECHAFAUDAGE - RAVALEMENT - RESTAURATION DE MACONNERIE | 216 034,56 | 567 507,83 | 567 507,83 | 567 507,83 | N° Pli | 3 | | | | | | | |
| | | | | | | Nom Entreprise | CCR | | | | | | | |
| | | | | | | Ville | CHAMPAGNE SUR OISE (95660) | | | | | | | |
| | | | | | | Candidature | Conforme | | | | | | | |
| | | | | | | Offre | Conforme | | | | | | | |
| | | | | | | Montant offre (en € HT) | **567 507,83** | | | | | | | |
| 05 | MENUISERIES EXTERIEURES - OCCULTATIONS | 341 216,82 | 352 320,55 | 417 409,47 | 487 016,48 | N° Pli | 1 | 5 | 6 | | | | | |
| | | | | | | Nom Entreprise | ETABLISSEMENTS GIFFARD | GLODT | BILLIET | | | | | |
| | | | | | | Ville | ORLY (94310) | BEAUVAIS (60000) | BIERNE (59380) | | | | | |
| | | | | | | Candidature | Conforme | Conforme | Conforme | | | | | |
| | | | | | | Offre | Conforme | Conforme | Conforme | | | | | |
| | | | | | | Montant offre (en € HT) | **487 016,48** | **352 320,55** | **412 891,37** | | | | | |
| 06 | SERRURERIE - METALLERIE | 85 517,10 | 84 034,55 | 84 034,55 | 84 034,55 | N° Pli | 3 | | | | | | | |
| | | | | | | Nom Entreprise | SERRURERIE DE BAETS | | | | | | | |
| | | | | | | Ville | LE SAULCHOY (60360) | | | | | | | |
| | | | | | | Candidature | Conforme | | | | | | | |
| | | | | | | Offre | Conforme | | | | | | | |
| | | | | | | Montant offre (en € HT) | **84 034,55** | | | | | | | |
| 07 | DOUBLAGES - CLOISONS - PLAFONDS SUSPENDUS | 561 263,04 | 499 455,00 | 521 227,50 | 543 000,00 | N° Pli | 19 | 25 | | | | | | |
| | | | | | | Nom Entreprise | MARISOL | LES PLATRES MODERNES | | | | | | |
| | | | | | | Ville | ST OMER EN CHAUSSEE (60860) | SAMMERON (77260) | | | | | | |
| | | | | | | Candidature | Conforme | Conforme | | | | | | |
| | | | | | | Offre | Conforme | Conforme | | | | | | |
| | | | | | | Montant offre (en € HT) | **543 000,00** | **499 455,00** | | | | | | |
| 08 | MENUISERIES INTERIEURES | 310 662,54 | 299 981,16 | 308 396,70 | 316 812,24 | N° Pli | 2 | 15 | | | | | | |
| | | | | | | Nom Entreprise | PRODESIGN | GLODT | | | | | | |
| | | | | | | Ville | STAINS (93240) | BEAUVAIS (60000) | | | | | | |
| | | | | | | Candidature | Conforme | Conforme | | | | | | |
| | | | | | | Offre | Conforme | Conforme | | | | | | |
| | | | | | | Montant offre (en € HT) | **316 812,24** | **299 981,16** | | | | | | |

| N° Lot | Désignation | Estimation PRO/DCE Valeur Août 2024 (en € HT) | Offre moins disante (en € HT) | Moyenne (en € HT) | Offre plus disante (en € HT) | | Entreprise 1 | Entreprise 2 | Entreprise 3 | Entreprise 4 | Entreprise 5 | Entreprise 6 | Entreprise 7 | Entreprise 8 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 09 | REVETEMENTS DE SOLS - FAIENCE | 250 323,48 | 296 377,57 | 296 377,57 | 296 377,57 | N° Pli | Offre en direct | | | | | | | |
| | | | | | | Nom Entreprise | SPRID | | | | | | | |
| | | | | | | Ville | ALLONNE (60000) | | | | | | | |
| | | | | | | Candidature | | | | | | | | |
| | | | | | | Offre | | | | | | | | |
| | | | | | | Montant offre (en € HT) | 296 377,57 | | | | | | | |
| 10 | PEINTURES - NETTOYAGE | 78 427,44 | 58 477,35 | 63 432,14 | 72 000,00 | N° Pli | 1 | 8 | 11 | | | | | |
| | | | | | | Nom Entreprise | ODH | VALLEE PEINTURES | SPRID | | | | | |
| | | | | | | Ville | CREPY EN VALOIS (60800) | VERNEUIL EN HALATTE (60550) | ALLONNE (60000) | | | | | |
| | | | | | | Candidature | Conforme | Conforme | Conforme | | | | | |
| | | | | | | Offre | Conforme | Conforme | Conforme | | | | | |
| | | | | | | Montant offre (en € HT) | 72 000,00 | **58 477,35** | 59 819,06 | | | | | |
| 11 | ELECTRICITE CFO/CFA | 373 135,68 | 305 000,00 | 372 592,75 | 453 777,29 | N° Pli | 4 | 6 | 13 | 26 | 27 | | | |
| | | | | | | Nom Entreprise | UTB | EIFFAGE ENERGIE SYSTEMES NORD | SIDEM ELECTRICITE | ALFAKLIMA | SOGETREL | | | |
| | | | | | | Ville | BEAUVAIS (60000) | GLISY (80440) | AMIENS (80000) | SARTROUVILLE (78500) | ISSY LES MOULINEAUX (92130) | | | |
| | | | | | | Candidature | Conforme | Conforme | Conforme | Conforme | Conforme | | | |
| | | | | | | Offre | Conforme | Conforme | Conforme | Conforme | Conforme | | | |
| | | | | | | Montant offre (en € HT) | **453 777,29** | 305 000,00 | 355 000,00 | **399 286,45** | 349 900,00 | | | |
| 12 | CVC - PLOMBERIE SANITAIRE | 610 849,62 | 549 590,29 | 685 681,20 | 889 784,96 | N° Pli | 4 | 6 | 7 | 16 | 20 | | | |
| | | | | | | Nom Entreprise | UTB | EIFFAGE ENERGIE SYSTEMES NORD | TEMPERE ENTREPRISE | IDEX ENERGIES | BETTA GENIE CLIMATIQUE | | | |
| | | | | | | Ville | BEAUVAIS (60000) | GLISY (80440) | PRESLES (95590) | CLAIROIX (60280) | EMERAINVILLE (77184) | | | |
| | | | | | | Candidature | Conforme | Conforme | Conforme | Conforme | Conforme | | | |
| | | | | | | Offre | Conforme | Conforme | Conforme | Conforme | Conforme | | | |
| | | | | | | Montant offre (en € HT) | **780 939,35** | 618 287,22 | 589 804,20 | **889 784,96** | 549 590,29 | | | |
| 13 | APPAREILS ELEVATEURS | 35 417,52 | 33 500,00 | 33 900,00 | 34 300,00 | N° Pli | 5 | 28 | | | | | | |
| | | | | | | Nom Entreprise | SCHINDLER | OTIS | | | | | | |
| | | | | | | Ville | WAMBRECHIES (59118) | PUTEAUX (92800) | | | | | | |
| | | | | | | Candidature | Conforme | Conforme | | | | | | |
| | | | | | | Offre | Conforme | Conforme | | | | | | |
| | | | | | | Montant offre (en € HT) | 33 500,00 | 34 300,00 | | | | | | |
| 14 | VRD | 219 492,18 | 247 143,59 | 247 143,59 | 247 143,59 | N° Pli | 2 | | | | | | | |
| | | | | | | Nom Entreprise | COLAS | | | | | | | |
| | | | | | | Ville | SENLIS (60300) | | | | | | | |
| | | | | | | Candidature | Conforme | | | | | | | |
| | | | | | | Offre | Conforme | | | | | | | |
| | | | | | | Montant offre (en € HT) | 247 143,59 | | | | | | | |
| 15 | AMENAGEMENTS PAYSAGERS | 159 204,42 | 114 757,59 | 166 378,80 | 218 000,00 | N° Pli | 9 | 18 | | | | | | |
| | | | | | | Nom Entreprise | IDVERDE | HIE PAYSAGE | | | | | | |
| | | | | | | Ville | AMIENS (80080) | BELLOY (60490) | | | | | | |
| | | | | | | Candidature | Conforme | Conforme | | | | | | |
| | | | | | | Offre | Conforme | Conforme | | | | | | |
| | | | | | | Montant offre (en € HT) | 114 757,59 | 218 000,00 | | | | | | |
| 16 | ENDUITS TERRE - ENDUITS CHAUX | 49 843,08 | 69 190,00 | 69 190,00 | 69 190,00 | N° Pli | Offre en direct | | | | | | | |
| | | | | | | Nom Entreprise | ARTYDOM | | | | | | | |
| | | | | | | Ville | SENLIS (60300) | | | | | | | |
| | | | | | | Candidature | | | | | | | | |
| | | | | | | Offre | | | | | | | | |
| | | | | | | Montant offre (en € HT) | 69 190,00 | | | | | | | |
| | TOTAUX | 5 343 931,26 | 5 013 640,25 | 5 907 305,89 | 6 960 978,33 | | | | | | | | | |

Lot N°09 infructueux

Lot N°16 infructueux

Création d'un conservatoire de musique et de danse dans l'ancien mess des officiers - SENLIS (60)

# Rapport d'analyse des offres

## LOT N°01 CURAGE - DEMOLITIONS - DESAMIANTAGE - GROS-ŒUVRE

| Analyse du critère prix BASE - 50 % | | Prix à l'ouverture des plis (en € HT) | Prix vérifié | Ecart | Analyse | Note BASE sur 50 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| 14 | ANDRE CONSTRUCTION | 1 530 988,00 € | 1 530 988,00 € | 0,00 € | - DPGF format Excel transmis ;<br>'- Certains Prix unitaires sont jugés très élevés, nottament en ce qui concerne<br>* Levage<br>~~* Dépose soignée, stockage et conditionnment des briques réemployés.~~<br>* Muret NORD<br>'- Certains Prix unitaires sont jugés très bas, nttamment en ce qui concerne<br>~~* Curage / * Démolition mur accès jardin et façades, plancher bas / *Purge des infrastructures et ouvrages enterrés~~<br>'- Certains quantitatifs sont jugés très importants, notamment en ce qui concerne<br>~~* Etaiement lourd façade conservée~~/ * Démolition mur accès jardin et façades, ~~plancher bas~~<br>~~* Création ouverture de murs/portes / * Décapage~~ / * Terrassements complémentaires<br>~~* Voiles par passes en enmarchement extérieur / * Voiles BA / * DAP~~<br>* Chaînage BA dans façade existante / ~~* Voiles par passes~~<br>'- Certains quantitatifs sont jugés insuffisants, notamment en ce qui concerne<br>~~* Sciage de dalle~~ / ~~* Terrassements généraux~~ / ~~* Voiles par passes~~/ * Drainage des parois contre terre / ~~* Dalle portée~~<br>~~* Dalle BA~~/ * Mur en bloc de béton de chanvre / * Appuis BA - Modification fenêtres<br>'- L'offre de prix est globalement jugée optimale ;<br><br>**- L'entreprise a baissé son prix**<br>**'- L'offre de prix est globalement jugée intéressante** | 35,62 |
| 17 | MGC CONSTRUCTION | 1 090 773,00 € | 1 090 773,00 € | 0,00 € | - DPGF format Excel transmis ;<br>'- Certains Prix unitaires sont jugés très élevés, nottament en ce qui concerne<br>* Démolition allège<br>'- Certains Prix unitaires sont jugés très bas, nottament en ce qui concerne<br>* Prestations communes de chantier / ~~* Déplombage~~ / * Curage<br>* Sciage de dalle et de voile / ~~* Démolition mur d'accès jardin~~ / * Démontage du portail d'enceinte<br>* Purge des infrastructures et ouvrages enterrés / * Cuvelage / * Connexion linéaire STR aux façades<br>~~* Poutre BA~~ / * Escaliers BA int / * Rattrapage de niveau / * Chaînage BA dans façade existante<br>'- Certains quantitatifs sont jugés très importants, nottament en ce qui concerne<br>* Sciage de dalle et de voile / ~~* Remblaiement contre ouvrages enterrés et sous dalle~~<br>* Connexion linéaire STR aux façades / ~~* Isolant sous dalles / * Chaînage BA dans façade existante~~<br>~~* Maçonnerie~~ / * Appuis BA - Modification fenêtres<br>'- Certains quantitatifs sont jugés insuffisants, nottament en ce qui concerne<br>* Etaiement lourd façade conservée / * Démolition allège et Voiles intérieurs RDC<br>* Création ouverture de murs/portes / * Terrassements / * Evacuation des terres<br>* Drainage vertical des parois contre terre / * Dalle BA / * Isolant sous dalles<br>'- L'offre de prix est globalement jugée sous-estimée ; | **50,00** |
| 23 | EOS CONSTRUCTION | 2 138 249,00 € | 2 138 249,00 € | 0,00 € | - DPGF format Excel non transmis ;<br>'- Certains Prix unitaires sont jugés très élevés, nottament en ce qui concerne<br>* Prestations communes de chantier / * Débarras des locaux / * Désamiantage, Déplombage<br>* Démolition Voiles intérieurs RDC / * Voiles par passes / * Voiles BA / * Escaliers BA int<br>* Isolant sous dalles / * Seuils & Appuis BA - autres zones / * Ebrasement des baies<br>'- Certains Prix unitaires sont jugés très bas, nottament en ce qui concerne<br>* Longrines<br>'- Certains quantitatifs sont jugés très importants, nottament en ce qui concerne<br>* Démolition façades, charpente métallique et coursive / ~~* Décapage~~<br>* Terrassements complémentaires / * Remblaiements / * Fondations / * Longrines<br>* Voiles par passes en enmarchement extérieur / * Cuvelage verticaux infra + retour / * Poutre BA<br>~~* DAP / * Plancher flottant~~ / * Rattrapage de niveau / * Isolant sous dalles / ~~* Dallage~~<br>'- Certains quantitatifs sont jugés insuffisants, nottament en ce qui concerne<br>* Démolition Voiles intérieurs RDC / * Voiles par passes / ~~* Drainage des parois contre terre~~<br>* Dalle BA / * Escaliers BA int / * Appuis BA - Modification fenêtres<br>'- L'offre de prix est globalement très élevée ; | 25,51 |

offre moins-disante BASE : *1 090 773,00 €*

*Rappel estimation MOE :* *1 575 340,92 €* **Estimation PRO/DCE actualisée à Août 2024*

Création d'un conservatoire de musique et de danse dans l'ancien mess des officiers - SENLIS (60)

# Rapport d'analyse des offres

## LOT N°01 CURAGE - DEMOLITIONS - DESAMIANTAGE - GROS-ŒUVRE

| Analyse du critère valeur technique - 50 % | | | Moyens humains et compétences mis en œuvre | Méthodologie d'exécution des travaux, moyens matériels, méthodologie de réalisation des ouvrages et contrôle des prestations | Sécurité du chantier et limitation des nuisances, dont les moyens mis en œuvre concernant la gestion du chantier propre (à faible nuisance et réduction des déchets de chantier) | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| 14 | ANDRE CONSTRUCTION | analyse | Sous-traitant : G3D DEMOLITION pour la partie curage, démol, désamiantage, déplombage<br>'Les moyens humains dédiés aux études, à l'encadrement, et à l'éxécution des travaux sont bien décrits et les intervenants principaux sont identifés. Le conducteur de travaux est identifié et les tâches qu'il réalisera sont explicitées.<br><br>Un organigramme est fourni, les CV des responsables et de l'encadrement sont intégrés au mémoire. | L'entreprise fournis un planning cohérent, il est légèrement plus court que celui envisagé par la MOE,<br>L'activité reste continue en période estivale<br>Synthèse et GED bien prises en compte<br>L'Entreprise détaille très bien la phase de préparation et d'organisation du chantier.<br><br>Pour la partie démolition, désamiantage, l'entreprise détaille bien sa méthodologie d'intervention pour l'éxécution des travaux,<br>Les modes opératoires sur la mise en eouvre des principaux ouvrages ne sont pas décrits en détails.<br>Points spécifiques du projet (mur d'enceinte, voiles par passes, réemploi) bien pris en compte, sans plus de précisions<br><br>Les interfaces entre corps d'état ne sont pas précisées.<br>Les moyens matériels du groupement sont correctement détaillés.<br>L'entreprise fournit la plupart des fiches techniques des produits qui seront mis en œuvre.<br>PIC à revoir, notamment pour la localisation des espaces de stockage,<br><br>L'entreprise a montré une bonne connaissance du projet et une bonne étude du dossier lors de l'entretien de négociation. | L'entreprise détaille bien les dispositions qu'elle mettra en œuvre pour assurer la sécurité et l'hygiène sur le chantier.<br><br>La gestion des déchets de chantier est très bien explicitée,<br>Réduire, Trier, Valoriser<br>Choix des déchetteries en phase de préparation<br>Objectif recycler 85-90% des déchets issus de la déconstruction<br>Tableau de suivi des déchets, traçabilité<br>Les filières de traitement et plateformes de valorisation sont mentionnées.<br><br>Horaires des livraisons calés afin de limiter les nuisances,<br>Dispositifs pour éviter les nuisances sonores, pollution de l'air, Nettoyage quotidien,<br>communication avec les riverains autour des nuisances | |
| | | Note sur 10 | 10 | 8 | 10 | |
| 17 | MGC CONSTRUCTION | analyse | Les moyens humains dédiés aux études, à l'encadrement, et à l'éxécution des travaux sont très bien décrit et tous les intervenants sont identifés. Le conducteur de travaux est identifié et les tâches qu'il réalisera sont explicitées. .<br><br>Un organigramme est fourni, les CV des responsables et de l'encadrement sont intégrés au mémoire.<br><br>Pas de sous-traitant<br><br>Il s'agit d'une jeune entreprise fondée en 2018, le CA est peu élévé mais a une bonne évolution<br>Les références présentées concernent majoritairement des projets à plus petite échelle économique | L'entreprise fournis un planning cohérent, il est légèrement plus long que celui envisagé par la MOE,<br>L'activité reste continue en période estivale<br>Synthèse et GED bien prises en compte<br>L'entreprise précise qu'elle a la possibilité, en cas de diffucltés ou retard, de mobiliser le personnel au travers d'heures supplémentaires travaillées le samedi notamment (nuisances quartier ?)<br><br>Etudes réalisées par BET externes<br>L'Entreprise détaille bien la phase de préparation et d'organisation du chantier.<br><br>L'Entreprise détaille bien sa méthodologie d'intervention pour l'éxécution des travaux, les modes opératoires sur la mise en eouvre des principaux ouvrages sont décrits en détails.<br>En revanche il n'est pas fait mention des contraintes liées aux points particuliers du projet (mur d'enceinte, voiles par passes, réemploi)<br><br>Les interfaces entre corps d'état ne sont pas précisés. Un planning d'utilisatoin des espaces mutualisés est cependant prévu<br>Les moyens matériels du groupement sont correctement détaillés.<br>L'entreprise fournit la plupart des fiches techniques des produits qui seront mis en œuvre.<br><br>PIC à revoir, notamment pour la voie engin entourant le bâtiment, refusé<br><br>L'entreprise n'a pas montré une assez bonne connaissance du projet ni une bonne étude du dossier lors de l'entretien de négociation. | L'entreprise détaille bien les dispositions qu'elle mettra en œuvre pour assurer la sécurité et l'hygiène sur le chantier.<br><br>La gestion des déchets de chantier est très bien explicitée,<br>Les filières de traitement sont mentionnées.<br>Dispositifs pour éviter les nuisances sonores, pollution visuelle et de l'air | |
| | | Note sur 10 | 5 | 5 | 5 | |
| 23 | EOS CONSTRUCTION | analyse | La description concerne un autre projet que celui du conservatoire de Senlis.<br><br>'Les moyens humains dédiés aux études, à l'encadrement, et à l'éxécution des travaux sont mal décrits, les intervenants ne sont pas identifés. .<br>L'Entreprise ne précise pas le nombre de personne affecté à chaque ouvrages.<br><br>Un organigramme est fourni, le CV du responsablesest intégré au mémoire.<br><br>Pas de sous-traitant | L'entreprise fournis un planning non cohérent avec celui envisagé par la MOE,<br>En effet, il a une durée de 20 semaines au lieu de 35 semaines prévues<br>L'activité reste continue en période estivale, Effectif réduit semaines du 15 et du 19 août<br>Synthèse et GED bien prises en compte<br>Le planning n'indique pas de date de démarrage et de fin<br>Pas de mention faite sur les congés sachant que le démarrage est prévu en période estivale<br><br>L'Entreprise détaille bien la phase de synthèse dans son planning.<br>L'Entreprise détaille le procédé des voiles par passe.<br><br>L'Entreprise ne détaille pas bien sa méthodologie d'intervention pour l'éxécution des travaux, les modes opératoires sur la mise en eouvre des principaux ouvrages ne sont pas décrits<br><br>Les interfaces entre corps d'état sont précisés.<br>Les moyens matériels du groupement sont correctement détaillés.<br><br>L'entreprise fournit la plupart des fiches techniques des produits qui seront mis en œuvre. Elle prévoit cepentdent une référence autre que celle préconisée au CCTP pour les blocs de chanvre | L'entreprise détaille les dispositions qu'elle mettra en œuvre pour assurer la sécurité et l'hygiène sur le chantier.<br><br>La gestion des déchets de chantier est bien explicitée<br>Les filières de traitement sont mentionnées.<br>Partenaires pour le recyclage des déchets générés sur le chantier<br>Traçabilité des déchets<br>Dipositifs pour réduire les nuisances sonores | |
| | | Note sur 10 | 4 | 4 | 6 | |

Création d'un conservatoire de musique et de danse dans l'ancien mess des officiers - SENLIS (60)

# Rapport d'analyse des offres

## LOT N°01 CURAGE - DEMOLITIONS - DESAMIANTAGE - GROS-ŒUVRE

| TOTAL GENERAL BASE | | Rappel BASE | Critère prix - 50 % | Critère technique - 50 % | | | | | TOTAL BASE SUR 100 | CLASSEMENT BASE |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | Note BASE sur 50 | Note convertie | | | | | | |
| | | | | Critère 1 sur | Critère 2 sur | Critère 3 sur | | TOTAL sur 50 | | |
| | | | | 15,00 | 25,00 | 10,00 | | | | |
| 14 | ANDRE CONSTRUCTION | 1 530 988,00 € | 35,62 | 15,00 | 20,00 | 10,00 | | 45,00 | 80,62 | 1 |
| 17 | MGC CONSTRUCTION | 1 090 773,00 € | 50,00 | 7,50 | 12,50 | 5,00 | | 25,00 | 75,00 | 2 |
| 23 | EOS CONSTRUCTION | 2 138 249,00 € | 25,51 | 6,00 | 10,00 | 6,00 | | 22,00 | 47,51 | 3 |

## CONCLUSION

| | | |
|---|---|---|
| 14 | ANDRE CONSTRUCTION | Offre économique cohérente, Mémoire technique optimal.<br>Cependant, il a été constaté des erreurs comptables à corriger et quelques précisions sont à apporter sur certains points (cf. liste de questions).<br>L'offre de prix est globalement jugée intéressante. |
| 17 | MGC CONSTRUCTION | Offre économique très interessante, voir anormalement basse, Mémoire technique optimal.<br>Cependant, il a été constaté des erreurs comptables à corriger et quelques précisions sont à apporter sur certains points (cf. liste de questions).<br>L'offre de prix est globalement jugée sous-estimée. |
| 23 | EOS CONSTRUCTION | Offre économique élevée, Mémoire technique sommaire et peu détaillé (excepté pour le procédé des voiles par passe), Une partie du mémoire technique fait mention d'un projet qui n'est pas celui du conservatoire de Senlis, Planning incohérent (trop court)<br>L'offre de prix est globalement très élevée. |

**Suivant le classement d'analyse des offres, la MOE propose de retenir l'entreprise ANDRE CONSTRUCTION pour son offre de base s'élevant à 1 530 988,00 € hors taxes,**

Création d'un conservatoire de musique et de danse dans l'ancien mess des officiers - SENLIS (60)

# Rapport d'analyse des offres

## LOT N°02 CHARPENTE

| Analyse du critère prix BASE - 50 % | | Prix à l'ouverture des plis (en € HT) | Prix vérifié | Ecart | Analyse | Note BASE sur 50 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| 4 | CHARPENTERIE MENUISERIE DEBRAINE | 170 784,82 € | 170 784,00 € | -0,82 € | - DPGF format Excel non transmis ;<br><br>- Certaines quantités sont jugés très faibles, notamment en ce qui concerne :<br>o 2.2.3 Fermes ciseaux et traditionnelles (zone neuf)<br>(( Le prix de ce poste reste en-dessous de l'estimation MOE malgrè le fait que le PU soit élevé))<br><br>- Certaines quantités sont jugés très élevées, notamment en ce qui concerne :<br>o 2.2.2 Poutres BLC<br>o 2.2.4 Pannes<br><br>- L'offre de prix est globalement jugée convenable;<br><br>**- Le levage sera mutualisé avec le GO. (PM : l'entreprise chiffre le levage en option à 16 981 euros)**<br>**- Poteaux cintrés des murs rideaux intégrés dans l'offre de base** | **50,00** |

offre moins-disante BASE : *170 784,82 €*

*Rappel estimation MOE :* *135 175,50 €* **Estimation PRO/DCE actualisée à Août 2024*

| Analyse du critère valeur technique - 50 % | | | Moyens humains et compétences mis en œuvre | Méthodologie d'exécution des travaux, moyens matériels, méthodologie de réalisation des ouvrages et contrôle des prestations | Sécurité du chantier et limitation des nuisances, dont les moyens mis en œuvre concernant la gestion du chantier propre (à faible nuisance et réduction des déchets de chantier) | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| 4 | CHARPENTERIE MENUISERIE DEBRAINE | **analyse** | Les moyens humains dédiés aux études, à l'encadrement, et à l'éxécution des travaux sont très bien décrit et tous les intervenants sont identifés. Le conducteur de travaux est identifié et les tâches qu'il réalisera sont explicitées.<br>L'Entreprise précise le nombre de personne affecté à chaque ouvrages.<br>Les CV des responsables et de l'encadrement sont intégrés au mémoire.<br><br>L'entreprise fait appel à un BET externe pour les notes de calcul, descentes de charge et calculs de dimensionnement, le BET est identifié : BET VIMEN | L'entreprise fournit un planning cohérent avec celui envisagé par la MOE,<br><br>L'Entreprise détaille bien les phases d'étude et chantier.<br><br>L'Entreprise détaille très bien la phase de préparation et d'organisation du chantier.<br><br>L'Entreprise détaille bien sa méthodologie d'intervention pour l'éxécution des travaux, les modes opératoires sur la mise en eouvre des principaux ouvrages sont décrits en détails. Il est fait mention des contraintes liées à la grue.<br>**-> Le levage sera mutualisé avec le GO. (demande MOA), L'entreprise indique avoir besoin d'une mise à disposition de la grue durant 4 semaines à temps plein.**<br><br>Les interfaces entre corps d'état sont précisés.<br><br>Les moyens matériels du groupement sont correctement détaillés. Des photos sont jointes au dossier<br><br>L'entreprise fournit la plupart des fiches techniques des produits qui seront mis en œuvre.<br><br>L'entreprise s'approvisionne au moyen de filières locales, les fournisseurs sont identifiés<br><br>Les moyens d'auto-contrôle sont bien décrits<br><br>L'entreprise est certifiée Acerbois | L'entreprise détaille bien les dispositions qu'elle mettra en œuvre pour assurer la sécurité et notamment les moyens de secours sur le chantier. Il n'est pas fait mention de l'hygiène sur le chantier<br><br>La gestion des déchets de chantier est sommairement explicitée,<br>Les filières de traitement sont mentionnées. Les déchets seront tous revalorisés<br><br>L'entreprise veille à limiter ses consommations<br><br>L'entreprise utilise un outillage silencieux afin de limiter les nuisances sonores<br>L'ensemble des éléments sont préfabriqués en atelier afin de limiter le productiion de poussières sur le chantier | |
| | | **Note sur 10** | **8** | **8** | **7** | |

Création d'un conservatoire de musique et de danse dans l'ancien mess des officiers - SENLIS (60)

# Rapport d'analyse des offres

## LOT N°02 CHARPENTE

| TOTAL GENERAL BASE | | Rappel BASE | Critère prix - 50 % | Critère technique - 50 % | | | | | TOTAL BASE SUR 100 | CLASSEMENT BASE |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | Note BASE sur 50 | Note convertie | | | | | | |
| | | | | Critère 1 sur | Critère 2 sur | Critère 3 sur | | TOTAL sur 50 | | |
| | | | | 15,00 | 25,00 | 10,00 | | | | |
| 4 | CHARPENTERIE MENUISERIE DEBRAINE | 170 784,82 € | 50,00 | 12,00 | 20,00 | 7,00 | | 39,00 | 89,00 | 1 |

| CONCLUSION | | |
|---|---|---|
| 4 | CHARPENTERIE MENUISERIE DEBRAINE | Offre économique convenable et bon mémoire technique. |
| Suivant le classement d'analyse des offres, la MOE propose de retenir l'entreprise CHARPENTERIE MENUISERIE DEBRAINE pour son offre de base s'élevant à 170 784,82 € hors taxes, | | |

Création d'un conservatoire de musique et de danse dans l'ancien mess des officiers - SENLIS (60)

# Rapport d'analyse des offres

## LOT N°03 COUVERTURE - ETANCHEITE

| Analyse du critère prix BASE - 50 % | | Prix à l'ouverture des plis (en € HT) | Prix vérifié | Ecart | Analyse | Note BASE sur 50 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| 4 | UTB | 274 746,95 € | 274 746,95 € | 0,00 € | - Certains Prix unitaires sont jugés très élevés, nottament en ce qui concerne les tuiles mécaniques en partie courante et les pieds de descentes EP ; >> L'entreprise a revu ses prix à la baisse.<br>- L'offre de prix est globalement jugée cohérente ;<br>- Certaines quantités sont jugées faibles ou élevées, des questions sont posées à l'entreprise ; >> L'entreprise a corrigé ses quantités.<br>- Des erreurs d'arrondis sont présentes, sans impacts majeurs sur l'offre (écarts très faibles).<br><br>Suite aux questions posées, l'entreprise a corrigé certains postes et revu son offre à la baisse à 299 744,25 €HT (-37 456,75 €HT)<br>Suite aux dernières négociations, l'entreprise a corrigé certains postes et revu son offre à la baisse à 274 746,95 €HT (-24 997,30 €HT) | 50,00 |
| 10 | RAMERY ENVELOPPE | 301 990,00 € | 301 990,00 € | 0,00 € | - L'offre de prix est globalement jugée cohérente ;<br>- L'Entreprise a modifié certaines quantités à la marge, pas d'incohérences constatées.<br><br>L'entreprise confirme et maintient son offre initiale. | 45,49 |
| 24 | IDF TOITURE | 373 000,00 € | 373 000,26 € | 0,26 € | - DPGF format Excel transmis ;<br>- Certains Prix unitaires sont jugés très élevés, nottament en ce qui concerne les gouttières demi-ronde zinc et noues zinc ;<br>- L'offre de prix est globalement jugée un peu élevée ;<br>- L'Entreprise a modifié certaines quantités à la marge, pas d'incohérences constatées ;<br>- Des erreurs d'arrondis sont présentes, sans impacts majeurs sur l'offre (écarts très faibles).<br><br>Suite aux questions posées, l'entreprise a corrigé certains postes et revu son offre à la baisse à 380 500,00 €HT (-7 500,00 €HT)<br>Suite aux dernières négociations, l'entreprise a corrigé certains postes et revu son offre à la baisse à 373 000,00 €HT (-7 500,00 €HT) | 36,83 |

offre moins-disante BASE : *274 746,95 €*

*Rappel estimation MOE :* *342 027,36 €* **Estimation PRO/DCE actualisée à Août 2024*

Création d'un conservatoire de musique et de danse dans l'ancien mess des officiers - SENLIS (60)

# Rapport d'analyse des offres

## LOT N°03 COUVERTURE - ETANCHEITE

| Analyse du critère valeur technique - 50 % | | | Moyens humains et compétences mis en œuvre | Méthodologie d'exécution des travaux, moyens matériels, méthodologie de réalisation des ouvrages et contrôle des prestations | Sécurité du chantier et limitation des nuisances, dont les moyens mis en œuvre concernant la gestion du chantier propre (à faible nuisance et réduction des déchets de chantier) | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| 4 | UTB | analyse | Les moyens humains dédiés aux études, à l'encadrement et à l'éxécution des travaux sont très bien décrits et tous les intervenants sont identifés. Le conducteur de travaux est identifié et les tâches qu'il réalisera sont explicitées.<br>L'Entreprise précise le nombre de personne affecté par type d'ouvrage.<br><br>Un organigramme est fourni, les CV des responsables et de l'encadrement sont intégrés au mémoire. | L'entreprise fournit un planning cohérent avec celui envisagé par la MOE.<br><br>L'Entreprise détaille bien la phase de préparation et d'organisation du chantier.<br>L'entreprise précise qu'elle a la possibilité, en cas de difficultés ou retard, de renforcer le personnel grâce à ses autres agences à proximité ou de faire appel à ses propres équipes d'astreinte pour les travaux à réaliser.<br>Pour les congés, elle indique maintenir une partie de ses salariés, dont un binôme lié au chargé d'affaire.<br><br>Les moyens matériels de l'entreprise sont correctement détaillés.<br><br>L'Entreprise ne détaille pas la phase d'étude.<br>L'Entreprise détaille bien sa méthodologie d'intervention pour l'éxécution des travaux, les modes opératoires sur la mise en oeuvre des principaux ouvrages sont décrits en détails.<br><br>Les procédures et documents de contrôle qualité des ouvrages sont très bien décrits.<br><br>L'entreprise fournit la plupart des fiches techniques des produits qui seront mis en œuvre, en cohérence avec le CCTP. | L'entreprise détaille bien les dispositions qu'elle mettra en œuvre pour assurer la sécurité et l'hygiène sur le chantier.<br><br>Les mesures prises pour la limitation des nuisances sont bien décrites.<br><br>La gestion des déchets de chantier est très bien explicitée.<br>Les filières de traitement sont mentionnées.<br><br>L'entreprise indique explicitement les dispositions prises et la procédure en phase chantier pour assurer le respect des objectifs de qualité de l'air intérieur. | |
| | | Note sur 10 | 10 | 9 | 10 | |
| 10 | RAMERY ENVELOPPE | analyse | Les moyens humains dédiés aux études, à l'encadrement et à l'éxécution des travaux sont très bien décrits et tous les intervenants sont identifés. Le conducteur de travaux est identifié et les tâches qu'il réalisera sont explicitées.<br>L'Entreprise précise le nombre de personne affecté par type d'ouvrage.<br><br>Pas d'organigramme fourni, les CV des responsables et de l'encadrement sont intégrés au mémoire. | L'entreprise fournit un planning cohérent avec celui envisagé par la MOE.<br><br>L'Entreprise détaille très bien la phase de préparation et d'organisation du chantier.<br>L'entreprise précise qu'elle a la possibilité, en cas de difficultés ou retard, de renforcer le personnel pour les travaux à réaliser (pas de précision si effectif propre ou sous-traitant ou intérimaires).<br>L'entreprise n'indique aucune disposition prise lors des congés.<br><br>Les moyens matériels de l'entreprise sont correctement détaillés.<br><br>L'Entreprise ne détaille pas la phase d'étude.<br>L'Entreprise détaille bien sa méthodologie d'intervention pour l'éxécution des travaux, les modes opératoires sur la mise en oeuvre des principaux ouvrages sont décrits en détails.<br><br>Les procédures et documents de contrôle qualité des ouvrages sont très bien décrits.<br><br>L'entreprise fournit la plupart des fiches techniques des produits qui seront mis en œuvre, en cohérence avec le CCTP. | L'entreprise détaille bien les dispositions qu'elle mettra en œuvre pour assurer la sécurité et l'hygiène sur le chantier.<br><br>Les mesures prises pour la limitation des nuisances sont bien décrites.<br><br>La gestion des déchets de chantier est très bien explicitée.<br>Les filières de traitement sont mentionnées.<br><br>L'entreprise indique explicitement les dispositions prises et la procédure en phase chantier pour assurer le respect des objectifs de qualité de l'air intérieur. | |
| | | Note sur 10 | 9 | 9 | 10 | |
| 24 | IDF TOITURE | analyse | Les moyens humains dédiés aux études et à l'encadrement des travaux sont très bien décrits et tous les intervenants sont identifés. Le conducteur de travaux est identifié et les tâches qu'il réalisera sont explicitées. Les moyens humains dédiés à l'éxécution des travaux sont dénombrés mais ne sont pas identifiés.<br>L'Entreprise précise le nombre de personne affecté par type d'ouvrage. Elle indique que les travaux d'étanchéité seront sous-traités à un prestataire identifiés.<br><br>Un organigramme est fourni, les CV des responsables et de l'encadrement sont intégrés au mémoire. | L'entreprise fournit un planning cohérent avec celui envisagé par la MOE.<br><br>L'Entreprise détaille très bien la phase de préparation et d'organisation du chantier.<br>L'entreprise précise qu'elle a la possibilité, en cas de difficultés ou retard, de renforcer le personnel ou de faire appel à des sous-traitants pour les travaux à réaliser.<br>Pour les congés, elle indique maintenir une partie de ses salariés.<br><br>Les moyens matériels de l'entreprise sont correctement détaillés.<br><br>L'Entreprise ne détaille pas la phase d'étude.<br>L'Entreprise ne détaille pas sa méthodologie d'intervention pour l'éxécution des travaux et les modes opératoires sur la mise en oeuvre des principaux ouvrages.<br><br>Les procédures et documents de contrôle qualité des ouvrages sont très bien décrits.<br><br>L'entreprise fournit la plupart des fiches techniques des produits qui seront mis en œuvre, en cohérence avec le CCTP. | L'entreprise détaille succintement les dispositions qu'elle mettra en œuvre pour assurer la sécurité et l'hygiène sur le chantier.<br><br>Les mesures prises pour la limitation des nuisances sont décrites très succintement.<br><br>La gestion des déchets de chantier est très bien explicitée.<br>Les filières de traitement sont mentionnées.<br><br>L'entreprise n'indique pas les dispositions prises et la procédure en phase chantier pour assurer le respect des objectifs de qualité de l'air intérieur. | |
| | | Note sur 10 | 9 | 6 | 5 | |

Création d'un conservatoire de musique et de danse dans l'ancien mess des officiers - SENLIS (60)

# Rapport d'analyse des offres

## LOT N°03 COUVERTURE - ETANCHEITE

| TOTAL GENERAL BASE | | Rappel BASE | Critère prix - 50 % | Critère technique - 50 % | | | | | TOTAL BASE SUR 100 | CLASSEMENT BASE |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | Note BASE sur 50 | Note convertie | | | | | | |
| | | | | Critère 1 sur | Critère 2 sur | Critère 3 sur | | TOTAL sur 50 | | |
| | | | | 15,00 | 25,00 | 10,00 | | | | |
| 4 | UTB | 274 746,95 € | 50,00 | 15,00 | 22,50 | 10,00 | | 47,50 | 97,50 | 1 |
| 10 | RAMERY ENVELOPPE | 301 990,00 € | 45,49 | 13,50 | 22,50 | 10,00 | | 46,00 | 91,49 | 2 |
| 24 | IDF TOITURE | 373 000,00 € | 36,83 | 13,50 | 15,00 | 5,00 | | 33,50 | 70,33 | 3 |

| CONCLUSION | | |
|---|---|---|
| 4 | UTB | L'entreprise UTB présente une offre économique intéressante et un très bon mémoire technique.<br>Cependant, il a été constaté des erreurs comptables à corriger et quelques précisions sont à apporter sur certains points (cf. liste de questions).<br>Suite aux dernières négociations, l'entreprise a corrigé certains postes et revu son offre à la baisse à 274 746,95 €HT (-24 997,30 €HT) |
| 10 | RAMERY ENVELOPPE | L'entreprise RAMERY ENVELOPPE présente une offre économique très interessante et un très bon mémoire technique.<br>Cependant, quelques précisions sont à apporter sur certains points (cf. liste de questions).<br>L'entreprise confirme et maintient son offre initiale. |
| 24 | IDF TOITURE | L'entreprise IDF TOITURE présente une offre économique interessante et un bon mémoire technique.<br>Cependant, il a été constaté des erreurs comptables à corriger et quelques précisions sont à apporter sur certains points (cf. liste de questions).<br>Suite aux dernières négociations, l'entreprise a corrigé certains postes et revu son offre à la baisse à 373 000,00 €HT (-7 500,00 €HT) |
| Suivant le classement d'analyse des offres, la MOE propose de retenir l'entreprise UTB pour son offre de base s'élevant à 274 746,95 € hors taxes, | | |

Création d'un conservatoire de musique et de danse dans l'ancien mess des officiers - SENLIS (60)

# Rapport d'analyse des offres

## LOT N°04 ECHAFAUDAGE - RAVALEMENT - RESTAURATION DE MACONNERIE

| Analyse du critère prix BASE - 50 % | | Prix à l'ouverture des plis (en € HT) | Prix vérifié | Ecart | Analyse | Note BASE sur 50 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| 3 | CCR | 567 507,83 € | 567 507,83 € | 0,00 € | - Certains Prix unitaires sont jugés très élevés, nottament en ce qui concerne les échafaudages, les reprises des façades en pierres et plus particulierement les enduits chaux ;<br>- La majorité des prix unitaires sont jugés élevés, l'offre parait sur-évaluée ;<br>- L'offre de prix est globalement jugée très élevée ;<br>- Certains postes sont quantifiés en ensemble et non à l'unité demandée ;<br>- L'Entreprise a modifié certaines quantités provisionnées, impactant le montant global.<br><br>**L'entreprise confirme et maintient son offre initiale.**<br>**Suite aux négociations du 15/10/24, l'entreprise a revue son offre (suppression des échafaudages, modification de quantités, ...) engendrant une baisse de 143k€. L'offre reste cependant élevée (optimisations encore possibles si l'entreprise détaille ses plans de localisations par ouvrage).** | **50,00** |

offre moins-disante BASE : ***567 507,83 €***

*Rappel estimation MOE :* *216 034,56 €* **Estimation PRO/DCE actualisée à Août 2024*

| Analyse du critère valeur technique - 50 % | | | Moyens humains et compétences mis en œuvre | Méthodologie d'exécution des travaux, moyens matériels, méthodologie de réalisation des ouvrages et contrôle des prestations | Sécurité du chantier et limitation des nuisances, dont les moyens mis en œuvre concernant la gestion du chantier propre (à faible nuisance et réduction des déchets de chantier) | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| 3 | CCR | **analyse** | Les moyens humains dédiés aux études, à l'encadrement, et à l'éxécution des travaux sont décrits et tous les intervenants sont identifés. Le conducteur de travaux est identifié mais les tâches qu'il réalisera ne sont pas décrites.<br>L'Entreprise précise le nombre de personne affecté à la pose. Elle mentionne de la sous-traitance pour les échafaudages.<br><br>Un organigramme est fourni, les CV des responsables et de l'encadrement sont intégrés au mémoire. | L'entreprise fournit un planning incohérent avec celui envisagé par la MOE.<br>L'Entreprise indique dans son planning un délai global de 8 mois (7 mois d'approvisionnement/fabrication, 1 mois de remontage du mur d'enceinte non prévu au présent lot), contre 6 mois indiqué au planning DCE pour la réfection des façades.<br><br>L'Entreprise détaille bien la phase de préparation et d'organisation du chantier.<br>L'entreprise indique clairement ses dispositions prises en cas de retard. L'entreprise n'indique aucune fermeture pendant les congés.<br><br>Les moyens matériels de l'entreprise sont correctement détaillés.<br><br>L'Entreprise détaille sommairement la phase d'étude.<br>L'Entreprise détaille bien sa méthodologie d'intervention pour l'éxécution des travaux et les modes opératoires sur la mise en oeuvre des principaux ouvrages.<br><br>Les procédures et documents de contrôle qualité des ouvrages ne sont pas décrits.<br><br>L'entreprise fournit la plupart des fiches techniques des produits qui seront mis en œuvre, en cohérence avec le CCTP.<br>Mention d'enduits chaux/plâtre dans le mémoire alors qu'il est prévu des enduits chaux au CCTP, à questionner. | L'entreprise détaille bien les dispositions qu'elle mettra en œuvre pour assurer la sécurité et l'hygiène sur le chantier.<br><br>Les mesures prises pour la limitation des nuisances sont bien décrites.<br><br>La gestion des déchets de chantier est décrite.<br>Les filières de traitement sont mentionnées. | |
| | | **Note sur 10** | **8** | **7** | **9** | |

Création d'un conservatoire de musique et de danse dans l'ancien mess des officiers - SENLIS (60)

# Rapport d'analyse des offres

## LOT N°04 ECHAFAUDAGE - RAVALEMENT - RESTAURATION DE MACONNERIE

| TOTAL GENERAL BASE | | Rappel BASE | Critère prix - 50 % | Critère technique - 50 % | | | | | TOTAL BASE SUR 100 | CLASSEMENT BASE |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | Note BASE sur 50 | Note convertie | | | | | | |
| | | | | Critère 1 sur | Critère 2 sur | Critère 3 sur | | TOTAL sur 50 | | |
| | | | | 15,00 | 25,00 | 10,00 | | | | |
| 3 | CCR | 567 507,83 € | 50,00 | 12,00 | 17,50 | 9,00 | | 38,50 | 88,50 | 1 |

| CONCLUSION | | |
|---|---|---|
| 3 | CCR | L'entreprise CCR présente une offre économique très élevée et un mémoire technique correct.<br>Cependant, quelques précisions sont à apporter sur certains points (cf. liste de questions).<br>Suites aux négociations, des ajustements ont été effectués permettant de réduire l'offre initiale. Cependant, celle-ci reste globalement élevée. |
| Suivant l'analyse des offres, la MOA décide de déclarer l'appel d'offre infructueux au motif que les offres reçues sont trop élevées et de consulter en direct. | | |

Création d'un conservatoire de musique et de danse dans l'ancien mess des officiers - SENLIS (60)

# Rapport d'analyse des offres

## LOT N°05 MENUISERIES EXTERIEURES - OCCULTATIONS

| Analyse du critère prix BASE - 50 % | | Prix à l'ouverture des plis (en € HT) | Prix vérifié | Ecart | Analyse | Note BASE sur 50 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| 1 | ETABLISSEMENTS GIFFARD | 487 016,48 € | 487 016,48 € | 0,00 € | - Certains Prix unitaires sont jugés très élevés, nottament en ce qui concerne les châssis bois, portes bois et vitrages anti-effraction ; >> Suite aux questions posées, l'entreprise a revu quelques prix à la baisse.<br>- La majorité des prix unitaires sont jugés élevés, l'offre parait sur-évaluée ;<br>- L'offre de prix est globalement jugée élevée ;<br>~~- Lors de la consultation, il a été demandé aux candidats de chiffrer les poteaux bois cintrés au droit des épines de murs rideaux, non prévus initialement au marché de base. Ceci a une incidence sur l'offre globale.~~ >> Suite aux questions posées, l'entreprise indique que le montant de la moins-value des poteaux cintrés s'élève à -22 932,57 €HT. Les poteaux cintrés ont été supprimés de l'offre, conformément aux demandes.<br>~~- Des erreurs d'arrondis sont présentes, sans impacts majeurs sur l'offre (écarts très faibles).~~<br><br>Suite aux questions posées, l'entreprise a corrigé certains postes et revu son offre à la baisse à 509 949,05 €HT (-4 510,90 €HT)<br>Suite aux négociations du 15/10/24, l'entreprise a revu une nouvelle fois son offre à la baisse à 487 016,48 €HT (-22 932,57 €HT).<br>Suite aux dernières négociations, l'entreprise confirme que son offre est en bois abouté et la maintient. | 36,17 |
| 5 | GLODT | 352 320,55 € | 352 320,55 € | 0,00 € | - L'Entreprise n'a pas renseignée certains Prix Unitaires sur sa DPGF, nottament en ce qui concerne les béquilles et serrures de portes ;<br>- Certains Prix unitaires sont jugés très élevés, nottament en ce qui concerne les stores extérieurs ; L'entreprise a revu son prix à la baisse.<br>- L'offre de prix est globalement jugée cohérente ;<br>~~- Lors de la consultation, il a été demandé aux candidats de chiffrer les poteaux bois cintrés au droit des épines de murs rideaux, non prévus initialement au marché de base. Ceci a une incidence sur l'offre globale.~~ >> Suite aux questions posées, l'entreprise indique que le montant de la moins-value des poteaux cintrés s'élève à -20 127,00 €HT. Les poteaux cintrés ont été supprimés de l'offre, conformément aux demandes.<br><br>Suite aux questions posées, l'entreprise maintient son offre.<br>Suite aux négociations du 15/10/24, l'entreprise a revu son offre à la baisse à 360 115,55 €HT (-30 829,45 €HT).<br>Suite aux dernières négociations, l'entreprise confirme son offre en bois abouté et a transmis un devis en moins-value intégrant une remise commerciale ramenant l'offre à 352 320,55 €HT (-7 795,00 €HT). Une mise à jour de la DPGF intégrant cette remise est nécessaire. | **50,00** |
| 6 | BILLIET | 412 891,37 € | 412 891,25 € | -0,12 € | - Certains Prix unitaires sont jugés très élevés, nottament en ce qui concerne les murs rideaux bois ; L'entreprise a revu son prix à la baisse.<br>- La majorité des prix unitaires sont jugés élevés, l'offre parait sur-évaluée ; L'entreprise a revu ses prix à la baisse.<br>- L'offre de prix est globalement jugée élevée ;<br>~~- Lors de la consultation, il a été demandé aux candidats de chiffrer les poteaux bois cintrés au droit des épines de murs rideaux, non prévus initialement au marché de base. Ceci a une incidence sur l'offre globale.~~ >> Suite aux questions posées, l'entreprise indique que le montant de la moins-value des poteaux cintrés s'élève à -22 932,57 €HT. Les poteaux cintrés ont été supprimés de l'offre, conformément aux demandes.<br>- Des erreurs d'arrondis sont présentes, sans impacts majeurs sur l'offre (écarts très faibles).<br><br>Suite aux questions posées, l'entreprise a corrigé certains postes et revu son offre à la baisse à 479 057,52 €HT (-34 484,69 €HT).<br>Suite aux négociations du 15/10/24, l'entreprise a revu une nouvelle fois son offre à la baisse à 423 904,97 €HT (-55 152,55 €HT).<br>Suite aux dernières négociations, l'entreprise a intégré la moins-value pour menuiseries en bois abouté ramenant son offre à 412 891,37 €HT (-11 013,60 €HT). | 42,67 |

offre moins-disante BASE : *352 320,55 €*

*Rappel estimation MOE :* *341 216,82 €* **Estimation PRO/DCE actualisée à Août 2024*

Création d'un conservatoire de musique et de danse dans l'ancien mess des officiers - SENLIS (60)

# Rapport d'analyse des offres

## LOT N°05 MENUISERIES EXTERIEURES - OCCULTATIONS

| Analyse du critère valeur technique - 50 % | | | Moyens humains et compétences mis en œuvre | Méthodologie d'exécution des travaux, moyens matériels, méthodologie de réalisation des ouvrages et contrôle des prestations | Sécurité du chantier et limitation des nuisances, dont les moyens mis en œuvre concernant la gestion du chantier propre (à faible nuisance et réduction des déchets de chantier) | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| 1 | **ETABLISSEMENTS GIFFARD** | **analyse** | Les moyens humains dédiés aux études, à l'encadrement, et à l'exécution des travaux sont décrits et tous les intervenants sont identifés. Le conducteur de travaux est identifié et les tâches qu'il réalisera sont explicitées.<br>L'Entreprise précise le nombre de personne affecté à la pose. Elle ne précise pas si elle prévoit de la sous-traitance.<br><br>Un organigramme est fourni, les CV des responsables et de l'encadrement sont intégrés au mémoire. | L'Entreprise indique dans son planning un délai global de 5,5 mois (3 mois d'approvisionnement/fabrication, 1,5 mois pose murs rideaux, portes et fenêtres et 1 mois stores et équipements), cohérent avec le planning DCE pour la fabrication + pose des Mext.<br><br>L'Entreprise détaille bien la phase de préparation et d'organisation du chantier.<br>L'entreprise indique clairement ses dispositions prise en cas de retard et pendant les congés (pas de fermeture annuelle précisé).<br><br>Les moyens matériels de l'entreprise sont correctement détaillés.<br><br>L'Entreprise détaille bien la phase d'étude.<br>L'Entreprise détaille clairement sa méthodologie d'intervention pour l'éxécution des travaux et les modes opératoires sur la mise en oeuvre des principaux ouvrages.<br><br>Les procédures et documents de contrôle qualité des ouvrages sont bien décrits.<br>L'entreprise fournit la plupart des fiches techniques des produits qui seront mis en œuvre, en cohérence avec le CCTP.<br>Les stores intérieurs sur portes demandés dans les réponses aux questions lors de la consultation n'ont pas été intégrés. | L'entreprise détaille bien les dispositions qu'elle mettra en œuvre pour assurer la sécurité sur le chantier. Cependant les dispositions pour assurer l'hygiène sont très succintement décrites.<br><br>Les mesures prises pour la limitation des nuisances sont bien décrites.<br><br>La gestion des déchets de chantier est décrite.<br>Les filières de traitement sont mentionnées. | |
| | | **Note sur 10** | **9** | **8** | **8** | |
| 5 | **GLODT** | **analyse** | Les moyens humains dédiés aux études et à l'encadrement des travaux sont très succintement décrits et tous les intervenants ne sont pas tous identifés. Le conducteur de travaux est identifié mais les tâches qu'il réalisera ne sont pas explicitées. Les moyens humains dédiés à l'éxécution des travaux sont dénombrés mais ne sont pas identifiés.<br>L'Entreprise ne précise pas le nombre de personne affecté à chaque ouvrage.<br><br>L'organigramme n'est pas fourni mais les CV des responsables et de l'encadrement sont intégrés dans le dossier de candidature. | L'Entreprise indique dans son planning un délai global de 4 mois (1 mois de préparation (approvisionnement/fabrication inclus ?), 1,5 mois pose murs rideaux, portes et fenêtres et 1,5 mois stores et équipements), cohérent avec le planning DCE pour la fabrication + pose des Mext.<br><br>~~Le mémoire technique traite des travaux du lot 08 – Menuiseries intérieures et non des travaux du lot 05 – Menuiseries extérieures.~~<br>**L'Entreprise détaille bien la phase de préparation et d'organisation du chantier.**<br>**L'entreprise indique des possibles renforts d'équipe si nécessaire et la mise en place d'un binôme affecté aux chantiers pendant les congés d'été (fermetures annuelles estivale et pendant les fêtes de fin d'année précisées).**<br><br>**Les moyens matériels de l'entreprise sont correctement détaillés.**<br><br>**L'Entreprise ne détaille pas la phase d'étude.**<br>**L'Entreprise détaille succintement sa méthodologie d'intervention pour l'éxécution des travaux et les modes opératoires sur la mise en oeuvre des principaux ouvrages.**<br><br>**Les procédures et documents de contrôle qualité des ouvrages sont succintement décrits.**<br>L'entreprise fournit la plupart des fiches techniques des produits qui seront mis en œuvre, en cohérence avec le CCTP. | L'entreprise détaille succintement les dispositions qu'elle mettra en œuvre pour assurer la sécurité et l'hygiène sur le chantier.<br><br>Les mesures prises pour la limitation des nuisances sont bien décrites.<br><br>La gestion des déchets de chantier est bien explicitée.<br>Les filières de traitement sont mentionnées.<br><br>L'entreprise indique succintement les dispositions prises et la procédure en phase chantier pour assurer le respect des objectifs de qualité de l'air intérieur. | |
| | | **Note sur 10** | **6** | 7 | **7** | |
| 6 | **BILLIET** | **analyse** | Les moyens humains dédiés aux études, à l'encadrement, et à l'éxécution des travaux sont décrits et tous les intervenants sont identifés. Le conducteur de travaux est identifié mais les tâches qu'il réalisera sont succintement décrites.<br>L'Entreprise précise le nombre de personne affecté à la pose. Elle ne précise pas si elle prévoit de la sous-traitance.<br><br>Un organigramme est fourni, les CV des responsables et de l'encadrement sont intégrés au mémoire. | L'entreprise fournit un planning incohérent avec celui envisagé par la MOE.<br>L'Entreprise indique dans son planning un délai global de 8 mois (5 mois d'approvisionnement/fabrication, 3 mois pose menuiseries extérieures et stores), contre 6 mois indiqué au planning DCE pour la fabrication + pose des Mext.<br><br>L'Entreprise détaille bien la phase de préparation et d'organisation du chantier.<br>L'entreprise n'indique pas de disposition prise en cas de retard ou pendant les congés (fermeture annuelle estivale précisée).<br><br>Les moyens matériels de l'entreprise sont correctement détaillés.<br><br>L'Entreprise détaille bien la phase d'étude.<br>L'Entreprise détaille clairement sa méthodologie d'intervention pour l'éxécution des travaux et les modes opératoires sur la mise en oeuvre des principaux ouvrages.<br><br>Les procédures et documents de contrôle qualité des ouvrages sont bien décrits.<br>L'entreprise fournit la plupart des fiches techniques des produits qui seront mis en œuvre, en cohérence avec le CCTP. | L'entreprise détaille bien les dispositions qu'elle mettra en œuvre pour assurer la sécurité et l'hygiène sur le chantier.<br><br>Les mesures prises pour la limitation des nuisances sont bien décrites.<br><br>La gestion des déchets de chantier est décrite.<br>Les filières de traitement sont mentionnées. | |
| | | **Note sur 10** | **8** | **7** | **9** | |

Création d'un conservatoire de musique et de danse dans l'ancien mess des officiers - SENLIS (60)

# Rapport d'analyse des offres

## LOT N°05 MENUISERIES EXTERIEURES - OCCULTATIONS

| TOTAL GENERAL BASE | | Rappel BASE | Critère prix - 50 % | Critère technique - 50 % | | | | | TOTAL BASE SUR 100 | CLASSEMENT BASE |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | Note BASE sur 50 | Note convertie | | | | | | |
| | | | | Critère 1 sur | Critère 2 sur | Critère 3 sur | | TOTAL sur 50 | | |
| | | | | 15,00 | 25,00 | 10,00 | | | | |
| 1 | ETABLISSEMENTS GIFFARD | 487 016,48 € | 36,17 | 13,50 | 20,00 | 8,00 | | 41,50 | 77,67 | 3 |
| 5 | GLODT | 352 320,55 € | 50,00 | 9,00 | 17,50 | 7,00 | | 33,50 | 83,50 | 1 |
| 6 | BILLIET | 412 891,37 € | 42,67 | 12,00 | 17,50 | 9,00 | | 38,50 | 81,17 | 2 |

| CONCLUSION | | |
|---|---|---|
| 1 | ETABLISSEMENTS GIFFARD | L'entreprise GIFFARD présente une offre économique élevée et un bon mémoire technique.<br>Cependant, quelques précisions sont à apporter sur certains points (cf. liste de questions).<br>Suite aux négociations du 15/10/24, l'entreprise a revu une nouvelle fois son offre à la baisse à 487 016,48 €HT (-22 932,57 €HT). |
| 5 | GLODT | L'entreprise GLODT présente une offre économique intéressante et un mémoire technique correct.<br>Cependant, quelques précisions sont à apporter sur certains points (cf. liste de questions).<br>Suite aux dernières négociations, l'entreprise confirme son offre en bois abouté et a transmis un devis en moins-value intégrant une remise commerciale ramenant potentiellement l'offre à 352 320,55 €HT (-7 795,00 €HT). Une mise à jour de la DPGF intégrant cette remise est nécessaire. |
| 6 | BILLIET | L'entreprise BILLIET présente une offre économique élevée et un bon mémoire technique.<br>Cependant, quelques précisions sont à apporter sur certains points (cf. liste de questions).<br>Suite aux dernières négociations, l'entreprise a intégré la moins-value pour menuiseries en bois abouté ramenant son offre à 412 891,37 €HT (-11 013,60 €HT). |
| Suivant le classement d'analyse des offres, la MOE propose de retenir l'entreprise GLODT pour son offre de base s'élevant à 352 320,55 € hors taxes, | | |

Création d'un conservatoire de musique et de danse dans l'ancien mess des officiers - SENLIS (60)

# Rapport d'analyse des offres

## LOT N°06 SERRURERIE - METALLERIE

| Analyse du critère prix BASE - 50 % | | Prix à l'ouverture des plis (en € HT) | Prix vérifié | Ecart | Analyse | Note BASE sur 50 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| 3 | SERRURERIE DE BAETS | 84 034,55 € | 84 034,55 € | 0,00 € | - L'Entreprise n'a pas renseignée certains Prix Unitaires sur sa DPGF, nottament en ce qui concerne la gâche électrique ;<br>- L'offre de prix est globalement jugée cohérente.<br><br>Suite aux questions posées, l'entreprise a corrigé certains postes et revu son offre à la hausse à 84 034,55 €HT (+2 539,05 €HT). L'offre reste cohérente. | 50,00 |

offre moins-disante BASE : *84 034,55 €*

*Rappel estimation MOE :* *85 517,10 €* **Estimation PRO/DCE actualisée à Août 2024*

| Analyse du critère valeur technique - 50 % | | | Moyens humains et compétences mis en œuvre | Méthodologie d'exécution des travaux, moyens matériels, méthodologie de réalisation des ouvrages et contrôle des prestations | Sécurité du chantier et limitation des nuisances, dont les moyens mis en œuvre concernant la gestion du chantier propre (à faible nuisance et réduction des déchets de chantier) | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| 3 | SERRURERIE DE BAETS | analyse | Les moyens humains dédiés aux études, à l'encadrement, et à l'éxécution des travaux sont sommairement décrits et tous les intervenants sont identifés. Le conducteur de travaux est identifié et les tâches qu'il réalisera sont explicitées.<br>L'Entreprise précise le nombre de personne affecté à chaque ouvrage. Le nombre de poseurs n'est pas mentionné.<br><br>Un organigramme est fourni, les CV des responsables et de l'encadrement sont intégrés au mémoire. | L'entreprise fournit un planning cohérent avec celui envisagé par la MOE.<br>Les temps d'exécution sont précisés par poste.<br><br>L'Entreprise détaille très succintement la phase de préparation et d'organisation du chantier.<br>L'entreprise n'indique pas de disposition prise en cas de retard ou pendant les congés (fermeture annuelle précisée au mémoire).<br><br>Les moyens matériels de l'entreprise sont correctement détaillés.<br><br>L'Entreprise détaille sommairement la phase d'étude.<br>L'Entreprise détaille très succintement sa méthodologie d'intervention pour l'éxécution des travaux et les modes opératoires sur la mise en oeuvre des principaux ouvrages.<br><br>Les procédures et documents de contrôle qualité des ouvrages sont décrits.<br><br>L'entreprise ne fournit pas la plupart des fiches techniques des produits qui seront mis en œuvre. Des éléments techniques sont présents dans le mémoire mais sont illisibles et ne permettent pas d'identifier les produits utilisés. | L'entreprise détaille sommairement les dispositions qu'elle mettra en œuvre pour assurer la sécurité et l'hygiène sur le chantier.<br><br>Les mesures prises pour la limitation des nuisances sont succintement décrites.<br><br>La gestion des déchets de chantier est bien explicitée.<br>Les filières de traitement sont mentionnées. | |
| | | Note sur 10 | 7 | 5 | 7 | |

| TOTAL GENERAL BASE | | Rappel BASE | Critère prix - 50 % | Critère technique - 50 % | | | | TOTAL BASE SUR 100 | CLASSEMENT BASE |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | Note BASE sur 50 | Note convertie | | | | | |
| | | | | Critère 1 sur | Critère 2 sur | Critère 3 sur | TOTAL sur 50 | | |
| | | | | 15,00 | 25,00 | 10,00 | | | |
| 3 | SERRURERIE DE BAETS | 84 034,55 € | 50,00 | 10,50 | 12,50 | 7,00 | 30,00 | 80,00 | 1 |

| CONCLUSION | | |
|---|---|---|
| 3 | SERRURERIE DE BAETS | L'entreprise SERRURERIE DE BAETS présente une offre économique intéressante et un bon mémoire technique. |
| **Suivant le classement d'analyse des offres, la MOE propose de retenir l'entreprise SERRURERIE DE BAETS pour son offre de base s'élevant à 84 034,55 € hors taxes,** | | |

Création d'un conservatoire de musique et de danse dans l'ancien mess des officiers - SENLIS (60)

# Rapport d'analyse des offres

## LOT N°07 DOUBLAGES - CLOISONS - PLAFONDS SUSPENDUS

| Analyse du critère prix BASE - 50 % | | Prix à l'ouverture des plis (en € HT) | Prix vérifié | Ecart | Analyse | Note BASE sur 50 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| 19 | MARISOL | 543 000,00 € | 542 999,08 € | -0,92 € | - L'Entreprise n'a pas renseignée certains Prix Unitaires sur sa DPGF, nottament en ce qui concerne Cloisons 98/48 - 48dB - EI120 et Cloisons 120/84S - 53dB - EI60 ;<br>- Certains Prix unitaires sont jugés très élevés, nottament en ce qui concerne les doublages en laine de bois et panneaux muraux acoustiques en laine de bois ;<br>~~- La majorité des prix unitaires sont jugés un peu élevés, l'offre parait légèrement sur-évaluée ;~~<br>- L'offre de prix est globalement jugée ~~un peu élevée~~ cohérente ;<br>- Certaines quantités sont jugées faibles ou élevées, des questions sont posées à l'entreprise.<br><br>**Suite aux questions posées, l'entreprise a corrigé certains postes et revu son offre à la baisse à 597 000,00 €HT (-16 717,47 €HT)**<br>**Suite aux dernières négociations, l'entreprise a encore revu son offre à la baisse à 543 000,00 €HT (-54 000,00 €HT).**<br>**L'entreprise indique une moins-value de -46 121,18 €HT pour passer en isolation soufflée dans les combles au lieu d'une isolation déroulée, ramenant potentiellement l'offre à 496 878,82 €HT.**<br>**L'entreprise indique une moins-value de -51 484,35 €HT pour remplacer l'isolant biosourcé des cloisons par un isolant minéral, ramenant potentiellement l'offre à 491 515,65 €HT.**<br>**Dans le cas des deux moins-values cumulées, l'offre peut potentiellement être ramenée à 445 394,47 €HT.** | 45,99 |
| 25 | LES PLATRES MODERNES | 499 455,00 € | 499 455,00 € | 0,00 € | - ~~L'entreprise a remplacé l'isolation des combles initialement prévue en laine de bois par de la laine de verre (non conforme au CCTP), le coût est ainsi minoré. Il est demandé à l'entreprise de se conformer au CCTP ;~~ **L'entreprise confirme que l'isolation des combles sera bien prévue en laine de bois.**<br>- L'offre de prix est globalement jugée ~~faible compte tenu du point ci-dessus concernant l'isolation minorée~~ **cohérente** ;<br>- Certaines quantités sont jugées faibles ou élevées, des questions sont posées à l'entreprise.<br><br>**Suite aux questions posées, l'entreprise a corrigé certains postes et revu son offre à la baisse à 499 455,00 €HT (-23 072,00 €HT)**<br>**Suite aux dernières négociations, l'entreprise maintient son offre.**<br>**L'entreprise indique une moins-value de -9 660,00 €HT pour passer en isolation soufflée dans les combles au lieu d'une isolation déroulée, ramenant potentiellement l'offre à 489 795,00 €HT.**<br>**L'entreprise indique une moins-value de -4 103,00 €HT pour remplacer l'isolant biosourcé des cloisons par un isolant minéral, ramenant potentiellement l'offre à 495 352,00 €HT.**<br>**Dans le cas des deux moins-values cumulées, l'offre peut potentiellement être ramenée à 485 692,00 €HT.** | **50,00** |

offre moins-disante BASE : ***499 455,00 €***

*Rappel estimation MOE :* *561 263,04 €* **Estimation PRO/DCE actualisée à Août 2024*

Création d'un conservatoire de musique et de danse dans l'ancien mess des officiers - SENLIS (60)

# Rapport d'analyse des offres

## LOT N°07 DOUBLAGES - CLOISONS - PLAFONDS SUSPENDUS

| Analyse du critère valeur technique - 50 % | | | Moyens humains et compétences mis en œuvre | Méthodologie d'exécution des travaux, moyens matériels, méthodologie de réalisation des ouvrages et contrôle des prestations | Sécurité du chantier et limitation des nuisances, dont les moyens mis en œuvre concernant la gestion du chantier propre (à faible nuisance et réduction des déchets de chantier) | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| 19 | MARISOL | analyse | Les moyens humains dédiés aux études et à l'encadrement des travaux sont très bien décrits et tous les intervenants sont identifés. Le conducteur de travaux est identifié et les tâches qu'il réalisera sont explicitées. Les moyens humains dédiés à l'éxécution des travaux sont dénombrés mais ne sont pas identifiés.<br>L'Entreprise ne précise pas le nombre de personne affecté à chaque ouvrage.<br><br>Un organigramme est fourni, les CV des responsables et de l'encadrement sont intégrés au mémoire. | L'entreprise fournit un planning cohérent avec celui envisagé par la MOE.<br><br>L'Entreprise détaille très bien la phase de préparation et d'organisation du chantier.<br>L'entreprise précise qu'elle a la possibilité, en cas de retard, de renforcer le personnel pour les travaux à réaliser.<br>L'entreprise n'indique pas de disposition prise pendant les congés.<br><br>Les moyens matériels de l'entreprise sont correctement détaillés.<br><br>L'Entreprise détaille bien la phase d'étude.<br>L'Entreprise détaille bien sa méthodologie d'intervention pour l'éxécution des travaux, les modes opératoires sur la mise en oeuvre des principaux ouvrages sont décrits en détails.<br><br>Les procédures et documents de contrôle qualité des ouvrages sont très bien décrits.<br><br>L'entreprise fournit la plupart des fiches techniques des produits qui seront mis en œuvre, en cohérence avec le CCTP. | L'entreprise détaille bien les dispositions qu'elle mettra en œuvre pour assurer la sécurité et l'hygiène sur le chantier.<br><br>Les mesures prises pour la limitation des nuisances sont bien décrites.<br><br>La gestion des déchets de chantier est très bien explicitée.<br>Les filières de traitement sont mentionnées.<br><br>L'entreprise indique les dispositions prises et la procédure en phase chantier pour assurer le respect des objectifs de qualité de l'air intérieur. | |
| | | Note sur 10 | 9 | 9 | 10 | |
| 25 | LES PLATRES MODERNES | analyse | Les moyens humains dédiés aux études et à l'encadrement des travaux sont très bien décrits et tous les intervenants sont identifés. Le conducteur de travaux est identifié et les tâches qu'il réalisera sont explicitées. Les moyens humains dédiés à l'éxécution des travaux sont dénombrés mais ne sont pas identifiés.<br>L'Entreprise précise le nombre de personne affecté par type d'ouvrage.<br><br>Un organigramme est fourni, les CV des responsables et de l'encadrement sont intégrés au mémoire. | L'entreprise fournit un planning cohérent avec celui envisagé par la MOE.<br><br>L'Entreprise détaille très bien la phase de préparation et d'organisation du chantier.<br>L'entreprise précise qu'elle a la possibilité, en cas de difficultés ou retard, de renforcer le personnel ou de faire appel à des sous-traitants ou travailleurs intérimaires qualifiés pour les travaux à réaliser.<br>Pour les congés, elle indique être ouverte toute l'année y compris durant les fêtes de fin d'année. Elle indique la possibilité de travailler le samedi.<br><br>Les moyens matériels de l'entreprise sont correctement détaillés.<br><br>L'Entreprise détaille bien la phase d'étude.<br>L'Entreprise détaille bien sa méthodologie d'intervention pour l'éxécution des travaux, les modes opératoires sur la mise en oeuvre des principaux ouvrages sont décrits en détails.<br><br>Les procédures et documents de contrôle qualité des ouvrages sont très bien décrits.<br><br>L'entreprise fournit la plupart des fiches techniques des produits qui seront mis en œuvre.<br><br>L'Entreprise propose un isolant en laine de verre pour l'isolation des combles (fiche technique en Annexe05 du Mémoire), cet isolant n'est pas conforme à celui demandé au CCTP (pour rappel il est décrit un isolant en laine de bois). | L'entreprise détaille bien les dispositions qu'elle mettra en œuvre pour assurer la sécurité et l'hygiène sur le chantier.<br><br>Les mesures prises pour la limitation des nuisances sont bien décrites.<br><br>La gestion des déchets de chantier est très bien explicitée.<br>Les filières de traitement sont mentionnées.<br><br>L'entreprise indique explicitement les dispositions prises et la procédure en phase chantier pour assurer le respect des objectifs de qualité de l'air intérieur. | |
| | | Note sur 10 | 9 | 8 | 10 | |

Création d'un conservatoire de musique et de danse dans l'ancien mess des officiers - SENLIS (60)

# Rapport d'analyse des offres

## LOT N°07 DOUBLAGES - CLOISONS - PLAFONDS SUSPENDUS

| TOTAL GENERAL BASE | | Rappel BASE | Critère prix - 50 % | Critère technique - 50 % | | | | | TOTAL BASE SUR 100 | CLASSEMENT BASE |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | Note BASE sur 50 | Note convertie | | | | | | |
| | | | | Critère 1 sur | Critère 2 sur | Critère 3 sur | | TOTAL sur 50 | | |
| | | | | 15,00 | 25,00 | 10,00 | | | | |
| 19 | MARISOL | 543 000,00 € | 45,99 | 13,50 | 22,50 | 10,00 | | 46,00 | 91,99 | 2 |
| 25 | LES PLATRES MODERNES | 499 455,00 € | 50,00 | 13,50 | 20,00 | 10,00 | | 43,50 | 93,50 | 1 |

## CONCLUSION

| | | |
|---|---|---|
| 19 | MARISOL | L'entreprise MARISOL présente une offre économique intéressante et un très bon mémoire technique.<br>Cependant, quelques précisions sont à apporter sur certains points (cf. liste de questions).<br>Suite aux dernières négociations, l'entreprise a encore revu son offre à la baisse à 543 000,00 €HT (-54 000,00 €HT).<br>L'entreprise indique une moins-value de -46 121,18 €HT pour passer en isolation soufflée dans les combles au lieu d'une isolation déroulée, ramenant potentiellement l'offre à 496 878,82 €HT.<br>L'entreprise indique une moins-value de -51 484,35 €HT pour remplacer l'isolant biosourcé des cloisons par un isolant minéral, ramenant potentiellement l'offre à 491 515,65 €HT.<br>Dans le cas des deux moins-values cumulées, l'offre peut potentiellement être ramenée à 445 394,47 €HT. |
| 25 | LES PLATRES MODERNES | L'entreprise LES PLATRES MODERNES présente une offre économique très interessante et un très bon mémoire technique.<br>Cependant, quelques précisions sont à apporter sur certains points (cf. liste de questions).<br>Suite aux dernières négociations, l'entreprise maintient son offre à 499 455,00 €HT.<br>L'entreprise indique une moins-value de -9 660,00 €HT pour passer en isolation soufflée dans les combles au lieu d'une isolation déroulée, ramenant potentiellement l'offre à 489 795,00 €HT.<br>L'entreprise indique une moins-value de -4 103,00 €HT pour remplacer l'isolant biosourcé des cloisons par un isolant minéral, ramenant potentiellement l'offre à 495 352,00 €HT.<br>Dans le cas des deux moins-values cumulées, l'offre peut potentiellement être ramenée à 485 692,00 €HT. |
| Suivant le classement d'analyse des offres, la MOE propose de retenir l'entreprise LES PLATRES MODERNES pour son offre de base s'élevant à 499 455,00 € hors taxes, | | |

Création d'un conservatoire de musique et de danse dans l'ancien mess des officiers - SENLIS (60)

# Rapport d'analyse des offres

## LOT N°08 MENUISERIES INTERIEURES

| Analyse du critère prix BASE - 50 % | | Prix à l'ouverture des plis (en € HT) | Prix vérifié | Ecart | Analyse | Note BASE sur 50 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| 2 | **PRODESIGN** | **316 812,24 €** | **316 812,26 €** | 0,02 € | - L'Entreprise n'a pas renseignée certains Prix Unitaires sur sa DPGF, nottament en ce qui concerne les serrures et ventouses de sureté DAS ;<br>- Certains Prix unitaires sont jugés très élevés, nottament en ce qui concerne les habillages bois microperforé et claire-voie bois verticaux, plafonds suspendu en panneaux réflecteurs bois et miroirs muraux des studios de danse ;<br>- L'offre de prix est globalement jugée **cohérente** ;<br>- Certaines quantités sont jugées faibles ou élevées, des questions sont posées à l'entreprise.<br>**- Des erreurs d'arrondis sont présentes, sans impacts majeurs sur l'offre (écarts très faibles).**<br><br>**Suite aux questions posées, l'entreprise a corrigé certains postes et revu son offre à la baisse à 319 915,98 €HT (-30 081,60 €HT)**<br>**Suite aux dernières négociations, l'entreprise a revu une nouvelle fois son offre à la baisse à 316 812,24 €HT (- 3 103,74 €HT)**<br>**L'entreprise indique une moins-value de -17 813,58 €HT pour remplacer le plafond type Tectonique par un plafond type Laudescher, ramenant potentiellement l'offre à 298 998,66 €HT.** | **47,34** |
| 15 | **GLODT** | **299 981,16 €** | **299 979,81 €** | -1,35 € | - L'Entreprise n'a pas renseignée certains Prix Unitaires sur sa DPGF, nottament en ce qui concerne les serrures et ventouses de sureté DAS ;<br>- Certains Prix unitaires sont jugés très élevés, nottament en ce qui concerne les habillages bois microperforé, plafonds suspendu en panneaux réflecteurs bois, rideaux acoustiques des studios de danse et garde-corps bois ;<br>- L'offre de prix est globalement jugée cohérente ;<br>- Certaines quantités sont jugées faibles ou élevées, des questions sont posées à l'entreprise ;<br>~~- Une erreur de calcul de sous-totaux est présente, générant un écart de 1 339,80 €HT.~~<br>**- Des erreurs d'arrondis sont présentes, sans impacts majeurs sur l'offre (écarts très faibles).**<br><br>**Suite aux questions posées, l'entreprise a corrigé certains postes et revu son offre à la baisse à 299 981,16 €HT (-10 693,90 €HT)**<br>**Suite aux dernières négociations, l'entreprise a transmis un devis indiquant une moins-value de -15 177,24 €HT pour remplacer le plafond type Tectonique par un plafond type Laudescher, ramenant potentiellement l'offre à 284 803,92 €HT.** | **50,00** |

offre moins-disante BASE : ***299 981,16 €***

*Rappel estimation MOE :* *310 662,54 €* **Estimation PRO/DCE actualisée à Août 2024*

Création d'un conservatoire de musique et de danse dans l'ancien mess des officiers - SENLIS (60)

# Rapport d'analyse des offres

## LOT N°08 MENUISERIES INTERIEURES

| Analyse du critère valeur technique - 50 % | | | Moyens humains et compétences mis en œuvre | Méthodologie d'exécution des travaux, moyens matériels, méthodologie de réalisation des ouvrages et contrôle des prestations | Sécurité du chantier et limitation des nuisances, dont les moyens mis en œuvre concernant la gestion du chantier propre (à faible nuisance et réduction des déchets de chantier) | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| 2 | PRODESIGN | analyse | Les moyens humains dédiés aux études, à l'encadrement et à l'éxécution des travaux sont très bien décrits et tous les intervenants sont identifés. Le conducteur de travaux est identifié et les tâches qu'il réalisera sont explicitées.<br>L'Entreprise ne précise pas le nombre de personne affecté à chaque ouvrage.<br><br>Un organigramme est fourni, les CV des responsables et de l'encadrement sont intégrés au mémoire. | L'entreprise fournit un planning cohérent avec celui envisagé par la MOE.<br><br>L'Entreprise détaille très bien la phase de préparation et d'organisation du chantier.<br>L'entreprise précise qu'elle a la possibilité, en cas de difficultés ou retard, de renforcer le personnel ou de faire appel à des sous-traitants ou travailleurs intérimaires qualifiés pour les travaux à réaliser.<br>Pour les congés, elle indique être ouverte toute l'année y compris durant les vacances scolaires et les fêtes de fin d'année.<br><br>Les moyens matériels de l'entreprise sont correctement détaillés.<br><br>L'Entreprise détaille bien la phase d'étude.<br>L'Entreprise détaille bien sa méthodologie d'intervention pour l'éxécution des travaux, les modes opératoires sur la mise en oeuvre des principaux ouvrages sont décrits en détails.<br><br>Les procédures et documents de contrôle qualité des ouvrages sont très bien décrits.<br><br>L'entreprise ne fournit aucune fiche technique des produits qui seront mis en œuvre. | L'entreprise détaille bien les dispositions qu'elle mettra en œuvre pour assurer la sécurité et l'hygiène sur le chantier.<br><br>Les mesures prises pour la limitation des nuisances sont bien décrites.<br><br>La gestion des déchets de chantier est très bien explicitée.<br>Les filières de traitement sont mentionnées de manière générale.<br><br>L'entreprise n'indique pas les dispositions prises et la procédure en phase chantier pour assurer le respect des objectifs de qualité de l'air intérieur. | |
| | | Note sur 10 | 9 | 8 | 7 | |
| 15 | GLODT | analyse | Les moyens humains dédiés aux études et à l'encadrement des travaux sont très bien décrits et tous les intervenants sont identifés. Le conducteur de travaux est identifié et les tâches qu'il réalisera sont explicitées. Les moyens humains dédiés à l'éxécution des travaux sont quantifiés et clairement identifiés. Note réévaluée.<br>L'Entreprise ne précise pas le nombre de personne affecté à chaque ouvrage.<br><br>L'organigramme et les CV des responsables et de l'encadrement sont intégrés au mémoire.<br>Note réévaluée. | L'entreprise fournit un planning cohérent avec celui envisagé par la MOE.<br><br>L'Entreprise détaille très bien la phase de préparation et d'organisation du chantier.<br>L'entreprise précise qu'elle a la possibilité, en cas de retard, de renforcer le personnel pour les travaux à réaliser.<br>Pour les congés, l'entreprise indique être fermée pendant les fêtes de fin d'année et 2 semaines au mois d'août sauf un binôme affecté aux chantiers poursuivis sur la période.<br><br>Les moyens matériels de l'entreprise sont correctement détaillés.<br><br>L'Entreprise ne détaille pas la phase d'étude.<br>L'Entreprise détaille bien sa méthodologie d'intervention pour l'éxécution des travaux, les modes opératoires sur la mise en oeuvre des principaux ouvrages sont décrits en détails.<br><br>Les procédures et documents de contrôle qualité des ouvrages ne sont pas décrits.<br><br>L'entreprise fournit la plupart des fiches techniques des produits qui seront mis en œuvre, en cohérence avec le CCTP. | L'entreprise détaille bien les dispositions qu'elle mettra en œuvre pour assurer la sécurité et l'hygiène sur le chantier.<br><br>Les mesures prises pour la limitation des nuisances sont bien décrites.<br><br>La gestion des déchets de chantier est bien explicitée.<br>Les filières de traitement sont mentionnées.<br><br>L'entreprise indique explicitement les dispositions prises et la procédure en phase chantier pour assurer le respect des objectifs de qualité de l'air intérieur.<br><br>Note réévaluée. | |
| | | Note sur 10 | 9 | 7 | 9 | |

Création d'un conservatoire de musique et de danse dans l'ancien mess des officiers - SENLIS (60)

# Rapport d'analyse des offres

## LOT N°08 MENUISERIES INTERIEURES

| TOTAL GENERAL BASE | | Rappel BASE | Critère prix - 50 % | Critère technique - 50 % | | | | | TOTAL BASE SUR 100 | CLASSEMENT BASE |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | Note BASE sur 50 | Note convertie | | | | | | |
| | | | | Critère 1 sur | Critère 2 sur | Critère 3 sur | | TOTAL sur 50 | | |
| | | | | 15,00 | 25,00 | 10,00 | | | | |
| 2 | PRODESIGN | 316 812,24 € | 47,34 | 13,50 | 20,00 | 7,00 | | 40,50 | 87,84 | 2 |
| 15 | GLODT | 299 981,16 € | 50,00 | 13,50 | 17,50 | 9,00 | | 40,00 | 90,00 | 1 |

| CONCLUSION | | |
|---|---|---|
| 2 | PRODESIGN | L'entreprise PRODESIGN présente une offre économique intéressante et un bon mémoire technique.<br>Cependant, quelques précisions sont à apporter sur certains points (cf. liste de questions).<br>Suite aux dernières négociations, l'entreprise a revu une nouvelle fois son offre à la baisse à 316 812,24 €HT (- 3 103,74 €HT)<br>L'entreprise indique une moins-value de -17 813,58 €HT pour remplacer le plafond type Tectonique par un plafond type Laudescher, ramenant potentiellement l'offre à 298 998,66 €HT. |
| 15 | GLODT | L'entreprise GLODT présente une offre économique très interessante et un mémoire technique correct.<br>Cependant, il a été constaté des erreurs comptables à corriger et quelques précisions sont à apporter sur certains points (cf. liste de questions).<br>Suite aux dernières négociations, l'entreprise maintient son offre à 299 981,16 €HT et a transmis un devis indiquant une moins-value de -15 177,24 €HT pour remplacer le plafond type Tectonique par un plafond type Laudescher, ramenant potentiellement l'offre à 284 803,92 €HT. |
| Suivant le classement d'analyse des offres, la MOE propose de retenir l'entreprise GLODT pour son offre de base s'élevant à 299 981,16 € hors taxes, | | |

Création d'un conservatoire de musique et de danse dans l'ancien mess des officiers - SENLIS (60)

# Rapport d'analyse des offres

## LOT N°09 REVETEMENTS DE SOLS - FAIENCE

| Analyse du critère prix BASE - 50 % | | Prix à l'ouverture des plis (en € HT) | Prix vérifié | Ecart | Analyse | Note BASE sur 50 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Offre en direct | **SPRID** | **296 377,57 €** | **296 377,56 €** | -0,01 € | - DPGF format Excel non transmis ;<br>- Certains Prix unitaires sont jugés très élevés, nottament en ce qui concerne les parquets de danse (sous-traités car pas dans les compétences de l'entreprise, il est recommandé de solliciter une entreprise spécialisée pour obtenir une meilleure offre pour ces ouvrages) ;<br>~~- La référence des parquets de danse n'est pas conforme au CCTP : l'entreprise a chiffré un parquet sur simple lambourdage au lieu de double lambourdage.~~<br>**Corrigé par l'entreprise.**<br>- L'offre de prix est globalement jugée élevée ;<br>- L'Entreprise a modifié certaines quantités à la marge, pas d'incohérences constatées ;<br>- Des erreurs d'arrondis sont présentes, sans impacts majeurs sur l'offre (écarts très faibles).<br><br>**Suite aux négociations du 15/10/24, l'entreprise a revu son offre à la baisse à 296 377,57 €HT (-5 063,15 €HT). Il est recommandé de solliciter une entreprise spécialisée pour obtenir une meilleure offre pour les parquets de danse.** | **50,00** |

offre moins-disante BASE : *296 377,57 €*

*Rappel estimation MOE :* *250 323,48 €* **Estimation PRO/DCE actualisée à Août 2024*

| CONCLUSION | | |
|---|---|---|
| Offre en direct | **SPRID** | Offre en direct : L'entreprise présente une offre cohérente, les prix unitaires sont élevés pour les parquets de danse (sous-traités car pas dans les compétences de l'entreprise, il est recommandé de solliciter une entreprise spécialisée pour obtenir une meilleure offre pour ces ouvrages). |
| **Suivant le classement d'analyse des offres, la MOE propose de retenir l'entreprise SPRID pour son offre de base s'élevant à 296 377,57 € hors taxes,** | | |

Création d'un conservatoire de musique et de danse dans l'ancien mess des officiers - SENLIS (60)

# Rapport d'analyse des offres

## LOT N°10 PEINTURES - NETTOYAGE

| Analyse du critère prix BASE - 50 % | | Prix à l'ouverture des plis (en € HT) | Prix vérifié | Ecart | Analyse | Note BASE sur 50 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| 1 | ODH | 72 000,00 € | 72 000,00 € | 0,00 € | - L'offre de prix est globalement jugée cohérente ;<br>- L'Entreprise a modifié certaines quantités à la marge, pas d'incohérences constatées ;<br>- Des erreurs d'arrondis sont présentes, sans impacts majeurs sur l'offre (écarts très faibles).<br><br>L'entreprise a revu son offre à la baisse à 74 302,40 €HT (-1 315,50 €HT).<br>Suite aux négociations du 15/10/24, l'entreprise a revu une nouvelle fois son offre à la baisse à 72 000,00 €HT (-2 302,40 €HT). | 40,61 |
| 8 | VALLEE PEINTURES | 58 477,35 € | 58 477,36 € | 0,01 € | - L'offre de prix est globalement jugée cohérente ;<br>- L'Entreprise a modifié certaines quantités à la marge, pas d'incohérences constatées ;<br>- Des erreurs d'arrondis sont présentes, sans impacts majeurs sur l'offre (écarts très faibles).<br><br>L'entreprise confirme et maintient son offre initiale. | **50,00** |
| 11 | SPRID | 59 819,06 € | 59 819,05 € | -0,01 € | - L'offre de prix est globalement jugée cohérente ;<br>- La quantité pour contrastes visuels sur paroi vitrée est jugée élevé, une question est posée à l'entreprise ; L'entreprise a revu son prix à la baisse.<br>- Des erreurs d'arrondis sont présentes, sans impacts majeurs sur l'offre (écarts très faibles).<br><br>L'entreprise a revu son offre à la baisse à 67 611,54 €HT (-4 739,61 €HT).<br>Suite aux négociations du 15/10/24, l'entreprise a revu une nouvelle fois son offre à la baisse à 59 819,06 €HT (-7 792,48 €HT). | 48,88 |

offre moins-disante BASE : *58 477,35 €*

*Rappel estimation MOE :* *78 427,44 €* **Estimation PRO/DCE actualisée à Août 2024*

Création d'un conservatoire de musique et de danse dans l'ancien mess des officiers - SENLIS (60)

# Rapport d'analyse des offres

## LOT N°10 PEINTURES - NETTOYAGE

| Analyse du critère valeur technique - 50 % | | | Moyens humains et compétences mis en œuvre | Méthodologie d'exécution des travaux, moyens matériels, méthodologie de réalisation des ouvrages et contrôle des prestations | Sécurité du chantier et limitation des nuisances, dont les moyens mis en œuvre concernant la gestion du chantier propre (à faible nuisance et réduction des déchets de chantier) | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| 1 | ODH | analyse | Les moyens humains dédiés aux études, à l'encadrement et à l'éxécution des travaux sont bien décrits et tous les intervenants sont identifés. Le conducteur de travaux est identifié et les tâches qu'il réalisera sont explicitées très succintement.<br>L'Entreprise précise le nombre de personne affecté par type d'ouvrage.<br><br>Pas d'organigramme fourni, les CV des responsables et de l'encadrement ne sont pas intégrés au mémoire (qualifications évoquées). | L'entreprise fournit un planning cohérent avec celui envisagé par la MOE.<br><br>L'Entreprise détaille bien la phase de préparation et d'organisation du chantier.<br>L'entreprise précise qu'elle a la possibilité, en cas de difficultés ou retard, de renforcer le personnel ou de faire appel à des travailleurs intérimaires qualifiés pour les travaux à réaliser.<br>Pour les congés, elle indique être ouverte pendant les congés d'été.<br><br>Les moyens matériels de l'entreprise sont correctement détaillés.<br><br>L'Entreprise détaille succintement la phase d'étude.<br>L'Entreprise détaille bien sa méthodologie d'intervention pour l'éxécution des travaux, les modes opératoires sur la mise en oeuvre des principaux ouvrages sont décrits sommairement.<br><br>Les procédures et documents de contrôle qualité des ouvrages sont bien décrits. Cependant l'entreprise n'a pas fourni de SOPAQ.<br><br>L'entreprise fournit la plupart des fiches techniques des produits qui seront mis en œuvre, en cohérence avec le CCTP. | L'entreprise détaille bien les dispositions qu'elle mettra en œuvre pour assurer la sécurité et l'hygiène sur le chantier.<br><br>Les mesures prises pour la limitation des nuisances sont bien décrites.<br><br>La gestion des déchets de chantier est très bien explicitée.<br>Les filières de traitement sont mentionnées.<br><br>L'entreprise indique explicitement les dispositions prises et la procédure en phase chantier pour assurer le respect des objectifs de qualité de l'air intérieur. | |
| | | Note sur 10 | 7 | 6 | 10 | |
| 8 | VALLEE PEINTURES | analyse | Les moyens humains dédiés aux études, à l'encadrement et à l'éxécution des travaux sont bien décrits et tous les intervenants sont identifés. Le conducteur de travaux est identifié et les tâches qu'il réalisera sont sommairement explicitées.<br>L'Entreprise ne précise pas le nombre de personne affecté par type d'ouvrage.<br><br>Un organigramme est fourni, les CV des responsables et de l'encadrement ne sont pas intégrés au mémoire (mention des qualifications et expériences). | L'entreprise fournit un planning cohérent avec celui envisagé par la MOE.<br><br>L'Entreprise détaille bien la phase de préparation et d'organisation du chantier.<br>L'entreprise précise qu'elle a la possibilité, en cas de difficultés ou retard, de renforcer le personnel pour les travaux à réaliser.<br>Pour les congés, elle indique être ouverte toute l'année.<br><br>Les moyens matériels de l'entreprise sont correctement détaillés.<br><br>L'Entreprise détaille succintement la phase d'étude.<br>L'Entreprise détaille bien sa méthodologie d'intervention pour l'éxécution des travaux, les modes opératoires sur la mise en oeuvre des principaux ouvrages sont décrits en détails.<br><br>Les procédures et documents de contrôle qualité des ouvrages sont peu décrits.<br><br>L'entreprise fournit la plupart des fiches techniques des produits qui seront mis en œuvre, en cohérence avec le CCTP. | L'entreprise détaille bien les dispositions qu'elle mettra en œuvre pour assurer la sécurité et l'hygiène sur le chantier.<br><br>Les mesures prises pour la limitation des nuisances sont décrites très succintement.<br><br>La gestion des déchets de chantier est bien explicitée.<br>Les filières de traitement sont mentionnées.<br><br>L'entreprise n'indique pas les dispositions prises et la procédure en phase chantier pour assurer le respect des objectifs de qualité de l'air intérieur. | |
| | | Note sur 10 | 6 | 7 | 6 | |
| 11 | SPRID | analyse | Les moyens humains dédiés aux études et à l'encadrement des travaux sont décrits et tous les intervenants sont identifés. **Le conducteur de travaux est identifié et les tâches qu'il réalisera sont bien décrites. Les moyens humains dédiés à l'éxécution des travaux sont quantifiés et clairement identifiés. Note réévaluée.**<br>L'Entreprise précise le nombre de personne affecté par type d'ouvrage. Elle précise recourir à un sous-traitant pour le nettoyage général.<br><br>Un organigramme est fourni, les CV des responsables et de l'encadrement ne sont pas intégrés au mémoire **(mention des qualifications, formations et expériences dans les réponses données par l'entreprise suite aux questions). Note réévaluée.** | L'entreprise fournit un planning cohérent avec celui envisagé par la MOE.<br><br>L'Entreprise détaille très bien la phase de préparation et d'organisation du chantier.<br>L'entreprise précise qu'elle a la possibilité, en cas de difficultés ou retard, de renforcer le personnel pour les travaux à réaliser.<br>**L'entreprise indique aucune fermeture lors des congés estivales et un roulement pour assurer une présence permanente des conducteurs de travaux/chargés d'affaires. Note réévaluée.**<br><br>Les moyens matériels de l'entreprise sont correctement détaillés.<br><br>L'Entreprise détaille bien la phase d'étude.<br>L'Entreprise détaille bien sa méthodologie d'intervention pour l'éxécution des travaux, les modes opératoires sur la mise en oeuvre des principaux ouvrages sont décrits en détails.<br><br>Les procédures et documents de contrôle qualité des ouvrages sont bien décrits.<br><br>L'entreprise fournit la plupart des fiches techniques des produits qui seront mis en œuvre, en cohérence avec le CCTP. | L'entreprise détaille bien les dispositions qu'elle mettra en œuvre pour assurer la sécurité et l'hygiène sur le chantier.<br><br>Les mesures prises pour la limitation des nuisances sont bien décrites.<br><br>La gestion des déchets de chantier est bien explicitée.<br>Les filières de traitement sont mentionnées.<br><br>L'entreprise indique explicitement les dispositions prises et la procédure en phase chantier pour assurer le respect des objectifs de qualité de l'air intérieur. | |
| | | Note sur 10 | 8 | 9 | 8 | |

Création d'un conservatoire de musique et de danse dans l'ancien mess des officiers - SENLIS (60)

# Rapport d'analyse des offres

## LOT N°10 PEINTURES - NETTOYAGE

| TOTAL GENERAL BASE | | Rappel BASE | Critère prix - 50 % | Critère technique - 50 % | | | | | TOTAL BASE SUR 100 | CLASSEMENT BASE |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | Note BASE sur 50 | Note convertie | | | | | | |
| | | | | Critère 1 sur | Critère 2 sur | Critère 3 sur | | TOTAL sur 50 | | |
| | | | | 15,00 | 25,00 | 10,00 | | | | |
| 1 | ODH | 72 000,00 € | 40,61 | 10,50 | 15,00 | 10,00 | | 35,50 | 76,11 | 3 |
| 8 | VALLEE PEINTURES | 58 477,35 € | 50,00 | 9,00 | 17,50 | 6,00 | | 32,50 | 82,50 | 2 |
| 11 | SPRID | 59 819,06 € | 48,88 | 12,00 | 22,50 | 8,00 | | 42,50 | 91,38 | 1 |

| CONCLUSION | | |
|---|---|---|
| 1 | ODH | L'entreprise ODH présente une offre économique intéressante et un bon mémoire technique.<br>Cependant, il a été constaté des erreurs comptables à corriger et quelques précisions sont à apporter sur certains points (cf. liste de questions).<br>Son offre de prix a été revue à la baisse. |
| 8 | VALLEE PEINTURES | L'entreprise VALLEE PEINTURE présente une offre économique très interessante et un bon mémoire technique.<br>Cependant, il a été constaté des erreurs comptables à corriger et quelques précisions sont à apporter sur certains points (cf. liste de questions). |
| 11 | SPRID | L'entreprise SPRID présente une offre économique intéressante et un bon mémoire technique.<br>Cependant, il a été constaté des erreurs comptables à corriger et quelques précisions sont à apporter sur certains points (cf. liste de questions).<br>Suite aux questions posées, l'entreprise a répondu aux questions. Ses notes critères techniques sont réévaluées. Son offre de prix a été revue à la baisse. |
| Suivant le classement d'analyse des offres, la MOE propose de retenir l'entreprise SPRID pour son offre de base s'élevant à 59 819,06 € hors taxes, | | |

Création d'un conservatoire de musique et de danse dans l'ancien mess des officiers - SENLIS (60)

# Rapport d'analyse des offres

## LOT N°11 ELECTRICITE CFO/CFA

| Analyse du critère prix BASE - 50 % | | Prix à l'ouverture des plis (en € HT) | Prix vérifié | Ecart | Analyse | Note BASE sur 50 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| 4 | UTB | 453 777,29 € | 453 777,29 € | 0,00 € | - DPGF format Excel transmis ;<br>- L'Entreprise n'a chiffrée que dans la colonne NEUF ;<br>- L'Entreprise a modifiée de nombreuses quantités ;<br>- Pas d'erreur de calcul<br>- Au poste 3.16 = Rajout :"Frais d'études ( plans, etudes d'éclairement, note de calculs, ect .... )<br>- L'offre de prix est globalement jugée très élevée ; | 33,61 |
| 6 | EIFFAGE ENERGIE SYSTEMES NORD | 305 000,00 € | 305 000,00 € | 0,00 € | - DPGF format Excel transmis ;<br>- L'Entreprise a modifiée la répartition du chiffrage entre la partie réhabilitation et neuf ; --> l'entreprise confirme les modifications.<br>- L'Entreprise a modifiée de nombreuses quantités ; --> l'entreprise confirme les quantités.<br>- Pas d'erreur de calcul<br>- L'offre de prix est globalement jugée cohérente ;<br>- L'entreprise a baissé son offre.<br>- L'entreprise propose deux variantes concernant les choix de luminaires<br>-Variante 1 :Remplacement des luminaires type 6 modèle suspensions de marque ZUMTOBEL par des LIGHT SHED 14 sur rail d'alimentation de marque IGUZZINI - 16 100 euros HT<br>- Variante 2 :Remplacement des luminaires type 1 modèle WELINE de marque CLIMAR par des suspensions de marque BPM Lighting - 9 000 euros HT | 50,00 |
| 13 | SIDEM ELECTRICITE | 355 000,00 € | 355 000,00 € | 0,00 € | - DPGF format Excel non transmis ;<br>- L'Entreprise a modifiée la répartition du chiffrage entre la partie réhabilitation et neuf ; --> l'entreprise confirme les modifications.<br>- L'Entreprise a modifiée de nombreuses quantités ; --> l'entreprise confirme les quantités.<br>- Erreur d'arrondi de 0,01€ au poste 3.5 en réhab et en neuf mais total final juste<br>- L'offre de prix est globalement jugée cohérente ;<br>- L'entreprise à fournie un complement technique Proposition de variante luminaire type 1 – CLAREO LINELED avec Étude d'éclairement / variante luminaire type 10 / variante luminaire type 11, en équivalance.<br><br>'- L'entreprise propose une moins value de - 15 000 € HT dans le cas où il serait possible de ceder la fourniture des écrans de projection, mais l'entreprise garderait la pose de ces derniers dans notre marché. | 42,96 |
| 26 | ALFAKLIMA | 399 286,45 € | 399 286,45 € | 0,00 € | - DPGF format Excel transmis ;<br>- L'Entreprise n'a chiffrée que dans la colonne NEUF ;<br>- L'Entreprise a modifiée de nombreuses quantités ;<br>- Pas d'erreur de calcul<br>- L'offre de prix est globalement jugée élevée ; | 38,19 |
| 27 | SOGETREL | 349 900,00 € | 349 900,00 € | 0,00 € | - DPGF format Excel non transmis ;<br>- L'Entreprise a modifiée la répartition du chiffrage entre la partie réhabilitation et neuf ; --> l'entreprise confirme les modifications.<br>- L'Entreprise a modifiée de nombreuses quantités ; --> l'entreprise confirme les quantités, et ou les à modifiées.<br>- Erreur de calcul de 0,07€ au poste 3.9 + 0,01€ sur le montant total soit 0,08€ HT<br>- L'offre de prix est globalement jugée cohérente ; | 43,58 |

offre moins-disante BASE : *305 000,00 €*

*Rappel estimation MOE :* *373 135,68 €* **Estimation PRO/DCE actualisée à Août 2024*

Création d'un conservatoire de musique et de danse dans l'ancien mess des officiers - SENLIS (60)

# Rapport d'analyse des offres

## LOT N°11 ELECTRICITE CFO/CFA

| Analyse du critère valeur technique - 50 % | | | Moyens humains et compétences mis en œuvre | Méthodologie d'exécution des travaux, moyens matériels, méthodologie de réalisation des ouvrages et contrôle des prestations | Sécurité du chantier et limitation des nuisances, dont les moyens mis en œuvre concernant la gestion du chantier propre (à faible nuisance et réduction des déchets de chantier) | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| 4 | UTB | analyse | Les moyens humains dédiés aux études, à l'encadrement, et à l'exécution des travaux sont décrit succinctement. Les rôles du personnel encadrant sont bien decrits.<br><br>Pas CV, uniquement formation et expériences. | L'entreprise fournis un planning détails par phase sans indication d'effectif.<br>L'Entreprise détaille la méthodologie et l'organisation le rôle des intervenant, d'études avec le contrôles des ouvrages sans détails particulier.<br>Uniquement une liste des différentes taches sans détails d'organisation de chantier.<br>L'Entreprise détaille les moyens technique EPI, outillages assurant la bonne exécution des travaux.<br>Fiche technique, l'entreprise à fournis les fiches techniques, elles sont conformes. | L'entreprise détaille bien les dispositions qu'elle mettra en œuvre pour assurer la sécurité et l'hygiène sur le chantier (EPC EPI).<br><br>Bonne prise en compte des nuisances ( Poussière bruit horaire).<br><br>Bonne prise en compte de La gestion des déchets (gestion, limitation, suivi, valorisation).<br><br>L'entreprise évoque uniquement l'Aspiration au niveau de l'outillage dans les nuisances. Aucunes informations que la qualité de l'air. | |
| | | Note sur 10 | 8 | 8 | 8 | |
| 6 | EIFFAGE ENERGIE SYSTEMES NORD | analyse | Les moyens humains dédiés aux études, à l'encadrement, et à l'exécution des travaux sont très bien décrit et tous les intervenants sont identifiés. Le conducteur de travaux est identifié et les tâches qu'il réalisera sont explicitées.<br>L'Entreprise précise le nombre de personne affecté à chaque ouvrages.<br><br>Un organigramme est fourni, les CV des responsables et de l'encadrement , monteurs sont en annexe au mémoire. | L'entreprise fournis un planning détails par phase avec l'effectif et la durée.<br>L'entreprise n'as pas de période de fermeture<br>L'Entreprise détaille l'organisation du chantier succinctement rôle des intervenant encadrement,<br>L'Entreprise détaille les moyens technique EPI, outillages assurant la bonne exécution des travaux.<br>L'Entreprise détaille bien sa méthodologie d'intervention pour l'exécution des travaux, les modes opératoires sur la mise en œuvre des principaux ouvrages sont décrits en détails.<br>Autocontrôle des ouvrages. Les interfaces entre corps d'état sont précisés.<br>Fiche technique, l'entreprise à fournis les fiches techniques, elles sont conformes, sauf pour le luminaire de type 10 | L'entreprise détaille bien les dispositions qu'elle mettra en œuvre pour assurer la sécurité et l'hygiène sur le chantier (objectif zéro accident, EPC EPI SST).<br><br>Bonne prise en compte des nuisances ( Poussière bruit prévention accident).<br><br>Bonne prise en compte de La gestion des déchets (gestion, limitation, suivi, valorisation).<br><br>L'entreprise évoque l'étanchéité à l'air du bâtiment, mais pas de l'objectif de qualité d'air ; Néanmoins dans la procédure, l'entreprise précise les dispositions relatives au chantier pour assurer la propreté (ramassage des déchets, nettoyage régulier). | |
| | | Note sur 10 | 10 | 10 | 10 | |
| 13 | SIDEM ELECTRICITE | analyse | Les moyens humains dédiés aux études, à l'encadrement, et à l'exécution des travaux sont très bien décrit et tous les intervenants sont identifiés. Le conducteur de travaux est identifié et les tâches qu'il réalisera sont explicitées.<br><br>Un organigramme est fourni, les CV des responsables et de l'encadrement. | L'entreprise fournis un planning détails par phase avec l'effectif et la durée.<br>L'entreprise n'as pas de période de fermeture<br>L'Entreprise détaille l'organisation du chantier avec le rôle des intervenant encadrement,<br>L'Entreprise détaille les moyens technique, outillages assurant la bonne exécution des travaux.<br>L'Entreprise détaille les grande lignes des étapes phase préparation et de travaux et l'effectif affecté au tâches d'exécutions. Autocontrôle des ouvrages.<br>Fiche technique, l'entreprise à fournis les fiches techniques, elles sont conformes, sauf pour le luminaire de type 10 **--> l'entreprise à fournie un complement technique Proposition de variante luminaire type 1 – CLAREO LINELED avec Étude d'éclairement / variante luminaire type 10 / variante luminaire type 11, en équivalance.** | L'entreprise détaille bien les dispositions qu'elle mettra en œuvre pour assurer la sécurité et l'hygiène sur le chantier (EPC EPI).<br><br>Bonne prise en compte des nuisances ( Poussière bruit livraison stationnement).<br><br>Bonne prise en compte de La gestion des déchets (gestion, limitation, suivi, valorisation).<br><br>L'entreprise évoque précise les dispositions relatives au chantier pour assurer la propreté et qualité de l'air (pulvérisation d'eau pour limiter les poussière, ramassage des déchets, nettoyage régulier). | |
| | | Note sur 10 | 10 | 10 | 10 | |
| 26 | ALFAKLIMA | analyse | Les moyens humains dédiés aux études, à l'encadrement, et à l'exécution des travaux sont décrit succinctement. Les rôles sont décrit dans la méthodologie.<br><br>Pas d'organigramme, ni de CV. | L'entreprise fournis un planning détails par phase mais uniquement de chantier. renforcement possible de l'effectif si besoins<br>L'Entreprise détaille de la méthodologie et l''organisation le rôle des intervenant, d'études et de travaux avec le contrôles des ouvrages sans détails particulier.<br>L'Entreprise détaille les moyens technique EPI, outillages assurant la bonne exécution des travaux.<br>Fiche technique, l'entreprise à fournis les fiches techniques, elles sont conformes, néanmoins, il y a que deux fiches de luminaires (1sans objet et le luminaire type 9). | L'entreprise détaille bien les dispositions qu'elle mettra en œuvre pour assurer la sécurité et l'hygiène sur le chantier (EPC EPI).<br><br>Bonne prise en compte des nuisances ( Poussière bruit horaire).<br><br>Bonne prise en compte de La gestion des déchets (gestion, limitation, suivi, valorisation).<br><br>L'entreprise évoque uniquement l'Aspiration au niveau de l'outillage dans les nuisances.. | |
| | | Note sur 10 | 8 | 8 | 8 | |
| 27 | SOGETREL | analyse | Les moyens humains dédiés aux études, à l'encadrement, et à l'exécution des travaux sont très bien décrit et tous les intervenants sont identifiés. Le conducteur de travaux est identifié et les tâches qu'il réalisera sont explicitées.<br><br>Un organigramme est fourni, les CV des responsables et de l'encadrement. | L'entreprise fournis un planning détails par phase mais uniquement de chantier. renforcement possible de l'effectif si besoins<br>L'Entreprise détaille l'organisation du chantier avec let rôle des intervenant ,<br>L'Entreprise détaille les moyens technique EPI, outillages assurant la bonne exécution des travaux.<br>L'Entreprise détaille bien sa méthodologie d'intervention pour l'exécution des travaux, les modes opératoires sur la mise en oeuvre des principaux ouvrages sont décrits en détails.<br>Autocontrôle des ouvrages.<br>Fiche technique, l'entreprise à fournis les seulement quelques fiches techniques, (luminaires, sèches mains, écran projection amplificateur sono, incendie) le reste des équipements sont référencés dans le chapitre 3 Activité dans la réalisation du marché. Les fiches fournies sont conformes, sauf pour le luminaire de type 10 | L'entreprise détaille bien les dispositions qu'elle mettra en œuvre pour assurer la sécurité et l'hygiène sur le chantier (EPC EPI).<br><br>Bonne prise en compte des nuisances ( Poussière bruit livraison stationnement).<br><br>Bonne prise en compte de La gestion des déchets (gestion, limitation, suivi, valorisation).<br><br>L'entreprise évoque précise les dispositions relatives au chantier pour assurer la propreté et qualité de l'air (Aspiration au niveau de l'outillage, interdiction de fumer, ramassage des déchets, nettoyage régulier). | |
| | | Note sur 10 | 10 | 10 | 10 | |

Création d'un conservatoire de musique et de danse dans l'ancien mess des officiers - SENLIS (60)

# Rapport d'analyse des offres

## LOT N°11 ELECTRICITE CFO/CFA

| TOTAL GENERAL BASE | | Rappel BASE | Critère prix - 50 % | Critère technique - 50 % | | | | | TOTAL BASE SUR 100 | CLASSEMENT BASE |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | Note BASE sur 50 | Note convertie | | | | | | |
| | | | | Critère 1 sur | Critère 2 sur | Critère 3 sur | | TOTAL sur 50 | | |
| | | | | 15,00 | 25,00 | 10,00 | | | | |
| 4 | UTB | 453 777,29 € | 33,61 | 12,00 | 20,00 | 8,00 | | 40,00 | 73,61 | 5 |
| 6 | EIFFAGE ENERGIE SYSTEMES NORD | 305 000,00 € | 50,00 | 15,00 | 25,00 | 10,00 | | 50,00 | 100,00 | 1 |
| 13 | SIDEM ELECTRICITE | 355 000,00 € | 42,96 | 15,00 | 25,00 | 10,00 | | 50,00 | 92,96 | 3 |
| 26 | ALFAKLIMA | 399 286,45 € | 38,19 | 12,00 | 20,00 | 8,00 | | 40,00 | 78,19 | 4 |
| 27 | SOGETREL | 349 900,00 € | 43,58 | 15,00 | 25,00 | 10,00 | | 50,00 | 93,58 | 2 |

## CONCLUSION

| | | |
|---|---|---|
| 4 | UTB | L'entreprise UTB présente une offre économique trop élevée et un bon mémoire technique.<br>Cependant, il a été constaté que l'Entreprise n'a chiffrée que dans la colonne NEUF et a modifiée de nombreuses quantités ; de plus ajout de prestation au poste 3.16 (Frais d'études) |
| 6 | EIFFAGE ENERGIE SYSTEMES NORD | L'entreprise EIFFAGE présente une offre économique très intéressante et un mémoire technique optimal.<br>Cependant, il a été constaté que l'Entreprise a modifiée la répartition du chiffrage entre la partie réhabilitation et neuf ; et a modifiée de nombreuses quantités.<br>L'entreprise confirme les modifications et les quantités.<br>'- L'entreprise propose une variante sur le luminiare Type 1 à -9000 € HT et type 6 à -16100 € HT (soit une moins values globale de - 25100 € HT)). |
| 13 | SIDEM ELECTRICITE | Offre économique intéressante et un très bon mémoire technique.<br>Cependant, il a été constaté que l'Entreprise a modifiée la répartition du chiffrage entre la partie réhabilitation et neuf ; et a modifiée de nombreuses quantités<br>L'entreprise confirme les modifications et les quantités.<br>Erreur d'arrondi de 0,01€ au poste 3.5 en réhab et en neuf mais total final juste<br>L'entreprise à fournie un complement technique Proposition de variante luminaire type 1 – CLAREO LINELED avec Étude d'éclairement / variante luminaire type 10 / variante luminaire type 11, en équivalance.<br>L'entreprise à fournie un nouvel acte d'engagement, il y a une erreur sur le montant inscrit 36 000 € HT au lieu de 360 000 € HT.<br>L'entreprise propose une moins value de - 15000 € HT dans le cas où il serait possible de ceder la fourniture des écrans de projection, mais l'entreprise garderait la pose de ces derniers dans notre marché. |
| 26 | ALFAKLIMA | L'entreprise ALFAKLIMA présente une offre économique peu intéressante et un bon mémoire technique.<br>Cependant, il a été constaté que l'Entreprise n'a chiffrée que dans la colonne NEUF et a modifiée de nombreuses quantités ; |
| 27 | SOGETREL | Offre économique intéressante et un mémoire technique optimal.<br>Cependant, il a été constaté que l'Entreprise a modifiée la répartition du chiffrage entre la partie réhabilitation et neuf ; et a modifiée de nombreuses quantités.<br>L'entreprise confirme les modifications et les quantités.<br>Erreur de calcul de 0,07€ au poste 3.9 + 0,01€ sur le montant total soit 0,08€ HT |

**Suivant le classement d'analyse des offres, la MOE propose de retenir l'entreprise EIFFAGE ENERGIE SYSTEMES NORD pour son offre de base s'élevant à 305 000,00 € hors taxes,**

Création d'un conservatoire de musique et de danse dans l'ancien mess des officiers - SENLIS (60)

# Rapport d'analyse des offres

## LOT N°12 CVC - PLOMBERIE SANITAIRE

| Analyse du critère prix BASE - 50 % | | Prix à l'ouverture des plis (en € HT) | Prix vérifié | Ecart | Analyse | Note BASE sur 50 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| 4 | UTB | 780 939,35 € | 780 939,35 € | 0,00 € | Offre non analysée car elle ne fait pas partie des 3 meilleures offres. | 35,19 |
| 6 | EIFFAGE ENERGIE SYSTEMES NORD | 618 287,22 € | 618 287,00 € | -0,22 € | La DPGF transmis respecte le bon format et la décomposition avec les tranches "NEUF" et "RENOVATION".<br>Certains prix unitaire sont élevées : Chaudière murale(§3.1.1.3), kit de raccordement fumée chaudières(§3.1.1.4), rampe d'adoucisseur(§3.1.1.6), unité intérieure VDI(§3.2.2), CTA (§3.3.2.1), vanne 2 voies TA SMART battterie CTA(§3.3.2.2), les prix du poste "raccordement EF" de la CTA(§3.3.2.3), les prix unitaires de toutes les gaines galva en circulaire(§3.3.2.4), grille en façade(§3.3.2.5), clapet coupe feu 200x250ht(§3.3.2.9), câblage du CCF(§3.3.2.9), totem pour prise d'air(§3.3.3.1), caisson d'insufflation et d'extraction(§3.3.3.3), piège à son Ø315(§3.3.3.3), manchette antivibratile Ø160, piège à son Ø160(§3.3.4.1), manchette compteur EF général(§3.4.1), détendeur régulateur de pression(§3.4.1), fléchage et couleur réglementaire EF(§3.4.2), ballon ECS 30 et 15L(§3.4.4), mitigeur thermostatique(§3.4.5), bâti support(§3.4.8.1), barre de relèvement 135°(§3.4.8.1), dépose et remise en état WC sur pied(§3.4.8.3), auge(§3.4.8.4), lavabo PMR(§3.4.8.5), lave-mains PMR(§3.4.8.6), panneau de douche(§3.4.8.7), poste de service et sa robinetterie(§3.4.8.9), évier 2 cuves+égouttoir et sa robinetterie(§3.4.8.11), isolation phonique des canalisations EU/EV (§3.4.10.1.2) et EP(§3.4.10.1.2), joint étanchéité paroi verticale(§3.4.10.2).<br>Les quantités suivantes sont élevées : tube acier tarif 3 Ø26/34(§3.1.1.2), gaine inox 304 type condensor(§3.1.1.9), la quantité totale des radiateurs(§3.1.4), évacuation condensats VDI(§3.2.4), gaine rectangulaire(§3.3.2.4), sonde CO2(§3.3.2.6), manchette antivibratile Ø315 (§3.3.3.3), sonde CO2 (§3.3.3.6), raccordement électrique caisson VMC(§3.3.4.5), canalisation PE eau froide et le calorifuge(§3.4.1), robinet de puisage(§3.4.8.13), canalisation Ø100 EP(§3.4.10.2), joint d'étenchéité paoi verticale(§3.4.10.2).<br>Les quantités suivantes sont faibles : tuyauterie EC DN60 à DN15(§3.1.3), canalisation multicouche eau chaude mitigée(§3.4.6), pot et balai WC(§3.4.8.14).<br>Dans le chapitre §3.4.2 il y a une erreur sur la DPGF, l'article "double conduiite d'aspiration ver cuve" est une option. mettre le prix unitaire et la quantité à 0.<br>**Corrigé par l'entreprise suite aux questions posées**<br>**Suite aux questions posées (1ère phase) : L'entreprise a revu son offre à la baisse sur certains poste, -25 395.50€ (dont 6 450.30€ en doublon avec l'option).**<br>**Suite aux questions posées (2ème phase) : L'entreprise a revu son offre à la baisse sur certains poste, -49 606.5€.**<br>**- L'entreprise a revu son prix à la baisse** | 44,44 |
| 7 | TEMPERE ENTREPRISE | 589 804,20 € | 589 804,20 € | 0,00 € | La DPGF transmis respecte le bon format et la décomposition avec les tranches "NEUF" et "RENOVATION".<br>Certains prix unitaire sont élevées : chaudière murale(§3.1.1.3), câblage modbus en local technique chauffage (§3.1.5.2.2), câblage disjonction CTA TD CFO (§3.1.5.2.3), câblage disjonction moteur VMC TD CFO (§3.1.5.2.6), contact dédiés pour report GTB sur les CCF (§3.1.5.2.7), câblage disjonction climatisation TD CFO (§3.1.5.2.8), réversibilité vers réseau urbain (§3.1.7), groupe extérieur VDI (§3.2.1), V2V TA Smart (§3.3.2.2), buse Halton APS Ø315 (§3.3.2.7), clapet coupe-feu 200x250 (§3.3.2.9), câblage CCF sur automate (§3.3.2.9), raccordement CTA sur attente (§3.3.2.10), puit canadien avec réseaui(§3.3.3.2), raccordement electrique caisson extraction et insufflation sur attente (§3.3.3.7), raccordement electrique caisson extraction VMC (§3.3.4.6), kit de fixation en cloison (§3.4.2), mitigeur thermostatique (§3.4.5), pose des WC réemployé (§ 3.4.8.3), évier 2 cuves+égouttoir (§3.4.8.11), robinetterie mitigeuse sur plage (§3.4.8.11), canalisation d'eau froide multicouche Ø20 à Ø50 (§3.4.3 option)<br>Les quantités suivantes sont élevées : registre HALTON MDC 250(§3.3.2.6), grille HALTON ALE 600x15ht(§3.3.2.7), clapet coupe-feu 200x250ht(§3.3.2.9), manchette antivibratile Ø315(§3.3.3.3), compteur volumétrique EF (§3.4.7), clapet anti-pollution EA(§3.4.7), vanne d'arret(§3.4.7), robinet MAL(§3.4.8.10), évacuation évier(§3.4.10.1.1), canalisation °100 EP(§3.4.10.2).<br>Les quantités suivantes sont faibles : liaison frigorifique cuivre(§3.2.3), registre HALTON MDC200(§3.3.2.6), grille HALTON SLM 1472(§3.3.2.7), piège à son Ø160(§3.3.4.1), lave mains PMR(§3.4.8.6), robinet de puisage(§3.4.8.12), évacuation lavabo(§3.4.10.1.1), canalisation Ø100 EU/EV(§3.4.10.1.2).<br>**Suite aux questions posées (1ère phase) : L'entreprise confirme sa première offre et ne change rien sur cette nouvelle offre. Elle propose de varianter le matériaux pour le puits canadien de -24 164.60€.**<br>**Suite aux questions posées (2ème phase) : L'entreprise a revu son offre à la baisse sur certains poste, -24 131.20€.**<br>**- L'entreprise a prévu en variante du PEHD en remplacement de la fonte pour le réseau du puits canadien**<br>**- L'enterprise avait déjà prévu la pose du puits canadien dans son offre de base, si ce poste est pris en chargee par un autre lot cela engendrerait une moins-value de 8000 euros HT** | 46,59 |
| 16 | IDEX ENERGIES | 889 784,96 € | 889 866,71 € | 81,75 € | Offre non analysée car elle ne fait pas partie des 3 meilleures offres. | 30,88 |
| 20 | BETTA GENIE CLIMATIQUE | 549 590,29 € | 549 590,29 € | 0,00 € | La DPGF transmis respecte le bon format et la décomposition de son offre avec les tranches "NEUF" et "RENOVATION".<br>Certains prix unitaire sont élevées : ensemble de régulation chaudières (§3.1.1.3), séparateur d'air (§3.1.1.5), tuyauterie EC (§3.1.3), radiateur plan 100 et 920 (§3.1.4), cablage modbus en local(§3.1.5.2.2), câblage RJ45(§3.1.5.2.3), HALTON ALE 600x150ht(§3.3.2.7), totem prise d'air(§3.3.3.1), chapeau de toiture(§3.3.4.3), canalisation eau froide PE(§3.4.1), calorifuge laine de roche(§3.4.1), manchette(§3.4.1), ballon ECS 15L(§3.4.4),siphon déporté(§3.4.8.4), canalisation Ø100 EP(§3.4.10.1.3), isolation canalisation EP(§3.4.10.1.3)<br>Les quantités suivantes sont élevées : canalisation condensat VDI(§3.2.4), VIM Aurea 160 (§3.3.2.7), registre réglage Ø200(§3.3.2.7), registre réglage Ø160(§3.3.2.7), évacuation douche(§3.4.10.1.1)<br>Les quantités suivantes sont faibles : Conduit rigide inox condesor(§3.1.1.4), gaine inox 304 condesor(§3.1.1.9), liaison frigorifique cuivre(§3.2.3), gaine galva rectangulaire(§3.3.2.4), HALTON SLM 1472(§3.3.2.7), canalisation multicouche(§3.4.6), calorifuge canalisation(§3.4.6), lave-mains PMR(§3.4.8.6), évacuation lavabo(§3.4.10.1.1), évacuation WC(§3.4.10.1.1), canalisation Ø100 EU(§3.4.10.1.2)<br>Dans le chapitre §3.4.2 il y a une erreur sur la DPGF, l'article "double conduiite d'aspiration ver cuve" est une option. mettre le prix unitaire et la quantité à 0.<br>**Corrigé par l'entreprise suite aux questions posées**<br>**Suite aux questions posées (1ère phase) : L'entreprise a revu son offre à la baisse sur certains poste, -12 974.01€ (dont 2 334.50€ en doublon avec l'option).**<br>**Suite aux questions posées (2ème phase) : L'entreprise a revu son offre à la baisse sur certains poste, -7 965.11€.**<br>**- L'entreprise a revu son prix à la baisse** | **50,00** |

offre moins-disante BASE : *549 590,29 €*

*Rappel estimation MOE :* *610 849,62 €* **Estimation PRO/DCE actualisée à Août 2024*

Création d'un conservatoire de musique et de danse dans l'ancien mess des officiers - SENLIS (60)

## Rapport d'analyse des offres

### LOT N°12 CVC - PLOMBERIE SANITAIRE

| Analyse du critère prix BASE + PSE - 50 % | | MONTANT PSE 1 | BASE + PSE 1 | NOTE BASE + PSE 1 | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 4 | UTB | 2 837,00 € | 783 776,35 € | 35,40 | | | | | |
| 6 | EIFFAGE ENERGIE SYSTEMES NORD | 17 160,60 € | 635 447,82 € | 43,67 | | | | | |
| 7 | TEMPERE ENTREPRISE | 7 858,80 € | 597 663,00 € | 46,43 | | | | | |
| 16 | IDEX ENERGIES | 8 729,26 € | 898 514,22 € | 30,88 | | | | | |
| 20 | BETTA GENIE CLIMATIQUE | 5 361,40 € | 554 951,69 € | **50,00** | | | | | |

offre moins-disante BASE + PSE: *554 951,69 €*

Création d'un conservatoire de musique et de danse dans l'ancien mess des officiers - SENLIS (60)

# Rapport d'analyse des offres

## LOT N°12 CVC - PLOMBERIE SANITAIRE

| Analyse du critère valeur technique - 50 % | | | Moyens humains et compétences mis en œuvre | Méthodologie d'exécution des travaux, moyens matériels, méthodologie de réalisation des ouvrages et contrôle des prestations | Sécurité du chantier et limitation des nuisances, dont les moyens mis en œuvre concernant la gestion du chantier propre (à faible nuisance et réduction des déchets de chantier) | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| 4 | UTB | analyse | Offre non analysée car elle ne fait pas partie des 3 meilleures offres. | | | |
| | | Note sur 10 | 0 | 0 | 0 | |
| 6 | EIFFAGE ENERGIE SYSTEMES NORD | analyse | Les moyens humains dédiés aux études, à l'encadrement et à l'éxécution des travaux sont très bien décrit et tous les intervenants sont identifés (hors monteur). Le conducteur de travaux est identifié et les tâches qu'il réalisera sont explicitées.<br>L'entreprise ne précise pas si elle fera appel à des sous-traitants.<br><br>L'entreprise précise le nombre de personne affecté à chaque ouvrages.<br><br>Un organigramme est fourni, les CV des responsables et de l'encadrement sont intégrés au mémoire. | L'entreprise fournit un planning détaillé et cohérent avec celui envisagé par la MOE.<br><br>L'entreprise précise qu'elle a la possibilité, en cas de difficultés ou retard, de mobiliser une équipe supplémentaire.<br><br>L'entreprise détaille bien la phase d'étude.<br><br>L'entreprise détaille très bien la phase de préparation et d'organisation du chantier.<br><br>L'entreprise détaille bien sa méthodologie d'intervention pour l'éxécution des travaux.<br><br>Les moyens matériels de l'entreprise sont correctement détaillés.<br><br>L'entreprise fournit la plupart des fiches techniques des produits qui seront mis en œuvre et son quasiment toutes conformes au CCTP. | L'entreprise détaille bien les dispositions qu'elle mettra en œuvre pour assurer la sécurité, les nuisances liés à la poussière les nuisances visuelles et la limitation des nuisances sonore.<br><br>La gestion des déchets de chantier est très bien explicitée, l'entreprise indique la nature de ses déchets, comment les réduire, leur évacuation et comment elle les valorisse. | |
| | | Note sur 10 | 8 | 9 | 8 | |
| 7 | TEMPERE ENTREPRISE | analyse | Les moyens humains dédiés aux études, à l'encadrement et à l'éxécution des travaux sont très bien décrit et tous les intervenants sont identifés (hors monteur). Le conducteur de travaux est identifié et les tâches qu'il réalisera sont explicitées.<br>En lisant le mémoire nous comprenons que l'entreprise ne fera pas appel à des sous-traitants mais ceci n'est pas très explicite.<br><br>L'entreprise précise le nombre de personne affecté à chaque ouvrages.<br><br>Un organigramme est fourni, les CV des responsables et de l'encadrement sont intégrés au mémoire. | L'entreprise fournit un planning avec le nombre de jour par tâche et cohérent avec celui envisagé par la MOE.<br>Néanmoins, l'entreprise devra valider ce planning qui semble optiniste.<br><br>L'entreprise ne précise pas la possibilité, en cas de diffucltés ou retard, de mobiliser une équipe supplémentaire.<br><br>L'entreprise ne détaille pas très bien la phase d'étude.<br><br>L'entreprise ne détaille pas la phase de préparation et d'organisation du chantier.<br><br>L'entreprise ne détaille pas sa méthodologie d'intervention pour l'éxécution des travaux.<br><br>Les moyens matériels de l'entreprise sont correctement détaillés.<br><br>L'entreprise fournit la plupart des fiches techniques des produits qui seront mis en œuvre et son quasiment toutes conformes au CCTP. | L'entreprise détaille les dispositions qu'elle mettra en œuvre pour assurer la sécurité, les nuisances visuelles et la limitation des nuisances sonore.<br><br>La gestion des déchets de chantier est un peu détaillé, l'entreprise indique la nature de ses déchets, comment les réduire. | |
| | | Note sur 10 | 7 | 5 | 5 | |
| 16 | IDEX ENERGIES | analyse | Offre non analysée car elle ne fait pas partie des 3 meilleures offres. | | | |
| | | Note sur 10 | 0 | 0 | 0 | |
| 20 | BETTA GENIE CLIMATIQUE | analyse | Les moyens humains dédiés aux études, à l'encadrement et à l'éxécution des travaux sont très bien décrit et tous les intervenants sont identifés (hors monteur). Le conducteur de travaux est identifié et les tâches qu'il réalisera sont explicitées.<br>L'entreprise indique pouvoir éventuellement faire appel à des sous-traitants choisis selon des critères strictes.<br>Elle précise également ne pas fermé pendant les congés.<br><br>L'entreprise précise le nombre de personne affecté à chaque ouvrages.<br><br>Un organigramme est fourni, mais pas les CV des responsables et de l'encadrement. | L'entreprise fournit un planning détaillé et cohérent avec celui envisagé par la MOE.<br><br>L'entreprise précise qu'elle a la possibilité, en cas de difficultés ou retard, de mobiliser une équipe supplémentaire.<br><br>L'entreprise ne détaille pas trop la phase d'étude mais évoque un paragraphe dessus.<br><br>L'entreprise détaille succinctement la phase de préparation et d'organisation du chantier.<br><br>L'entreprise détaille sa méthodologie d'intervention pour l'éxécution des travaux via le planning.<br><br>Les moyens matériels de l'entreprise sont correctement détaillés.<br><br>L'entreprise fournit la plupart des fiches techniques des produits qui seront mis en œuvre et son quasiment toutes conformes au CCTP. | L'entreprise détaille bien les dispositions qu'elle mettra en œuvre pour assurer la sécurité, les nuisances liés à la poussière, les nuisances visuelles et la limitation des nuisances sonore.<br>L'entreprise fait attention à son impact environnemental et pousse ses salariés à faire de même.<br><br>La gestion des déchets de chantier est très bien explicitée, l'entreprise indique la nature de ses déchets, comment les réduire, leur évacuation et comment elle les valorisse. | |
| | | Note sur 10 | 8 | 7 | 8 | |

Création d'un conservatoire de musique et de danse dans l'ancien mess des officiers - SENLIS (60)

# Rapport d'analyse des offres

## LOT N°12 CVC - PLOMBERIE SANITAIRE

| TOTAL GENERAL BASE | | Rappel BASE | Critère prix - 50 % | Critère technique - 50 % | | | | | TOTAL BASE SUR 100 | CLASSEMENT BASE |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | Note BASE sur 50 | Note convertie | | | | TOTAL sur 50 | | |
| | | | | Critère 1 sur | Critère 2 sur | Critère 3 sur | | | | |
| | | | | 15,00 | 25,00 | 10,00 | | | | |
| 4 | UTB | 780 939,35 € | 35,19 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 35,19 | 4 |
| 6 | EIFFAGE ENERGIE SYSTEMES NORD | 618 287,22 € | 44,44 | 12,00 | 22,50 | 8,00 | | 42,50 | 86,94 | 2 |
| 7 | TEMPERE ENTREPRISE | 589 804,20 € | 46,59 | 10,50 | 12,50 | 5,00 | | 28,00 | 74,59 | 3 |
| 16 | IDEX ENERGIES | 889 784,96 € | 30,88 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 30,88 | 5 |
| 20 | BETTA GENIE CLIMATIQUE | 549 590,29 € | 50,00 | 12,00 | 17,50 | 8,00 | | 37,50 | 87,50 | 1 |

| TOTAL GENERAL BASE + PSE | | Critère technique - 50 % | Critère prix - 50 % | | | TOTAL BASE + PSE 1 SUR 100 | | | CLASSEMENT BASE + PSE 1 | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | Rappel note totale sur 50 | NOTE BASE + PSE 1 | | | | | | | | |
| 4 | UTB | 0,00 | 35,40 | | | 35,40 | | | 4 | | |
| 6 | EIFFAGE ENERGIE SYSTEMES NORD | 42,50 | 43,67 | | | 86,17 | | | 2 | | |
| 7 | TEMPERE ENTREPRISE | 28,00 | 46,43 | | | 74,43 | | | 3 | | |
| 16 | IDEX ENERGIES | 0,00 | 30,88 | | | 30,88 | | | 5 | | |
| 20 | BETTA GENIE CLIMATIQUE | 37,50 | 50,00 | | | 87,50 | | | 1 | | |

| CONCLUSION | | |
|---|---|---|
| 4 | UTB | Offre non analysée car elle ne fait pas partie des 3 meilleures offres. |
| 6 | EIFFAGE ENERGIE SYSTEMES NORD | L'entreprise EIFFAGE propose une offre un peu élevée. Certains prix unitaires et quantités énumérés ci-dessus sont à valider.<br>Elle présente un bon mémoire technique avec le respect du planning et des équipements du CCTP.<br>**Suite à l'analyse de la première offre de l'entreprise, celle-ci a joué le jeu et a revu son offre à la baisse mais elle reste la plus chère.** |
| 7 | TEMPERE ENTREPRISE | L'entreprise TEMPERE ENTREPRISE propose une offre économique correct avec des prix unitaires et des quantités à confimer.<br>Le mémoire technique n'est pas trop détaillé pour ce type de projet.<br>**Suite à l'analyse de la première offre de l'entreprise, celle-ci n'a pas revu son offre. Elle propose une variante sur le matériau du puits canadien.** |
| 16 | IDEX ENERGIES | Offre non analysée car elle ne fait pas partie des 3 meilleures offres. |
| 20 | BETTA GENIE CLIMATIQUE | L'entreprise BETTA GENIE CLIMATIQUE propose une bonne offre économique (moins-disant). Néanmoins, elle devra confirmer des prix unitaires et des quantités.<br>Le mémoire technique présenté pour l'entreprise est bon et montre plusieurs projet de réhabilitation réalisé par l'entreprise.<br>**Suite à l'analyse de la première offre de l'entreprise, celle-ci a joué le jeu et a revu son offre à la baisse et elle reste toujours la moins-disante.** |
| **Suivant le classement d'analyse des offres, la MOE propose de retenir l'entreprise BETTA GENIE CLIMATIQUE pour son offre de base s'élevant à 549 590,29 € hors taxes,** | | |
| **Suivant le classement d'analyse des offres, la MOE propose de retenir l'entreprise BETTA GENIE CLIMATIQUE pour son offre de base + PSE 1 s'élevant à 554 951,69 € hors taxes,** | | |

Création d'un conservatoire de musique et de danse dans l'ancien mess des officiers - SENLIS (60)

# Rapport d'analyse des offres

## LOT N°13 APPAREILS ELEVATEURS

| Analyse du critère prix BASE - 50 % | | Prix à l'ouverture des plis (en € HT) | Prix vérifié | Ecart | Analyse | Note BASE sur 50 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| 5 | SCHINDLER | 33 500,00 € | 33 500,00 € | 0,00 € | - L'Entreprise n'a pas renseignée certains Prix Unitaires sur sa DPGF, nottament en ce qui concerne les portes palières ; L'entreprise confirme que les portes palières sont bien comprise dans le prix de l'offre.<br>- L'offre de prix est globalement jugée cohérente.<br>Suite aux questions posées, l'entreprise a indiqué PM la plus-value pour une hauteur sous plafond de gaine réduite : +1 500,00 €HT. Elle indique qu'il faut une hauteur sous plafond minimum de 2900 mm pour installer un appareil.<br>Elle indique certains points non conformes au CCTP : "pour les plinthes inox (aluminium dans notre base), la manœuvre collective montée descente (collective descente), le sol souple au lot sol souple (décaissé prévu dans notre offre), et pas de mise en service anticipée (contrat à prévoir à part)"<br>L'entreprise a revu son offre à la hausse à 33 500,00 €H (+8 500 €HT) en intégrant la mise en service anticipée afin d'être conforme au CCTP. | 50,00 |
| 28 | OTIS | 34 300,00 € | 34 300,00 € | 0,00 € | - L'Entreprise propose en option une hauteur sous plafond de gaine réduite pour éviter la sortie d'édicule en toiture (PM : plus-value de 3000 €HT) ;<br>- L'offre de prix est globalement jugée cohérente.<br>L'entreprise a revu son offre à la baisse à 34 300,00 €H (-600 €HT). | 48,83 |

offre moins-disante BASE : *33 500,00 €*

*Rappel estimation MOE :* *35 417,52 €* **Estimation PRO/DCE actualisée à Août 2024*

| Analyse du critère valeur technique - 50 % | | | Moyens humains et compétences mis en œuvre | Méthodologie d'exécution des travaux, moyens matériels, méthodologie de réalisation des ouvrages et contrôle des prestations | Sécurité du chantier et limitation des nuisances, dont les moyens mis en œuvre concernant la gestion du chantier propre (à faible nuisance et réduction des déchets de chantier) | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| 5 | SCHINDLER | analyse | Les moyens humains dédiés aux études et à l'encadrement des travaux sont très bien décrits et tous les intervenants sont identifés. Le conducteur de travaux est identifié et les tâches qu'il réalisera sont explicitées. Les moyens humains dédiés à l'éxécution des travaux sont dénombrés mais ne sont pas identifiés.<br>L'Entreprise précise le nombre de personne affecté globalement.<br><br>Pas d'organigramme fourni, les CV des responsables et de l'encadrement sont intégrés au mémoire.<br><br>L'entreprise n'a pas fourni d'éléments complémentaires sur ses moyens humains, suite aux questions posées. Note inchangée. | L'entreprise fournit un planning cohérent avec celui envisagé par la MOE.<br><br>L'Entreprise énumère sommairement les dispositions qu'elle mettra en oeuvre pour la phase de préparation et d'organisation du chantier.<br>L'entreprise précise qu'elle a la possibilité, en cas de retard, de renforcer ses équipes pour les travaux à réaliser.<br>Pour les congés, elle indique un travail en binôme afin de pallier à toute absence.<br><br>Les moyens matériels de l'entreprise sont correctement détaillés.<br><br>L'Entreprise ne détaille pas la phase d'étude.<br>L'Entreprise ne détaille pas sa méthodologie d'intervention pour l'éxécution des travaux.<br><br>Les procédures et documents de contrôle qualité des ouvrages sont décrits sommairement.<br>L'entreprise fournit la fiche technique de l'ascenseur qui sera mis en œuvre.<br><br>L'entreprise n'a pas fourni d'éléments complémentaires sur sa méthodologie d'exécution des travaux, suite aux questions posées. Note inchangée. | L'entreprise détaille bien les dispositions qu'elle mettra en œuvre pour assurer la sécurité et l'hygiène sur le chantier.<br><br>Les mesures prises pour la limitation des nuisances sont décrites sommairement.<br><br>La gestion des déchets de chantier est détaillée.<br>Les filières de traitement sont mentionnées.<br><br>L'entreprise n'indique pas les dispositions prises et la procédure en phase chantier pour assurer le respect des objectifs de qualité de l'air intérieur. | |
| | | Note sur 10 | 8 | 6 | 7 | |
| 28 | OTIS | analyse | Les moyens humains dédiés aux études, à l'encadrement et à l'éxécution des travaux sont très bien décrits et tous les intervenants sont identifés. Le conducteur de travaux est identifié et les tâches qu'il réalisera sont explicitées.<br>L'Entreprise précise le nombre de personne affecté globalement. Elle précise qu'elle ne prévoit pas de sous-traitance.<br><br>Un organigramme est fourni, les CV des responsables et de l'encadrement sont intégrés au mémoire. | L'entreprise fournit un planning détaillé par tâche, cohérent avec celui envisagé par la MOE.<br><br>L'Entreprise détaille très bien la phase de préparation et d'organisation du chantier.<br>L'entreprise indique avoir en permanence 8 techniciens de montage expérimentés sur ce secteur géographique en capacité d'intervenir très rapidement.<br>L'organisation pendant les congés n'est pas abordée. L'entreprise n'a pas répondu aux questions posées. Note inchangée.<br><br>Les moyens matériels de l'entreprise sont correctement détaillés.<br><br>L'Entreprise détaille la phase d'étude et les différents échanges qu'elle aura avec les autres lots pour se coordonner.<br>L'Entreprise détaille bien sa méthodologie d'intervention pour l'éxécution des travaux, les modes opératoires sur la mise en oeuvre des principaux ouvrages sont décrits en détails.<br>Les interfaces entre corps d'état sont précisés.<br><br>Les procédures et documents de contrôle qualité des ouvrages sont bien décrits.<br>L'entreprise fournit la fiche technique de l'ascenseur qui sera mis en œuvre. | L'entreprise détaille bien les dispositions qu'elle mettra en œuvre pour assurer la sécurité et l'hygiène sur le chantier.<br><br>Les mesures prises pour la limitation des nuisances sont bien décrites.<br><br>La gestion des déchets de chantier est très bien explicitée.<br>Les filières de traitement sont mentionnées.<br><br>L'entreprise n'indique pas les dispositions prises et la procédure en phase chantier pour assurer le respect des objectifs de qualité de l'air intérieur. L'entreprise n'a pas répondu aux questions posées. Note inchangée. | |
| | | Note sur 10 | 10 | 9 | 9 | |

Création d'un conservatoire de musique et de danse dans l'ancien mess des officiers - SENLIS (60)

# Rapport d'analyse des offres

## LOT N°13 APPAREILS ELEVATEURS

| TOTAL GENERAL BASE | | Rappel BASE | Critère prix - 50 % | Critère technique - 50 % | | | | | TOTAL BASE SUR 100 | CLASSEMENT BASE |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | Note BASE sur 50 | Note convertie | | | | | | |
| | | | | Critère 1 sur | Critère 2 sur | Critère 3 sur | | TOTAL sur 50 | | |
| | | | | 15,00 | 25,00 | 10,00 | | | | |
| 5 | SCHINDLER | 33 500,00 € | 50,00 | 12,00 | 15,00 | 7,00 | | 34,00 | 84,00 | 2 |
| 28 | OTIS | 34 300,00 € | 48,83 | 15,00 | 22,50 | 9,00 | | 46,50 | 95,33 | 1 |

| CONCLUSION | | |
|---|---|---|
| 5 | SCHINDLER | L'entreprise SCHINDLER présente une offre économique intéressante et un mémoire moyen.<br>Cependant, quelques précisions sont à apporter sur certains points (cf. liste de questions).<br>Suite aux questions posées, l'entreprise n'a pas fourni les éléments demandés. Ses notes critères techniques restent inchangées. Elle a revu son offre à la hausse pour conformité avec le CCTP. |
| 28 | OTIS | L'entreprise OTIS présente une offre économique interessante et un mémoire technique optimal.<br>Cependant, quelques précisions sont à apporter sur certains points (cf. liste de questions).<br>Suite aux questions posées, l'entreprise n'a pas répondu aux questions. Ses notes critères techniques restent inchangées. |
| Suivant le classement d'analyse des offres, la MOE propose de retenir l'entreprise OTIS pour son offre de base s'élevant à 34 300,00 € hors taxes, | | |

Création d'un conservatoire de musique et de danse dans l'ancien mess des officiers - SENLIS (60)

# Rapport d'analyse des offres

## LOT N°14 VRD

| Analyse du critère prix BASE - 50 % | | Prix à l'ouverture des plis (en € HT) | Prix vérifié | Ecart | Analyse | Note BASE sur 50 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| 2 | COLAS | 247 143,59 € | 247 143,59 € | 0,00 € | - Certains prix unitaires sont jugés très élevés, nottament en ce qui concerne :<br>o Travaux préliminaires<br>o Terrassement en déblai pour création des gradins<br>o Fourniture et pose d'un poste de refoulement EP<br>o Fourniture et pose d'un poste de refoulement EU<br>o Terrassement des réseaux souples<br>- Certaines quantités semblent anormales, nottament en ce qui concerne :<br>o Décapage de terre végétale<br>o ~~Terrassement en déblai pour création des gradins~~<br>o Les regards de visite 600*600 et regard 30x30<br>- Le remplacement des canalisations PVC par des canalisations fontes n'a pas été intégré dans l'estimation PRO, ce qui explique l'écart de prix sur ce poste (+8 963,9€HT)<br>- De manière générale, entre des prix unitaires élevés et certaines quantités incohérentes, l'offre parait sur-évaluée ;<br><br>**- L'entreprise a revu son offre a la baisse.** | **50,00** |

offre moins-disante BASE : *247 143,59 €*

*Rappel estimation MOE :* *219 492,18 €* **Estimation PRO/DCE actualisée à Août 2024*

| Analyse du critère prix BASE + PSE - 50 % | | MONTANT PSE 1 | BASE + PSE 1 | NOTE BASE + PSE 1 | MONTANT PSE 2 | BASE + PSE 2 | NOTE BASE + PSE 2 | BASE + PSE 1 + PSE 2 | NOTE BASE + PSE 1 + PSE 2 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 2 | COLAS | 1 335,62 € | 248 479,21 € | 50,00 | 1 253,77 € | 248 397,36 € | 50,00 | 249 732,98 € | 50,00 |

offre moins-disante BASE + PSE: *248 479,21 €* *248 397,36 €* *249 732,98 €*

| Analyse du critère valeur technique - 50 % | | | Moyens humains et compétences mis en œuvre | Méthodologie d'exécution des travaux, moyens matériels, méthodologie de réalisation des ouvrages et contrôle des prestations | Sécurité du chantier et limitation des nuisances, dont les moyens mis en œuvre concernant la gestion du chantier propre (à faible nuisance et réduction des déchets de chantier) | XX |
|---|---|---|---|---|---|---|
| 2 | COLAS | **analyse** | Les moyens humains dédiés aux études, à l'encadrement, et à l'éxécution des travaux sont très bien décrit et tous les intervenants sont identifés. Le conducteur de travaux est identifié et les tâches qu'il réalisera sont explicitées.<br>L'Entreprise précise le nombre de personne affecté à chaque ouvrage.<br><br>Un organigramme est fourni, les CV des responsables et de l'encadrement sont intégrés au mémoire. | L'entreprise fournis un planning plutôt cohérent avec celui envisagé par la MOE, en revanche, la répartition de ses interventions avant et après les interventions du lot GO et des aménagements intérieurs est différentes. Il s'agira là d'un point de vigilance à traiter en phase de préparation de chantier.<br>**L'activité reste continue en période estivale**<br><br>L'Entreprise détaille très bien la phase de préparation et d'organisation du chantier ainsi que sa méthodologie d'intervention pour l'éxécution des travaux, les modes opératoires sur la mise en eouvre des principaux ouvrages sont décrits en détails.<br><br>Les moyens matériels du groupement sont correctement détaillés.<br><br>L'entreprise fournit la plupart des fiches techniques des produits qui seront mis en œuvre. Toutefois, un doute subsite sur la bonne conformité de la cuve de récupération des eaux, et les canalisations sont prévus en fonte (et non en PVC comme selon le CCTP). | L'entreprise détaille bien les dispositions qu'elle mettra en œuvre pour assurer la sécurité et l'hygiène sur le chantier.<br><br>La gestion des déchets de chantier est très bien explicitée.<br>Les filières de traitement sont mentionnées. | |
| | | **Note sur 10** | **10** | **9** | **10** | |

Création d'un conservatoire de musique et de danse dans l'ancien mess des officiers - SENLIS (60)

# Rapport d'analyse des offres

## LOT N°14 VRD

| TOTAL GENERAL BASE | | Rappel BASE | Critère prix - 50 % | Critère technique - 50 % | | | | | TOTAL BASE SUR 100 | CLASSEMENT BASE |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | Note BASE sur 50 | Note convertie | | | | | | |
| | | | | Critère 1 sur | Critère 2 sur | Critère 3 sur | | TOTAL sur 50 | | |
| | | | | 15,00 | 25,00 | 10,00 | | | | |
| 2 | COLAS | 247 143,59 € | 50,00 | 15,00 | 22,50 | 10,00 | | 47,50 | 97,50 | 1 |

| TOTAL GENERAL BASE + PSE | | Critère technique - 50 % | Critère prix - 50 % | | | TOTAL BASE + PSE 1 SUR 100 | TOTAL BASE + PSE 2 SUR 100 | TOTAL BASE + PSE 1 + PSE 2 SUR 100 | CLASSEMENT BASE + PSE 1 | CLASSEMENT BASE + PSE 2 | CLASSEMENT BASE + PSE 1 + PSE 2 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | Rappel note totale sur 50 | NOTE BASE + PSE 1 | NOTE BASE + PSE 2 | NOTE BASE + PSE 1 + PSE 2 | | | | | | |
| 2 | COLAS | 47,50 | 50,00 | 50,00 | 50,00 | 97,50 | 97,50 | 97,50 | 1 | 1 | 1 |

| CONCLUSION | | |
|---|---|---|
| 2 | COLAS | L'entreprise COLAS présente un très bon mémoire technique mais une offre complètement sur-evaluée.<br>Des confirmations de prix et de quantiatifs ont été demandés, afin que l'entreprise revoit son offre (cf. liste de questions).<br>L'entreprise a revu son offre a la baisse. |
| | | Suivant le classement d'analyse des offres, la MOE propose de retenir l'entreprise COLAS pour son offre de base s'élevant à 247 143,59 € hors taxes, |
| | | Suivant le classement d'analyse des offres, la MOE propose de retenir l'entreprise COLAS pour son offre de base + PSE 1 s'élevant à 248 479,21 € hors taxes, |
| | | Suivant le classement d'analyse des offres, la MOE propose de retenir l'entreprise COLAS pour son offre de base + PSE 2 s'élevant à 248 397,36 € hors taxes, |
| | | Suivant le classement d'analyse des offres, la MOE propose de retenir l'entreprise COLAS pour son offre de base + PSE 1 + PSE 2 s'élevant à 249 732,98 € hors taxes, |

Création d'un conservatoire de musique et de danse dans l'ancien mess des officiers - SENLIS (60)

# Rapport d'analyse des offres

## LOT N°15 AMENAGEMENTS PAYSAGERS

| Analyse du critère prix BASE - 50 % | | Prix à l'ouverture des plis (en € HT) | Prix vérifié | Ecart | Analyse | Note BASE sur 50 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| 9 | IDVERDE | 114 757,59 € | 114 757,59 € | 0,00 € | - DPGF format Excel non transmis ;<br>- Certains Prix unitaires sont jugés très élevés, nottament en ce qui concerne<br>o Arbres tiges et tuteurs tripodes<br>o Arrosage goutte à goutte massifs vivaces y compris programmateur et s'y afférent<br>- Certains Prix unitaires sont jugés très faibles, nottament en ce qui concerne<br>o Briques enherbés sur amphithéâtre<br>o Prairie<br>o Pelouse sans terrassement amphithéâtre<br>o Massifs arbutes/vivaces/bulbes/graminées<br>- L'Entreprise a modifié certaines quantités, des incohérences ont été constatées<br>~~o Voliges bois de délimitation (elles ne concernent que le pourtour des espaces de plantations des plantes grimpantes dans l'amphithéâtre).~~<br>o Briques enherbées sur amphithéâtre<br>o Assises et marches en béton /terre et marches amphithéâtre<br>~~o Terrasse platelage bois~~<br>'- L'offre de prix est globalement jugée optimale ; | **50,00** |
| 18 | HIE PAYSAGE | 218 000,00 € | 218 000,00 € | 0,00 € | - DPGF format Excel transmis ;<br>'- Certains Prix unitaires sont jugés très élevés, nottament en ce qui concerne les sols et plus particulierement :<br>o Béton drainant incrustations briques / o Béton drainant incrustations briques / o Assises béton/terre et marches amphithéâtre<br>o Briques enherbés sur amphithéâtre / o Terrasse platelage bois<br>- La majorité des prix unitaires sont jugés élevés, cela peut cependant s'expliquer par le fait que le projet prévoit des procédés peu communs (réemploi, béton/terre etc,)<br>- L'offre de prix est globalement jugée élevée<br>- L'Entreprise a modifié certaines quantités, des incohérences ont été constatées :<br>o Assises et marches en béton /terre et marches amphithéâtre<br>o Ganivelles en bois y compris portillon dito ganivelles<br>'- L'offre de prix est globalement jugée élevée<br>L'entreprise semble se protéger du fait que les prix peuvent fortement varier du fait du nombre de suppositions faites liées au projet, | 26,32 |

offre moins-disante BASE : *114 757,59 €*

*Rappel estimation MOE :* *159 204,42 €* **Estimation PRO/DCE actualisée à Août 2024*

Création d'un conservatoire de musique et de danse dans l'ancien mess des officiers - SENLIS (60)

# Rapport d'analyse des offres

## LOT N°15 AMENAGEMENTS PAYSAGERS

| Analyse du critère valeur technique - 50 % | | | Moyens humains et compétences mis en œuvre | Méthodologie d'exécution des travaux, moyens matériels, méthodologie de réalisation des ouvrages et contrôle des prestations | Sécurité du chantier et limitation des nuisances, dont les moyens mis en œuvre concernant la gestion du chantier propre (à faible nuisance et réduction des déchets de chantier) | XX |
|---|---|---|---|---|---|---|
| 9 | IDVERDE | analyse | Les moyens humains dédiés aux études, à l'encadrement, et à l'éxécution des travaux très bien décrit et tous les intervenants sont identifés. Le conducteur de travaux est identifié et les tâches qu'il réalisera sont explicitées.<br>L'Entreprise précise le nombre de personne affecté à chaque ouvrages.<br><br>Un organigramme est fourni, les CV des responsables et de l'encadrement sont intégrés au mémoire. | L'entreprise fournis un planning pluc court que celui envisagé par la MOE (9 semaines au lieu de 13),<br><br>L'Entreprise détaille bien l'organisation du chantier.<br><br>Prise en compte de la coactivité + risques clairement identidiés<br>Les interfaces entre corps d'état sont précisés.<br><br>L'Entreprise détaille bien sa méthodologie d'intervention pour l'éxécution des travaux, les modes opératoires sur la mise en eouvre des principaux ouvrages sont décrits en détails.<br>L'Entreprise détaille bien les gradins en béton/terre, cependant les autres dispositifs spécifiques au projet tels que le réemploi et les cheminements extérieurs sont moins bien détaillés<br><br>Les moyens matériels du groupement sont correctement détaillés.<br><br>L'entreprise fournit la plupart des fiches techniques des produits qui seront mis en œuvre.<br><br>**Réserves sur la faisabilité du gradin en béton/terre** | L'entreprise détaille bien les dispositions qu'elle mettra en œuvre pour assurer la sécurité et l'hygiène sur le chantier.<br><br>La gestion des déchets de chantier est très bien explicitée,<br>Revalorisation, recyclage des déchets<br><br>Outil "Bilan Carbone" pour le suivi de l'impact carbone du chantier<br><br>Gestion des nuisances, dont nuisances olfactives, et pollutions bien décrits | |
| | | Note sur 10 | 9 | 7 | 8 | |
| 18 | HIE PAYSAGE | analyse | Les moyens humains dédiés aux études, à l'encadrement, et à l'éxécution des travaux sont très bien décrit et tous les intervenants sont identifés. Le conducteur de travaux est identifié et les tâches qu'il réalisera sont explicitées.<br>L'Entreprise précise le nombre de personne affecté à chaque ouvrages.<br><br>Un organigramme est fourni, les CV des responsables et de l'encadrement sont intégrés au mémoire. | L'entreprise fournis un planning détaillé et cohérent avec celui envisagé par la MOE,<br><br>L'Entreprise détaille très bien l'organisation du chantier.<br><br>L'Entreprise détaille bien sa méthodologie d'intervention pour l'éxécution des travaux, les modes opératoires sur la mise en oeuvre des principaux ouvrages sont décrits en détails.<br>Les points de vigilence spécifiques au projet sont clairement identifiés et décrits, le réemploi est bien pris en compte et anticipé.<br><br>Les moyens matériels du groupement sont correctement détaillés.<br><br>L'entreprise fournit la plupart des fiches techniques des produits qui seront mis en œuvre.<br><br>L'entreprise propose un platelege bois dont les dimensions ne sont pas conformes à celui demandé au CCTP<br>**-> L'entreprise alerte sur le fait que la largeur des lames de terrasses bois est trop faible ce qui peut provoquer des désordres à très court terme. + ce n'est pas compatible avec les fixations invisibles**<br>L'entreprise propose un procédé non conforme au CCTP concernant l'adjonction de tuiles concassées aux cheminements extérieurs<br>**-> L'entreprise n'a pas eu de retour de la part de SOLS et n'a donc pas revu ce point** | L'entreprise détaille très bien les dispositions qu'elle mettra en œuvre pour assurer la sécurité et l'hygiène sur le chantier.<br><br>La gestion des déchets de chantier est très bien explicitée,<br>Revalorisation, recyclage + traçabilité des déchets<br>Les filières de traitement sont mentionnées.<br>Gestion des nuisances et pollutions bien décrits | |
| | | Note sur 10 | 10 | 8 | 8 | |

Création d'un conservatoire de musique et de danse dans l'ancien mess des officiers - SENLIS (60)

# Rapport d'analyse des offres

## LOT N°15 AMENAGEMENTS PAYSAGERS

| TOTAL GENERAL BASE | | Rappel BASE | Critère prix - 50 % | Critère technique - 50 % | | | | | TOTAL BASE SUR 100 | CLASSEMENT BASE |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | Note BASE sur 50 | Note convertie | | | | | | |
| | | | | Critère 1 sur | Critère 2 sur | Critère 3 sur | | TOTAL sur 50 | | |
| | | | | 15,00 | 25,00 | 10,00 | | | | |
| 9 | IDVERDE | 114 757,59 € | 50,00 | 13,50 | 17,50 | 8,00 | | 39,00 | 89,00 | 1 |
| 18 | HIE PAYSAGE | 218 000,00 € | 26,32 | 15,00 | 20,00 | 8,00 | | 43,00 | 69,32 | 2 |

| CONCLUSION | | |
|---|---|---|
| 9 | IDVERDE | Offre économique cohérente, planning plus court que le planning moe, mémoire technique optimal |
| 18 | HIE PAYSAGE | Offre économique élevée, planning cohérent avec le planning moe, mémoire technique très bien détaillé, points particuliers du projet pris en compte et peu détailles, quelques points à négocier concernant notamment l'incrustation des tuiles concassées aux cheminements extérieurs |
| **Suivant le classement d'analyse des offres, la MOE propose de retenir l'entreprise IDVERDE pour son offre de base s'élevant à 114 757,59 € hors taxes,** | | |

Création d'un conservatoire de musique et de danse dans l'ancien mess des officiers - SENLIS (60)

# Rapport d'analyse des offres

## LOT N°16 ENDUITS TERRE - ENDUITS CHAUX

| Analyse du critère prix BASE - 50 % | | Prix à l'ouverture des plis (en € HT) | Prix vérifié | Ecart | Analyse | Note BASE sur 50 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Offre en direct | **ARTYDOM** | **69 190,00 €** | **69 190,00 €** | 0,00 € | - L'Entreprise n'a pas renseignée certains Prix Unitaires sur sa DPGF, nottament en ce qui concerne La PV pour incorporation des tuiles finement broyées ;<br>- Certains Prix unitaires sont jugés très élevés, nottament en ce qui concerne les enduits terres et les enduits chaux ;<br>- La majorité des prix unitaires sont jugés élevés, l'offre parait sur-évaluée ;<br>- L'offre de prix est globalement jugée très élevée ;<br>- Certaines quantités sont très élevées, des questions sont posées à l'entreprise. **L'entreprise a rectifiée son offre suivant les quantités transmises.**<br><br>**Suite aux négociations du 15/10/24, l'entreprise a revu son offre à la baisse à 69 190,00 €HT (-18 230,00 €HT). Les prix unitaires restent élevées. Pour obtenir de meilleures offres, il est recommandé de solliciter une entreprise spécialisée pour réaliser les enduits intérieurs en terre crue et une seconde entreprise spécialisée pour réaliser les enduits intérieurs à la chaux.** | **50,00** |

offre moins-disante BASE : ***69 190,00 €***

*Rappel estimation MOE :* *49 843,08 €* **Estimation PRO/DCE actualisée à Août 2024*

| CONCLUSION | | |
|---|---|---|
| Offre en direct | **ARTYDOM** | **Offre en direct : L'entreprise présente une offre globalement élevée.**<br>**Pour obtenir de meilleures offres, il est recommandé de solliciter une entreprise spécialisée pour réaliser les enduits intérieurs en terre crue et une seconde entreprise spécialisée pour réaliser les enduits intérieurs à la chaux.** |
| **Suivant l'analyse des offres, la MOA décide de ne pas retenir l'offre au motif que l'offre reçue est trop élevée et de consulter à nouveau en direct.** | | |

Conseil Municipal du 12 décembre 2024
Délibération n°13 - Annexe 2

Acte exécutoire le 19/12/2024
Reçu par la Préfecture le 19/12/2024
Publié sur le Site Internet de la Ville le 19/12/2024

# Création d'un conservatoire de musique et de danse dans l'ancien mess des officiers - SENLIS (60)

## Analyse des offres - ACT

Réalisé en Décembre 2024

**Proposition de choix des entreprises - MOE**

| Rédigé par | Vérifié par | PHASE | DATE | INDICE |
|---|---|---|---|---|
| NCO | CDS | ACT | 06/12/2024 | C |

| Référence Affaire: | 22_54 SENLIS CONSERVATOIRE |
|---|---|

## Création d'un conservatoire de musique et de danse dans l'ancien mess des officiers - SENLIS (60) : Proposition de choix des entreprises - MOE

L'ensemble des lots a été analysé, un rapport est remis pour chaque lot avec la notation des entreprises sur leur mémoire technique.

**Le présent document constitue la synthèse de l'ensemble des lots et vise à donner une vision globale de l'économie du projet avec les entreprises ayant le meilleur classement dans leur lot respectif.**

| Lot / Entreprise proposée | | MONTANT TOTAL (en € H.T.) |
|---|---|---|
| **LOT N°01 CURAGE - DEMOLITIONS - DESAMIANTAGE - GROS-ŒUVRE** | | |
| **Entreprise : ANDRE CONSTRUCTION** | **Offre** | **1 530 988,00** |
| | Ent. Moins disante | 1 090 773,00 |
| | Estim. MOE | 1 575 340,92 |
| **LOT N°02 CHARPENTE** | | |
| **Entreprise : CHARPENTERIE MENUISERIE DEBRAINE** | **Offre** | **170 784,82** |
| | Ent. Moins disante | 170 784,82 |
| | Estim. MOE | 135 175,50 |
| **LOT N°03 COUVERTURE - ETANCHEITE** | | |
| **Entreprise : UTB** | **Offre** | **274 746,95** |
| | Ent. Moins disante | 274 746,95 |
| | Estim. MOE | 342 027,36 |
| **LOT N°04 ECHAFAUDAGE - RAVALEMENT - RESTAURATION DE MACONNERIE** | | |
| **LOT INFRUCTUEUX (OFFRES TROP ELEVEES)** | **Offre** | **216 034,56** |
| *Consultation en direct en cours* | Ent. Moins disante | 567 507,83 |
| | Estim. MOE | 216 034,56 |
| **LOT N°05 MENUISERIES EXTERIEURES - OCCULTATIONS** | | |
| **Entreprise : GLODT** | **Offre** | **352 320,55** |
| | Ent. Moins disante | 352 320,55 |
| | Estim. MOE | 341 216,82 |
| **LOT N°06 SERRURERIE - METALLERIE** | | |
| **Entreprise : SERRURERIE DE BAETS** | **Offre** | **84 034,55** |
| | Ent. Moins disante | 84 034,55 |
| | Estim. MOE | 85 517,10 |
| **LOT N°07 DOUBLAGES - CLOISONS - PLAFONDS SUSPENDUS** | | |
| **Entreprise : LES PLATRES MODERNES** | **Offre** | **499 455,00** |
| | Ent. Moins disante | 499 455,00 |
| | Estim. MOE | 561 263,04 |

| Lot / Entreprise proposée | | MONTANT TOTAL (en € H.T.) |
|---|---|---|
| **LOT N°08 MENUISERIES INTERIEURES** | | |
| **Entreprise : GLODT** | **Offre** | **299 981,16** |
| | Ent. Moins disante | 299 981,16 |
| | Estim. MOE | 310 662,54 |
| **LOT N°09 REVETEMENTS DE SOLS - FAIENCE** | | |
| **Entreprise : SPRID** | **Offre** | **296 377,57** |
| *(Offre en direct)* | Ent. Moins disante | 296 377,57 |
| | Estim. MOE | 250 323,48 |
| **LOT N°10 PEINTURES - NETTOYAGE** | | |
| **Entreprise : SPRID** | **Offre** | **59 819,06** |
| | Ent. Moins disante | 58 477,35 |
| | Estim. MOE | 78 427,44 |
| **LOT N°11 ELECTRICITE CFO/CFA** | | |
| **Entreprise : EIFFAGE ENERGIE SYSTEMES NORD** | **Offre** | **305 000,00** |
| | Ent. Moins disante | 305 000,00 |
| | Estim. MOE | 373 135,68 |
| **LOT N°12 CVC - PLOMBERIE SANITAIRE** | | |
| **Entreprise : BETTA GENIE CLIMATIQUE** | **Offre** | **549 590,29** |
| | Ent. Moins disante | 549 590,29 |
| | Estim. MOE | 610 849,62 |
| **LOT N°13 APPAREILS ELEVATEURS** | | |
| **Entreprise : OTIS** | **Offre** | **34 300,00** |
| | Ent. Moins disante | 33 500,00 |
| | Estim. MOE | 35 417,52 |
| **LOT N°14 VRD** | | |
| **Entreprise : COLAS** | **Offre** | **247 143,59** |
| | Ent. Moins disante | 247 143,59 |
| | Estim. MOE | 219 492,18 |
| **LOT N°15 AMENAGEMENTS PAYSAGERS** | | |
| **Entreprise : IDVERDE** | **Offre** | **114 757,59** |
| | Ent. Moins disante | 114 757,59 |
| | Estim. MOE | 159 204,42 |

| Lot / Entreprise proposée | | MONTANT TOTAL (en € H.T.) |
|---|---|---|
| **LOT N°16 ENDUITS TERRE - ENDUITS CHAUX** | | |
| **LOT INFRUCTUEUX (OFFRES TROP ELEVEES)** | **Offre** | **49 843,08** |
| *(Offre en direct) >> Reconsultation en direct en cours* | Ent. Moins disante | 69 190,00 |
| | Estim. MOE | 49 843,08 |

| | |
|---|---|
| **Montant Total (HT) avec les entreprises sélectionnées** | **5 085 176,77** |
| **Montant Total (HT) Estimation MOE** | **5 343 931,26** |

| PRESTATIONS SUPPLÉMENTAIRES ÉVENTUELLES (PSE) | Proposition MOE | MONTANT (en € H.T.) |
|---|---|---|
| Lot 12 - PSE n°1 : Alimentation en eau froide des wc et arrosage | | 5 361,40 |
| Lot 14 - PSE n°1 : Pompe et alimentation | | 1 335,62 |
| Lot 14 - PSE n°2 : Raccordement de la cuve de récupération des EP au bâtiment | | 1 253,77 |
| ***TOTAL PSE (proposition MOE)*** | | **-** |

| | |
|---|---|
| **Montant Total (HT) avec les entreprises sélectionnées et PSE** | **5 085 176,77** |
| **Montant Total (HT) Estimation MOE + PSE** | **5 350 087,26** |

A ce stade de la consultation, les entreprises proposées par la MOE sont le résultat d'un classement établi sur un critère économique (50%) et sur un critère technique (50%). Les négociations ont permis de préciser les offres techniques et économiques des différents candidats.

Suivant la proposition de la MOE sur le choix des entreprises à retenir, le montant théorique total des travaux s'élève à **5 085 176,77 € HT (compris lots infructueux et offres passées en direct)**. Ce montant est inférieur de 258 754,49€ HT par rapport à l'estimation PRO/DCE actualisée à Valeur Août 2024 pour les lots issus de la consultation initiale et pour les lots 02/04/05/14/16 relancés (derniers indices connus lors de l'établissement des offres), hors PSE, soit -4,84%.

Conseil Municipal du 12 décembre 2024
Délibération n°13 - Annexe 2

Acte exécutoire le 19/12/2024
Reçu par la Préfecture le 19/12/2024
Publié sur le Site Internet de la Ville le 19/12/2024

# Création d'un conservatoire de musique et de danse dans l'ancien mess des officiers - SENLIS (60)

## Analyse des offres - ACT

Réalisé en Décembre 2024

**Proposition de choix des entreprises - MOE**

| Rédigé par | Vérifié par | PHASE | DATE | INDICE |
|---|---|---|---|---|
| NCO | CDS | ACT | 06/12/2024 | C |

| Référence Affaire: | 22_54 SENLIS CONSERVATOIRE |
|---|---|

## Création d'un conservatoire de musique et de danse dans l'ancien mess des officiers - SENLIS (60) : Proposition de choix des entreprises - MOE

L'ensemble des lots a été analysé, un rapport est remis pour chaque lot avec la notation des entreprises sur leur mémoire technique.

**Le présent document constitue la synthèse de l'ensemble des lots et vise à donner une vision globale de l'économie du projet avec les entreprises ayant le meilleur classement dans leur lot respectif.**

| Lot / Entreprise proposée | | MONTANT TOTAL (en € H.T.) |
|---|---|---|
| **LOT N°01 CURAGE - DEMOLITIONS - DESAMIANTAGE - GROS-ŒUVRE** | | |
| **Entreprise : ANDRE CONSTRUCTION** | **Offre** | **1 530 988,00** |
| | Ent. Moins disante | 1 090 773,00 |
| | Estim. MOE | 1 575 340,92 |
| **LOT N°02 CHARPENTE** | | |
| **Entreprise : CHARPENTERIE MENUISERIE DEBRAINE** | **Offre** | **170 784,82** |
| | Ent. Moins disante | 170 784,82 |
| | Estim. MOE | 135 175,50 |
| **LOT N°03 COUVERTURE - ETANCHEITE** | | |
| **Entreprise : UTB** | **Offre** | **274 746,95** |
| | Ent. Moins disante | 274 746,95 |
| | Estim. MOE | 342 027,36 |
| **LOT N°04 ECHAFAUDAGE - RAVALEMENT - RESTAURATION DE MACONNERIE** | | |
| **LOT INFRUCTUEUX (OFFRES TROP ELEVEES)** | **Offre** | **216 034,56** |
| *Consultation en direct en cours* | Ent. Moins disante | 567 507,83 |
| | Estim. MOE | 216 034,56 |
| **LOT N°05 MENUISERIES EXTERIEURES - OCCULTATIONS** | | |
| **Entreprise : GLODT** | **Offre** | **352 320,55** |
| | Ent. Moins disante | 352 320,55 |
| | Estim. MOE | 341 216,82 |
| **LOT N°06 SERRURERIE - METALLERIE** | | |
| **Entreprise : SERRURERIE DE BAETS** | **Offre** | **84 034,55** |
| | Ent. Moins disante | 84 034,55 |
| | Estim. MOE | 85 517,10 |
| **LOT N°07 DOUBLAGES - CLOISONS - PLAFONDS SUSPENDUS** | | |
| **Entreprise : LES PLATRES MODERNES** | **Offre** | **499 455,00** |
| | Ent. Moins disante | 499 455,00 |
| | Estim. MOE | 561 263,04 |

| Lot / Entreprise proposée | | MONTANT TOTAL (en € H.T.) |
|---|---|---|
| **LOT N°08 MENUISERIES INTERIEURES** | | |
| **Entreprise : GLODT** | **Offre** | **299 981,16** |
| | Ent. Moins disante | 299 981,16 |
| | Estim. MOE | 310 662,54 |
| **LOT N°09 REVETEMENTS DE SOLS - FAIENCE** | | |
| **Entreprise : SPRID** | **Offre** | **296 377,57** |
| *(Offre en direct)* | Ent. Moins disante | 296 377,57 |
| | Estim. MOE | 250 323,48 |
| **LOT N°10 PEINTURES - NETTOYAGE** | | |
| **Entreprise : SPRID** | **Offre** | **59 819,06** |
| | Ent. Moins disante | 58 477,35 |
| | Estim. MOE | 78 427,44 |
| **LOT N°11 ELECTRICITE CFO/CFA** | | |
| **Entreprise : EIFFAGE ENERGIE SYSTEMES NORD** | **Offre** | **305 000,00** |
| | Ent. Moins disante | 305 000,00 |
| | Estim. MOE | 373 135,68 |
| **LOT N°12 CVC - PLOMBERIE SANITAIRE** | | |
| **Entreprise : BETTA GENIE CLIMATIQUE** | **Offre** | **549 590,29** |
| | Ent. Moins disante | 549 590,29 |
| | Estim. MOE | 610 849,62 |
| **LOT N°13 APPAREILS ELEVATEURS** | | |
| **Entreprise : OTIS** | **Offre** | **34 300,00** |
| | Ent. Moins disante | 33 500,00 |
| | Estim. MOE | 35 417,52 |
| **LOT N°14 VRD** | | |
| **Entreprise : COLAS** | **Offre** | **247 143,59** |
| | Ent. Moins disante | 247 143,59 |
| | Estim. MOE | 219 492,18 |
| **LOT N°15 AMENAGEMENTS PAYSAGERS** | | |
| **Entreprise : IDVERDE** | **Offre** | **114 757,59** |
| | Ent. Moins disante | 114 757,59 |
| | Estim. MOE | 159 204,42 |

| Lot / Entreprise proposée | | MONTANT TOTAL (en € H.T.) |
|---|---|---|
| **LOT N°16 ENDUITS TERRE - ENDUITS CHAUX** | | |
| **LOT INFRUCTUEUX (OFFRES TROP ELEVEES)** | **Offre** | **49 843,08** |
| *(Offre en direct) >> Reconsultation en direct en cours* | Ent. Moins disante | 69 190,00 |
| | Estim. MOE | 49 843,08 |

| | |
|---|---|
| **Montant Total (HT) avec les entreprises sélectionnées** | **5 085 176,77** |
| **Montant Total (HT) Estimation MOE** | **5 343 931,26** |

| PRESTATIONS SUPPLÉMENTAIRES ÉVENTUELLES (PSE) | Proposition MOE | MONTANT (en € H.T.) |
|---|---|---|
| Lot 12 - PSE n°1 : Alimentation en eau froide des wc et arrosage | | 5 361,40 |
| Lot 14 - PSE n°1 : Pompe et alimentation | | 1 335,62 |
| Lot 14 - PSE n°2 : Raccordement de la cuve de récupération des EP au bâtiment | | 1 253,77 |
| ***TOTAL PSE (proposition MOE)*** | | **-** |

| | |
|---|---|
| **Montant Total (HT) avec les entreprises sélectionnées et PSE** | **5 085 176,77** |
| **Montant Total (HT) Estimation MOE + PSE** | **5 350 087,26** |

A ce stade de la consultation, les entreprises proposées par la MOE sont le résultat d'un classement établi sur un critère économique (50%) et sur un critère technique (50%). Les négociations ont permis de préciser les offres techniques et économiques des différents candidats.

Suivant la proposition de la MOE sur le choix des entreprises à retenir, le montant théorique total des travaux s'élève à **5 085 176,77 € HT (compris lots infructueux et offres passées en direct)**. Ce montant est inférieur de 258 754,49€ HT par rapport à l'estimation PRO/DCE actualisée à Valeur Août 2024 pour les lots issus de la consultation initiale et pour les lots 02/04/05/14/16 relancés (derniers indices connus lors de l'établissement des offres), hors PSE, soit -4,84%.

# Extrait du REGISTRE des

# DÉLIBÉRATIONS du CONSEIL MUNICIPAL

## SÉANCE du jeudi 12 décembre 2024

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Le Conseil Municipal de la Commune de SENLIS (Oise), légalement convoqué le 6 décembre 2024 par Madame LOISELEUR, Maire, s'est assemblé le jeudi 12 décembre 2024 à 19h00 au lieu ordinaire de ses séances à l'Hôtel de Ville de Senlis, en vue de délibérer sur les affaires inscrites à l'ordre du jour.

Nombre de conseillers municipaux en exercice : 33 - Présents : 21 - Pouvoirs : 10 - Votants : 31 - Absents : 2

**Présents :** Mme LOISELEUR - Mme ROBERT - M. GAUDUBOIS - Mme SIBILLE - M. GUÉDRAS - M. NGUYEN PHUOC VONG - Mme PALIN SAINTE AGATHE - M. REIGNAULT - Mme MIFSUD - M. LECOMTE - Mme BALOSSIER - M. CURTIL - Mme GORSE CAILLOU - M. LEFEVRE - Mme MAUPAS - Mme GLASTRA - Mme DUBOIS - Mme PRUVOST-BITAR - Mme AUNOS - Mme REYNAL - Mme BENOIST - **Ont donné mandat de voter en leur nom :** Mme LUDMANN à M. LEFEVRE - M. GAUDION à Mme GLASTRA - M. DELACROY à Mme ROBERT - Mme BOUTEMY à Mme SIBILLE - Mme LEPITRE à M. GAUDUBOIS - Mme AIT M BARK à Mme LOISELEUR - M. CHAPUIS à M. REIGNAULT - M. FLEURETTE à Mme PRUVOST-BITAR - M. BOULANGER à Mme AUNOS - M. GEOFFROY à Mme BENOIST - **Absents :** Mme VALLER - M. DIEDRICH - **Secrétaire de séance :** Mme BENOIST - **Présidence de séance :** Mme LOISELEUR, Maire.

## N° 14 - Renouvellement des marchées de service d'assurances pour la ville et le CCAS - Appel d'offres ouvert

**Monsieur GAUDUBOIS expose :**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L. 2122-21-6 et L2122-22-4°,

Vu le Code de la Commande Publique, notamment les articles L. 2124-2, R. 2124-2 1° et R. 2161-2 à R. 2161-5 ; et articles L. 2122-1 et R. 2122-2 pour les lots n°2 et n°4,

Vu la convention constitutive de groupement entre la ville de Senlis et le CCAS en date du 27 juin2012,

Vu la délibération n° 7 du 5 juillet 2020 portant les délégations consenties au Maire par le Conseil Municipal, qui « autorise le Maire à prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement de tous marchés dans la limite des seuils réglementaires et lorsque les crédits sont inscrits au budget, exception faite pour les marchés de travaux dont le montant est quant à lui plafonné à 500 000 euros H.T. et lorsque les crédits sont inscrits au budget. »,

Considérant que le marché public de service d'assurances arrive à échéance le 31 décembre 2024 et doit être renouvelé,

Considérant que les prestations sont réparties en 5 lots :

- Lot n° 1 : Risques Statutaires
- Lot n° 2 : Responsabilité civile – défense recours
- Lot n° 3 : Flotte automobile
- Lot n° 4 : Protection juridique et fonctionnelle, défense pénale des agents et des élus
- Lot n° 5 : Tous Risques Expositions

Considérant que la procédure comprend des variantes libres pour tous les lots, et des prestations supplémentaires éventuelles pour les lots n°1, 2, 3, 4,

Considérant que le marché public est passé en procédure d'appel d'offres ouvert, conclu à compter du 1er janvier 2025 pour une période d'un (1) an reconductible tacitement pour une période annuelle, dans la limite de quatre (4) fois,

Acte exécutoire le 19 DEC. 2024 - Reçu par la Préfecture le 19 DEC. 2024 et publié sur le site internet de la Ville le 19 DEC. 2024

Considérant que, pour 2024, les crédits sont inscrits au budget de la ville de Senlis,

Vu l'avis de la Commission Finances en date du 3 décembre 2024,

Vu le rapport d'attribution de la Commission d'appel d'offres en date du 27 novembre 2024 pour les lot 1,3,4,5,

Vu l'offre réceptionnée dans le cadre de la passation d'un marché sans publicité suite à l'infructuosité de la procédure d'appel d'offre concernant le lot 4,

Considérant qu'aucune offre n'a été déposée dans les délais prescrits pour le lot n° 2 dans le cadre de la passation d'un marché sans publicité à la suite d'infructuosité de la procédure d'appel d'offre,

Considérant le rapport d'attribution du marché public, attribuant les lots aux soumissionnaires dont l'offre est économiquement la plus avantageuse et satisfait au mieux l'ensemble des critères d'attribution du marché comme suit :

- Lot n° 1 : Risques Statutaires : Groupement WILLIS TOWERS WATSON France Tour HEKLA, 52 Avenue du Général de Gaulle - CS 10427 - 92094 La Défense Cedex / GROUPAMA PARIS VAL-DE-LOIRE, 60, boulevard Duhamel du Monceau CS 10609 45166 Olivet Cedex. Le taux de cotisation CNRACL est de 0,49 % (27 788,42 € par an).
- Lot n° 3 : Flotte automobile : SMACL, 141 avenue Salvador Allende – 79031 NIORT. Le coût total annuel prévisionnel est de 58 131,04 €. La garantie de base retenue avec franchise est la formule 2 : 1 000 € (sauf bris de glace 100 € et vélos et vélos à assistance électrique 100 €). Les prestations supplémentaires éventuelles n° 1 « Marchandises transportées », n° 2 « Bris de machine », n° 3 « auto-collaborateurs en mission » sont retenues.
- Lot n° 4 : Protection juridique et fonctionnelle, défense pénale des agents et des élus : SMACL, 141 avenue Salvador Allende – 79031 NIORT. Garanties de base : le montant pour la protection fonctionnelle et protection juridique, défense pénale des agents et anciens agents est de 2 045,80 € T.T.C. La prestation supplémentaire n° 1 « Protection juridique de la Commune » est retenue.
- Lot n° 5 : Tous Risques Expositions : Groupement SARRE ET MOSELLE, 17 bis avenue Poincaré – 57400 SARREBOURG / HISCOX SA – HISCOX FRANCE, 38 avenue de l'Opéra – 75002 PARIS pour un montant de 4 712,82 €.

*L'exposé entendu,* ***Madame le Maire*** *a soumis au vote ce projet de délibération et* ***le Conseil Municipal*** *à main levée et* ***à l'unanimité,***

- a autorisé Madame le Maire, ou l'Adjoint délégué, à signer les marchés publics d'assurances et toutes pièces afférentes correspondants aux lots 1, 3, 4 et 5, incluant les éventuels avenants à intervenir.

- a autorisé Madame le Maire, ou l'Adjoint délégué, à signer le marché relatif au lot n° 2 Responsabilité civile – défense recours, et toutes pièces afférentes qu'il comporte, incluant les éventuels avenants à intervenir.

*Le Secrétaire de Séance*
Magalie BENOIST

MAIRIE DE SENLIS (Oise)

*Le Maire*
Pascale LOISELEUR

*Cette délibération peut faire l'objet d'un recours dans un délai de deux mois à compter de sa publicité et de sa transmission au contrôle de légalité, par courrier adressé au Tribunal administratif d'Amiens, 14 rue Lemerchier, 80000 AMIENS, ou via l'application Télérecours citoyens, accessible via le site internet www.telerecours.fr.*

Acte exécutoire le 19/12/2024
Reçu par la Préfecture le 19/12/2024
Publié sur le Site Internet de la Ville le 19/12/2024

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES
Direction des Affaires Juridiques

MARCHES PUBLICS ET ACCORDS-CADRES — OUV9

# PROCES-VERBAL DE LA COMMISSION D'APPEL D'OFFRES DECISION D'ATTRIBUTION [1]

**APPEL D'OFFRES**

**ARTICLES L.2124-1, L2124-2, R.2124-2-1° DU CODE DE LA COMMANDE PUBLIQUE**

## A - Identification du pouvoir adjudicateur (ou de l'entité adjudicatrice).

Commune de Senlis
Hôtel de ville
3 place Henri IV
60300 SENLIS

Représentée par Madame Pascale LOISELEUR, maire de Senlis

## B - Objet de la consultation.

Marché de service d'assurances

- Lot n°1 : Risques statutaires
- Lot 2 : Responsabilité civile-défense recours
- Lot 3 : Flotte automobile et accessoires
- Lot 4 : Protection juridique et fonctionnelle, défense pénale des agents et des élus
- Lot 5 : Tous risques expositions

## C - Déroulement de la consultation.

- Publicité :

Annonce envoyée le 31 juillet 2024 sur le profil acheteur, E-marchéspublics.com, BOAMP et au JOUE

- Date et heures limites de réception des offres :
  - **Vendredi 18 octobre 2024 à 14h00**
- Délai de validité des offres : 120 jours
- Demande de précisions ou de compléments sur la teneur des offres : ☒ NON OU ☐ OUI

## D - Composition de la Commission d'Appel d'Offres.

Date de la Commission d'appel d'offres : 27 novembre 2024

### D1 - Membres à voix délibérative :

| Nom et prénom | Qualité | Titulaire (T) ou Suppléant (S) | Présent (P) Ou Excusé (E) |
|---|---|---|---|
| Véronique LUDMANN | Maire-Adjointe | Présidente de la CAO | P |
| Elisabeth SIBILLE | Maire-Adjointe | Titulaire | P |
| Patrick GAUDUBOIS | Maire-Adjoint | Titulaire | |
| Daniel GUEDRAS | Maire-Adjoint | Titulaire | P |
| Sophie REYNAL | Conseillère Municipale | Titulaire | |
| Rémi GEOFFROY | Conseiller Municipal | Titulaire | P |
| François-Xavier LECOMTE | Conseiller Municipal | Suppléant | |
| Martine PALIN SAINTE AGATHE | Maire-Adjointe | Suppléante | |
| Marie-Christine ROBERT | Maire-Adjointe | Suppléante | |
| Damien BOULANGER | Conseiller Municipal | Suppléant | |
| Bernard FLEURETTE | Conseiller Municipal | Suppléant | |

### D2 - Membres à voix consultative :

| Nom et prénom | Qualité | Présent (P) Ou Excusé (E) |
|---|---|---|
| | Pole C de la direccte des Hauts de France | |
| | Comptable assignataire | |
| Sébastien KANIA | Responsable des achats et Marchés publics | P |
| Séverine ROCHER | Assistante Marchés Publics | |
| Emmanuel DOUROUX | ED CONSULTANTS | P |

## E - Fonctionnement de la Commission d'Appel d'Offres.

■ Le **quorum est atteint :**

NON ☐ OUI ☒

La commission d'appel d'offres

☒ peut

☐ ne peut pas

valablement délibérer.

■ Secrétariat de la commission d'appel d'offres :

## F - Classement des offres.

**Lot n° 1 : Risques statutaires**

| Classement proposé | N° de dépôt | Soumissionnaire |
|---|---|---|
| 1 | 4 | Willis Towers Watson France |
| 2 | 5 | YVELIN |

- **Décision de la commission d'appel d'offres relative à l'élimination des offres :**

La commission d'appel d'offres :

☐ élimine les offres conformément à la proposition figurant au rapport d'analyse des offres ;

☐ demande un examen complémentaire des offres pour les motifs suivants :

- **Au vu du rapport d'analyse des offres et après examen des offres reçues, la commission d'appel d'offres déclare la procédure de passation du marché public ou de l'accord-cadre :**

☐ sans suite

☐ infructueuse

☐ pour les motifs exposés dans le rapport d'analyse des offres ;

☐ pour les motifs mentionnés ci-dessous :

**et de mettre en œuvre la nouvelle procédure suivante :**

☐ un appel d'offres ;

☐ un marché négocié ;

☐ une procédure adaptée ;

☐ un dialogue compétitif.

- **Décision de la commission d'appel d'offres relative au classement des offres :**

Après avoir pris connaissance du rapport d'analyse des offres, la commission d'appel d'offres :

☒ retient le classement des offres proposé ;

☐ demande une analyse complémentaire des offres pour les motifs suivants :

**Attributaire du marché :**

- Résultat des votes :

  Pour : 4

  Contre : 0

  Abstentions : 0

**Lot n° 3 : Flotte automobile et accessoires**

| Classement proposé | N° de dépôt | Soumissionnaire |
|---|---|---|
| 1 | 1 | Groupement SMACL ASSURANCES |

- **Décision de la commission d'appel d'offres relative à l'élimination des offres :**

La commission d'appel d'offres :

☐ élimine les offres conformément à la proposition figurant au rapport d'analyse des offres ;

☐ demande un examen complémentaire des offres pour les motifs suivants :

- **Au vu du rapport d'analyse des offres et après examen des offres reçues, la commission d'appel d'offres déclare la procédure de passation du marché public ou de l'accord-cadre :**

☐ sans suite

☐ infructueuse

☐ pour les motifs exposés dans le rapport d'analyse des offres ;

☐ pour les motifs mentionnés ci-dessous :

**et de mettre en œuvre la nouvelle procédure suivante :**

☐ un appel d'offres ;

☐ un marché négocié ;

☐ une procédure adaptée ;

☐ un dialogue compétitif.

- **Décision de la commission d'appel d'offres relative au classement des offres :**

Après avoir pris connaissance du rapport d'analyse des offres, la commission d'appel d'offres :

☒ retient le classement des offres proposé ;

☐ demande une analyse complémentaire des offres pour les motifs suivants :

**Attributaire du marché :**

- Résultat des votes :

  Pour : 4

  Contre : 0

  Abstentions : 0

**Lot n° 5 : Tous risques expositions**

| Classement proposé | N° de dépôt | Soumissionnaire |
|---|---|---|
| 2 | 2 | Willis Towers Watson France / AXA XL |
| 1 | 3 | SARRE ET MOSELLE / HISCOX |
| 3 | 6 | HELVETIA / ACL COURTAGE |

- **Décision de la commission d'appel d'offres relative à l'élimination des offres :**

La commission d'appel d'offres :

☐ élimine les offres conformément à la proposition figurant au rapport d'analyse des offres ;

☐ demande un examen complémentaire des offres pour les motifs suivants :

- **Au vu du rapport d'analyse des offres et après examen des offres reçues, la commission d'appel d'offres déclare la procédure de passation du marché public ou de l'accord-cadre :**

☐ sans suite

☐ infructueuse

☐ pour les motifs exposés dans le rapport d'analyse des offres ;

☐ pour les motifs mentionnés ci-dessous :

**et de mettre en œuvre la nouvelle procédure suivante :**

☐ un appel d'offres ;

☐ un marché négocié ;

☐ une procédure adaptée ;

☐ un dialogue compétitif.

- **Décision de la commission d'appel d'offres relative au classement des offres :**

Après avoir pris connaissance du rapport d'analyse des offres, la commission d'appel d'offres :

☒ retient le classement des offres proposé ;

☐ demande une analyse complémentaire des offres pour les motifs suivants :

**Attributaire du marché :**

- Résultat des votes :

  Pour : 4

  Contre : 0

  Abstentions : 0

## G - Signature des membres de la Commission d'Appel d'Offres.

| Nom et prénom | Signature |
|---|---|
| Véronique LUDMANN | |
| Elisabeth SIBILLE | |
| Patrick GAUDUBOIS | |
| Daniel GUEDRAS | |
| Sophie REYNAL | |
| Rémi GEOFFROY | |
| François-Xavier LECOMTE | |
| Martine PALIN SAINTE AGATHE | |
| Marie-Christine ROBERT | |
| Damien BOULANGER | |
| Bernard FLEURETTE | |

## H - Observations des membres de la Commission d'Appel d'Offres.

Audit Assurances
Erwan Douroux
*Partenaire conseil des collectivités et des entreprises*

Conseil Municipal du 12 décembre 2024
Délibération n°14 - Annexe 2

Acte exécutoire le 19/12/2024
Reçu par la Préfecture le 19/12/2024
Publié sur le Site Internet de la Ville le 19/12/2024

# RAPPORT D'ANALYSE DES OFFRES

Senlis
LIBERTÉ - ÉGALITÉ-FRATERNITÉ

## *Marché d'Assurance IARD et Risques statutaires*

Commune de SENLIS
3 place Henri IV
60300 SENLIS

***Le 04/11/2024***

| | | |
|---|---|---|
| RAO | Commune de SENLIS | Marché IARD et RS 2024- 2029 |

06 37 69 62 74
erwan.douroux.audit@gmail.com
1rue de Bretagne - 29830 PLOUDALMEZEAU
https://marchepublicassurance.fr
SAS ED CONSULTANTS - SIRET 83483263600023

# TABLE DES MATIERES


Table des matieres ..... 2
INTRODUCTION ..... 4
RAPPEL DES CONDITIONS DE PASSATION DU MARCHE ..... 5
LOT 1. RISQUES STATUTAIRES ..... 8
Candidature(s) reçue(s) ..... 8
Rappel du marché en cours ..... 8
Évaluation des offres ..... 9
Rappel de la sinistralité ..... 13
Choix des franchises et des garanties ..... 14
LOT 2 . RESPONSABILITE CIVILE ..... 15
Candidature(s) reçue(s) ..... 15
Rappel du marché en cours ..... 15
Rappel de la sinistralité ..... 16
LOT 3 . FLOTTE AUTO ET RISQUES ANNEXES ..... 19
Candidature(s) reçue(s) ..... 19
Rappel du marché en cours ..... 19
Rappel de la sinistralité ..... 20
Les réponses apportées ..... 21
Choix des garanties et des franchises : ..... 24
LOT 4 . PROTECTION FONCTIONNELLE AGENTS/ELUS - PROTECTION JURIDIQUE de la Collectivité ..... 25
Candidature(s) reçue(s) ..... 25
LOT 5. Multirisque Exposition ..... 26
Candidature(s) reçue(s) ..... 26
Évaluation des offres ..... 26
IMPACT FINANCIER DU NOUVEAU MARCHE (hors relance) ..... 28
SYNTHESE ..... 29
Bilan financier au 14/11/2024 ..... 30
Décision d'attribution des lots (CAO du 27/11/2024) : ..... 31
Analyse des offres suite à relance ..... 32
Lot 2 Responsabilité Civile ..... 32





06 37 69 62 74
erwan.douroux.audit@gmail.com
1rue de Bretagne - 29830 PLOUDALMEZEAU
https://marchepublicassurance.fr
SAS ED CONSULTANTS - SIRET 83483263600023

**Lot 4 : Protection fonctionnelle - Protection juridique .....32**
**Bilan financier au 02/12/2024.....33**



06 37 69 62 74
erwan.douroux.audit@gmail.com
1rue de Bretagne - 29830 PLOUDALMEZEAU
https://marchepublicassurance.fr
SAS ED CONSULTANTS - SIRET 83483263600023

# INTRODUCTION

Depuis deux ou trois ans, nous évoluons dans un contexte assurantiel très tendu : évènements climatiques violents et récurrents, mouvements populaires avec d'importantes dégradations urbaines, violences verbales voire physiques à l'égard des élus et des agents des collectivités. La facture s'alourdie pour les assureurs et les collectivités ont de plus en plus de mal à s'assurer.

Au cours des années 2022-2023, nous avons assisté à un appauvrissement de l'offre et donc de la concurrence sur les procédures de commande publique, ainsi qu'à un durcissement des conditions des contractuelles en cas de réponse des assureurs.

✓ Le retrait du marché d'un certain nombre d'acteurs :

La MAIF ne répond plus aux appels d'offres et a résilié l'ensemble de son portefeuille de collectivités au 31/12/2023. Étant actionnaire majoritaire de la SMACL, elle ne rentre pas en concurrence avec celle-ci. Le Cabinet Pilliot, ayant perdu son partenariat avec les assureurs allemands VHV et GLISE, ne répond plus aux appels d'offres et a résilié l'intégralité du portefeuille RC, DAB et AUTO.

Groupama (certaines caisses régionales, Centre Atlantique notamment) après avoir résilié une grande partie du portefeuille RC ainsi que l'ensemble des risques déficitaires (tous risques confondus) est peu présent sur les appels d'offres.

✓ Une sélection drastique des risques :

Sous la pression des réassureurs, les candidats potentiels opèrent une sélection des dossiers auxquels ils répondent et surveillent de très près le cumul de leurs engagements (par contrat, par zone géographique…). Ils se concentrent uniquement sur les dossiers déjà en portefeuille et présentant une sinistralité très favorable (rapport sinistres / cotisations < 50%).

En outre, certains risques ne trouvent plus preneur. Il s'agit notamment des risques technologiques et industriels tels que les abattoirs, les déchèteries, les ressourceries, les sites de stockage de gestion - traitement de déchets, les syndicats d'ordures ménagères… Les assureurs considèrent ces risques comme sensibles, avec potentiellement des conséquences importantes en matière environnementale, en matière de santé publique...,

✓ Une situation de quasi-monopole pour les candidats qui répondent

L'absence de concurrent met le candidat qui répond dans une situation de monopole.

Désormais, il est de pratique courante pour certains assureurs :

- de remplacer intégralement le cahier des charges par les conditions générales et particulières de la compagnie ;
- de restreinte fortement les plafonds de certaines garanties, voire d'ajouter des exclusions ou encore des franchises élevées. Sont particulièrement visés les sinistres relevant des évènements climatiques ou des émeutes et mouvements populaires.
- de proposer des tarifs parfois multipliés par 3 ou 4.



06 37 69 62 74
erwan.douroux.audit@gmail.com
1rue de Bretagne - 29830 PLOUDALMEZEAU
https://marchepublicassurance.fr
SAS ED CONSULTANTS - SIRET 83483263600023

# RAPPEL DES CONDITIONS DE PASSATION DU MARCHE

❖ Procédure (article 2.1 du RC)

APPEL D'OFFRES OUVERT établi selon les articles L.2124-2 et les articles R.2124-2 et 2161-3 à R.2161-5 du Code de la Commande Publique :

- ***Groupement de Commande entre la Commune SENLIS et le de SENLIS*** *(articles L.2113-6 à L.2113-8 du code de la commande publique)*

❖ Durée du marché (article 1.5 du RC)

Date d'effet du marché : 01/01/2025 à 0H00
Fin de marché : 31/12/2029 à 24H00
Il est conclu pour une durée d'un an reconductible 4 fois.
Chacune des parties conservant une faculté de résiliation annuelle, au premier janvier, moyennant un préavis de 6 mois.

❖ Allotissement (article 2.2 du RC)

| | | |
|---|---|---|
| **Lot 1** | Risques Statutaires | CPV 66512000-2 |
| **Lot 2** | Responsabilité civile – défense recours | CPV 66516000-0 |
| **Lot 3** | Flotte automobile et accessoires | CPV 66514110-0 |
| **Lot 4** | Protection juridique et fonctionnelle des agents et des élus | CPV 66516000-0 |
| **Lot 5** | Tous Risques Expositions | CPV 66515200-5 |

❖ Variantes, prestations supplémentaires éventuelles (article 5.1 du RC)

✓ Variantes

Les variantes sont acceptées à condition que le candidat ait répondu au préalable à l'offre de base. Le dépôt d'une variante sans chiffrer l'offre de base n'est pas admis. A défaut, l'offre du candidat est rejetée.

✓ Prestations supplémentaires éventuelles

La réponse aux prestations supplémentaires éventuelles sont facultatives.
Les PSE ne sont pas prises en compte lors de l'analyse des offres. Ainsi, seules les offres de base sont analysées en une seule fois.

Dans le cadre de l'exécution du présent marché, les PSE suivantes étaient demandées en complément des prestations de base



06 37 69 62 74
erwan.douroux.audit@gmail.com
1rue de Bretagne - 29830 PLOUDALMEZEAU
https://marchepublicassurance.fr
SAS ED CONSULTANTS - SIRET 83483263600023

**Lot 1 " Risques Statutaires ":**

PSE 1 : IJ AT- MP
PSE 2 : IJ AT- MP et CLM-CLD

**Lot 2 " Responsabilité civile – défense recours ":**

PSE 1 : RC Atteinte à l'environnement

**Lot 3 " Flotte automobile et accessoires ":**

PSE 1 : Marchandises transportées
PSE 2 : Bris de machine
PSE 3 : Auto-collaborateurs en mission

**Lot 4 " Protection fonctionnelle - Protection juridique ":**

PSE 1 : Protection juridique de la Collectivité
PSE 2 : Protection juridique Maître d'ouvrage

❖ Critères d'attribution du marché (article 5.2 du RC):

Les critères pris en compte pour le jugement des offres sont les suivants, classés par ordre d'importance décroissant :

- ✓ Conditions tarifaires : 30%,
- ✓ Gestion et suivi des sinistres :30%*
- ✓ Nature et étendue des garanties et des franchises au regard du CCTP : 40 %

**Lot 1 - Risques statutaires**

| | |
|---|---|
| Respect de l'ordre de prévalence des documents | 7 points |
| Respect des dispositions du CCAP | 13 points |
| Respect des définitions, des LCI et des franchises et des garanties | 20 points |

**Lot 2 - Responsabilité civile – défense recours**

| | |
|---|---|
| Respect de l'ordre de prévalence des documents | 7 points |
| Respect des dispositions du CCAP | 10 points |
| Respect des définitions, des LCI et des franchises des garanties de responsabilité | 16 points |
| Respect des définitions, des LCI et des franchises des garanties individuelle accident | 7 points |

**Lot 3 - Flotte automobile et accessoires**

| | |
|---|---|
| Respect de l'ordre de prévalence des documents | 7 points |
| Respect des dispositions du CCAP | 10 points |
| Respect des définitions, des LCI et des franchises des garanties de base | 13 points |
| Respect des définitions, des LCI et des franchises des garanties annexes | 10 points |



06 37 69 62 74
erwan.douroux.audit@gmail.com
1rue de Bretagne - 29830 PLOUDALMEZEAU
https://marchepublicassurance.fr
SAS ED CONSULTANTS - SIRET 83483263600023

**Lot 4 - Protection juridique et fonctionnelle, défense pénale des agents et des élus**

| | |
|---|---|
| Respect de l'ordre de prévalence des documents | 7 points |
| Respect des dispositions du CCAP | 11 points |
| Respect des garanties de base | 11 points |
| Montant des honoraires pris en charge par procédure | 11 points |

**Lot 5 - Tous Risques Expositions**

| | |
|---|---|
| Respect de l'ordre de prévalence des documents | 7 points |
| Respect des dispositions du CCAP | 13 points |
| Respect des définitions, des LCI et des franchises et des garanties | 20 points |

❖ Plateforme de dématérialisation : https://achatpublic.com/

❖ Contenu du dossier de consultation (DCE)

- Le règlement de la consultation,
- Une présentation générale de l'Assuré (questionnaire CCTP),
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP ) commun à l'ensemble des lots,
- Le cahier des clauses techniques particulières et ses annexes (CCTP).
- Les Annexes : antériorité, sinistralité, parc auto, état du patrimoine….
- L'acte d'engagement y compris engagements de gestion

❖ Délai de valididté des offres

Le délai de validité des offres est de 120 jours à compter de la date limite de remise de l'offre initiale.



06 37 69 62 74
erwan.douroux.audit@gmail.com
1rue de Bretagne - 29830 PLOUDALMEZEAU
https://marchepublicassurance.fr
SAS ED CONSULTANTS - SIRET 83483263600023

# LOT 1. RISQUES STATUTAIRES

Situation tarifaire 2024 : CNRACL : **32 889,3 €**
IRCANTEC : ,0 €
TOTAL : **32 889,3 €**

Assureur tenant : **Groupama Paris Val de Loire Assurances**

Intermédiaire : WTW

## Candidature(s) reçue(s)

Pour ce marché des risques statutaires, deux candidats ont déposé une offre : le cabinet YVELIN (assureur CNP) et WTW avec l'offre de l'assureur GROUPAMA PARIS VAL DE LOIRE.
Les candidatures sont recevables et ne nécessitent aucune régularisation.

## Rappel du marché en cours

### Garanties et franchises en place

Pour les agents titulaires ou stagiaires affiliés à la CNRACL :

- Décès
- Accidents et maladies imputables au service : Frais Médicaux uniquement
- CLD/CLM : Non souscrit
- Maladie ordinaire ou accidents de la vie privée : Non souscrit
- Maternité, Paternité, adoption : Non souscrit

Assiette de cotisation et d'indemnisation : TBI + SFT

Taux de cotisation 2024 : **0,58%**

### Garanties et franchise demandées

- **Offre de base**
  - DECES
  - AT /MP (Frais médicaux uniquement)



06 37 69 62 74
erwan.douroux.audit@gmail.com
1rue de Bretagne - 29830 PLOUDALMEZEAU
https://marchepublicassurance.fr
SAS ED CONSULTANTS - SIRET 83483263600023

## ❖ Prestation supplémentaires éventuelles

### PSE 1 : AT-MP (IJ)

- AT /MP (Indemnités journalières )
  - ✓ Franchise 0 jour
  - ✓ Franchise 30 jours par arrêt

### PSE 2 : AT-MP / CLM-CLD

- AT /MP (Frais médicaux uniquement)
  - ✓ Franchise 0 jour
  - ✓ Franchise 30 jours par arrêt
- CLM / CLD
  - ✓ Franchise 0 jour par arrêt
  - ✓ Franchise 30 jours par arrêt

# Évaluation des offres

## Taux de cotisation proposés

Rappel de la Masse salariale : 7 375 000 €
Assiette de cotisations : TBI + SFT : 5 671 107 €
Nombre d' agents CNRACL : 223

| CNP / YVELIN | | CNRACL | |
|---|---|---|---|
| NATURE DES GARANTIES | Contrat en cours IJ 100% | Proposition CNP/ YVELIN IJ 100% | |
| DECES | | Taux de cotisation | Montant en € * |
| Taux : | X | 0,27% | 15 311,99 € |
| AT/MP | | | |
| FM | X | 0,31% | 17 580,43 € |
| 0 jour | | 1,57% | 89 036,38 € |
| 30 jours | | 1,09% | 61 815,07 € |
| CLM / CLD | | | |
| 0 jour | | 3,00% | 170 133,21 € |
| 30 jours | | 2,89% | 163 894,99 € |
| | | | |
| CMO | | | |
| | | | |
| | | | |
| | | | |
| MAT. / PAT. / ADOPT. | | | |
| | X | | |
| Cumul des taux de cotisation (à périmètre identique) | 0,58% | 0,58% | |
| COTISATIONS ANNUELLES T.T.C. * | 32 892,42 € | 32 892,42 € | |
| TOTAL | 32 892,42 € | | |



06 37 69 62 74
erwan.douroux.audit@gmail.com
1rue de Bretagne - 29830 PLOUDALMEZEAU
https://marchepublicassurance.fr
SAS ED CONSULTANTS - SIRET 83483263600023

| GROUPAMA PVL / WTW | CNRACL | | |
|---|---|---|---|
| NTAURE DES GARANTIES | Contrat en cours IJ 100% | Proposition GROUPAMA IJ 100% | |
| DECES | | Taux de cotisation | Montant en € * |
| Taux : | X | 0,28% | 15 879,10 € |
| AT/MP | | | |
| FM | X | 0,21% | 11 909,32 € |
| 0 jour | | 1,36% | 77 127,06 € |
| 30 jours | | 0,76% | 43 100,41 € |
| CLM / CLD | | | |
| 0 jour | | 3,19% | 180 908,31 € |
| 30 jours | | 3,04% | 172 401,65 € |
| | | | |
| CMO | | | |
| | | | |
| | | | |
| | | | |
| MAT. / PAT. / ADOPT. | | | |
| | | | |
| Cumul des taux de cotisation (à périmètre identique) | 0,58% | 0,49% | |
| COTISATIONS ANNUELLES T.T.C. * | 32 892,42 € | 27 788,42 € | |
| TOTAL | 27 788,42 € | | |

## Notation

CNRACL
HC 5 671 107,00 €

| | CNP / YVELIN Classement 2 | | | CLM+J3 GROUPAMA PVL / WTW Classement 1 | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Hypothèse 1 : garanties actuelles | Décès | | 0,27% | Décès | | 0,28% |
| | AT | FM | 0,31% | AT | FM | 0,21% |
| | AT/MP (IJ) | non souscrit | | AT/MP (IJ) | non souscrit | |
| | CLM/CLD | non souscrit | | CLM/CLD | non souscrit | |
| | **Total CNRACL** | | **0,58%** | **Total CNRACL** | | **0,49%** |
| | | cotisation HC | 32 892,42 € | | cotisation HC | 27 788,42 € |
| | | cotisation CC | - € | | cotisation CC | - € |
| | **Total IRCANTEC** | | | **Total IRCANTEC** | | |
| | | cotisation HC | - € | | cotisation HC | - € |
| | | cotisation CC | - € | | cotisation CC | - € |
| | **Total cotisation HC** | | **32 892,42 €** | **Total cotisation HC** | | **27 788,42 €** |
| | **Total cotisation CC** | | **- €** | **Total cotisation CC** | | **- €** |
| | | Valeur prix | 25,34 | | Valeur prix | 30,00 |
| | | Valeur Technique | 36,00 | | Valeur Technique | 39,00 |
| | | Valeur Suivi | 29,14 | | Valeur Suivi | 30,00 |
| | | **Total** | **90,48** | | **Total** | **99,00** |



06 37 69 62 74
erwan.douroux.audit@gmail.com
1rue de Bretagne - 29830 PLOUDALMEZEAU
https://marchepublicassurance.fr
SAS ED CONSULTANTS - SIRET 83483263600023

| | CNP / YVELIN Classement 2 | | |
|---|---|---|---|
| Hypothèse 2 : DC / FM / AT-MP 0 jour | Décès | | 0,27% |
| | AT | FM | 0,31% |
| | AT/MP (IJ) | 0 jour | 1,09% |
| | CLM/CLD | non souscrit | |
| | **Total CNRACL** | | **1,67%** |
| | | cotisation HC | 94 707,49 € |
| | | cotisation CC | - € |
| | **Total IRCANTEC** | | |
| | | cotisation HC | - € |
| | | cotisation CC | - € |
| | **Total cotisation HC** | | **94 707,49 €** |
| | **Total cotisation CC** | | **- €** |
| | | Valeur prix | 30,00 |
| | | Valeur Technique | 36,00 |
| | | Valeur Suivi | 29,14 |
| | | **Total** | **95,14** |

| | GROUPAMA PVL / WTW Classement 1 | | |
|---|---|---|---|
| | Décès | | 0,28% |
| | AT | FM | 0,21% |
| | AT/MP (IJ) | 0 jour | 1,36% |
| | CLM/CLD | non souscrit | |
| | **Total CNRACL** | | **1,85%** |
| | | cotisation HC | 104 915,48 € |
| | | cotisation CC | - € |
| | **Total IRCANTEC** | | |
| | | cotisation HC | - € |
| | | cotisation CC | - € |
| | **Total cotisation HC** | | **104 915,48 €** |
| | **Total cotisation CC** | | **- €** |
| | | Valeur prix | 27,08 |
| | | Valeur Technique | 39,00 |
| | | Valeur Suivi | 30,00 |
| | | **Total** | **96,08** |

| | CNP / YVELIN Classement 2 | | |
|---|---|---|---|
| Hypothèse 3 : DC / FM / AT-MP 30 jours | Décès | | 0,27% |
| | AT | FM | 0,31% |
| | AT/MP ( IJ) | 30 jours | 1,09% |
| | CLM/CLD | non souscrit | |
| | **Total CNRACL** | | **1,67%** |
| | | cotisation HC | 94 707,49 € |
| | | cotisation CC | - € |
| | **Total IRCANTEC** | | |
| | | cotisation HC | - € |
| | | cotisation CC | - € |
| | **Total cotisation HC** | | **94 707,49 €** |
| | **Total cotisation CC** | | **- €** |
| | | Valeur prix | 22,46 |
| | | Valeur Technique | 36,00 |
| | | Valeur Suivi | 29,14 |
| | | **Total** | **87,59** |

| | GROUPAMA PVL / WTW Classement 1 | | |
|---|---|---|---|
| | Décès | | 0,28% |
| | AT | FM | 0,21% |
| | AT/MP ( IJ) | 30 jours | 0,76% |
| | CLM/CLD | non souscrit | |
| | **Total CNRACL** | | **1,25%** |
| | | cotisation HC | 70 888,84 € |
| | | cotisation CC | - € |
| | **Total IRCANTEC** | | |
| | | cotisation HC | - € |
| | | cotisation CC | - € |
| | **Total cotisation HC** | | **70 888,84 €** |
| | **Total cotisation CC** | | **- €** |
| | | Valeur prix | 30,00 |
| | | Valeur Technique | 39,00 |
| | | Valeur Suivi | 30,00 |
| | | **Total** | **99,00** |



06 37 69 62 74
erwan.douroux.audit@gmail.com
1rue de Bretagne - 29830 PLOUDALMEZEAU
https://marchepublicassurance.fr
SAS ED CONSULTANTS - SIRET 83483263600023

| | CNP / YVELIN Classement 2 | | | GROUPAMA PVL / WTW Classement 1 | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Hypothèse 4 : DC / FM / AT-MP 0 jour/CLM-CLD 0 jour | Décès | | 0,27% | Décès | | 0,28% |
| | AT | FM | 0,31% | AT | FM | 0,21% |
| | AT/MP ( IJ) | 0 jour | 1,57% | AT/MP ( IJ) | 0 jour | 1,36% |
| | CLM/CLD | | 3,00% | CLM/CLD | | 3,19% |
| | **Total CNRACL** | | **5,15%** | **Total CNRACL** | | **5,04%** |
| | | cotisation HC | 292 062,01 € | | cotisation HC | 285 823,79 € |
| | | cotisation CC | - € | | cotisation CC | - € |
| | **Total IRCANTEC** | | | **Total IRCANTEC** | | |
| | | cotisation HC | - € | | cotisation HC | - € |
| | | cotisation CC | - € | | cotisation CC | - € |
| | **Total cotisation HC** | | **292 062,01 €** | **Total cotisation HC** | | **285 823,79 €** |
| | **Total cotisation CC** | | **- €** | **Total cotisation CC** | | **- €** |
| | | Valeur prix | 29,36 | | Valeur prix | 30,00 |
| | | Valeur Technique | 36,00 | | Valeur Technique | 39,00 |
| | | Valeur Suivi | 29,14 | | Valeur Suivi | 30,00 |
| | | **Total** | **94,50** | | **Total** | **99,00** |

| | CNP / YVELIN Classement 2 | | | GROUPAMA PVL / WTW Classement 1 | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Hypothèse 5 : DC / FM / AT-MP 30 jour/CLM-CLD 30 jours | Décès | | 0,27% | Décès | | 0,28% |
| | AT | FM | 0,31% | AT | FM | 0,21% |
| | AT/MP ( IJ) | 30 jours | 1,09% | AT/MP ( IJ) | 30 jours | 0,76% |
| | CLM/CLD | 30 jours | 2,89% | CLM/CLD | 30 jours | 3,04% |
| | **Total CNRACL** | | **4,56%** | **Total CNRACL** | | **4,29%** |
| | | cotisation HC | 258 602,48 € | | cotisation HC | 243 290,49 € |
| | | cotisation CC | - € | | cotisation CC | - € |
| | **Total IRCANTEC** | | | **Total IRCANTEC** | | |
| | | cotisation HC | - € | | cotisation HC | - € |
| | | cotisation CC | - € | | cotisation CC | - € |
| | **Total cotisation HC** | | **258 602,48 €** | **Total cotisation HC** | | **243 290,49 €** |
| | **Total cotisation CC** | | **- €** | **Total cotisation CC** | | **- €** |
| | | Valeur prix | 28,22 | | Valeur prix | 30,00 |
| | | Valeur Technique | 36,00 | | Valeur Technique | 39,00 |
| | | Valeur Suivi | 29,14 | | Valeur Suivi | 30,00 |
| | | **Total** | **93,36** | | **Total** | **99,00** |



06 37 69 62 74
erwan.douroux.audit@gmail.com
1rue de Bretagne - 29830 PLOUDALMEZEAU
https://marchepublicassurance.fr
SAS ED CONSULTANTS - SIRET 83483263600023

| | CNP / RELYENS Classement 2 | | | GROUPAMA PVL / WTW Classement 1 | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Hypothèse 6 : DC / FM / CLM CLD 0 jour | Décès | | 0,27% | Décès | | 0,28% |
| | AT | FM | 0,31% | AT | FM | 0,21% |
| | AT/MP ( IJ) | non souscrit | | AT/MP ( IJ) | non souscrit | |
| | CLM/CLD | 0 jour | 3,00% | CLM/CLD | 0 jour | 3,19% |
| | **Total CNRACL** | | **3,58%** | **Total CNRACL** | | **3,68%** |
| | | cotisation HC | 203 025,63 € | | cotisation HC | 208 696,74 € |
| | | cotisation CC | - € | | cotisation CC | - € |
| | **Total IRCANTEC** | | | **Total IRCANTEC** | | |
| | | cotisation HC | - € | | cotisation HC | - € |
| | | cotisation CC | - € | | cotisation CC | - € |
| | **Total cotisation HC** | | **203 025,63 €** | **Total cotisation HC** | | **208 696,74 €** |
| | **Total cotisation CC** | | **- €** | **Total cotisation CC** | | **- €** |
| | | Valeur prix | 30,00 | | Valeur prix | 29,18 |
| | | Valeur Technique | 36,00 | | Valeur Technique | 39,00 |
| | | Valeur Suivi | 29,14 | | Valeur Suivi | 30,00 |
| | | **Total** | **95,14** | | **Total** | **98,18** |

À noter que quel que soit le scénario de garanties et de franchises envisagé, c'est l'offre WTW- GROUPAMA PVL la mieux-disante.

## Rappel de la sinistralité

Sur la période 2020 – 2024 l'assureur a versé, au titre des frais Médicaux : **50 943 €**

Selon les informations fournies par la collectivité, il y a eu :

- **3084 jours d'arrêts** au titres des **accidents du travail**,
- **843 jours d'arrêts** au titre des **maladies professionnelles**,
- **10 403 jours d'arrêt** en CLM/CLD



06 37 69 62 74
erwan.douroux.audit@gmail.com
1rue de Bretagne - 29830 PLOUDALMEZEAU
https://marchepublicassurance.fr
SAS ED CONSULTANTS - SIRET 83483263600023

# Choix des franchises et des garanties

L'Indemnité journalière moyenne est de 68 €

## Hypothèse 1 : maintien des franchises et garanties actuelles

En restant sur les garanties actuelles (offre de base) , la Collectivité bénéficierait d'une légère baisse des taux de cotisations et elle verrait ses primes diminuer de **5 104 € par an** , soit **20 416 € sur la durée du marché** (taux de 0,49% au lieu de 0,58%).

## Hypothèse 2 : souscription des IJ en AT/MP ( PSE )

En raisonnant sur la base d'une IJ moyenne de **68 €**, les arrêts de travail en AT/MP coûtent à la collectivité **66 759 € par an**.

**Avec une franchise 0 jour**, la prime correspondant serait de **77 127 € par an**, donc supérieur au coût de l'auto-assurance.

**Avec une franchise de 30 jours**, le coût de l'assurance serait ramené à **43 100 € par an**.

Mais d'après les informations fournies par la Ville de Senlis, seulement 38% des arrêts sont d'une durée supérieure ou égale à 30 jours. Donc, cette solution ne serait pas rentable pour la Collectivité. En plus du coût de l'auto-assurance, elle devra payer une cotisation de 43 100 € par an, (172 400 € sur 4 ans).

## Hypothèse 3 : souscription de la garantie CLM/CLD

Sur la période 2020-2023, d'après les renseignements fournis par la Collectivité, il y a eu **10 403 jours d'arrêts** CLM/CLD, pour **42 arrêts**, d'une **durée moyenne de 248 jours.**

Le coût de l'assurance est de **180 908 €** avec 0 jour de franchise, et **172 402 €** avec la franchise 30 jours.

Le coût de l'auto-assurance en moyenne est **de 176 851 € par an**. L'écart entre assurance et auto-assurance est vraiment réduit et ne justifie pas forcément la couverture de ce risque.



06 37 69 62 74
erwan.douroux.audit@gmail.com
1rue de Bretagne - 29830 PLOUDALMEZEAU
https://marchepublicassurance.fr
SAS ED CONSULTANTS - SIRET 83483263600023

# LOT 2 . RESPONSABILITE CIVILE

Assureur tenant : SMACL Assurances
Situation tarifaire 2024 : **40 095,32 €**
Charge sinistre 2021-2024 : **341 342,37 €**

## Candidature(s) reçue(s)

Aucune

**Lot infructueux à relancer**

## Rappel du marché en cours

### 1) Garanties et franchises en place

Franchise générale : Néant sauf RC dépositaire & Dommages aux biens confiés : 500 €
Franchises spécifiques : Dommages immatériels non consécutifs 10 % mini 500 € - maxi 3.000 €

Limite contractuelle d'indemnité : **12.000.000 €** par sinistre tous dommages confondus, avec des sous-limitations.
Le marché comporte également un volet Individuelle Accident, notamment à l'égard des bénévoles :

- LCI : 600.000 € quel que soit le nombre de victimes,
- Capital Décès 50.000 € (élus / bénévoles)
- IPT/IPP 75.000 € (x% à dire d'expert)
- ITT/ITP Perte réelle (sur justificatif) maxi 75.000 € / sinistre

### 2) Garanties et franchises demandées

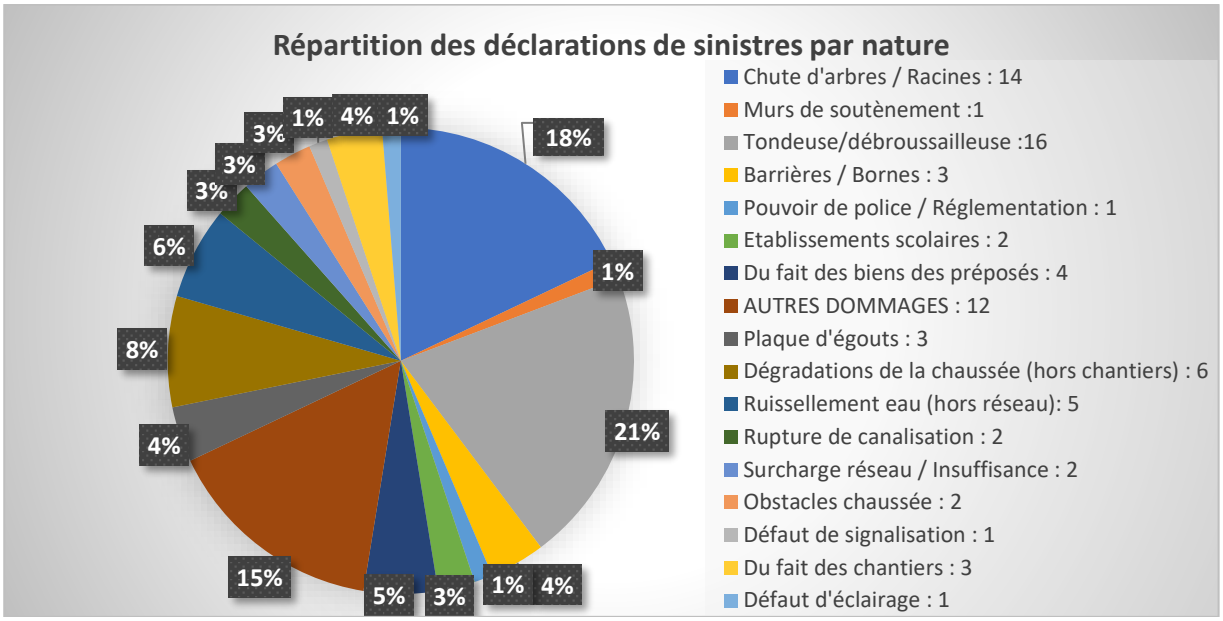
Reconduction du schéma en place : LCI générale **15.000.000 €**

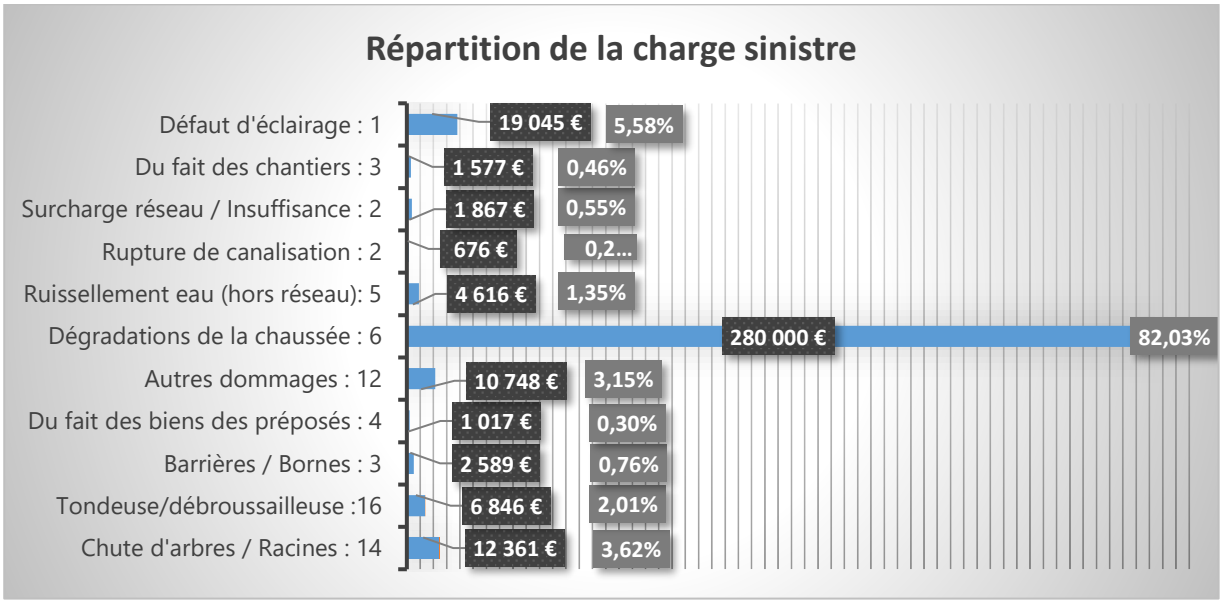
- Franchise 1 : 1.500 €
- Franchise 2 : 2.000

# Rappel de la sinistralité

Sur la période 2020-2024 (arrêtée au 09/06/2024) , l'assureur a versé ou provisionné, au titre des garanties « Responsabilité civile générale », la somme de 341 342,37 € (dont 275 387 € à titre de provision ) pour 77 sinistres déclarés et 42 sinistres réglés.

Le ratio « sinistre sur prime » est fortement déséquilibré. Il s'établit à ce jour à 185,5% sur 5 ans, avec une projection à 188,3 % au 31/12/20224.

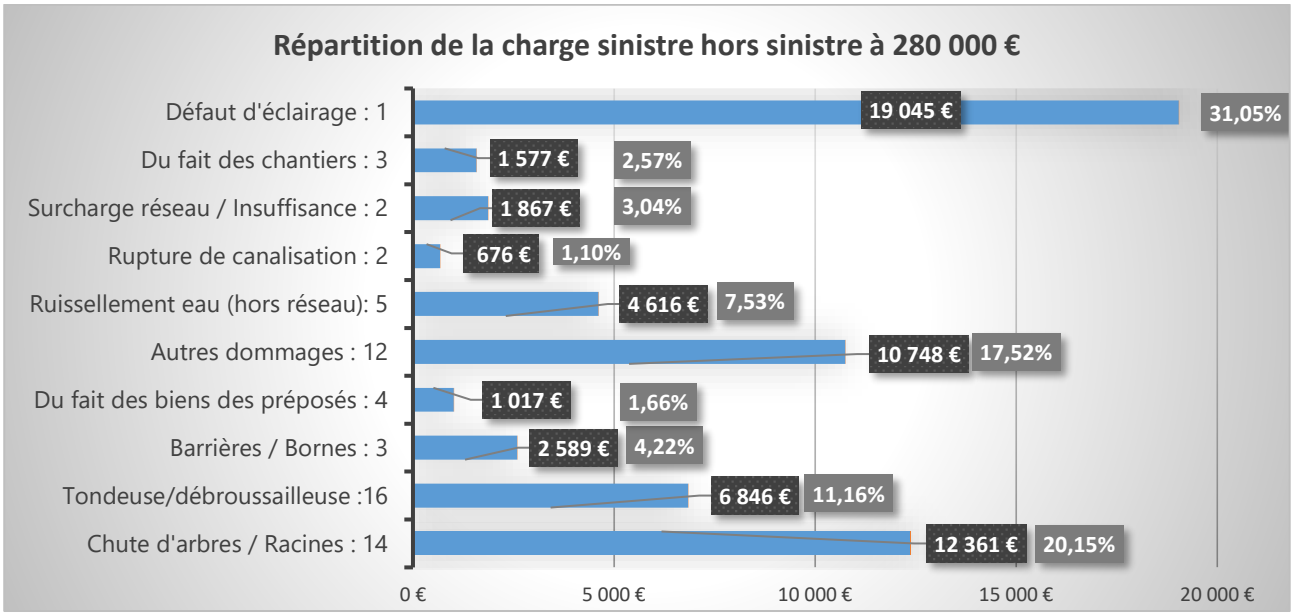






06 37 69 62 74
erwan.douroux.audit@gmail.com
1rue de Bretagne - 29830 PLOUDALMEZEAU
https://marchepublicassurance.fr
SAS ED CONSULTANTS - SIRET 83483263600023




du 01/01/2020 au 09/06/2024
Edition du 10/06/2024

77 sinistres sur 54 mois

| | | | | | | | TOTAUX | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | | | | 41 614,49 | 299 727,88 | 341 342,37 | | |
| Référence sociétaire | Nom du sociétaire | Date de survenance | Marqueur 'Corporel' | Marqueur contentieux / amiable | Taux de RC | Nature détaillée de l'événement | Paiements nets de recours | Provisions restantes | Cout global net | Etat du dossier | Date de clôture |
| RC-01-2020 | VILLE DE SENLIS | 11/02/2020 | 0 | 0 | 100 | Chute d'arbres / Racines | 3 742,05 | 0,00 | 3 742,05 | CLOS | 19/02/2021 |
| CHUTE D'ARBRE | VILLE DE SENLIS | 11/05/2020 | 0 | 0 | - | Chute d'arbres / Racines | 0,00 | 0,00 | 0,00 | SANS_MOUVEMENT | 29/03/2021 |
| AFF MARTOS | VILLE DE SENLIS | 11/05/2020 | 0 | 0 | - | Chute d'arbres / Racines | 0,00 | 0,00 | 0,00 | SANS_MOUVEMENT | 03/11/2021 |
| MUR DE SOUTENEMENT | VILLE DE SENLIS | 10/06/2020 | 0 | 0 | - | Murs de soutènement | 0,00 | 0,00 | 0,00 | SANS_MOUVEMENT | 18/02/2021 |
| SINISTRE DU 12/06/2020 | VILLE DE SENLIS | 12/06/2020 | 0 | 0 | 100 | Tondeuse/débroussailleuse | 290,78 | 0,00 | 290,78 | CLOS | 10/09/2020 |
| SINISTRE DU 21/07/2020 | VILLE DE SENLIS | 21/07/2020 | 0 | 0 | - | Barrières / Bornes | 1 489,43 | 0,00 | 1 489,43 | CLOS | 24/02/2021 |
| TROUBLES VOISINAGES | VILLE DE SENLIS | 17/07/2020 | 0 | 0 | - | Pouvoir de police / Réglementation | 0,00 | 0,00 | 0,00 | SANS_MOUVEMENT | 07/08/2020 |
| SINISTRE RC DU 14/08/2020 | VILLE DE SENLIS | 14/08/2020 | 0 | 0 | 100 | Tondeuse/débroussailleuse | 174,22 | 0,00 | 174,22 | CLOS | 06/01/2022 |
| SINISTRE DU 15/09/2020 | VILLE DE SENLIS | 15/09/2020 | 0 | 0 | 100 | Tondeuse/débroussailleuse | 334,80 | 0,00 | 334,80 | CLOS | 29/01/2021 |
| SINISTRE DU 4/09/2020 | VILLE DE SENLIS | 04/09/2020 | 0 | 0 | 100 | Tondeuse/débroussailleuse | 450,80 | 0,00 | 450,80 | CLOS | 27/11/2020 |
| RC11/2020 | VILLE DE SENLIS | 30/09/2020 | 0 | 0 | 0 | Etablissements scolaires | 0,00 | 0,00 | 0,00 | SANS_MOUVEMENT | 03/12/2022 |
| SINISTRE DU 09/09/2020 | VILLE DE SENLIS | 09/09/2020 | 0 | 0 | - | Chute d'arbres / Racines | 0,00 | 0,00 | 0,00 | SANS_MOUVEMENT | 05/10/2021 |
| RC/12/2020 | VILLE DE SENLIS | 08/10/2020 | 0 | 0 | 100 | Tondeuse/débroussailleuse | 0,00 | 0,00 | 0,00 | SANS_MOUVEMENT | 19/07/2021 |
| SINISTRE DU 10/11/20 | VILLE DE SENLIS | 10/09/2020 | 0 | 0 | 0 | Du fait des biens des préposés | 737,00 | 0,00 | 737,00 | CLOS | 02/03/2021 |
| DEGAT DES EAUX - SCI LA PORTE | VILLE DE SENLIS | 09/10/2020 | 0 | 0 | 100 | AUTRES DOMMAGES | 2 378,40 | 0,00 | 2 378,40 | CLOS | 23/03/2021 |
| CHUTE ARBRE SUR PARKING | VILLE DE SENLIS | 25/01/2021 | 0 | 0 | 0 | Chute d'arbres / Racines | 0,00 | 0,00 | 0,00 | SANS_MOUVEMENT | 29/12/2022 |
| 02/2021 | VILLE DE SENLIS | 22/02/2021 | 0 | 0 | 0 | Plaque d'égouts | 0,00 | 0,00 | 0,00 | SANS_MOUVEMENT | 26/02/2022 |
| SINISTRE DU 18/02/2021 | VILLE DE SENLIS | 18/02/2021 | 0 | 0 | - | Dégradations de la chaussée (hors chantiers) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | SANS_MOUVEMENT | 26/02/2022 |
| INCIDENT RUE DE MEAUX | VILLE DE SENLIS | 06/02/2021 | 0 | 0 | - | Ruissellement eau (hors réseau) | 1 013,45 | 0,00 | 1 013,45 | CLOS | 24/02/2022 |
| DEGAT DES EAUX | VILLE DE SENLIS | 03/06/2021 | 0 | 0 | - | Rupture de canalisation | 675,60 | 0,00 | 675,60 | CLOS | 28/05/2022 |
| DEGAT DES EAUX CHEZ MME DANTAI | VILLE DE SENLIS | 18/05/2021 | 0 | 0 | 0 | Ruissellement eau (hors réseau) | 1 396,80 | 0,00 | 1 396,80 | CLOS | 09/09/2022 |
| RC/07/2021 | VILLE DE SENLIS | 18/07/2021 | 0 | 0 | 0 | Surcharge réseau / Insuffisance | 1 155,72 | 0,00 | 1 155,72 | CLOS | 30/06/2022 |
| SINITSTRE DU 01/09/2021 | VILLE DE SENLIS | 01/09/2021 | 0 | 0 | 100 | Tondeuse/débroussailleuse | 147,82 | 0,00 | 147,82 | CLOS | 08/10/2021 |
| RC/09/2021 | VILLE DE SENLIS | 14/09/2021 | 0 | 0 | 100 | Surcharge réseau / Insuffisance | 711,36 | 0,00 | 711,36 | CLOS | 26/07/2022 |
| SINISTRE DU 19/11/2021 | VILLE DE SENLIS | 19/11/2021 | 0 | 0 | 0 | Barrières / Bornes | 0,00 | 0,00 | 0,00 | SANS_MOUVEMENT | 01/12/2022 |
| RC/11/2021 | VILLE DE SENLIS | 20/10/2021 | 0 | 0 | 0 | Chute d'arbres / Racines | 865,80 | 0,00 | 865,80 | CLOS | 31/01/2023 |
| SIN DU 21/10/2021 | VILLE DE SENLIS | 21/10/2021 | 0 | 0 | 100 | Chute d'arbres / Racines | 2 973,25 | 0,00 | 2 973,25 | CLOS | 19/12/2022 |
| SINISTRE DU 17/01/2022 | VILLE DE SENLIS | 17/01/2022 | 0 | 0 | - | Dégradations de la chaussée (hors chantiers) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | SANS_MOUVEMENT | 24/11/2022 |
| SINISTRE 01/2022 | VILLE DE SENLIS | 11/01/2022 | 0 | 0 | 100 | Du fait des biens des préposés | 0,00 | 0,00 | 0,00 | SANS_MOUVEMENT | 03/10/2022 |
| SINISTRE DU 26/01/2022 | VILLE DE SENLIS | 26/01/2022 | 0 | 0 | 100 | Chute d'arbres / Racines | 1 836,97 | 0,00 | 1 836,97 | CLOS | 05/04/2022 |
| SINISTRE DE SOUSA CARVALHO | VILLE DE SENLIS | 17/12/2021 | 0 | 0 | 0 | Ruissellement eau (hors réseau) | 711,36 | 0,00 | 711,36 | CLOS | 26/11/2022 |
| SINISTRE DU 16/04/2022 | VILLE DE SENLIS | 16/04/2022 | 0 | 0 | 100 | Tondeuse/débroussailleuse | 221,10 | 0,00 | 221,10 | CLOS | 09/08/2022 |
| SINISTRE DU 14/12/2019 | VILLE DE SENLIS | 14/12/2019 | 0 | 0 | 0 | Obstacles chaussée | 0,00 | 0,00 | 0,00 | SANS_MOUVEMENT | 06/06/2023 |
| SINISTRE DU 06/05/2022 | VILLE DE SENLIS | 06/05/2022 | 0 | 0 | 0 | Obstacles chaussée | 0,00 | 0,00 | 0,00 | SANS_MOUVEMENT | 07/03/2023 |
| SINISTRE DU 30/04/2022 | VILLE DE SENLIS | 30/04/2022 | 0 | 0 | 0 | Ruissellement eau (hors réseau) | 706,68 | 0,00 | 706,68 | CLOS | 08/03/2023 |
| ERMA LUX | VILLE DE SENLIS | 27/05/2022 | 0 | 0 | 0 | Défaut de signalisation | 0,00 | 0,00 | 0,00 | SANS_MOUVEMENT | 07/03/2023 |
| SINISTRE RC DU 13/04/2022 | VILLE DE SENLIS | 13/04/2022 | 0 | 0 | 0 | Ruissellement eau (hors réseau) | 787,80 | 0,00 | 787,80 | CLOS | 26/09/2022 |
| Sinistre RC du 10052022 | VILLE DE SENLIS | 10/05/2022 | 0 | 0 | 100 | Tondeuse/débroussailleuse | 1 574,10 | 0,00 | 1 574,10 | CLOS | 15/12/2023 |
| Sinistre RC du 22062022 | VILLE DE SENLIS | 22/06/2022 | 0 | 0 | - | Plaque d'égouts | 0,00 | 0,00 | 0,00 | SANS_MOUVEMENT | 24/04/2024 |
| Sinistre RC du 17072022 | VILLE DE SENLIS | 17/07/2022 | 0 | 0 | 100 | Plaque d'égouts | 0,00 | 0,00 | 0,00 | SANS_MOUVEMENT | 14/02/2023 |
| RC/15/2022 | VILLE DE SENLIS | 10/08/2022 | 0 | 0 | 0 | Dégradations de la chaussée (hors chantiers) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | SANS_MOUVEMENT | 16/05/2023 |
| SINISTRE RC DU 16/09/2022 | VILLE DE SENLIS | 16/09/2022 | 0 | 0 | 100 | Tondeuse/débroussailleuse | 125,88 | 0,00 | 125,88 | CLOS | 19/06/2023 |
| SINISTRE RC DU 03/10/2022 | VILLE DE SENLIS | 03/10/2022 | 0 | 0 | - | Chute d'arbres / Racines | 0,00 | 0,00 | 0,00 | SANS_MOUVEMENT | 07/06/2023 |
| SINISTRE RC DU 05/10/2022 | VILLE DE SENLIS | 05/10/2022 | 0 | 0 | 0 | Chute d'arbres / Racines | 0,00 | 0,00 | 0,00 | SANS_MOUVEMENT | 28/10/2022 |
| 2022/19 | VILLE DE SENLIS | 01/07/2022 | 0 | 0 | 0 | Du fait des chantiers | 711,36 | 0,00 | 711,36 | CLOS | 28/03/2023 |
| SINISTRE DU 18/10/2022 | VILLE DE SENLIS | 18/10/2022 | 0 | 0 | - | Chute d'arbres / Racines | 0,00 | 0,00 | 0,00 | SANS_MOUVEMENT | 19/01/2023 |



06 37 69 62 74
erwan.douroux.audit@gmail.com
1rue de Bretagne - 29830 PLOUDALMEZEAU
https://marchepublicassurance.fr
SAS ED CONSULTANTS - SIRET 83483263600023

## Liste des sinistres sur la branche 'Responsabilité générale'

du 01/01/2020 au 09/06/2024
Edition du 10/06/2024 — 77 sinistres sur 54 mois

SMACL ASSURANCES

| | | | | | | | TOTAUX | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | | | | 41 614,49 | 299 727,88 | 341 342,37 | | |
| Référence sociétaire | Nom du sociétaire | Date de survenance | Marqueur 'Corporel' | Marqueur contentieux / amiable | Taux de RC | Nature détaillée de l'événement | Paiements nets de recours | Provisions restantes | Cout global net | Etat du dossier | Date de clôture |
| Sinistre RC du 03122022 | VILLE DE SENLIS | 03/12/2022 | 0 | 0 | 0 | Dégradations de la chaussée (hors chantiers) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | SANS_MOUVEMENT | 16/09/2023 |
| Sinistre RC du 26092022 | VILLE DE SENLIS | 26/09/2022 | 0 | 0 | - | AUTRES DOMMAGES | 0,00 | 0,00 | 0,00 | SANS_MOUVEMENT | 09/08/2023 |
| Sinistre RC du 13102022 | VILLE DE SENLIS | 13/10/2022 | 0 | 0 | 100 | Tondeuse/débroussailleuse | 45,00 | 0,00 | 45,00 | CLOS | 09/02/2023 |
| Sinistre RC du 08122022 | VILLE DE SENLIS | 08/12/2022 | 0 | 0 | - | Du fait des biens des préposés | 0,00 | 0,00 | 0,00 | SANS_MOUVEMENT | 07/10/2023 |
| RC/25/2022 SINISTRE 23/11/22 | VILLE DE SENLIS | 23/11/2022 | 0 | 0 | 100 | AUTRES DOMMAGES | 826,41 | 0,00 | 826,41 | CLOS | 22/03/2023 |
| SINISTRE DU 24.09.2020 | VILLE DE SENLIS | 24/09/2020 | 0 | 0 | - | Autres | 3 367,28 | 0,00 | 3 367,28 | CLOS | 25/01/2024 |
| SINISTRE RC DU 30/01/2023 | VILLE DE SENLIS | 30/01/2023 | 0 | 0 | 0 | Dégradations de la chaussée (hors chantiers) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | SANS_MOUVEMENT | 03/10/2023 |
| AFFAIRE DE PAUW JANINE | VILLE DE SENLIS | 23/01/2023 | 0 | 0 | - | Autres | 0,00 | 0,00 | 0,00 | SANS_MOUVEMENT | 16/10/2023 |
| SINISTRE DU 14/02/2023 | VILLE DE SENLIS | 14/02/2023 | 0 | 0 | - | Du fait des chantiers | 0,00 | 0,00 | 0,00 | SANS_MOUVEMENT | 27/03/2023 |
| SINISTRE RC DU 24/05/2023 | VILLE DE SENLIS | 24/05/2023 | 0 | 0 | 100 | Tondeuse/débroussailleuse | 659,00 | 0,00 | 659,00 | CLOS | 17/08/2023 |
| Sinistre RC du 05062023 | VILLE DE SENLIS | 05/06/2023 | 0 | 0 | 100 | Tondeuse/débroussailleuse | 437,46 | 0,00 | 437,46 | CLOS | 09/09/2023 |
| SINISTRE DU 24/06/2022 | VILLE DE SENLIS | 24/06/2022 | 0 | 0 | - | Etablissements scolaires | 0,00 | 0,00 | 0,00 | SANS_MOUVEMENT | 14/02/2024 |
| SINISTRE DU 13/04/2023 | VILLE DE SENLIS | 13/04/2023 | 0 | 0 | 0 | AUTRES DOMMAGES | 865,80 | 0,00 | 865,80 | CLOS | 28/08/2023 |
| SINISTRE DU 22/06/2023 | VILLE DE SENLIS | 22/06/2023 | 0 | 0 | 0 | Du fait des biens des préposés | 279,91 | 0,00 | 279,91 | CLOS | 24/11/2023 |
| Sinistre RC du 17072023 | VILLE DE SENLIS | 17/07/2023 | 0 | 0 | 100 | Tondeuse/débroussailleuse | 628,84 | 0,00 | 628,84 | CLOS | 30/11/2023 |
| Sinistre RC du 04072023 | VILLE DE SENLIS | 04/07/2023 | 0 | 0 | - | Chute d'arbres / Racines | 0,00 | 0,00 | 0,00 | SANS_MOUVEMENT | 26/03/2024 |
| DOSSIER WARNIER | VILLE DE SENLIS | 04/05/2023 | 0 | 0 | - | Chute d'arbres / Racines | 0,00 | 0,00 | 0,00 | SANS_MOUVEMENT | 27/03/2024 |
| SINISTRE DU 05/09/2023 | VILLE DE SENLIS | 05/09/2023 | 0 | 0 | 100 | Tondeuse/débroussailleuse | 0,00 | 0,00 | 0,00 | SANS_MOUVEMENT | 13/05/2024 |
| SINISTRE RC DU 20/06/2023 | VILLE DE SENLIS | 20/06/2023 | 0 | 0 | - | AUTRES DOMMAGES | 0,00 | 0,00 | 0,00 | SANS_MOUVEMENT | 02/10/2023 |
| AFF M DORMEUIL | VILLE DE SENLIS | 05/04/2023 | 0 | 0 | - | Rupture de canalisation | 0,00 | 0,00 | 0,00 | SANS_MOUVEMENT | 05/06/2024 |
| AFFAIRE ROUX | VILLE DE SENLIS | 18/06/2023 | 0 | 0 | 0 | Du fait des chantiers | 865,80 | 0,20 | 866,00 | EN_COURS | - |
| AFF BOILEAU ISABELLE | VILLE DE SENLIS | 02/11/2023 | 0 | 0 | 100 | Chute d'arbres / Racines | 2 942,94 | 0,00 | 2 942,94 | CLOS | 15/05/2024 |
| Sinistre RC du 08112023 | VILLE DE SENLIS | 08/11/2023 | 0 | 0 | - | Dégradations de la chaussée (hors chantiers) | 4 613,04 | 275 386,96 | 280 000,00 | EN_COURS | - |
| - | VILLE DE SENLIS | 08/11/2023 | 0 | 0 | - | AUTRES DOMMAGES | 0,00 | 0,00 | 0,00 | SANS_MOUVEMENT | 30/11/2023 |
| AVP - SINISTRE DU 11/12/2023 | VILLE DE SENLIS | 11/12/2023 | 1 | 0 | 60 | Défaut d'éclairage | 0,00 | 19 045,20 | 19 045,20 | EN_COURS | - |
| SINISTRE DU 16/05/2023 | VILLE DE SENLIS | 16/05/2023 | 0 | 0 | - | Autres | 870,48 | 229,52 | 1 100,00 | EN_COURS | - |
| ROUX ALEXANDRE | VILLE DE SENLIS | 22/02/2024 | 0 | 0 | - | Barrières / Bornes | 0,00 | 1 100,00 | 1 100,00 | EN_COURS | - |
| EXPERTISE - 2BIS AVENUE | VILLE DE SENLIS | 12/02/2024 | 0 | 0 | - | AUTRES DOMMAGES | 0,00 | 1 100,00 | 1 100,00 | EN_COURS | - |
| Sinistre RC du 28032024 | VILLE DE SENLIS | 28/03/2024 | 0 | 0 | 100 | Tondeuse/débroussailleuse | 0,00 | 666,00 | 666,00 | EN_COURS | - |
| Sinistre RC du 10042024 | VILLE DE SENLIS | 10/04/2024 | 0 | 0 | 100 | Tondeuse/débroussailleuse | 0,00 | 1 100,00 | 1 100,00 | EN_COURS | - |
| 05 RC 2024 | VILLE DE SENLIS | 10/05/2024 | 0 | 0 | - | AUTRES DOMMAGES | 0,00 | 1 100,00 | 1 100,00 | EN_COURS | - |

Observations :

La fréquence concernant les déclarations de sinistre est assez élevée avec un peu plus de 17 sinistres par an. Au final, on constate que la responsabilité de la collectivité n'est engagée que dans 57% des cas. Nous constatons également une certaine récurrence concernant les travaux de débroussaillage (ce qui est assez classique dans la plupart des collectivités) ainsi que les dommages causés par les chutes d'arbre. De nombreux dossier de sinistre sont ouverts et n'aboutissent pas à une indemnisation. Cet élément vient aggraver la présentation de la statistique en augmentant inutilement la fréquence.



06 37 69 62 74
erwan.douroux.audit@gmail.com
1rue de Bretagne - 29830 PLOUDALMEZEAU
https://marchepublicassurance.fr
SAS ED CONSULTANTS - SIRET 83483263600023

# LOT 3 . FLOTTE AUTO ET RISQUES ANNEXES

Assureur tenant : SMACL Assurances
Situation tarifaire 2024 : **40 289 €**
Charge sinistre 2021-2024 : **88 461,37 €**

## Candidature(s) reçue(s)

Pour le lot 3, un seul candidat a répondu : SMACL Assurances SA.
L'ensemble des documents nécessaires au dépôt d'une candidature sont présents, le candidat dispose des agréments et garanties obligatoires.

La candidature est recevable et ne nécessite aucune régularisation.

## Rappel du marché en cours

### 1) Garanties et franchises en place

**Garanties : Les véhicules sont assurés en tous risques (formule 2) :**

- Véhicules < 3,5 T : jusqu'à la fin de la 5ème année suivant leur mise en circulation.
- Véhicules > 3,5 T : jusqu'à la fin de la 10ème année suivant leur mise en circulation.

**Franchises :**

- Véhicules < 3,5 T : 300 €
- Véhicules > 3,5 T : 600€
- Vélos : 75 €

**Les Prestations Supplémentaires Éventuelles :**

- PSE Marchandises/matériels transportées : 15.000 €
- PSE Auto-missions collaborateurs : 15.000 km / an



06 37 69 62 74
erwan.douroux.audit@gmail.com
1rue de Bretagne - 29830 PLOUDALMEZEAU
https://marchepublicassurance.fr
SAS ED CONSULTANTS - SIRET 83483263600023

## 2) Garanties et franchises demandées

**Age des véhicules au regard des garanties tous risques :**

- Véhicules < 3,5 T : jusqu'à la fin de la 7ème année suivant leur mise en circulation.
- Véhicules > 3,5 T : jusqu'à la fin de la 10ème année suivant leur mise en circulation.

**Franchises :**

Offre de base - Franchise 1 : Ensemble des véhicules et engins :

- 500 € sauf Cat. Nat (dispositions réglementaires par événement).
- Bris de glace: 100 €
- Vélos : 75 €

Offre variante obligatoire - Franchise 2 : Ensemble des véhicules et engins :

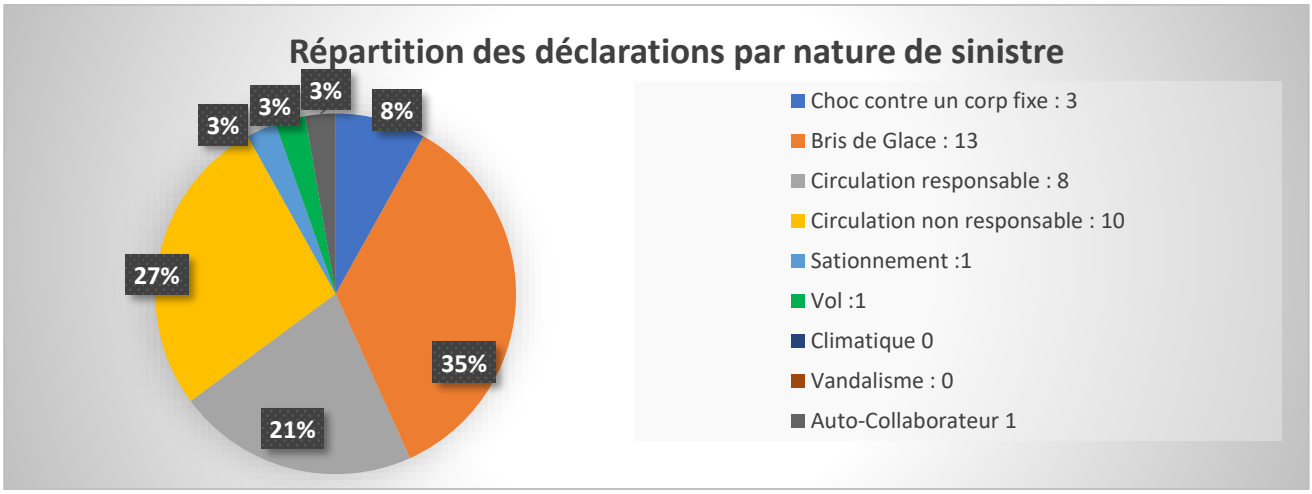
- 1.000 € sauf Cat. Nat (dispositions réglementaires par événement).
- Bris de glace: 100 €
- Vélos 100 €

**Les Prestations Supplémentaires Éventuelles :**

- PSE Marchandises transportées : **15.000 €**
- PSE Bris de Machine : **35.000 €**
- PSE Auto-missions collaborateurs : 5.000 km / an.

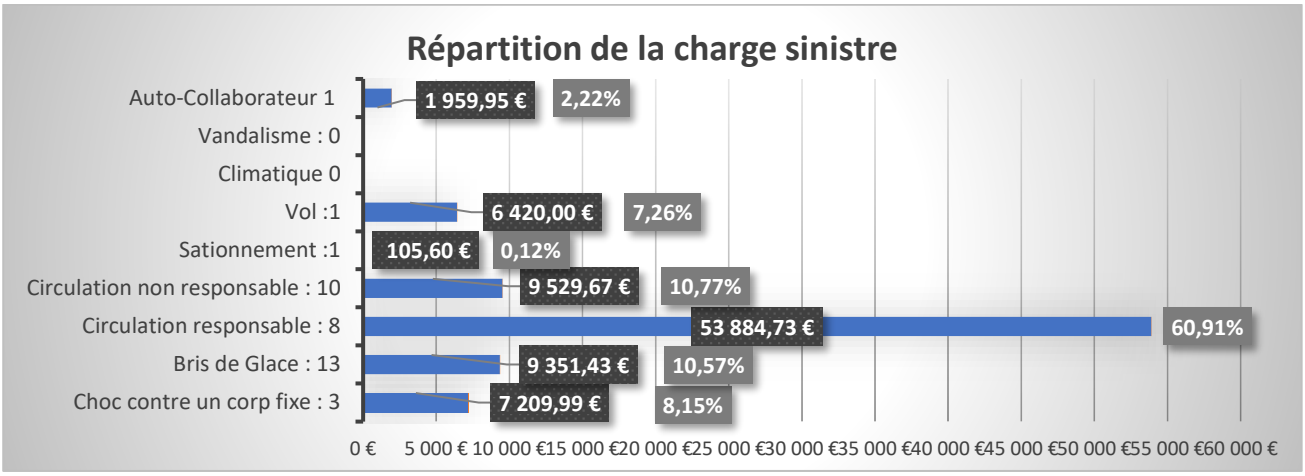
## Rappel de la sinistralité

Sur la période 2020-2024 (arrêtée au 09/06/2024) , l'assureur a versé ou provisionné, au titre des garanties « Auto » la somme de 88 461,37 € pour 37 sinistres déclarés et 35 sinistres réglés.
Le ratio « sinistre sur prime » semble aujourd'hui juste à l'équilibre. Il s'établit à ce jour à 59,6%.






06 37 69 62 74
erwan.douroux.audit@gmail.com
1rue de Bretagne - 29830 PLOUDALMEZEAU
https://marchepublicassurance.fr
SAS ED CONSULTANTS - SIRET 83483263600023




Observations :

Les accidents de la circulation représentent un peu plus de 60% du montant global indemnisé ou provisionné par l'assureur. 69% de la charge sinistre est due à des sinistres responsables. En moyenne, la collectivité déclare 4,88 accidents par an.

Le bris de glace représente presque 11% des montants indemnisés par l'assureur avec un coût moyen de 719,34 € par sinistre et une fréquence de 2,9 bris de glace par an.

# Les réponses apportées

## 1) Observations

Sans objet, le candidat apporte une réponse en acceptant le cahier des charges dans sa quasi-intégralité. Les réserves émises ne remettent pas en cause le marché tel qu'il a été rédigé.

## 2) Notation des offres

### Franchise 500 €

### Offre de base

| Offre de base franchise 500 € (BDG 100€) | note technique / 40 | | | | | | note tarif / 30 | note suivi / 30 | Score / 100 | Tarif offre de base | Rang |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | note prévalence | note CCAP | Note Garanties de base | Note Garanties annexes | Note PSE | Total | | | | | |
| SMACL Assurances SA | 7,00 | 10,00 | 12,68 | 7,67 | 0,00 | 37,34 | 30,00 | 20,50 | **87,84** | 65 794,59 € | 1 |




06 37 69 62 74
erwan.douroux.audit@gmail.com
1rue de Bretagne - 29830 PLOUDALMEZEAU
https://marchepublicassurance.fr
SAS ED CONSULTANTS - SIRET 83483263600023

## Offre de base + PSE Auto Mission

| | note technique / 40 | | | | | | note tarif / 30 | note suivi / 30 | **Score / 100** | Trarif offre de base + PSE3 | Rang |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Offre de base franchise 500 € (BDG 100€) PSE3 Automission** | note prévalence | note CCAP | Note Garanties de base | Note Garanties annexes | Note PSE | Total | | | | | |
| SMACL Assurances SA | 7,00 | 10,00 | 12,68 | 7,67 | 0,00 | 37,34 | 30,00 | 20,50 | **87,84** | 66 721,28 € | 1 |

## Offre de base + PSE Auto Mission + PSE Bris de machine

| | note technique / 40 | | | | | | note tarif / 30 | note suivi / 30 | **Score / 100** | Trarif offre de base + PSE2 +PSE3 | Rang |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Offre de base franchise 500 € (BDG 100€) PSE2 Bris de machine + PSE3 automission +** | note prévalence | note CCAP | Note Garanties de base | Note Garanties annexes | Note PSE | Total | | | | | |
| SMACL Assurances SA | 7,00 | 10,00 | 12,68 | 7,67 | 0,00 | 37,34 | 30,00 | 20,50 | **87,84** | 67 260,66 € | 1 |

## Offre de base + PSE Auto Mission + PSE Bris de machine + PSE Marchandises transportées

| | note technique / 40 | | | | | | note tarif / 30 | note suivi / 30 | **Score / 100** | Trarif offre de base + PSE1 +PSE2 + PSE3 | Rang |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Offre de base franchise 500 € (BDG 100€) PSE1 Marchandises transportées + PSE2 Bris de machine + PSE3 Automission** | note prévalence | note CCAP | Note Garanties de base | Note Garanties annexes | Note PSE | Total | | | | | |
| SMACL Assurances SA | 7,00 | 10,00 | 12,68 | 7,67 | 0,00 | 37,34 | 30,00 | 20,50 | **87,84** | 67 496,66 € | 1 |



06 37 69 62 74
erwan.douroux.audit@gmail.com
1rue de Bretagne - 29830 PLOUDALMEZEAU
https://marchepublicassurance.fr
SAS ED CONSULTANTS - SIRET 83483263600023

# Franchise 1.000 €

## Offre de base

| Offre de base franchise 1.000€ (BDG 100€) | note technique / 40 | | | | | | note tarif / 30 | note suivi / 30 | Score / 100 | Tarif offre de base | Rang |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | note prévalence | note CCAP | Note Garanties de base | Note Garanties annexes | Note PSE | Total | | | | | |
| SMACL Assurances SA | 7,00 | 10,00 | 12,68 | 7,67 | 0,00 | 37,34 | 30,00 | 20,50 | **87,84** | 56 428,97 € | 1 |

## Offre de base + PSE Auto Mission

| Offre de base franchise 1.000€ (BDG 100€) PSE3 Automission | note technique / 40 | | | | | | note tarif / 30 | note suivi / 30 | Score / 100 | Trarif offre de base + PSE3 | Rang |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | note prévalence | note CCAP | Note Garanties de base | Note Garanties annexes | Note PSE | Total | | | | | |
| SMACL Assurances SA | 7,00 | 10,00 | 12,68 | 7,67 | 0,00 | 37,34 | 30,00 | 20,50 | **87,84** | 57 355,66 € | 1 |

## Offre de base + PSE Auto Mission + PSE Bris de machine

| Offre de base franchise 1.000€ (BDG 100€) PSE2 Bris de machine + PSE3 automission + | note technique / 40 | | | | | | note tarif / 30 | note suivi / 30 | Score / 100 | Trarif offre de base + PSE2 +PSE3 | Rang |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | note prévalence | note CCAP | Note Garanties de base | Note Garanties annexes | Note PSE | Total | | | | | |
| SMACL Assurances SA | 7,00 | 10,00 | 12,68 | 7,67 | 0,00 | 37,34 | 30,00 | 20,50 | **87,84** | 57 895,04 € | 1 |

## Offre de base + PSE Auto Mission + PSE Bris de machine + PSE Marchandises transportées

| Offre de base franchise 1.000€ (BDG 100€) PSE1 Marchandises transportées + PSE2 Bris de machine + PSE3 Automission | note technique / 40 | | | | | | note tarif / 30 | note suivi / 30 | Score / 100 | Trarif offre de base + PSE1 +PSE2 + PSE3 | Rang |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | note prévalence | note CCAP | Note Garanties de base | Note Garanties annexes | Note PSE | Total | | | | | |
| SMACL Assurances SA | 7,00 | 10,00 | 12,68 | 7,67 | 0,00 | 37,34 | 30,00 | 20,50 | **87,84** | 58 131,04 € | 1 |



06 37 69 62 74
erwan.douroux.audit@gmail.com
1rue de Bretagne - 29830 PLOUDALMEZEAU
https://marchepublicassurance.fr
SAS ED CONSULTANTS - SIRET 83483263600023

# Choix des garanties et des franchises :

## 1) Choix des garanties

Compte tenu des besoins de la Collectivité en matière de protection des collaborateurs et élus en mission, et de la constitution du parc auto, l'auditeur préconise la souscription de l'offre de base et des PSE : Marchandises transportées portées à 15.000 €, Bris de machine et garantie des collaborateurs en mission.

Globalement, SMACL Assurances SA propose une offre très satisfaisante techniquement en apportant peu de réserves au cahier des charges.

## 2) Choix des franchises

| | |
|---|---|
| sinistres réglés avec mise en jeu de la franchise /40 mois | 19,00 |
| sinistres réglés avec mise en jeu de la franchise / 48mois | 22,80 |
| moyenne sinistres réglés avec mise en jeu de la franchise / 12 mois | 5,70 |
| | |
| Réduction mini pour bénéfice franchise 1.000€ | 2 850,00 € |
| | |
| Montant de la cotisation formule avec franchis 500€ | 67 496,66 € |
| Montant de la cotisation formule avec franchise 1.000€ | 58 131,04 € |
| **Gain annuel de cotisation** | **9 365,62 €** |
| **Gain / 5 ans** | **46 828,10 €** |
| **Seuil d'amortissement des franchises (fréquence d'équilibre)** | **18,73** |

Au regard de la sinistralité passée, le niveau de franchise le plus pertinent pour la Collectivité est celui s'élevant à 1.000 €.

En choisissant cette formule, le coût total annuel prévisionnel est de **58 131,04 €** soit **290 655,2 €** sur la durée totale du marché.

L'auditeur préconise donc d'attribuer ce lot à SMACL Assurances SA pour son offre de base, avec une **franchise de 1.000 €** ainsi que les **PSE** Marchandises et matériels transportés, bris de machine et Auto-missions des options et un montant annuel de **58 131,04 €.**

*Le fichier de notation du lot 3 est joint en annexe.*



06 37 69 62 74
erwan.douroux.audit@gmail.com
1rue de Bretagne - 29830 PLOUDALMEZEAU
https://marchepublicassurance.fr
SAS ED CONSULTANTS - SIRET 83483263600023

# LOT 4 . PROTECTION FONCTIONNELLE AGENTS/ELUS - PROTECTION JURIDIQUE DE LA COLLECTIVITE

| | |
|---|---|
| Situation tarifaire 2024 PJ : | 6 109,2 € |
| Situation tarifaire 2024 PF : | 1 898,15 € |
| Assureur tenant : | SMACL Assurances |
| Charge sinistre 2021-2024 PJ : | 3 650 € |
| Charge sinistre 2021-2024 PF : | 500 € |

## Candidature(s) reçue(s)

Aucune

**Lot infructueux à relancer**

# LOT 5. MULTIRISQUE EXPOSITION

Assureur tenant : XL Insurance Company SE / Intermédiaire : WTW
Situation tarifaire 2024 : **3.964,84 €**
Charge sinistre 2021-2024 : **0 €**

## Candidature(s) reçue(s)

**1/ AXA XL présentée par le cabinet Willis Tower Watson**
L'ensemble des documents nécessaires au dépôt d'une candidature sont présents, le candidat dispose des agréments et garanties obligatoires.
La candidature est recevable et ne nécessite aucune régularisation.

**2/ HISCOX présentée par le cabinet Sarre et Moselle**
L'ensemble des documents nécessaires au dépôt d'une candidature sont présents, le candidat dispose des agréments et garanties obligatoires.
La candidature est recevable et ne nécessite aucune régularisation.

**3/ Helvetia par le cabinet ACL Courtage**
L'ensemble des documents nécessaires au dépôt d'une candidature sont présents, le candidat dispose des agréments et garanties obligatoires.
La candidature est recevable et ne nécessite aucune régularisation.

## Évaluation des offres

| Offre de base | note technique / 40 | | | | | note tarif / 30 | note suivi / 30 | Score / 100 | Tarif offre de base | Rang |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | note prévalence | note CCAP | Note définition des garanties | Note montant des garanties | Total / 40 | | | | | |
| AXA XL | 7,00 | 13,00 | 8,50 | 10,00 | 38,50 | 29,10 | 19,00 | **86,60** | 4 857,86 € | 2 |
| HISCOX | 7,00 | 13,00 | 8,60 | 10,00 | 38,60 | 30,00 | 23,50 | **92,10** | 4 712,82 € | 1 |
| Helvetia | 7,00 | 13,00 | 8,60 | 10,00 | 38,60 | 10,67 | 21,00 | **70,27** | 13 255,73 € | 3 |



06 37 69 62 74
erwan.douroux.audit@gmail.com
1rue de Bretagne - 29830 PLOUDALMEZEAU
https://marchepublicassurance.fr
SAS ED CONSULTANTS - SIRET 83483263600023

## Observations

Les trois candidats apportent des réponses très satisfaisantes techniquement. Les prestations apportées sont très proches les unes des autres, les assureurs n'ayant que très peu dérogé au cahier des charges.

*Le fichier de notation du lot 5 est joint en annexe*



06 37 69 62 74
erwan.douroux.audit@gmail.com
1rue de Bretagne - 29830 PLOUDALMEZEAU
https://marchepublicassurance.fr
SAS ED CONSULTANTS - SIRET 83483263600023

# IMPACT FINANCIER DU NOUVEAU MARCHE (HORS RELANCE)

| GARANTIE | Cotisation 2024 ( sur 12 mois) | Cotisations proposées | Solutions préconisées |
|---|---|---|---|
| **Responsabilité civile** | | | |
| Sans franchise | 40 095,32 € | | |
| PSE RCAE | inclus | | |
| **Flotte Auto** | | | |
| Franchise 300 € /600 € | 40 288,54 € | | |
| Franchise 500 € | | 65 794,59 € | |
| Franchise 1.000 € | | 56 428,97 € | 56 428,97 € |
| PSE Marchandises transportéées | inclus | 236,00 € | 236,00 € |
| PSE Bris de machine | non souscrite | 539,38 € | 539,38 € |
| PSE Auto-missions | inclus | 926,69 € | 926,69 € |
| **Protection juridique** | 6 109,20 € | | |
| **Protection fonctionnelle** | 1 898,15 € | | |
| **MRE - Musées** | 3 964,84 € | 4 712,82 € | 4 712,82 € |
| **Taux de cotisation RS CNRACL** | 0,58% | 0,49% | |
| **RS : montant en €** | 32 892,42 € | 27 788,42 € | 27 788,42 € |
| **TOTAL IARD + RS** | **125 248,47 €** | | **90 632,28 €** |



06 37 69 62 74
erwan.douroux.audit@gmail.com
1rue de Bretagne - 29830 PLOUDALMEZEAU
https://marchepublicassurance.fr
SAS ED CONSULTANTS - SIRET 83483263600023

# SYNTHESE

| | |
|---|---|
| Lot 1 : Risques statutaires | Attribution GROUPAMA / WTW<br>Garanties CNRACL<br>- Décès<br>- AT/MP : Frais médicaux<br>Taux de cotisation CNRACL : 0,49**%** (27 788,42 € par an) |
| Lot 2 : Responsabilité civile | Lot infructueux : relance en procédure de gré à gré selon l'article L.2122-2 du CCP |
| Lot 3 : Flotte Auto | Attribution à SMACL Assurances sur la base de l'offre de base :<br>Franchises 1.000 € - BDG : 100 € - Vélos : 100 €<br>Flotte : 56.428,97 €<br>PSE MT : 236 €<br>PSE BDM : 539,38 €<br>PSE Auto mission (5.000 Km) : 926,69 € |
| Lot 4 : Protection fonctionnelle - Protection juridique | Lot infructueux : relance en procédure de gré à gré selon l'article L.2122-2 du CCP |
| Lot 5 : Multirisque Exposition / Musées | Attribution Hiscox / Sarre & Moselle : 4 712,82 €<br>Expositions temporaires : 621,00€<br>Expositions permanentes : 4 091,82 € |



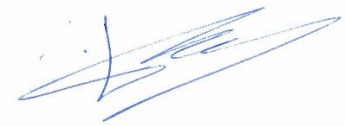
06 37 69 62 74
erwan.douroux.audit@gmail.com
1rue de Bretagne - 29830 PLOUDALMEZEAU
https://marchepublicassurance.fr
SAS ED CONSULTANTS - SIRET 83483263600023

# BILAN FINANCIER AU 14/11/2024

| IARD | Situation 2024 | | Situation 2025 | |
|---|---|---|---|---|
| | Assureur | Primes | Assureur | Primes |
| Incendie - DAB | Groupama Paris Val de Loire | | Groupama Paris Val de Loire | |
| Responsabilité | SMACL Assurances | 40 095,32 € | | |
| Auto et Auto-mission | SMACL Assurances | 40 288,54 € | SMACL Assurances SA | 58 131,04 € |
| Protection Juridique | SMACL Assurances | 6 109,20 € | | |
| Protection Fonctionnelle | SMACL Assurances | 1 898,15 € | | |
| Expositions - Musées | XL Insurance Compony SE | 3 964,84 € | Hiscox / Sarre & Moselle | 4 712,82 € |
| Risques statutaires | Groupama PVL / WTW | 32 889,30 € | Groupama PVL / WTW | 27 788,42 € |
| **Total** | | **125 245,35 €** | | **90 632,28 €** |

Fait à Portsall, le 14/11/2024

**Erwan DOUROUX**






06 37 69 62 74
erwan.douroux.audit@gmail.com
1rue de Bretagne - 29830 PLOUDALMEZEAU
https://marchepublicassurance.fr
SAS ED CONSULTANTS - SIRET 83483263600023

# DECISION D'ATTRIBUTION DES LOTS (CAO DU 27/11/2024) :

| | |
|---|---|
| Lot 1 : Risques statutaires | Attribution GROUPAMA / WTW<br>Garanties CNRACL<br>- Décès<br>- AT/MP : Frais médicaux<br>Taux de cotisation CNRACL : 0,49**%** (27 788,42 € par an) |
| Lot 2 : Responsabilité civile | Lot infructueux : relance en procédure de gré à gré selon l'article L.2122-2 du CCP |
| Lot 3 : Flotte Auto | Attribution à SMACL Assurances sur la base de l'offre de base :<br>Franchises 1.000 € - BDG : 100 € - Vélos : 100 €<br>Flotte : 56.428,97 €<br>PSE MT : 236 €<br>PSE BDM : 539,38 €<br>PSE Auto mission (5.000 Km) : 926,69 € |
| Lot 4 : Protection fonctionnelle - Protection juridique | Lot infructueux : relance en procédure de gré à gré selon l'article L.2122-2 du CCP |
| Lot 5 : Multirisque Exposition / Musées | Attribution Hiscox / Sarre & Moselle : 4 712,82 €<br>Expositions temporaires : 621,00€<br>Expositions permanentes : 4 091,82 € |



06 37 69 62 74
erwan.douroux.audit@gmail.com
1rue de Bretagne - 29830 PLOUDALMEZEAU
https://marchepublicassurance.fr
SAS ED CONSULTANTS - SIRET 83483263600023

# ANALYSE DES OFFRES SUITE A RELANCE

## Lot 2 Responsabilité Civile

Absence de réponse suite à la procédure de relance. SMACL Assurance indique pouvoir apporter une réponse dans le courant du mois de décembre.

## Lot 4 : Protection fonctionnelle - Protection juridique

| **Offre de base** | note technique / 40 | | | | | note tarif / 30 | note suivi / 30 | **Score / 100** | Tarif offre de base | Rang |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | note prévalence | note CCAP | Note Garanties de base | Note montant des honoraires | Total | | | | | |
| SMACL Assurances | 0,00 | 3,60 | 7,70 | 6,85 | 18,15 | 30,00 | 24,00 | **72,15** | 2 045,80 € | 1 |

| **Offre de base + PSE PJ personne morale** | note technique / 40 | | | | | note tarif / 30 | note suivi / 30 | **Score / 100** | Tarif offre de base + PSE | Rang |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | note prévalence | note CCAP | Note Garanties de base | Note montant des honoraires | Total | | | | | |
| SMACL Assurances | 0,00 | 3,60 | 7,70 | 6,85 | 18,15 | 30,00 | 24,00 | **72,15** | 8 339,50 € | 1 |

# BILAN FINANCIER AU 02/12/2024

| | |
|---|---|
| Lot 1 : Risques statutaires | Attribution GROUPAMA / WTW<br>Garanties CNRACL<br>- Décès<br>- AT/MP : Frais médicaux<br>Taux de cotisation CNRACL : 0,49**%** (27 788,42 € par an) |
| Lot 2 : Responsabilité civile | Lot infructueux : relance en procédure de gré à gré selon l'article L.2122-2 du CCP |
| Lot 3 : Flotte Auto | Attribution à SMACL Assurances sur la base de l'offre de base :<br>Franchises 1.000 € - BDG : 100 € - Vélos : 100 €<br>Flotte : 56.428,97 €<br>PSE MT : 236 €<br>PSE BDM : 539,38 €<br>PSE Auto mission (5.000 Km) : 926,69 € |
| Lot 4 : Protection fonctionnelle - Protection juridique | Attribution à SMACL Assurances sur la base de l'offre de base<br>Offre de base (Protection fonctionnelle) : 2 045,80 €<br>PSE PJ personne morale : 6 293,70 € |
| Lot 5 : Multirisque Exposition / Musées | Attribution Hiscox / Sarre & Moselle : 4 712,82 €<br>Expositions temporaires : 621,00€<br>Expositions permanentes : 4 091,82 € |

| **IARD** | Situation 2024 | | Situation 2025 | |
|---|---|---|---|---|
| | Assureur | Primes | Assureur | Primes |
| Incendie - DAB | Groupama Paris Val de Loire | | Groupama Paris Val de Loire | |
| Responsabilité | SMACL Assurances | 40 095,32 € | | |
| Auto et Auto-mission | SMACL Assurances | 40 288,54 € | SMACL Assurances SA | 58 131,04 € |
| Protection Juridique | SMACL Assurances | 6 109,20 € | SMACL Assurances SA | 6 293,70 € |
| Protection Fonctionnelle | SMACL Assurances | 1 898,15 € | SMACL Assurances SA | 2 045,80 € |
| Expositions - Musées | XL Insurance Compony SE | 3 964,84 € | Hiscox / Sarre & Moselle | 4 712,82 € |
| Risques statutaires | Groupama PVL / WTW | 32 889,30 € | Groupama PVL / WTW | 27 788,42 € |
| **Total** | | **125 245,35 €** | | **98 971,78 €** |



06 37 69 62 74
erwan.douroux.audit@gmail.com
1rue de Bretagne - 29830 PLOUDALMEZEAU
https://marchepublicassurance.fr
SAS ED CONSULTANTS - SIRET 83483263600023

# Extrait du REGISTRE des

# DÉLIBÉRATIONS du CONSEIL MUNICIPAL

## SÉANCE du jeudi 12 décembre 2024

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Le Conseil Municipal de la Commune de SENLIS (Oise), légalement convoqué le 6 décembre 2024 par Madame LOISELEUR, Maire, s'est assemblé le jeudi 12 décembre 2024 à 19h00 au lieu ordinaire de ses séances à l'Hôtel de Ville de Senlis, en vue de délibérer sur les affaires inscrites à l'ordre du jour.

Nombre de conseillers municipaux en exercice : 33 - Présents : 21 - Pouvoirs : 10 - Votants : 31 - Absents : 2

**Présents :** Mme LOISELEUR - Mme ROBERT - M. GAUDUBOIS - Mme SIBILLE - M. GUÉDRAS - M. NGUYEN PHUOC VONG - Mme PALIN SAINTE AGATHE - M. REIGNAULT - Mme MIFSUD - M. LECOMTE - Mme BALOSSIER - M. CURTIL - Mme GORSE CAILLOU - M. LEFEVRE - Mme MAUPAS - Mme GLASTRA - Mme DUBOIS - Mme PRUVOST-BITAR - Mme AUNOS - Mme REYNAL - Mme BENOIST - **Ont donné mandat de voter en leur nom :** Mme LUDMANN à M. LEFEVRE - M. GAUDION à Mme GLASTRA - M. DELACROY à Mme ROBERT - Mme BOUTEMY à Mme SIBILLE - Mme LEPITRE à M. GAUDUBOIS - Mme AIT M BARK à Mme LOISELEUR - M. CHAPUIS à M. REIGNAULT - M. FLEURETTE à Mme PRUVOST-BITAR - M. BOULANGER à Mme AUNOS - M. GEOFFROY à Mme BENOIST - **Absents :** Mme VALLER - M. DIEDRICH - **Secrétaire de séance :** Mme BENOIST - **Présidence de séance :** Mme LOISELEUR, Maire.

### N° 15 - Fourniture de combustibles pour le chauffage des bâtiments communaux et les engins mobiles non routiers - Appel d'offres ouvert

**Monsieur GAUDUBOIS expose :**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L. 2122-21 et suivants,

Vu le Code de la Commande Publique, notamment les articles L. 2124-2, R. 2124-2 1° et R. 2161-2 à R. 2161-5,

Vu la délibération n° 7 du 5 juillet 2020 portant les délégations consenties au Maire par le Conseil Municipal, qui « autorise le Maire à prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement de tous marchés dans la limite des seuils réglementaires et lorsque les crédits sont inscrits au budget, exception faite pour les marchés de travaux dont le montant est quant à lui plafonné à 500 000 euros H.T. et lorsque les crédits sont inscrits au budget. »,

Vu le rapport d'attribution de la Commission d'appel d'offres en date du 27 novembre 2024,

Vu l'avis de la Commission Finances en date du 3 décembre 2024,

Considérant que le marché public de fourniture de combustibles pour le chauffage des bâtiments communaux et les engins mobiles non routiers arrive à échéance le 25 janvier 2025 et doit être renouvelé,

Considérant que le marché public est passé en procédure d'appel d'offres ouvert, conclu à compter du 26 janvier 2025 pour une période d'un (1) an reconductible tacitement pour une période annuelle, dans la limite de trois (3) fois,

Considérant que le montant maximum annuel de commandes est de 100 000 € H.T.,

Considérant que, pour 2024, les crédits sont inscrits au budget de la ville de Senlis,

Considérant le rapport d'attribution du marché public, attribuant au soumissionnaire dont l'offre est économiquement la plus avantageuse et satisfait au mieux l'ensemble des critères d'attribution du marché comme suit :

- CAMPUS ILE-DE-FRANCE, ZAC de la Justice, 5 rue de la Mare Poissy – 95380 VILLERON

Acte exécutoire le 19 DEC. 2024 - Reçu par la Préfecture le 19 DEC. 2024 et publié sur le site internet de la Ville le 19 DEC. 2024

*L'exposé entendu,* ***Madame le Maire*** *a soumis au vote ce projet de délibération et* ***le Conseil Municipal*** *à main levée et* ***à l'unanimité,***

- a autorisé Madame le Maire, ou l'Adjoint délégué, à signer le marché public et toutes pièces afférentes au marché public de fourniture de combustibles pour le chauffage des bâtiments communaux et les engins mobiles non routiers, incluant les éventuels avenants à intervenir.

*Le Secrétaire de Séance*
Magalie BENOIST

MAIRIE DE SENLIS (Oi)

*Le Maire*
Pascale LOISELEUR

*Cette délibération peut faire l'objet d'un recours dans un délai de deux mois à compter de sa publicité et de sa transmission au contrôle de légalité, par courrier adressé au Tribunal administratif d'Amiens, 14 rue Lemerchier, 80000 AMIENS, ou via l'application Télérecours citoyens, accessible via le site internet www.telerecours.fr.*

Acte exécutoire le 19/12/2024
Reçu par la Préfecture le 19/12/2024
Publié sur le Site Internet de la Ville le 19/12/2024

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES
Direction des Affaires Juridiques

MARCHES PUBLICS ET ACCORDS-CADRES — OUV9

# PROCES-VERBAL DE LA COMMISSION D'APPEL D'OFFRES DECISION D'ATTRIBUTION [1]

**APPEL D'OFFRES**

**ARTICLES L.2124-1, L2124-2, R.2124-1 A R.2124-2-1° DU CODE DE LA COMMANDE PUBLIQUE**

## A - Identification du pouvoir adjudicateur (ou de l'entité adjudicatrice).

Commune de Senlis
Hôtel de ville
3 place Henri IV
60300 SENLIS

Représentée par Madame Pascale LOISELEUR, maire de Senlis

## B - Objet de la consultation.

2024/62 – Fourniture de carburants pour le chauffage des bâtiments communaux et les engins mobiles non routiers

## C - Déroulement de la consultation.

- Publicité : Envoyé le 07 octobre 2024 sur le profil d'acheteur, JOUE, BOAMP
- Date et heures limites de réception des offres : 08 novembre 2024 à 14h00
- Demande de précisions ou de compléments sur la teneur des offres : ☒ NON OU ☐ OUI

## D - Composition de la Commission d'Appel d'Offres.

Date de la Commission d'appel d'offres : 27 novembre 2024

**D1 - Membres à voix délibérative :**

| Nom et prénom | Qualité | Titulaire (T) ou Suppléant (S) | Présent (P) Ou Excusé (E) |
|---|---|---|---|
| ~~Florence MIFSUD remplace~~ Mme LUDMANN | Maire-Adjointe | Présidente de la CAO | P |
| Elisabeth SIBILLE | Maire-Adjointe | Titulaire | P |
| Patrick GAUDUBOIS | Maire-Adjoint | Titulaire | |
| Daniel GUEDRAS | Maire-Adjoint | Titulaire | P |
| Sophie REYNAL | Conseillère Municipale | Titulaire | |
| Rémi GEFFROY | Conseiller Municipal | Titulaire | P |
| François-Xavier LECOMTE | Conseiller Municipal | Suppléant | |
| Martine PALIN SAINTE AGATHE | Maire-Adjointe | Suppléante | |
| Marie-Christine ROBERT | Maire-Adjointe | Suppléante | |
| Damien BOULANGER | Conseiller Municipal | Suppléant | |
| Bernard FLEURETTE | Conseiller Municipal | Suppléant | |

**D2 - Membres à voix consultative :**

| Nom et prénom | Qualité | Présent (P) Ou Excusé (E) |
|---|---|---|
| | Pôle C de la direccte des Hauts de France | |
| Christophe DOSIMONT | Comptable assignataire | |
| Sébastien KANIA | Responsable des achats et Marchés publics | P |
| Séverine ROCHER | Assistante Marchés Publics | |

## E - Fonctionnement de la Commission d'Appel d'Offres.

- Le **quorum est atteint :**

NON ☐ OUI ☐

La commission d'appel d'offres

☐ peut

☐ ne peut pas

valablement délibérer.

- Secrétariat de la commission d'appel d'offres :

## F - Classement des offres.

| Classement proposé | N° de dépôt | Soumissionnaire |
|---|---|---|
| 1 | 1 | CAMPUS ILE DE France |
| 3 | 2 | DYNEFF |
| 2 | 3 | TOTAL ENERGIE PROXI NORD EST |

- **Décision de la commission d'appel d'offres relative à l'élimination des offres :**

La commission d'appel d'offres :

- ☐ élimine les offres conformément à la proposition figurant au rapport d'analyse des offres ;
- ☐ demande un examen complémentaire des offres pour les motifs suivants :

- **Au vu du rapport d'analyse des offres et après examen des offres reçues, la commission d'appel d'offres déclare la procédure de passation du marché public ou de l'accord-cadre :**

- ☐ sans suite
- ☐ infructueuse
- ☐ pour les motifs exposés dans le rapport d'analyse des offres ;
- ☐ pour les motifs mentionnés ci-dessous :

**et de mettre en œuvre la nouvelle procédure suivante :**

- ☐ un appel d'offres ;
- ☐ un marché négocié ;
- ☐ une procédure adaptée ;
- ☐ un dialogue compétitif.

- **Décision de la commission d'appel d'offres relative au classement des offres :**

Après avoir pris connaissance du rapport d'analyse des offres, la commission d'appel d'offres :

- ☒ retient le classement des offres proposé ;
- ☐ demande une analyse complémentaire des offres pour les motifs suivants :

**Attributaire du marché**

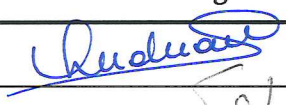
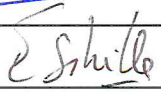
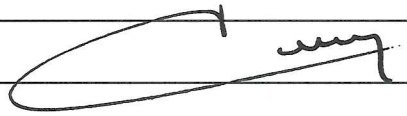
- Résultat des votes :

Pour : 4

Contre : 0

Abstentions : 0

## G - Signature des membres de la Commission d'Appel d'Offres.

| Nom et prénom | Signature |
|---|---|
| ~~Florence MIFSUD remplace~~ Mme LUDMANN |  |
| Elisabeth SIBILLE |  |
| Patrick GAUDUBOIS | |
| Daniel GUEDRAS |  |
| Sophie REYNAL | |
| Rémi GEOFFROY |  |
| François-Xavier LECOMTE | |
| Martine PALIN SAINTE AGATHE | |
| Marie-Christine ROBERT | |
| Damien BOULANGER | |
| Bernard FLEURETTE | |

## H - Observations des membres de la Commission d'Appel d'Offres.

Conseil Municipal du 12 décembre 2024
Délibération n°15 - Annexe 2

Acte exécutoire le 19/12/2024
Reçu par la Préfecture le 19/12/2024
Publié sur le Site Internet de la Ville le 19/12/2024

**fourniture de carburants pour le chauffage des bâtiments communaux et les engins mobiles non routiers**

**Candidat : CAMPUS**

| *Critères* | *Pondération* | *Sous-critères* | *Pondération* | | *Note* | | *Total* | | *Réponse du candidat* | *Appréciation* | *Points* | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Valeur financière | 60% | DQE : 100 points | Montant du DQEmini en H.T. : | 67 600,00 € | **100,00** | **/100** | **100,00** | **/100** | 67 600,00 € | Réponse correcte | **60,00** | **/60** |
| | | | Nombre de points attribués = 100 x le montant de l'offre en € H.T. la moins disante / montant de l'offre en € H.T. considérée | | | | | | | | | |
| Valeur technique | 40% | Capacité et organisation de l'entreprise (logistique mise en œuvre, lieu d'approvisionnement des carburants, capacité de réserve de stockage, moyens mis en œuvre en cas de dépotage défectueux) (20 points) | Réponse excellente (offre considérée comme complète et présentant de nombreux points positifs) - note de 20 ;<br>Réponse satisfaisante (offre considérée comme complète et présentant plusieurs points positifs) - note de 15 ;<br>Réponse moyenne (comporte certaines imprécisions ou des généralités) - note de 10 ;<br>Réponse très insuffisante (présence de nombreuses significatives, mais insuffisantes pour entraîner un rejet) - note de 5 ;<br>Réponse inacceptable (sujet non traité, ou non conforme au cahier des charges, ou sans objet par rapport à la consultation) - note de 0 | **15,00** | **/20** | **35,00** | **/40** | Logistique : 36 chauffeurs avec véhicules roulant en HVO<br>Lieu d'approvisionnement : Basé à Villeron (95), et approvisionnement en Ile de France<br>Capacité de stockage : 2 070 m3 de stocks privatifs + 13 900 m3 au départ des dépôts primaires<br>Moyen sur le dépotage défectueux : Pas de renseignement | Réponse satisfaisante | **14,00** | **/40** |
| | | Délais de livraison : 20 points | Réponse excellente (offre considérée comme complète et présentant de nombreux points positifs) - note de 20 ;<br>Réponse satisfaisante (offre considérée comme complète et présentant plusieurs points positifs) - note de 15 ;<br>Réponse moyenne (comporte certaines imprécisions ou des généralités) - note de 10 ;<br>Réponse très insuffisante (présence de nombreuses significatives, mais insuffisantes pour entraîner un rejet) - note de 5 ;<br>Réponse inacceptable (sujet non traité, ou non conforme au cahier des charges, ou sans objet par rapport à la consultation) - note de 0 | **20,00** | **/20** | | | Livraison sous 24h - Délai d'urgence sous 8h | Réponse excellente | | |
| **Total** | | | | | | | | | | | **74,00** | **/100** |

**fourniture de carburants pour le chauffage des bâtiments communaux et les engins mobiles non routiers**

**Candidat : DYNEFF**

| *Critères* | *Pondération* | *Sous-critères* | *Pondération* | | *Note* | | *Total* | | *Réponse du candidat* | *Appréciation* | *Points* | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Valeur financière | 60% | DQE : 100 points | Montant du DQEmini en H.T. : | 67 600,00 € | **97,74** | **/100** | **97,74** | **/100** | 69 160,00 € | Réponse correcte | **58,65** | **/60** |
| | | | Nombre de points attribués = 100 x le montant de l'offre en € H.T. la moins disante / montant de l'offre en € H.T. considérée | | | | | | | | | |
| Valeur technique | 40% | Capacité et organisation de l'entreprise (logistique mise en œuvre, lieu d'approvisionnement des carburants, capacité de réserve de stockage, moyens mis en œuvre en cas de dépotage défectueux) (20 points) | Réponse excellente (offre considérée comme complète et présentant de nombreux points positifs) - note de 20 ;<br>Réponse satisfaisante (offre considérée comme complète et présentant plusieurs points positifs) - note de 15 ;<br>Réponse moyenne (comporte certaines imprécisions ou des généralités) - note de 10 ;<br>Réponse très insuffisante (présence de nombreuses significatives, mais insuffisantes pour entraîner un rejet) - note de 5 ;<br>Réponse inacceptable (sujet non traité, ou non conforme au cahier des charges, ou sans objet par rapport à la consultation) - note de 0 | | **15,00** | **/20** | **35,00** | **/40** | Logistique : 6 chauffeurs avec véhicules certifiés ISO 9001<br><br>Lieu d'approvisionnement : Basé à Mitry Mory (95), et approvisionnement sur le territoire national<br><br>Capacité de stockage : 4 000 m3 de stocks privatifs à Mitry Mory + 375 000 m3 au départ des dépôts primaires territoire national<br><br>Moyen sur le dépotage défectueux : Processus complet | Réponse excellente | **14,00** | **/40** |
| | | Délais de livraison : 20 points | Réponse excellente (offre considérée comme complète et présentant de nombreux points positifs) - note de 20 ;<br>Réponse satisfaisante (offre considérée comme complète et présentant plusieurs points positifs) - note de 15 ;<br>Réponse moyenne (comporte certaines imprécisions ou des généralités) - note de 10 ;<br>Réponse très insuffisante (présence de nombreuses significatives, mais insuffisantes pour entraîner un rejet) - note de 5 ;<br>Réponse inacceptable (sujet non traité, ou non conforme au cahier des charges, ou sans objet par rapport à la consultation) - note de 0 | | **20,00** | **/20** | | | Livraison sous 12h - Urgence 2 à 3h | Réponse excellente | | |
| **Total** | | | | | | | | | | | **72,65** | **/100** |

**fourniture de carburants pour le chauffage des bâtiments communaux et les engins mobiles non routiers**

**Candidat : TOTAL**

| *Critères* | *Pondération* | *Sous-critères* | *Pondération* | | *Note* | | *Total* | | *Réponse du candidat* | *Appréciation* | *Points* | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Valeur financière | 60% | DQE : 100 points | Montant du DQEmini en H.T. : | 67 600,00 € | **96,02** | **/100** | **96,02** | **/100** | 70 400,00 € | Réponse correcte | **57,61** | **/60** |
| | | | Nombre de points attribués = 100 x le montant de l'offre en € H.T. la moins disante / montant de l'offre en € H.T. considérée | | | | | | | | | |
| Valeur technique | 40% | Capacité et organisation de l'entreprise (logistique mise en œuvre, lieu d'approvisionnement des carburants, capacité de réserve de stockage, moyens mis en œuvre en cas de dépotage défectueux) (20 points) | Réponse excellente (offre considérée comme complète et présentant de nombreux points positifs) - note de 20 ;<br>Réponse satisfaisante (offre considérée comme complète et présentant plusieurs points positifs) - note de 15 ;<br>Réponse moyenne (comporte certaines imprécisions ou des généralités) - note de 10 ;<br>Réponse très insuffisante (présence de nombreuses significatives, mais insuffisantes pour entraîner un rejet) - note de 5 ;<br>Réponse inacceptable (sujet non traité, ou non conforme au cahier des charges, ou sans objet par rapport à la consultation) - note de 0 | | **20,00** | **/20** | **40,00** | **/40** | Logistique : 55 chauffeurs avec véhicules certifiés ISO 9001<br>Lieu d'approvisionnement : Beauvais, Clairoix, Sacy le Grand et Formerie.<br>Capacité de stockage : 6 000 m3<br>Moyen sur le dépotage défectueux : Processus complet | Réponse excellente | **16,00** | **/40** |
| | | Délais de livraison : 20 points | Réponse excellente (offre considérée comme complète et présentant de nombreux points positifs) - note de 20 ;<br>Réponse satisfaisante (offre considérée comme complète et présentant plusieurs points positifs) - note de 15 ;<br>Réponse moyenne (comporte certaines imprécisions ou des généralités) - note de 10 ;<br>Réponse très insuffisante (présence de nombreuses significatives, mais insuffisantes pour entraîner un rejet) - note de 5 ;<br>Réponse inacceptable (sujet non traité, ou non conforme au cahier des charges, ou sans objet par rapport à la consultation) - note de 0 | | **20,00** | **/20** | | | Livraison sous 12h - Urgence dans la journée selon les dispositions logistiques | Réponse excellente | | |
| **Total** | | | | | | | | | | | **73,61** | **/100** |

**fourniture de carburants pour le chauffage des bâtiments communaux et les engins mobiles non routiers**

## SYNTHESE

| Numéro d'offre | Candidat | Prix des prestations /60 | Valeur technique /40 | Total /100 | Classement Général |
|---|---|---|---|---|---|
| **1** | **CAMPUS** | **60,00** | **14,00** | **74,00** | **1** |
| 2 | DYNEFF | 58,65 | 14,00 | 72,65 | 3 |
| 3 | TOTAL | 57,61 | 16,00 | 73,61 | 2 |

# Extrait du REGISTRE des

# DÉLIBÉRATIONS du CONSEIL MUNICIPAL

## SÉANCE du jeudi 12 décembre 2024

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Le Conseil Municipal de la Commune de SENLIS (Oise), légalement convoqué le 6 décembre 2024 par Madame LOISELEUR, Maire, s'est assemblé le jeudi 12 décembre 2024 à 19h00 au lieu ordinaire de ses séances à l'Hôtel de Ville de Senlis, en vue de délibérer sur les affaires inscrites à l'ordre du jour.

Nombre de conseillers municipaux en exercice : 33 - Présents : 20 - Pouvoirs : 10 - Votants : 30 - Absents : 3

**Présents :** Mme LOISELEUR - Mme ROBERT - M. GAUDUBOIS - Mme SIBILLE - M. NGUYEN PHUOC VONG - Mme PALIN SAINTE AGATHE - M. REIGNAULT - Mme MIFSUD - M. LECOMTE - Mme BALOSSIER - M. CURTIL - Mme GORSE CAILLOU - M. LEFEVRE - Mme MAUPAS - Mme GLASTRA - Mme DUBOIS - Mme PRUVOST-BITAR - Mme AUNOS - Mme REYNAL - Mme BENOIST - **Ont donné mandat de voter en leur nom :** Mme LUDMANN à M. LEFEVRE - M. GAUDION à Mme GLASTRA - M. DELACROY à Mme ROBERT - Mme BOUTEMY à Mme SIBILLE - Mme LEPITRE à M. GAUDUBOIS - Mme AIT M BARK à Mme LOISELEUR - M. CHAPUIS à M. REIGNAULT - M. FLEURETTE à Mme PRUVOST-BITAR - M. BOULANGER à Mme AUNOS - M. GEOFFROY à Mme BENOIST - **Absents :** M. GUÉDRAS - Mme VALLER - M. DIEDRICH - **Secrétaire de séance :** Mme BENOIST - **Présidence de séance :** Mme LOISELEUR, Maire.

## N° 16 - Fourniture, installation et mise en service d'une tribune télescopique avec sièges - Appel d'offres ouvert

**Madame ROBERT expose :**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L. 2122-21 et suivants,

Vu le Code de la Commande Publique, notamment les articles L. 2124-2, R. 2124-2 1° et R. 2161-2 à R. 2161-5,

Vu la délibération n° 7 du 5 juillet 2020 portant les délégations consenties au Maire par le Conseil Municipal, qui « autorise le Maire à prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement de tous marchés dans la limite des seuils réglementaires et lorsque les crédits sont inscrits au budget, exception faite pour les marchés de travaux dont le montant est quant à lui plafonné à 500 000 euros H.T. et lorsque les crédits sont inscrits au budget. »,

Vu le rapport d'attribution de la Commission d'appel d'offres en date du 27 novembre 2024,

Vu l'avis de la Commission Finances en date du 3 décembre 2024,

Considérant qu'afin d'améliorer l'accueil du public dans la salle de réception du manège Ordener, la Ville a engagé une consultation pour la fourniture, l'installation et la mise en service d'une tribune télescopique de 304 places assises,

Considérant que le marché public est passé en procédure d'appel d'offres ouvert, conclu à compter de la notification du marché au titulaire, et qui prendra fin à la réception des prestations par la Ville avec la mise en service de la tribune,

Considérant que, pour 2024, les crédits sont inscrits au budget de la ville de Senlis,

Considérant le rapport d'attribution du marché public, attribuant au soumissionnaire dont l'offre est économiquement la plus avantageuse et satisfait au mieux l'ensemble des critères d'attribution du marché comme suit :

- SAMIA DEVIANNE, 16 avenue de la Gardie – 34510 FLORENSAC, pour un montant de 175 631,98 € H.T., soit 210 758,38 € T.T.C.

Acte exécutoire le 19 DEC. 2024 - Reçu par la Préfecture le 19 DEC. 2024 et publié sur le site internet de la Ville le 19 DEC. 2024

*L'exposé entendu,* ***Madame le Maire*** *a soumis au vote ce projet de délibération et* ***le Conseil Municipal*** *à main levée et* ***à l'unanimité,***

- a autorisé Madame le Maire, ou l'Adjoint délégué, à signer le marché public et toutes pièces afférentes au marché public de fourniture, installation et mise en service d'une tribune télescopique avec sièges, incluant les éventuels avenants à intervenir.

*Le Secrétaire de Séance*
Magalie BENOIST

MAIRIE DE SENLIS (Oise)

*Le Maire*
Pascale LOISELEUR

*Cette délibération peut faire l'objet d'un recours dans un délai de deux mois à compter de sa publicité et de sa transmission au contrôle de légalité, par courrier adressé au Tribunal administratif d'Amiens, 14 rue Lemerchier, 80000 AMIENS, ou via l'application Télérecours citoyens, accessible via le site internet www.telerecours.fr.*

Acte exécutoire le 19/12/2024
Reçu par la Préfecture le 19/12/2024
Publié sur le Site Internet de la Ville le 19/12/2024

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

**MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES**
**Direction des Affaires Juridiques**

MARCHES PUBLICS ET ACCORDS-CADRES **OUV9**

# PROCES-VERBAL DE LA COMMISSION D'APPEL D'OFFRES DECISION D'ATTRIBUTION [1]

**APPEL D'OFFRES**

**ARTICLES L.2124-1, L2124-2, R.2124-1 A R.2124-2-1° DU CODE DE LA COMMANDE PUBLIQUE**

## A - Identification du pouvoir adjudicateur (ou de l'entité adjudicatrice).

Commune de Senlis
Hôtel de ville
3 place Henri IV
60300 SENLIS

Représentée par Madame Pascale LOISELEUR, maire de Senlis

## B - Objet de la consultation.

2024/59 – Fourniture, installation et mise en service d'une tribune télescopique avec sièges

## C - Déroulement de la consultation.

- Publicité : Envoyé le 24 septembre 2024 sur le profil d'acheteur, JOUE, BOAMP
- Date et heures limites de réception des offres : 25 octobre 2024 à 14h00
- Demande de précisions ou de compléments sur la teneur des offres : ☐ NON OU ☒ OUI

## D - Composition de la Commission d'Appel d'Offres.

Date de la Commission d'appel d'offres : 27 novembre 2024

**D1 - Membres à voix délibérative :**

| Nom et prénom | Qualité | Titulaire (T) ou Suppléant (S) | Présent (P) Ou Excusé (E) |
|---|---|---|---|
| Véronique LUDMANN | Maire-Adjointe | Présidente de la CAO | P |
| Elisabeth SIBILLE | Maire-Adjointe | Titulaire | P |
| Patrick GAUDUBOIS | Maire-Adjoint | Titulaire | |
| Daniel GUEDRAS | Maire-Adjoint | Titulaire | P |
| Sophie REYNAL | Conseillère Municipale | Titulaire | |
| Rémi GEOFFROY | Conseiller Municipal | Titulaire | P |
| François-Xavier LECOMTE | Conseiller Municipal | Suppléant | |
| Martine PALIN SAINTE AGATHE | Maire-Adjointe | Suppléante | |
| Marie-Christine ROBERT | Maire-Adjointe | Suppléante | |
| Damien BOULANGER | Conseiller Municipal | Suppléant | |
| Bernard FLEURETTE | Conseiller Municipal | Suppléant | |

**D2 - Membres à voix consultative :**

| Nom et prénom | Qualité | Présent (P) Ou Excusé (E) |
|---|---|---|
| | Pôle C de la direccte des Hauts de France | |
| Christophe DOSIMONT | Comptable assignataire | |
| Sébastien KANIA | Responsable des achats et Marchés publics | P |
| Séverine ROCHER | Assistante Marchés Publics | |

## E - Fonctionnement de la Commission d'Appel d'Offres.

■ Le **quorum est atteint :**

NON ☐ OUI ☒

La commission d'appel d'offres

☒ peut

☐ ne peut pas

valablement délibérer.

■ Secrétariat de la commission d'appel d'offres :

## F - Classement des offres.

| Classement proposé | N° de dépôt | Soumissionnaire |
|---|---|---|
| 2 | 1 | JEZET SEATING |
| 1 | 2 | SAMIA DEVIANNE |
| 4 | 3 | HUSSON |
| 3 | 5 | HUGON |
| 5 | 7 | MASTER INDUSTRIE |

- **Décision de la commission d'appel d'offres relative à l'élimination des offres :**
La commission d'appel d'offres :

  - ☐ élimine les offres conformément à la proposition figurant au rapport d'analyse des offres ;
  - ☐ demande un examen complémentaire des offres pour les motifs suivants :

- **Au vu du rapport d'analyse des offres et après examen des offres reçues, la commission d'appel d'offres déclare la procédure de passation du marché public ou de l'accord-cadre :**

  - ☐ sans suite
  - ☐ infructueuse
  - ☐ pour les motifs exposés dans le rapport d'analyse des offres ;
  - ☐ pour les motifs mentionnés ci-dessous :

**et de mettre en œuvre la nouvelle procédure suivante :**

  - ☐ un appel d'offres ;
  - ☐ un marché négocié ;
  - ☐ une procédure adaptée ;
  - ☐ un dialogue compétitif.

- **Décision de la commission d'appel d'offres relative au classement des offres :**

Après avoir pris connaissance du rapport d'analyse des offres, la commission d'appel d'offres :

  - ☒ retient le classement des offres proposé ;
  - ☐ demande une analyse complémentaire des offres pour les motifs suivants :

**Attributaire du marché**

- Résultat des votes :

Pour : 4

Contre : 0

Abstentions : 0

## G - Signature des membres de la Commission d'Appel d'Offres.

| Nom et prénom | Signature |
|---|---|
| ~~Florence MIFSUD remplace~~ Mme LUDMANN | |
| Elisabeth SIBILLE | |
| Patrick GAUDUBOIS | |
| Daniel GUEDRAS | |
| Sophie REYNAL | |
| Rémi GEOFFROY | |
| François-Xavier LECOMTE | |
| Martine PALIN SAINTE AGATHE | |
| Marie-Christine ROBERT | |
| Damien BOULANGER | |
| Bernard FLEURETTE | |

## H - Observations des membres de la Commission d'Appel d'Offres.

Conseil Municipal du 12 décembre 2024
Délibération n°16 - Annexe 2

Acte exécutoire le 19/12/2024
Reçu par la Préfecture le 19/12/2024
Publié sur le Site Internet de la Ville le 19/12/2024

**Fourniture, installation et mise en service d'une tribune télescopique avec sièges**

**Candidat : JEZET SEATING**

| *Critères* | *Pondération* | *Sous-critères* | *Pondération* | | *Note* | | *Total* | | *Réponse du candidat* | *Appréciation* | *Points* | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Valeur financière | 60% | Devis : 100 points | Montant du devis mini en H.T. : | 175 631,98 € | **99,14** | **/100** | **99,14** | **/100** | 177 156,00 € | | **59,48** | **/60** |
| | | | Nombre de points attribués = 100 x l'offre la moins chère en HT/l'offre considérée en € HT | | | | | | | | | |
| Valeur technique | 40% | Sous-critère 1 : Durée et contenu de la garantie pour la structure de la tribune, la structure des fauteuils et des éléments électriques dont la motorisation (80 points) | Réponse excellente (offre considérée comme complète et présentant de nombreux points positifs) - note de 80 ;<br>Réponse satisfaisante (offre considérée comme complète et présentant plusieurs points positifs) - note de 70 ;<br>Réponse correcte (acceptable moyennant la levée de certaines réserves mineures) - note de 50 ;<br>Réponse moyenne (comporte certaines imprécisions ou des généralités) - note de 40 ;<br>Réponse insuffisante (présence de quelques réserves significatives) - note de 30 ;<br>Réponse très insuffisante (présence de nombreuses significatives, mais insuffisantes pour entraîner un rejet) - note de 20 ;<br>Réponse inacceptable (sujet non traité, ou non conforme au cahier des charges, ou sans objet par rapport à la consultation) - note de 0 | | **50,00** | **/80** | **65,00** | **/100** | Structure : 10 ans<br>**Eléments électriques dont motorisation : 2 ans (demandé 5)**<br>Structure des fauteuils : 5 ans<br><br>Entretien et maintenance assurés par le prestataire<br>Disponibilité dans un rayon de 400 km<br><br>Contrat de maintenance 2 107€ HT / an<br>Valable 3 ans à partir d'un an d'installation<br>Assistance téléphonique 24h/24h et 7j/7j | Réponse correcte | **26,00** | **/40** |
| | | Sous-critère 2 : Richesse du choix des nuanciers des matériaux (10 points) | Réponse excellente (offre considérée comme complète et présentant de nombreux points positifs) - note de 10 ;<br>Réponse satisfaisante (offre considérée comme complète et présentant plusieurs points positifs) - note de 8 ;<br>Réponse moyenne (comporte certaines imprécisions ou des généralités) - note de 5 ;<br>Réponse très insuffisante (présence de nombreuses significatives, mais insuffisantes pour entraîner un rejet) - note de 2 ;<br>Réponse inacceptable (sujet non traité, ou non conforme au cahier des charges, ou sans objet par rapport à la consultation) - note de 0 | | **5,00** | **/10** | | | Peinture acier (5 teintes en nuances de gris)<br>Moquette (17 teintes) pas choix de sur différentes moquette<br>Toile Soltis (23 teintes)<br>Tssus d'assise choix sur 48 teintes<br>Pas de choix sur les tissus (toile, velour ou autre)<br>Pas de proposition pour le bardage | Réponse moyenne | | |
| | | Sous-critère 3 : Démarches environnementales et responsabilité sociétale des entreprises (10 points) | Réponse excellente (offre considérée comme complète et présentant de nombreux points positifs) - note de 10 ;<br>Réponse satisfaisante (offre considérée comme complète et présentant plusieurs points positifs) - note de 8 ;<br>Réponse moyenne (comporte certaines imprécisions ou des généralités) - note de 5 ;<br>Réponse très insuffisante (présence de nombreuses significatives, mais insuffisantes pour entraîner un rejet) - note de 2 ;<br>Réponse inacceptable (sujet non traité, ou non conforme au cahier des charges, ou sans objet par rapport à la consultation) - note de 0 | | **10,00** | **/10** | | | Stratégie sur l'ensemble du cycle de vie des fauteuils :<br>matière première, approvisionnement chez des fournisseurs certifiés (HQE, ISO9001, etc)<br>Fabrication, au sein de l'usine sans sous-traitance et délocalisation transport, via containers démontables en palettes réutiisables (aucun déchet laissé sur place).<br>Traitement en fin de vie, tri sélectif au sein de l'usine avec partenariat avec sociéte de recyclage. | Réponse excellente | | |
| **Total** | | | | | | | | | | | **85,48** | **/100** |

**Fourniture, installation et mise en service d'une tribune télescopique avec sièges** **Candidat : SAMIA DEVIANNE**

| *Critères* | *Pondération* | *Sous-critères* | *Pondération* | | *Note* | | *Total* | | *Réponse du candidat* | *Appréciation* | *Points* | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Valeur financière | 60% | Devis : 100 points | Montant du devis mini en H.T. : | 175 631,98 € | **100,00** | **/100** | **100,00** | **/100** | 175 631,98 € | | **60,00** | **/60** |
| | | | Nombre de points attribués = 100 x l'offre la moins chère en HT/l'offre considérée en € HT | | | | | | | | | |
| Valeur technique | 40% | Sous-critère 1 : Durée et contenu de la garantie pour la structure de la tribune, la structure des fauteuils et des éléments électriques dont la motorisation (80 points) | Réponse excellente (offre considérée comme complète et présentant de nombreux points positifs) - note de 80 ;<br>Réponse satisfaisante (offre considérée comme complète et présentant plusieurs points positifs) - note de 70 ;<br>Réponse correcte (acceptable moyennant la levée de certaines réserves mineures) - note de 50 ;<br>Réponse moyenne (comporte certaines imprécisions ou des généralités) - note de 40 ;<br>Réponse insuffisante (présence de quelques réserves significatives) - note de 30 ;<br>Réponse très insuffisante (présence de nombreuses significatives, mais insuffisantes pour entraîner un rejet) - note de 20 ;<br>Réponse inacceptable (sujet non traité, ou non conforme au cahier des charges, ou sans objet par rapport à la consultation) - note de 0 | | **80,00** | **/80** | **98,00** | **/100** | Structure : 10 ans<br>Eléments électriques dont motorisation : 5 ans<br>Structure des fauteuils : 5 ans<br>**Assurance en garantie décennale offerte**<br><br>Réseau de techniciens sur toute la France<br><br>Contrat de maintenance 2 000€ HT / an<br>Assistance téléphonique 24h/24h et 7j/7j<br><br>304 places (10 rangs et 9 gradins)<br>18,02 x 1,60/9,50 x 4,60 Ht m | Réponse excellente | **39,20** | **/40** |
| | | Sous-critère 2 : Richesse du choix des nuanciers des matériaux (10 points) | Réponse excellente (offre considérée comme complète et présentant de nombreux points positifs) - note de 10 ;<br>Réponse satisfaisante (offre considérée comme complète et présentant plusieurs points positifs) - note de 8 ;<br>Réponse moyenne (comporte certaines imprécisions ou des généralités) - note de 5 ;<br>Réponse très insuffisante (présence de nombreuses significatives, mais insuffisantes pour entraîner un rejet) - note de 2 ;<br>Réponse inacceptable (sujet non traité, ou non conforme au cahier des charges, ou sans objet par rapport à la consultation) - note de 0 | | **10,00** | **/10** | | | Fourniture des nuanciers complets dans "2.8 Fiches techniques":<br>Choix des tissus (Blex, Ocean, Velto)<br>Choix des moquettes (17 teintes Showtime)<br>Toile Soltis<br>Bardage avant souple (proposé en option)<br>Choix du bardage bois (Krono collection uni et Wood)<br>Les nuanciers RAL des peintures | Réponse excellente | | |
| | | Sous-critère 3 : Démarches environnementales et responsabilité sociétale des entreprises (10 points) | Réponse excellente (offre considérée comme complète et présentant de nombreux points positifs) - note de 10 ;<br>Réponse satisfaisante (offre considérée comme complète et présentant plusieurs points positifs) - note de 8 ;<br>Réponse moyenne (comporte certaines imprécisions ou des généralités) - note de 5 ;<br>Réponse très insuffisante (présence de nombreuses significatives, mais insuffisantes pour entraîner un rejet) - note de 2 ;<br>Réponse inacceptable (sujet non traité, ou non conforme au cahier des charges, ou sans objet par rapport à la consultation) - note de 0 | | **8,00** | **/10** | | | Partenariat avec Valdélia pour recyclage et seconde vie adaptée<br>Gestion des déchets par tri<br>Evacuation de l'ensemble des déchets et nettoyage du site avec une réduction du volume de déchets produits<br>Garantie de fourniture de matière première règlementée et suivie<br>Formation du personnel | Réponse satisfaisante | | |
| **Total** | | | | | | | | | | | **99,20** | **/100** |

**Fourniture, installation et mise en service d'une tribune télescopique avec sièges** **Candidat : HUSSON**

| *Critères* | *Pondération* | *Sous-critères* | *Pondération* | | *Note* | | *Total* | | *Réponse du candidat* | *Appréciation* | *Points* | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Valeur financière | 60% | Devis : 100 points | Montant du devis mini en H.T. : | 175 631,98 € | **89,31** | **/100** | **89,31** | **/100** | 196 665,00 € | | **53,58** | **/60** |
| | | | Nombre de points attribués = 100 x l'offre la moins chère en HT/l'offre considérée en € HT | | | | | | | | | |
| Valeur technique | 40% | Sous-critère 1 : Durée et contenu de la garantie pour la structure de la tribune, la structure des fauteuils et des éléments électriques dont la motorisation (80 points) | Réponse excellente (offre considérée comme complète et présentant de nombreux points positifs) - note de 80 ;<br>Réponse satisfaisante (offre considérée comme complète et présentant plusieurs points positifs) - note de 70 ;<br>Réponse correcte (acceptable moyennant la levée de certaines réserves mineures) - note de 50 ;<br>Réponse moyenne (comporte certaines imprécisions ou des généralités) - note de 40 ;<br>Réponse insuffisante (présence de quelques réserves significatives) - note de 30 ;<br>Réponse très insuffisante (présence de nombreuses significatives, mais insuffisantes pour entraîner un rejet) - note de 20 ;<br>Réponse inacceptable (sujet non traité, ou non conforme au cahier des charges, ou sans objet par rapport à la consultation) - note de 0 | | **40,00** | **/80** | **60,00** | **/100** | Structure : 10 ans<br>**Eléments électriques dont motorisation : 2 ans (demandé 5)**<br>Structure des fauteuils : 5 ans<br>Attestation de non soumission à la garantie décennale<br>Pas de proposition de contrat de maintenance<br><br>312 Places | Réponse moyenne | **24,00** | **/40** |
| | | Sous-critère 2 : Richesse du choix des nuanciers des matériaux (10 points) | Réponse excellente (offre considérée comme complète et présentant de nombreux points positifs) - note de 10 ;<br>Réponse satisfaisante (offre considérée comme complète et présentant plusieurs points positifs) - note de 8 ;<br>Réponse moyenne (comporte certaines imprécisions ou des généralités) - note de 5 ;<br>Réponse très insuffisante (présence de nombreuses significatives, mais insuffisantes pour entraîner un rejet) - note de 2 ;<br>Réponse inacceptable (sujet non traité, ou non conforme au cahier des charges, ou sans objet par rapport à la consultation) - note de 0 | | **10,00** | **/10** | | | Fourniture des nuanciers complets dans "Mémoire technique":<br>Choix des tissus (nuanciers Diamante, Luxor, Max)<br>Choix des moquettes (17 teintes Showtime)<br>Toile Soltis<br>Choix du bardage bois (Mélaminés EGGER)<br>Les nuanciers RAL des peintures<br>Carter arrière siège (proposé en option) | Réponse excellente | | |
| | | Sous-critère 3 : Démarches environnementales et responsabilité sociétale des entreprises (10 points) | Réponse excellente (offre considérée comme complète et présentant de nombreux points positifs) - note de 10 ;<br>Réponse satisfaisante (offre considérée comme complète et présentant plusieurs points positifs) - note de 8 ;<br>Réponse moyenne (comporte certaines imprécisions ou des généralités) - note de 5 ;<br>Réponse très insuffisante (présence de nombreuses significatives, mais insuffisantes pour entraîner un rejet) - note de 2 ;<br>Réponse inacceptable (sujet non traité, ou non conforme au cahier des charges, ou sans objet par rapport à la consultation) - note de 0 | | **10,00** | **/10** | | | Entreprise locale pour le traitement et l'évacuation des déchets<br>Tri sélectif<br>Partenariat avec Valdélia pour recyclage et seconde vie adaptée<br>Engagement RSE et ISO de l'entreprise | Réponse excellente | | |
| **Total** | | | | | | | | | | | **77,58** | **/100** |

**Fourniture, installation et mise en service d'une tribune télescopique avec sièges** **Candidat : HUGON**

| *Critères* | *Pondération* | *Sous-critères* | *Pondération* | | *Note* | | *Total* | | *Réponse du candidat* | *Appréciation* | *Points* | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Valeur financière | 60% | Devis : 100 points | Montant du devis mini en H.T. : | 175 631,98 € | **77,41** | **/100** | **77,41** | **/100** | 226 896,00 € | | **46,44** | **/60** |
| | | | Nombre de points attribués = 100 x l'offre la moins chère en HT/l'offre considérée en € HT | | | | | | | | | |
| Valeur technique | 40% | Sous-critère 1 : Durée et contenu de la garantie pour la structure de la tribune, la structure des fauteuils et des éléments électriques dont la motorisation (80 points) | Réponse excellente (offre considérée comme complète et présentant de nombreux points positifs) - note de 80 ;<br>Réponse satisfaisante (offre considérée comme complète et présentant plusieurs points positifs) - note de 70 ;<br>Réponse correcte (acceptable moyennant la levée de certaines réserves mineures) - note de 50 ;<br>Réponse moyenne (comporte certaines imprécisions ou des généralités) - note de 40 ;<br>Réponse insuffisante (présence de quelques réserves significatives) - note de 30 ;<br>Réponse très insuffisante (présence de nombreuses significatives, mais insuffisantes pour entraîner un rejet) - note de 20 ;<br>Réponse inacceptable (sujet non traité, ou non conforme au cahier des charges, ou sans objet par rapport à la consultation) - note de 0 | | **70,00** | **/80** | **88,00** | **/100** | Structure : 10 ans<br>Eléments électriques dont motorisation : 5 ans<br>Structure des fauteuils : 5 ans<br><br>Contrat de maintenance 1 800€ HT / an<br>Assistance téléphonique 5j/7j<br><br>284 Places | Réponse satisfaisante | **35,20** | **/40** |
| | | Sous-critère 2 : Richesse du choix des nuanciers des matériaux (10 points) | Réponse excellente (offre considérée comme complète et présentant de nombreux points positifs) - note de 10 ;<br>Réponse satisfaisante (offre considérée comme complète et présentant plusieurs points positifs) - note de 8 ;<br>Réponse moyenne (comporte certaines imprécisions ou des généralités) - note de 5 ;<br>Réponse très insuffisante (présence de nombreuses significatives, mais insuffisantes pour entraîner un rejet) - note de 2 ;<br>Réponse inacceptable (sujet non traité, ou non conforme au cahier des charges, ou sans objet par rapport à la consultation) - note de 0 | | **8,00** | **/10** | | | Fourniture des nuanciers complets :<br>Choix des tissus<br>Choix des moquettes (teintes Showtime)<br>Toile Soltis<br>Choix du bardage bois (Mélaminés EGGER)<br>Les nuanciers RAL des peintures | Réponse satisfaisante | | |
| | | Sous-critère 3 : Démarches environnementales et responsabilité sociétale des entreprises (10 points) | Réponse excellente (offre considérée comme complète et présentant de nombreux points positifs) - note de 10 ;<br>Réponse satisfaisante (offre considérée comme complète et présentant plusieurs points positifs) - note de 8 ;<br>Réponse moyenne (comporte certaines imprécisions ou des généralités) - note de 5 ;<br>Réponse très insuffisante (présence de nombreuses significatives, mais insuffisantes pour entraîner un rejet) - note de 2 ;<br>Réponse inacceptable (sujet non traité, ou non conforme au cahier des charges, ou sans objet par rapport à la consultation) - note de 0 | | **10,00** | **/10** | | | Gestion des déchets et tri sélectrif<br>Choix des matériaux à faible impact environnemental<br>Engagement de la société pour le climat et la biodiversité par un programme de reboisement "Les truffières Hugon" (1 projet = 1 arbre)<br>Dispositif RSE | | | |
| **Total** | | | | | | | | | | | **81,64** | **/100** |

**Fourniture, installation et mise en service d'une tribune télescopique avec sièges**

**Candidat : MASTER INDUSTRIE**

| *Critères* | *Pondération* | *Sous-critères* | *Pondération* | | *Note* | | *Total* | | *Réponse du candidat* | *Appréciation* | *Points* | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Valeur financière | 60% | Devis : 100 points | Montant du devis mini en H.T. : | 175 631,98 € | **57,97** | **/100** | **57,97** | **/100** | 302 971,14 € | | **34,78** | **/60** |
| | | | Nombre de points attribués = 100 x l'offre la moins chère en HT/l'offre considérée en € HT | | | | | | | | | |
| Valeur technique | 40% | Sous-critère 1 : Durée et contenu de la garantie pour la structure de la tribune, la structure des fauteuils et des éléments électriques dont la motorisation (80 points) | Réponse excellente (offre considérée comme complète et présentant de nombreux points positifs) - note de 80 ;<br>Réponse satisfaisante (offre considérée comme complète et présentant plusieurs points positifs) - note de 70 ;<br>Réponse correcte (acceptable moyennant la levée de certaines réserves mineures) - note de 50 ;<br>Réponse moyenne (comporte certaines imprécisions ou des généralités) - note de 40 ;<br>Réponse insuffisante (présence de quelques réserves significatives) - note de 30 ;<br>Réponse très insuffisante (présence de nombreuses significatives, mais insuffisantes pour entraîner un rejet) - note de 20 ;<br>Réponse inacceptable (sujet non traité, ou non conforme au cahier des charges, ou sans objet par rapport à la consultation) - note de 0 | | **50,00** | **/80** | **66,00** | **/100** | Structure : 10 ans<br>**Eléments électriques dont motorisation : 2 ans (demandé 5)**<br>Structure des fauteuils : 5 ans<br><br>Contrat de maintenance 4 450€ HT / an (prix élevé)<br>Valable 2 ans à partir d'un an d'installation (01/01/2026)<br>SAV durant la GPA d'intervention sous 48h<br><br>304 places (10 rangs et 9 gradins) | Réponse correcte | **26,40** | **/40** |
| | | Sous-critère 2 : Richesse du choix des nuanciers des matériaux (10 points) | Réponse excellente (offre considérée comme complète et présentant de nombreux points positifs) - note de 10 ;<br>Réponse satisfaisante (offre considérée comme complète et présentant plusieurs points positifs) - note de 8 ;<br>Réponse moyenne (comporte certaines imprécisions ou des généralités) - note de 5 ;<br>Réponse très insuffisante (présence de nombreuses significatives, mais insuffisantes pour entraîner un rejet) - note de 2 ;<br>Réponse inacceptable (sujet non traité, ou non conforme au cahier des charges, ou sans objet par rapport à la consultation) - note de 0 | | **8,00** | **/10** | | | Fourniture des nuanciers complets:<br>Choix des tissus Fidivi Laser N<br>Choix des moquettes (Forbo teintes Showtime)<br>Toile Soltis<br>Choix du bardage bois (Mélaminés EGGER)<br>Les nuanciers RAL des peintures non présentés mais indiqué au choix (structure proposé en noir satiné) | Réponse satisfaisante | | |
| | | Sous-critère 3 : Démarches environnementales et responsabilité sociétale des entreprises (10 points) | Réponse excellente (offre considérée comme complète et présentant de nombreux points positifs) - note de 10 ;<br>Réponse satisfaisante (offre considérée comme complète et présentant plusieurs points positifs) - note de 8 ;<br>Réponse moyenne (comporte certaines imprécisions ou des généralités) - note de 5 ;<br>Réponse très insuffisante (présence de nombreuses significatives, mais insuffisantes pour entraîner un rejet) - note de 2 ;<br>Réponse inacceptable (sujet non traité, ou non conforme au cahier des charges, ou sans objet par rapport à la consultation) - note de 0 | | **8,00** | **/10** | | | Démarche industrielle environnementale (certification ISO 1 4001)<br>Utilisation de filières certifiées pour la gestion des déchets<br>Surveillance des matières premières utilisées.<br>Filières certifiées pour la gestion des déchets | Réponse satisfaisante | | |
| **Total** | | | | | | | | | | | **61,18** | **/100** |

Conseil Municipal du 12 décembre 2024
Délibération n°16 - Annexe 3

Acte exécutoire le 19/12/2024
Reçu par la Préfecture le 19/12/2024
Publié sur le Site Internet de la Ville le 19/12/2024

**Fourniture, installation et mise en service d'une tribune télescopique avec sièges**

**SYNTHESE**

| Numéro d'offre | Candidat | Prix des prestations /60 | Valeur technique /40 | Total /100 | Classement Général |
|---|---|---|---|---|---|
| 1 | JEZET SEATING | 59,48 | 26,00 | 85,48 | 2 |
| **2** | **SAMIA DEVIANNE** | **60,00** | **39,20** | **99,20** | **1** |
| 3 | HUSSON | 53,58 | 24,00 | 77,58 | 4 |
| 4 | HUGON | 46,44 | 35,20 | 81,64 | 3 |
| 5 | MASTER INDUSTRIE | 34,78 | 26,40 | 61,18 | 5 |

# Extrait du REGISTRE des

# DÉLIBÉRATIONS du CONSEIL MUNICIPAL

## SÉANCE du jeudi 12 décembre 2024

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Le Conseil Municipal de la Commune de SENLIS (Oise), légalement convoqué le 6 décembre 2024 par Madame LOISELEUR, Maire, s'est assemblé le jeudi 12 décembre 2024 à 19h00 au lieu ordinaire de ses séances à l'Hôtel de Ville de Senlis, en vue de délibérer sur les affaires inscrites à l'ordre du jour.

Nombre de conseillers municipaux en exercice : 33 - Présents : 21 - Pouvoirs : 10 - Votants : 31 - Absents : 2

**Présents :** Mme LOISELEUR - Mme ROBERT - M. GAUDUBOIS - Mme SIBILLE - M. GUÉDRAS - M. NGUYEN PHUOC VONG - Mme PALIN SAINTE AGATHE - M. REIGNAULT - Mme MIFSUD - M. LECOMTE - Mme BALOSSIER - M. CURTIL - Mme GORSE CAILLOU - M. LEFEVRE - Mme MAUPAS - Mme GLASTRA - Mme DUBOIS - Mme PRUVOST-BITAR - Mme AUNOS - Mme REYNAL - Mme BENOIST - **Ont donné mandat de voter en leur nom :** Mme LUDMANN à M. LEFEVRE - M. GAUDION à Mme GLASTRA - M. DELACROY à Mme ROBERT - Mme BOUTEMY à Mme SIBILLE - Mme LEPITRE à M. GAUDUBOIS - Mme AIT M BARK à Mme LOISELEUR - M. CHAPUIS à M. REIGNAULT - M. FLEURETTE à Mme PRUVOST-BITAR - M. BOULANGER à Mme AUNOS - M. GEOFFROY à Mme BENOIST - **Absents :** Mme VALLER - M. DIEDRICH - **Secrétaire de séance :** Mme BENOIST - **Présidence de séance :** Mme LOISELEUR, Maire.

## N° 17 - Autorisation du Maire pour l'engagement, la liquidation et le mandatement des dépenses d'investissement de l'exercice 2025

**Monsieur GAUDUBOIS expose :**

Vu l'article L1612-1 du code général des collectivités territoriales,

Vu l'instruction comptable M57,

Vu l'instruction comptable M49,

Vu le règlement budgétaire et financier adopté le 8 février 2024,

Vu les délibérations du 03 avril 2024 approuvant le budget primitif principal 2024 de la Ville de Senlis, de révisions et d'ouverture des autorisations de programme et crédits de paiement, approuvant les budgets primitifs et annexes de l'eau et de l'assainissement,

Vu la décision modificative n°1 du 16 octobre 2024 et portant révision des autorisations de programmes,

Vu l'avis favorable de la Commission des finances en date du 3 décembre 2024,

Vu l'article L.1612-1 du Code Général des Collectivités Territoriales disposant qu'entre le 1er janvier 2025 et l'adoption du budget primitif, l'exécutif de la collectivité peut, sur autorisation de l'organe délibérant, engager, liquider et mandater les dépenses en section d'investissement, dans la limite de 25 % des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent, non compris les crédits afférents au remboursement de la dette.

D'autre part, la section d'investissement comprend des autorisations de programme et des crédits de paiement relatifs aux travaux en cours à caractère pluriannuel. L'article L.1612-1 du CGCT prévoit que « Pour les dépenses à caractère pluriannuel incluses dans une autorisation de programme ou d'engagement votée sur des exercices antérieurs, l'exécutif peut les liquider et les mandater dans la limite des crédits de paiement prévus au titre de l'exercice par la délibération d'ouverture de l'autorisation de programme ou d'engagement. »

Considérant que les dépenses ainsi autorisées dans l'attente du vote du budget engagent la collectivité locale devront être reprises a minima au budget de l'exercice concerné. Le comptable est donc en droit de payer les mandats émis dans les conditions ci-dessus.

Acte exécutoire le 19 DEC. 2024 - Reçu par la Préfecture le 19 DEC. 2024 et publié sur le site internet de la Ville le 19 DEC. 2024

*L'exposé entendu,* ***Madame le Maire*** *a soumis au vote ce projet de délibération et* ***le Conseil Municipal*** *à main levée et* ***à l'unanimité,***

- a autorisé Madame le Maire afin d'assurer le bon fonctionnement des services, à engager, liquider et mandater les dépenses nouvelles d'investissement 2025 avant même le vote du budget primitif principal correspondant à cet exercice dans la limite du quart des crédits inscrits sur les lignes ouvertes au budget primitif principal 2024, soit 1 501 064 €.

- a autorisé Madame le Maire à liquider et mandater les crédits de paiements 2025 inscrits au titre des autorisations de programmes, dont les crédits ont été ouverts par délibérations du 3 avril 2024 modifié et avant même le vote du budget primitif principal 2025 au titre des travaux en cours au chapitre 23 pour 3 860 740 €. Seront reportés sur 2025 les crédits de paiements 2024 restant, moins les mandatements constatés au 31/12/2024. Un état sera établi par l'ordonnateur au vu des paiements réalisés en cette fin d'année pour le comptable afin de permettre les paiements. A ce jour, il est constaté les mandatements joints en annexe et par déduction les crédits de paiement 2024 que l'exécutif peut liquider et mandater avant le vote du budget 2025.

- a autorisé Madame le Maire afin d'assurer le bon fonctionnement des services, à engager, liquider et mandater les dépenses nouvelles d'investissement 2025 avant même le vote des budgets primitifs annexes de l'eau et de l'assainissement correspondant à cet exercice, dans la limite du quart des crédits inscrits sur les lignes ouvertes au budget annexe Assainissement primitif 2024, soit 451 138 € et au budget annexe Eau potable primitif 2024, soit 291 674 €.

- a limité l'autorisation d'engager, liquider et mandater les dépenses nouvelles d'investissement 2025 aux affectations de crédits conformément à l'annexe ci-jointe.

*Le Secrétaire de Séance*
Magalie BENOIST

MAIRIE DE SENLIS (Oise)

*Le Maire*
Pascale LOISELEUR

*Cette délibération peut faire l'objet d'un recours dans un délai de deux mois à compter de sa publicité et de sa transmission au contrôle de légalité, par courrier adressé au Tribunal administratif d'Amiens, 14 rue Lemerchier, 80000 AMIENS, ou via l'application Télérecours citoyens, accessible via le site internet www.telerecours.fr.*

Conseil Municipal du 12 décembre 2024
Délibération n° 17 - Annexe 1

Acte exécutoire le 19/12/2024
Reçu par la Préfecture le 19/12/2024
Publié sur le Site Internet de la Ville le 19/12/2024

**annexe délibération autorisation des investissements avant vote du budget - Exercice 2025**

| | Affectation budget principal | Libellé | BP 2024 +DM (hors restes à réaliser) | 25% Autorisation avant vote | |
|---|---|---|---|---|---|
| | 16(165) | Dépôts et cautionnements | 2 000,00 | 500 | |
| | 20 | IMMOBILISATIONS INCORPORELLES | 456 500,00 | 114 125 | |
| | 21 | IMMOBILISATIONS CORPORELLES | 4 965 757,10 | 1 241 439 | |
| | 23 | IMMOBILISATIONS EN COURS | 150 000,00 | 37 500 | |
| | 454111 | Travaux exécutés d'office dep Chapelle des Carmes | 430 000,00 | 107 500 | |
| | | **TOTAL INVESTISSEMENT HORS AP CP** | | **1 501 064** | |
| | | | | | |
| | | **AUTORISATIONS DE PROGRAMMES** | **CP 2024** | **CP 2025** | |
| | | | | **CP2024 reporté 2025** | **mandaté au 06/12/2024** |
| **2002** | **23** | **Schéma d'aménagement ORDENER Phase 1 et 2** | **334 291,57** | **195 924** | **138 367,44** |
| | | | | | |
| | | | | | |
| **2104** | **23** | **POCHES DE STATIONNEMENT** | **1 114 509,55** | **58 022** | **1 056 487,82** |
| | | **ouverture de crédits délibération du 22/03/2023 et 28/09/2023** | | | |
| | | | | | |
| **2201** | **23** | **ECOQUARTIER** | **2 430 000,00** | **1 755 487** | **674 513,25** |
| | | | | | |
| **2001** | **23** | **POLE ECHANGE MULTIMODAL** | **798 000,00** | **695 942** | **102 057,64** |
| | | | | | |
| **2003** | **23** | **CONSERVATOIRE DE MUSIQUE ET DE DANSE** | **1 450 000,00** | **1 155 365** | **294 635,06** |
| | | | | | |
| | | | | | |
| | | | | **CP 2025** | |
| | | **TOTAL INVESTISSEMENT AP CP** | **6 126 801,12** | **3 860 740** | |
| | | | chap 23 | 3 860 740 | |

| Affectation budget annexe assainissement | Libellé | BP 2024 (hors restes à réaliser + dm) | 25% Autorisation avant vote |
|---|---|---|---|
| 21 | IMMOBILISATIONS CORPORELLES | 1 804 552,29 | 451 138 |
| **Affectation budget annexe eau** | **Libellé** | **BP 2024 (hors restes à réaliser + dm)** | **25% Autorisation avant vote** |
| 21 | IMMOBILISATIONS CORPORELLES | 1 166 696,95 | 291 674 |

# Extrait du REGISTRE des

# DÉLIBÉRATIONS du CONSEIL MUNICIPAL

## SÉANCE du jeudi 12 décembre 2024

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Le Conseil Municipal de la Commune de SENLIS (Oise), légalement convoqué le 6 décembre 2024 par Madame LOISELEUR, Maire, s'est assemblé le jeudi 12 décembre 2024 à 19h00 au lieu ordinaire de ses séances à l'Hôtel de Ville de Senlis, en vue de délibérer sur les affaires inscrites à l'ordre du jour.

Nombre de conseillers municipaux en exercice : 33 - Présents : 21 - Pouvoirs : 10 - Votants : 31 - Absents : 2

**Présents :** Mme LOISELEUR - Mme ROBERT - M. GAUDUBOIS - Mme SIBILLE - M. GUÉDRAS - M. NGUYEN PHUOC VONG - Mme PALIN SAINTE AGATHE - M. REIGNAULT - Mme MIFSUD - M. LECOMTE - Mme BALOSSIER - M. CURTIL - Mme GORSE CAILLOU - M. LEFEVRE - Mme MAUPAS - Mme GLASTRA - Mme DUBOIS - Mme PRUVOST-BITAR - Mme AUNOS - Mme REYNAL - Mme BENOIST - **Ont donné mandat de voter en leur nom :** Mme LUDMANN à M. LEFEVRE - M. GAUDION à Mme GLASTRA - M. DELACROY à Mme ROBERT - Mme BOUTEMY à Mme SIBILLE - Mme LEPITRE à M. GAUDUBOIS - Mme AIT M BARK à Mme LOISELEUR - M. CHAPUIS à M. REIGNAULT - M. FLEURETTE à Mme PRUVOST-BITAR - M. BOULANGER à Mme AUNOS - M. GEOFFROY à Mme BENOIST - **Absents :** Mme VALLER - M. DIEDRICH - **Secrétaire de séance :** Mme BENOIST - **Présidence de séance :** Mme LOISELEUR, Maire.

## N° 18 - Versement d'acomptes sur subventions aux associations - Année 2025

**Monsieur GAUDUBOIS expose :**

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu la loi n° 2014-856 du 31 juillet 2014 relative à l'économie sociale et solidaire, modifiant la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations en y ajoutant un article qui donne une définition légale de la subvention,

Vu la délibération du 3 avril 2024 relative aux subventions accordées aux associations pour l'exercice 2024,

Vu l'avis de la commission des finances en date du 3 décembre 2024,

Considérant que le versement des subventions aux associations, au titre de l'année 2025, intervient lors du vote du budget primitif 2025 et que certaines associations peuvent présenter des besoins de trésorerie et de financement en début d'année,

Considérant que les acomptes versés seront repris ou complétés au besoin lors du vote des subventions aux associations après le vote du budget primitif 2025 et au vu des budgets prévisionnels de l'association et du partenariat prévu,

Et afin de répondre aux demandes des associations,

*L'exposé entendu,* ***Madame le Maire*** *a soumis au vote ce projet de délibération et* ***le Conseil Municipal*** *à main levée et* ***à l'unanimité,***

- a autorisé Madame le Maire à verser un acompte sur subvention à toute association qui en fera la demande écrite justifiant la nécessité de financement et le manque de trésorerie disponible, dans la limite de 50 % du montant de la subvention de fonctionnement allouée par délibération du 3 avril 2024.

*Le Secrétaire de Séance*
Magalie BENOIST

MAIRIE DE SENLIS (Oise)

*Le Maire*
Pascale LOISELEUR

*Cette délibération peut faire l'objet d'un recours dans un délai de deux mois à compter de sa publicité et de sa transmission au contrôle de légalité, par courrier adressé au Tribunal administratif d'Amiens, 14 rue Lemerchier, 80000 AMIENS, ou via l'application Télérecours citoyens, accessible via le site internet www.telerecours.fr.*

Acte exécutoire le 19 DEC. 2024 - Reçu par la Préfecture le 19 DEC. 2024 et publié sur le site internet de la Ville le 19 DEC. 2024

Acte exécutoire le 19/12/2024
Reçu par la Préfecture le 19/12/2024
Publié sur le Site Internet de la Ville le 19/12/2024

| | | Année 2024 Ordinaire |
|---|---|---|
| **Patriotique 025** | Union Nationale des Combattants | 600,00 € |
| | Comité du Souvenir Français du canton de Senlis | 150,00 € |
| | Société des membres de la légion d'honneur | 150,00 € |
| | **Total Patriotique** | **900,00 €** |
| **Social 025** | Club du Bel Age | 8 050,00 € |
| | Association des Jardins Familiaux | 2 000,00 € |
| | ASP Oise (Accompagner en Soins Palliatif dans l'Oise) | 900,00 € |
| | Association locale ADMR de Senlis ADPS | 5 000,00 € |
| | Distraction des malades | 550,00 € |
| | Samu Social | 500,00 € |
| | Association pour le Don de Sang Bénévole de Creil et sa région | 400,00 € |
| | Les Bibliothèques sonores | 400,00 € |
| | Secours Catholique Senlisien | 1 200,00 € |
| | Association territoriale de parents, de personnes handicapées mentales et de leurs amis, du centre de l'Oise (UNAPEI) | 800,00 € |
| | Senlis automne | 1 500,00 € |
| | France Alzheimer Oise | 700,00 € |
| | Banque Alimentaire | 1 000,00 € |
| | UDAF (médiation familiale) | 2 400,00 € |
| | UDAF (accompagnement de la parentalité) | 1 200,00 € |
| | Association des diabétiques de l'Oise AFD60 | 200,00 € |
| | Les Restaurants du Cœur | 3 500,00 € |
| | **Total Social** | **30 300,00 €** |
| **Sports 40** | Rugby Club de Senlis | 30 000,00 € |
| | Union Sportive Municipale Senlisienne | 50 065,00 € |
| | Amicale de pétanque | 500,00 € |
| | Les Trois Armes | 6 000,00 € |
| | Amicale des sapeurs-pompiers | 1 000,00 € |
| | Badminton Club Senlisien | 1 000,00 € |
| | GSS section judo | 3 065,00 € |
| | Senlis Athlé | 500,00 € |
| | Senlis Handball | 4 000,00 € |
| | Senlis Basketball - S2B | 4 500,00 € |
| | Etoile de Mer Senlisienne | 1 000,00 € |
| | Gymnastique Senlisienne - GSS | 2 065,00 € |
| | Compagnie d'Arc du Montauban | 1 500,00 € |
| | Tennis de table | 2 000,00 € |
| | Full Contact B-Bac | 1 000,00 € |
| | Association d'Union des Quartiers AUQS | 1 000,00 € |
| | Association pour l'étude de l'Aïkido | 250,00 € |
| | Vélo Club de Senlis | 600,00 € |
| | Club aéromodélisme Senlisien | 500,00 € |
| | Cercle d'Echecs Senlisien | 500,00 € |
| | Taekwondo | 500,00 € |
| | Retraite sportive senlisienne | 400,00 € |
| | X Trem Challenge | 1 000,00 € |
| | **Total Sports** | **112 945,00 €** |
| | Senlis Quilts | 450,00 € |
| | Art et Amitié | 900,00 € |
| | L'Art en Chemin | 900,00 € |
| | Association des Artistes Indépendants ADAIS | 900,00 € |

| | | |
|---|---|---|
| 33 | L'Oiseau Lyre | 500,00 € |
| | Collegium | 800,00 € |
| | Ensemble Choral du Haubergier | 500,00 € |
| | La Boite à Son et Image | 1 200,00 € |
| | Salle Cinéma Jeanne d'Arc | 43 500,00 € |
| | Senlis Fitness Danse | 500,00 € |
| | Studio M | 800,00 € |
| | Dansez Sans Frontière | 700,00 € |
| | Association philatélique senlisienne | 300,00 € |
| | Cité d'Antan | 3 500,00 € |
| | Les figurants de l'histoire | 4 800,00 € |
| | Mémoire Senlisienne | 500,00 € |
| | Club de Bridge de Senlis | 450,00 € |
| | Club de Modélisme Naval Senlisien | 550,00 € |
| | L'autre côté du miroir | 6 900,00 € |
| | Comité de Jumelage de Senlis | 1 600,00 € |
| | Culture et Bibliothèque pour Tous | 1 400,00 € |
| | Les Amis de la Bibliothèque de Senlis | 1 500,00 € |
| | Société des Amis de la Vénerie | 2 000,00 € |
| | Autour de Mozart | 900,00 € |
| | Fondation Cziffra | 5 000,00 € |
| | Conservatoire César Franck | 900,00 € |
| | Les Amis de la Musique Municipale - PADAM | 6 000,00 € |
| | Les Amis des Orgues de Senlis | 400,00 € |
| | A vous de Jouer | 600,00 € |
| | La petite vadrouille | 600,00 € |
| | **Total Culture / Loisirs** | **89 550,00 €** |
| Vie locale 33 | Les chats libres de senlis | 7 000,00 € |
| | L'Eveil Senlisien | 400,00 € |
| | Senlis AVF | 900,00 € |
| | Association culturelle Franco Portugaise | 400,00 € |
| | Bien être aux Fours à Chaux | 600,00 € |
| | Vivre à Villevert | 500,00 € |
| | Les écureuils de Brichebay | 500,00 € |
| | Au tiers Lieu | 1 000,00 € |
| | Association des Habitants de la Rue Daniel Boulanger DBES | 500,00 € |
| | Association des Botanistes et Mycologues Amateurs ABMARS | 350,00 € |
| | Mars 60 | 400,00 € |
| | AU5V - Association des Usagers du Vélo, des vélo routes et Voies Vertes du Valois | 1 000,00 € |
| | **Total Vie locale** | **13 550,00 €** |
| Commerce et animations 33 | ACS - Commerçants de Senlis | 3 500,00 € |
| | **Total Commerce et animations** | **3 500,00 €** |
| Éducation et Jeunesse 025 | Scouts et Guide de France | 1 200,00 € |
| | Centre de Formation professionnelle Rural Vaumoise | 250,00 € |
| | **Total Éducation et Jeunesse** | **1 450,00 €** |
| | **Total Général** | **252 195,00 €** |

# Extrait du REGISTRE des

# DÉLIBÉRATIONS du CONSEIL MUNICIPAL

## SÉANCE du jeudi 12 décembre 2024

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Le Conseil Municipal de la Commune de SENLIS (Oise), légalement convoqué le 6 décembre 2024 par Madame LOISELEUR, Maire, s'est assemblé le jeudi 12 décembre 2024 à 19h00 au lieu ordinaire de ses séances à l'Hôtel de Ville de Senlis, en vue de délibérer sur les affaires inscrites à l'ordre du jour.

Nombre de conseillers municipaux en exercice : 33 - Présents : 21 - Pouvoirs : 10 - Votants : 31 - Absents : 2

**Présents :** Mme LOISELEUR - Mme ROBERT - M. GAUDUBOIS - Mme SIBILLE - M. GUÉDRAS - M. NGUYEN PHUOC VONG - Mme PALIN SAINTE AGATHE - M. REIGNAULT - Mme MIFSUD - M. LECOMTE - Mme BALOSSIER - M. CURTIL - Mme GORSE CAILLOU - M. LEFEVRE - Mme MAUPAS - Mme GLASTRA - Mme DUBOIS - Mme PRUVOST-BITAR - Mme AUNOS - Mme REYNAL - Mme BENOIST - **Ont donné mandat de voter en leur nom :** Mme LUDMANN à M. LEFEVRE - M. GAUDION à Mme GLASTRA - M. DELACROY à Mme ROBERT - Mme BOUTEMY à Mme SIBILLE - Mme LEPITRE à M. GAUDUBOIS - Mme AIT M BARK à Mme LOISELEUR - M. CHAPUIS à M. REIGNAULT - M. FLEURETTE à Mme PRUVOST-BITAR - M. BOULANGER à Mme AUNOS - M. GEOFFROY à Mme BENOIST - **Absents :** Mme VALLER - M. DIEDRICH - **Secrétaire de séance :** Mme BENOIST - **Présidence de séance :** Mme LOISELEUR, Maire.

## N° 19 - Engagement partenarial 2025-2027 entre la ville de Senlis et la Direction Générale des Finances Publiques d'amélioration de la qualité des comptes et de la modernisation de la gestion publique locale

**Monsieur GAUDUBOIS expose :**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu l'avis de la commission des Finances en date du 3 décembre 2024,

Considérant la démarche commune de la ville et de la Direction Générale des Finances Publiques, le Comptable public, visant à accroître l'efficacité des circuits comptables et financiers, la coopération de leurs services ainsi que le service rendu aux usagers,

Considérant la volonté d'assurer la continuité de la qualité du partenariat entre l'ordonnateur et le comptable public par une contractualisation de leurs engagements réciproques pour fixer des axes de progrès en matière de gestion publique locale,

*L'exposé entendu,* ***Madame le Maire*** *a soumis au vote ce projet de délibération et* ***le Conseil Municipal*** *à main levée et* ***à l'unanimité,***

- a approuvé le projet de convention de partenariat entre la Ville, la Direction Générale des Finances Publiques et le Comptable public du Service de Gestion Comptable de Senlis ci-annexé

- a autorisé Madame le Maire ou l'élu délégué à signer ce projet de convention et tous les avenants et tout document afférents liés à cette convention.

*Le Secrétaire de Séance*
Magalie BENOIST

MAIRIE DE SENLIS (Oise)

*Le Maire*
Pascale LOISELEUR

*Cette délibération peut faire l'objet d'un recours dans un délai de deux mois à compter de sa publicité et de sa transmission au contrôle de légalité, par courrier adressé au Tribunal administratif d'Amiens, 14 rue Lemerchier, 80000 AMIENS, ou via l'application Télérecours citoyens, accessible via le site internet www.telerecours.fr.*

Acte exécutoire le 19 DEC. 2024 - Reçu par la Préfecture le 19 DEC. 2024 et publié sur le site internet de la Ville le 19 DEC. 2024

Conseil Municipal du 12 décembre 2024
Délibération n°19 - Annexe 1

Acte exécutoire le 19/12/2024
Reçu par la Préfecture le 19/12/2024
Publié sur le Site Internet de la Ville le 19/12/2024

# Engagement partenarial 2025-2027

Entre

**La ville de SENLIS**

représentée par son maire

et

**La Direction Générale des Finances publiques**

représentée par

le Directeur départemental des Finances publiques de l'Oise

et

le Comptable public du SGC de Senlis

Dans le cadre de la modernisation de la gestion publique locale et de l'amélioration de la qualité des comptes, le maire de la ville de Senlis et le Comptable public du Service de gestion comptable de Senlis souhaitent s'engager dans une démarche visant à accroître l'efficacité des circuits comptables et financiers, la coopération de leurs services ainsi que le service rendu aux usagers.

Le Maire de la ville de Senlis et le Comptable public du Service de gestion comptable de Senlis désirent continuer d'entretenir des relations étroites et les approfondir par une collaboration constructive.

Tel est l'objet du présent engagement partenarial qui détaille les actions à mener par les signataires.

La réussite de ces actions est conditionnée par la qualité du partenariat entre l'ordonnateur et le comptable public. Aussi, le Maire de la ville de Senlis et le Comptable public du Service de gestion comptable de Senlis ont décidé de contractualiser leurs engagements réciproques et se fixent une série d'objectifs organisés autour de cinq axes de progrès en matière de gestion publique locale :

**Axe 1 :Renforcer les échanges entre l'ordonnateur et le comptable ;**

• *Action 1.1 : Rapprochement des services*
• *Action 1.2 :Organisation de formations communes*

**Axe 2 et 3 : Améliorer l'efficacité des procédures en optimisant la chaîne de la Dépense (axe 2) et la chaîne de la recette (axe 3) ;**

• *Action 2.1 : Optimisation de la chaîne du paiement des dépenses*
• *Action 2.2 : Le PES Marché*

• *Action 3.1 : Optimisation de la chaîne du recouvrement des recettes*
• *Action 3.2 : Rationalisation des régies*
• *Action 3.3 : Fiabilisation des tiers*

**Axe 4 : Renforcer la fiabilité des comptes et la démarche de contrôle interne comptable et financier ;**

• *Action 4-1 : Pilotage conjoint de la qualité des comptes*
• *Action 4-2 : Contribution à une reddition précoce des comptes*
• *Action 4-3 : Compte financier unique (CFU)*
• *Action 4-4 : Ajustement puis organisation du suivi de l'actif du comptable et de l'inventaire de la collectivité*

**Axe 5 : Développer le conseil et l'expertise fiscale et financière.**

• *Action 5-1 : Information et conseil en matière de fiscalité directe locale*
• *Action 5-2 : Information et alerte en matière de TVA*
• *Action 5-3 : Réalisation d'une analyse financière*

**Exécution du présent engagement partenarial**

Le présent engagement partenarial est conclu pour une durée de 3 ans à compter de sa date de signature. Les actions inscrites constituent des objectifs et feront l'objet d'un suivi dans les conditions suivantes :

• Est institué un comité de pilotage présidé par le Maire et le Directeur départemental des Finances publiques. Il évaluera la réalisation des actions contenues dans la convention et se réunira une fois par an ;

• Chaque action fait l'objet d'une fiche descriptive portant sur les objectifs, le mode opératoire, les indicateurs et les responsables de l'action.

Le présent engagement pourra être modifié en cours d'exécution, d'un commun accord entre les parties pour y intégrer de nouvelles actions ou ajuster les actions existantes aux évolutions réglementaires, juridiques, organisationnelles ou autres.

À Senlis, le 20/12/2024

| Mairie de Senlis | DDFiP de l'Oise | Comptable |
|---|---|---|
| *Pascale LOISELEUR*<br>*Maire de la ville de Senlis* | *Jean-Luc BRENNER*<br>*Directeur départemental des Finances publiques de l'Oise* | *Christophe DOSIMONT*<br>*Comptable public du service de gestion comptable de Senlis* |

# FICHES-ACTIONS

## Axe 1 : Renforcer les échanges entre l'ordonnateur et le comptable

*Objectif de cet axe: faciliter la vie de l'ordonnateur, en développant, en enrichissant et en dématérialisant les échanges;*

### Action 1-1: Rapprochement des services

#### *Descriptif de l'action*

La qualité d'exécution de leurs missions communes passe par le développement des contacts entre le CDL, les personnels de la collectivité et ceux du poste comptable. La concertation régulière permet de prévenir toute difficulté et, le cas échéant, d'en accélérer la résolution.

#### *Objectifs*

- Permettre au CDL, à la collectivité et au comptable d'identifier rapidement leurs correspondants ;
- Optimiser la circulation de l'information ;
- Connaître le contenu des missions et les contraintes de chaque poste ;
- Anticiper les mesures à prendre pour une bonne gestion de la collectivité.

#### *Démarche méthodologique*

*Engagements de la collectivité*

- Transmettre l'organigramme des services ;
- Communiquer les coordonnées des correspondants en relation avec la trésorerie (téléphone, adresse de messagerie) ;
- Mettre en place un circuit d'accueil et de présentation des nouveaux arrivants ;
- Informer le CDL et le comptable des compétences des membres de l'assemblée délibérante et de tout changement d'attribution ;

*Engagements du CDL et du comptable*

- Transmettre l'organigramme du service SPL ;
- Communiquer les coordonnées des correspondants en relation avec la collectivité (téléphone, adresse de messagerie) ;
- Mettre en place un circuit d'accueil et de présentation des nouveaux arrivants ;
- Organiser une réunion pour évoquer l'état d'avancement des dossiers en cours ou en projets.

#### *Pilotage de l'action*

- Transmission des organigrammes et annuaires respectifs ;
- Nombre d'accueils et présentations organisés / nombre de personnes nouvellement installées ;

- Mise à jour effective des organigrammes et annuaires respectifs selon une périodicité annuelle ;
- Respect du calendrier de rencontres ;

***Responsables de l'action***

- Service ordonnateur : Isabelle MATHIS
- CDL : Patricia LECLERCQ
- Comptable : Christophe DOSIMONT

## Axe 1 : Renforcer les échanges entre l'ordonnateur et le comptable

*Objectif de cet axe: faciliter la vie de l'ordonnateur, en développant, en enrichissant et en dématérialisant les échanges;*

### Action 1-2 : Organisation de formations communes

#### *Descriptif de l'action*

Les règles applicables à la gestion des collectivités sont multiples, complexes et évolutives. La maîtrise partagée de la réglementation est essentielle pour garantir la sécurité des opérations exécutées.

#### *Objectifs*

- Recenser les thèmes susceptibles de faire l'objet d'informations ou de formations ;
- Permettre l'appropriation des évolutions réglementaires ;
- Favoriser une synergie entre les services par la mise en commun des ressources documentaires et intellectuelles (expérience).

#### *Démarche méthodologique*

*Engagements de la collectivité*

- Participer à l'animation de sessions de formations ;
- Solliciter le comptable en tant que de besoin

*Engagements du CDL et du comptable*

- Transmettre à la collectivité la documentation mise à disposition du CDL et du comptable ;
    - Assurer une formation individualisée pour chaque régisseur nouvellement nommé et assurer une formation générale à l'issue de la signature de la convention.
- Participer à l'animation de sessions de formations ;

#### *Pilotage de l'action*

- Quantité de documentation échangée ;
- Nombre de sessions de formations.

#### *Responsables de l'action*

- Service ordonnateur : Isabelle MATHIS
- CDL : Patricia LECLERCQ
- Comptable : Christophe DOSIMONT
- DDFiP :

## Axes 2 et 3 : Améliorer l'efficacité des procédures en optimisant la chaîne de la dépense (axe 2) et la chaîne de la recette (axe 3) :

*Objectif de ces axes: améliorer le service aux usagers grâce à une maîtrise des délais de paiement et une amélioration des conditions de recouvrement;*

### Action 2-1 : Optimisation de la chaîne du paiement des dépenses

#### *Descriptif de l'action*

La rénovation des méthodes de contrôle des dépenses publiques par les comptables est un axe clé de la modernisation de la gestion publique.

L'optimisation des procédures d'exécution des dépenses suppose de raisonner sur l'ensemble de la chaîne administrative associant étroitement l'ordonnateur, le CDL et le comptable de la collectivité.

#### *Objectifs*

- Réduire le délai global de paiement et le mesurer ;
- Permettre à la collectivité de respecter ses engagements vis-à-vis de ses fournisseurs et prestataires : améliorer son image, obtenir des conditions financières plus favorables et éviter le paiement d'intérêts moratoires ;
- Maîtriser les flux financiers ;
- Améliorer la qualité du mandatement ;
- Moduler les contrôles en fonction du risque et des enjeux réellement constatés dans le cadre du contrôle hiérarchisé de la dépense (CHD) ;
- Réfléchir de manière conjointe à l'opportunité de mettre en place un contrôle allégé en partenariat sur certains types de dépenses (paye, frais de déplacement, certains types de marchés, subventions…).

#### *Démarche méthodologique*

*Engagements de la collectivité*

- Mandatement :
  - Réguler les émissions de mandats :
    - mandatement dès réception des éléments nécessaires ;
    - émission régulière des mandats ;
  - Veiller à la qualité des dossiers de mandatement :
    - présence de toutes les pièces justificatives ;
    - exacte identification du véritable créancier ;
    - exacte imputation budgétaire ;
    - ouverture des crédits budgétaires nécessaires ;
    - existence de trésorerie suffisante ;
  - Veiller à l'enrichissement et à la transmission des fichiers informatiques ;
  - Indiquer systématiquement le point de départ du délai global de paiement.

- Dans le cadre du CHD :

    - Codifier correctement les marchés et conventions à suivi exhaustif au sein de la zone marché du protocole informatique ;
    - Analyser avec le comptable les difficultés rencontrées ;
    - Rechercher des mesures correctives et les mettre en œuvre ;
    - Améliorer la fiabilité des procédures (élaboration de fiches de procédures, formation des services si besoin).

*Engagements du CDL et du comptable*

- Restituer par écrit, le résultat des contrôles CHD effectués selon une périodicité choisie (au moins annuelle) ;
- Améliorer le libellé des motifs de rejet des mandats ;
- Analyser avec l'ordonnateur les difficultés rencontrées et rechercher les mesures propres à les faire disparaître ;
- Améliorer la fiabilité des procédures.

***Pilotage de l'action***

- Démarche d'actualisation (au moins annuelle) du plan de contrôle ;
- Taux de rejet des mandats et analyse des motifs ;
- Restitution des résultats des contrôles ;
- Evolution du taux d'anomalies et de rejets ;
- Délai de paiement des dépenses ;
- Nombre et montant des intérêts moratoires réglés.

***Responsables de l'action***

- Service ordonnateur : Isabelle MATHIS
- CDL : Patricia LECLERCQ
- Comptable : Christophe DOSIMONT, Christine SALMON

## Axes 2 et 3 : Améliorer l'efficacité des procédures en optimisant la chaîne de la dépense (axe 2) et la chaîne de la recette (axe 3) :

*Objectif de ces axes: améliorer le service aux usagers grâce à une maîtrise des délais de paiement et une amélioration des conditions de recouvrement;*

### Action 2-2: Le PES Marché

#### *Descriptif de l'action*

Depuis le 1er octobre 2018, tous les acheteurs doivent être équipés d'un profil d'acheteur et publier sur cette plateforme les documents de la consultation pour les marchés publics (hors défense ou sécurité) dont la valeur du besoin estimé est égale ou supérieure à 40 000 € HT (seuil relevé de 25 à 40 000 € HT depuis le 1er janvier 2020).

Pour ces marchés, l'acheteur public doit ainsi recourir au « profil d'acheteur » qui est la plateforme de dématérialisation permettant notamment aux acheteurs de mettre les documents de la consultation à disposition des opérateurs économiques par voie électronique et de réceptionner par voie électronique les documents transmis par les candidats et les soumissionnaires.

La plateforme de dématérialisation permet également la publication obligatoire des « données essentielles des marchés » définie par l'annexe 15 du code de la commande publique, conformément aux dispositions de l'article R 2196-1 du même texte.

La publication des données économiques essentielles répond à un objectif de transparence et s'inscrit dans le cadre d'une politique générale d'ouverture des données sur data.gouv.fr.

Elle ne se confond pas avec le recensement économique de l'achat public (REAP) bien que la convergence des données essentielles avec celles du recensement soit projetée. Prévu par l'article R2196-4 du code de la commande publique, le recensement économique est détaillé par son annexe 17.

Pour répondre à ces exigences réglementaires, la DGFiP a élargi le périmètre du protocole d'échange standard V2 qui couvre désormais le champ des marchés publics et les concessions.

Le PES Marché a été mis en œuvre par la collectivité depuis 2022 et étendu en 2024 à tous les achats supérieurs à 25 000 € HT, de façon systématique en vue de répondre à l'obligation de recensement à compter de 25 000 € HT.

#### *Objectifs*

Le flux PES Marché permet de satisfaire trois objectifs de la commande publique, les informations transmises par les ordonnateurs étant retraitées pour être mises à disposition :

- sur la plateforme data.gouv.fr pour les données essentielles ;

- de l'Observatoire Économique de la Commande Publique (OECP) pour le REAP ;
- des comptables publics, par la création automatique de marchés dans l'application Hélios, permettant le suivi de leur exécution par le comptable.

Depuis novembre 2019, ce flux PES marché a vocation à alimenter le module marché HELIOS, en lieu et place de la création d'une enveloppe papier par le comptable pour l'intégration et la saisie manuelle des éléments du marché.

***Démarche méthodologique***

*Engagements de la collectivité*

La collectivité s'engage :

- à envoyer le flux PES Marchés avant l'émission du 1er mandat ;
- à porter des informations complètes et fiables dans le flux, notamment :
  - numéro de marché repris sur chaque mandat ;
  - nature, objet, modalités d'exécution du marché ;
  - date de notification, correspondant à la réception des pièces par l'opérateur économique retenu ;
  - date de signature ;
  - montants HT et TVA ;
  - reconduction : non-reconductible ou reconductible tacitement ;
  - pénalités de retard : oui ou non ;
  - opérateurs choisis : titulaires, co-traitants et sous-traitants, qui doivent tous être fiabilisés avec, notamment l'information de leur adresse, SIRET et RIB ;
  - existence d'une avance ;
  - existence d'une garantie : aucune, caution, garantie à première demande ;
  - pièces justificatives dématérialisées : acte d'engagement, avenants, CCAP, bordereaux de prix.
- à tenir compte des observations du comptable public sur la fiabilité des flux transmis ;

*Engagements du CDL et du comptable*

Le comptable s'engage :

- à accompagner la collectivité dans le suivi du PES Marché, le cas échéant avec le soutien du correspondant départemental dématérialisation ;
- à informer périodiquement la collectivité sur la qualité de ses flux PES Marché afin de l'aider à corriger d'éventuelles anomalies.

***Pilotage de l'action***

Un indicateur : suivi du PES Marché

***Responsables de l'action***

- Service ordonnateur : Isabelle MATHIS ; Sébastien KANIA
- CDL : Patricia LECLERCQ
- Comptable : Christophe DOSIMONT ; Christine SALMON
- DDFiP : correspondant départemental dématérialisation et moyens de paiement (ddfip60.pgp.cmp@dgfip.finances.gouv.fr)

## Axes 2 et 3 : Améliorer l'efficacité des procédures en optimisant la chaîne de la dépense (axe 2) et la chaîne de la recette (axe 3) :

*Objectif de ces axes: améliorer le service aux usagers grâce à une maîtrise des délais de paiement et une amélioration des conditions de recouvrement;*

### Action 3-1 : Optimisation de la chaîne du recouvrement des recettes

#### *Descriptif de l'action*

L'optimisation de la chaîne des recettes suppose de raisonner sur l'ensemble du processus administratif associant étroitement l'ordonnateur, le CDL et le comptable de la collectivité.

Elle est subordonnée à la qualité des titres émis ainsi qu'à la prévisibilité et à la régularité de leur émission puis à la mise en œuvre rapide d'actions de recouvrement. L'implication de l'ensemble des acteurs permet la mise en place d'une politique concertée, propre à assurer un traitement adapté aux enjeux et aux situations spécifiques.

#### *Objectifs*

- Permettre à la collectivité :
  - d'optimiser la gestion budgétaire ;
  - de réduire les réclamations sur les titres de recettes ;
  - de réduire les risques d'impayés ;
  - de bénéficier d'un recouvrement plus rapide.

- Permettre au comptable :
  - d'augmenter le taux de recouvrement ;
  - d'optimiser la trésorerie ;
  - de sécuriser juridiquement les opérations de recouvrement ;
  - d'effectuer au plus vite les diligences en vue du recouvrement ;
  - d'adapter le recouvrement contentieux aux spécificités.

#### *Démarche méthodologique*

*Engagements de la collectivité*

- L'émission des titres de recettes :
  - Émettre les titres de recettes :
    - au plus près du fait générateur,
    - régulièrement tout au long de l'exercice ;
  - Régulariser au plus vite les recettes perçues avant émission de titre ;
  - Veiller à l'identification exacte :
    - des débiteurs (civilité, nom, prénom, date de naissance ;
    - travailler sur l'identification informatique du tiers responsable solidaire ;

- Indiquer l'adresse précise et complète des débiteurs (surveiller la mise à jour du fichier adresse au vu des informations fournies par les familles) ;
- Produire le détail de la liquidation et si nécessaire les pièces justificatives ;
- Adresser sans délai toutes les délibérations de portée générale (tarifs des prestations…) ;
- Instaurer un suivi particulier des débiteurs publics (Typage correct de ces débiteurs et envoi systématique des avis des sommes à payer par Chorus);

- La recherche et les échanges d'information :
  - Fiabiliser les renseignements détenus et communiquer au comptable toutes les informations propres à faciliter le recouvrement (comptes bancaires, employeurs…) ;
  - Fournir rapidement au comptable les nouveaux renseignements collectés, utiles au recouvrement, en essayant de les collecter dès la délivrance de la prestation.

- L'autorisation de poursuivre et le contentieux :
  - Informer rapidement le comptable des contestations sur les titres ;
  - Délivrer une autorisation générale et permanente de poursuites par voie de commandement, saisie / SATD ;
  - Fixer des seuils de poursuites dans le cadre d'une politique conjointe ;
  - Associer les services de la collectivité et du comptable pour le traitement des dossiers complexes ;
  - Admettre automatiquement en non valeur les créances suivantes dans un délai d'un mois :

    1/ créances d'un montant unitaire inférieur ou égal à 100 € après saisie à tiers détenteur employeur (au moins une telle saisie infructueuse de rémunération) et pour lesquelles ni l'ordonnateur, ni le comptable public ne disposent ni d'une nouvelle adresse, ni d'un nouvel employeur qui permettraient de mener d'autres poursuites ;

    2/ créances présentant un reste inférieur ou égal à 100 € après saisie à tiers détenteur bancaire et pour lesquelles ni l'ordonnateur, ni le comptable public ne disposent ni d'une nouvelle adresse, ni d'une nouvelle banque qui permettraient de mener d'autres poursuites.

*Engagements du CDL et du comptable*

- Les échanges d'informations :
  - Fiabiliser les renseignements détenus et communiquer à la collectivité tous les éléments nouveaux en sa possession (changement d'adresse…) ;
  - Examiner avec les services de la collectivité les dossiers complexes ;
  - Mettre en œuvre rapidement toute action appropriée.

- Les restitutions à la collectivité :
  - Suivre régulièrement les délais d'encaissement et les taux de recouvrement ;

- Le recouvrement :
  - Engager une réflexion avec les responsables de la collectivité sur l'organisation des régies en vue de l'amélioration du recouvrement ;
  - Informer la collectivité sur les dossiers dont le recouvrement semble compromis.

- L'irrécouvrabilité :
  - Rechercher et convenir de critères communs d'admission en non-valeur ;
  - Adresser selon une périodicité semestrielle, les demandes d'admission en non-valeur.

***Pilotage de l'action***

Un indicateur : taux de recouvrement des produits locaux

***Responsables de l'action***

- Service ordonnateur : Isabelle MATHIS et services responsables de la délivrance des prestations et de la facturation
- CDL : Patricia LECLERCQ
- Comptable : Christophe DOSIMONT ; Aurore LEBAS DEFENDINI

## Axes 2 et 3 : Améliorer l'efficacité des procédures en optimisant la chaîne de la dépense (axe 2) et la chaîne de la recette (axe 3) :

*Objectif de ces axes: améliorer le service aux usagers grâce à une maîtrise des délais de paiement et une amélioration des conditions de recouvrement;*

### Action 3-2 : Rationalisation des régies

#### *Descriptif de l'action*

La gestion des paiements et des encaissements par des régisseurs présente de nombreux avantages. Ceux-ci doivent néanmoins être rapportés aux coûts et aux risques inhérents à ce type d'entité, tout particulièrement dans le contexte de la généralisation de l'offre de paiement en ligne instituée par la loi de finances rectificative pour 2017.

Ainsi, lorsque le bilan apparaît défavorable, l'opportunité de la création ou du maintien d'une régie existante peut être remise en question dans une perspective de rationalisation des régies. Le diagnostic apparaît particulièrement clair lorsque les régies sont sans activité.

#### *Objectifs*

Pour l'ordonnateur et le comptable : optimiser les coûts et réduire les risques inhérents à la gestion des régies.

#### *Démarche méthodologique*

##### *Engagements de la collectivité*

L'ordonnateur s'engage :

- à maîtriser la création des régies en recourant à une régie déjà existante et/ou en s'orientant vers des moyens de paiement ou d'encaissement dématérialisés ;
- à clôturer les régies sans fonctionnement ;
- à regrouper les régies existantes afin d'en diminuer les coûts de fonctionnement et d'en faciliter la gestion et les opérations de contrôle. Le regroupement des régies favorise non seulement la mutualisation des moyens humains et matériels mais aussi la conduite de projets de modernisation tels que l'informatisation et le déploiement de l'offre de paiement en ligne. Plusieurs critères de regroupement peuvent être envisagés mais la localisation et la nature de l'activité paraissent devoir être privilégiées ;
- à sécuriser le fonctionnement des régies en procédant aux contrôles réglementaires lui incombant – Process avec le comptable.

*Engagements du CDL et du comptable*

Le CDL et le comptable s'engagent à conseiller l'ordonnateur dans la définition et / ou la mise en œuvre des actions visant :

- à maîtriser la création des régies ;
- à clôturer les régies sans fonctionnement ;
- à regrouper les régies existantes ;
- à sécuriser le fonctionnement des régies.
- à sécuriser le fonctionnement des régies en procédant aux contrôles réglementaires lui incombant – Process avec l'ordonnateur.

***Pilotage de l'action***

Un indicateur : nombre de régies.

***Responsables de l'action***

- Service ordonnateur : Isabelle MATHIS
- CDL : Patricia LECLERCQ
- Comptable : Christophe DOSIMONT ; Eric ROMMELAERE

## Axes 2 et 3 : Améliorer l'efficacité des procédures en optimisant la chaîne de la dépense (axe 2) et la chaîne de la recette (axe 3) :

*Objectif de ces axes: améliorer le service aux usagers grâce à une maîtrise des délais de paiement et une amélioration des conditions de recouvrement;*

### Action 3-3 : Fiabilisation des tiers

Cette action a un impact tant sur les dépenses de l'axe 2 que sur les recettes de l'axe 3.

***Descriptif de l'action***

Le « tiers » est l'un des moyens pour le comptable et l'ordonnateur d'associer une référence unique et commune à un événement comptable et budgétaire.

L'applicatif HELIOS est largement basé sur la gestion des tiers dans le « référentiel Tiers », avec pour objectif majeur d'obtenir une vue consolidée et complète de l'en-cours des dettes et/ou créances d'un même tiers.

Cela implique de tendre à une gestion unique des tiers, tant du côté de l'ordonnateur que du côté du comptable.

La gestion des tiers dans HELIOS revêt donc une importance primordiale pour mener à bien les missions du poste comptable, notamment en termes de recouvrement, mais également pour tous les autres axes métier d'HELIOS.

Le référentiel Tiers d'HELIOS est majoritairement alimenté par les flux entrants, issus des applications de l'ordonnateur. Chaque flux porte un certain nombre de tiers, dont les informations peuvent être de teneur et de qualité variables.

La qualité du référentiel Tiers dans le poste dépend donc en grande partie de la qualité de la base « tiers » chez l'ordonnateur.

La fiabilisation du référentiel Tiers passe donc, en premier lieu, par une démarche partenariale entre l'ordonnateur, le CDL et le comptable, afin de sécuriser les modes de saisie des tiers, leur présentation, et les différentes informations portées par le tiers.

Un bilan régulier de l'état de la base tiers doit permettre de cibler les difficultés d'échanges entre les services de la collectivité, le CDL et le comptable et de définir les points à améliorer, que ce soit lors du recueil des informations auprès des administrés ou lors de la saisie des données.

Des actions de formation peuvent être organisées avec les agents des services des collectivités, à partir de fiches listant des consignes de saisie.

## ***Objectifs***

- Disposer de données identiques dans les référentiels de la collectivité et du comptable des finances publiques permettant ainsi au comptable comme aux services de la collectivité de renseigner sans ambiguïté les redevables ;
- Disposer de l'offre de service d'industrialisation du processus d'édition et d'une postalisation de qualité des avis de sommes à payer (ASAP) par le Centre Éditique de Meyzieu (DGFiP) et permettre ainsi un encaissement de masse dans les centres d'encaissement ou via internet (PAYFIP) ;
- Assurer un recouvrement dans les meilleures conditions et disposer de la trésorerie dans les meilleurs délais ;
- Échanger les données avec les référentiels fiscaux :
  - pour actualiser les informations administratives (changement d'adresse, état civil…) permettant la relance du redevable ;
  - pour disposer d'un employeur valide permettant, en cas de non-paiement, l'élaboration rapide d'une saisie à tiers détenteur ;
- Renvoyer aux services de la collectivité via le PES retour recettes des données d'état civil certifiées par l'INSEE ainsi que la dernière adresse DGFIP connue du tiers débiteur ;
- À terme, mettre à disposition des usagers les avis de sommes à payer, les lettres de relance, puis les actes de poursuites dans le futur Espace Numérique Sécurisé Unifié (ENSU)[1].

## ***Démarche méthodologique***

### *Engagements de la collectivité*

La collectivité s'engage :

- à travailler conjointement avec le CDL et le comptable à la qualité des tiers ;
- à respecter les principes essentiels de la fiabilisation des tiers et notamment :
  - Saisir tous les caractères en majuscules, non accentuées ;
  - Ne pas mettre de civilité dans la zone réservée au nom ;
  - Porter une attention particulière à la date de naissance pour les homonymes ;
  - Ne porter qu'une seule donnée dans un champ ;
  - Saisir le champ « date de naissance » au format jj/mm/aaaa ;
  - Ne pas utiliser les caractères typographiques ou précisions de situation (/, ", [, &, "veuf", "succession", etc) ;
  - Être vigilant sur les espaces (pas d'espace au début du champ, pas de double espace entre deux mots…) ;
  - Pour un tiers professionnel, ne pas laisser d'espaces entre les sigles (exemple : DRFIP et non D R F I P) ;
  - Pour un tiers « personne physique », la civilité doit être valorisée dans le protocole PESV2 par :

1 L'ENSU sera l'entrepôt de données numériques destiné aux usagers redevables d'impôts, d'amendes et de services auprès des collectivités et établissements publics de santé. Le redevable pourra ainsi accéder en consultation à toutes les créances de l'État et des organismes publics et disposera de liens permettant le paiement en ligne. L'ENSU regroupera ainsi l'ensemble des prestations offertes par la DGFIP aux particuliers.

    - Monsieur ;
    - Madame ;
- à gérer correctement en lien avec les recommandations du SGC, les particularités des codébiteurs et des tiers solidaires : codification 03 de la balise « tiers » pour les débiteurs solidaires ;

*Engagements du CDL et du comptable*

Le comptable s'engage :

- à travailler conjointement avec la collectivité à la qualité des tiers ;
- à exploiter les éditions HELIOS afin de traiter les tiers suivant leur statut, conformément au guide de gestion des tiers ;
- à passer régulièrement en revue les critères de rattachement ;
- à rendre régulièrement compte à la collectivité des progrès enregistrés et des difficultés résiduelles.

***Pilotage de l'action***

Deux indicateurs :

- Rapport du comptable ;
- Taux de tiers reconnus.

***Responsables de l'action***

- Service ordonnateur : Isabelle MATHIS et services responsables de la délivrance des prestations et de la facturation
- CDL : PatriciaLECLERCQ
- Comptable : Christophe DOSIMONT ; Aurore LEBAS DEFENDINI

## Axe 4 : Renforcer la fiabilité des comptes et la démarche de contrôle interne comptable et financier :

*Objectif de cet axe: offrir une meilleure lisibilité aux décideurs*

### Action 4-1 : Pilotage conjoint de la qualité des comptes

***Descriptif de l'action***

La qualité des comptes locaux est un indicateur figurant au projet annuel de performance du programme 156 inclus dans la loi de Finances, ce qui positionne à un niveau élevé les enjeux présentés par le respect des objectifs fixés en la matière : son renforcement est un objectif permanent de la DGFiP, en particulier dans le contexte de la certification des comptes locaux.

L'article 47-2 de la constitution fixe une exigence de qualité comptable à l'ensemble des comptes des administrations publiques et notamment des établissements publics de santé en prescrivant que « *Les comptes des administrations publiques sont réguliers et sincères. Ils donnent une image fidèle du résultat de leur gestion, de leur patrimoine et de leur situation financière.* »

En application du décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 *relatif à la gestion budgétaire et comptable* publique, le comptable public est pour sa part chargé de la tenue de la comptabilité dans le respect de ces principes.

***Objectifs***

La qualité comptable permet à la comptabilité de remplir sa fonction essentielle : informer les décideurs locaux et les citoyens.

***Démarche méthodologique***

Pour animer la qualité comptable, la DGFiP a développé plusieurs outils, mis à la disposition du comptable public, et notamment :

- l'indicateur de performance comptable (IPC) : cet outil permet de détecter, à partir des balances comptables de la collectivité, les mouvements sur les comptes et la conformité de ces mouvements avec la réglementation. Il s'agit notamment du contrôle de la régularité des schémas comptables pratiqués, du délai d'apurement de certains comptes transitoires ou de passation de certaines écritures, de l'ouverture et de l'utilisation des comptes prévus par la réglementation. Il donne un éclairage sur la comptabilité de chaque collectivité ou budget, en mettant en évidence un certain nombre de points forts et de points faibles, pour identifier les marges de progression et suivre les améliorations apportées. Techniquement, il repose sur les contrôles comptables automatisés d'HELIOS (CCA).

- les contrôles comptables automatisés d'HELIOS (CCA) : les contrôleurs intégrés dans HELIOS analysent les opérations et la cohérence des schémas comptables. Ils permettent un signalement d'opérations présentant une anomalie potentielle au regard de la réglementation. Cette liste des CCA est éditée en format « .csv » et peuvent faire l'objet d'une analyse précise des principales anomalies.

*Engagements de la collectivité*

La collectivité s'engage à répondre dans les meilleurs délais aux observations périodiques que le comptable public pourrait être conduit à formuler.

*Engagements du CDL et du comptable*

Le CDL et le comptable s'engagent :

- à continuer exploiter les outils de diagnostic comptable mis à sa disposition et en particulier l'IPC et les CCA ;
- à communiquer annuellement à la collectivité les résultats de l'IPC en soulignant les marges de progrès identifiés ;
- à mener plusieurs campagnes par an d'exploitation des CCA et à en communiquer les conclusions à la collectivité en mettant en évidence les mesures correctrices envisageables.

***Pilotage de l'action***

Indicateurs : Indicateur de pilotage comptable (IPC).

***Responsables de l'action***

- Service ordonnateur : Isabelle MATHIS
- CDL : Patricia LECLERCQ
- Comptable : Christophe DOSIMONT ; Eric ROMMELAERE

## Axe 4 : Renforcer la fiabilité des comptes et la démarche de contrôle interne comptable et financier :

*Objectif de cet axe: offrir une meilleure lisibilité aux décideurs*

### Action 4-2 : Contribution à une reddition précoce des comptes

#### *Descriptif de l'action*

Le compte de gestion est préparé conjointement par l'ordonnateur et le comptable. Il est ensuite établi par le comptable et transmis à l'ordonnateur au plus tard le 1er juin de l'exercice suivant celui auquel il se rapporte.

L'accélération du rythme d'élaboration et de production des comptes est un exercice complexe qui nécessite une synergie entre les services ordonnateur et comptable.

Pour bien préparer les opérations de clôture des comptes de la collectivité, il importe d'engager au plus tôt une réflexion commune entre ordonnateur et comptable.

#### *Objectifs*

Une reddition plus rapide des comptes présente plusieurs avantages :

- Connaître dès le début de N+1, les résultats de l'exercice budgétaire et comptable de l'année N afin de mieux instruire le budget et ses modificatifs de l'année N+1 ;
- Disposer, dans les meilleurs délais, d'informations fiables sur la situation financière de la collectivité et ses marges de manœuvre.

La maîtrise conjointe du calendrier peut également être appréhendée comme une mesure débouchant sur un rendu plus rapide des comptes pour une meilleure qualité des comptes.

#### *Démarche méthodologique*

Le lissage des opérations implique :

- pour les services financiers :
  - l'émission régulière des mandats et des titres (dont titres de P503) ;
  - la passation des opérations spécifiques dites de fin d'année au fil de l'eau dès que cela est possible (exemples : en avril ou mai N+1, l'affectation du résultat de l'année N et la dotation aux amortissements pour l'année N+1 pour les biens amortis en année pleine) ;

- pour le comptable :
  - procéder régulièrement aux pointages des consommations budgétaires avec les services financiers de l'ordonnateur (exemples : en juin et en tout état de cause en novembre afin de préparer la fin de gestion) ;
  - procéder régulièrement aux ajustements comptables nécessaires (exploitation des états d'anomalies comptables, des états de développement des soldes).

Le comptable et la collectivité s'accordent sur un calendrier pour les opérations spécifiques et les contrôles à effectuer.

Dans ce cadre, une date limite doit être fixée pour :

- l'engagement des crédits budgétaires pour l'exercice concerné ;
- l'émission des derniers mandats et titres ;
- les dates des opérations d'ordre (affectation du résultat, contre-passation des charges et produits rattachés, amortissements, reprise de subventions…) ;
- les dates de contrôle périodique de la concordance entre la comptabilité du comptable et celle de l'ordonnateur (prévisions et réalisations) : rapprochement des comptabilités et vérification de la concordance des résultats ;
- les dates du suivi de la consommation des crédits budgétaires ;
- l'édition de comptes de gestion provisoires pour vérification.

Il conviendra de veiller régulièrement au respect rigoureux des principes et des dates limites précitées dans l'intérêt commun de la qualité des comptes et de l'accélération de leur production.

*Engagements de la collectivité*

- Prendre à bonne date, conformément au calendrier prédéfini, les décisions budgétaires nécessaires à la passation des opérations d'ordre ;
- Mandater et titrer avec fluidité les opérations tout au long de l'année ;
- Pointer périodiquement, avec le comptable, les prévisions et réalisations budgétaires ;
- Établir avec le comptable un calendrier d'émission des opérations réelles et d'ordre.

*Engagements du comptable*

- Régulariser rapidement les comptes d'imputations provisoires de recettes et dépenses suite à émission des titres et mandats de l'ordonnateur ;
- Assurer une prise en charge rapide des mandats et titres ;
- Pointer périodiquement, avec la collectivité, les prévisions et réalisations budgétaires ;
- Établir avec la collectivité un calendrier d'émission des opérations réelles et d'ordre.

***Pilotage de l'action***

Indicateur : production du compte de gestion à la date fixée conjointement.

***Responsables de l'action***

- Service ordonnateur : Isabelle MATHIS
- CDL : Patricia LECLERCQ
- Comptable : Christophe DOSIMONT ; Eric ROMMELAERE

## Axe 4 : Renforcer la fiabilité des comptes et la démarche de contrôle interne comptable et financier :

*Objectif de cet axe: offrir une meilleure lisibilité aux décideurs*

### Action 4-3 : Compte financier unique (CFU)

#### *Descriptif de l'action*

L'article 242 de la loi de finances pour 2019 modifié par l'article 137 de la loi de finances pour 2021 a permis à des collectivités d'expérimenter un compte financier unique (CFU), pour une durée maximale de trois exercices budgétaires. L'expérimentation a débuté à partir des comptes de l'exercice 2021 et s'est poursuivie jusqu'aux comptes de l'exercice 2023.

Sur la base des propositions du bilan final du Gouvernement remis au Parlement sur l'expérimentation du compte financier unique, l'article 205 de la loi de finances pour 2024 généralise le CFU au plus tard au titre de l'exercice 2026.

#### *Objectifs*

Le CFU a vocation à devenir la nouvelle présentation des comptes locaux pour les élus et les citoyens. Sa mise en place vise plusieurs objectifs :

- favoriser la transparence et la lisibilité de l'information financière ;
- améliorer la qualité des comptes ;
- simplifier les processus administratifs entre l'ordonnateur et le comptable, sans remettre en cause leurs prérogatives respectives.

En mettant davantage en exergue les données comptables à côté des données budgétaires, le CFU permettra de mieux éclairer les assemblées délibérantes et pourra ainsi contribuer à enrichir le débat démocratique sur les finances locales.

À terme, le CFU et le rapport sur le CFU composant un bloc cohérent participeront avec les données ouvertes ("open data") à moderniser l'information financière.

#### *Démarche méthodologique*

La collectivité applique le référentiel budgétaire et comptable M57 depuis le 1er janvier 2024.

La collectivité doit avoir dématérialisé les documents budgétaires.

Ce prérequis est nécessaire, car la confection du CFU sera dématérialisée : transmission électronique à la préfecture (Actes budgétaires) et au comptable public (PES budget).

*Engagements de la collectivité*

- Dématérialiser ses documents budgétaires ;
- Réaliser les travaux préparatoires

*Engagements du CDL et du comptable*

- Accompagner la collectivité dans la réalisation des travaux préparatoires

***Pilotage de l'action***

Un indicateur : Mise en place du CFU

***Responsables de l'action***

- Service ordonnateur : Isabelle MATHIS
- CDL : Patricia LECLERCQ
- Comptable : Christophe DOSIMONT ; Eric ROMMELAERE

## Axe 4 : Renforcer la fiabilité des comptes et la démarche de contrôle interne comptable et financier :

*Objectif de cet axe: offrir une meilleure lisibilité aux décideurs*

### Action 4-4 : Ajustement puis organisation du suivi de l'actif du comptable et de l'inventaire de la collectivité

#### *Descriptif de l'action*

Les opérations impactant l'état de l'actif sont enregistrées au fil de l'eau par le comptable en fonction des décisions prises par la collectivité : entrées, sorties, amortissements, etc.

La collectivité génère les mandats d'investissement et les opérations d'amortissement puis, dans un second temps, les flux INDIGO INVENTAIRE et INDIGO AMORTISSEMENTS. Ils sont transmis et traités par le comptable dans HELIOS.

La synthèse de qualité comptable réalisée par le CDL sur l'exercice 2023, présentée en juin 2024 à la collectivité, a mis en évidence un nombre important de comptes d'actifs en discordance entre les 2 états.

Avec l'aide du CDL, des travaux d'ajustements des comptes 202, 2031, 2032, 204181, 2051, 2088, 2111 et 2182 sont déjà en cours.

#### *Objectifs*

Il est donc nécessaire de poursuivre cet ajustement avec un effort plus particulier sur les fiches anciennes dites de « reprises des antérieurs » afin de :

- permettre une fiabilisation de l'actif et de l'inventaire au 31/12/2027 ;
- faciliter la gestion comptable par les 2 partenaires et assurer une meilleure qualité des comptes ;
- permettre à chacun un gain de temps dans le suivi de l'état de l'actif et de l'inventaire.

#### *Démarche méthodologique*

Une réflexion sera engagée par les deux partenaires visant à définir des règles organisationnelles permettant de simplifier la gestion de certains biens de l'état de l'actif puis une méthodologie sera adoptée.

Elle reposera sur :

- l'élaboration d'une feuille de route sur les ajustements prévus visant à régulariser un nombre maximal de discordances,
- le ciblage des discordances non expliquées,

- la définition d'un protocole relatif à l'exécution et au traçage des opérations de correction exécutées,
- l'élaboration d'un protocole d'information et de comptabilisation des mises à la réforme,
- la définition commune d'une méthode de suivi des comptes d'actifs

*Engagements de la collectivité*

- Poursuivre les échanges en cours avec le CDL et réaliser les ajustements nécessaires,
- Proposer une méthode de régularisations des écarts et documenter chaque processus en partenariat,
- Mettre en œuvre les orientations arrêtées en commun.

*Engagements du CDL et du comptable*

- Accompagner la collectivité dans les recherches,
- Réaliser les ajustements nécessaires,
- Proposer une méthode de régularisations des écarts et documenter chaque processus en partenariat,
- Mettre en œuvre les orientations arrêtées en commun.

***Pilotage de l'action***

États des discordances établis par les 2 partenaires
Dossiers des corrections

***Responsables de l'action***

- Service ordonnateur : Isabelle MATHIS
- CDL : Patricia LECLERCQ
- Comptable : Christophe DOSIMONT ; Eric ROMMELAERE

# Axe 5 : Développer le conseil et l'expertise fiscale et financière

## Action 5-1 : Information et conseil en matière de fiscalité directe locale

### *Descriptif de l'action*

Le CDL assure des fonctions d'information et d'expertise dans le domaine de la fiscalité directe locale.

Le service fiscalité directe locale (SFDL) de la DDFiP apporte son appui aux CDL dans l'accomplissement de cette mission.

### *Objectifs*

- Apporter à la collectivité une information générale sur la législation fiscale et les évolutions issues des lois de finances (évolution législative, « catalogue des délibérations » que les collectivités peuvent adopter pour instituer des abattements et exonérations autorisés par la loi) ;
- Transmettre à la collectivité les informations nécessaires à la préparation et à l'adoption du budget (bases simulées de cotisation foncière des entreprises - état 1259) ;
- Restituer les informations descriptives de la campagne de taxation (états fiscaux) ;
- Verser les avances en matière de fiscalité directe locale et expliquer si nécessaire les évolutions ;
- Répondre aux questions posées et réaliser les simulations sollicitées par la collectivité dans des délais satisfaisants ;

### *Démarche méthodologique*

*Engagements de la collectivité*

- Transmettre au CDL les éléments nécessaires en vue de la réalisation des études souhaitées ;
- Associer le comptable aux réunions de la commission des finances en tant que de besoin.

*Engagements du CDL*

- Présenter et analyser les évolutions prévisionnelles de bases fiscales ;
- Avec l'appui du SFDL, le CDL prévient la collectivité de tout événement ou incident susceptible de différer la production de ces données ;
- Réaliser les simulations à la demande de l'ordonnateur, en particulier concernant le vote des taux. Les restitutions de ces simulations seront effectuées le plus rapidement possible, de préférence sous forme dématérialisée ;
- Accompagner, le cas échéant, les réformes ou modifications significatives des règles de la fiscalité directe locale d'une information particulière.

*Engagements de la direction (SFDL)*

- Produire en mars l'état 1259 : bases prévisionnelles, allocations compensatrices et informations nécessaires au vote des taux ;
- Transmettre des états fiscaux récapitulant les données relatives à la campagne de taxation accompagnés d'une présentation écrite ;
- Transmettre mensuellement le détail et les imputations des avances.

***Pilotage de l'action***

Indicateurs :

- respect des calendriers ;

***Responsables de l'action***

- Service ordonnateur : Isabelle MATHIS
- CDL : Patricia LECLERCQ
- DDFiP : Service de la Fiscalité directe locale (ddfip60.sfdl@dgfip.finances.gouv.fr)

## Axe 5 : Développer le conseil et l'expertise fiscale et financière

### Action 5-2 : Information et alerte en matière de TVA

***Descriptif de l'action***

La diversification croissante des activités des collectivités locales dans le domaine concurrentiel et commercial implique qu'elles soient directement concernées par la taxe à la valeur ajoutée (TVA).

Le CDL et le comptable assurent des fonctions d'information et d'alerte dans le domaine de la TVA. Au-delà de son rôle de contrôle, ils sont les interlocuteurs de proximité des collectivités pour une meilleure sécurité juridique des opérations souvent complexes et dont l'enjeu financier est important.

***Objectifs***

Apporter à la collectivité une aide à la gestion des obligations fiscales :

- Sécuriser la gestion de la TVA grâce à la diffusion d'une information régulière sur la législation fiscale et ses évolutions ;
- Alerter la collectivité sur toute difficulté constatée ou potentielle.

***Démarche méthodologique***

*Engagements de la collectivité*

- Établir les déclarations d'existence, de cessation, d'option pour l'assujettissement à la TVA conformément à la réglementation et en tenir le comptable informé rapidement ;
- Transmettre simultanément au comptable copie de la déclaration de TVA adressée mensuellement ou trimestriellement aux services gestionnaires ;
- Solliciter le CDL, en temps que de besoin, afin de sécuriser la situation de la collectivité sur le plan fiscal.

*Engagements du CDL et du comptable*

- Apporter son concours concernant l'information et le respect des règles d'assujettissement et des obligations des redevables, la détermination des bases d'imposition et des droits à déduction ;
- Prendre en charge toutes les questions relatives à la fiscalité des activités commerciales, si besoin les analyser avec l'appui de la direction des affaires juridiques de la DDFiP, et dans la mesure où la situation le justifie, promouvoir le recours au rescrit fiscal ;
- Appeler l'attention de l'ordonnateur sur les obligations qui lui incombent ;
- S'assurer de la régularité des dépenses au regard des dispositions du CGI ;
- Contrôler l'exactitude de l'ensemble des calculs de liquidation (y compris du taux appliqué) ;
- Comptabiliser les opérations d'ordre ;

- S'assurer de la concordance de la liquidation effectuée par l'ordonnateur lors de l'établissement de la déclaration de TVA avec ses écritures ;
- Effectuer le paiement de la TVA selon la périodicité prévue ;
- Veiller à l'établissement en temps utile des demandes de remboursement de crédit de TVA.

***Pilotage de l'action***

Indicateurs :

- réponses aux demandes de la collectivité ;
- respect des obligations fiscales.

***Responsables de l'action***

- Service ordonnateur : Isabelle MATHIS
- CDL : Patricia LECLERCQ
- Comptable : Christophe DOSIMONT ; Eric ROMMELAERE
- DDFiP direction des affaires juridiques

## Axe 5 : Développer le conseil et l'expertise fiscale et financière

### Action 5-3 : Réalisation d'une analyse financière rétrospective puis en cas de besoin d'une analyse prospective

***Descriptif de l'action***

Le CDL et le comptable disposent d'informations financières utiles à la collectivité pour repérer ses forces et ses faiblesses et évaluer ses marges de manœuvres.
Les études, individualisées, neutres et objectives, effectuées au bénéfice des élus locaux, doivent leur permettre de procéder aux arbitrages nécessaires en vue de la mise au point de leurs différents projets.

***Objectifs***

- Apprécier les équilibres financiers de la collectivité ;
- Permettre à la collectivité d'estimer ses marges de manœuvres ;
- Éclairer les élus sur les incidences financières d'un projet.

***Démarche méthodologique***

*Engagements de la collectivité*

- Fournir au CDL les éléments nécessaires à une analyse prospective et élaborer en commun un cahier des charges ;
- Transmettre les hypothèses chiffrées préalablement aux investissements ;
- Solliciter, en tant que de besoin, le CDL en vue d'une analyse des risques ;
- Remplir le questionnaire de satisfaction.

*Engagements du CDL et du comptable*

- Avec l'appui du correspondant départemental en charge de l'expertise financière, réaliser et présenter les analyses financières demandées ;
- Expertiser les projets d'investissement à enjeu.

***Pilotage de l'action***

Un indicateur : réalisation d'une analyse financière.

***Responsables de l'action***

- Service ordonnateur : Isabelle MATHIS
- CDL : Patricia LECLERCQ
- DDFiP : Référent Expertises fiscales et financières (ddfip60.pgp.spl@dgfip.finances.gouv.fr)

# ANNEXE : TABLEAU DE BORD

# Extrait du REGISTRE des

# DÉLIBÉRATIONS du CONSEIL MUNICIPAL

## SÉANCE du jeudi 12 décembre 2024

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Le Conseil Municipal de la Commune de SENLIS (Oise), légalement convoqué le 6 décembre 2024 par Madame LOISELEUR, Maire, s'est assemblé le jeudi 12 décembre 2024 à 19h00 au lieu ordinaire de ses séances à l'Hôtel de Ville de Senlis, en vue de délibérer sur les affaires inscrites à l'ordre du jour.

Nombre de conseillers municipaux en exercice : 33 - Présents : 21 - Pouvoirs : 10 - Votants : 31 - Absents : 2

**Présents :** Mme LOISELEUR - Mme ROBERT - M. GAUDUBOIS - Mme SIBILLE - M. GUÉDRAS - M. NGUYEN PHUOC VONG - Mme PALIN SAINTE AGATHE - M. REIGNAULT - Mme MIFSUD - M. LECOMTE - Mme BALOSSIER - M. CURTIL - Mme GORSE CAILLOU - M. LEFEVRE - Mme MAUPAS - Mme GLASTRA - Mme DUBOIS - Mme PRUVOST-BITAR - Mme AUNOS - Mme REYNAL - Mme BENOIST - **Ont donné mandat de voter en leur nom :** Mme LUDMANN à M. LEFEVRE - M. GAUDION à Mme GLASTRA - M. DELACROY à Mme ROBERT - Mme BOUTEMY à Mme SIBILLE - Mme LEPITRE à M. GAUDUBOIS - Mme AIT M BARK à Mme LOISELEUR - M. CHAPUIS à M. REIGNAULT - M. FLEURETTE à Mme PRUVOST-BITAR - M. BOULANGER à Mme AUNOS - M. GEOFFROY à Mme BENOIST - **Absents :** Mme VALLER - M. DIEDRICH - **Secrétaire de séance :** Mme BENOIST - **Présidence de séance :** Mme LOISELEUR, Maire.

## N° 20 - Logements affectés au gardiennage des locaux - Mise à jour

**Monsieur GAUDUBOIS expose :**

Vu les articles R.2124-64 et suivants du code général de la propriété des personnes publiques relatifs aux concessions de logement dans les immeubles appartenant à l'Etat (modifiés par le décret n° 2012-752 du 9 mai 2012 portant réforme du régime des concessions de logement),

Vu la délibération du conseil municipal en date du 1er juin 2022 portant affection de logements de fonction pour assurer le gardiennage de locaux communaux,

Vu l'avis du comité social territorial en date du 27 novembre 2024,

Vu l'avis de la commission des finances en date du 03 décembre 2024.

Le Conseil Municipal, dans sa séance du 1er juin 2022, avait arrêté la liste des logements concédés pour nécessité absolue de service afin d'assurer le gardiennage de locaux communaux.

Il convient de mettre à jour cet état pour des raisons d'organisation d'équipe de gardiens en affectant 2 logements au gardiennage de locaux communaux situés au 23 avenue des Chevreuils.

Aussi, je vous propose de bien vouloir mettre à jour l'état des logements affectés aux missions de gardiennage aux conditions suivantes :

- **Equipements sportifs**
  - Gardiennage des terrains de football avenue de Creil

| consistance du logement | conditions d'attribution |
|---|---|
| Logement de type T6, maison individuelle sise 42 av de Creil, comprenant :<br>1 entrée, 1 séjour, 1 salon, 4 chambres<br>1 cuisine, 1 salle de bain, 1 toilette. | gratuité du loyer nu et paiement des charges (eau, chauffage, électricité) |

Acte exécutoire le 19 DEC. 2024 - Reçu par la Préfecture le 19 DEC. 2024 et publié sur le site internet de la Ville le 19 DEC. 2024

- Gardiennage du complexe sportif des 3 Arches

| consistance du logement | conditions d'attribution |
|---|---|
| Logement de type T4, maison individuelle sise 30 avenue Eugène Gazeau, comprenant :<br>1 entrée, 1 séjour, 3 chambres<br>1 cuisine, 1 salle de bain, 1 toilette. | gratuité du loyer nu et paiement des charges (eau, chauffage, électricité) |

- Gardiennage du gymnase de Brichebay

| consistance du logement | conditions d'attribution |
|---|---|
| Logement de type F5, logement sis avenue des Chevreuils, comprenant :<br>1 entrée, 1 séjour, 3 chambres<br>1 cuisine, 1 salle de bain, 1 toilette. | gratuité du loyer nu et paiement des charges (eau, chauffage, électricité) |

- **Groupes scolaires**

- Gardiennage des groupes scolaires de l'Argilière et Beauval

| consistance du logement | conditions d'attribution |
|---|---|
| Logement de type T4, maison individuelle sise 3 rue de la Chapelle, comprenant :<br>?1 entrée, 1 séjour, 3 chambres<br>?1 cuisine, 1 salle de bain, 1 toilette. | gratuité du loyer nu et paiement des charges (eau, chauffage, électricité) |

- Gardiennage du groupe scolaire de Brichebay

| consistance du logement | conditions d'attribution |
|---|---|
| Logement de type T3, logement sis avenue des Chevreuils, comprenant :<br>1 entrée, 1 séjour, 2 chambres<br>1 cuisine, 1 salle de bain, 1 toilette. | gratuité du loyer nu et paiement des charges (eau, chauffage, électricité) |

| consistance du logement | conditions d'attribution |
|---|---|
| Logement de type T4, appartement sis 23 avenue des Chevreuils, comprenant :<br>1 entrée, 1 séjour, 1 salon, 2 chambres<br>1 cuisine, 1 salle de bain, 1 toilette. | gratuité du loyer nu et paiement par le gardien des charges (eau, chauffage, électricité) |

- Gardiennage du groupe scolaire Séraphine Louis

| consistance du logement | conditions d'attribution |
|---|---|
| Logement de type T5, appartement sis 2 places aux Gâteaux<br>1 entrée, 1 séjour, 1 salon, 3 chambres<br>1 cuisine, 1 salle de bain, 1 toilette. | gratuité du loyer nu et paiement des charges (eau, chauffage, électricité) |

- Gardiennage de l'école maternelle d'Orion

| consistance du logement | conditions d'attribution |
|---|---|
| Logement de type T4, maison individuelle sise 25 avenue d'Orion, comprenant :<br>1 entrée, 1 séjour, 1 salon, 2 chambres<br>1 cuisine, 1 salle de bain, 1 toilette. | gratuité du loyer nu et paiement des charges (eau, chauffage, électricité) |

- Gardiennage du groupe scolaire Anne de Kiev

| consistance du logement | conditions d'attribution |
|---|---|
| Logement de type T4, maison individuelle sise 3 avenue de Creil, comprenant :<br>1 entrée, 1 séjour, 1 salon, 2 chambres<br>1 cuisine, 1 salle de bain, 1 toilette. | gratuité du loyer nu et paiement des charges (eau, chauffage, électricité) |

- **Service de permanence mairie**

- Service de permanence mairie

| consistance du logement | conditions d'attribution |
|---|---|
| Logement de type T6, maison individuelle sise 18 rue Yves Carlier, comprenant :<br>1 entrée, 1 séjour, 1 salon, 4 chambres<br>1 cuisine, 1 salle de bain, 1 toilette. | gratuité du loyer nu et paiement par le gardien des charges (eau, chauffage, électricité) |

| consistance du logement | conditions d'attribution |
|---|---|
| Logement de type F4, appartement sis 23 avenue des chevreuils, comprenant :<br>1 entrée, 1 séjour, 1 salon, 2 chambres<br>1 cuisine, 1 salle de bain, 1 toilette. | gratuité du loyer nu et paiement par le gardien des charges (eau, chauffage, électricité) |

- **Autres équipements communaux**

- Gardiennage des cimetières

| consistance du logement | conditions d'attribution |
|---|---|
| Logement de type T6, maison individuelle sise 31 rue Yves Carlier, comprenant :<br>1 entrée, 1 séjour, 1 salon, 4 chambres<br>1 cuisine, 1 salle de bain, 1 toilette. | gratuité du loyer nu et paiement par le gardien des charges (eau, chauffage, électricité) |

- Gardiennage des ateliers municipaux

| consistance du logement | conditions d'attribution |
|---|---|
| Logement de type T4, appartement sis 23 avenue des Chevreuils, comprenant :<br>1 entrée, 1 séjour, 1 salon, 2 chambres<br>1 cuisine, 1 salle de bain, 1 toilette. | gratuité du loyer nu et paiement par le gardien des charges (eau, chauffage, électricité) |

- **Équipements culturels et centres de rencontre**

  - Gardiennage de l'ancienne Église saint Pierre

| consistance du logement | conditions d'attribution |
|---|---|
| Logement de type T5, maison individuelle sise 3 place du général Leclerc, comprenant :<br>1entrée, 1 séjour, 4 chambres<br>1 cuisine, 1 salle de bain, 1 toilette. | gratuité du loyer nu et paiement par le gardien des charges (eau, chauffage, électricité) |

  - Gardiennage du centre de rencontre Brichebay

| consistance du logement | conditions d'attribution |
|---|---|
| Logement de type T3, appartement sis 21 rue de Brichebay, comprenant :<br>1 entrée, 1 séjour, 1 salon, 1 chambre<br>1 cuisine, 1 salle de bain, 1 toilette. | gratuité du loyer nu et paiement par le gardien des charges (eau, chauffage, électricité) |

  - Gardiennage du Centre de rencontre de l'Obélisque

| consistance du logement | conditions d'attribution |
|---|---|
| Logement de type T5, appartement sis 6 avenue de Creil, comprenant :<br>1 entrée, 1 séjour, 1 salon, 3 chambres<br>1 cuisine, 2 salles de bain, 1 toilette. | gratuité du loyer nu et paiement par le gardien des charges (eau, chauffage, électricité) |

  - Gardiennage de la Maison des Loisirs

| consistance du logement | conditions d'attribution |
|---|---|
| Logement de type T3, appartement sis 21 rue Yves Carlier, comprenant :<br>1 entrée, 1 séjour, 2 chambres<br>1 cuisine, 1 salle de bain, 1 toilette. | gratuité du loyer nu et paiement par le gardien des charges (eau, chauffage, électricité) |

  - Gardiennage des musées

| consistance du logement | conditions d'attribution |
|---|---|
| Logement de type T3, maison individuelle sise 47 rue du Châtel, comprenant :<br>1 entrée, 1 séjour, 2 chambres<br>1 cuisine, 1 salle de bain, 1 toilette. | gratuité du loyer nu et paiement par le gardien des charges (eau, chauffage, électricité) |

  - Gardiennage de la résidence autonomie Thomas Couture

| consistance du logement | conditions d'attribution |
|---|---|
| Logement de type T3, appartement sis 24 rue Thomas Couture, comprenant :<br>1 entrée, 1 séjour, 1 salon, 3 chambres<br>1 cuisine, 1 salle de bain, 1 toilette. | gratuité du loyer nu et paiement par le gardien des charges (eau, chauffage, électricité) |

*L'exposé entendu,* ***Madame le Maire*** *a soumis au vote ce projet de délibération et* ***le Conseil Municipal*** *à main levée et* ***à l'unanimité,***

- a approuvé la mise à jour des logements affectés au gardiennage de locaux communaux aux conditions fixées ci-dessus,

- a attribué le logement en contrepartie de la gratuité du loyer nu, le gardien supportant les charges inhérentes au logement (eau, chauffage, électricité).

*Le Secrétaire de Séance*
Magalie BENOIST

MAIRIE DE SENLIS (Oise)

*Le Maire*
Pascale LOISELEUR

*Cette délibération peut faire l'objet d'un recours dans un délai de deux mois à compter de sa publicité et de sa transmission au contrôle de légalité, par courrier adressé au Tribunal administratif d'Amiens, 14 rue Lemerchier, 80000 AMIENS, ou via l'application Télérecours citoyens, accessible via le site internet www.telerecours.fr.*

# Extrait du REGISTRE des

# DÉLIBÉRATIONS du CONSEIL MUNICIPAL

## SÉANCE du jeudi 12 décembre 2024

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Le Conseil Municipal de la Commune de SENLIS (Oise), légalement convoqué le 6 décembre 2024 par Madame LOISELEUR, Maire, s'est assemblé le jeudi 12 décembre 2024 à 19h00 au lieu ordinaire de ses séances à l'Hôtel de Ville de Senlis, en vue de délibérer sur les affaires inscrites à l'ordre du jour.

Nombre de conseillers municipaux en exercice : 33 - Présents : 21 - Pouvoirs : 10 - Votants : 31 - Absents : 2

**Présents :** Mme LOISELEUR - Mme ROBERT - M. GAUDUBOIS - Mme SIBILLE - M. GUÉDRAS - M. NGUYEN PHUOC VONG - Mme PALIN SAINTE AGATHE - M. REIGNAULT - Mme MIFSUD - M. LECOMTE - Mme BALOSSIER - M. CURTIL - Mme GORSE CAILLOU - M. LEFEVRE - Mme MAUPAS - Mme GLASTRA - Mme DUBOIS - Mme PRUVOST-BITAR - Mme AUNOS - Mme REYNAL - Mme BENOIST - **Ont donné mandat de voter en leur nom :** Mme LUDMANN à M. LEFEVRE - M. GAUDION à Mme GLASTRA - M. DELACROY à Mme ROBERT - Mme BOUTEMY à Mme SIBILLE - Mme LEPITRE à M. GAUDUBOIS - Mme AIT M BARK à Mme LOISELEUR - M. CHAPUIS à M. REIGNAULT - M. FLEURETTE à Mme PRUVOST-BITAR - M. BOULANGER à Mme AUNOS - M. GEOFFROY à Mme BENOIST - **Absents :** Mme VALLER - M. DIEDRICH - **Secrétaire de séance :** Mme BENOIST - **Présidence de séance :** Mme LOISELEUR, Maire.

## N° 21 - Personnel communal : Mise à jour du tableau des effectifs

**Monsieur GAUDUBOIS expose :**

Vu le code général de la fonction publique (CGFP), notamment les articles L. 313-1 et L. 332-8 à L. 332-12,

Vu les décrets portant statuts particuliers des cadres d'emplois et organisant les grades s'y rapportant, pris en application des articles L. 411-1 et L. 415-1 du CGFP,

Vu le décret n °88-145 du 15 février 1988 modifié, portant diverses dispositions relatives aux agents contractuels de la fonction publique territoriale,

Vu le tableau des effectifs,

Vu l'avis de la commission des finances en date du 03 décembre 2024 ;

Afin de procéder à la nomination par voie de détachement d'un fonctionnaire inscrit sur la liste d'aptitude d'accès au grade de bibliothécaire (promotion interne),

*L'exposé entendu,* ***Madame le Maire*** *a soumis au vote ce projet de délibération et* ***le Conseil Municipal*** *à main levée et* ***à l'unanimité,***

- a créée l'emploi suivant :

| Emploi | Grade minimum | Grade maximum | Durée hebdomadaire |
|---|---|---|---|
| Responsable des archives et du fonds patrimonial | Bibliothécaire (Cat A) | Bibliothécaire principal (Cat A) | 35h |

Acte exécutoire le 19 DEC. 2024 - Reçu par la Préfecture le 19 DEC. 2024 et publié sur le site internet de la Ville le 19 DEC. 2024

- a modifié l'emploi suivant :

| Emploi | Situation ancienne | Situation nouvelle | Durée hebdomadaire |
|---|---|---|---|
| Agent de gestion administrative | Grade minimum : Adjoint administratif<br><br>Grade maximum : Adjoint administratif principal de 1ère classe | Grade minimum : Adjoint administratif<br><br>Grade maximum : Rédacteur Principal de 1ère classe | 35h |

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget, chapitre 012.

Le tableau des effectifs du personnel est modifié en conséquence.

*Le Secrétaire de Séance*
Magalie BENOIST

MAIRIE DE SERAIS (Oise)

*Le Maire*
Pascale LOISELEUR

*Cette délibération peut faire l'objet d'un recours dans un délai de deux mois à compter de sa publicité et de sa transmission au contrôle de légalité, par courrier adressé au Tribunal administratif d'Amiens, 14 rue Lemerchier, 80000 AMIENS, ou via l'application Télérecours citoyens, accessible via le site internet www.telerecours.fr.*

# Extrait du REGISTRE des

# DÉLIBÉRATIONS du CONSEIL MUNICIPAL

## SÉANCE du jeudi 12 décembre 2024

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Le Conseil Municipal de la Commune de SENLIS (Oise), légalement convoqué le 6 décembre 2024 par Madame LOISELEUR, Maire, s'est assemblé le jeudi 12 décembre 2024 à 19h00 au lieu ordinaire de ses séances à l'Hôtel de Ville de Senlis, en vue de délibérer sur les affaires inscrites à l'ordre du jour.

Nombre de conseillers municipaux en exercice : 33 - Présents : 19 - Pouvoirs : 10 - Votants : 29 - Absents : 4

**Présents :** Mme LOISELEUR - Mme ROBERT - M. GAUDUBOIS - Mme SIBILLE - M. GUÉDRAS - M. NGUYEN PHUOC VONG - Mme PALIN SAINTE AGATHE - Mme MIFSUD - M. LECOMTE - Mme BALOSSIER - M. CURTIL - Mme GORSE CAILLOU - M. LEFEVRE - Mme MAUPAS - Mme GLASTRA - Mme DUBOIS - Mme PRUVOST-BITAR - Mme AUNOS - Mme REYNAL - Mme BENOIST - **Ont donné mandat de voter en leur nom :** Mme LUDMANN à M. LEFEVRE - M. GAUDION à Mme GLASTRA - M. DELACROY à Mme ROBERT - Mme BOUTEMY à Mme SIBILLE - Mme LEPITRE à M. GAUDUBOIS - Mme AIT M BARK à Mme LOISELEUR - M. CHAPUIS à M. REIGNAULT - M. FLEURETTE à Mme PRUVOST-BITAR - M. BOULANGER à Mme AUNOS - M. GEOFFROY à Mme BENOIST - **Absents :** M. REIGNAULT – M. CHAPUIS par le pouvoir donné à M. REIGNAULT - Mme VALLER - M. DIEDRICH - **Secrétaire de séance :** Mme BENOIST - **Présidence de séance :** Mme LOISELEUR, Maire.

## N° 22 - Création d'emplois non permanents pour répondre à un besoin saisonnier

**Monsieur GAUDUBOIS expose :**

Vu le Code de la Fonction Publique, en particulier son article L. 332-14,

Vu le décret n° 88-145 du 15 février 1988 modifié, portant diverses dispositions relatives aux agents contractuels de la fonction publique territoriale,

Vu l'avis de la commission des finances en date du 03 décembre 2024 ;

Pour assurer le bon fonctionnement de certains services en période de vacances scolaires (centre d'accueil de mineurs sans hébergement, piscine, animations de loisirs et service jeunesse), il est nécessaire de faire appel à du personnel recruté en qualité d'agent contractuel pour faire face à des besoins liés à un accroissement saisonnier d'activités en application de l'article L. 332-14 du Code de la Fonction Publique susvisé.

*L'exposé entendu,* ***Madame le Maire*** *a soumis au vote ce projet de délibération et* ***le Conseil Municipal*** *à main levée et* ***à l'unanimité,***

- a créée les emplois d'animateur saisonnier à temps complet, en accueil collectif de mineurs sans hébergement sur le grade d'adjoint d'animation, pour les périodes suivantes :

| Périodes | Saisonniers |
|---|---|
| Vacances d'hivers 2025 | 14 |
| Vacances de printemps 2025 | 14 |
| Vacances d'été 2025 | |
| Juillet | 25 |
| Août | 14 |
| Vacances de Toussaint 2025 | 14 |

Acte exécutoire le 19 DEC. 2024 - Reçu par la Préfecture le 19 DEC. 2024 et publié sur le site internet de la Ville le 19 DEC. 2024

- a créée les emplois d'animateur à temps complet pour l'animation « les Lézards d'été » sur le grade d'adjoint d'animation, pour la période suivante :

| Période | Saisonniers |
|---|---|
| Vacances d'été 2025 | 2 |

- a créée les emplois d'animateur à temps complet pour le service jeunesse sur le grade d'adjoint d'animation, pour la période suivante :

| Périodes | Saisonniers |
|---|---|
| Vacances d'hivers 2025 | 2 |
| Vacances de printemps 2025 | 2 |
| Vacances d'été 2025 | 2 |
| Vacances de Toussaint 2025 | 2 |

- a créée les emplois d'adjoint technique à temps complet sur le grade d'adjoint technique pour la piscine municipale pour la période suivante :

| Période | Saisonniers |
|---|---|
| Vacances d'été 2022 | 1 |

- a autorisé Mme le Maire à procéder au recrutement des agents contractuels pour chaque période précitée et dans la limite des emplois ouverts, en application de l'article L. 332-14 du Code de la Fonction Publique susvisé,
- a rémunéré les agents contractuels sur un des échelons de l'échelle indiciaire des grades concernés en tenant compte des diplômes obtenus et de l'expérience professionnelle de l'agent contractuel,
- a accordé éventuellement aux agents contractuels, le bénéfice du régime indemnitaire des cadres d'emplois concernés.

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget, chapitre 012.

*Le Secrétaire de Séance*
Magalie BENOIST

MAIRIE DE SENLIS (Oise)

*Le Maire*
Pascale LOISELEUR

*Cette délibération peut faire l'objet d'un recours dans un délai de deux mois à compter de sa publicité et de sa transmission au contrôle de légalité, par courrier adressé au Tribunal administratif d'Amiens, 14 rue Lemerchier, 80000 AMIENS, ou via l'application Télérecours citoyens, accessible via le site internet www.telerecours.fr.*

# Extrait du REGISTRE des

# DÉLIBÉRATIONS du CONSEIL MUNICIPAL

## SÉANCE du jeudi 12 décembre 2024

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Le Conseil Municipal de la Commune de SENLIS (Oise), légalement convoqué le 6 décembre 2024 par Madame LOISELEUR, Maire, s'est assemblé le jeudi 12 décembre 2024 à 19h00 au lieu ordinaire de ses séances à l'Hôtel de Ville de Senlis, en vue de délibérer sur les affaires inscrites à l'ordre du jour.

Nombre de conseillers municipaux en exercice : 33 - Présents : 21 - Pouvoirs : 10 - Votants : 31 - Absents : 2

**Présents :** Mme LOISELEUR - Mme ROBERT - M. GAUDUBOIS - Mme SIBILLE - M. GUÉDRAS - M. NGUYEN PHUOC VONG - Mme PALIN SAINTE AGATHE - M. REIGNAULT - Mme MIFSUD - M. LECOMTE - Mme BALOSSIER - M. CURTIL - Mme GORSE CAILLOU - M. LEFEVRE - Mme MAUPAS - Mme GLASTRA - Mme DUBOIS - Mme PRUVOST-BITAR - Mme AUNOS - Mme REYNAL - Mme BENOIST - **Ont donné mandat de voter en leur nom :** Mme LUDMANN à M. LEFEVRE - M. GAUDION à Mme GLASTRA - M. DELACROY à Mme ROBERT - Mme BOUTEMY à Mme SIBILLE - Mme LEPITRE à M. GAUDUBOIS - Mme AIT M BARK à Mme LOISELEUR - M. CHAPUIS à M. REIGNAULT - M. FLEURETTE à Mme PRUVOST-BITAR - M. BOULANGER à Mme AUNOS - M. GEOFFROY à Mme BENOIST - **Absents :** Mme VALLER - M. DIEDRICH - **Secrétaire de séance :** Mme BENOIST - **Présidence de séance :** Mme LOISELEUR, Maire.

## N° 23 - Régime indemnitaire des agents de la filière Police Municipale

**Monsieur GAUDUBOIS expose :**

Vu le Code Général de la Fonction Publique, et notamment son article L. 714-13 ;

Vu le décret n° 2024-614 du 26 juin 2024 relatif au régime indemnitaire des fonctionnaires relevant des cadres d'emplois de la police municipale et des fonctionnaires relevant du cadre d'emplois des gardes champêtres ;

Considérant qu'en application de l'article L.714-13 du Code Général de la Fonction Publique, les agents publics relevant des cadres d'emplois de la police municipale et relevant du cadre d'emplois des gardes-champêtres bénéficient d'un régime indemnitaire spécifique qui ne relèvent pas du régime indemnitaire dénommé « RIFSEEP » attribué aux autres cadres d'emplois de la fonction publique territoriale.

Considérant que le régime indemnitaire des agents relevant de la filière police municipale et des gardes champêtres était composé de l'indemnité spéciale mensuelle des fonctions (ISMF) et de l'indemnité d'administration et de technicité (IAT), laquelle ne pouvait être versée qu'aux agents de catégorie C dont l'indice brut était inférieur à 380. Il était ainsi particulièrement limité et ne permettait pas de rendre attractif ces métiers.

Considérant qu'un nouveau régime indemnitaire des agents relevant des cadres d'emplois de la filière police municipale et du cadre d'emplois des gardes champêtres a été institué par le décret n° 2024-614 du 26 juin 2024, qui se substitue au précédent régime indemnitaire.
Que ce nouveau régime indemnitaire vise à simplifier et rendre plus attractif le régime indemnitaire des policiers municipaux et gardes-champêtres, lesquels exercent des métiers en tension.
Qu'il étend ainsi à l'ensemble des agents publics des cadres d'emplois de la police municipale et des gardes champêtres l'actuelle indemnité spéciale de fonction (ISFE), avec des taux plafonds réévalués et une composition en deux parts : une part fixe et une part variable tenant compte de l'engagement professionnel et de la manière de servir.

Considérant que depuis le 29 juin 2024, les collectivités et établissements peuvent instituer par délibération ce régime indemnitaire en lieu et place du précédent après consultation pour avis du Comité Social Territorial (C.S.T.),

Acte exécutoire le 19 DEC. 2024 - Reçu par la Préfecture le 19 DEC. 2024 et publié sur le site internet de la Ville le 19 DEC. 2024

Considérant que le régime antérieur fondé sur l'ISMF et l'IAT sera dépourvu de base légale à compter du 1er janvier 2025.

Au regard de ces éléments et en raison de la nécessité de disposer de policiers municipaux pour mener à bien les missions de prévention et de sécurité au plus près de la population et d'offrir des conditions d'emploi attractives, la collectivité souhaite instaurer l'indemnité spéciale de fonction et d'engagement (ISFE) et abroger la délibération instaurant l'indemnité d'administration et de technicité (IAT) et l'indemnité spéciale mensuelle de fonctions (ISMF).

Vu les délibérations du 26 mars 2007 relative à l'ISMF et du 30 novembre 2009 relative à l'IAT constituant le régime indemnitaire des agents de la filière police municipale,

Vu l'avis de la commission des finances en date du 03 décembre 2024 ;

Considérant le besoin d'attribuer un régime indemnitaire aux policiers municipaux qui exercent leurs missions au sein de la collectivité.

Vu l'avis du comité social territorial en date du 27 novembre 2024 ;

*L'exposé entendu,* ***Madame le Maire*** *a soumis au vote ce projet de délibération et* ***le Conseil Municipal*** *à main levée et* ***à l'unanimité,***

1- a abrogé la délibération instaurant l'indemnité d'administration et de technicité (IAT) et l'indemnité spéciale mensuelle de fonctions (ISMF).

2- a instauré l'indemnité spéciale de fonction et d'engagement dans les conditions ci-après.

**Article 1 :**
D'instaurer l'indemnité spéciale de fonction et d'engagement à compter du 1er janvier 2025

**Article 2 :**
D'instaurer l'indemnité spéciale de fonction et d'engagement au bénéfice des agents relevant des cadres d'emplois suivants :

- Les fonctionnaires relevant du cadre d'emplois des chefs de service de police municipale
- Les fonctionnaires relevant du cadre d'emplois des agents de police municipale

**Article 3 :**
D'instaurer une part fixe de l'indemnité spéciale de fonction et d'engagement.
Son montant correspondra au pourcentage mentionné ci-dessous appliqué au montant du traitement soumis à retenue pour pension.

- 32 % pour le cadre d'emplois des chefs de service de police municipale ;
- 30 % pour le cadre d'emplois des agents de police municipale ;

La part fixe de l'indemnité spéciale de fonction et d'engagement est versée mensuellement.

**Article 4 :**
D'instaurer une part variable de l'indemnité spéciale de fonction et d'engagement, dont le montant plafond sera le suivant :

- 7000 € pour le cadre d'emplois des chefs de service de police municipale ;
- 5000 € pour le cadre d'emplois des agents de police municipale ;

La part variable sera attribuée en fonction de l'engagement professionnel et de la manière de servir appréciés selon les critères d'appréciation de la valeur professionnelle retenus pour l'entretien professionnel annuel

La part variable de l'indemnité spéciale de fonction et d'engagement est versée mensuellement dans la limite de 50% du plafond défini au présent article. Elle pourra être complétée d'un versement annuel sans que la somme des versements dépasse ce même plafond.

**Article 5 :**
Pour les agents déjà en fonction au sein de la collectivité, lorsque le montant global (part fixe et part variable) mensuel perçu par l'agent public est inférieur à celui perçu au titre du régime indemnitaire antérieur, à l'exclusion de tout versement à caractère exceptionnel, ce montant précédemment perçu peut être conservé, à titre individuel.
Il sera versé, au titre de la part variable, au-delà du pourcentage de 50% mentionné à l'article 4 dans la limite du montant plafond mentionné à l'article 4.

**Article 6 :**
En cas de congé de maladie, la part fixe de l'indemnité spéciale de fonction et d'engagement suit le sort du traitement.

Le montant de la part variable de l'indemnité spéciale de fonction et d'engagement a vocation à être réajusté, après chaque entretien professionnel et il appartient à l'autorité territoriale d'apprécier si l'impact de l'absence sur l'atteinte des résultats, eu égard notamment à sa durée et compte tenu de la manière de servir de l'agent, doit ou non se traduire par une baisse.

**Article 7 :**
L'indemnité spéciale de fonction et d'engagement est exclusive de toutes autres primes et indemnités liées aux fonctions et à la manière de servir.
L'indemnité spéciale de fonction et d'engagement a donc vocation à remplacer l'indemnité spéciale mensuelle de fonction ainsi que l'indemnité d'administration et de technicité (IAT).
Elle est cumulable, en revanche, avec :

- les indemnités horaires pour travaux supplémentaires attribuées dans les conditions fixées par le décret n° 2002-60 du 14 janvier 2002,
- les primes et indemnités compensant le travail de nuit, le dimanche ou les jours fériés ainsi que les astreintes et le dépassement régulier du cycle de travail définis par les décrets n° 2000-815 du 25 août 2000 et n° 2001-623 du 12 juillet 2001.

**Article 8 :**
Les primes et indemnités fixées par la présente délibération feront l'objet d'un ajustement automatique lorsque les taux de base seront revalorisés ou modifiés par un texte réglementaire.

**Article 9 :**
Les crédits correspondants seront prévus et inscrits au budget, chapitre 012.

*Le Secrétaire de Séance*
Magalie BENOIST

MAIRIE DE SENLIS (Oise)

*Le Maire*
Pascale LOISELEUR

*Cette délibération peut faire l'objet d'un recours dans un délai de deux mois à compter de sa publicité et de sa transmission au contrôle de légalité, par courrier adressé au Tribunal administratif d'Amiens, 14 rue Lemerchier, 80000 AMIENS, ou via l'application Télérecours citoyens, accessible via le site internet www.telerecours.fr.*

# Extrait du REGISTRE des

# DÉLIBÉRATIONS du CONSEIL MUNICIPAL

## SÉANCE du jeudi 12 décembre 2024

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Le Conseil Municipal de la Commune de SENLIS (Oise), légalement convoqué le 6 décembre 2024 par Madame LOISELEUR, Maire, s'est assemblé le jeudi 12 décembre 2024 à 19h00 au lieu ordinaire de ses séances à l'Hôtel de Ville de Senlis, en vue de délibérer sur les affaires inscrites à l'ordre du jour.

Nombre de conseillers municipaux en exercice : 33 - Présents : 21 - Pouvoirs : 10 - Votants : 31 - Absents : 2

**Présents :** Mme LOISELEUR - Mme ROBERT - M. GAUDUBOIS - Mme SIBILLE - M. GUÉDRAS - M. NGUYEN PHUOC VONG - Mme PALIN SAINTE AGATHE - M. REIGNAULT - Mme MIFSUD - M. LECOMTE - Mme BALOSSIER - M. CURTIL - Mme GORSE CAILLOU - M. LEFEVRE - Mme MAUPAS - Mme GLASTRA - Mme DUBOIS - Mme PRUVOST-BITAR - Mme AUNOS - Mme REYNAL - Mme BENOIST - **Ont donné mandat de voter en leur nom :** Mme LUDMANN à M. LEFEVRE - M. GAUDION à Mme GLASTRA - M. DELACROY à Mme ROBERT - Mme BOUTEMY à Mme SIBILLE - Mme LEPITRE à M. GAUDUBOIS - Mme AIT M BARK à Mme LOISELEUR - M. CHAPUIS à M. REIGNAULT - M. FLEURETTE à Mme PRUVOST-BITAR - M. BOULANGER à Mme AUNOS - M. GEOFFROY à Mme BENOIST - **Absents :** Mme VALLER - M. DIEDRICH - **Secrétaire de séance :** Mme BENOIST - **Présidence de séance :** Mme LOISELEUR, Maire.

## N° 24 - Création d'emplois d'intervenant artistique vacataire

**Monsieur GAUDUBOIS expose :**

Vu le Code de la Fonction Publique,

Vu le décret n° 88-145 du 15 février 1988 modifié, portant diverses dispositions relatives aux agents contractuels de la fonction publique territoriale, notamment son article 1 (dernière phrase),

Vu la délibération du Conseil Municipal n° 17 du 28 juin 2018 portant création d'emplois d'intervenant artistique vacataire,

Vu l'avis de la commission des finances en date du 03 décembre 2024 ;

Le conservatoire municipal de musique et de danse est amené à solliciter ponctuellement des intervenants pour participer à des jurys d'examens spécifiques à la danse ou aux musiques actuelles. Pour les autres disciplines, les examens sont organisés par l'Union des Etablissements d'Enseignement Artistique de l'Oise (UDEEA60) – 62 rue de Soissons, 60800 CREPY-EN-VALOIS, à laquelle adhère le conservatoire municipal de Senlis.

Il peut faire appel également à des musiciens en renfort pour les prestations délivrées par les ensembles du conservatoire municipal de musique et de danse (instruments spécifiques, complément de pupitre...). Il s'agit habituellement des concerts donnés lors des Journées du Patrimoine en septembre, du concert de jazz en novembre, du concert du nouvel An en janvier et des rencontres de jazz en juin, ou encore de prestations lors de cérémonies officielles.

Il revient au Conseil Municipal de créer ces emplois d'intervenant artistique vacataire pour le compte du conservatoire municipal de musique et de danse au titre de l'année 2025 et d'en déterminer leur rémunération.

*L'exposé entendu,* ***Madame le Maire*** *a soumis au vote ce projet de délibération et* ***le Conseil Municipal*** *à main levée et* ***à l'unanimité,***

- a décidé de la création de **5 emplois d'intervenant artistique vacataire** pour les jurys d'examens du conservatoire municipal de musique et de danse,
- a fixé le nombre de vacations pour chaque emploi d'intervenant vacataire à **6 vacations** au maximum par jury d'examens et plafonné à **30 vacations annuelles**, une vacation égale une heure,

Acte exécutoire le 19 DEC. 2024 - Reçu par la Préfecture le 19 DEC. 2024 et publié sur le site internet de la Ville le 19 DEC. 2024

- a décidé de la création de **5 emplois de musicien vacataire** pour les renforts lors des prestations des ensembles du conservatoire municipal de musique et de danse,

- a fixé le nombre de vacations pour chaque emploi de musicien vacataire à **10 vacations** au maximum par prestation (y compris les répétitions éventuelles) et plafonné à **50 vacations annuelles**, une vacation égale une heure.

- a fixé le taux de vacation à **22 €.**

- a autorisé Madame le Maire à prendre tous les actes afférents à la présente délibération.

Le paiement des vacations sera effectué sur présentation d'un mémoire récapitulatif.

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget, chapitre 012.

*Le Secrétaire de Séance*
Magalie BENOIST

MAIRIE DE SENLIS (60)

*Le Maire*
Pascale LOISELEUR

*Cette délibération peut faire l'objet d'un recours dans un délai de deux mois à compter de sa publicité et de sa transmission au contrôle de légalité, par courrier adressé au Tribunal administratif d'Amiens, 14 rue Lemerchier, 80000 AMIENS, ou via l'application Télérecours citoyens, accessible via le site internet www.telerecours.fr.*

# Extrait du REGISTRE des

# DÉLIBÉRATIONS du CONSEIL MUNICIPAL

## SÉANCE du jeudi 12 décembre 2024

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Le Conseil Municipal de la Commune de SENLIS (Oise), légalement convoqué le 6 décembre 2024 par Madame LOISELEUR, Maire, s'est assemblé le jeudi 12 décembre 2024 à 19h00 au lieu ordinaire de ses séances à l'Hôtel de Ville de Senlis, en vue de délibérer sur les affaires inscrites à l'ordre du jour.

Nombre de conseillers municipaux en exercice : 33 - Présents : 21 - Pouvoirs : 10 - Votants : 31 - Absents : 2

**Présents :** Mme LOISELEUR - Mme ROBERT - M. GAUDUBOIS - Mme SIBILLE - M. GUÉDRAS - M. NGUYEN PHUOC VONG - Mme PALIN SAINTE AGATHE - M. REIGNAULT - Mme MIFSUD - M. LECOMTE - Mme BALOSSIER - M. CURTIL - Mme GORSE CAILLOU - M. LEFEVRE - Mme MAUPAS - Mme GLASTRA - Mme DUBOIS - Mme PRUVOST-BITAR - Mme AUNOS - Mme REYNAL - Mme BENOIST - **Ont donné mandat de voter en leur nom :** Mme LUDMANN à M. LEFEVRE - M. GAUDION à Mme GLASTRA - M. DELACROY à Mme ROBERT - Mme BOUTEMY à Mme SIBILLE - Mme LEPITRE à M. GAUDUBOIS - Mme AIT M BARK à Mme LOISELEUR - M. CHAPUIS à M. REIGNAULT - M. FLEURETTE à Mme PRUVOST-BITAR - M. BOULANGER à Mme AUNOS - M. GEOFFROY à Mme BENOIST - **Absents :** Mme VALLER - M. DIEDRICH - **Secrétaire de séance :** Mme BENOIST - **Présidence de séance :** Mme LOISELEUR, Maire.

## N° 25 - Modification des conditions de participation de la collectivité à la protection sociale complémentaire de ses agents

**Monsieur GAUDUBOIS expose :**

Vu le code général de la fonction publique notamment ses articles L827-1 à L827-12 ;

Vu l'ordonnance n° 2021-175 du 17 février 2021 relative à la protection sociale complémentaire dans la fonction publique

Vu le décret n° 2011-1474 du 8 novembre 2011 relatif à la participation des collectivités territoriales et de leurs établissements publics au financement de la protection complémentaire de leurs agents ;

Vu le décret n° 2022-581 du 20 avril 2022 relatif aux garanties de protection sociale complémentaire et à la participation obligatoire des collectivités territoriales et de leurs établissements publics à leur financement ;

Vu la délibération n°27 du 15 décembre 2021 relative à la participation de la ville de Senlis au contrat de prévoyance des agents communaux ;

Vu la délibération du 14 décembre 2023 relative à l'adhésion à un contrat groupe pour le risque prévoyance ;

Vu l'avis du Comité Social Territorial du 27 novembre 2024 ;

Vu l'avis de la commission des finances en date du 03 décembre 2024 ;

L'ordonnance n°2021-175 du 17 février 2021 et le décret n°2022-581 du 20 avril 2022 ont redéfini la participation des employeurs publics au financement des garanties de protection sociale complémentaire de leurs agents fonctionnaires et contractuels de droit public.

Ainsi et à l'instar du secteur privé, la participation financière de l'employeur deviendra obligatoire à compter du 1er janvier 2025 pour les garanties prévoyance pour un montant qui ne pourra être inférieur à 7 € par mois et par agent, et à compter du 1er janvier 2026 pour les garanties de mutuelle santé pour un montant qui ne pourra être inférieur à 15 €.

Acte exécutoire le 19 DEC. 2024 - Reçu par la Préfecture le 19 DEC. 2024 et publié sur le site internet de la Ville le 19 DEC. 2024

Le Maire rappelle que la Ville de Senlis participe déjà à la protection sociale complémentaire (PSC) de ses agents, sous forme de participation aux cotisations aux mutuelles labellisées (risque santé) et de convention de participation à un contrat groupe souscrit en 2023 par l'intermédiaire du Centre de Gestion de l'Oise (risque prévoyance).

Concernant le risque prévoyance, le périmètre des risques souscrits en 2023 est d'ores et déjà conforme à la réglementation.

Aujourd'hui la participation de la Ville à la PSC de ses agents intervient par prise en charge des cotisations à hauteur de 25 % et dans la limite cumulée de 50 € par mois. La ville n'a cependant pas fixé de plancher forfaitaire et la participation de l'employeur est inférieure, pour certains agents, aux plafonds prévus par le décret du 20 avril 2022.

Afin pour la Ville de se conformer à la réglementation prochainement en vigueur, il s'agit d'instaurer les montants planchers de participation.

*L'exposé entendu,* ***Madame le Maire*** *a soumis au vote ce projet de délibération et* ***le Conseil Municipal*** *à main levée et* ***à l'unanimité, a décidé :***

- de maintenir la participation de la collectivité pour le risque santé à 25 % de la cotisation de l'agent, sans que cette participation puisse être inférieur à 15 €,

- de maintenir la participation de la collectivité pour le risque prévoyance à 25 % de la cotisation de l'agent, dans le cadre d'une convention de participation (contrat groupe), sans que cette participation puisse être inférieure à 7 €,

- de maintenir à 50 € par mois le cumul des participations employeurs aux risques santé et prévoyance.

Ces dispositions prendront effet à partir du 1er janvier 2025.

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget, chapitre 012.

*Le Secrétaire de Séance*
Magalie BENOIST

MAIRIE DE SENLIS (Oise)

*Le Maire*
Pascale LOISELEUR

*Cette délibération peut faire l'objet d'un recours dans un délai de deux mois à compter de sa publicité et de sa transmission au contrôle de légalité, par courrier adressé au Tribunal administratif d'Amiens, 14 rue Lemerchier, 80000 AMIENS, ou via l'application Télérecours citoyens, accessible via le site internet www.telerecours.fr.*

# Extrait du REGISTRE des

# DÉLIBÉRATIONS du CONSEIL MUNICIPAL

## SÉANCE du jeudi 12 décembre 2024

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Le Conseil Municipal de la Commune de SENLIS (Oise), légalement convoqué le 6 décembre 2024 par Madame LOISELEUR, Maire, s'est assemblé le jeudi 12 décembre 2024 à 19h00 au lieu ordinaire de ses séances à l'Hôtel de Ville de Senlis, en vue de délibérer sur les affaires inscrites à l'ordre du jour.

Nombre de conseillers municipaux en exercice : 33 - Présents : 21 - Pouvoirs : 10 - Votants : 31 - Absents : 2

**Présents :** Mme LOISELEUR - Mme ROBERT - M. GAUDUBOIS - Mme SIBILLE - M. GUÉDRAS - M. NGUYEN PHUOC VONG - Mme PALIN SAINTE AGATHE - M. REIGNAULT - Mme MIFSUD - M. LECOMTE - Mme BALOSSIER - M. CURTIL - Mme GORSE CAILLOU - M. LEFEVRE - Mme MAUPAS - Mme GLASTRA - Mme DUBOIS - Mme PRUVOST-BITAR - Mme AUNOS - Mme REYNAL - Mme BENOIST - **Ont donné mandat de voter en leur nom :** Mme LUDMANN à M. LEFEVRE - M. GAUDION à Mme GLASTRA - M. DELACROY à Mme ROBERT - Mme BOUTEMY à Mme SIBILLE - Mme LEPITRE à M. GAUDUBOIS - Mme AIT M BARK à Mme LOISELEUR - M. CHAPUIS à M. REIGNAULT - M. FLEURETTE à Mme PRUVOST-BITAR - M. BOULANGER à Mme AUNOS - M. GEOFFROY à Mme BENOIST - **Absents :** Mme VALLER - M. DIEDRICH - **Secrétaire de séance :** Mme BENOIST - **Présidence de séance :** Mme LOISELEUR, Maire.

## N° 26 - Revalorisation des personnels de la petite enfance dans le cadre du bonus attractivité prévu par les conventions de moyens et d'objectifs des établissements d'accueil

**Monsieur GAUDUBOIS expose :**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code Général de la Fonction Publique,

Vu la circulaire n°2024-096 portant création d'un bonus attractivité au bénéfice des établissement d'accueil de jeunes enfants,

Vu la délibération du 31 mars 2016 modifiée portant adoption du RIFSEEP au profit du personnel municipal,

Vu la convention d'objectif et de financement conclue avec la Caisse d'Allocation Familiale et ses avenants signés le 26 juin 2024 concernant la Crèche Familiale de Senlis, la Halte Garderie Brichebay et la Halte Garderie du Val d'Aunette,

Considérant les nouvelles dispositions d'accompagnement financier de la caisse d'allocations familiales dans le cadre du bonus attractivité,

Considérant que la Ville de Senlis souhaite valoriser les personnels d'accueil de la petite enfance et bénéficier du bonus attractivité créé par la caisse d'allocations familiales,

Vu l'avis du comité social territorial en date du 27 novembre 2024.

Vu l'avis de la commission des finances en date du 03 décembre 2024 ;

Afin de bénéficier du bonus attractivité, la Ville de Senlis s'engage à revaloriser de façon pérenne la rémunération des personnels exerçant auprès des enfants dans le cadre du bonus attractivité à compter du 1er janvier 2025.

Cette augmentation profitera à l'ensemble des personnels titulaires et contractuels intervenant auprès des enfants ainsi qu'aux personnels exerçant des fonctions de direction en poste au moment de la mise en œuvre du dispositif ou recrutés ultérieurement.

Acte exécutoire le 19 DEC. 2024 - Reçu par la Préfecture le 19 DEC. 2024 et publié sur le site internet de la Ville le 19 DEC. 2024

*L'exposé entendu,* ***Madame le Maire*** *a soumis au vote ce projet de délibération et* ***le Conseil Municipal*** *à main levée et* ***à l'unanimité, a décidé :***

- d'autoriser Madame le Maire, dans le cadre du dispositif de bonus attractivité proposé par la caisse d'allocations familiales, à revaloriser les personnels de la petite enfance, par avenant aux contrats de travail des assistantes maternelles ou par abondement de l'IFSE pour les agents relevant de ce régime, à hauteur de 100 € nets mensuels.

- de préciser que les crédits correspondants sont inscrits au chapitre 012 du budget de la Commune.

*Le Secrétaire de Séance*
Magalie BENOIST

MAIRIE DE SENLIS 60300

*Le Maire*
Pascale LOISELEUR

*Cette délibération peut faire l'objet d'un recours dans un délai de deux mois à compter de sa publicité et de sa transmission au contrôle de légalité, par courrier adressé au Tribunal administratif d'Amiens, 14 rue Lemerchier, 80000 AMIENS, ou via l'application Télérecours citoyens, accessible via le site internet www.telerecours.fr.*

# Extrait du REGISTRE des

# DÉLIBÉRATIONS du CONSEIL MUNICIPAL

## SÉANCE du jeudi 12 décembre 2024

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Le Conseil Municipal de la Commune de SENLIS (Oise), légalement convoqué le 6 décembre 2024 par Madame LOISELEUR, Maire, s'est assemblé le jeudi 12 décembre 2024 à 19h00 au lieu ordinaire de ses séances à l'Hôtel de Ville de Senlis, en vue de délibérer sur les affaires inscrites à l'ordre du jour.

Nombre de conseillers municipaux en exercice : 33 - Présents : 21 - Pouvoirs : 10 - Votants : 31 - Absents : 2

**Présents :** Mme LOISELEUR - Mme ROBERT - M. GAUDUBOIS - Mme SIBILLE - M. GUÉDRAS - M. NGUYEN PHUOC VONG - Mme PALIN SAINTE AGATHE - M. REIGNAULT - Mme MIFSUD - M. LECOMTE - Mme BALOSSIER - M. CURTIL - Mme GORSE CAILLOU - M. LEFEVRE - Mme MAUPAS - Mme GLASTRA - Mme DUBOIS - Mme PRUVOST-BITAR - Mme AUNOS - Mme REYNAL - Mme BENOIST - **Ont donné mandat de voter en leur nom :** Mme LUDMANN à M. LEFEVRE - M. GAUDION à Mme GLASTRA - M. DELACROY à Mme ROBERT - Mme BOUTEMY à Mme SIBILLE - Mme LEPITRE à M. GAUDUBOIS - Mme AIT M BARK à Mme LOISELEUR - M. CHAPUIS à M. REIGNAULT - M. FLEURETTE à Mme PRUVOST-BITAR - M. BOULANGER à Mme AUNOS - M. GEOFFROY à Mme BENOIST - **Absents :** Mme VALLER - M. DIEDRICH - **Secrétaire de séance :** Mme BENOIST - **Présidence de séance :** Mme LOISELEUR, Maire.

### N° 27 - Mise à disposition de personnel de la Ville au CCAS

**Monsieur GAUDUBOIS expose :**

Vu le code général de la fonction publique et notamment ses articles L512-6 à L512-29 ;

Vu le décret n° 2008-580 du 18 juin 2008 relatif au régime de mise à disposition applicable aux collectivités territoriales et aux établissements publics administratifs locaux ;

Vu la délibération du conseil municipal n° 17 en date du 4 juillet 2019 ;

Vu l'avis favorable du Comité Social Technique en date du 27 novembre 2024 ;

Vu l'accord des agents concernés par la mise à disposition ;

Les agents de la direction de l'action sociale de la ville assurent les missions d'instruction ou d'attribution des aides sociales légales et facultatives pour le compte du Centre communal d'actions sociale.

3 agents sont concernés par cette mise à disposition : la directrice de l'action sociale pour 30 % de son temps de travail, une assistante administrative pour 20 % et une assistante administrative pour 80 % de leur temps de travail respectif.

La convention de mise à disposition des agents de la ville au CCAS est conclue pour une durée de 3 ans à compter du 1er janvier 2025 selon les modalités détaillées dans la convention jointe en annexe.

*L'exposé entendu,* ***Madame le Maire*** *a soumis au vote ce projet de délibération et* ***le Conseil Municipal*** *à main levée et* ***à l'unanimité,***

- a approuvé la mise à disposition des 3 agents de la ville au CCAS selon les termes de la convention de mise à disposition jointe en annexe pour une période de 3 ans à compter du 1er janvier 2025,

- a autorisé Madame le Maire à signer les arrêtés de mise à disposition.

*Le Secrétaire de Séance*
Magalie BENOIST

MAIRIE DE SENLIS (Oise)

*Le Maire*
Pascale LOISELEUR

*Cette délibération peut faire l'objet d'un recours dans un délai de deux mois à compter de sa publicité et de sa transmission au contrôle de légalité, par courrier adressé au Tribunal administratif d'Amiens, 14 rue Lemerchier, 80000 AMIENS, ou via l'application Télérecours citoyens, accessible via le site internet www.telerecours.fr.*

Acte exécutoire le 19 DEC. 2024 - Reçu par la Préfecture le 19 DEC. 2024 et publié sur le site internet de la Ville le 19 DEC. 2024

Conseil Municipal du 12 décembre 2024
Délibération n°27 - Annexe 1

Acte exécutoire le 19/12/2024
Reçu par la Préfecture le 19/12/2024
Publié sur le Site Internet de la Ville le 19/12/2024

# CONVENTION
## Mise à disposition de personnel communal

**ENTRE LES SOUSSIGNES :**

La Ville de Senlis, représentée par Patrick GAUDUBOIS, 2ème Adjoint Délégué aux finances, aux affaires générales, aux économies d'énergie et aux mobilités, agissant au nom et pour le compte de la Ville, sise Place Henri IV, BP 50122, 60309 Senlis Cedex.

Ci-après désignée « la Ville ».

**ET**

Le Centre Communal d'Action Sociale (CCAS) de Senlis, représenté par Madame Pascale LOISELEUR, Présidente de l'établissement public local.

Ci-après désigné « le CCAS ».

Vu le code général de la fonction publique et notamment ses articles L512-6 à L512-29.

Vu le décret n°2008-580 du 18 juin 2008 relatif au régime de la mise à disposition applicable aux collectivités territoriales et aux établissements publics administratifs locaux.

**PREAMBULE :**

Le Centre communal d'action sociale (CCAS) de Senlis est un établissement public local intervenant dans les domaines de :

- l'aide sociale légale qui, de par la loi, est sa seule attribution obligatoire.

- l'aide sociale facultative, matière pour laquelle il dispose d'une grande liberté d'intervention et pour laquelle il met en œuvre la politique sociale déterminée par les élus locaux en Conseil d'Administration.

Existant de plein droit à l'échelon local et dont la compétence s'exerce uniquement sur le seul territoire de la commune, le Centre communal d'action sociale de Senlis est un établissement public à caractère administratif local (personne morale de droit public).

Cet établissement public, rattaché à la ville, dispose d'une autonomie administrative : son conseil d'administration délibère sur les affaires courantes. Il dispose également d'une autonomie financière avec un budget propre voté annuellement.

**CONDITIONS GENERALES :**

La présente convention a pour objet de définir les conditions de mise à disposition d'agents communaux auprès des services du CCAS pour lui permettre d'accomplir ses missions.

**IL EST CONVENU CE QUI SUIT :**

**Article 1 : Objet**

La Ville met à la disposition du CCAS les moyens humains pour permettre au CCAS d'accomplir ses missions liées à l'aide sociale légale et facultative.

**Article 2 : Nature des fonctions exercées par chaque fonctionnaire mis à disposition**

Ces agents sont mis à disposition selon les modalités suivantes :

| FONCTIONS COMMUNALES OU GRADES | FONCTIONS AU CCAS | QUOTITE |
|---|---|---|
| Directeur de l'action sociale | Directeur du CCAS | 30 % |
| Assistant administratif | Chargé de l'action et de l'aide sociale | 20 % |
| Assistant administratif ou assistant socio-éducatif | Chargé de l'action et de l'aide sociale | 80% |

**Article 3 : Durée de la mise à disposition**

Ces agents sont mis à disposition du CCAS avec effet au **1er janvier 2025**, pour une durée d'une année renouvelable deux fois soit 3 années au total.

**Article 4 : Conditions d'emploi des fonctionnaires mis à disposition**

Pendant la mise à disposition, le travail de ces agents est organisé par le CCAS dans la limite des quotas définis ci-dessus.

La Ville continue à gérer la situation administrative de ces agents (avancement, autorisation de travail à temps partiel, congés de maladie, discipline, entretien annuel d'évaluation… ).

**Article 5 : Rémunération des fonctionnaires mis à disposition**

La Ville verse à ces agents la rémunération correspondant à leur grade ou à leur emploi (traitement et régime indemnitaire).

Le CCAS ne leur verse aucun complément de rémunération.

**Article 6 : Gratuité de la mise à disposition**

La Ville consent la mise à disposition des agents précités à titre gratuit.

**Article 7 : Modalités de contrôle et d'évaluation des activités des agents mis à disposition**

La présidente du CCAS établit, tous les ans, un rapport sur la manière de servir de ces agents, et formule des appréciations. Ce rapport est transmis à la Ville.

En cas de faute disciplinaire, la Ville est saisie par le CCAS, qui lui adresse un rapport relatant les faits reprochés.

**Article 8 : Fin de la mise à disposition**

La mise à disposition des agents peut prendre fin avant le terme fixé à l'article 3 de la présente convention à la demande :

- de la Ville
- du CCAS
- de l'agent

Un délai de 2 mois sera respecté entre la demande de fin de mise à disposition et la date d'effet de celle-ci.

**Article 9 : Juridiction compétente en cas de litige**

Tous les litiges pouvant résulter de l'application de la présente convention relèvent de la compétence du Tribunal Administratif d'Amiens.

La présente convention peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification.

Le tribunal administratif peut être saisi notamment au moyen de l'application informatique télérecours citoyen accessible par le biais du site www.telerecours.fr

Fait à Senlis, le 26 novembre 2024

Le Maire,
Pour le Maire et par délégation,

**Patrick GAUDUBOIS**
*2ème Adjoint Délégué*
*aux finances, aux affaires générales,*
*aux économies d'énergie et aux mobilités*

**Pascale LOISELEUR**
*Présidente*
*du Centre Communal d'Action Sociale*

# Extrait du REGISTRE des

# DÉLIBÉRATIONS du CONSEIL MUNICIPAL

## SÉANCE du jeudi 12 décembre 2024

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Le Conseil Municipal de la Commune de SENLIS (Oise), légalement convoqué le 6 décembre 2024 par Madame LOISELEUR, Maire, s'est assemblé le jeudi 12 décembre 2024 à 19h00 au lieu ordinaire de ses séances à l'Hôtel de Ville de Senlis, en vue de délibérer sur les affaires inscrites à l'ordre du jour.

Nombre de conseillers municipaux en exercice : 33 - Présents : 21 - Pouvoirs : 10 - Votants : 31 - Absents : 2

**Présents :** Mme LOISELEUR - Mme ROBERT - M. GAUDUBOIS - Mme SIBILLE - M. GUÉDRAS - M. NGUYEN PHUOC VONG - Mme PALIN SAINTE AGATHE - M. REIGNAULT - Mme MIFSUD - M. LECOMTE - Mme BALOSSIER - M. CURTIL - Mme GORSE CAILLOU - M. LEFEVRE - Mme MAUPAS - Mme GLASTRA - Mme DUBOIS - Mme PRUVOST-BITAR - Mme AUNOS - Mme REYNAL - Mme BENOIST - **Ont donné mandat de voter en leur nom :** Mme LUDMANN à M. LEFEVRE - M. GAUDION à Mme GLASTRA - M. DELACROY à Mme ROBERT - Mme BOUTEMY à Mme SIBILLE - Mme LEPITRE à M. GAUDUBOIS - Mme AIT M BARK à Mme LOISELEUR - M. CHAPUIS à M. REIGNAULT - M. FLEURETTE à Mme PRUVOST-BITAR - M. BOULANGER à Mme AUNOS - M. GEOFFROY à Mme BENOIST - **Absents :** Mme VALLER - M. DIEDRICH - **Secrétaire de séance :** Mme BENOIST - **Présidence de séance :** Mme LOISELEUR, Maire.

## N° 28 - Attribution d'une subvention de projet à Senlis Athlé

**Monsieur GAUDUBOIS expose :**

Vu la loi n° 2014-856 du 31 juillet 2014 relative à l'économie sociale et solidaire, modifiant la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations en y ajoutant un article qui donne une définition légale de la subvention,

Vu l'avis de la commission des sports du 12 novembre 2024,

Vu l'avis de la commission des finances en date du 03 décembre 2024,

Vu le règlement municipal des aides aux associations,

Le club d'athlétisme local, Senlis Athlé, bénéficie d'une mise à disposition d'équipements dans le complexe sportif Yves Carlier pour les besoins de la pratique sportive. A cet égard l'association a besoin de matériel sportif. Celui-ci est stocké à l'abri et en sécurité (vandalisme et mauvaise utilisation) dans un chalet qui avait été financé et installé par la Ville. Aujourd'hui cet équipement n'est plus en état et présente des défauts de structure et d'étanchéité. Il n'est plus possible de réparer le chalet. L'association souhaite le remplacer et présente un dossier de demande de subvention pour projet faisant apparaître un coût de 7 322,90 €. Le chalet présenté est identique à celui en place actuellement (chalet en bois, toiture 2 pans et ouverture type porte de garage) et sera installé par la société qui commercialise le chalet. L'association demande un financement complet mais il est convenu que la Ville participera à hauteur de la moitié de la somme soit 3 700 €.

En vertu de l'article L. 2131-11 du Code Général des Collectivités Territoriales, il est rappelé que les conseillers municipaux ayant des responsabilités dans la gestion de cette association ne doivent pas prendre part au vote pour celle-ci.

*L'exposé entendu,* ***Madame le Maire*** *a soumis au vote ce projet de délibération et* ***le Conseil Municipal*** *à main levée et* ***à l'unanimité des suffrages exprimés (7 abstentions : M. FLEURETTE par le pouvoir donné à Mme PRUVOST-BITAR, Mme PRUVOST-BITAR, Mme AUNOS, Mme REYNAL, Mme BENOIST, M. BOULANGER par pouvoir donné à Mme AUNOS et M. GEOFFROY par pouvoir donné à Mme BENOIST),***

Acte exécutoire le 19 DEC. 2024 - Reçu par la Préfecture le 19 DEC. 2024 et publié sur le site internet de la Ville le 19 DEC. 2024

- a alloué une subvention de projet à Senlis Athlé d'un montant de 3 700 €, au titre de l'année 2024 qui sera versée sur présentation de justificatifs de dépenses relative à la réalisation de l'évènement.

*Le Secrétaire de Séance*
Magalie BENOIST

MAIRIE DE SENLIS (Oise)

*Le Maire*
Pascale LOISELEUR

*Cette délibération peut faire l'objet d'un recours dans un délai de deux mois à compter de sa publicité et de sa transmission au contrôle de légalité, par courrier adressé au Tribunal administratif d'Amiens, 14 rue Lemerchier, 80000 AMIENS, ou via l'application Télérecours citoyens, accessible via le site internet www.telerecours.fr.*

# Extrait du REGISTRE des

# DÉLIBÉRATIONS du CONSEIL MUNICIPAL

## SÉANCE du jeudi 12 décembre 2024

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Le Conseil Municipal de la Commune de SENLIS (Oise), légalement convoqué le 6 décembre 2024 par Madame LOISELEUR, Maire, s'est assemblé le jeudi 12 décembre 2024 à 19h00 au lieu ordinaire de ses séances à l'Hôtel de Ville de Senlis, en vue de délibérer sur les affaires inscrites à l'ordre du jour.

Nombre de conseillers municipaux en exercice : 33 - Présents : 21 - Pouvoirs : 10 - Votants : 31 - Absents : 2

**Présents :** Mme LOISELEUR - Mme ROBERT - M. GAUDUBOIS - Mme SIBILLE - M. GUÉDRAS - M. NGUYEN PHUOC VONG - Mme PALIN SAINTE AGATHE - M. REIGNAULT - Mme MIFSUD - M. LECOMTE - Mme BALOSSIER - M. CURTIL - Mme GORSE CAILLOU - M. LEFEVRE - Mme MAUPAS - Mme GLASTRA - Mme DUBOIS - Mme PRUVOST-BITAR - Mme AUNOS - Mme REYNAL - Mme BENOIST - **Ont donné mandat de voter en leur nom :** Mme LUDMANN à M. LEFEVRE - M. GAUDION à Mme GLASTRA - M. DELACROY à Mme ROBERT - Mme BOUTEMY à Mme SIBILLE - Mme LEPITRE à M. GAUDUBOIS - Mme AIT M BARK à Mme LOISELEUR - M. CHAPUIS à M. REIGNAULT - M. FLEURETTE à Mme PRUVOST-BITAR - M. BOULANGER à Mme AUNOS - M. GEOFFROY à Mme BENOIST - **Absents :** Mme VALLER - M. DIEDRICH - **Secrétaire de séance :** Mme BENOIST - **Présidence de séance :** Mme LOISELEUR, Maire.

## N° 29 - Versement de la subvention au titre du Pass' Famille 2024-2025

**Monsieur GAUDUBOIS expose :**

Vu la délibération du 30 juin 2008 portant mise en place du Pass' Famille,

Vu la délibération du 15 juin 2017 portant modification des tarifs Pass' Famille,

Afin de soutenir les associations et de permettre aux familles senlisiennes un meilleur accès aux activités sportives et culturelles, une aide financière de 65 € baptisée Pass' Famille a été créée en 2008.

Cette aide bénéficie aux familles senlisiennes titulaires de l'Allocation de Rentrée Scolaire (ARS) ou de l'Allocation d'Éducation de l'Enfant Handicapé (AEEH) pour les enfants âgés entre 6 et 17 ans et inscrits dans une association.

Le versement de cette subvention se fait aux associations, en une seule fois en décembre, sur présentation d'un état récapitulatif des enfants bénéficiaires. L'association déduit le montant perçu, au titre de la subvention, du montant de la cotisation annuelle des enfants attributaires.

Vu l'avis favorable de la Commission des sports en date du 12 novembre 2024.

Vu l'avis de la commission des finances en date du 03 décembre 2024 ;

*L'exposé entendu,* ***Madame le Maire*** *a soumis au vote ce projet de délibération et* ***le Conseil Municipal*** *à main levée et* ***à l'unanimité,***

- a autorisé le versement de la subvention 2024-2025 aux associations qui peuvent y prétendre, conformément à la liste détaillée ci-dessous :

Acte exécutoire le 19 DEC. 2024 - Reçu par la Préfecture le 19 DEC. 2024 et publié sur le site internet de la Ville le 19 DEC. 2024

| Aide au Pass' Famille 2024 | | |
|---|---|---|
| **Association** | **Nombre de bénéficiaires** | **Montant global** |
| AGEMA | 1 | 65,00 € |
| ASSOCIATION CROQUE L'IMAGE | 1 | 65,00 € |
| AUQS | 4 | 260,00 € |
| AUTOUR DE MOZART | 1 | 65,00 € |
| BADMINTON CLUB SENLIS | 1 | 65,00 € |
| BBAC | 16 | 1 040,00 € |
| BILLARD CLUB | 3 | 195,00 € |
| CENTRE EQUESTRE SENLIS | 10 | 650,00 € |
| CERCLE D'ECHECS DE SENLIS | 1 | 65,00 € |
| COMPAGNIE ARC DE MONTAUBAN | 2 | 130,00 € |
| GSSENLIS JUDO | 19 | 1 235,00 € |
| GYMNASTIQUE SENLIS | 23 | 1 495,00 € |
| LA BOITE A SON ET IMAGE | 1 | 65,00 € |
| LES TROIS ARMES DE SENLIS | 4 | 260,00 € |
| LIGNE ET FORME SENLIS | 3 | 195,00 € |
| PPW TAEKWONDO | 5 | 325,00 € |
| RUGBY CLUB SENLIS | 9 | 585,00 € |
| S.O.S.N | 4 | 260,00 € |
| S2B SENLIS | 8 | 520,00 € |
| SCOUTS GUIDES SENLIS | 12 | 780,00 € |
| SENLIS ATHLE SENLIS | 6 | 390,00 € |
| SENLIS FITNESS DANSE | 1 | 65,00 € |
| SENLIS HANDBALL | 22 | 1 430,00 € |
| SENLIS LUTTE OLYMPIQUE | 1 | 65,00 € |
| SENLIS TT | 9 | 585,00 € |
| SHOTO KARATE SENLIS | 8 | 520,00 € |
| STUDIO M | 1 | 65,00 € |
| TENNIS CLUB DE SENLIS | 11 | 715,00 € |
| U S M SENLIS | 47 | 3 055,00 € |
| **Montant total** | **235** | **15 275,00 €** |

*Le Secrétaire de Séance*
Magalie BENOIST

MAIRIE DE SENLIS (60300)

*Le Maire*
Pascale LOISELEUR

*Cette délibération peut faire l'objet d'un recours dans un délai de deux mois à compter de sa publicité et de sa transmission au contrôle de légalité, par courrier adressé au Tribunal administratif d'Amiens, 14 rue Lemerchier, 80000 AMIENS, ou via l'application Télérecours citoyens, accessible via le site internet www.telerecours.fr.*

# Extrait du REGISTRE des

# DÉLIBÉRATIONS du CONSEIL MUNICIPAL

## SÉANCE du jeudi 12 décembre 2024

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Le Conseil Municipal de la Commune de SENLIS (Oise), légalement convoqué le 6 décembre 2024 par Madame LOISELEUR, Maire, s'est assemblé le jeudi 12 décembre 2024 à 19h00 au lieu ordinaire de ses séances à l'Hôtel de Ville de Senlis, en vue de délibérer sur les affaires inscrites à l'ordre du jour.

Nombre de conseillers municipaux en exercice : 33 - Présents : 21 - Pouvoirs : 10 - Votants : 31 - Absents : 2

**Présents :** Mme LOISELEUR - Mme ROBERT - M. GAUDUBOIS - Mme SIBILLE - M. GUÉDRAS - M. NGUYEN PHUOC VONG - Mme PALIN SAINTE AGATHE - M. REIGNAULT - Mme MIFSUD - M. LECOMTE - Mme BALOSSIER - M. CURTIL - Mme GORSE CAILLOU - M. LEFEVRE - Mme MAUPAS - Mme GLASTRA - Mme DUBOIS - Mme PRUVOST-BITAR - Mme AUNOS - Mme REYNAL - Mme BENOIST - **Ont donné mandat de voter en leur nom :** Mme LUDMANN à M. LEFEVRE - M. GAUDION à Mme GLASTRA - M. DELACROY à Mme ROBERT - Mme BOUTEMY à Mme SIBILLE - Mme LEPITRE à M. GAUDUBOIS - Mme AIT M BARK à Mme LOISELEUR - M. CHAPUIS à M. REIGNAULT - M. FLEURETTE à Mme PRUVOST-BITAR - M. BOULANGER à Mme AUNOS - M. GEOFFROY à Mme BENOIST - **Absents :** Mme VALLER - M. DIEDRICH - **Secrétaire de séance :** Mme BENOIST - **Présidence de séance :** Mme LOISELEUR, Maire.

## N° 30 - Création d'un tarif à la séance pour les activités aquatiques

**Monsieur GAUDUBOIS expose :**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L2121-29 et L2122-22,

Vu la délibération n° 7 prise par le Conseil Municipal en séance du 5 juillet 2020 portant les délégations consenties au Maire par le Conseil Municipal, qui prévoit que tout tarif doit être créé initialement par le Conseil Municipal,

Vu l'avis de la commission sport du mardi 12 novembre 2024,

Vu l'avis de la commission des finances en date du 03 décembre 2024.

Le dernier projet d'établissement de la piscine a permis de proposer des séances d'animation aquatique et d'apprentissage des activités de la natation pour les adultes. Il s'agit de cours pour aquaphobe, de perfectionnement de la natation, et d'aquagym. Ces cours sont proposés, pendant les vacances scolaires, du mardi au vendredi en fin de journée et exceptionnellement à d'autres horaires. Jusqu'à aujourd'hui l'animation était gratuite. L'accès à la séance ne comprenait que le coût d'une entrée publique (parfois accès gratuit selon les conditions des tarifs de la piscine). Au fil des années la fréquentation aux cours proposés est devenue si importante que la gestion est compliquée. Afin de permettre une meilleur gestion et compte tenu du service proposé il apparait opportun de créer un tarif de 4 € à la séance. Le tarif proposé fait suite à une étude des coûts et un benchmark des piscines proches et tient compte de l'établissement.

La recette prévisionnelle est de l'ordre de 2 688 € sur la base d'un taux de remplissage de 80 % des cours prévus.

*L'exposé entendu, **Madame le Maire** a soumis au vote ce projet de délibération et **le Conseil Municipal** à main levée et **à l'unanimité,***

- a approuvé la création d'un tarif de 4 euros à la séance d'activité aquatique.

*Le Secrétaire de Séance*
Magalie BENOIST

MAIRIE DE SENLIS (OISE)

*Le Maire*
Pascale LOISELEUR

*Cette délibération peut faire l'objet d'un recours dans un délai de deux mois à compter de sa publicité et de sa transmission au contrôle de légalité, par courrier adressé au Tribunal administratif d'Amiens, 14 rue Lemerchier, 80000 AMIENS, ou via l'application Télérecours citoyens, accessible via le site internet www.telerecours.fr.*

Acte exécutoire le 19 DEC. 2024 - Reçu par la Préfecture le 19 DEC. 2024 et publié sur le site internet de la Ville le 19 DEC. 2024

# Extrait du REGISTRE des

# DÉLIBÉRATIONS du CONSEIL MUNICIPAL

## SÉANCE du jeudi 12 décembre 2024

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Le Conseil Municipal de la Commune de SENLIS (Oise), légalement convoqué le 6 décembre 2024 par Madame LOISELEUR, Maire, s'est assemblé le jeudi 12 décembre 2024 à 19h00 au lieu ordinaire de ses séances à l'Hôtel de Ville de Senlis, en vue de délibérer sur les affaires inscrites à l'ordre du jour.

Nombre de conseillers municipaux en exercice : 33 - Présents : 21 - Pouvoirs : 10 - Votants : 31 - Absents : 2

**Présents :** Mme LOISELEUR - Mme ROBERT - M. GAUDUBOIS - Mme SIBILLE - M. GUÉDRAS - M. NGUYEN PHUOC VONG - Mme PALIN SAINTE AGATHE - M. REIGNAULT - Mme MIFSUD - M. LECOMTE - Mme BALOSSIER - M. CURTIL - Mme GORSE CAILLOU - M. LEFEVRE - Mme MAUPAS - Mme GLASTRA - Mme DUBOIS - Mme PRUVOST-BITAR - Mme AUNOS - Mme REYNAL - Mme BENOIST - **Ont donné mandat de voter en leur nom :** Mme LUDMANN à M. LEFEVRE - M. GAUDION à Mme GLASTRA - M. DELACROY à Mme ROBERT - Mme BOUTEMY à Mme SIBILLE - Mme LEPITRE à M. GAUDUBOIS - Mme AIT M BARK à Mme LOISELEUR - M. CHAPUIS à M. REIGNAULT - M. FLEURETTE à Mme PRUVOST-BITAR - M. BOULANGER à Mme AUNOS - M. GEOFFROY à Mme BENOIST - **Absents :** Mme VALLER - M. DIEDRICH - **Secrétaire de séance :** Mme BENOIST - **Présidence de séance :** Mme LOISELEUR, Maire.

## N° 31 - Projet d'établissement de la Résidence Autonomie Thomas Couture

**Madame PALIN SAINTE AGATHE expose :**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le code de la Santé Publique,

Vu le code de l'Action Sociale et des Familles,

Vu la loi n°2002-2 du 2 janvier 2002 rénovant l'action sociale et médico-sociale,

Vu la délibération du Conseil d'Administration du Centre Communal d'Action Sociale en date du 3 novembre 2015 approuvant le transfert de services du CCAS à la Ville,

Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 3 décembre 2015 approuvant le transfert de services du CCAS à la Ville,

Vu l'avis du Conseil de vie sociale en date du 5 juillet 2024,

Vu l'avis de la Commission Action Sociale et Proximité en date du 3 décembre 2024,

Considérant que l'obligation réglementaire de disposer d'un projet d'établissement est instituée par la loi du 2 janvier 2002,

Le projet d'établissement est l'aboutissement de la réflexion de l'équipe de la Résidence Autonomie Thomas Couture. Il a pour but de présenter les grands axes du fonctionnement de l'établissement. Ce document a pour finalité de formaliser l'adaptation de l'établissement à l'évolution des besoins des personnes accueillies.

Les objectifs de ce projet sont :

- Clarifier le positionnement institutionnel de l'établissement
- Préciser les évolutions en terme de public et de mission
- Donner des repères aux professionnels intervenants au sein de l'établissement
- Adapter une politique d'évolution et de développement de l'établissement en cohérence avec le projet défini

Acte exécutoire le 19 DEC. 2024 - Reçu par la Préfecture le 19 DEC. 2024 et publié sur le site internet de la Ville le 19 DEC. 2024

La durée de validité du projet est de 5 ans.

*L'exposé entendu,* ***Madame le Maire*** *a soumis au vote ce projet de délibération et* ***le Conseil Municipal*** *à main levée et* ***à l'unanimité,***

- a adopté le projet d'établissement de la Résidence Autonomie Thomas Couture, tel qu'annexé,

- a autorisé Madame le Maire, ou l'adjoint délégué, à signer les documents émanant du projet d'établissement de la Résidence Autonomie Thomas Couture et à prendre toutes les mesures utiles pour l'exécution de ce projet et à procéder ultérieurement à leur modification si nécessaire,

- a décidé de fixer la date d'application de ce projet d'établissement au 1er janvier 2025.

*Le Secrétaire de Séance*
Magalie BENOIST

MAIRIE DE SENLIS (Oise)

*Le Maire*
Pascale LOISELEUR

*Cette délibération peut faire l'objet d'un recours dans un délai de deux mois à compter de sa publicité et de sa transmission au contrôle de légalité, par courrier adressé au Tribunal administratif d'Amiens, 14 rue Lemerchier, 80000 AMIENS, ou via l'application Télérecours citoyens, accessible via le site internet www.telerecours.fr.*

Conseil Municipal du 12 décembre 2024
Délibération n°31 - Annexe 1

Acte exécutoire le 19/12/2024
Reçu par la Préfecture le 19/12/2024
Publié sur le Site Internet de la Ville le 19/12/2024

**Résidence autonomie Thomas Couture**
**24 rue Thomas Couture**
**60300 SENLIS**
**Tél : 03 44 60 03 24**

# Projet d'établissement

# 2025 - 2029



*SOMMAIRE*

PRÉAMBULE ..... 4
I- DESCRIPTION DE L'ETABLISSEMENT ..... 5
1. Fiche d'identité ..... 5
2. Historique de l'établissement ..... 5
3. Les missions de l'établissement ..... 5
II - ORGANISATION ET FONCTIONNEMENT DE LA RESIDENCE AUTONOMIE ..... 7
1. La population ..... 7
a. Répartition hommes / femmes ..... 7
b. Provenance des résidents ..... 7
c. GIR (au 31/12/2024) ..... 7
2. Les missions et valeurs de la résidence ..... 8
3. L'hébergement ..... 8
4. Le personnel ..... 10
a. Organigramme ..... 11
b. Formation des agents ..... 12
c. L'évaluation des agents ..... 12
III – MODALITÉS D'ACCUEIL ET D'ACCOMPAGNEMENT D'UN RÉSIDENT ..... 13
1. L'accueil d'un résident ..... 13
2. L'accompagnement d'un résident ..... 13
3. La continuité des soins ..... 14
4. Les limites de prise en charge dans l'établissement ..... 14
5. La prévention ..... 14
6. Promouvoir la bientraitance et lutter contre la maltraitance ..... 15
IV- LE PROJET D'ANIMATION ..... 17
1. Le Contrat Pluriannuel d'Objectifs et de Moyens (CPOM) ..... 17
2. L'objectif d'animer ..... 17
V – SECURITE ET PREVENTION DES RISQUES ..... 21
1. Les appartements ..... 21
2. Le bâtiment et son équipement ..... 21
3. La gestion des évènements indésirables ..... 22
4. La sécurité ..... 22
5. Plan canicule ..... 22
6. RGPD ..... 23

VI- LA COMMUNICATION ..... 24
1. Le Conseil de Vie Sociale (CVS) ..... 24
2. Les réunions d'équipe ..... 24
3. Le livret d'accueil ..... 24
4. Le tableau d'affichage ..... 24
5. Le P'tit Thomas ..... 25
VII – OUVERTURE SUR L'EXTERIEUR ..... 26
VIII – LES OBJECTIFS D'EVOLUTION, DE PROGRESSION, ET DE DEVELOPPEMENT ..... 27
1. Poursuivre la réhabilitation des logements avec l'OPAC ..... 27
2. Faire venir une nouvelle intervenante pour contribuer à l'actualisation des projets de vie ..... 27
3. Réorganiser le fonctionnement de l'établissement afin de réduire notamment le nombre de personnels différents ..... 27
4. Assurer un suivi des travaux ..... 28
5. Sécurité : réaliser un exercice d'évacuation avec le SDIS ..... 28
6. Favoriser la formation des agents ..... 28
7. Poursuivre l'ouverture de la résidence sur l'extérieur ..... 28
IX – L'EVALUATION DU PROJET D'ETABLISSEMENT ..... 29
ANNEXES ..... 30
- Glossaire
- Charte des droits et libertés de la personne accueillie
- Consignes de sécurité dans un établissement recevant des personnes âgées

# PRÉAMBULE

La loi n° 2002-2 du 2 janvier 2002 rénovant l'action sociale et médico-sociale fait l'obligation aux établissements et services sociaux et médico-sociaux dans son article 12 (Article L. 311-8 du code de l'action sociale et des familles) d'élaborer un projet d'établissement ou de service.

Un projet d'établissement définit les objectifs de la structure, notamment en matière de coordination, de coopération et d'évaluation des activités et de la qualité des prestations, ainsi que ses modalités d'organisation et de fonctionnement.

Ce projet est établi pour une durée maximale de cinq ans après consultation du conseil de vie sociale ou, le cas échéant, après mise en œuvre d'une autre forme de participation.

Ainsi la résidence autonomie Thomas Couture entre dans la démarche qualité afin de garantir un hébergement et un accompagnement en adéquation avec la population accueillie et répond à la réglementation en vigueur.

# I- DESCRIPTION DE L'ETABLISSEMENT

## 1. Fiche d'identité

| | |
|---|---|
| Nom de l'établissement | Résidence Autonomie Thomas Couture |
| Adresse de l'établissement | 24 rue Thomas Couture<br>60300 SENLIS |
| Coordonnées téléphoniques | 03 44 60 03 24 |
| Adresse électronique | Terrade.l@ville-senlis.fr |
| Nom du directeur du Service | Caroline ROSSI |
| Nom du responsable de l'établissement | Liz TERRADE |
| Type d'établissement | Résidence Autonomie |
| Capacité d'accueil | 52 logements |
| Numéro FINESS | 600106157 |
| Date d'ouverture | 15 janvier 1982 |
| Propriétaire du bâtiment | OPAC DE L'OISE |
| Gestionnaire de l'établissement | Mairie de Senlis |

## 2. Historique de l'établissement

La résidence autonomie Thomas Couture située sur le cours Thoré Montmorency, limitrophe du centre-ville historique de la Ville de Senlis est gérée par la mairie de Senlis, via son service action sociale.

Le bâti est une propriété de l'OPAC et la commune loue les murs via un bail à construction qui prendra fin le 31 Décembre 2046 – date à laquelle la Ville sera propriétaire des lieux. Le terrain, où se situe l'établissement, appartient à la Ville.

La Mairie règle ainsi à l'OPAC une redevance dont une partie est consacrée à une avance pour travaux.

La résidence a été conçue au début des années 1980 afin de répondre aux besoins de la population vieillissante.

La loi du 28 décembre 2015 relative à l'adaptation de la société au vieillissement a modifié le schéma des logements-foyers pour les transformer en résidence autonomie.

Ainsi, en janvier 2017, la résidence autonomie s'est vue accorder par le Conseil Départemental de l'Oise une subvention dans le cadre du forfait autonomie afin de contribuer au développement du maintien ou à l'entretien des facultés physiques, cognitives, sensorielles, motrices et psychiques.

## 3. Les missions de l'établissement

La résidence Autonomie Thomas Couture, dispose d'un Contrat Pluriannuel d'Objectifs et de Moyens (CPOM), contracté avec le Conseil Départemental et l'Agence Régionale de Santé depuis le 12 janvier 2017, et qui lui alloue un Forfait Autonomie. Les missions de l'établissement au regard du forfait autonomie sont développées principalement dans le projet d'animation.

D’une manière générale, la résidence s’engage sur les missions suivantes :

-permettre aux seniors de continuer à vivre indépendant tout en étant dans un environnement adapté et sécurisé
-Repérer les personnes dites fragiles
-Repérer et prévenir l'isolement social
-Développer du lien social
-Mettre en place des actions de prévention en matière de maintien à domicile

De plus, la résidence a également développé des prestations minimales, conformément au décret n° 2016-696 du 27 mai 2016 :

-Prestations d’administration générale : gestion administrative de l’ensemble du séjour (état des lieux d’entrée et de sortie, contrat de séjour), suivi du contrat personnalisé, accompagnement des résidents pour leurs démarches.

-Mise à disposition d’un logement privatif, au sens de l’article R. 111-3 du code de la construction et de l’habitation, comprenant en sus des connectiques nécessaires pour recevoir la télévision et installer le téléphone.

-Mise à disposition et entretien de locaux collectifs en application de l’article R. 633-1 du code de la construction et de l’habitation.

-Accès à une offre d’actions collectives et individuelles de prévention de la perte d’autonomie au sein de l’établissement ou à l’extérieur de celui-ci.

-Accès à un service de restauration par tous moyens.

-Accès à un service de blanchisserie par tous moyens.

-Accès aux moyens de communication, y compris Internet, dans tout ou partie de l’établissement.

-Accès à un dispositif de sécurité apportant au résident 24h/24 une assistance par tous moyens et lui permettant de se signaler.

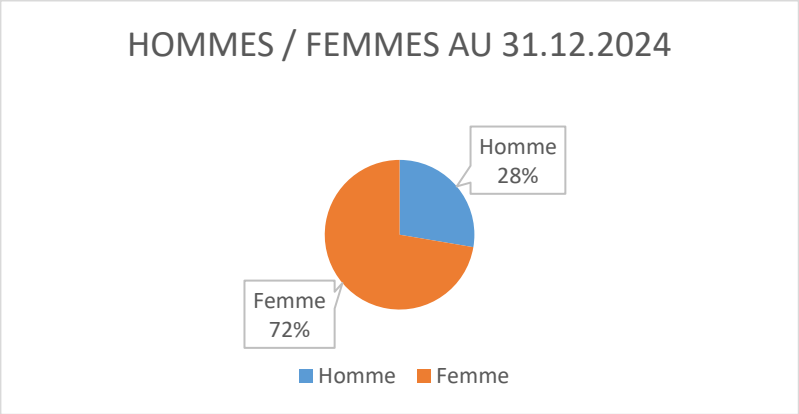
-Prestations d’animation de la vie sociale : accès aux animations collectives et aux activités organisées dans l’enceinte de l’établissement, organisation des activités extérieures.

## II - ORGANISATION ET FONCTIONNEMENT DE LA RESIDENCE AUTONOMIE

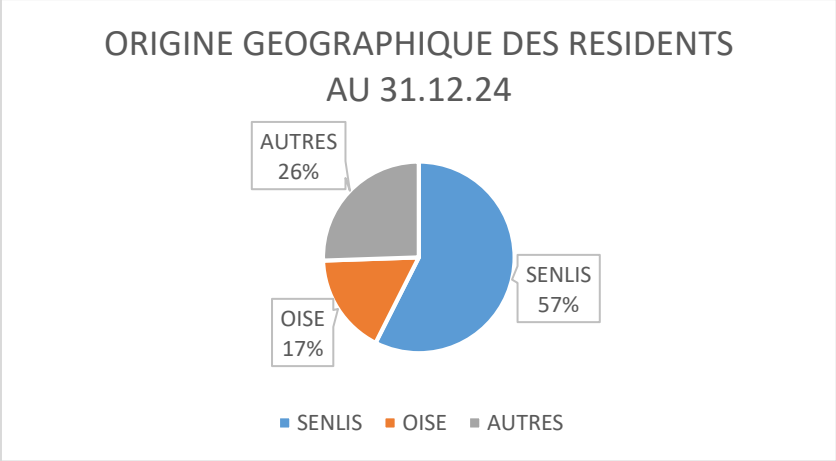
### 1. La population

#### a. Répartition hommes / femmes

La résidence accueille des seniors tous âgés de 65 ans et plus




#### b. Provenance des résidents




#### c. GIR (au 31/12/2024)

| GIR | GIR 1 | GIR 2 | GIR 3 | GIR 4 | GIR 5 | GIR 6 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Nombre de résidents | 0 | 0 | 1 | 9 | 5 | 33 |

(Pour rappel : la référence au GMP a été supprimée. Les résidences autonomie peuvent accueillir des personnes âgées en perte d'autonomie dans la limite de 15 % de GIR 1 à 3 et de 10 % de GIR 1 et 2)

La résidence accueille des personnes en GIR 5 et 6. Cependant au vu de l'âge avancé de certains résidents la perte d'autonomie peut se faire plus rapidement, de ce fait pour permettre aux résidents de rester au sein de leur logement, la responsable travaille avec le réseau de la commune, le Département de l'Oise ainsi que les caisses de retraite pour mettre en place des aides à domicile. Tant que le résident ne nécessite pas d'un besoin médical ou d'une surveillance importante son maintien dans les lieux reste possible.

## 2. Les missions et valeurs de la résidence

Les valeurs de l'établissement sont définies par la Charte des Droits et Libertés de la Personne Accueillie (en annexe du document). Cependant, la résidence en lien avec la volonté politique de la commune porte les valeurs suivantes :

L'écoute : l'entrée en établissement est un moment de vie qui peut être délicat pour certaines personnes. L'équipe porte toute son attention dès lors qu'un nouveau résident entre au sein de la résidence.

Le respect de la dignité : l'objectif est de tenir compte de la personnalité des résidents et de veiller en permanence à leur bien-être.

L'accompagnement : être présent pour les résidents mais aussi pour les proches, savoir accompagner les résidents au vu du projet personnalisé et ainsi répondre à leurs besoins

L'esprit d'équipe et le professionnalisme : ce sont des valeurs relationnelles et de compétences qui permettent de fournir un travail en commun et ainsi proposer des actions qui répondent aux besoins des résidents, tout en étant rigoureux et en respectant les objectifs définis lors des évaluations des agents en début d'année.

La résidence est force de proposition pour faciliter et maintenir la vie sociale du résident tant au sein de la résidence qu'à l'extérieur.

La mission de l'établissement est d'accompagner les résidents au quotidien en mettant en œuvre des mesures favorisant le maintien de l'autonomie, d'offrir un environnement sécurisant, de favoriser les conditions du bien vieillir, et de permettre le maintien du lien social et afin de lutter contre l'isolement.

Le résident se voit proposer un accompagnement individualisé, adapté à ses besoins, dans la continuité des interventions collectives.

## 3. L'hébergement

La résidence offre la possibilité d'accueillir 54 résidents au sein de 52 logements répartie sur 4 niveaux de la manière suivante :

| Typologies / Etages | F1 (20,5m²) | F1 bis (entre 31,4 et 35 m²) | F2 (49,9m²) | TOTAL |
|---|---|---|---|---|
| **RDC** | | 10 | 1 | 11 |
| **1er étage** | | 17 | 1 | 18 |
| **2ème étage** | 1 | 14 | | 15 |
| **3ème étage** | | 8 | | 8 |
| **TOTAL** | 1 | 49 | 2 | 52 |

De plus, l'établissement compte deux chambres de passage (20,5 m²) qui sont mises à la disposition des familles / amis des résidents.

Les logements sont optimisés de la manière suivante :

| Typologie | Descriptif commun à tous les logements | Particularité du logement |
|---|---|---|
| **F1** | -Une entrée avec placard de rangement<br>-Une pièce principale (avec ou sans alcôve)<br>-Une salle de bain comprenant une douche accès PMR, un WC ainsi qu'un lavabo<br>-Une cuisine comprenant un frigo, un meuble de cuisine avec plan de travail et bac évier, une table de cuisson avec deux foyers (fournis par le gestionnaire) | Actuellement il n'y a pas de douche seulement un point d'eau. Le logement n'est pas loué pour le moment car ce dernier sera refait prochainement en incluant une douche |
| **F1 bis** | | |
| **F2** | | -Une chambre |

**<u>La résidence dispose également d'espaces collectifs</u>** : le rez-de-chaussée est plus spécifiquement dédié aux espaces de vie collective et aux espaces destinés au personnel. Il est composé de :

- une entrée qui regroupe toutes les informations utiles aux résidents : manifestations à venir, annuaires, informations pratiques. Pour ce faire, un espace d'affichage est matérialisé ainsi qu'un espace dédié aux prospectus et publicité avec une borne d'accueil
- un bureau d'accueil (favorisant la confidentialité),
- des sanitaires PMR (WC et lavabo ouvert au public),
- des sanitaires et d'espaces de rangement et de stockage à destination du personnel,
- deux ascenseurs,
- deux escaliers,
- des boîtes aux lettres des résidents,
- une salle de vie collective,
- un espace bibliothèque,
- une cuisine à l'attention du personnel,
- une salle d'activité
- le logement de la gardienne qui vit sur place (logement de fonction),
- une chambre de garde (appartement avec espace cuisine, salle de bain et sanitaires) à destination du personnel qui effectue les nuits en remplacement de la gardienne.

## 4. Le personnel

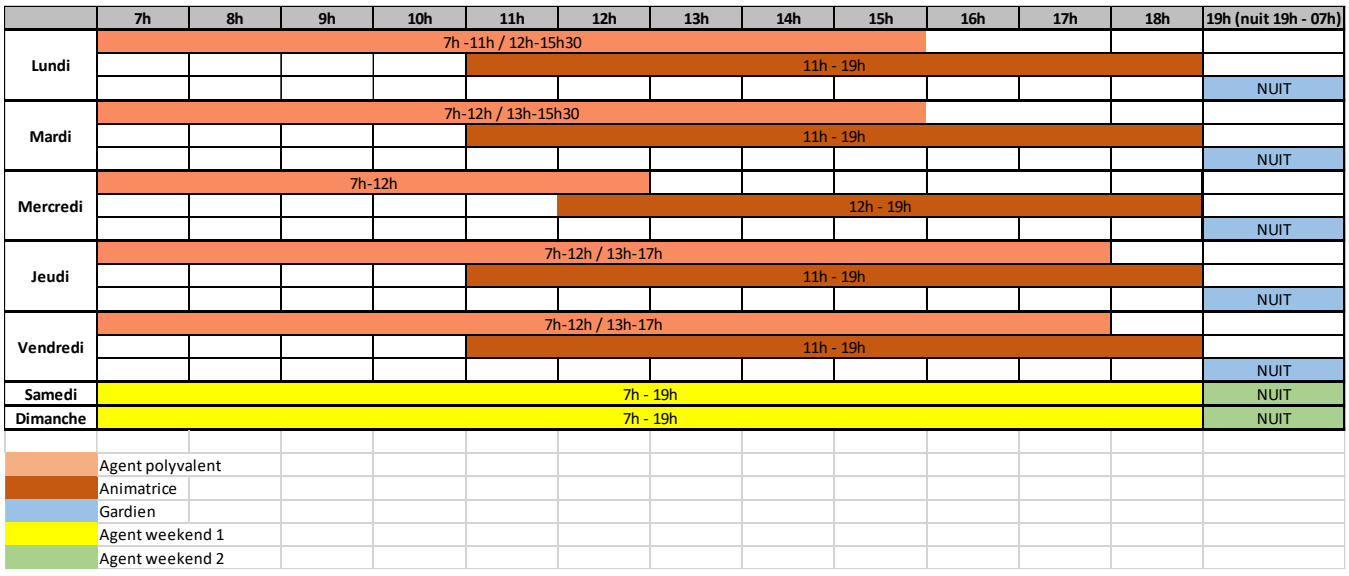
L'équipe de la résidence se compose d'un agent polyvalent, d'un agent d'animation, d'une gardienne (du lundi soir au vendredi soir) et de deux agents weekend (alternance jour et nuit entre les deux agents un weekend sur deux) ce qui permet de garantir aux résidents une parfaite sécurité.

Des agents horaires employés par le Centre de gestion de l'Oise sont amenés à effectuer des missions sur site afin de pallier les absences et congés.

| Postes | Missions | Equivalent temps plein |
|---|---|---|
| Directrice de l'Action Sociale | Supervision en lien avec la responsable | 0,1 ETP |
| Responsable Résidence | Gestion de l'établissement et accompagnement des résidents | 0,5 ETP (dont une journée de présence sur site) |
| Animatrice | Participer à la prévention de perte d'autonomie des résidents par le biais d'animations, d'activités | 1 ETP |
| Agent polyvalent | Entretien de l'établissement et participe également aux animations de l'établissement | 1 ETP |
| Gardienne (semaine) | Surveillance | 0,2 ETP |
| Agent weekend 1 | Animation (en journée) et surveillance (la nuit) | 24h/semaine = 0,68 ETP |
| Agent weekend 2 | Animation (en journée) et surveillance (la nuit) | 24h/semaine = 0,68 ETP |

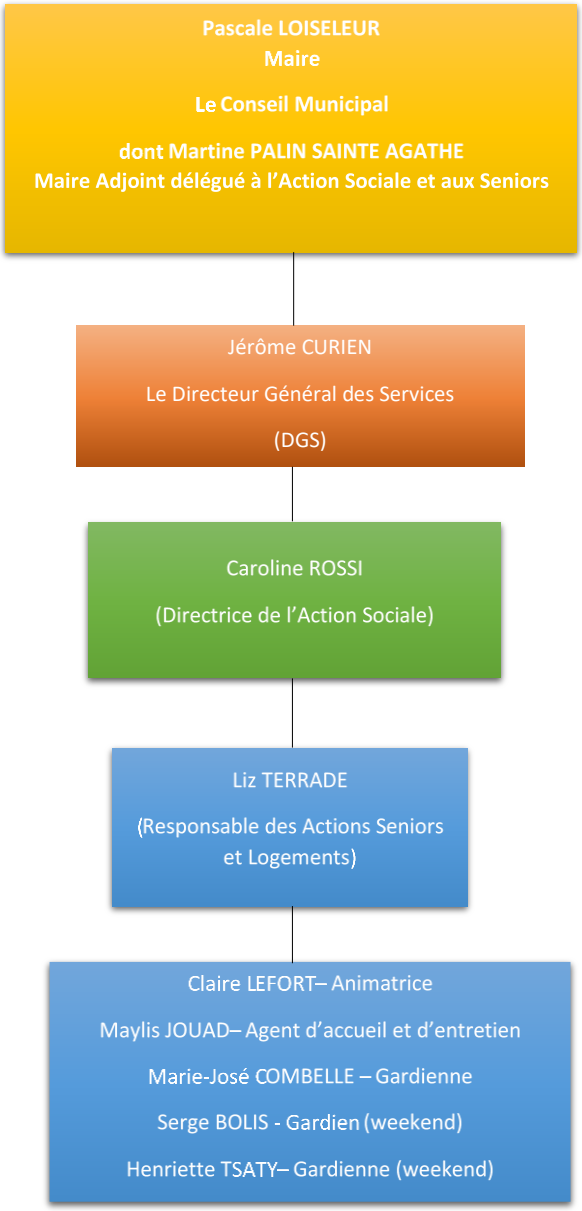
L'accueil physique et téléphonique est assuré par chaque agent, en effet, la résidence n'a pas d'agent dédié à ce poste uniquement.

Les plannings types des agents de la résidence sont les suivants :



## a. Organigramme

**ORGANIGRAMME DE**
**LA RESIDENCE AUTONOMIE THOMAS COUTURE**



### b. Formation des agents

Chaque agent a la possibilité d'évoluer professionnellement par le biais des formations proposées par le Centre National de la Fonction Publique Territoriale. Les demandes sont faites lors des entretiens d'évaluations annuels mais peuvent être demandées également au cours de l'année et sont validées par la Direction des Ressources Humaines en lien avec le Directeur du service.

***Bilan des formations 2023/2024***

| Année | Agent | Stage réalisé | Durée (jours) |
|---|---|---|---|
| 2023 | LEFORT Claire | Handicap et vieillissement : les dernières avancées juridiques | 3 |
| 2023 | TSATY Henriette | Handicap et vieillissement : les dernières avancées juridiques | 3 |
| 2023 | TERRADE Liz | La politique de la perte de l'autonomie en construction | 1 |
| 2023 | TERRADE Liz | Le secret professionnel et le partage de l'information - Encadrement juridique | 1 |
| 2023 | TERRADE Liz | Résidence Autonomie : Maîtriser le cadre règlementaire, financier et architectural | 2 |
| 2023 | JOUAD Maylis<br>BOLIS Serge<br>TSATY Henriette<br>COMBELLE Marie-José<br>ROSSI Caroline<br>TERRADE Liz | Formation PSC1 | 1 |
| 2024 | LEFORT Claire | La compréhension et la gestion de l'agressivité chez la personne âgée | 3 |

Les agents doivent se former et répondre à des formations en lien avec les recommandations de bonnes pratiques professionnelles données par l'HAS.

### c. L'évaluation des agents

Chaque agent a un entretien individuel en début d'année qui permet de revenir sur l'année passée et de pouvoir fixer de nouveaux objectifs à atteindre. Cet entretien permet aussi à l'agent de partager son ressenti sur ce qui a pu se passer au cours de l'année et son état d'esprit quant à son poste et ses missions.

L'entretien permet également de fixer les formations que l'agent souhaite réaliser sur l'année, de discuter de son projet d'évolution de carrière ou encore de sa mobilité si ce dernier le souhaite.

La Direction encourage les agents à évoluer et ne freine en aucun cas l'ambition de chacun.

## III – MODALITÉS D'ACCUEIL ET D'ACCOMPAGNEMENT D'UN RÉSIDENT

### 1. L'accueil d'un résident

A ce jour le processus d'admission est géré par le responsable de l'établissement et le Maire Adjoint. Ce processus comprend la remise de documents pour la création du dossier, la rencontre avec le futur résident, la visite de l'établissement, le rendez-vous administratif (contrat de séjour, fiche de renseignements, règlement intérieur), l'état des lieux.

Suite à l'état des lieux, la personne accueillie est présentée au personnel de la résidence afin qu'une visite et une explication du fonctionnement de l'établissement lui soit faite.

### 2. L'accompagnement d'un résident

Lors de l'entrée du résident, le contrat de séjour est signé. Ce document permet de définir les attentes de la personne accueillie afin de l'accompagner au mieux. Pour compléter le contrat de séjour un Projet d'Accompagnement Personnalisé est réalisé et révisé une fois par an.

Le personnel est attentif aux besoins des résidents et le responsable de l'établissement accompagne les résidents dans les démarches administratives (prise de rdv, démarches CAF, Sécurité Sociale, Impôts, demande d'APA, demande d'Aide à Domicile, MDPH, etc.)

Chaque résident est différent et les besoins ne sont pas les mêmes. Certains résidents sont très autonomes et n'ont pas forcément besoin de participer aux animations organisées par l'établissement. D'autres, a contrario, ont besoin d'une écoute, d'une présence plus importante bien qu'ils soient en résidence autonomie.

Le personnel s'adapte et essaie de répondre aux besoins de chacun même si pour certains les problématiques rencontrées sont parfois complexes à gérer pour l'équipe, notamment lors des retours d'hospitalisation.

Parfois, en peu de temps la perte d'autonomie est importante et même si la famille travaille en lien avec l'établissement sur une orientation, le personnel doit gérer le quotidien.

Concernant la perte d'autonomie, dans un premier temps le personnel entre en contact avec la famille ou les proches afin d'alerter sur la situation et ainsi travailler avec eux sur une réorientation vers un EHPAD. Afin que la situation ne se dégrade pas rapidement, la responsable prend en général contact avec les associations d'aide à domicile et les infirmières, afin d'augmenter les heures de passages.

Lorsque les résidents sont seuls, le service prend l'attache le plus souvent du service du Département mais aussi du service social de l'hôpital de la commune afin d'avoir une démarche conjointe pour une entrée en EHPAD. Un contact est pris également avec le médecin traitant de la personne afin d'avoir son avis et de connaitre sa décision sur la meilleure solution à adopter face à la situation.

L'objectif est de travailler en concertation et en confiance pour améliorer le suivi des résidents, même s'ils sont valides et autonomes. Cependant chaque jour l'établissement doit prendre en

compte de nombreux paramètres pour maintenir les résidents dans leur environnement et rester attentifs à leurs besoins qui peuvent évoluer très rapidement : état de santé, baisse d'autonomie, grand âge, faiblesses.

Le personnel de l'établissement travaille avec les familles, les intervenants médicaux et paramédicaux dans le souci d'un bien-être, d'un confort et d'une sécurité constante des résidents.

### 3. La continuité des soins

Cette dernière est nécessaire pour le bien-être du résident. La résidence n'est pas médicalisée et chaque résident conserve le choix de son médecin, infirmière.

Cependant l'équipe travaille en étroite collaboration avec les médecins, les infirmières mais aussi les associations d'aide à domicile afin de garantir une communication et ne pas rompre le parcours de santé des résidents.

Le responsable de la résidence et le personnel sont présents pour aider les résidents dans certaines prises de rendez-vous médicaux en cas d'absence de la famille. L'équipe est attentive à l'état de santé des résidents et en cas d'interrogation, l'équipe prend contact avec le médecin traitant de la personne.

### 4. Les limites de prise en charge dans l'établissement

Comme évoqué ci-dessus, dès lors que la direction estime que le niveau d'autonomie d'un résident nécessite une présence médicale constante, une prise de contact est faite avec la famille ou la personne de confiance. Si le ou la résident(e) est seul(e) la prise de contact se fait avec le médecin traitant.

### 5. La prévention

La mission principale de l'établissement est le maintien à domicile pour ainsi éviter l'entrée en maison médicalisée tant que cela est possible en mettant en place des actions et des ateliers à la fois informatifs et ludiques.

Il faut avoir conscience qu'il est difficile de sensibiliser des personnes valides et autonomes, qui ont leur juge arbitre, et qui préfèrent davantage jouer aux cartes ou discuter ensemble.

Il faut savoir les motiver, les accrocher, aller les chercher pour qu'une séance puisse avoir lieu avec un nombre suffisant de participants pour qu'elle soit intéressante.

La gymnastique douce, la sophrologie et l'atelier mémoire sont des ateliers qui rencontrent un vif succès auprès des résidents. L'intervention d'une diététicienne (présente une fois par trimestre sur la résidence) plait également aux résidents, le taux de participation est en hausse à chaque nouvelle intervention.

Les agents de la résidence font également de la prévention en période estivale en rappelant aux résidents les gestes à adopter en cas de forte chaleur. La résidence bénéficie d'une pièce rafraichissante au rez-de-chaussée.

A l'échelle communale, le service seniors de la Ville organise un salon des seniors une fois par an sur la commune. Via la navette de la résidence, les résidents qui souhaitent participer sont amenés sur le lieu du salon. Cela leur permet de découvrir les différentes actions qui existent, les aides possibles et ainsi contribuer à renforcer le lien social.

La navette de la résidence est un don d'une association caritative de la commune (le Rotary Club). Elle permet aux résidents de faire leurs courses 1 fois par semaine mais aussi de se rendre au restaurant communal du Valois 3 fois par semaine. Ce restaurant permet aux seniors de bénéficier de repas équilibrés. La navette est également utilisée pour emmener les résidents lors de manifestations importantes sur la commune comme le marché de Noël ainsi que d'autres évènements.

L'équipe de la résidence en lien avec la responsable travaille tout au long de l'année sur la mise en place d'un atelier de prévention. En fonction du budget de l'année en cours de nouveaux ateliers peuvent avoir lieu comme des dépistages visuels, auditifs. L'objectif est également de prendre en compte les problématiques du moment et de pouvoir y répondre via ces interventions. Il est à noter que toutes les interventions de prévention sont réalisées à titre gracieux.

### 6. Promouvoir la bientraitance et lutter contre la maltraitance

L'Agence Nationale de l'Evaluation et de la qualité des établissements et services sociaux et médicosociaux (ANESM, absorbée depuis par la HAS) caractérise la bientraitance comme une démarche collective pour identifier le meilleur accompagnement possible pour l'usager, dans le respect de ses choix et dans l'adaptation la plus juste de ses besoins. Pour la mise en œuvre d'une politique de bientraitance, l'ANESM a identifié quatre repères :

-L'usager coauteur de son parcours,

-La qualité du lien entre professionnels et usagers,

-L'enrichissement des structures et des accompagnements grâce à toutes contributions internes et externes pertinentes,

-Le soutien aux professionnels dans leurs démarches de bientraitance.

L'équipe de la résidence respecte le plus possible la volonté du résident au quotidien et veille à respecter son rythme de vie.

Le résident participe à l'élaboration de son projet personnalisé, exprime ses besoins et ses choix.

La circulaire DGCS/2A/2010/254 du 23 juillet 2010 relative au renforcement de la lutte contre la maltraitance des personnes âgées et des personnes handicapées et au développement de la bientraitance dans les établissements et les services médico-sociaux de la compétence de l'ARS précise la politique nationale qui comprend trois axes principaux : *(décret du 12.03.24 : Lutte contre la maltraitance : nouveau décret sur le projet d'établissement - Ce décret renforce la lutte contre la maltraitance dans les ESSMS et précise le contenu minimal du projet d'établissement ou de service élaboré par chaque établissement et service social ou médico-social « Art. D. 311-38-4 du CASF »).*

-Améliorer la détection, le signalement et le traitement des situations de maltraitance,

-Renforcer l'efficacité, la fréquence des inspections, des contrôles et de l'accompagnement des établissements et services médico-sociaux,

-Mettre en place une politique de développement de la bientraitance.

Les principaux axes opérationnels retenus par l'établissement s'articulent autour de :

-L'amélioration du repérage des risques de maltraitance en s'appuyant sur les recommandations de bonnes pratiques professionnelles,

-L'inscription des établissements et services médico-sociaux dans une démarche d'auto-évaluation des pratiques concourant à favoriser la bientraitance. »

Les équipes sont formées régulièrement à la promotion de la bientraitance. Les protocoles de signalement de la maltraitance ont été écrits et diffusés. Ils seront actualisés dans le cadre de ce projet d'établissement.

En cas de difficulté l'établissement pourra faire appel à un psychologue dans le cadre d'analyse de la pratique et dans la prise de recul en fonction des situations à gérer.

## IV- LE PROJET D'ANIMATION

Un programme d'activités est proposé aux résidents et est affiché sur le tableau situé dans le hall d'accueil de l'entrée. Chacun est libre de participer en fonction de ses souhaits, de ses occupations individuelles ou de ses centres d'intérêts.

L'animatrice ainsi que le personnel essaient au maximum de motiver les résidents à participer. Certaines activités remportent un vif succès auprès de l'ensemble des résidents, et doivent apparaître de façon hebdomadaire afin de répondre aux besoins (jeux de société, gymnastique douce).

### 1. Le Contrat Pluriannuel d'Objectifs et de Moyens (CPOM)

Dans le cadre de ces activités l'établissement a signé en 2016 un Contrat Pluriannuel d'Objectifs et de Moyens (CPOM) avec le département de l'Oise. Ce CPOM a une durée de 5 ans et a été renouvelé en 2021. Cette convention permet le financement de certaines actions proposées aux sein de l'établissement.

Chaque année, l'établissement rend un état des réalisations (avec justificatifs), avec les frais engagés, le nombre de personnes, (leur âge et leur GIR), ayant bénéficiées de chaque action, ainsi que l'effectif des personnels ayant accompagné ou guidé ces activités.

Outre le bilan de l'année précédente, l'établissement fait un état des activités qui seront reconduites l'année suivante, les nouvelles que l'équipe souhaiterait mettre en œuvre avec des estimations de coûts, toujours avec l'objectif de justifier des sommes engagées auprès du Département.

Dans le cas où la somme demandée n'a pas été dépensée, cette dernière devra être remboursée au Département.

Ainsi dans le cadre des missions de l'animatrice, celle-ci met en place un suivi des activités par le biais de fiches, ce qui permet à la responsable de l'établissement de compléter plus facilement le bilan CPOM de l'année précédente.

Une attention particulière sera faite auprès des résidents ayant besoin de participer à des ateliers de prévention dans le cadre de leur projet personnalisé (par exemple, l'animatrice ira au domicile du résident le chercher si besoin pour qu'il participe à l'atelier).

Dans le cadre de la préparation du prochain CPOM, de nouvelles fiches actions seront proposées afin d'avoir une vision plus générale sur les interventions pouvant avoir lieu au sein de l'établissement et ainsi d'avantage ouvrir la résidence sur l'extérieur, et contribuer au maintien de l'autonomie de l'ensemble des résidents.

### 2. L'objectif d'animer

L'objectif d'animation au sein de la résidence est de maintenir les résidents en bonne santé mais aussi de maintenir un lien social et permettre aux nouveaux arrivants de s'intégrer plus facilement

à la vie en groupe. En effet, l'établissement est une résidence autonomie mais les résidents doivent prendre tout de même conscience qu'il y a une notion de vie en collectivité et pour certains cette notion n'est pas forcément évidente et facile à gérer.

De ce fait, l'organisation de repas mensuels et de goûters, permettent aux nouveaux résidents de se présenter et de partager un moment convivial. Depuis septembre 2024, chaque nouveau résident est également présenté dans le journal trimestriel de la résidence.

Maintenir un esprit de partage et d'entraide mais aussi de rencontre sont également dans l'objectif d'animation de l'équipe par le biais des après-midi dansantes, des journées organisées avec les écoles de la commune dans le cadre du lien intergénérationnel, des visites de musées de la ville, des sorties proposées à tout senior Senlisien.

Pour répondre à cet objectif, le personnel de la résidence organise chaque année depuis 2022 une « Journée Famille » un samedi du mois de juin ou de juillet. Cette journée a pour objectif d'organiser un temps convivial avec les résidents, leur famille et proches, les jeunes du Conseil Municipal des Jeunes et le personnel de la résidence. Une animation a lieu accompagnée d'un goûter. A titre d'exemple en 2022, l'équipe a fait venir un prestataire de jeux de société en bois et un groupe de musique était également présent.

L'autonomie est aussi un des points les plus importants dans le fait d'animer. Les animations proposées telle que la gymnastique douce (proposée dans le cadre de la prévention des chutes), permet la mémorisation des consignes et des enchaînements. Cette animation est donnée par l'animatrice de la résidence.

La mémoire quant à elle est stimulée via les ateliers mémoire dispensés par une neuropsychologue. Elle permet aux résidents de réfléchir, de se souvenir, de mémoriser et ce une fois par semaine pendant 1h30.

Il y a également une intervenante (écrivain public) qui en lien avec les résidents rédige le P'tit Thomas, journal de la résidence, qui est édité une fois par trimestre. Un atelier est donné une fois par mois et permet aux résidents d'écrire les informations qu'ils souhaiteraient voir apparaître dans le journal, comme par exemple des idées de recette ou encore des poèmes. Le journal permet aux résidents mais aussi aux familles d'avoir une synthèse de ce qui s'est déroulé au sein de l'établissement tous les 3 mois. C'est un outil de communication apprécié de tous.

En 2019, la résidence a reçu une subvention de la CARSAT suite à un appel à projets avec pour objectif de favoriser l'inclusion sociale et d'améliorer l'accès aux droits des retraités autonomes. Cette subvention a permis à l'établissement de faire l'acquisition de quinze tablettes, d'un écran, d'un vidéo projecteur ainsi que d'un ordinateur portable pour l'agent d'animation. De ce fait, des cours d'informatique peuvent être donnés une fois par semaine par l'animatrice de la résidence aux résidents mais également aux seniors de la commune qui souhaitent y participer (un groupe peut être constitué en fonction des demandes).
Ces ateliers d'initiation à l'outil informatique permettent aux seniors d'apprendre comment créer une adresse mail, avoir un espace pour les impôts, accéder à leur espace retraite mais aussi utiliser des outils pour garder le contact avec leurs proches.

Enfin, le bien-être des résidents est pris en compte par l'établissement. En 2022, un espace bien-être permettant pour le moment à une coiffeuse de recevoir les résidents dans cet espace a été réalisé notamment grâce à un financement de la CARSAT. Le local est ouvert à d'autres prestataires si un besoin se fait sentir par les résidents.

Le fait qu'une coiffeuse vienne sur site permet aux résidents de prendre soin d'eux et ainsi avoir une meilleure estime d'eux-mêmes.

| ETAT DES ACTIVITES PROPOSEES AU SEIN DE L'ETABLISSEMENT AU 31/12/2023 | | |
|---|---|---|
| | INTERVENANT EXTERIEUR | ANIMATRICE DE LA RESIDENCE |
| Ateliers mémoire  | X | |
| Ateliers écriture  | X | |
| Gym douce  | | X |
| Sophrologie   | X | |
| Conférence sur le bien-être  | X | |
| Diététicienne  | X | |
| Activités manuelles  | | X |
| Ateliers culinaires  | | X |

| | | |
|---|---|---|
| Diverses animations (rencontres intergénérationnelles, concerts etc.)<br>  | X | X |
| Thés dansants<br>  | X | |
| ORIGAMI<br>  | X | |
| Repas mensuel<br>  | | X |

A noter que l'ensemble des intervenants extérieurs ont une convention avec la Ville pour pouvoir intervenir au sein de la résidence.

En juin 2024, la résidence a créé son association des résidents. Cette dernière est composée d'un Président et d'un Trésorier. A ce jour l'association est à la recherche d'une secrétaire.

L'objectif de l'association est d'organiser des brocantes, de préparer des repas (ex : soupe en période hivernale). Les recettes réalisées permettront aux adhérents de réaliser des sorties ou encore d'acheter du matériel pour réaliser des projets.

# V – SECURITE ET PREVENTION DES RISQUES

## 1. Les appartements

Les appartements loués font entre 30 et 50m², les typologies proposées vont du F1 au F2.

Depuis 2019, la Ville a commencé la restauration des logements comprenant la mise aux normes électriques, la réfection de la cuisine et de la salle de bain.

Fin 2024, 32 logements ont été refaits.

Au sein des anciens logements se trouvaient une alarme qui permettait de prévenir le personnel d'une éventuelle chute d'un résident. Cette alarme étant ancienne et la maintenance n'existant plus, l'établissement a dû la retirer dans les logements refaits. De ce fait, lors de chaque nouvelle entrée le service encourage fortement les résidents à souscrire à la téléalarme proposée notamment par le Conseil Départemental.

A ce jour, plusieurs logements sont vacants dans l'attente d'une réfection, et ne peuvent être réattribués.

## 2. Le bâtiment et son équipement

Le bâtiment possède une centrale d'alarme permettant de détecter les anomalies au sein des parties communes. Cette centrale est localisée dans le bureau situé à l'accueil de la résidence. Le personnel présent lors de l'installation a été formé de façon à pouvoir lire les informations affichées sur la centrale, vérifier que les portes coupe-feu se ferment bien lors du déclenchement de l'alarme. Une formation a également été faite par un sapeur-pompier sur la conduite à tenir lors d'une évacuation au sein du bâtiment, de rappeler les consignes de sécurité et de prévenir les risques incendies.

Concernant l'alarme qui se trouve à l'intérieur des logements. Dès lors qu'un départ se fait le logement en question est rénové. Au vu de l'ancienneté des alarmes et de sa base centrale, cette dernière est retirée dans les logements refaits. De ce fait, nous conseillons fortement aux résidents ainsi qu'aux nouveaux arrivants d'adhérer au dispositif de téléalarme du Département ou bien d'un autre dispositif afin qu'une sécurité soit assurée en cas de chute.

Le personnel comportant de nouveaux agents, une session de formation sur la sécurité du bâtiment et des gestes de premier secours s'est déroulée en 2023.

Afin de contenir le risque « légionnelles », des analyses de l'eau chaude sont effectuées par l'entreprise en charge du suivi, une fois tous les 6 mois.

Les accès et espaces communs sont mis en conformité avec la réglementation sur l'accessibilité.

## 3. La gestion des évènements indésirables

A ce jour aucun incident grave n'a été recensé.

En cas d'événement indésirable le responsable de la résidence, la direction ou en leur absence le personnel de la résidence contacte l'Agence Régionale de Santé des Hauts-de-France à l'aide de la fiche « événements indésirables ». Cette fiche est accessible par l'ensemble du personnel de la résidence sur le serveur informatique de la Ville. Suite à cette remontée une stratégie d'intervention ou des pistes de traitement du dysfonctionnement sont partagées en équipe.

De plus, le département de l'Oise met à disposition de la résidence autonomie la plateforme numérique « Normea » qui permet de saisir et transférer les formulaires d'événements graves en ligne.

## 4. La sécurité

L'établissement est sous surveillance 24h/24h, la mise en place de ce service est assuré par les agents de la résidence et permet de :

-Sécuriser les lieux par un contrôle des allers et venues

-Veiller au bon fonctionnement de la résidence

-Veiller au bien-être des résidents

-Rassurer les résidents et les familles par la présence d'un référent pouvant être sollicité en cas d'urgence

-Intervenir au domicile en cas de chute ou de malaise (appel fait via la téléalarme)

Voir annexe : « Consignes de sécurité dans un établissement recevant des personnes âgées »

## 5. Plan canicule

La résidence dispose d'une salle commune climatisée. Lors de fortes chaleurs les résidents sont invités à descendre dans cette salle pour se rafraîchir.

Les agents sont informés qu'ils peuvent être amenés à accueillir du public extérieur de la résidence afin que ces derniers puissent profiter d'un espace climatisé.

Le CCAS de la commune répertorie également les personnes dites fragiles et isolées, pendant les épisodes de fortes chaleurs ces personnes sont contactées par les agents du CCAS pour vérifier que tout va bien et pour leur rappeler les bons gestes à adopter.

Les résidents sont également inscrits sur ce répertoire et peuvent ainsi bénéficier d'appels même si l'équipe de la résidence veille à leur bien-être.

## 6. RGPD

Dans le cadre de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 dite « loi Informatique et Libertés », les dossiers des résidents sont en support papier et sont conservés dans le bureau de la résidence. Les résidents ont le droit d'accéder à leur dossier s'ils en font la demande écrite ou bien oralement pour ceux qui ne peuvent pas écrire (le personnel précisera sur le dossier du résident la date de la demande).

Un document a été donné à chaque résident leur demandant leur accord quant à la diffusion des photos réalisées lors des évènements au sein de l'établissement.

# VI- LA COMMUNICATION

## 1. Le Conseil de Vie Sociale (CVS)

Le Conseil de Vie Sociale permet aux résidents d'être représentés et ainsi de faire remonter leurs demandes, leurs besoins. Lors de ce conseil sont présents :

-Le Maire Adjoint

-La responsable de la résidence

-L'animatrice

-2 représentants des familles

-2 représentants des résidents

Ces réunions ont lieu une fois par trimestre, les thèmes abordés sont : les demandes d'interventions techniques, les travaux au sein de l'établissement, les animations proposées et la vie au sein de la résidence.

Un compte rendu est réalisé par le responsable de la résidence et transmis aux membres ainsi qu'aux résidents.

## 2. Les réunions d'équipe

Des réunions d'équipe ont lieu a minima une fois par trimestre. Ce rythme permet d'avoir l'équipe au complet pour aborder des sujets d'organisation ou projets concernant l'établissement. Elles permettent à tous de se rencontrer (les membres de l'équipe travaillant à des horaires différents), d'avoir la même information et de pouvoir agir de façon identique sur une problématique.

## 3. Le livret d'accueil

Ce livret est donné aux nouveaux arrivants mais aussi aux personnes qui souhaitent s'informer sur l'établissement. Il permet de découvrir le fonctionnement au sein de la résidence, les services ainsi que les animations proposées.

## 4. Le tableau d'affichage

Dans le hall d'accueil de la résidence sont installés 3 tableaux. Ils permettent aux résidents mais aussi aux familles de se tenir informés de l'actualité de l'établissement. Le personnel a également installé un tableau sur pied sur lequel sont notées les animations de la semaine.

### 5. Le P’tit Thomas

Le P’tit Thomas est le journal de la résidence, comme énuméré plus haut (C.F.IV.2. L’objectif d’animer) le journal est réalisé par les résidents. Il permet d’informer les résidents ainsi que leurs familles sur les évènements passés au cours des derniers.

## VII – OUVERTURE SUR L'EXTERIEUR

L'ouverture de la résidence sur l'extérieur est une volonté politique mais aussi une demande des résidents.

Depuis quelques années des actions intergénérationnelles ont lieu au sein de l'établissement avec le service enfance, jeunesse, le conservatoire municipal ainsi que les écoles de la commune. Ces interventions ont lieu pendant les vacances scolaires ou pour marquer les différentes festivités au cours de l'année, comme la nouvelle année, pâques ou encore noël.

Régulièrement, la résidence accueille des pass permis (c'est une action ouverte aux jeunes de 18 et 19 ans leur permettant de financer leur permis en contrepartie de 70h d'action citoyenne). La personne qui effectue son action citoyenne au sein de la résidence, participe à la vie de la résidence en travaillant avec l'équipe de journée, à travers la création d'activité, la préparation des ateliers. Cette action permet également aux résidents d'avoir une autre génération avec eux et ainsi de pouvoir créer du lien social à travers la narration des parcours de vie de chacun.

Les résidents sont toujours ravis d'accueillir de jeunes personnes.

Des stagiaires sont également acceptés sur site.

## VIII – LES OBJECTIFS D'EVOLUTION, DE PROGRESSION, ET DE DEVELOPPEMENT

### 1. Poursuivre la réhabilitation des logements avec l'OPAC

Depuis 2019, l'établissement s'est lancé dans la réfection des appartements. Les travaux sont réalisés en collaboration avec l'OPAC de l'Oise (propriétaire des murs de l'établissement). A ce jour ce sont 32 logements qui ont pu être mis aux normes et réaménagés de façon plus accessible pour un senior.

De ce fait, au 1er janvier 2025, il restera 20 logements en attente de réfection. Les travaux pourront être réalisés au fur et à mesure de la libération de ces derniers mais également en prenant en compte la trésorerie que la ville a sur la partie "avance pour travaux" comprise dans la redevance annuelle versée au propriétaire (en moyenne 2 à 3 logements par an actuellement).

De plus la ville a pour projet de rénover l'espace buanderie et étudiera la possibilité de mettre en place un lave-linge et un sèche-linge à jetons permettant ainsi aux résidents et au personnel d'utiliser ce matériel.

### 2. Faire venir une nouvelle intervenante pour contribuer à l'actualisation des projets de vie

Le projet de vie de chaque résident (ou projet personnalisé) doit être réalisé dès l'entrée du résident afin de fixer avec lui les objectifs qu'il souhaite avoir et ainsi l'accompagner du mieux possible à travers des activités, des animations, etc.

Actuellement, c'est la responsable de l'établissement qui réalise ces projets, mais par manque de temps disponible, ces derniers ne sont pas mis à jour chaque année avec le résident. De ce fait, l'objectif est de demander l'intervention à raison d'une fois par trimestre d'une psychologue afin de réaliser la mise à jour de ces projets de vie.

Ce partenariat résulte aussi des retours des équipes, des discussions avec les résidents ou encore avec les familles. La Direction s'est rendue compte que certains résidents pouvaient avoir besoin d'aide sur le plan psychologie et l'équipe n'est pas formée pour répondre à cette demande.

Ainsi, l'intervention d'une psychologue sera bénéfique autant pour les résidents que pour le personnel de l'établissement car des réunions de groupe seront aussi réalisées avec l'ensemble de l'équipe afin d'assurer un suivi et un soutien pour le personnel.

### 3. Réorganiser le fonctionnement de l'établissement afin de réduire notamment le nombre de personnels différents

Dans les deux prochaines années, les agents du weekend en poste actuellement devraient partir en retraite. Afin d'optimiser les coûts en personnel et de rendre attractif ce type de poste (travail en 12h les weekends), la direction de l'établissement étudie la possibilité d'augmenter le temps de travail des deux postes pour les passer à 36h et ainsi réduire l'intervention d'agents extérieurs.

De plus, afin de libérer du temps à l'animatrice pour développer des activités et leur suivi, la direction va étudier la faisabilité de faire monter en compétence l'agent polyvalent pour continuer d'assurer l'accueil physique et téléphonique, et prendre le relais sur la partie administrative en lien avec la responsable de l'établissement (ex : suivi des dossiers des résidents, mise à jour du logiciel). Idéalement un agent supplémentaire permettrait de faire davantage de lien et d'accroitre le nombre d'actions avec les résidents vers l'extérieur.

### 4. Assurer un suivi des travaux

La Direction ainsi que la responsable de l'établissement souhaiteraient améliorer le suivi des travaux au sein de l'établissement.

L'objectif au cours des 3 prochaines années est de mettre en place en lien avec l'OPAC de l'Oise un calendrier prévisionnel des travaux à réaliser sur une année afin d'avoir une visibilité sur ce qui doit être fait. La mise en place de ce calendrier pourra être complété par des réunions une fois par trimestre (à définir avec l'OPAC de l'Oise).

### 5. Sécurité : réaliser un exercice d'évacuation avec le SDIS

Pour l'année 2025, un exercice d'évacuation devra être réalisé au sein de l'établissement en concertation avec les résidents ainsi que le personnel. Une prise de contact sera faite avec le SDIS afin d'organiser cet exercice.

### 6. Favoriser la formation des agents

La formation est un élément important. De ce fait les membres de l'établissement ainsi que la Direction devront réaliser au moins une formation au cours de chaque année à venir.
Les formations sont demandées lors des évaluations annuelles qui ont lieu en début d'année civile. Elles seront inscrites dans un futur plan de formation de la collectivité.

### 7. Poursuivre l'ouverture de la résidence sur l'extérieur

L'équipe de la résidence met déjà en œuvre de nombreuses interventions au sein de la résidence.
Depuis septembre 2024, des activités ont lieu avec la résidence autonomie Brichebay une fois par trimestre.
Dans le cadre de l'objectif « réorganisation du fonctionnement de l'établissement » si un agent supplémentaire est présent en semaine sur site, des activités en extérieur pourront être réalisées.
De plus, la prise de contact avec les associations de la commune est à travailler afin de développer un partenariat plus important, et ainsi pouvoir mettre en place des échanges entre les résidents et les membres des associations (organiser des promenades, des tournois, etc.).
Un partenariat avec le service petite enfance est en cours de réalisation pour permettre aux résidents de se rendre au sein des structures petite enfance afin de passer des moments conviviaux au sein des établissements (lecture, chant, activités).

## IX – L'EVALUATION DU PROJET D'ETABLISSEMENT

Chaque objectif de ce projet d'établissement sera évalué par la responsable et la direction en lien avec l'équipe et les prestataires par le biais d'un groupe de travail.
Un rendu annuel sera fait aux membres du CVS.

**ANNEXES**

# GLOSSAIRE

**ANESM : Agence nationale de l'évaluation et de la qualité des établissements et services sociaux et médico-sociaux**

**APA : Allocation Personnalisée d'Autonomie**

**RA : Résidence Autonomie**

**GIR : Groupe Iso-Ressource**

**CAF : Caisse d'Allocations Familiales**

**CARSAT : Caisses d'assurance retraite et de la santé au travail**

**CCAS : Centre communal d'action sociale**

**CPOM : Contrat Pluriannuel d'Objectifs et de Moyens**

**CVS : Conseil de vie sociale**

**DGCS : Direction générale de la cohésion sociale**

**EHPAD : Établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes**

**ETP : Equivalent temps plein**

**GMP : GIR Moyen Pondéré**

**HAS : Haute Autorité de Santé**

**MDPH : Maison Départementale des Personnes Handicapées**

**PMR : personne à mobilité réduite**

**PSC1 : Prévention et Secours Civiques de Niveau 1**

**RDC : Rez-de-chaussée**

**RGPD : règlement général de protection des données**

**SDIS : Service départemental d'incendie et de secours**




# Charte des droits et libertés de la personne accueillie

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Ministère
de l'emploi, du travail
et de la cohésion sociale

Ministère de la santé
et de la protection sociale

Ministère de la famille
et de l'enfance

Direction générale de l'action sociale

Edition SICOM n° : 04 075 - Mai 2004 | HUITIEME JOUR

La loi N° 2002-2 du 2 janvier 2002 rénovant l'action sociale et médico-sociale a notamment pour objectif de développer les droits des usagers fréquentant les établissements et services sociaux et médico-sociaux.

Cette loi régit près de 32 000 structures, ce qui représente plus d'un million de places et plus de 400 000 salariés.

La charte des droits et libertés de la personne accueillie, parue dans l'annexe à l'arrêté du 8 septembre 2003 et mentionnée à l'article L 311-4 du code de l'action sociale et des familles, est un des sept nouveaux outils pour l'exercice de ces droits.

## Article 1 - Principe de non discrimination

Dans le respect des conditions particulières de prise en charge et d'accompagnement, prévues par la loi, nul ne peut faire l'objet d'une discrimination à raison de son origine, notamment ethnique ou sociale, de son apparence physique, de ses caractéristiques génétiques, de son orientation sexuelle, de son handicap, de son âge, de ses opinions et convictions, notamment politiques ou religieuses, lors d'une prise en charge ou d'un accompagnement, social ou médico-social.

## Article 2 - Droit à une prise en charge ou à un accompagnement adapté

La personne doit se voir proposer une prise en charge ou un accompagnement, individualisé et le plus adapté possible à ses besoins, dans la continuité des interventions.

## Article 3 - Droit à l'information

La personne bénéficiaire de prestations ou de services a droit à une information claire, compréhensible et adaptée sur la prise en charge et l'accompagnement demandés ou dont elle bénéficie ainsi que sur ses droits et sur l'organisation et le fonctionnement de l'établissement, du service ou de la forme de prise en charge ou d'accompagnement. La personne doit également être informée sur les associations d'usagers œuvrant dans le même domaine.

La personne a accès aux informations la concernant dans les conditions prévues par la loi ou la réglementation. La communication de ces informations ou documents par les personnes habilitées à les communiquer en vertu de la loi s'effectue avec un accompagnement adapté de nature psychologique, médicale, thérapeutique ou socio-éducative.

## Article 4 - Principe du libre choix, du consentement éclairé et de la participation de la personne

Dans le respect des dispositions légales, des décisions de justice ou des mesures de protection judiciaire ainsi que des décisions d'orientation :

- 1°) la personne dispose du libre choix entre les prestations adaptées qui lui sont offertes soit dans le cadre d'un service à son domicile, soit dans le cadre de son admission dans un établissement ou service, soit dans le cadre de tout mode d'accompagnement ou de prise en charge ;
- 2°) le consentement éclairé de la personne doit être recherché en l'informant, par tous les moyens adaptés à sa situation, des conditions et conséquences de la prise en charge et de l'accompagnement et en veillant à sa compréhension.
- 3°) le droit à la participation directe ou avec l'aide de son représentant légal, à la conception et à la mise en œuvre du projet d'accueil et d'accompagnement qui la concerne, lui est garanti.

Lorsque l'expression par la personne d'un choix ou d'un consentement éclairé n'est pas possible en raison de son jeune âge, ce choix ou ce consentement est exercé par la famille ou le représentant légal auprès de l'établissement, du service ou dans le cadre des autres formes de prise en charge et d'accompagnement. Ce choix ou ce consentement est également effectué par le représentant légal lorsque l'état de la personne ne lui permet pas de l'exercer directement. Pour ce qui concerne les prestations de soins délivrées par les établissements ou services médico-sociaux, la personne bénéficie des conditions d'expression et de représentation qui figurent au code de la santé publique.

La personne peut être accompagnée de la personne de son choix lors des démarches nécessitées par la prise en charge ou l'accompagnement.

## Article 5 - Droit à la renonciation

La personne peut à tout moment renoncer par écrit aux prestations dont elle bénéficie ou en demander le changement dans les conditions de capacités, d'écoute et d'expression ainsi que de communication, prévues par la présente charte, dans le respect des décisions de justice ou mesures de protection judiciaire, des décisions d'orientation, et des procédures de révision existantes en ces domaines.

## Article 6 - Droit au respect des liens familiaux

La prise en charge ou l'accompagnement, doit favoriser le maintien des liens familiaux et tendre à éviter la séparation des familles ou des fratries prises en charge, dans le respect des souhaits de la personne, de la nature de la prestation dont elle bénéficie et des décisions de justice. En particulier, les établissements et les services assurant l'accueil et la prise en charge ou l'accompagnement des mineurs, des jeunes majeurs ou des personnes et familles en difficultés ou en situation de détresse, prennent, en relation avec les autorités publiques compétentes et les autres intervenants, toute mesure utile à cette fin.

Dans le respect du projet d'accueil et d'accompagnement individualisé et du souhait de la personne, la participation de la famille aux activités de la vie quotidienne est favorisée.

## Article 7 - Droit à la protection

Il est garanti à la personne comme à ses représentants légaux et à sa famille, par l'ensemble des personnels ou personnes réalisant une prise en charge ou un accompagnement, le respect de la confidentialité des informations la concernant dans le cadre des lois existantes.

Il lui est également garanti le droit à la protection, le droit à la sécurité y compris sanitaire et alimentaire, le droit à la santé et aux soins, le droit à un suivi médical adapté.

## Article 8 - Droit à l'autonomie

Dans les limites définies dans le cadre de la réalisation de sa prise en charge ou de son accompagnement et sous réserve des décisions de justice, des obligations contractuelles ou liées à la prestation dont elle bénéficie et des mesures de tutelle ou de curatelle renforcée, il est garanti à la personne la possibilité de circuler librement. A cet égard, les relations avec la société, les visites dans l'institution, à l'extérieur de celle-ci sont favorisées.

Dans les mêmes limites et sous les mêmes réserves, la personne résidente peut, pendant la durée de son séjour, conserver des biens, effets et objets personnels et lorsqu'elle est majeure, disposer de son patrimoine et de ses revenus.

## Article 9 - Principe de prévention et de soutien

Les conséquences affectives et sociales qui peuvent résulter de la prise en charge ou de l'accompagnement doivent être prises en considération. Il doit en être tenu compte dans les objectifs individuels de prise en charge et d'accompagnement.

Le rôle des familles, des représentants légaux ou des proches qui entourent de leurs soins la personne accueillie doit être facilité avec son accord par l'institution, dans le respect du projet d'accueil et d'accompagnement individualisé et des décisions de justice.

Les moments de fin de vie doivent faire l'objet de soins, d'assistance et de soutien adaptés dans le respect des pratiques religieuses ou confessionnelles et convictions tant de la personne que de ses proches ou représentants.

## Article 10 - Droit à l'exercice des droits civiques attribués à la personne accueillie

L'exercice effectif de la totalité des droits civiques attribués aux personnes accueillies et des libertés individuelles est facilité par l'institution qui prend à cet effet toutes mesures utiles dans le respect, si nécessaire, des décisions de justice.

## Article 11 - Droit à la pratique religieuse

Les conditions de la pratique religieuse y compris la visite de représentants des différentes confessions doivent être facilitées, sans que celles-ci puissent faire obstacle aux missions des établissements ou services. Les personnels et les bénéficiaires s'obligent à un respect mutuel des croyances, convictions et opinions. Ce droit à la pratique religieuse s'exerce dans le respect de la liberté d'autrui et sous réserve que son exercice ne trouble pas le fonctionnement normal des établissements et services.

## Article 12 - Respect de la dignité de la personne et de son intimité

Le respect de la dignité et de l'intégrité de la personne sont garantis.
Hors la nécessité exclusive et objective de la réalisation de la prise en charge ou de l'accompagnement, le droit à l'intimité doit être préservé.

Conseil Municipal du 12 décembre 2024
Délibération n°31 - Annexe 3

Acte exécutoire le 19/12/2024
Reçu par la Préfecture le 19/12/2024
Publié sur le Site Internet de la Ville le 19/12/2024

**PERSONNES ÂGÉES**

**FICHE-REPÈRE***

**S'applique aussi aux établissements dans le champ du handicap*



# NORMES DE SÉCURITÉ INCENDIE DANS LES EHPAD (STRUCTURES J ET U) : ENTRE NORMES ET PERSONNALISATION DES ESPACES

*(en l'état actuel de la législation)*

Anesm
Agence nationale de l'évaluation
et de la qualité des établissements
et services sociaux et médico-sociaux

# PRÉAMBULE

Cette fiche-repère a pour objectif de montrer qu'il est possible de créer un environnement « *confortable, rassurant et stimulant* »[1], comme inscrit dans le décret en toute sécurité tout en tenant compte des textes réglementaires relatifs aux normes de sécurité incendie.

Cette fiche-repère porte uniquement sur les espaces occupés par les résidents et leurs proches, qu'il s'agisse d'espaces individuels ou collectifs[2]. Le déroulé de cette fiche-repère suit la logique de la découverte d'un Ehpad : une visite guidée partant du hall d'entrée et se terminant par la chambre du résident en passant par la salle à manger et la cuisine[3].

Cette fiche-repère accompagne plus particulièrement les recommandations de bonnes pratiques professionnelles :

- *l'accueil et l'accompagnement des personnes atteintes d'une maladie neuro-dégénérative en Pôle d'activités et de soins adaptés (PASA), 2017 ;*
- *l'accueil et l'accompagnement des personnes atteintes d'une maladie neuro-dégénérative en Unité d'hébergement renforcé (UHR), 2017.*

Elle est construite en trois parties :

- les éléments de définition ;
- les dispositions communes ;
- les dispositions spécifiques.

Cette fiche-repère indique ce qu'il est possible de mettre en place au regard des différents dispositifs légaux, espace par espace, et tient compte de certains éléments clé de mobilier.
Pour rendre plus accessible la lecture de cette fiche-repère, des pictogrammes sont utilisés afin de distinguer les différentes possibilités :

**Consigne ne relevant d'aucune norme et réglementation**

**Consigne applicable, mais en fonction de normes et de réglementations[4]**

**Interdictions générales et absolues**

En annexe, sont disponibles les références réglementaires et les interlocuteurs pour la sécurité incendie et l'accessibilité ainsi que la classification des matériaux d'aménagement en fonction de leur réaction au feu.

[1] Art. D. 312-155-0-1.-I du décret n° 2016-1164 du 26 août 2016 relatif aux conditions techniques minimales d'organisation et de fonctionnement des établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes.
[2] Les espaces spécifiques aux professionnels tels que les cuisines ou encore la buanderie sont ne sont pas traités dans cette fiche-repère.
[3] Cuisine accessible aux résidents : uniquement les cuisines thérapeutiques et non les cuisines centrales.
[4] Cf. L'annexe 1 pour l'ensemble des références réglementaires.

# LES ÉLÉMENTS DE DÉFINITION

## LES ÉTABLISSEMENTS CONCERNÉS

- En matière de sécurité incendie, les établissements recevant du public sont classés suivant leur activité (le type) et leur capacité d'accueil (la catégorie). Ces informations sont généralement indiquées par les commissions de sécurité incendie sur les procès-verbaux de visites périodiques. Les établissements accueillants des personnes âgées sont répartis en deux types : le type J et le type U. Parmi ces types, il existe différentes catégories qui dépendent du nombre de personnes accueillies.
- **Les établissements de type *J*** correspondent aux structures d'accueil pour personnes âgées et personnes handicapées, du secteur médico-social. « ***Depuis le 7 avril 2002***[5]*, les Ehpad sont soumis aux normes de sécurité incendie de type J en matière de sécurité incendie. Dans ce cadre, il n'y a aucune exigence de comportement au feu ni pour les revêtements, ni pour le mobilier, ni pour la literie »*[6].
- **Les établissements de type U** correspondent aux établissements de soins, du secteur sanitaire, mais auxquels des Ehpad peuvent être adossés. *« Pour les établissements dont la construction est* ***antérieure au 7 avril 2002****, un certain nombre sont restés en type U à la demande des commissions de sécurité. Dans ce cas, les exigences de comportement au feu sont requises pour tous les revêtements, le mobilier et la literie*[7] *»*.
- Les établissements recevant du public sont classés en 5 catégories en fonction du nombre de personnes accueillies. La nature de l'activité ainsi que l'effectif dans les étages ont également une influence sur le classement :
  - la majorité[8] des Ehpad est classée en 4ème catégorie à l'exception des petites unités[9] :
    - tous les Ehpad de type J sont classés en 4ème catégorie sauf ceux avec un effectif inférieur à **25 lits** qui sont classés en 5ème catégorie,
    - tous les établissements de type U sont classés en 4ème catégorie sauf ceux avec un effectif inférieur à **20 lits** qui sont alors classés en 5ème catégorie.
- Les normes incendie varient notamment en fonction de ces classements (type et catégorie).
- Les principales différences entre les établissements de type J et ceux de type U sont présentées dans les pages dédiées. (pages 8 et 9).

### Les espaces

**En Ehpad, les résidents et l'ensemble du public accueilli ont accès aux espaces collectifs et à des espaces privés :**

- **Les espaces collectifs** correspondent à l'ensemble des espaces auxquels les résidents peuvent accéder et dans lesquels ils peuvent s'installer, accompagnés ou non d'un professionnel ou d'un proche. Ils correspondent aux couloirs, salons, salles à manger, salles d'animation, hall d'entrée de l'établissement, mais aussi aux jardins d'intérieur, salles à manger pour les familles, bibliothèques, etc.

> **POINT DE VIGILANCE**
> Les espaces « cuisine » traités dans cette fiche-repère correspondent aux petites cuisines accessibles aux résidents et non aux offices relais ou cuisines centrales.

- **Les espaces privés** correspondent aux chambres des résidents. Ils doivent permettre aux résidents de s'isoler, de dormir, de se laver, de recevoir ses proches, etc. en toute quiétude et intimité.

>>>

[5] Date d'entrée en vigueur de l'arrêté fixant la catégorie J.
[6] Anesm. Qualité de vie en Ehpad (volet 2): Organisation du cadre de vie et de la vie quotidienne. 2011, p14.
[7] Ibid.
[8] Avant l'arrêté du 7 avril 2002 portant établissement du type J, les établissements pour personnes âgées dépendantes relevaient du type U : établissements de soins, du secteur sanitaire. Bien qu'avec cet arrêté tous les EHPAD sont supposés relever, désormais, du Type J, la commission de sécurité a conservé le classement en U de certains établissements lors de ses visites périodiques. Il convient donc d'être vigilant quant au classement indiqué par la commission de sécurité.
[9] Une structure d'accueil pour personnes âgées est classée en catégorie 5 si elle accueille moins de 25 résidents, et en catégorie 4 si elle accueille entre 25 et 300 résidents.

# LES DISPOSITIONS COMMUNES

## NORMES APPLICABLES DANS LES STRUCTURES J ET U

### Le mobilier

- **Le gros mobilier**[10] correspond notamment aux bars, comptoirs, vestiaires, bibliothèques, étagères, matelas, armoires, sommiers, casiers, estrades, etc.
  - ces équipements doivent occuper des emplacements qui ne gênent pas et qui ne rétrécissent pas les voies de circulation afin de ne pas entraver le bon déroulement de l'évacuation des personnes lors d'un incendie,
  - ils peuvent être fixés au sol ou aux parois de façon suffisamment rigide pour que ces meubles ne soient ni poussés et ni déstabilisés lors d'un mouvement de foule,
  - pour les gros meubles qui ne peuvent pas être déplacés, il convient :
    - d'utiliser des meubles en bois ou matériaux dérivés dont l'épaisseur est supérieure ou égale à 18 mm,
    - d'avoir recours à du mobilier professionnel avec traitement non feu.

- **Le mobilier meublant** correspond aux tableaux, fauteuils, miroirs, pendules, tables, porcelaines, etc.
  - il n'est soumis à aucune réglementation.

  ***À noter :*** *le mobilier meublant peut être acheté dans n'importe quelle enseigne ou faire l'objet de récupération.*

  - pour ne pas gêner la circulation, le mobilier meublant ne doit pas entraver les 140 cm de passage utiles à l'évacuation en cas d'incendie.

- **Focus sur les sièges**[11] **:**

> **POINT DE VIGILANCE**
> Lorsque les sièges ne sont pas fixés au sol, aucune réglementation ne s'applique. Par ailleurs, ils peuvent être achetés dans n'importe quelle enseigne ou faire l'objet de récupération.

- Lorsqu'ils sont fixés entre eux ou au sol : les matériaux constituant les sièges non rembourrés et les structures de sièges rembourrés doivent être moyennement inflammables (catégorie M3[12]). Toutefois, les matériaux bois ou dérivés du bois d'une épaisseur égale ou supérieure à 9 mm sont acceptés.

### Les escaliers[13]

- Ils doivent respecter les exigences d'accessibilité et permettre l'évacuation d'une personne sur un brancard :
  - nez de marche contrasté et antidérapant,
  - hauteur de main courante comprise entre 90 cm (sur rampe) et 1,10 m (sur palier) à compter du nez de marche,
  - contraste visuel et tactile sur 50 cm du nez de marche.

[10] Articles AM15 et AM16 de l'arrêté du 25 juin 1980 portant approbation des dispositions générales du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public (ERP).
[11] Article AM18 de l'arrêté du 25 juin 1980 portant approbation des dispositions générales du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public (ERP) modifié par l'arrêté du 6 mars 2006 portant approbation de diverses dispositions complétant et modifiant le règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public (meubles rembourrés, ascenseurs et autres).
[12] La classification des matériaux selon leur résistance au feu est disponible en annexe.
[13] Pour les escaliers, les articles 7et 14 de l'Arrêté du 8 décembre 2014 fixant les dispositions prises pour l'application des articles R. 111-19-7 à R. 111-19-11 du code de la construction et de l'habitation et de l'article 14 du décret n° 2006-555 relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public situés dans un cadre bâti existant et des installations existantes ouvertes au public ainsi que les articles 2, 7-1 et 14 de l'arrêté du 20 avril 2017 relatif à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public lors de leur construction et des installations ouvertes au public lors de leur aménagement.

# LES DISPOSITIONS COMMUNES

## Les installations électriques

**Illustration :**

- Canalisation mobile (rallonge électrique) : **autorisée**, mais ne doit pas entraver la circulation. 
- Socle mobile multiprises : **toléré.** 
- Fiche multiples : **interdit** pour les installations électriques et l'éclairage. 
- Dans la chambre des résidents, la puissance totale des appareils électriques[14] ne doit pas dépasser 3,5 kw.

## L'éclairage

- Les lampes et lampadaires, qui sont des supports mobiles[15], ne sont soumis à aucune réglementation, mais ils ne doivent pas entraver les axes de circulation.
- Le recours à des sources lumineuses d'appoint (lampe sur table, lampadaire) est possible.
- Tout support d'éclairage fixe doit répondre à des normes. Deux options sont possibles pour garantir le respect de ces normes :
  - soit la mention NF figure sur l'emballage. Il convient, dans ce cas, de conserver cet emballage,
  - soit le fabricant fournit un procès-verbal en conformité avec la norme EN60 598[16].

**POINT DE VIGILANCE** SUR L'AMÉNAGEMENT DES ESPACES DE CIRCULATIONS

La réglementation en matière d'accessibilité impose des normes d'éclairage minimal uniquement dans les couloirs, les escaliers et sur les cheminements extérieurs[17].

[14] Article J27 de l'arrêté du 19 novembre 2001 portant approbation de dispositions complétant et modifiant le règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public (ERP) et article U28 de l'arrêté du 10 décembre 2004 portant approbation de dispositions complétant et modifiant le règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public (ERP).

[15] On parle aussi d'appareils d'éclairage mobiles.

[16] Décret n° 2015-1083 du 27 août 2015 relatif à la mise à disposition sur le marché du matériel électrique destiné à être employé dans certaines limites de tension, actuellement en vigueur.

[17] Arrêté du 20 avril 2017 relatif à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public lors de leur construction et des installations ouvertes au public lors de leur aménagement.

## La cuisine dédiée aux activités des résidents et des proches

- Les appareils utilisés doivent bénéficier du marquage CE[18].
- L'utilisation des appareils électriques de cuisson ou de remise en température est autorisée dans les locaux accessibles aux résidents dès lors que la puissance utile totale est inférieure ou égale à 20 kilowatts[19].
- Il est possible d'installer dans les cuisines accessibles aux résidents des appareils de cuisson fixes[20] et/ou portables, tels qu'une plaque de cuisson portable, un four à micro-ondes, un chariot de cuisine mobile, une crêpière, etc.

ILLUSTRATION - SUR L'UTILISATION D'UNE « CUISINE MOBILE »

Dans un Ehpad, l'animatrice a proposé des ateliers culinaires en chambre pour les résidents les plus dépendants en ayant recours à un chariot mobile de cuisine. Son chariot est équipé d'un four, d'une plaque de cuisson électrique et d'une crêpière. La cuisine dite mobile a beaucoup de succès et permet à l'ensemble des résidents, quel que soit leur état de santé, de participer à l'élaboration d'un plat choisi par eux, le savourer et de profiter des bonnes odeurs qui s'en dégagent.

## Le couloir et la salle à manger

- Il est possible d'installer des meubles dans les couloirs[21] s'il reste après leur installation une largeur de 1,40 m de passage.
- Dans les couloirs dotés de renfoncements qui sont pourvus de mobilier (sièges, tables basses, etc.), le mobilier n'a pas besoin d'être fixé, il est dans ce cas considéré comme du mobilier meublant.

**POINT DE VIGILANCE**
Les portes ouvrant sur le couloir peuvent être maintenues ouvertes sous réserve d'être asservies à la centrale de sécurité incendie.

- Dans les couloirs linéaires, le mobilier (dont les sièges) doit être fixé. Dans ce cas, le mobilier est considéré comme du gros mobilier et doit présenter une résistance au feu.

[18] Article GC3 de l'arrêté du 25 juin 1980 portant approbation des dispositions générales du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public (ERP) modifié par l'arrêté du 10 octobre 2005 portant approbation de diverses dispositions complétant et modifiant le règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public

[19] Articles GC19 de l'arrêté du 25 juin 1980 portant approbation des dispositions générales du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public (ERP) modifié par l'arrêté du 10 octobre 2005 portant approbation de diverses dispositions complétant et modifiant le règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public.

[20] Bien que possible dans certains cas, il est recommandé de ne pas avoir recours aux équipements à gaz dans les cuisines accessibles aux résidents.

[21] Articles CO37 de l'arrêté du 25 juin 1980 portant approbation des dispositions générales du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public (ERP) modifié par l'arrêté du 23 décembre 1996 portant approbation de dispositions modifiant et complétant le règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public et article AM16 de l'arrêté du 25 juin 1980 portant approbation des dispositions générales du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public (ERP).

## La décoration

- La décoration[22] fixée au mur :
  - la décoration murale n'est soumise à aucune réglementation tant que sa superficie ne dépasse pas 20% de la surface des murs de la pièce.
  - les guirlandes électriques sont autorisées dès lors que la norme NF EN 60598-2-20 est mentionnée sur l'emballage[23].

**POINT DE VIGILANCE**
Lorsque la décoration occupe plus de 20 % de la surface des murs, elle doit être réalisée en matériaux difficilement inflammables (catégorie M2[24]).

- La décoration fixée au plafond[25] :
  - dans les espaces d'une superficie de plus de 50 m² et dans les dégagements, la décoration suspendue au plafond (guirlandes, petits objets de décoration, affiches d'une surface supérieure à 0,50 m² et autres suspensions) doit être ininflammable (catégorie M1).

## Les plantes

- Aucune plante **naturelle** n'est soumise au règlement de sécurité incendie.
- L'usage de plantes et fleurs artificielles[26] doit être limité. À défaut, elles doivent être difficilement inflammables (catégorie de matériaux M2). Par ailleurs, elles doivent hors de portée du public dès qu'elles mesurent plus d'1,70 m.

[22] Tableaux, posters, suspensions, miroirs etc.
[23] Article AM19 de l'arrêté du 25 juin 1980 portant approbation des dispositions générales du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public (ERP).
[24] *Ibid*.
[25] Article AM10 de l'arrêté du 25 juin 1980 portant approbation des dispositions générales du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public (ERP) modifié par l'arrêté du 24 septembre 2009 portant approbation de diverses dispositions modifiant le règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public (ERP types AM).
[26] Article AM19 de l'arrêté du 25 juin 1980 portant approbation des dispositions générales du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public (ERP).

# LES DISPOSITIONS SPÉCIFIQUES

## LES NORMES APPLICABLES AUX ÉTABLISSEMENTS DE TYPE J[27]

Les normes précédemment présentées sont communes aux établissements de type J et U.
Cependant, il existe des spécificités notamment pour les chambres des résidents dans les établissements de type J.

### La chambre

- Les résidents sont libres de meubler et décorer à leur convenance leur espace privé.
- Les rideaux doivent être classés M2 dès lors que la superficie de la pièce dépasse 50 m² (article AM12). En dessous de ce seuil, des rideaux non ignifugés peuvent être utilisés.
- Aucune réglementation en matière de sécurité incendie ne s'applique aux draps, alèses, dessus de lits, couvertures, oreillers, etc.
- La fermeture à clé des portes de chambres est admise dans la mesure où les personnes en charge de la surveillance de l'établissement détiennent une clé permettant l'ouverture de toutes ces portes[28]. Les résidents peuvent disposer de la clé de leur chambre.
- La largeur des portes des chambres doit être de 90 cm[29].

[27] Structures d'accueil pour personnes âgées et personnes handicapées, du secteur médico-social. « *Depuis le 7 avril 2002, les Ehpad sont soumis aux normes de sécurité incendie de type J en matière de sécurité incendie. Dans ce cadre, il n'y a aucune exigence de comportement au feu ni pour les revêtements, ni pour le mobilier, ni pour la literie* ».
[28] Article J21 de l'Arrêté du 19 novembre 2001 portant approbation de dispositions complétant et modifiant le règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public (ERP type J).
[29] Soit une unité de passage conformément à l'article CO38, à l'arrêté du 8 décembre 2014 fixant les dispositions prises pour l'application des articles R. 111-19-7 à R. 111-19-11 du code de la construction et de l'habitation et de l'article 14 du décret n° 2006-555 relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public situés dans un cadre bâti existant et des installations existantes ouvertes au public et à l'arrêté du 20 avril 2017 relatif à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public lors de leur construction et des installations ouvertes au public lors de leur aménagement.

## LES NORMES APPLICABLES AUX ÉTABLISSEMENTS DE TYPE U[30]

Il existe également des spécificités pour les établissements de type U portant sur les espaces collectifs et individuels.

### Espaces collectifs

- Le gros mobilier[31] et l'agencement principal doivent être en matériaux difficilement inflammables (catégorie M2) ou en bois moyennement inflammable (catégorie M3).
- Les rideaux doivent être en tissu difficilement inflammable[32] (catégorie M2), quelle que soit la superficie du local/de l'espace.
- Les mains courantes doivent être constituées de matériaux moyennement inflammables (catégorie m³).
- La largeur des couloirs doit être d'au moins 1,40 m, voire 1,80 m pour permettre le croisement d'un lit et d'un fauteuil roulant.

### Espaces de la chambre

- Les portes des chambres doivent avoir une largeur minimale de 1,10 m.[33]
- Concernant la fermeture à clé des portes des chambres, celle-ci est doit être exceptionnelle et liée à la surveillance particulière d'un résident[34].
- Le gros mobilier (bibliothèque, placard,…) doit être réalisé en matériaux difficilement inflammables (catégorie M2) ou en bois moyennement inflammable (catégorie M3) avec une épaisseur supérieure ou égale à 18 millimètres.
- Les rideaux[35] doivent être en tissu difficilement inflammable (catégorie M2), quelle que soit la superficie de la chambre.
- Les draps, alèses et couvertures non matelassées, à l'exception des dispositifs médicaux, devront avoir satisfait aux essais encadrés par la norme[36] NF EN ISO 12952-12[37] et 2.

## RÉSULTATS ATTENDUS[38]

**Les établissements personnalisent au maximum les espaces.**
**Les résidents décorent leur espace privé.**
**L'environnement est perçu comme « confortable, rassurant et stimulant[39] ».**

---

[30] Établissements de soins, du secteur sanitaire. « Pour les établissements dont la construction est antérieure au 7 avril 2002, un certain nombre sont restés en type U à la demande des commissions de sécurité. Dans ce cas, les exigences de comportement au feu sont requises pour tous les revêtements, le mobilier et la literie ».

[31] Article U23 de l'arrêté du 10 décembre 2004 portant approbation de diverses dispositions complétant et modifiant le règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public (ERP type U).

[32] Article U25 de l'arrêté du 10 décembre 2004 portant approbation de diverses dispositions complétant et modifiant le règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public (ERP type U).

[33] Article U16 de l'arrêté du 10 décembre 2004 portant approbation de diverses dispositions complétant et modifiant le règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public (ERP type U).

[34] Article U21 de l'arrêté du 10 décembre 2004 portant approbation de dispositions complétant et modifiant le règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public (ERP) :
*« Fonctionnement des autres portes*
*§ 1. Dans les hôpitaux ou les services nécessitant une surveillance particulière des patients, les portes des locaux ou unités de soins peuvent être maintenues exceptionnellement verrouillées, à condition d'être placées chacune sous la responsabilité d'un préposé à leur ouverture.*
*Ce verrouillage peut être réalisé selon l'un des deux principes suivants :*
*a) Par un verrouillage par clés. Dans ce cas :*
*- les personnels soignants doivent être dotés du passe correspondant ;*
*- ce passe doit être mis à disposition des services de secours en cas d'incendie ;*
*- il est interdit de munir ces portes de clés ou de crémones sous verre dormant.*
*b) Par un dispositif de verrouillage électromagnétique conforme aux dispositions de l'article CO 46 (§ 2), à l'exception du dispositif de commande manuelle de déverrouillage qui peut être, par dérogation, situé dans un local réservé exclusivement au personnel et situé dans chaque service concerné par cette dérogation.*
*§ 2. En dérogation à l'article CO 48 (§ 4), une porte coulissante non motorisée peut être installée, dans les locaux de moins de 10 m², sous réserve qu'elle ne doive pas justifier d'un classement de résistance au feu. »*

[35] Article U25 de l'arrêté du 25 juin 1980 portant approbation des dispositions générales du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public (ERP) modifié par l'arrêté du 10 décembre 2004 portant approbation de dispositions complétant et modifiant le règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public (ERP).

[36] Article U23 de l'Arrêté du 25 juin 1980 portant approbation des dispositions générales du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public (ERP) modifié par l'arrêté du 6 mars 2006 portant approbation de diverses dispositions complétant et modifiant le règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public (meubles rembourrés, ascenseurs et autres).

[37] L'ISO 12952-1:2010 s'applique aux articles de literie qui peuvent normalement être placés sur un matelas (par exemple : housses de matelas, alèses, draps et molletons d'incontinence, draps, couvertures, couvertures électriques, dessus-de-lit, matelassés (couettes) et couvre-lits, oreillers (quel que soit le rembourrage) et traversins, taies d'oreillers, etc.). L'ISO 12952-1:2010 ne s'applique pas aux matelas, sommiers et protège-matelas.

[38] Ces résultats sont issus de l'application de l'ensemble des dispositions répertoriées dans la fiche-repère.

[39] *Art. D. 312-155-0-1.-I du décret n° 2016-1164 du 26 août 2016 relatif aux conditions techniques minimales d'organisation et de fonctionnement des établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes.*

# ANNEXES

## Annexe 1. Références réglementaires et personnes à contacter pour les normes de sécurité incendie et les normes d'accessibilité

### RÉFÉRENCES RÉGLEMENTAIRES

#### Généralités

- **Pour la classification des établissements :** Arrêté du 25 juin 1980 portant approbation des dispositions générales du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public (ERP).
- Pour la définition du mobilier : Article 534 (Livre II, Titre 1er, Chapitre II) du Code Civil.

**Interlocuteurs**

- Mairie de la commune d'implantation.
- Commission consultative de sécurité et d'accessibilité intervenant sur le territoire de la commune d'implantation.
- Direction départementale des territoires et de la mer.

#### Sécurité incendie

- Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) : articles L 123-1 à L 123-4, R 123-1 à R 123-55 et R 152-6 à R 152-7.
- Décret n°95-1081 du 3 octobre 1995 relatif à la sécurité des personnes, des animaux et des biens lors de l'emploi des matériels électriques destinés à être employés dans certaines limites de tension.
- Décret n°81-1237 du 30 décembre 1981 également abrogé par le Décret 95-1081 du 3 octobre 1995 relatif à la sécurité des personnes, des animaux et des biens lors de l'emploi des matériels électriques destinés à être employés dans certaines limites de tension.
- Arrêté du 22 juin 1990 portant approbation de dispositions complétant le règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public (ERP) successivement modifié.
- Arrêté du 19 novembre 2001 portant approbation de dispositions complétant et modifiant le règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public (ERP type J).
- Arrêté du 10 décembre 2004 portant approbation de diverses dispositions complétant et modifiant le règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public (ERP type U).
- Circulaire DDSC/DGAS/DGUHC n° 2007-36 du 15 mai 2007 relative au classement et à la réglementation sécurité incendie (habitation ou ERP) applicable aux établissements accueillant des personnes âgées, y compris les logements-foyers pour personnes âgées.
- Note d'information DGAS/5B/2C n° 2008-103 du 26 mars 2008 relative aux nouvelles modalités de médicalisation et de tarification des logements foyers ainsi qu'aux nouvelles règles applicables en matière de sécurité incendie dans ces structures.

#### Accessibilité

- Loi n° 2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées (art. 45).
- Décret n° 2006-555 du 17 mai 2006 relatif à l'accessibilité des établissements recevant du public, des installations ouvertes au public et des bâtiments d'habitation et modifiant le code de la construction et de l'habitation, modifié.
- Décret n° 95-260 du 8 mars 1995 relatif à la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité, modifié.
- Arrêté du 20 avril 2017 relatif à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public lors de leur construction et des installations ouvertes au public lors de leur aménagement.
- Arrêté du 8 décembre 2014 fixant les dispositions prises pour l'application des articles R. 111-19-7 à R. 111-19-11 du code de la construction et de l'habitation et de l'article 14 du décret numéro 2006-555 relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public situés dans un cadre bâti existant et des installations existantes ouvertes au public.
- Code de la Construction et de l'Habitation : articles L 111-7 à L 111-8-4 et R 111-19 à R 111-19- 29.

## Annexe 2. Classification des matériaux d'aménagement en fonction de leur réaction au feu[40] issue de l'arrêté du 21 novembre 2002 relatif à la réaction au feu des produits de construction et d'aménagement

| | Combustibilité | Inflammabilité | Exemples de matériaux |
|---|---|---|---|
| **M0** | Incombustible | | Pierre, brique, ciment, tuiles, plomb, acier, ardoise, céramique, plâtre, béton, verre, laine de roche, Staff |
| **M1** | Combustible | Ininflammable | Matériaux composites, PVC rigide, dalles minérales de faux-plafonds, certains bois ignifugés, certains polyesters ignifugés |
| **M2** | Combustible | Difficilement inflammable | Moquette murale, panneau de particules |
| **M3** | Combustible | Moyennement inflammable | Bois (y compris lamellé-collé), revêtement sol caoutchouc, moquette polyamide, laine |
| **M4** | Combustible | Facilement inflammable | Papier, polyester, polypropylène, tapis fibres mélangées |

[40] La réaction au feu désigne la manière dont les matériaux vont se comporter en tant que combustible quand ils sont exposés au feu. Le classement M s'applique aux matériaux d'aménagement i.e. ceux meublant le bâtiment tels que le mobilier, les voilages, les rideaux, tentures, les stores, etc.

# CONDUITE DES TRAVAUX

### ÉQUIPE PROJET DE L'ANESM

- Delphine DUPRE-LEVEQUE, responsable de secteur « personnes âgées »
- Aylin AYATA, chef de projet
- Éliane CALDAS, assistante coordination de projet
- Nagette JOUSSE, assistante coordination de projet
- Sophie NEVIERE, documentaliste

### ANALYSE JURIDIQUE

- Maître Marion PUISSANT, Montpellier

### VALIDATION ET ADOPTION DE LA FICHE-REPÈRE

- Didier CHARLANNE, directeur de l'Anesm

### EXPERTS CONSULTÉS

- Fany CERESE, AA Conseil – Aménagement & Autonomie
- Kevin CHARRAS, Fondation Médéric Alzheimer

**ANESM**
5, avenue du Stade de France
Immeuble Green Corner
93218 Saint-Denis La Plaine Cedex
Tél. 01 48 13 91 00

Toutes les publications de l'Anesm sont téléchargeables sur
**www.has-sante.fr**

Mars 2018

Conception graphique : **Efil** - www.efil.fr - 20180620 - Impression : Corlet imprimeur, SA - Dépôt légal : Mars 2018

# Extrait du REGISTRE des

# DÉLIBÉRATIONS du CONSEIL MUNICIPAL

## SÉANCE du jeudi 12 décembre 2024

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Le Conseil Municipal de la Commune de SENLIS (Oise), légalement convoqué le 6 décembre 2024 par Madame LOISELEUR, Maire, s'est assemblé le jeudi 12 décembre 2024 à 19h00 au lieu ordinaire de ses séances à l'Hôtel de Ville de Senlis, en vue de délibérer sur les affaires inscrites à l'ordre du jour.

Nombre de conseillers municipaux en exercice : 33 - Présents : 21 - Pouvoirs : 10 - Votants : 31 - Absents : 2

**Présents :** Mme LOISELEUR - Mme ROBERT - M. GAUDUBOIS - Mme SIBILLE - M. GUÉDRAS - M. NGUYEN PHUOC VONG - Mme PALIN SAINTE AGATHE - M. REIGNAULT - Mme MIFSUD - M. LECOMTE - Mme BALOSSIER - M. CURTIL - Mme GORSE CAILLOU - M. LEFEVRE - Mme MAUPAS - Mme GLASTRA - Mme DUBOIS - Mme PRUVOST-BITAR - Mme AUNOS - Mme REYNAL - Mme BENOIST - **Ont donné mandat de voter en leur nom :** Mme LUDMANN à M. LEFEVRE - M. GAUDION à Mme GLASTRA - M. DELACROY à Mme ROBERT - Mme BOUTEMY à Mme SIBILLE - Mme LEPITRE à M. GAUDUBOIS - Mme AIT M BARK à Mme LOISELEUR - M. CHAPUIS à M. REIGNAULT - M. FLEURETTE à Mme PRUVOST-BITAR - M. BOULANGER à Mme AUNOS - M. GEOFFROY à Mme BENOIST - **Absents :** Mme VALLER - M. DIEDRICH - **Secrétaire de séance :** Mme BENOIST - **Présidence de séance :** Mme LOISELEUR, Maire.

## N° 32 - Cession foncière de la propriété communale du 17 rue Yves Carlier

**Madame le Maire expose :**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, en particulier les articles L.2241-1 et L.1311-12,

Vu l'avis du pôle d'évaluation domaniale n° 2024-60612-34753 en date du 07 mai 2024,

Vu la commission d'Aménagement, Urbanisme et Transition Ecologique en date du 27 novembre 2024 ;

La municipalité envisage de procéder à la vente d'un bien immobilier, libres d'occupation, afin de réutiliser le produit de la cession à la réalisation des travaux d'investissement en faveur des Senlisiens.

Par délibération le 30 mai 2024, le Conseil municipal a approuvé le principe de cession d'une maison mitoyenne cadastrée AR 166 et 170, située 17 rue Yves Carlier à Senlis par la procédure dite de vente notariale interactive (VNI).

Cette procédure consiste en un appel d'offres sur internet via la procédure « Immo-Interactif », organisée par le Marché Immobilier des Notaires (MIN), dont le double objectif est de toucher un grand nombre d'investisseurs et de permettre aux candidats de se porter acquéreur, en assortissant leur offre de prix de conditions suspensives.

Les offres sont déposées, anonymement, par les acquéreurs potentiels sur www.immobiliers.notaires.fr, site officiel de l'immobilier des Notaires, véritable salle des ventes en ligne accessible par internet.

La mise à prix de la vente en ligne a été fixé à 233 660 € soit 220 000 € net vendeur, 13 200 € d'honoraires de négociation (soit 6% du prix de vente) et 466 € de provision sur frais de publicité et d'organisation de la vente à la charge de l'acquéreur.

Suite à l'organisation de la vente, du 15 octobre 2024 14h00 au 16 octobre 2024 14h00, par Maître Nivelet, l'offre la plus importante formulée a été émise par M. Cronier et Mme Diot (identifiés comme « Internaute 3 » sur le PV de réception des offres en annexe) pour un montant de 337 000 €, honoraires de négociation compris.

M. Cronier et Mme Diot ont inclus dans leur proposition une condition suspensive d'obtention de prêt.

19 DEC. 2024
Acte exécutoire le 19 DEC. 2024 - Reçu par la Préfecture le 19 DEC. 2024 et publié sur le site internet de la Ville le

Dans ce contexte, et considérant l'intérêt pour la commune de céder un bien inoccupé dont elle n'a pas usage, il est proposé au Conseil municipal d'accepter l'offre la plus importante proposée au prix donc de 337 000 €, soit 317.924,53€ net vendeur et 19 075,47€ d'honoraires de négociation.

*L'exposé entendu,* ***Madame le Maire*** *a soumis au vote ce projet de délibération et* ***le Conseil Municipal*** *à main levée et* ***à l'unanimité,***

- a autorisé Madame le Maire à accepter l'offre d'achat la plus importante formulée par M. CRONIER et Mme DIOT : 337 000 € soit 317 924,53 € net vendeur et 19 075,47 € d'honoraires de négociation,

- a désigné Maître Aurélie NIVELET, notaire au 2 rue de l'Argilière 60300 SENLIS, pour la concrétisation de cette cession foncière selon les modalités définies ci-dessus,

- a autorisé Madame le Maire à signer tous actes à intervenir en ce sens et notamment les actes notariés.

*Le Secrétaire de Séance*
Magalie BENOIST

MAIRIE DE SENLIS (Oise)

*Le Maire*
Pascale LOISELEUR

*Cette délibération peut faire l'objet d'un recours dans un délai de deux mois à compter de sa publicité et de sa transmission au contrôle de légalité, par courrier adressé au Tribunal administratif d'Amiens, 14 rue Lemerchier, 80000 AMIENS, ou via l'application Télérecours citoyens, accessible via le site internet www.telerecours.fr.*

Conseil Municipal du 12 décembre 2024
Délibération n° 32 - Annexe 1

Acte exécutoire le 19/12/2024
Reçu par la Préfecture le 19/12/2024
Publié sur le Site Internet de la Ville le 19/12/2024

# PROCÈS-VERBAL DE RÉCEPTION DES OFFRES

Clôture de la réception des offres : 16/10/2024 à 14:24

| Agréments demandés | Agréments accordés | Offres reçues | Dernière offre reçue |
|---|---|---|---|
| 6 | 3 | 39 | 337 000 € |

## HISTORIQUE DES OFFRES

| Offres | Internaute | Date | Heure |
|---|---|---|---|
| 337 000 € | Internaute 3 | 16/10/24 | 14:17:37 |
| 334 000 € | Internaute 5 | 16/10/24 | 14:17:27 |
| 331 000 € | Internaute 3 | 16/10/24 | 14:15:04 |
| 328 000 € | Internaute 5 | 16/10/24 | 14:14:57 |
| 325 000 € | Internaute 3 | 16/10/24 | 14:12:28 |
| 322 000 € | Internaute 5 | 16/10/24 | 14:12:14 |
| 319 000 € | Internaute 3 | 16/10/24 | 14:10:05 |
| 316 000 € | Internaute 5 | 16/10/24 | 14:09:53 |
| 313 000 € | Internaute 3 | 16/10/24 | 14:07:29 |
| 310 000 € | Internaute 5 | 16/10/24 | 14:07:14 |
| 307 000 € | Internaute 3 | 16/10/24 | 14:06:32 |
| 304 000 € | Internaute 5 | 16/10/24 | 14:06:03 |
| 301 000 € | Internaute 3 | 16/10/24 | 14:05:01 |
| 298 000 € | Internaute 5 | 16/10/24 | 14:04:39 |
| 295 000 € | Internaute 3 | 16/10/24 | 14:02:43 |
| 292 000 € | Internaute 5 | 16/10/24 | 14:02:20 |
| 289 000 € | Internaute 3 | 16/10/24 | 14:01:06 |
| 286 000 € | Internaute 5 | 16/10/24 | 14:00:44 |
| 283 000 € | Internaute 3 | 16/10/24 | 13:59:54 |
| 280 000 € | Internaute 5 | 16/10/24 | 13:59:48 |
| 277 000 € | Internaute 3 | 16/10/24 | 13:59:13 |
| 274 000 € | Internaute 5 | 16/10/24 | 13:58:53 |
| 271 000 € | Internaute 3 | 16/10/24 | 13:58:36 |
| 268 000 € | Internaute 5 | 16/10/24 | 13:58:30 |
| 265 000 € | Internaute 3 | 16/10/24 | 13:58:14 |
| 262 000 € | Internaute 5 | 16/10/24 | 13:58:03 |
| 259 000 € | Internaute 3 | 16/10/24 | 13:56:34 |
| 256 000 € | Internaute 5 | 16/10/24 | 13:56:22 |
| 253 000 € | Internaute 3 | 16/10/24 | 13:56:07 |
| 250 000 € | Internaute 1 | 16/10/24 | 13:55:59 |
| 247 000 € | Internaute 3 | 16/10/24 | 13:55:27 |
| 244 000 € | Internaute 5 | 16/10/24 | 13:55:12 |
| 241 000 € | Internaute 3 | 16/10/24 | 13:55:05 |
| 238 000 € | Internaute 1 | 16/10/24 | 13:54:58 |
| 235 000 € | Internaute 3 | 16/10/24 | 13:52:08 |
| 232 000 € | Internaute 1 | 16/10/24 | 13:51:39 |
| 229 000 € | Internaute 3 | 16/10/24 | 13:46:41 |
| 226 000 € | Internaute 5 | 16/10/24 | 13:45:37 |
| 223 000 € | Internaute 3 | 15/10/24 | 14:02:43 |



immobilier.notaires

Évaluer, acheter et vendre
en toute confiance

Rendez-vous sur

# www.immobilier.notaires.fr

facebook.com/immobilier.notaires.fr

@immonotaires

Conseil Municipal du 30 mai
Délibération n°10 - Annexe 1

7302-SD

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
*Liberté*
*Égalité*
*Fraternité*

Acte exécutoire le 07/06/2024
Reçu par la Préfecture le 07/06/2024
Publié sur le Site Internet de la Ville le 07/06/2024

FINANCES PUBLIQUES


Direction générale des Finances publiques

POLE D'ÉVALUATION DOMANIALE
2 RUE MOLIÈRE
60021 BEAUVAIS CEDEX
Téléphone : 03 44 06 35 35
Mél. : ddfip60.pole-evaluation@dgfip.finances.gouv.fr

POUR NOUS JOINDRE :

Affaire suivie par : Céline LEJEUNE
téléphone : 06 18 78 85 22
courriel : celine.lejeune@dgfip.finances.gouv.fr
Réf. DS : 17774734
Réf OSE : 2024-60612-34753


*Le Directeur à*

Conseil Municipal du 12 décembre 2024
Délibération n° 32 - Annexe 2

COMMUNE DE SENLIS

Acte exécutoire le 19/12/2024
Reçu par la Préfecture le 19/12/2024
Publié sur le Site Internet de la Ville le 19/12/2024

BEAUVAIS, le 07/05/2024

# AVIS DU DOMAINE SUR LA VALEUR VÉNALE

*La charte de l'évaluation du Domaine, élaborée avec l'Association des Maires de France, est disponible sur le site collectivites-locales.gouv.fr*



| | |
|---|---|
| *Nature du bien :* | Maison de 70 m² sur parcelle AR61 et AR62 (emprise de 453 m²) |
| *Adresse du bien :* | 17 rue Yves Carlier -60300 SENLIS |
| *Valeur :* | 200 000 €, assortie d'une marge d'appréciation de 10 %<br>(des précisions sont apportées au paragraphe « détermination de la valeur ») |

## 1 - CONSULTANT

affaire suivie par : Catherine GARCIA – Directeur de l'Aménagement et de l'Urbanisme
Tel : 03 44 32 00 57
garcia.c@ville-senlis.fr

## 2 - DATES

| | |
|---|---|
| de consultation : | 06/05/2024 |
| le cas échéant, du délai négocié avec le consultant pour émettre l'avis: | - |
| le cas échéant, de visite de l'immeuble : | 15/09/2022 |
| du dossier complet : | 06/05/2024 |

## 3 - OPÉRATION IMMOBILIÈRE SOUMISE À L'AVIS DU DOMAINE

### 3.1. Nature de l'opération

| | |
|---|---|
| Cession : | ☒ |
| Acquisition : | amiable ☐<br>par voie de préemption ☐<br>par voie d'expropriation ☐ |
| Prise à bail : | ☐ |
| Autre opération : | |

### 3.2. Nature de la saisine

| | |
|---|---|
| Réglementaire : | ☒ |
| Facultative mais répondant aux conditions dérogatoires prévues en annexe 3 de l'instruction du 13 décembre 2016[1] : | ☐ |
| Autre évaluation facultative (décision du directeur, contexte local...) | ☐ |

### 3.3. Projet et prix envisagé

La collectivité souhaite céder une maison, sur une parcelle d'environ 453 m².

Un précédent avis a été rendu le 15/09/2022 (ref OSE 2022-60612-64971 DS n°8973239) pour 189 000 €.

La collectivité souhaite prendre une délibération de mise en vente par adjudication interactive en ligne. Mise à prix 223 066 €.

En 2022, lors de l'estimation précédente, une locataire avec arrêté d'occupation temporaire était en place. Elle a libéré les lieux depuis, qui sont maintenant libres d'occupation.

1 Voir également page 17 de la Charte de l'évaluation du Domaine

## 4 - DESCRIPTION DU BIEN

### 4.1. Situation générale

Senlis est une commune sous-préfecture du département de l'Oise, située à une quarantaine de kilomètres au nord de Paris, à 60 km au sud-est de Beauvais, à 20 minutes de l'aéroport Roissy Charles de Gaulle, et à 2h de Lille par l'autoroute A1 (sortie n°8).

La vieille ville est constituée d'un ensemble de maisons et ruelles anciennes ceintes de remparts gallo-romains et médiévaux, autour d'une cathédrale gothique. Senlis développe également une activité économique tertiaire à proximité de l'autoroute du nord A1. C'est le centre d'une petite agglomération au sens de l'Insee, à la fois unité urbaine et aire urbaine avec la commune voisine de Chamant. Senlis ne dispose pas de gare SNCF.

### 4.2. Situation particulière - environnement - accessibilité - voirie et réseau

Le bien est situé en face du cimetière ancien de Senlis et à proximité d'infrastructures sportives et culturelles (danse, musique, vélodrome, piste d'athlétisme, tennis…), dans une rue desservie par une plaque tournante de Senlis : le rond-point de l'obélisque. Nuisances sonores dues à la présence d'activités musicales à la Maison des Loisirs, quelquefois jusque 23h30 selon la précédente occupante rencontrée lors de la visite de 2022.

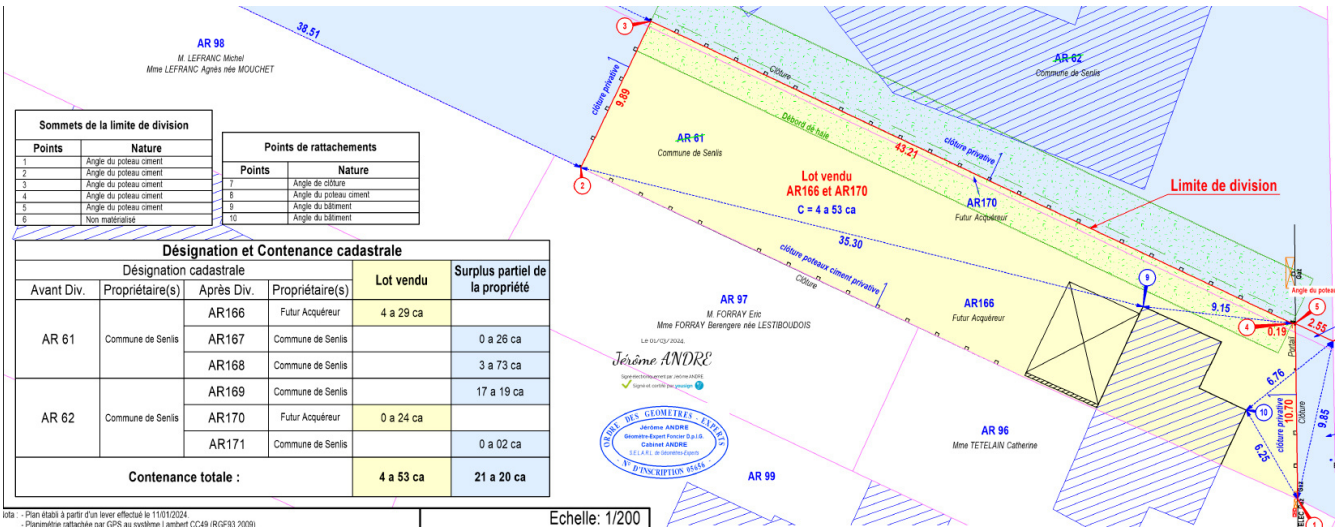
Le bien est desservi par les réseaux publics.

### 4.3. Références cadastrales

L'immeuble sous expertise figure au cadastre sous les références suivantes :

| Commune | Parcelle | Adresse/Lieu-dit | Superficie | Nature réelle |
|---|---|---|---|---|
| SENLIS | AR61 | 17 rue Yves Carlier | 8a 28ca | jardin sol |
| SENLIS | AR62 | 9001 rue Yves Carlier | 17a 45ca | sol |

Une division de ces parcelles va être opérée. La vente concernera les parcelles filles AR166 de 429 m² et AR170 de 24 m².




Sommets de la limite de division

| Points | Nature |
|---|---|
| 1 | Angle du poteau ciment |
| 2 | Angle du poteau ciment |
| 3 | Angle du poteau ciment |
| 4 | Angle du poteau ciment |
| 5 | Angle du poteau ciment |
| 6 | Non matérialisé |

Points de rattachements

| Points | Nature |
|---|---|
| 7 | Angle de clôture |
| 8 | Angle du poteau ciment |
| 9 | Angle du bâtiment |
| 10 | Angle du bâtiment |

Désignation et Contenance cadastrale

| Désignation cadastrale | | | | Lot vendu | Surplus partiel de la propriété |
|---|---|---|---|---|---|
| Avant Div. | Propriétaire(s) | Après Div. | Propriétaire(s) | | |
| AR 61 | Commune de Senlis | AR166 | Futur Acquéreur | 4 a 29 ca | |
| | | AR167 | Commune de Senlis | | 0 a 26 ca |
| | | AR168 | Commune de Senlis | | 3 a 73 ca |
| AR 62 | Commune de Senlis | AR169 | Commune de Senlis | | 17 a 19 ca |
| | | AR170 | Futur Acquéreur | 0 a 24 ca | |
| | | AR171 | Commune de Senlis | | 0 a 02 ca |
| Contenance totale : | | | | 4 a 53 ca | 21 a 20 ca |

### 4.4. Descriptif

Maison ancienne de 1920 mitoyenne sur une limite, sise sur une parcelle de 828 m², faisant l'objet d'une division. L'emprise après division serait d'une contenance de 453 m².

Descriptif de 2022

*L'accès de la rue s'effectue par un portail plein métallique. Il est possible de stationner 2 véhicules en enfilade sur le côté de la maison. Ce côté est goudronné et soulevé en plusieurs endroits par des racines.*

*Sur l'arrière, un jardin épuré au fond qui ne couvre pas toute la surface de parcelle (une clôture ampute déjà le terrain), et un appentis très bas appuyé sur la maison et couvert d'un toit en plastique qui semble s'affaisser.*

*Dessous et dans un angle, on constate une cavité, dans la surface enrobée, de près d'un mètre, témoin d'un affaissement de terrain. L'accès à la cave semi-enterrée se fait sous cet appentis par une porte basse en bois (ou par une porte dans la cuisine). En descendant deux marches, on trouve dans cette cave en pierres avec des cloisons intérieures en briques, une chaudière à gaz qui a été remplacée en 2016.*

*L'accès à la maison se fait par l'avant, la porte étant précédée de quelques marches en béton. En entrant, on trouve l'escalier qui mène aux étages sur la droite, le cuisine en face et, sur la gauche, l'accès à un salon et une salle à manger. Les sols sont couverts de linoléum sur tout le rez-de chaussée. La cuisine a été aménagée par l'occupante, occultant provisoirement une porte d'accès à la salle à manger.*

*En gravissant l'escalier en bois double-quart tournant sur la gauche, on accède à un petit palier parqueté, qui dessert la salle de bain/WC sur la droite, un petit placard sur la gauche, et 2 chambres en face, recouverts de linoleum. À l'étage, il est constaté plusieurs traces d'humidité, dans la chambre donnant sur rue, mais également dans la salle de bain.*

*Des travaux de remaillage de la toiture ont été effectués en 2018. La charpente est malgré tout en mauvais état selon le consultant, et des travaux de rénovation de la toiture sont donc à prévoir par l'acheteur (devis communiqué de 9 029,50 € TTC).*

*Selon l'occupante :*

*- l'électricité serait à remettre aux normes (pas relié à la terre)*

*- la présence de sites inscrits l'oblige à n'envisager que des fenêtres en bois. Un devis s'élève à 6 900 € TTC pour les remplacer.*

*Les fenêtres sont en état correct, même si elles sont en simple vitrage. Les volets en bois nécessiteraient une remise en état.*

Pas de diagnostics fournis.

### 4.5. Surfaces du bâti

Selon les applications internes, la surface est de :

- 64 m² pour 5 pièces
- 34 m² pour la cave
- 20 m² pour la remise

Le consultant indique une surface habitable de 70 m². C'est cette surface qui sera retenue par le service.

## 5 – SITUATION JURIDIQUE

### 5.1. Propriété de l'immeuble

Propriétaire : COMMUNE DE SENLIS SIREN 216006031 (pas d'acte fourni)

### 5.2. Conditions d'occupation

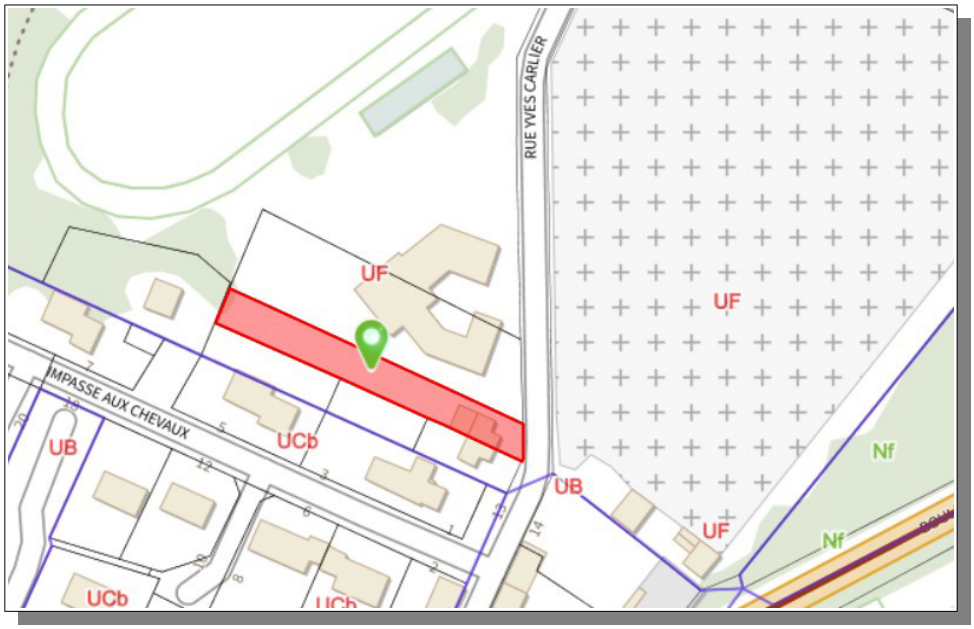
Libre.

## 6 - URBANISME

### Règles actuelles

Parcelle couverte par le Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune de SENLIS, dont la dernière procédure a été approuvée le 16/07/2017.

Zone classée UF, zone urbaine principalement affectée aux équipements publics ou d'intérêt collectif, regardés comme stables à l'échéance de dix ou quinze ans. Elle regroupe les principaux établissements d'enseignement, de formation, culturels, de santé, sociaux ou sportifs de la commune, hors secteur sauvegardé.




Périmètre des abords de monuments historiques et sites inscrits.

## 7 - MÉTHODE D'ÉVALUATION MISE EN ŒUVRE

La valeur vénale est déterminée par la méthode par comparaison qui consiste à fixer la valeur vénale ou locative à partir de l'étude objective des mutations de biens similaires ou se rapprochant le plus possible de l'immeuble à évaluer sur le marché immobilier local.

Au cas particulier, cette méthode est utilisée car il existe un marché immobilier local avec des biens comparables à celui du bien à évaluer.

## 8 - MÉTHODE COMPARATIVE

### 8.1. Études de marché

#### *8.1.1.Sources internes à la DGFIP et critères de recherche – Termes de comparaison*

- Étude de marché sur les mutations de maisons construites entre 1890 et 1960, de 50 à 90 m², de 04/2021 à 04/2024 dans un rayon de 500 m
- Termes maisons mitoyennes plus grandes

Il ressort de ces critères une sélection de 13 mutations (voir annexe)

#### *8.1.2.Autres sources externes à la DGFIP*

HOMIWOO

07 | Sensibilité des prix au code postal

| | T3- | T4 | T5+ |
|---|---|---|---|
| Haut de gamme ⊕ | 4 988 €/m² | 5 085 €/m² | 5 152 €/m² |
| Haut de gamme | 4 361 €/m² | 4 160 €/m² | 4 103 €/m² |
| Haut de gamme ⊖ | 4 106 €/m² | 4 018 €/m² | 3 908 €/m² |
| Milieu de gamme ⊕ | 4 034 €/m² | 3 806 €/m² | 3 606 €/m² |
| Milieu de gamme | 3 882 €/m² | 3 570 €/m² | 3 374 €/m² |
| Milieu de gamme ⊖ | 3 740 €/m² | 3 357 €/m² | 3 204 €/m² |
| Entrée de gamme ⊕ | 3 622 €/m² | 3 167 €/m² | 2 895 €/m² |
| Entrée de gamme | 3 493 €/m² | 2 775 €/m² | 2 576 €/m² |
| Entrée de gamme ⊖ | 2 934 €/m² | 2 209 €/m² | 2 131 €/m² |

### 8.2. Analyse et arbitrage du service – Termes de référence et valeur retenue

La maison mitoyenne jumelle par symétrie a été vendue par la commune de Senlis il y a plus de 10 ans, le 06/06/2013 (Volume 2013P03034) pour 154 000 € pour une surface de 64 m² et 34 m² de cave dans nos applications, mais avec une contenance de parcelle cadastrée AR96 de 266 m².

Les différentes études de marché ont montré une évolution globale des prix à la hausse par rapport à la dernière évaluation effectuée en 2022.

L'étude de marché pratiquée par le service fait ressortir une moyenne de 3 473 €/m² et une médiane de 3 610 €/m². Si l'on ne conserve que les termes de comparaison de maisons mitoyennes (n°6, 8, 10, 12 et 13), la moyenne et la médiane ressortent respectivement à 2 845 €/m² et 2 821 €/m².

Les termes de comparaison les plus approchants de par leurs surfaces sont les termes n°6, 8 et 10 qui présentent des prix allant du simple au double pour une prestation visuelle similaire. Le service arbitrera donc la valeur sur la base de la médiane à 2 821 €/m² : le quartier est moins résidentiel, et des travaux de gros œuvre sont à prévoir, mais le bien est en assez bon état général, bien qu'un peu plus ancien que ces maisons localisées Avenue du pré de l'Évêque.

Les valeurs données par Homiwoo en valeur intermédiaire de T4 en entrée de gamme sont cohérentes avec cette analyse.

La valeur vénale est donc estimée à 70 m² x 2 821 € = 197 470 € arrondie à 200 000 €.

## 9 - DÉTERMINATION DE LA VALEUR VÉNALE – MARGE D'APPRÉCIATION

L'évaluation aboutit à la détermination d'une valeur, éventuellement assortie d'une marge d'appréciation, et non d'un prix. Le prix est un montant sur lequel s'accordent deux parties ou qui résulte d'une mise en concurrence, alors que la valeur n'est qu'une probabilité de prix.

La valeur vénale du bien est arbitrée à **200 000 €.** Elle est exprimée hors taxe et hors droits.

Cette valeur est assortie d'une marge d'appréciation de 10 % portant la valeur minimale de vente sans justification particulière à 180 000 €

La marge d'appréciation reflète le degré de précision de l'évaluation réalisée (plus elle est faible et plus le degré de précision est important). De fait, elle est distincte du pouvoir de négociation du consultant.

Dès lors, le consultant peut, bien entendu, toujours vendre à un prix plus élevé ou acquérir à un prix plus bas sans nouvelle consultation du pôle d'évaluation domaniale.

Par ailleurs, sous réserve de respecter les principes établis par la jurisprudence, les collectivités territoriales, leurs groupements et leurs établissements publics ont la possibilité de s'affranchir de cette valeur par une délibération ou une décision pour vendre à un prix plus bas ou acquérir à un prix plus élevé.

## 10 - DURÉE DE VALIDITÉ

Cet avis est valable pour une durée de 18 mois.

Une nouvelle consultation du pôle d'évaluation domaniale serait nécessaire si l'accord* des parties sur la chose et le prix (article 1583 du Code Civil) n'intervenait pas ou si l'opération n'était pas réalisée dans ce délai.

**pour les collectivités territoriales et leurs groupements, la décision du conseil municipal ou communautaire de permettre l'opération équivaut à la réalisation juridique de celle-ci, dans la mesure où l'accord sur le prix et la chose est créateur de droits, même si sa réalisation effective intervient ultérieurement.*

En revanche, si cet accord intervient durant la durée de validité de l'avis, même en cas de signature de l'acte authentique chez le notaire après celle-ci, il est inutile de demander une prorogation du présent avis.

Une nouvelle consultation du pôle d'évaluation domaniale serait également nécessaire si les règles d'urbanisme, notamment celles de constructibilité, ou les conditions du projet étaient appelées à changer au cours de la période de validité du présent avis.

Aucun avis rectificatif ne peut, en effet, être délivré par l'administration pour prendre en compte une modification de ces dernières.

## 11 - OBSERVATIONS

L'évaluation est réalisée sur la base des éléments communiqués par le consultant et en possession du service à la date du présent avis.

Les inexactitudes ou insuffisances éventuelles des renseignements fournis au pôle d'évaluation domaniale sont susceptibles d'avoir un fort impact sur le montant de l'évaluation réalisée, qui ne peut alors être reproché au service par le consultant.

Il n'est pas tenu compte des surcoûts éventuels liés à la recherche d'archéologie préventive, de présence d'amiante, de termites et des risques liés au saturnisme, de plomb ou de pollution des sols.

## 12 - COMMUNICATION DU PRÉSENT AVIS À DES TIERS ET RESPECT DES RÈGLES DU SECRET PROFESSIONNEL

Les avis du Domaine sont communicables aux tiers dans le respect des règles relatives à l'accès aux documents administratifs (loi du 17 juillet 1978) sous réserve du respect du secret des affaires et des règles régissant la protection des données personnelles.

Certaines des informations fondant la présente évaluation sont couvertes par le secret professionnel.

Ainsi, en cas de demande régulière de communication du présent avis formulée par un tiers ou bien de souhait de votre part de communication de celui-ci auprès du public, il vous appartient d'occulter préalablement les données concernées.

Pour le Directeur et par délégation,

Céline LEJEUNE
Évaluatrice domaniale

*L'enregistrement de votre demande a fait l'objet d'un traitement informatique. Le droit d'accès et de rectification, prévu par la loi n° 78-17 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, s'exerce auprès des directions territorialement compétentes de la Direction Générale des Finances Publiques.*

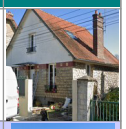
ORT

# ANNEXE

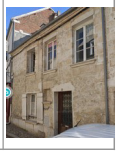
## *8.1.1.Sources internes à la DGFIP et critères de recherche – Termes de comparaison*

- Étude de marché sur les mutations de maisons construites entre 1890 et 1960, de 50 à 90 m², de 04/2021 à 04/2024 dans un rayon de 500 m

Il ressort de ces critères une sélection de 11 mutations

| Terme | Ref. enregistrement | Ref. Cadastrales | Commune | Adresse | Date mutation | Année construct. | Surface terrain | Surface utile totale | Prix total | Prix/m² (surf. utile) | Observations | Visuel |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 1 | 6004P04 2023P12695 | 612//AO/82// | SENLIS | 5 ALL DES ARENES | 07/12/2023 | 1931 | 871 | 62 | 347 000 € | 5 597 € | Maison individuelle. Sous-sol, garage indépendant. |  |
| 2 | 6004P04 2023P06498 | 612//AO/57// | SENLIS | 8 ALL DES ARENES | 26/06/2023 | 1930 | 614 | 90 | 399 500 € | 4 439 € | Maison individuelle. Sous-sol, dépendance avec garage. |  |
| 3 | 6004P04 2022P13893 | 612//AO/92// | SENLIS | 15 RTE DE CHANTILLY | 15/11/2022 | 1931 | 607 | 74 | 352 000 € | 4 757 € | Maison individuelle. Sous-sol. Garage accolé |  |
| 4 | 6004P04 2023P05019 | 612//AO/104// 612//AO/103//1 | SENLIS | 4 RUE DE LA FONTAINE DES ARENES | 26/04/2023 | 1900 | 640 | 80 | 400 000 € | 5 000 € | Maison individuelle. Dépendances, serre et garage. | - |
| 5 | 6004P04 2021P10595 | 612//AP/24// | SENLIS | 6 AV DU PRE DE L'EVEQUE | 27/08/2021 | 1957 | 467 | 66 | 300 000 € | 4 545 € | Maison individuelle. Sous-sol total comprenant garage |  |
| 6 | 6004P04 2021P07348 | 612//AP/21// | SENLIS | 8 AV DU PRE DE L'EVEQUE | 28/05/2021 | 1957 | 438 | 78 | 220 000 € | 2 821 € | Maison mitoyenne. Sous-sol total. Garage. |  |
| 7 | 6004P04 2021P08226 | 612//AP/17// | SENLIS | 12 AV DU PRE DE L'EVEQUE | 28/06/2021 | 1956 | 387 | 59 | 213 000 € | 3 610 € | Maison individuelle. |  |
| 8 | 6004P04 2021P10185 | 612//AP/16// | SENLIS | 14 AV DU PRE DE L'EVEQUE | 19/08/2021 | 1956 | 579 | 73 | 295 000 € | 4 041 € | Maison mitoyenne. Sous-sol total |  |
| 9 | 6004P04 2022P07850 | 612//AP/41// | SENLIS | 15 AV DU PRE DE L'EVEQUE | 04/07/2022 | 1957 | 562 | 84 | 367 500 € | 4 375 € | Maison individuelle. Sous-sol total comprenant garage |  |
| 10 | 6004P04 2022P01685 | 612//AP/15// | SENLIS | 16 AV DU PRE DE L'EVEQUE | 19/01/2022 | 1956 | 551 | 75 | 150 000 € | 2 000 € | Maison mitoyenne. Sous-sol total, |  |
| 11 | 6004P04 2023P11594 | 612//AP/65// | SENLIS | 9 AV DU VAL D'AUNETTE | 26/10/2023 | 1958 | 545 | 72 | 210 000 € | 2 917 € | Maison individuelle. Sous-sol, garage |  |
| | | | | | | | | | **MOYENNE** | **3 473 €** | | |
| | | | | | | | | | **MÉDIANE** | **3 610 €** | | |

- Termes maisons mitoyennes plus grandes

| Terme | Ref. enregistrement | Ref. Cadastrales | Commune | Adresse | Date mutation | Année construct. | Surface terrain | Surface utile totale | Prix total | Prix/m² (surf. utile) | Observations | Visuel |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 12 | 6004P04 2021P13714 | 612//AO/103//2 | SENLIS | 28 PL DES ARENES | 14/10/2021 | 1923 | | 98 | 318 000 € | 3 245 € | Maison dont l'aspect extérieur est approchant du bien étudié. Pas de parking mais une place publique à proximité |  |
| 13 | 6004P04 2022P01484 | 612//AE/229//9 612//AE/229//8 612//AE/229//16 612//AE/229//6 612//AE/229//14 612//AE/229//15 612//AE/229//13 612//AE/229//24 612//AE/229//10 612//AE/229//11 | SENLIS | 22 RUE LEON FAUTRAT | 26/01/2022 | 1900 | 40 | 119 | 252 000 € | 2 120 € | Maison de ville sans stationnement |  |

Département l' Oise

Propriété de la commune de Senlis

Commune de Senlis

# PLAN DE LA LIMITE DIVISOIRE

17 Rue Yves Carlier
Cadastre section AR

Conseil Municipal du 12 décembre 2024
Délibération n° 32 - Annexe 3

Conseil Municipal du 30 mai 2024
Délibération n° 10 - Annexe 3

Acte exécutoire le 19/12/2024
Reçu par la Préfecture le 19/12/2024
Publié sur le Site Internet de la Ville le 19/12/2024

Acte exécutoire le 07/06/2024
Reçu par la Préfecture le 07/06/2024
Publié sur le Site Internet de la Ville le 07/06/2024

N

Cabinet André — se perpétue en fils depuis 1800 — GÉOMÈTRE EXPERT

AR 154
Mme LAUNAY Florence née BARONI
M. LAUNAY Florent
10.14
38.79
38.51

AR 153
Commune de Senlis

AR168
Commune de Senlis

AR169
Commune de Senlis

AR 62
Commune de Senlis

AR 98
M. LEFRANC Michel
Mme LEFRANC Agnès née MOUCHET

Surplus partiel de la propriété
AR168, AR167, AR169 et AR171
C = 21 a 20 ca

AR 61
Commune de Senlis

Lot vendu
AR166 et AR170
C = 4 a 53 ca

AR170
Futur Acquéreur

Limite de division

clôture privative
9.89
Clôture
Débord de haie
43.21
clôture privative
35.30
clôture poteaux ciment privative
Clôture

AR 97
M. FORRAY Eric
Mme FORRAY Berengere née LESTIBOUDOIS

AR166
Futur Acquéreur

AR 96
Mme TETELAIN Catherine

AR 99

Le 01/03/2024.

Jérôme ANDRE
Signé électroniquement par Jérôme ANDRE
Signé et certifié par yousign

ORDRE DES GEOMETRES - EXPERTS
Jérôme ANDRE
Géomètre-Expert Foncier D.p.l.G.
Cabinet ANDRE
S.E.L.A.R.L. de Géomètres-Experts
N° D'INSCRIPTION 05656

Gaz
Angle du poteau ciment
9.15
2.55
0.19
Portail
6.76
clôture privative
10.70
Clôture
9.85
6.25
ELEC
Gaz
Fil d'eau

AR171
Commune de Senlis

AR167
Commune de Senlis

Carlier

Yves

Rue

**Sommets de la limite de division**

| Points | Nature |
|---|---|
| 1 | Angle du poteau ciment |
| 2 | Angle du poteau ciment |
| 3 | Angle du poteau ciment |
| 4 | Angle du poteau ciment |
| 5 | Angle du poteau ciment |
| 6 | Non matérialisé |

**Points de rattachements**

| Points | Nature |
|---|---|
| 7 | Angle de clôture |
| 8 | Angle du poteau ciment |
| 9 | Angle du bâtiment |
| 10 | Angle du bâtiment |

**Désignation et Contenance cadastrale**

| Désignation cadastrale | | | | Lot vendu | Surplus partiel de la propriété |
|---|---|---|---|---|---|
| Avant Div. | Propriétaire(s) | Après Div. | Propriétaire(s) | | |
| AR 61 | Commune de Senlis | AR166 | Futur Acquéreur | 4 a 29 ca | |
| | | AR167 | Commune de Senlis | | 0 a 26 ca |
| | | AR168 | Commune de Senlis | | 3 a 73 ca |
| AR 62 | Commune de Senlis | AR169 | Commune de Senlis | | 17 a 19 ca |
| | | AR170 | Futur Acquéreur | 0 a 24 ca | |
| | | AR171 | Commune de Senlis | | 0 a 02 ca |
| **Contenance totale :** | | | | **4 a 53 ca** | **21 a 20 ca** |

Nota : - Plan établi à partir d'un lever effectué le 11/01/2024.
- Planimétrie rattachée par GPS au système Lambert CC49 (RGF93 2009).
- Les limites parcellaires figurées en rose et les bâtiments figurés en bleu résultent d'une application cadastrale. Ces limites sont impropres à définir la propriété.

| Indice | Modifications | Date: |
|---|---|---|
| A | MB | 05/02/2024 |
| B | JA : Mise à jour des désignations cadastrales | 01/03/2024 |

Echelle: 1/200


Cabinet André — se perpétue en fils depuis 1800 — GÉOMÈTRE EXPERT

**Cabinet ANDRE** - SELARL de Géomètre-Expert
**27 rue des Jardiniers - 60300 SENLIS**
**cabinet.andre@geometre-expert-foncier.fr**
**Tél : 03 44 53 01 01** - Fax : 03 44 53 84 73


Réf. : 19268-01-B | GE : JA

***DESCRIPTION DES LIMITES***

Entre les Points 2- 3, la clôture est privative et rattachée à la parcelle cadastrée section AR168.
Entre les Points 3- 4- 5, la clôture est privative et rattachée à la parcelle cadastrée section AR169.
Entre les Points 1- 4, la clôture est privative et rattachée aux parcelles cadastrées section AR166 et AR170.
Entre les Points 1- 2, la clôture poteaux ciment est privative et rattachée à la parcelle cadastrée section AR n° 61.

Commune :
SENLIS (612)

Numéro d'ordre du document d'arpentage : 1361L

Document vérifié et numéroté le 27/02/2024
A Creil
Par Aurélien VIVIEN-RAGUET
Technicien Géomètre
Signé

CREIL
1 et 2 square Hélène Boucher
CS 80136

60831 CREIL CEDEX
Téléphone : 0344644330

sdif.pro.oise@dgfip.finances.gouv.fr

# DIRECTION GENERALE DES FINANCES PUBLIQUES

## EXTRAIT DU PLAN CADASTRAL

CERTIFICATION
(Art. 25 du décret n° 55-471 du 30 avril 1955)

Le présent document d'arpentage, certifié par les propriétaires soussignés (3) a été établi (1) :

A - D'après les indications qu'ils ont fournies au bureau ;

B - En conformité d'un piquetage : ---------- effectué sur le terrain ;

C - D'après un plan d'arpentage ou de bornage, dont copie ci-jointe, dressé le ---------- par ---------- géomètre à ----------.

Les propriétaires déclarent avoir pris connaissance des informations portées au dos de la demande 6463.

A ---------- , le ----------

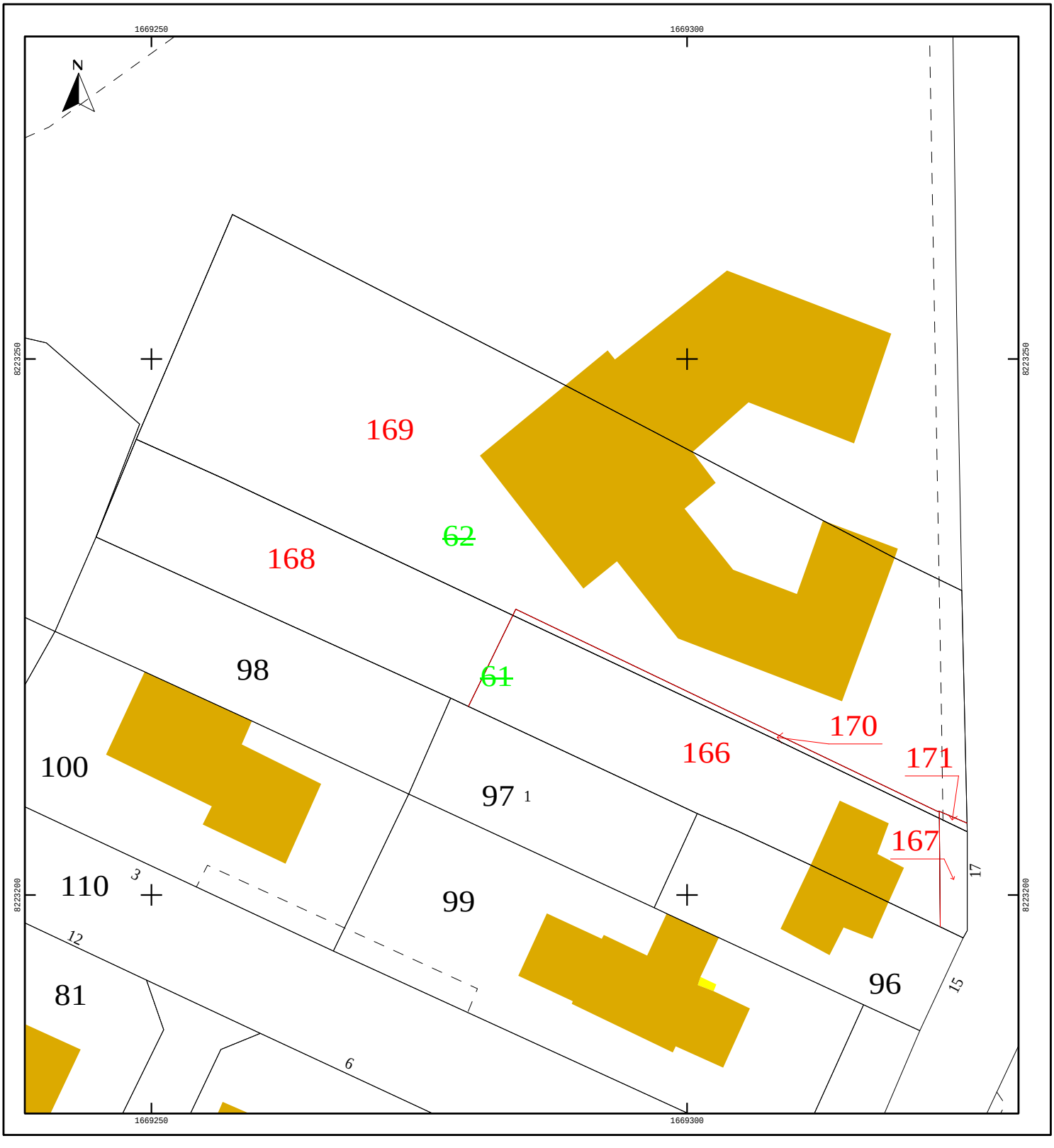
Modification selon les énonciations d'un acte à publier

Section : AR
Feuille(s) : 000 AR 01
Qualité du plan : Plan régulier avant 20/03/1980
Echelle d'origine : 1/1000
Echelle d'édition : 1/500
Date de l'édition : 27/02/2024
Support numérique : ----------

D'après le document d'arpentage dressé
Par ANDRE Jérôme (2)

Réf. :
Le 31/01/2024

(1) Rayer les mentions inutiles. La formule A n'est applicable que dans le cas d'une esquisse (plan rénové par voie de mise à jour). Dans la formule B, les propriétaires peuvent avoir effectué eux mêmes le piquetage.
(2) Qualité de la personne agréée (géomètre expert, inspecteur, géomètre ou technicien retraité du cadastre, etc ... ).
(3) Précisez les noms et qualité du signataire s'il est différent du propriétaire (mandataire, avoué, représentant qualifié de l'autorité expropriant, etc...).



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
*Liberté Égalité Fraternité*

FINANCES PUBLIQUES

Direction générale des finances publiques
Cellule d'assistance du SPDC
Tél : 0 809 400 190 (appel non surtaxé)
du lundi au vendredi
de 8h00 à 18h00
Courriel : esi.orleans.ADspdc@dgfip.finances.gouv.fr

N° de dossier :

# Extrait cadastral modèle 1

conforme à la documentation cadastrale à la date du : 01/03/2024
validité six mois à partir de cette date.

Extrait confectionné par : SELARL Cabinet ANDRE

SF2412307719

DESIGNATION DES PROPRIETES

*Département :* 060 *Commune :* 612 SENLIS

| Section | N° plan | PDL | N° du lot | Quote-part Adresse | Contenance cadastrale | Renvoi | Désignation nouvelle | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | | | | N° de DA | Section | N° plan | Contenance |
| AR | 0061 | | | 17 RUE YVES CARLIER | 0ha08a28ca | | 612 0001361 | AR | 0166 | 0ha04a29ca |
| | | | | | | | 612 0001361 | AR | 0167 | 0ha00a26ca |
| | | | | | | | 612 0001361 | AR | 0168 | 0ha03a73ca |
| AR | 0062 | | | 9001 RUE YVES CARLIER | 0ha17a45ca | | 612 0001361 | AR | 0169 | 0ha17a19ca |
| | | | | | | | 612 0001361 | AR | 0170 | 0ha00a24ca |
| | | | | | | | 612 0001361 | AR | 0171 | 0ha00a02ca |

OBSERVATIONS DU SERVICE DE LA PUBLICITE FONCIERE

Décrets modifiés du 4 janvier 1955 art. 7 et 40 et du 14 octobre 1955 art. 21 et 30

SPDC

# Extrait du REGISTRE des

# DÉLIBÉRATIONS du CONSEIL MUNICIPAL

## SÉANCE du jeudi 12 décembre 2024

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Le Conseil Municipal de la Commune de SENLIS (Oise), légalement convoqué le 6 décembre 2024 par Madame LOISELEUR, Maire, s'est assemblé le jeudi 12 décembre 2024 à 19h00 au lieu ordinaire de ses séances à l'Hôtel de Ville de Senlis, en vue de délibérer sur les affaires inscrites à l'ordre du jour.

Nombre de conseillers municipaux en exercice : 33 - Présents : 21 - Pouvoirs : 10 - Votants : 31 - Absents : 2

**Présents :** Mme LOISELEUR - Mme ROBERT - M. GAUDUBOIS - Mme SIBILLE - M. GUÉDRAS - M. NGUYEN PHUOC VONG - Mme PALIN SAINTE AGATHE - M. REIGNAULT - Mme MIFSUD - M. LECOMTE - Mme BALOSSIER - M. CURTIL - Mme GORSE CAILLOU - M. LEFEVRE - Mme MAUPAS - Mme GLASTRA - Mme DUBOIS - Mme PRUVOST-BITAR - Mme AUNOS - Mme REYNAL - Mme BENOIST - **Ont donné mandat de voter en leur nom :** Mme LUDMANN à M. LEFEVRE - M. GAUDION à Mme GLASTRA - M. DELACROY à Mme ROBERT - Mme BOUTEMY à Mme SIBILLE - Mme LEPITRE à M. GAUDUBOIS - Mme AIT M BARK à Mme LOISELEUR - M. CHAPUIS à M. REIGNAULT - M. FLEURETTE à Mme PRUVOST-BITAR - M. BOULANGER à Mme AUNOS - M. GEOFFROY à Mme BENOIST - **Absents :** Mme VALLER - M. DIEDRICH - **Secrétaire de séance :** Mme BENOIST - **Présidence de séance :** Mme LOISELEUR, Maire.

## N° 33 - Lancement de l'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat et de Renouvellement Urbain (OPAH-RU) du centre-ville de Senlis

**Madame le Maire expose :**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation, notamment les articles L303-1 à L303-3, régissant les Opérations Programmées d'Amélioration de l'Habitat (OPAH) et les Opérations de Revitalisation de Territoire (ORT),

Vu l'intégration de la Ville de Senlis au dispositif Action Cœur de Ville (ACV) en septembre 2018 et l'homologation de la convention ACV en ORT en mars 2021,

Vu l'avenant n°3 portant prorogation du dispositif Action Cœur de Ville pour la période 2023 – 2026, en date du 16 avril 2024,

Vu l'avis favorable de la Commission d'Aménagement, Urbanisme et de Transition Energétique en date du 27 novembre 2024,

Vu l'avis de la commission des finances en date du 03 décembre 2024.

Considérant l'inscription, dans le plan d'action du programme, d'une intervention devant renforcer l'attractivité et la qualité de l'habitat en centre-ville,

Dans le cadre du dispositif Action Cœur de Ville, la Ville de Senlis a lancé en novembre 2022 la réalisation d'une étude pré-opérationnelle visant à établir un diagnostic exhaustif de l'habitat en centre-ville pour déterminer de l'opportunité de la mise en place d'un dispositif d'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat – Renouvellement urbain (OPAH-RU) et, le cas échéant, d'un calibrage de ce dernier à l'échelle du Secteur Sauvegardé de Senlis (périmètre du Site Patrimonial Remarquable). D'une surface de 42 hectares, ce périmètre est constitué d'un grand nombre d'activités, de services et d'environ 1500 logements (20% des logements de la commune) répartis sur environ 700 immeubles.

*Pour rappel, une OPAH-RU est un dispositif qui vise à inciter des propriétaires privés à réaliser des travaux grâce à des subventions et un accompagnement technique, administratif et financier tout au long de leur projet de rénovation de leur logement. C'est aussi un dispositif d'informations et de conseils neutre en direction des propriétaires privés (occupants ou bailleurs).*

Acte exécutoire le 19 DEC. 2024 - Reçu par la Préfecture le 19 DEC. 2024 et publié sur le site internet de la Ville le 19 DEC. 2024

Ce diagnostic, réalisé immeuble par immeuble à l'échelle du Site Patrimonial Remarquable, offre une connaissance essentielle pour qualifier et quantifier les besoins en matière de réhabilitation du parc de logements anciens privés. Ces quelques chiffres permettent d'en mesurer l'importance : 75% des immeubles ont été bâtis avant les premières réglementations thermiques (1971), 50% des vitrages ne sont pas performants, 60% des copropriétés ne sont pas immatriculées et, par extension, sont dysfonctionnelles (notamment pour l'organisation des travaux sur les parties communes). Enfin, plus de 15% du parc est en voie de dégradation, voire dégradé et 17% des logements sont vacants, (soit 251 logements sur les 1500 recensés sur le périmètre). Des études de faisabilité de travaux (2 maisons, 7 appartements, 2 logements vacants et 2 copropriétés) réalisées sur un échantillonnage pertinent au regard de la composition d'habitat du centre-ville (2 maisons, 7 appartements, 2 logements vacants et 2 copropriétés) confirment ces données statistiques.

Ces constats permettent d'identifier les besoins clés afin d'améliorer et traiter les situations d'habitat dégradé du cœur de ville :

- Traiter les situations d'habitat dégradé et, ou vacant
- Concilier les enjeux patrimoniaux et de rénovation énergétique
- Favoriser la remise sur le marché de logements vacants
- D'accompagner les copropriétés à l'amélioration de leur fonctionnement
- D'accompagner les copropriétaires dans la réalisation de travaux

**Il apparaît opportun**, au regard du diagnostic établi, de mettre en œuvre un dispositif d'OPAH-RU. Celui-ci est spécifiquement calibré pour permettre de répondre aux enjeux cités à l'échelle du Site Patrimonial Remarquable.

Les logements situés en dehors du périmètre restent éligibles aux aides de droit commun en vigueur.

**Les thématiques retenues** dans la stratégie opérationnelle s'adressent aux propriétaires bailleurs (logements locatifs du parc privé) et propriétaires occupants. Il s'agit d'accompagner :

- Les travaux de rénovation énergétique
- Les travaux lourds (habitat dégradé, indigne)
- Les travaux liés à l'autonomie

Il est également proposé, dans le cadre de l'OPAH-RU, d'intervenir sur d'autres champs où l'Agence Nationale pour l'Amélioration de l'Habitat (ANAH) n'intervient pas, mais représentant un enjeu majeur pour l'attractivité de l'habitat en centre-ville :

- Le patrimoine, avec un accompagnement au ravalement de façade du cœur de ville
- Les copropriétés, non éligibles dans leur situation aux critères de l'ANAH (état de dégradation insuffisant), via un appel à manifestation d'intérêt dont les critères seront à définir ultérieurement

Cette stratégie se compose de plusieurs volets :

- Le préventif (prévention auprès des copropriétés)
- L'incitatif (aides à la réalisation de travaux)
- Le coercitif (injonction sur des immeubles très dégradés / à l'abandon)
- Le patrimonial (aide au ravalement de façade)

**La durée de l'OPAH-RU** est fixée pour une durée de 5 ans et doit permettre de traiter 142 logements et 50 immeubles. L'équivalent de 430 logements seront ainsi rendus plus attractifs, décents et, ou confortables.

**Le programme d'aide** représente sur toute la durée de l'OPAH un coût de 5 256 850 € réparti comme suit entre la Ville de Senlis, la Communauté de Communes Senlis Sud Oise, la Banque des Territoires et l'Agence Nationale pour l'Amélioration de l'Habitat.

- 713 400 € pour la Ville de Senlis (soit 142 680€ / an)
- 713 400 € pour la Communauté de Communes Senlis Sud Oise (soit 142 680€ / an)
- 114 500 € pour la Banque des Territoires (soit 22 900 € / an)
- 3 725 550 € pour l'ANAH (soit 745 110 € / an)

**L'animation de l'OPAH-RU**, inclus dans le coût du dispositif, sera confiée à un opérateur spécialisé dans le cadre d'une mission de suivi-animation, dans le respect du Code de la Commande Publique.
Les missions sont définies comme suit :

- Mission d'Assistance à Maîtrise d'Ouvrage (AMO) auprès des porteurs de projets (propriétaires occupants, bailleurs, copropriétés) sur les volets techniques, financiers et administratifs.

- Tenues de permanences d'accueil du public dans un lieu dédié (animation, coordination et information) – Maison cœur de ville (ancienne loge du gardien)
- Diagnostics (technique, social et juridique, gestion en cas de copropriété)
- Dossier d'enquête préalable à la Déclaration d'Utilité Publique (DUP) dans le cadre de l'Opération de Restauration Immobilière (ORI) et animation auprès des propriétaires concernés
- Assistance auprès de la Ville et de ses partenaires pour définir une stratégie d'intervention spécifique aux situations complexes
- Actions de communication ciblées
- Suivi et évaluation de l'OPAH-RU
- Actions spécifiques auprès des entreprises locales du bâtiment susceptible d'intervenir pour réaliser les travaux (valorisation économie locale).

Cette mission d'animation d'OPAH-RU est financée par les partenaires signataires de la convention financière d'OPAH-RU (ANAH, CCSSO, Ville de Senlis et Banque des Territoires) au regard d'une part fixe et d'une part variable (relative au nombre de dossiers subventionnés par l'OPAH-RU).

*L'exposé entendu,* ***Madame le Maire*** *a soumis au vote ce projet de délibération et* ***le Conseil Municipal*** *à main levée et* ***à l'unanimité,***

- a approuvé le lancement d'une Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat – Renouvellement Urbain (OPAH-RU) sur le centre-ville de Senlis,

- a autorisé Madame le Maire à signer la convention OPAH-RU et à procéder à toutes les démarches nécessaires pour la signature de toutes les pièces afférentes à la bonne exécution de l'OPAH-RU,

- a précisé que les crédits nécessaires au fonctionnement du dispositif seront déterminés par le Conseil Municipal, à chaque vote du budget, selon les besoins de l'OPAH-RU.

*Le Secrétaire de Séance*
Magalie BENOIST

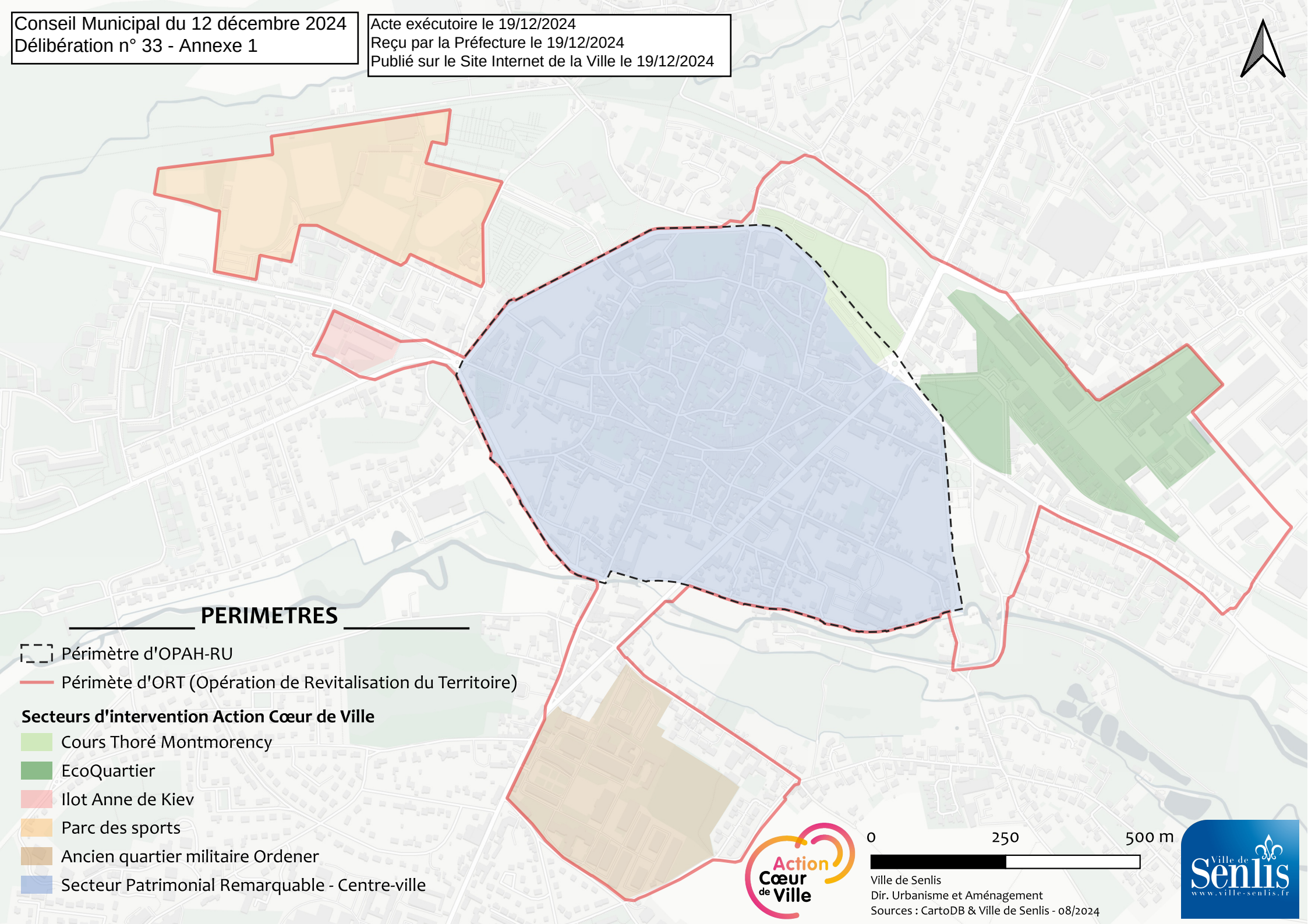
MAIRIE DE SENLIS (Oise)

*Le Maire*
Pascale LOISELEUR

*Cette délibération peut faire l'objet d'un recours dans un délai de deux mois à compter de sa publicité et de sa transmission au contrôle de légalité, par courrier adressé au Tribunal administratif d'Amiens, 14 rue Lemerchier, 80000 AMIENS, ou via l'application Télérecours citoyens, accessible via le site internet www.telerecours.fr.*

Conseil Municipal du 12 décembre 2024
Délibération n° 33 - Annexe 1

Acte exécutoire le 19/12/2024
Reçu par la Préfecture le 19/12/2024
Publié sur le Site Internet de la Ville le 19/12/2024



# Extrait du REGISTRE des

# DÉLIBÉRATIONS du CONSEIL MUNICIPAL

## SÉANCE du jeudi 12 décembre 2024

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Le Conseil Municipal de la Commune de SENLIS (Oise), légalement convoqué le 6 décembre 2024 par Madame LOISELEUR, Maire, s'est assemblé le jeudi 12 décembre 2024 à 19h00 au lieu ordinaire de ses séances à l'Hôtel de Ville de Senlis, en vue de délibérer sur les affaires inscrites à l'ordre du jour.

Nombre de conseillers municipaux en exercice : 33 - Présents : 21 - Pouvoirs : 10 - Votants : 31 - Absents : 2

**Présents :** Mme LOISELEUR - Mme ROBERT - M. GAUDUBOIS - Mme SIBILLE - M. GUÉDRAS - M. NGUYEN PHUOC VONG - Mme PALIN SAINTE AGATHE - M. REIGNAULT - Mme MIFSUD - M. LECOMTE - Mme BALOSSIER - M. CURTIL - Mme GORSE CAILLOU - M. LEFEVRE - Mme MAUPAS - Mme GLASTRA - Mme DUBOIS - Mme PRUVOST-BITAR - Mme AUNOS - Mme REYNAL - Mme BENOIST - **Ont donné mandat de voter en leur nom :** Mme LUDMANN à M. LEFEVRE - M. GAUDION à Mme GLASTRA - M. DELACROY à Mme ROBERT - Mme BOUTEMY à Mme SIBILLE - Mme LEPITRE à M. GAUDUBOIS - Mme AIT M BARK à Mme LOISELEUR - M. CHAPUIS à M. REIGNAULT - M. FLEURETTE à Mme PRUVOST-BITAR - M. BOULANGER à Mme AUNOS - M. GEOFFROY à Mme BENOIST - **Absents :** Mme VALLER - M. DIEDRICH - **Secrétaire de séance :** Mme BENOIST - **Présidence de séance :** Mme LOISELEUR, Maire.

## N° 34 - Délégation de Maîtrise d'Ouvrage de l'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat & de Renouvellement Urbain (OPAH-RU) centre-ville de Senlis, par la CCSSO à la Ville de Senlis

**Madame le Maire expose :**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation, notamment les articles L303-1 à L303-3, régissant les Opérations Programmées d'Amélioration de l'Habitat (OPAH) et les Opérations de Revitalisation de Territoire (ORT)

Vu l'intégration de la Ville de Senlis au dispositif Action Cœur de Ville (ACV) en septembre 2018 et l'homologation de la convention ACV en ORT en mars 2021

Vu l'avenant n°3 portant prorogation du dispositif Action Cœur de Ville pour la période 2023 – 2026, le 16 avril 2024,

Vu l'inscription, dans le plan d'action du programme, d'une intervention devant renforcer l'attractivité et la qualité de l'habitat en centre-ville,

Vu l'avis favorable de la Commission d'Aménagement, Urbanisme et de Transition Energétique en date du 27 novembre 2024,

Vu l'avis de la commission des finances en date du 03 décembre 2024.

Le Maire exposant

Dans le cadre du dispositif Action Cœur de Ville, la Ville de Senlis a lancé en novembre 2022 la réalisation d'une étude pré-opérationnelle visant à établir un diagnostic exhaustif de l'habitat en centre-ville pour déterminer de l'opportunité de la mise en place d'un dispositif d'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat – Renouvellement urbain (OPAH-RU) à l'échelle du Site Patrimonial Remarquable de Senlis.

Acte exécutoire le 19 DEC. 2024 - Reçu par la Préfecture le 19 DEC. 2024 et publié sur le site internet de la Ville le 19 DEC. 2024

Cette étude a fait l'objet, avant son lancement, d'une délégation de maîtrise d'ouvrage de la Communauté de Communes Senlis Sud Oise (CCSSO) à la Ville. Cette délégation a pris fin avec la finalisation de l'étude et la rédaction de la convention d'OPAH-RU.

Compte tenu de la pertinence de la mise en œuvre de l'OPAH-RU et afin de maintenir la dynamique engagée en matière d'amélioration de l'habitat ancien – et de l'attractivité du territoire, le renouvellement de la délégation de maîtrise d'ouvrage par la CCSSO à la Ville de Senlis pour la Maîtrise d'Ouvrage de l'OPAH-RU sur 5 ans est motivé par :

- Le périmètre défini sur lequel l'OPAH-RU sera effective : Le Site Patrimonial Remarquable de Senlis
- La mobilisation d'une ingénierie dédiée au sein des services de la Ville pour le suivi de l'OPAH-RU, qui a déjà suivi l'étude préalable
- L'inscription dans le dispositif Action Cœur de Ville de la mise en œuvre du dispositif d'OPAH-RU

Cette délégation de compétence est régie par un conventionnement entre la CCSSO et la Ville de Senlis, disponible en annexe de la présente délibération. Elle détermine notamment les habilitations de la Ville sur le périmètre de l'OPAH (Site Patrimonial Remarquable), les attributions des deux parties et les modalités techniques, financières et juridiques nécessaires à la mise en œuvre de la Maîtrise d'Ouvrage de l'OPAH-RU.

Le Conseil Communautaire délibèrera de son côté pour la délégation de Maîtrise d'Ouvrage de l'Opération Programmée de l'Amélioration de l'Habitat – Renouvellement Urbain (OPAH-RU) à la Ville de Senlis, pour son centre historique.

La Ville de Senlis, peut bénéficier d'une subvention de l'Agence Nationale pour l'Amélioration de l'Habitat pour le financement du poste chargé du suivi de l'OPAH-RU, durant toute sa durée.

*L'exposé entendu,* ***Madame le Maire*** *a soumis au vote ce projet de délibération et* ***le Conseil Municipal*** *à main levée et* ***à l'unanimité,***

- a approuvé la délégation de Maîtrise d'Ouvrage de l'OPAH-RU de la CCSSO à la Ville de Senlis et de mettre en œuvre les ressources nécessaires pour son bon déroulement,

- a autorisé Madame le Maire à procéder à toutes les démarches nécessaires et à signer toutes les pièces afférentes à la délégation de compétence objet de la délibération.

*Le Secrétaire de Séance*
Magalie BENOIST

MAIRIE DE SENLIS (OISE)

*Le Maire*
Pascale LOISELEUR

*Cette délibération peut faire l'objet d'un recours dans un délai de deux mois à compter de sa publicité et de sa transmission au contrôle de légalité, par courrier adressé au Tribunal administratif d'Amiens, 14 rue Lemerchier, 80000 AMIENS, ou via l'application Télérecours citoyens, accessible via le site internet www.telerecours.fr.*

Conseil Municipal du 12 décembre 2024
Délibération n°34 - Annexe 1

Acte exécutoire le 19/12/2024
Reçu par la Préfecture le 19/12/2024
Publié sur le Site Internet de la Ville le 19/12/2024

# CONVENTION DE DELEGATION DE MAITRISE D'OUVRAGE ENTRE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES SENLIS SUD OISE ET LA VILLE DE SENLIS

## Relative à la mise en œuvre d'un projet de réhabilitation de l'habitat du Site Patrimonial Remarquable – centre-ville de Senlis

**CONVENTION DE DELEGATION DE MAITRISE D'OUVRAGE DU PROJET D'OPERATION PROGRAMMEE D'AMELIORATION DE L'HABITAT – RENOUVELLEMENT URBAIN**

**ENTRE**

~ La Communauté de Communes Senlis Sud Oise, représentée par son Président, dûment habilité par délibération du Conseil Communautaire du 15 juillet 2020 N°2020-CC-03-052, affiché le 22 juillet 2020, Monsieur Guillaume MARECHAL, dont le siège social est situé au 30 avenue Eugène Gazeau, 60300 Senlis,

Ci-après désignée la CCSSO ou « **déléguant** » en tant que titulaire initial de la maitrise d'ouvrage, d'une part

**ET**

~ La Ville de Senlis, représentée par son Maire en exercice, dûment habilité par délibération du Conseil Municipal du 5 juillet 2020, affiché le 6 juillet, Madame Pascale LOISELEUR

Ci-après désignée la Ville, ou « **maître d'ouvrage délégué** » en tant que bénéficiaire temporaire de la maitrise d'ouvrage,

d'autre part

# SOMMAIRE

PREAMBULE ..... 1
ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION ..... 2
ARTICLE 2 : ATTRIBUTIONS DELEGUEES ..... 3
ARTICLE 3 : ENGAGEMENTS DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES SENLIS SUD OISE ..... 3
ARTICLE 4 : ENGAGEMENTS DE LA VILLE DE SENLIS ..... 4
ARTICLE 5 : COORDINATION DU PROJET ..... 5
ARTICLE 6 : DUREE ET ACHEVEMENT ..... 5
6.1 Durée ..... 5
6.2 Achèvement ..... 6
ARTICLE 7 : CONDITIONS FINANCIERES ..... 6
ARTICLE 8 : CONDITIONS DE MODIFICATION OU DE RESILIATION ..... 7
8.1 Résiliation de la convention ..... 7
8.2 Modification de la convention ..... 7
ARTICLE 9 : PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL ..... 7
ARTICLE 10 : LITIGES ..... 8

## PREAMBULE

Senlis, sous-préfecture de l'arrondissement éponyme, peuplée d'environ 15 700 habitants, située au cœur de l'intercommunalité Senlis Sud Oise et du Parc Naturel Régional Oise Pays de France, se caractérise par un patrimoine exceptionnel dans un écrin d'espaces paysagers et agricoles. Depuis de nombreuses années, la Ville a engagé une démarche environnementale vertueuse résolument orientée vers le renouvellement urbain et limite drastiquement, de fait, l'étalement urbain.

Cette démarche, formalisée dans le cadre du dispositif « Action Cœur de Ville » auquel la Senlis est intégrée, considère ces notions essentielles afin de bâtir une ville plus durable et résiliente, rayonnant à l'échelle du sud de l'Oise. Ainsi, plusieurs axes structurants d'interventions ont été identifiés pour répondre à ces enjeux d'attractivité et de rayonnement. Ces derniers doivent favoriser :

- Une offre attractive de l'habitat en centre-ville, entre réhabilitation et reconstruction ;
- Un développement économique et commercial équilibré ;
- L'accessibilité, les mobilités et les connexions ;
- La mise en valeur des formes urbaines, de l'espace publique et du patrimoine ;
- L'accès aux équipements et services publics.

Lors d'un premier comité de projet en mars 2021, la situation de l'habitat ancien en Site Patrimonial Remarquable constituait le cœur du débat et les partenaires de la Ville ont plaidé en faveur d'une intervention sur le logement en centre-ville et de leur accompagnement.

Ces débats ont conduit à la réalisation d'une étude pré-opérationnelle préalables à la mise en place d'un dispositif d'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat en Renouvellement Urbain (OPAH-RU) à l'échelle du Site Patrimonial Remarquable de Senlis, ce qui correspond au cœur historique de la Ville.

Cette étude devait notamment définir, à travers un diagnostic quantitatif et qualitatif, de la nécessité de mettre en œuvre un tel programme.

Compte tenu des résultats et des enjeux identifiés à l'issue de cette étude, il apparaît opportun d'instaurer une OPAH-RU à l'échelle du périmètre étudié. Celle-ci permettra notamment :

- ~ De traiter les situations d'habitat dégradé, vacant ou cumulant ces deux aspects ;
- ~ De concilier la rénovation du parc privé ancien avec la valorisation du patrimoine historique ;
- ~ De favoriser la remise sur le marché de logements vacants ;
- ~ D'accompagner les copropriétés à l'amélioration du fonctionnement puis dans la réalisation de travaux ;
- ~ D'inciter à la réalisation de travaux dans les parties privatives des logements en copropriété.

Tenant compte de ces éléments, l'étude a également permis de définir une stratégie opérationnelle avec plusieurs volets (préventif, incitatif, coercitif et patrimonial) mobilisant divers leviers (techniques, juridiques, financiers) devant permettre d'atteindre des objectifs, eux-aussi définis grâce à cette prestation.

Afin de poursuivre la dynamique engagée, de simplifier les procédures et assurer le bon déroulement de la future Opération Programmée de l'Amélioration de l'Habitat en Renouvellement Urbain (OPAH-RU), la délégation de la Maîtrise d'Ouvrage du projet d'OPAH-RU de la CCSSO à la Ville est motivée par :

- Le périmètre défini sur lequel l'OPAH-RU sera effective : Le Site Patrimonial Remarquable de Senlis ;
- La mobilisation d'une ingénierie dédiée au sein des services de la Ville pour le suivi de l'OPAH-RU ;
- L'inscription, dans le plan global du dispositif Action Cœur de Ville, de la réalisation d'une OPAH-RU (fiche action axe 1 – A) ;
- Les rendus diagnostics de l'étude pré-opérationnelle à la mise en place d'une OPAH-RU et le calibrage quantitatif et financier de cette dernière.

Généralement, les modalités d'exercice des compétences des EPCI reconnaissent un principe de subsidiarité qui justifie la présente convention, en effet, en ramenant le pilotage de la mise en œuvre d'une OPAH-RU dans un secteur du périmètre Action Cœur de Ville, au sein de la Ville de Senlis. Cet échelon apparait comme le plus adapté et le plus pertinent pour traiter efficacement l'habitat ancien dégradé de la Ville.

Aussi, cette répartition entre commune et intercommunalité s'inscrit dans l'esprit des textes en vigueur portant sur la clause générale de compétences des communes et plus récemment sur l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique (Loi n°2019-1461 du 27 décembre 2019 dite « Engagement et Proximité », cherchant à ajuster « les équilibres au sein du bloc local » que ce soit sur le plan des périmètres, de la gouvernance ou des compétences).

Ainsi, le présent contenu de la convention précise notamment :

~ Les conditions de la délégation de Maîtrise d'Ouvrage de l'OPAH-RU par la CCSSO, habilitant la Ville à cet effet sur le périmètre défini en annexe ;

~ Les attributions des deux parties, établies dans le respect des compétences de la CCSSO fixée par délibération du conseil communautaire du 26 septembre 2018, en matière de logement social ;

~ Les modalités techniques, juridiques et financières nécessaires à la mise en œuvre de la Maîtrise d'Ouvrage de l'OPAH-RU.

## ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente délégation détermine les conditions dans lesquelles la CCSSO délègue à la Ville la Maîtrise d'Ouvrage du projet d'Opération Programmée de l'Amélioration de l'Habitat en Renouvellement Urbain (OPAH-RU) sur le secteur du Site Patrimonial Remarquable de Senlis, correspondant au centre-ville historique et inscrit dans le périmètre d'Opération de Revitalisation Prioritaire (ORT) du dispositif Action Cœur de Ville de Senlis.

De ce fait, la Ville assurera, sous sa responsabilité, le pilotage, l'encadrement et l'exécution de l'ensemble des missions qui lui incomberont.

La présente convention de délégation a ainsi pour objet de déterminer les contours de la convention de délégation de maîtrise d'ouvrage et les modalités administratives, techniques et financières de l'opération déléguée.

## ARTICLE 2 : ATTRIBUTIONS DELEGUEES

Le maître d'ouvrage délégué est tenu de réaliser les missions administratives et techniques concourant à la réalisation du projet visé au sein de la présente convention.

La Ville n'est tenue envers la CCSSO que de la bonne exécution des attributions dont elle a personnellement été chargée par elle.

De manière générale, la Ville s'engage à mettre en œuvre tous les moyens nécessaires à la bonne exécution des missions qui lui sont confiées, dans le respect des dispositions de la présente convention.

En lien étroit avec la CCSSO, compétente en matière de politique du logement social, la mission de la Ville intègre :

- L'encadrement et le pilotage du dispositif d'OPAH-RU sur le Secteur Patrimonial Remarquable de Senlis ;
- L'élaboration du dossier de consultation des entreprises ;
- La préparation, la consultation, la signature et la gestion des marchés liés au projet conformément aux règles applicables pour la commande publique ;
- La gestion administrative et financière de tous les marchés, et autres engagements nécessaires à la réalisation du projet, objet de la convention ;
- Le versement des rémunérations au prestataire retenu ;
- Les demandes, le suivi et l'obtention des subventions liées au projet ;
- La mise en place des partenariats et la signature des conventions si besoin ;
- La communication liée à l'opération ;
- L'accomplissement de toute action (notamment action en justice) et de tous les actes afférents aux attributions mentionnées ci-dessus.

Il est à préciser que le choix de l'opérateur de l'OPAH-RU par le maître d'ouvrage délégué sera de sa seule responsabilité, dans le respect du Code de la Commande Publique.

## ARTICLE 3 : ENGAGEMENTS DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES SENLIS SUD OISE

Pour le bon déroulement de l'OPAH-RU en Site Patrimonial Remarquable de Senlis, la CCSSO s'engage :

- A déléguer la Maîtrise d'Ouvrage du projet d'OPAH à la Ville afin de lui permettre de mettre en œuvre les missions qui lui sont attachées ;
- Participer aux différentes instances de coordination du projet, définies à l'article 5 de la présente convention (Comités techniques, de pilotage et de suivi).
- Le déléguant s'engage à fournir au maître d'ouvrage délégué, dès la notification de la présente convention, toutes les études et documents en sa possession qui pourraient lui être nécessaires pour l'exécution de sa mission. Il s'engage à faire toutes diligences pour faciliter le respect de ses engagements auprès du maître d'ouvrage délégué.
- La CCSSO s'engage à intervenir, le cas échéant, auprès des tiers (administrations et particuliers notamment), afin de faciliter au maître d'ouvrage délégué l'accomplissement de ses missions.

## ARTICLE 4 : ENGAGEMENTS DE LA VILLE DE SENLIS

La Ville s'engage et assure, sous sa responsabilité, la bonne exécution des prestations, nécessaires à la réalisation du projet, qui lui seront confiées, à savoir :

- Déterminer, au sein du budget de la Ville, une enveloppe nouvelle spécifique allouée à la réalisation totale du projet qu'elle sera chargée de porter et d'exécuter ;
- A mettre en œuvre les outils et moyens nécessaires à la bonne réalisation de l'OPAH-RU et des champs d'action qui lui sont confiés ;
- Prendre les décisions, actes et conclure les conventions, avenants et marchés nécessaires à l'exercice de la mission, objet de la délégation de l'étude ;
- Désigner et encadrer les prestataires recrutés dans le cadre du projet ;
- Mettre en place une communication renforcée, proactive, mentionnant le partenariat avec la CCSSO ;
- Réaliser une animation renforcée :
    - Par la mise en place de l'OPAH ;
    - Par le repérage des situations de mal logement ;
    - Par la promotion des dispositifs de droit-commun à travers la mission de « suivi-animation » de l'OPAH ;
- Réaliser tous les partenariats nécessaires à l'accomplissement du projet ;
- Constituer une ingénierie opérationnelle efficace s'appuyant sur les compétences et expertises de chaque partenaire ;
- Respecter l'ensemble des normes, procédures et réglementations applicables ainsi que tout texte juridiquement opposable dans l'exercice des missions qui lui incombent au titre de la présente convention.
- Remettre à la CCSSO, une copie du bilan annuel du suivi-animation rentrant dans le champ d'intervention de l'opérateur du suivi-animation qui sera retenu, ainsi que le bilan final de l'opération.

Le Maître d'ouvrage délégué s'engage à faire toute diligence pour achever sa mission, en respectant la durée prévisionnelle. Il s'efforcera d'identifier les solutions de nature à remédier aux éventuelles difficultés rencontrées, en informera systématiquement le Déléguant et sollicitera de sa part toute décision qui se révèlerait nécessaire pour la bonne exécution de ses missions.

Le non-respect par le maître d'ouvrage délégué de ses engagements peut entraîner la résiliation pour faute de la présente convention, dans des conditions aux présentes.

## ARTICLE 5 : COORDINATION DU PROJET

Pendant toute la durée de la délégation de la Maîtrise d'Ouvrage de l'OPAH à la Ville, celle-ci assurera le pilotage et la coordination en associant les partenaires nécessaires à la bonne réalisation du projet.

Plusieurs instances de concertation et de décision se réuniront :

- Un comité technique, composé des services de la Ville, de la CCSSO, et des partenaires disposant des compétences nécessaires à la bonne gestion du projet (foncière, juridique, sociale, habitat, etc.). Il se réunira 4 fois par an afin de suivre l'avancement de l'OPAH-RU.

- Un comité de pilotage décisionnel, composé des élus de la Ville, de la CCSSO, et des partenaires financeurs de l'opération (Agence Nationale pour l'Amélioration de l'Habitat – Etat, Banque des Territoires – Caisse des Dépôts et Consignations).

D'une manière générale, la Ville sera tenue d'informer la CCSSO de l'état d'avancement du projet sur toute sa durée. Les instances de concertation et notamment de décision feront systématiquement l'objet d'un état d'avancement. La Ville s'engage ainsi à fournir de manière régulière, des indicateurs de résultats (à minima semestriels).

La CCSSO peut, sur demande écrite, demander une mise à disposition des dossiers concernant le projet afin de contrôler le bon déroulement des missions déléguées dans le cadre de la présente convention. La Ville s'engage à fournir, dans les meilleurs délais (sous 15 jours), les éléments nécessaires.

Afin d'assurer la bonne coordination du projet, le DCE pourra faire l'objet d'un avis auprès de la CCSSO. Le cahier des clauses techniques et particulières (CCTP) fera l'objet d'une validation conjointe. La CCSSO rendra son avis sous deux semaines après envoi notifié du document. Au-delà de ce délai, l'accord sera réputé tacite.

## ARTICLE 6 : DUREE ET ACHEVEMENT

### 6.1 Durée

La présente convention s'applique à compter de sa date de de sa notification par le déléguant au maître d'ouvrage délégué du projet d'OPAH-RU, une fois signée par les deux parties pour une durée équivalente à celle inscrite dans la convention de mise en œuvre du dispositif d'OPAH-RU sur le Site Patrimonial Remarquable de Senlis.

La signature sera préalablement autorisée par délibérations, rendues exécutoires, de leurs organes décisionnels compétents respectifs.

Le déléguant procède aux formalités suivantes :

- Formalités de publicité et transmission au contrôle de légalité, nécessaires à conférer à la convention son caractère exécutoire ;

- Transmission au comptable public pour avis. A l'expiration d'un délai d'un mois, il est réputé avoir donné son avis. Le déléguant lui transmet l'ampliation de la convention de délégation de maîtrise d'ouvrage dès sa conclusion.

## 6.2 Achèvement

Afin d'achever sa mission, le maître d'ouvrage délégué doit transmettre au déléguant l'intégralité des documents contractuels, administratifs, techniques, et financiers relatifs à l'exécution de la convention de délégation de maîtrise d'ouvrage, qu'il n'aurait pas d'ores-et-déjà transmis.

Ces documents sont transmis sous format électronique de manière organisée. Les documents sont classés.

La fin de la mission du maître d'ouvrage délégué est actée par le déléguant lorsque ce dernier lui remet un document constatant l'achèvement de sa mission dénommé « quitus ».

Le document constatant l'achèvement de la mission du maître d'ouvrage délégué ne fait que constater matériellement que la mission du maître d'ouvrage délégué est achevée. Elle ne signifie en aucune manière que le déléguant renonce aux éventuelles actions en responsabilité qu'il détient à l'égard du déléguant à raison de l'exécution des prestations de la mission.

Le quitus est délivré à la demande du maître d'ouvrage délégué après exécution complète de sa mission.

Le document constatant l'achèvement de la mission est délivré au maître d'ouvrage délégué dans le mois qui suit la demande. L'absence de notification dans ce délai emporte approbation tacite de la mission.

Au terme de l'exécution de la convention de délégation de maîtrise d'ouvrage ou en cas de résiliation, le maître d'ouvrage délégué restitue sans délai au déléguant une copie de l'intégralité des données confiées par lui dans le cadre de la prestation.

# ARTICLE 7 : CONDITIONS FINANCIERES

Le présent article précise uniquement les conditions financières des ressources humaines de la Ville affectées à la Maîtrise d'Ouvrage de l'OPAH-RU. Il ne conditionne pas les financements liés au dispositif d'OPAH-RU, fixés par une convention de mise en œuvre indépendante.

La délégation de Maîtrise d'Ouvrage de l'OPAH-RU, inscrite dans le dispositif « Action Cœur de Ville » de la commune, sur le secteur du Site Patrimonial Remarquable sera portée par la Ville à titre gracieux.

## ARTICLE 8 : CONDITIONS DE MODIFICATION OU DE RESILIATION

### 8.1 Résiliation de la convention

La convention peut être résiliée avant son terme par l'une des parties en cas de non-respect des dispositions et obligations de la présente convention par l'autre partie, 6 mois après mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception non suivi d'effets. Dans le cadre de la mise en demeure, le déléguant informe le maître d'ouvrage délégué de la sanction envisagée et l'invite à présenter ses observations.

Dans ce cas, la résiliation prend effet un mois après notification, par lettre recommandée avec accusé de réception de la décision de résiliation. La résiliation de la convention de délégation de maîtrise d'ouvrage ne fait pas obstacle à l'exercice des actions civiles ou pénales qui pourraient être intentées contre le maître d'ouvrage délégué.

Lorsque le maître d'ouvrage délégué est mis dans l'impossibilité d'exécuter la convention du fait d'un événement ayant le caractère de force majeure, le déléguant résilie la convention. La résiliation n'ouvre droit pour le maître d'ouvrage délégué à aucune indemnité.

### 8.2 Modification de la convention

Toute modification de la présente convention devra faire l'objet d'un avenant écrit, conclu entre les Parties.

En cas de circonstance que des parties diligentes ne pouvaient prévoir dans sa nature ou dans son ampleur et modifiant de manière significative les conditions d'exécution de la convention de délégation de maîtrise d'ouvrage, les parties examinent de bonne foi les conséquences, notamment financières, de cette circonstance.

Le cas échéant, les parties conviennent, par avenant, des modalités de prise en charge, totale ou partielle, des surcoûts directement induits par cette circonstance sur la base de justificatifs fournis par le maître d'ouvrage délégué. Il est tenu compte, notamment :

- des surcoûts liés aux modifications d'exécution des prestations ;
- des conséquences liées à la prolongation des délais d'exécution du déléguant.

## ARTICLE 9 : PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

Chaque partie à la convention est tenue au respect des règles, européennes et françaises, applicables au traitement des données à caractère personnel éventuellement mis en œuvre aux fins de l'exécution de la convention de délégation de maîtrise d'ouvrage. A ce titre, toute transmission de données à des tiers, y compris au bénéfice d'entités établies hors de l'Union européenne, qui ne serait pas strictement conforme à la réglementation en vigueur est formellement prohibée.

En cas de manquement par le maître d'ouvrage délégué à ses obligations légales et contractuelles relatives à la protection des données personnelles, la convention peut être résiliée pour faute.

## ARTICLE 10 : LITIGES

Toute contestation relative à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention ressort du Tribunal Administratif d'Amiens.

Les parties s'engagent toutefois à rechercher au préalable une solution amiable au litige.

---

Fait en deux exemplaires originaux.

A Senlis, le

**Pour la Communauté de Communes Senlis Sud Oise**

**Monsieur le Président,**

**Guillaume MARECHAL**

**Pour la Ville de Senlis**

**Madame le Maire,**

**Pascale LOISELEUR**